

**CENTRE D'ÉTUDES ARCTIQUES
ET FINNO-SCANDINAVES**

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES
VI^e Section : Sciences Économiques et Sociales
SORBONNE

DLP 15-6-65 353812

1106

INTER NORD

*Bulletin d'information
économique et culturelle
pour les régions septentrionales*

4^o.R.
11109

S. E. V. P. E. N.
(Ministère de l'Éducation Nationale)
13, rue du Four
PARIS - VI^e



MARS 1964 - N° 6

INTER - NORD

Bulletin d'information économique et culturelle

Directeur

Jean MALAURIE

Comité de Direction

Jean MALAURIE,
Directeur du Centre d'Etudes Arctiques,
E. P. H. E. Paris

Daniel NAT,
Ecole Pratique des Hautes Etudes. Paris

George W. ROGERS,
University of Alaska. Juneau

Claus BORNEMANN,
Ministère du Groenland. Copenhague

Alice PICARD,
Laboratoire de Géographie. Brest

EKONOMISK HISTORISKA INSTITUTIONEN,
Université de Lund

Correspondants

Alan COOKE (Dartmouth, N. H. - U.S.A.)

Bertel W. KARSTEN (Copenhague)

Camille LAVERDIÈRE (Montréal)

Sven NORDENGREN (Lund)

Robert PARÈS (Stockholm)

Secrétaire de Rédaction

Jillian NIZARD

**INTER
NORD**, bulletin bi-annuel est publié par le Centre d'Etudes Arctiques et Finno-Scandinaves
de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Sorbonne), 54, rue de Varenne, Paris VII* (BABylone 48.60)

Pour **abonnement**, dépositaire central et Administration : **S.E.V.P.E.N.** (Service d'Edition
et de Vente des Publications de l'Education Nationale), 13, rue du Four, PARIS VI*.

Abonnement annuel : 40 F, 6 10 - le numéro : 25 F.

I N T E R

N O R D

S O M M A I R E (1)

(Janvier 1963 - Juillet 1963)

	pp.
<u>EUROPE SEPTENTRIONALE</u>	1-87
<u>FINLANDE</u>	
- La récession finlandaise en 1963	1
- Mise en oeuvre de la politique financière gouvernementale	3
- Les trois-quarts du potentiel national d'investissement affectés aux industries du bois	10
- Les produits métallurgiques représentent un cinquième des exportations finlandaises	15
<u>NORVEGE</u>	
- Le pouvoir d'achat progresse trois fois plus vite que le Produit National Brut	17
- Le marché allemand, clef principale de l'économie norvégienne	19

- (1) L'établissement des chapitres Finlande, Norvège et Danemark a été assuré par M. Daniel NAT ; (Annexe sur la Norvège septentrionale par Mme Alice PICARD). Suède par M. Sven NORDENGREN. Suède septentrionale par M. Robert PARES. Bassin Baltique par M. Henri SMOTKINE. Islande par M. Jacques RAYMOND ; (Annexe sur la Planification par Mme Alice PICARD). Groenland par M. Jean MALAURIE. Canada par MM. Jean MALAURIE et Daniel NAT. Alaska par M. G.W. ROGERS. Mers de Behring, d'Okhotsk et Golfe d'Alaska par M. Jean MALAURIE.
- La Section Culturelle a été préparée par MM. Sven NORDENGREN et Jean MALAURIE.
- Secrétariat : Mme Nicole FITOUSSI

h° R
11109



	PP.
- Les effets sur les prix de revient de la crise sociale d'avril 1963	20
- Investissements maintenus au taux très élevé de 36,7% : budgets norvégiens de 1961 à 1963	21
- Aluminium et hydroélectricité	26
- Construction navale	29

NORVEGE SEPTENTRIONALE

- Une économie médiocre : pêches, hydro-électricité, forêt, agriculture, mines	32
- Communications et transports insuffisants	37
- Mouvement démographique	40

SUEDE

- La population active par secteurs économiques	42
- Une certaine reprise des investissements et de l'industrie en 1963	44
- Production électrique et Construction navale	51
- Le Commerce extérieur	55

SUEDE SEPTENTRIONALE

- Les Conférences inter-nordiques de Kiruna et d'Oslo	58
- Dépopulation et problèmes structurels	60
- Minorité Lapone et Etat Suédois	70

DANEMARK

- Le dynamisme économique : examens comparés	74
- Le redressement de mars 1963	82
- Relance du commerce extérieur et réserves des changes accrues	84

BASSIN BALTIQUE

- Activités portuaires en Pologne et en République Démocratique Allemande	88
- Les ports de Pologne	89
- Les ports de la République Démocratique Allemande	94

NORD DE L'ATLANTIQUE ET AMERIQUE DU NORD

98-25

ISLANDE

- Le nouveau programme économique	98
- Les négociations de Bruxelles et les projets "européens" de l'Islande	106
- Les élections législatives de juin 1963	107

pp.
20
21
23
29
32
37
40
42
44
51
55
58
60
70
74
82
84
-97
88
89
94
-23
98
105
107

pp.
116
129
135

- Pêcheries et industries dérivées
- Industries minérales, énergétiques. Travaux Publics. Industries alimentaires et divers
- Commerce extérieur

ANNEXE : Le programme économique islandais

- Observations économiques générales 144
- Investissements par secteurs : public, agriculture, industrie, habitat 147

GROENLAND

- Rajeunissement et croissance de la population active 150
- Le regroupement urbain se différencie 156
- Pêche, chasse et agriculture n'assurent qu'un huitième du revenu insulaire : examen par poste d'activité 159
- Balance des comptes et niveau de vie 169
- Conscience politique groenlandaise et difficultés sociales 177

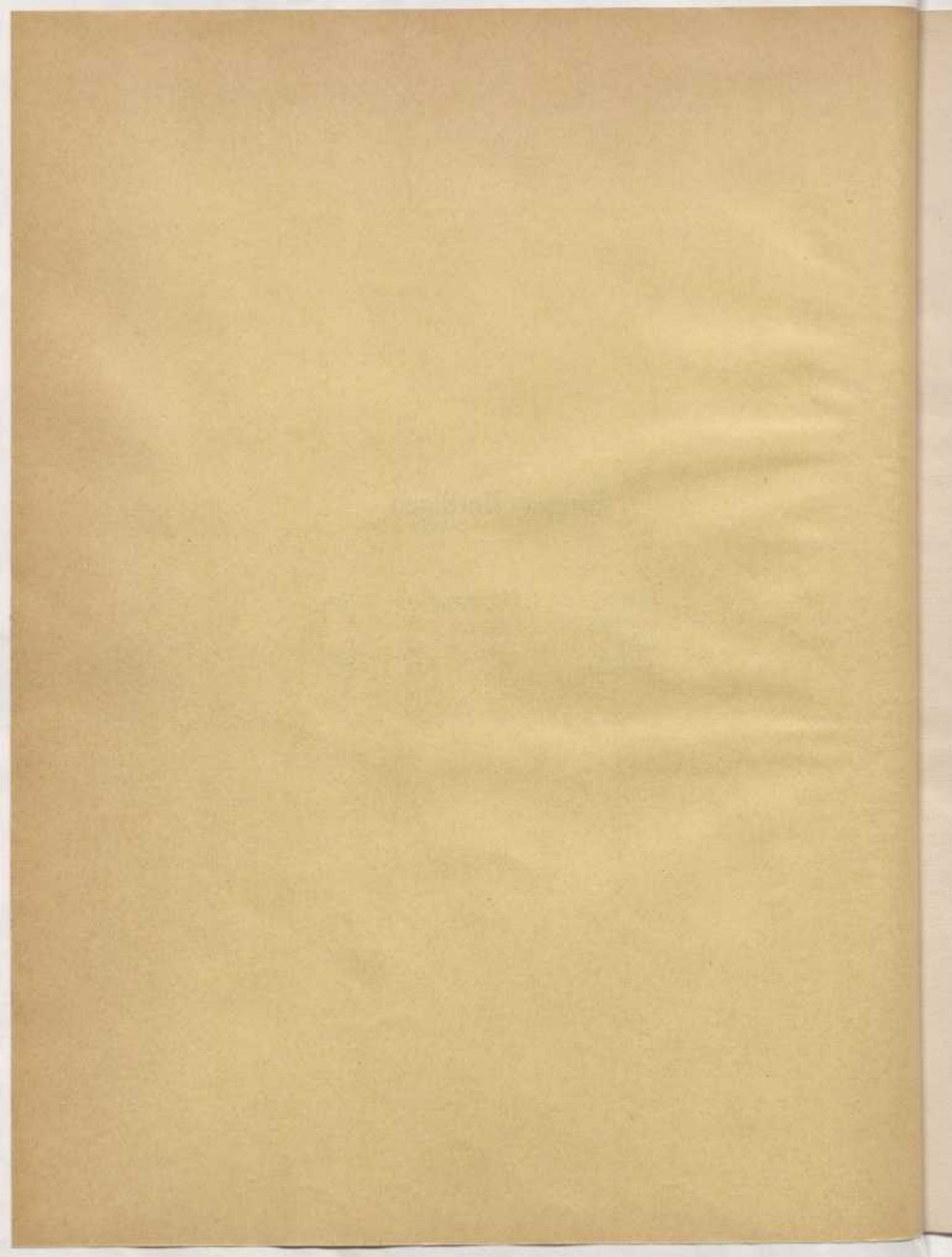
CANADA

- I - Evolution de la situation économique et politique en 1963 182
- L'économie canadienne à l'arrivée de M. L. PEARSON 182
- La politique de M. L. PEARSON 193
- Le problème de l'emploi et du capital étranger 195
- II-Certains caractères de la vie agricole canadienne 209
- Une agriculture de rentabilité qui peut être une agriculture de sous-exploitation 209
- Les productions céréales et animales par province 216
- III-Certains aspects du développement industriel 222
- Le développement de l'industrie des mines, facteur de déséquilibre du compte courant 222
- 1963, année exceptionnelle d'expansion : examen par poste et par province 225
- Premier souffle de la politique pétrolière nationale mais expansion soutenue de l'industrie du gaz naturel. Incertitudes sur l'Athabasca 234

	PP.
- <u>IV-Nord des Provinces, Yukon et Territoires du Nord-Ouest</u>	237
- Ralentissement continu de la production minière mais prospection toujours active	237
- Problèmes d'emploi préoccupants pour les minorités indiennes et esquimaudes : examen détaillé de la politique d'Assistance Fédérale aux minorités indiennes	242
<u>NORD DU PACIFIQUE</u>	251-285
<u>ALASKA</u>	
- Indications of Alaska's general growth and changes : 1950-1962	251
- Forest Products Industries	257
- Mineral production : + 21%, 1962-1963	263
- Fisheries. Figures below 1962	265
- Defense Expenditures	267
<u>MER D'OKHOTSK, MER DE BEHRING ET GOLFE D'ALASKA</u>	
- La puissance industrielle japonaise	270
- Quadruplement des échanges nippon-soviétiques : 1963-1965. Le développement sibérien	273
- Pêches japonaises soviétiques et américaines dans le Nord-Est et le Nord-Ouest du Pacifique ; la politique d'"abstention" gêne l'expansion japonaise	276
- Le Japon, troisième pays d'exportation canadienne	283
<hr/>	
<u>SECTION CULTURELLE</u>	286-306
- Liste des principaux enseignements assurés en 1963-1964 en Sciences Humaines dans les Universités nordiques de Aarhus, Copenhague, Lund, Stockholm, Oslo, Bergen et Reykjavik	
- Thèses soutenues en Sciences Humaines au cours des dernières années dans les Universités nordiques citées	
<u>TABLE DES SOURCES</u>	307-312

Europe Nordique

Finlande	pp.	1	-	16
Norvège	»	17	-	41
Suède	»	42	-	73
Danemark	»	74	-	87



FINLANDE

1914

F I N L A N D E

SECOUEE PAR UNE CRISE FINANCIERE DRAMATIQUE QUI MENACE JUSQU'A LA VALEUR DE LA MONNAIE NATIONALE, LA FINLANDE ENTAME, EN REALITE, LE DUR APPRENTISSAGE DU COMMERCE INTERNATIONAL ET PRESSENT QUE SON ECONOMIE DOIT ETRE SUFFISAMMENT DIVERSIFIEE POUR NE DEPENDRE NI D'UN SEUL MARCHÉ, NI D'UN SEUL TITRE DE PRODUCTION.

Les motifs d'inquiétude que donnait, voici six mois, l'évolution de la situation économique finnoise - et dont INTER-NORD s'était fait longuement l'écho - se sont indéniablement confirmés et aggravés à la fois. Pour reprendre la forte expression à laquelle recourt UNITAS (n°2, 1963), édité par la NORDISKA FÖRENINGSBANKEN, la Finlande tend actuellement à représenter "un flot de récession au milieu d'une Europe prospère".

I - LA RECESSION FINLANDAISE

Les repères statistiques traditionnels ne le démentent assurément pas. Et, en premier lieu, le mouvement du produit national brut : en 1962, sa croissance n'avait pas dépassé 3%, - contrastant déjà avec une augmentation de 4% du coût de la vie. Les estimations les plus optimistes pour 1963 n'excèdent pas 1%, - pour un accroissement du coût de la vie qui ne sera guère inférieur à 3,5% et pourrait, le cas échéant, excéder, même largement, 6%. Entre temps, la tension sur l'indice des salaires (+ 5,6% en 1962) s'accroît : + 6,0% de janvier à juin 1963, - tandis que le niveau général de l'emploi baisse, de mai 1962 à mai 1963, de plus d'un demi pour cent. Quant à la production industrielle, son avance

est, purement et simplement, nulle : elle était à l'indice 132 (1959 = 100) pour l'ensemble de 1962; elle reste de même en 1963 pour la moyenne des neuf premiers mois de 1963. Et il n'en est, du reste, ainsi, que dans la mesure où les industries du papier et du bois soutiennent, par leur légère progression, (4,1% pour les premières, 3,5% pour les secondes) un ensemble visiblement fléchissant : les fabrications de biens d'équipement, par exemple, chutent de 11% et les industries métallurgiques de 7%. Quant à la construction, dont le comportement est souvent sensible aux tendances profondes de conjoncture, il ne paraît pas - et c'est le moins qu'on puisse dire - qu'elle fasse preuve de la fermeté qui lui était propre en 1962 et 1961. Les permis de construire non utilisés se sont accrus (1er trimestre 1963) de 21%, le total des constructions achevées s'est tassé de 35% et le nombre d'immeubles en construction s'est amenuisé de 28%. On ajoutera que, du 1er semestre 1962 au 1er semestre 1963, les faillites enregistrées se sont accrues de 16%.

1) L'économie finlandaise sans argent

Quand un tel affaïssement présente un caractère si général - et se détachant, en fait, sur une situation qui demeure encore marquée, en Europe, des signes de la prospérité - il est plausible de supposer qu'il procède d'une cause centrale. Dans son précédent numéro, INTER-NORD attirait, à cet égard, l'attention sur la raréfaction quasi-critique de l'argent, qui paraissait, déjà, affecter le bon fonctionnement de l'économie finnoise. A cette époque, la revue de la Banque Finlandaise KANSALLIS OSAKE PANKKI (3-1962) notait d'ailleurs : "... Le déséquilibre du marché monétaire a pris de telles proportions au cours du second trimestre 1962, qu'il ne semble pas avoir de parallèle dans les années précédentes ...". C'est dire que les pronostics concouraient tous sur la présomption que 1963 serait fondamentalement marquée par un effort sans réserve ni faiblesse du gouvernement pour réaligner les circuits de production, en prélevant les moyens nécessaires sur les circuits non-productifs. Des économies budgétaires, notamment, étaient prévues : - dont le corollaire était, bien entendu, que les pouvoirs publics, pour contenir les salaires, et, par eux, les coûts de production, soient en mesure de contenir les prix. Durant le printemps 1962, le gouvernement paraissait, au reste, résolu à s'établir dans cette perspective : outre l'annonce, pour janvier 1963, d'une réforme monétaire qui multiplierait par 100 la valeur nominale de la monnaie, un ensemble de décisions intervenait, dont les unes, par voies de blocage des prix de certaines denrées, visaient à mieux ressaisir la conjoncture intérieure et dont

les autres, par le truchement de taxations diverses, se proposaient d'accroître la trésorerie de l'Etat et, par elle, la consistance de la monnaie. De son côté, la Banque de Finlande haussait de 1% le taux d'escompte et impartissait aux banques de limiter à 240% de leur capital le volume des réescomptes qu'elles entendaient consentir.

Assurément - et en notant, par exemple, que, parmi les ressources nouvelles envisagées par le pouvoir, figurait un exhaussement de 12% de la taxe sur les sociétés, qui en supportaient déjà une de 38% - certains milieux pouvaient se demander si le gouvernement cherchait de l'argent pour l'économie nationale ou pour lui-même. Sans doute, le budget 1963 comportait-il des réductions de dépense atteignant 6,6% en 1962 : mais, en fait, l'équilibre n'était atteint qu'à la faveur d'emprunts totalisant 320 millions de NMF, - soit un endettement très supérieur aux économies promises. Et rien, au reste, n'assurait que le Gouvernement fût véritablement en mesure de rester dans les limites qu'il s'était tracées. Le parachèvement des accords finno-soviétiques relatifs à la remise en état du Canal de Saïma présupposait, à lui seul, une contribution finlandaise avoisinant 450 millions NMF. L'on tenait, par ailleurs, pour imminente, une action revendicative des services publics, - visant à assurer à ceux-ci un réajustement de traitement correspondant aux exhaussements de salaires déjà obtenus par les travailleurs de l'industrie. Et, d'autre part, la désastreuse récolte de 1962 rendait fort douteux que les exploitants agricoles ne fassent pas, jusqu'à la récolte 1963, un très large appel à l'aide du Trésor.

II - LA MISE EN CAUSE DE LA POLITIQUE FINANCIERE DU GOUVERNEMENT.

Le péril essentiel, à coup sûr, qui s'attache à la recherche par l'Etat, et par tous les moyens, de disponibilités de circonstance, c'est que, très vite, la monnaie risque de perdre en solidité ce que la trésorerie s'efforce de gagner en facilités. Et ce que gagne, au reste, celle-ci, est de bien petit avenir : que la confiance de l'économie dans la devise

nationale se fasse moins catégorique, et les niveaux dont dépend la consistance de la conjoncture -niveau des investissements, niveau de la production - tendent, eux-mêmes, à fléchir. Les rentrées de l'Etat s'amenuisent, tandis que l'obligation où il se trouve soudain, pour contenir le fléchissement, d'élargir et de multiplier son aide, accroissent d'autant les besoins d'argent. On sait, alors, quel cycle déplorable s'amorce, - et comment le conflit entre l'Etat et l'économie rend, à leur tour, inéluctables, des conflits corollaires - celui entre salaires et prix n'est pas le moins délétère - entre toutes les polarités constitutives de la conjoncture.

1) Dévaluation ?

Il serait, évidemment, excessif de réduire, sans autre nuance, à un tel schéma l'évolution suivie, en 1963, par la politique du gouvernement finlandais. Certes, UNITAS, revue de la NORDISKA FÖRENINGSBANKEN, écrivait (n°2, 1963) : "(La raison des difficultés finlandaises) doit être cherchée dans le secteur public : l'énorme accroissement des dépenses gouvernementales a été couvert, en partie, par de nouvelles taxes et, en partie, par des emprunts obligatoires qui ont très lourdement pesé sur le marché du crédit. Répétant l'erreur de ses prédécesseurs, le gouvernement a, ainsi, cherché, à tout prix des sources nouvelles de revenu au lieu de diminuer ses dépenses. Des emprunts forcés, des taxes supplémentaires, ou des émissions trop nombreuses de bons par le Trésor ne peuvent avoir pour effet que d'accuser davantage la dépression actuelle..." De son côté, le FINANCIAL TIMES, du 7-VI-63 n'hésitait pas à évoquer l'éventualité d'une dévaluation : "Le public finlandais perd confiance dans la valeur de la monnaie. Les coûts de production se sont accrus si rapidement, à un moment où le marché s'affaiblissait, que certains milieux en viennent à envisager une dévaluation".

Il n'est, en tout cas, pas niable, qu'à l'orée de l'automne 1963, toute la période écoulée depuis le début de l'année se trouve marquée moins par des données véritablement économiques que par des rebondissements et des épisodes incessants qui témoignent d'une crise à la fois aiguë et rudimentaire du Trésor public. Et non sans que la situation n'en vienne à prendre un tour quasi-dramatique. Le 21 mai, M. KARTTUNEN, Ministre des Finances, ira jusqu'à s'écrier devant le Parlement : "Une pancarte de fermeture pourrait être suspendue en juillet à la porte de mes caisses, et le Gouvernement risquerait de devoir suspendre ses paiements si, d'ici juillet, nos finances n'ont pas été réorganisées".

Le TABLEAU I, ci-dessous, présentant l'évolution comparée des recettes et dépenses durant les premiers semestres 1962 et 1963, convainc, en effet, des difficultés considérables auxquelles il s'agissait - et auxquelles il s'agit toujours - de faire face. Certes, la régression des recettes afférentes au chiffre d'affaire - c'est à dire à l'état général de l'économie - confirme que les difficultés procèdent, au moins en partie, d'une situation intrinsèquement récessive, qui n'est pas la fait du gouvernement. Mais, en revanche, l'on comprend moins bien l'écart majeur établi entre le faible accroissement des recettes (+ 3,9%) et l'exhaussement très sensible des dépenses (+ 12,9%).

TABLEAU I - Evolution comparée des recettes
et dépenses de janvier-mai 1962 à janvier-mai 1963
(millions de NMF)

	1962	1963	Changement
RECETTES			
- Taxes sur le revenu	389	434	+ 11,6
- Taxes sur le chif.d'aff.	395	354	- 10,4
- Douanes	182	193	+ 6,0
- Alcools	115	138	+ 20,0
- Tabacs	84	105	+ 25,0
- Taxes sur carburants liqui- des	57	61	+ 7,0
- Timbres	87	92	+ 5,7
- Alloc. Familiales	104	117	+ 12,5
- Autres revenus	188	170	- 11,5
- Recette courante	1.601	1.664	+ 3,9
- Revenu de Capital	42	73	+ 73,8
- Revenu total	1.643	1.737	+ 5,7
- Emprunt	148	244	+ 64,9
DEFICIT	82	125	+ 52,4
DEPENSES			
- Intérêts de la dette d'Etat	28	40	+ 42,9
- Alloc. Familiales	126	147	+ 16,7
- Pensions	78	81	+ 3,8
- Victimes de la guerre	50	51	+ 2,0
- Soutien des prix	127	197	+ 55,1
- Aide à l'enseignement	150	155	+ 3,3
- Autres dépenses	711	763	+ 7,3
- Dépense courante	1.270	1.434	+ 12,9
- Investissements	327	383	+ 17,1
- Prêts	68	58	- 14,7
- Autres placements	128	115	- 10,2
- Dépense totale	1.793	1.990	+ 11,0
- Amortissements	80	116	+ 45,0

Source : UNITAS, Vol. XXXV, 3/1963, Helsinki 1963.

2) Un déficit atteignant 10% du budget total

Sans doute, peut-on concéder que l'année commença mal pour les pouvoirs publics, - puisque ses premières semaines furent marquées par une action revendicative particulièrement résolue des employés de l'Etat. Ceux-ci, contrairement à la pratique habituelle qui subordonnait jusque là tout ajustement de leur traitement aux conventions à intervenir entre les employeurs et les salariés du secteur privé, prétendaient cette fois agir d'eux-mêmes et pour eux-mêmes. Leurs demandes pouvaient impliquer un surcroît budgétaire oscillant entre 150 et 300 millions NMF, - contre les quelques 100 millions que proposait le Gouvernement, et dont, en fait, il ne disposait déjà pas. Mais, en réalité, ce premier épisode comportait des conséquences plus graves, puisque l'action des employés de l'Etat allait finalement mettre en branle l'ensemble des salariés et soumettre, ainsi, l'économie, et le Gouvernement, à une épreuve dont ni l'un ni l'autre n'avaient besoin. Les augmentations accordées, outre le temps et la production perdus, signifiaient, en effet, - par la voie d'un exhaussement des coûts de fabrication et donc d'une réduction des bénéfices - une diminution des recettes fiscales, tandis que la pression accrue de la demande et l'obligation de maintenir l'étiage des prix se soldaient par une augmentation des contributions et dépenses gouvernementales. Et, entre temps, le dédommagement dû aux agriculteurs pour la récolte désastreuse de 1962 s'inscrivait pour quelques 112 millions NMF. Nul, en telle occurrence, n'eût songé à railler le Gouvernement qui, à l'automne précédent, avait présenté un budget apparemment équilibré et qui, lors de sa formation avait même pris l'engagement de n'augmenter aucune taxe. Et - le déficit appelant presque toujours, le déficit, ce n'était d'ailleurs pas tout. Une conjoncture déprimée trouve, en effet, son expression principale dans la détérioration de la balance commerciale, et, à l'orée de 1963, le déficit de celle-ci avoisinait 100 millions NMF. L'incidence sur le niveau de l'emploi était si probable qu'au printemps 1963 il paraissait nécessaire, pour se prémunir du chômage, d'accroître de 10% les effectifs employés aux travaux publics. En fait, dès janvier, les observateurs admettaient que l'"impasse" budgétaire, sous la charge et même la surcharge, d'obligations imprévues, dépassait d'ores et déjà 335 millions NMF, - soit près de 10% du budget total. "Impasse", - dont il devait, au reste, devenir manifeste qu'il s'agissait, bel et bien, d'un "trou".

3) Le Gouvernement ne parvient pas à trouver 160 millions d'argent frais.

L'emprunt émis, fin janvier, par le Trésor, ne pouvait, sous cet angle, tromper personne : il était de 30 millions NMF - mais au taux quasi-prohibitif de 8% d'intérêt et remboursable, de surcroît, en cinq ans. C'était peu d'argent, et de

l'argent très cher. Quatre vingt dix jours plus tard, le Trésor réitérait, - cette fois pour 55 millions, ventilés en trois émissions et tout aussi onéreux (le FINANCIAL TIMES parlait, le 15-VI-1963, de "conditions extravagantes") que l'emprunt de janvier : pour disposer de 85 millions d'argent frais, le Gouvernement acceptait d'en perdre 20. Et l'opération ne couvrait d'ailleurs pas le cinquième des besoins. D'où, courant mars, l'obligation pour le Gouvernement de saisir le Parlement d'un projet de loi visant à étendre l'effet d'une taxe unique de 11% à tous les biens et services, au lieu et place de la taxation différentielle en cours. L'expédient promettait de dégager 100 millions NMF de ressources nouvelles, - mais à la condition que le Parlement consente à une mesure dont la conséquence signifiait, dans une conjoncture tendue qui consacrait déjà le divorce entre salaires et prix, une augmentation assez aberrante du coût de la vie. Et ce, pour n'éponger, au total, qu'un peu plus du tiers des dettes de la Trésorerie.

4) La crise de mai 1963 et l'intervention de la Banque de Finlande.

C'est en mai que le point critique allait être atteint, - et dans les termes dramatiques rapportés plus haut, puisque M. KARTTUNEN, Ministre des Finances, n'hésitait plus à déclarer devant le Parlement, que le Gouvernement pouvait être mis dans l'obligation de suspendre sous peu ses paiements. Les ressources étaient épuisées, et le Gouvernement n'était, ainsi, plus maître de son propre sort. Autrement dit - et il y a là pour tout gouvernement, pour tout pays, une situation cruelle - c'était désormais la seule Banque de Finlande qui détenait le pouvoir de trancher, et de renflouer. Dans de telles heures, la franchise des uns et des autres devient, à coup sûr, nécessaire, et le jour même où M. KARTTUNEN présentait au Parlement un second budget supplémentaire, M. WARIS, Gouverneur de la Banque, prenait la parole à Helsinki. Au vrai, c'était un dialogue, et la dignité le marquait. M. WARIS, quant à lui, prévenait le pouvoir. L'assainissement financier auquel il aurait dû être procédé depuis plus d'un an, soulignait-il, ne peut pas être différé ; - sous peine, désormais, du pire, qui consacrerait, au total, l'insolvabilité simultanée du Gouvernement et du public. Mais, de son côté, M. KARTTUNEN, faisait valoir que la crise des finances de l'Etat ne procédait pas du seul Gouvernement : "La nation," déclarait-il, "n'a manifestement pas réalisé que la Finlande est rentrée dans une économie internationale de libre-marché. La dévaluation du mark, la libéralisation de nos échanges extérieurs, l'association à la Zone de Libre-Echange ouvrent une

période et créent des conditions qui imposent de proscrire les facilités inflationnaires de naguère, - lorsque l'économie nationale se trouvait protégée. Le Gouvernement n'a plus aujourd'hui la faculté de contrôler les importations, - et si le pays ne s'impose pas à lui-même sur ce plan la discipline nécessaire, le moment ne tarderait pas à venir où le déficit de la balance commerciale et l'amenuisement des réserves de change deviendraient intolérables".

5) Les conditions de la Banque de Finlande

En fait, la discipline à laquelle le Ministre des Finances conviait la nation, M. WARIS y invitait également le Gouvernement. La situation sans issue où se trouvait ce dernier excluait, à coup sûr, qu'il pût se dérober, et le Gouverneur de l'Institut d'émission était ainsi en mesure de poser ses conditions. La Banque de Finlande et les Chèques Postaux acceptaient donc d'ouvrir au Gouvernement un crédit de sauvetage, à court terme, de 100 millions NMF, - mais remboursable sous soixante jours si le Gouvernement ne satisfaisait pas aux deux engagements que lui demandait de prendre M. WARIS. Le premier lui imposait de présenter d'urgence au Parlement un programme d'assainissement économique, assurant - par réduction des dépenses et accroissement des recettes - une résorption du déficit budgétaire fixée par M. WARIS à 250 millions NMF. Le second impartissait au Gouvernement de réaliser l'équilibre budgétaire en 1964 sans recourir à des emprunts.

Fin mai, le Gouvernement déférait aux invites de M. WARIS. Mais, véritablement, y déférait-il ? M. KARTTUNEN présentait, en effet, au Parlement son second budget supplémentaire pour 1963, - et, de fait, celui-ci visait à accroître de 247 millions NMF les ressources du Trésor. Dans le même temps, toutefois, il apparaissait que le Gouvernement loin de réduire ses dépenses, sollicitait des députés non seulement l'autorisation de prendre de nouveaux et lourds engagements, mais lui demandait, au surplus, d'approuver de nouveaux emprunts. Certes, les crédits relevant de la contribution finnoise à la remise en état du Canal de Saima étaient prévus, et dégagés depuis un an, - mais qu'étaient-ils devenus ? - et l'on ne pouvait, au reste, en dire autant d'un programme d'Assurances Sociales, non plus que d'une deuxième tranche de développement du complexe métallurgique de Rautaruuki ; - au coût de 260 millions NMF. Ceci expliquait d'ailleurs que le Gouvernement demandât au Parlement la permission de contracter un nouvel emprunt de 90 millions.

M. WARIS pouvait-il approuver ces initiatives ? Le fait certain est que, lorsque la session parlementaire s'acheva,

en juillet, les députés, quant à eux n'avaient toujours pas approuvé les plans par lesquels le Gouvernement entendait, à la demande du Gouverneur de la Banque, accroître ses recettes. La pièce maîtresse du projet présenté par M. KARTTUNEN était un emprunt forcé - dont les seuls étrangers étaient exemptés, et portant, ainsi, sur tous les Finlandais : son montant ressortissait, par contribuable, à 20% de l'impôt sur le revenu et 50% de la contribution mobilière 1962. Il était remboursable en deux tranches annuelles à partir de 1967 et portant intérêt à 6%. Pour moitié, il était indexé sur le coût de la vie. Le rendement en était estimé à 100 millions NMF. On restera modéré en disant qu'un tel projet devait être accueilli et fut accueilli, avec réserve par le Parlement. Par contre, un deuxième projet portant surtaxation, pour 37 millions, de l'impôt sur le chiffre d'affaire n'eut pas à être accueilli. - car, au sein même du Cabinet de coalition, la controverse à ce propos fut si vive que ce projet de loi ne fut même pas présenté aux députés. Une recette, minime, de 10 millions NMF était, enfin, attendue, d'un emprunt censé financer l'achat à l'U.R.S.S. de mazout à destination de "la réserve stratégique", dont le FINANCIAL TIMES du 22-V-1963 observe que "c'est là un subterfuge favori du gouvernement lorsqu'il entend disposer à sa guise d'un surplus de roubles".

6) Vers une fin d'année difficile

Au total, 247 millions NMF de recettes, - indéniablement conjecturales, contre des autorisations de dépenses qui pouvaient atteindre au triple, assorties probablement de nouveaux emprunts, dont les arrérages devaient, cumulativement, alourdir une dette intérieure qui, depuis 1960, s'est accrue, en Finlande, de 56%, alors que, dans le même temps, la production industrielle n'a progressé que de 16%. Quelle économie, et plus encore, quelle monnaie pourraient-elles résister indéfiniment à un tel décalage ? Certes, fin juin, les observateurs s'interrogeaient encore sur le tour que seraient appelés à prendre les rapports entre M. WARIS et le gouvernement. Quand une situation atteint à un tel degré de détérioration, ce type d'interrogation paraît assez futile. On le vit bien, courant juillet, lorsque le Gouvernement demanda finalement à M. WARIS de mettre au point lui-même un programme de stabilisation économique. Début août, M. WARIS renonçait et rendait, par là, assez clair que le problème semble dépasser désormais les dimensions et les pouvoirs d'une personne, et même d'un gouvernement. Une incertitude, et, au total, une anxiété générales marquent actuellement le climat finlandais. UNITAS, revue de la NORDISKA FORENINGBANKEN, en témoigne, qui, dans son numéro 3/1963, admet qu'aucun pronostic sérieux ne peut plus être valablement formulé sur l'évolution à venir de

l'économie nationale. A coup sûr, note simplement UNITAS, l'indice du coût de la vie est appelé à se tendre davantage et une telle tension se reflètera certainement en automne dans le secteur des salaires. A coup sûr, aussi, le marché monétaire se rétrécira encore, et, avec lui, les compartiments qui en dépendent : investissements et construction. Dans de telles conditions, l'hypothèse optimiste consiste à souhaiter, non que la dépression tende à s'inverser, mais qu'elle ne tourne pas à une manière d'effondrement général de tout le dispositif économique.

III - L'IMMOBILISATION DES TROIS QUARTS DU POTENTIAL NATIONAL D'INVESTISSEMENT DANS LES INDUSTRIES DU BOIS POURRAIT REPRESENTER UN RISQU GRAVE POUR LA FINLANDE SI CELLE-CI NE PARVIENT PAS A DEGAGER LES MOYENS SUPPLEMENTAIRES FINANCIEREMENT REQUIS POUR DIVERSIFIER ET DEVELOPPER DAVANTAGE SA PRODUCTION INDUSTRIELLE.

Le maintien, voire un progrès, des exportations de papier et de bois peuvent-ils, dans de telles circonstances, représenter une assurance et comme un môle sur lequel, le temps de son ressaisissement, la Finlande puisse prendre appui ? Là est, sans doute, la question capitale. Et non pas seulement à court terme. Car, sur ce plan, nul ne saurait faire et dire plus ou mieux que la Finlande, - troisième producteur et deuxième exportateur mondial de papier, pour une population totale largement inférieure à celle de Paris. Et il faut ajouter que d'ici 1965 - c'est à dire dans les vingt mois à venir - la Finlande entend accroître de plus de moitié son potentiel productif, qui passerait de 3.900.000 t. à 6.300.000 pour la pulpe, de 2.100.000 t. à 3.400.000 pour les papiers et carton, atteignant, ainsi, plus des deux tiers de la production canadienne.

Vouée, dévouée, aux industries du bois et de la forêt, l'économie finlandaise est-elle cependant assurée de leur devoir, aujourd'hui, sa sauvegarde, désormais sa prospérité. Voici un an, INTERNORD (n°4, p.35) s'interrogeait à ce propos et notait que l'extraordinaire distorsion établie entre le domaine de l'industrie forestière et toutes les autres parties du secteur secondaire jouait en faveur d'une production dont l'offre, sur le plan mondial, tend présentement à l'emporter sur la demande. On le sait, les années 1961 et 1962

ont été, à cet égard, marquées par un accord inter-scandinave visant à réduire le volume des fabrications. Il n'est pas douteux, qu'avant d'en arriver à une telle mesure, les producteurs avaient consenti à diminuer d'année en année leurs marges bénéficiaires, - au fur et à mesure, d'ailleurs, où croissait la capacité du matériel mis en oeuvre. Mais une semblable contradiction entre rentabilité et productivité a des limites. Au cours d'une conférence prononcée au printemps par M. KARJALAINEN, Premier Ministre, le chef du Gouvernement finlandais révélait qu'"en raison de la concurrence et d'une surproduction importante, certains produits étaient déjà vendus à un prix inférieur au seuil de la marge bénéficiaire". A coup sûr, une économie peut, s'il le faut, consentir momentanément des sacrifices de ce type. Mais à la condition - et c'est précisément celle-ci qui n'est pas remplie par la Finlande - que les autres compartiments de la production industrielle assurent les suppléances nécessaires et, qu'au total, le niveau minimum de rémunération de l'ensemble des capitaux engagés, sous forme d'investissement, dans l'ensemble de l'économie, ne soit pas entamé.

1) Le pouvoir national d'investissement pratiquement absorbé par les industries du bois.

Dans la conférence, évoquée plus haut, M. KARJALAINEN n'hésitait pas à déplorer ce qu'il appelle "l'étroitesse persistante de la base des exportations finlandaises". Le TABLEAU II, ci-dessous, montrant la part pratiquement écrasante occupée durant les dix dernières années par le papier et les industries du bois dans les exportations finlandaises, en convainc sans peine.

TABLEAU II - La part du papier et des industries du bois dans les exportations de 1953 à 1962

Année	Exportations totales	Papier et industries du bois	% des exportations totales
1953	1.315	916	69,6
1954	1.566	1.114	71,1
1955	1.812	1.271	70,1
1956	1.779	1.222	68,6
1957	2.123	1.459	68,7
1958	2.479	1.730	69,7
1959	2.673	1.807	67,6
1960	3.164	2.178	68,8
1961	3.374	2.381	70,5
1962	3.533	2.359	66,7

Source : Bank of Finland, Monthly Bulletin, n°11/1963.

Le TABLEAU III, qui suit, établit que l'économie finlandaise, en outre, ne paraît pas, ou pas encore, en mesure de rééquilibrer son catalogue de produits exportables. A une moindre progression, ou à un recul des produits de l'industrie forestière correspondent, en réalité, des reculs plus marqués des productions métallurgiques. Et, certainement, est-ce dans cette perspective qu'il convient de situer la présente crise financière. Le quasi-monopole dont jouissent les industries forestières en matière de commerce extérieur, en effet, pour contrepartie un quasi-monopole en matière d'investissement national : dans une grande mesure, le sort des divers autres secteurs de la production industrielle dépend des premières, et, à partir du moment où les dépenses gouvernementales viennent se saisir des disponibilités résiduelles laissées par les industries forestières, un véritable vide financier se creuse.

TABLEAU III - Evolution comparée des exportations finlandaises. Janvier-Juin 1962 et 1963

	1962	% du total	1963	% du total	+ ou -
	'millions'	'tal	'millions'	'tal	'1963/62'
	NMF		NMF		%
Produits agric.	79	4,9	74	4,7	- 2
Bois en grumes	62	3,9	31	2,0	- 50
'Industries du bois'	296	18,8	260	16,8	- 12
Papier	775	49,0	825	53,0	+ 7
Prod. métallurgiques	295	18,7	273	17,6	- 8
'Autres produits'	74	4,7	91	5,9	+ 23
' Exportations totales (f.o.b.)	1.581	100	1.554	100	- 2

Source : Bank of Finland. MONTHLY BULLETIN, Vol.37, n°9.

Les TABLEAUX IV A ET IV B, ci-après, fournissent certaines indications, en valeur absolue et en pourcentage, sur la répartition des investissements par grand secteur économique. Le poste "industrie", précisera-t-on, intéresse, pour la plus grande partie, les industries du papier et du bois (Bank of Finland, MONTHLY BULLETIN, Vol.37, n°2, p. 20). Comme on le voit, alors que l'investissement total à l'échelle nationale n'a pas progressé de 60%, l'investissement "industriel" a crû quant à lui, de 81%, dépassant, en 1961, le dixième du revenu national brut. Le TABLEAU V, joint aux précédents, et montrant quelle était la répartition des impôts en 1959, fait apparaître que la moitié, quasiment, des recettes gouvernementales provient de l'"industrie", et, - au total, pour leurs quatre cinquièmes, des industries du bois et du papier.

TABLEAU IV A - L'investissement par secteur
économique de 1958 à 1961 (millions de NMF)

	1958	1959	1960	1961
Agriculture	250	288	332	378
Forêt	53	52	56	58
Industrie	770	867	1.209	1.398
Transports	394	399	503	518
Commerce et banque	147	204	285	276
Gouvernement	696	746	734	758
Autres industries	68	69	112	125
Personnes privées	643	689	929	1.127
Variation des stocks, et erreurs statisti- ques	....	- 11	+ 122	+ 187
Total	3.021	3.303	4.282	4.825

Source : Bank of Finland. MONTHLY BULLETIN, vol. 37, n°2.

TABLEAU IV B - L'investissement par secteur
économique de 1958 à 1961. En %.

	1958	1959	1960	1961
Agriculture	8,3	8,7	7,8	7,8
Forêt	1,8	1,5	1,3	1,2
Industrie	25,5	26,2	28,2	29,0
Transport	13,0	12,1	11,7	10,7
Commerce et Banque	4,9	6,2	6,7	5,7
Gouvernement	23,0	22,6	17,1	15,7
Autres industries	2,2	2,1	2,6	2,6
Personnes privées	21,3	20,9	21,7	23,4
Variation des stocks, et erreurs statisti- ques	...	-0,3	+ 2,9	+ 3,9

Source : Ibid.

TABLEAU V - La répartition des impôts par secteur économique en 1959

Secteur économique	Impôts sur le revenu	% du total	Impôts communs	% du total
Agriculture	1.558	5,9	4.403	7,8
Industrie	8.523	32,4	22.898	40,3
Services publics	7.578	28,8	13.300	23,4
Commerce	5.578	21,2	8.614	15,1
Transports	2.336	8,8	6.565	11,5
Divers	712	2,9	1.000	1,9
TOTAUX	26.285	100	56.780	100

Source : UUSI SUOMI, 26-1-1963.

2) L'investissement dans les industries du bois progresse deux fois plus vite que les ventes

Or, indéniablement, les ventes finlandaises de papier et de bois reculent. Le TABLEAU VI, ci-après, montre qu'aux phases euphoriques de 1954 ou de 1957-1958 succède une expansion plus modérée, - et, en tout cas, plus modérée que la progression des investissements réalisés par les producteurs. De 1958 à 1962, le développement des ventes n'atteint pas, en rythme, à la moitié du développement des investissements ; c'est dire à quel fléchissement se voit soumise ou promise la rémunération du capital engagé.

TABLEAU VI - Voir page suivante

TABLEAU VI - Evolution des exportations de papier et de produits du bois de 1953 à 1963 (millions NMF)

	Industries 'du bois	Papier	Total	Avance (+) ou 'recul (-) sur , l'année pré- cédente
1953	436,7	479,3	916,0	
1954	497,3	616,6	1.113,9	+ 21
1955	513,2	757,9	1.271,1	+ 14
1956	404,9	817,8	1.222,7	- 4
1957	482,9	976,4	1.459,3	+ 19
1958	578,2	1.151,7	1.729,9	+ 18
1959	636,6	1.170,0	1.806,6	+ 4
1960	840,8	1.337,2	2.178,0	+ 20
1961	840,8	1.539,1	2.379,9	+ 9
1962	770,3	1.588,8	2.359,1	- 0,8
Janv-août 1962	477,2	1.023,9	1.501,1	
Janv-août 1963	463,2	1.122,4	1.585,6	+ 5

3) Le problème de la diversification industrielle

On comprend la portée de l'avertissement que donnait M. KARJALAINEN, dans la conférence plus haut évoquée, en affirmant qu'il y avait "nécessité urgente à diversifier la structure des exportations finlandaises". Le Premier Ministre, rappelant que les produits métallurgiques ne représentaient pas le cinquième des exportations finlandaises, affirmait que "la Finlande dispose des conditions requises et des matières premières nécessaires pour la production et l'exportation de produits légers et mi-lourds de l'industrie de transformation des métaux, d'emballages, de produits de confiserie et de produits alimentaires, de textiles, de faïences, de porcelaine de coutellerie, d'accessoires légers, et qu'elle pourrait même produire de tels articles dans des proportions considérables.

Il paraîtrait impossible de ne pas se rallier à de semblables vues. Celles-ci ne présupposent nullement - faut-il le dire ? - d'imposer des déssaisissements, des partages ou des freinages aux industries de la forêt. Ou, plus exactement,

elles ne le présupposeraient que si la Finlande se révélait hors d'état de dégager, en dehors et en surcroît des immobilisations déjà réalisées dans les industries forestières les éléments de financement d'une mutation industrielle plus poussée et plus diversifiée. Sans doute fera-t-on observer qu'à première vue le moment d'évoquer une telle perspective semble, aujourd'hui, assez mal choisi. A première vue, seulement. La production, qui est quelquefois à la base de ce qu'on pourrait appeler la pathologie des conjonctures est toujours à la base de leur thérapeutique. Les économies demandées par M. WARIS au Gouvernement, la discipline à laquelle le Gouvernement, à son tour, convie la nation se révéleront, certainement, constituer les parties solidaires et complémentaires d'un même programme, si la solution qu'elles apportent à la crise financière permet de fournir aux autres industries nationales les moyens qui leur assureront de suivre, fût-ce de loin, l'exemple dynamique des industries forestières.

us
e
e-
s
ell
es

NORVÈGE

1857

N O R V È G E

DECUE ET FRAPPEE PAR LA RUPTURE DES
POURPARLERS D'ADMISSION DANS LE MAR-
CHE COMMUN, LA NORVEGE EST DESORMAIS
RESOLUE A AGIR VIGOUREUSEMENT POUR
AIDER A PROMOUVOIR LE SYSTEME INTE-
GRE D' ECHANGES INTER-OCCIDENTAUX
DONT DEPEND LARGEMENT LE SORT DE SA
PROPRE ECONOMIE.

Le dernier numéro d'INTER-NORD, couvrant la plus grande partie de 1962, notait les préoccupations que suscitait, à l'entrée de l'hiver 1962-1963, l'évolution de la situation économique norvégienne. Début 1963, le Bureau Central de Statistiques pouvait confirmer que 1962 avait marqué une réduction relativement sensible du rythme de l'expansion. Le produit national brut, qui s'était accru de 5,9% en 1961 et de 6,2% en 1960 n'avait progressé que de 3,4%. La production industrielle, en particulier, dont le développement atteignait 6,5% en 1959, puis 10% en 1960 et 7% en 1961, n'avait plus avancé ; en 1962, que de 4%, - bien qu'elle ait employé 3% de main d'oeuvre de plus qu'en 1961 ; dans les industries travaillant pour l'exportation, l'avance sur l'année précédente se bornait, en 1962, à 1%.

Le pouvoir d'achat progresse trois fois plus vite
que le produit national brut.

Les indices globaux illustraient clairement ce tassement : l'ensemble du secteur industriel, qui était passé, entre 1959 et 1960, de l'indice 117 (1955 = 100) à l'indice 129, puis, entre 1960 et 1961, de 129 à 188 - soit une progression indicelle moyenne de 10,5 - n'avait avancé, fin 1962, que de 5 points sur 1961. Les industries exportatrices, quant à elles, qui avaient gagné, en moyenne, 7,5 points de 1959 à 1961, s'étaient limitées, fin 1962, à une avance de 2 points sur 1961. Des reculs étaient même enregistrés dans les secteurs du papier et des produits du bois (124 contre 131 en 1961), ainsi que dans celui du textile (117 contre 120), les avances ne se manifestant ou ne se maintenant, pour l'essentiel, que dans la métallurgie primaire (184 contre 181) et secondaire (151 contre 141), les industries extractives (131 contre 117), alimentaires (125 contre 121). De son côté, l'indice des prix de frêt - capital pour un pays dont l'armement est un des premiers du monde et dont les recettes totales proviennent, quasiment pour moitié, de l'activité de sa flotte marchande - passait, entre 1961 et 1962 (juillet-déc. 1947 = 100) de 84,2 à 77,5 (et même 76,4 en janvier 1963). Entre temps, l'indice

général des prix de détail (1959 = 100) qui n'avait avancé, jusqu'en 1961, que de 3 points (103) ressortissait, pour l'ensemble de 1962, à 106,4, - soit une progression de 5,2% sur 1961, contrastant ainsi avec les 3,4% d'avance marqués par le produit national brut. On notait, au reste, que du premier trimestre 1961 au second trimestre 1962, le salaire horaire moyen (homme) était passé de 6,58 Kr. à 7,60, soit une augmentation de 15,5% : si l'on défalque de ce dernier chiffre la part occupée par le taux propre d'accroissement des prix de détail en 1962, le pouvoir d'achat réel avait donc grandi de quelque 10%, - soit presque le triple du progrès réalisé par le produit national brut. En fait, à l'orée de 1963, la préoccupation, déjà vive en 1962, de voir dangereusement s'accuser la pression des prix sur le mouvement de la production tendait à devenir dominante. Deux autres développements allaient, au surplus, renforcer cette inquiétude.

1. - La Norvège devant la crise de ses rapports avec le Marché Commun : M. GERHARDBSEN, Premier Ministre, parle de "tragédie".

Certes un telle inquiétude est, en général, le propre des économies dont le rythme de fonctionnement est intense, - et en semblable occurrence c'est de l'exhaussement de la productivité et du développement corollaire du commerce extérieur que doit précéder le rétablissement de l'équilibre. A ce titre l'orientation progressive de la politique norvégienne vers le Marché Commun s'inscrivait bien dans une perspective intéressant l'avenir même de l'économie nationale, - et en termes qui rendaient peu douteux le choix norvégien. Le TABLEAU I, ci-après, regroupant les données de base du commerce extérieur norvégien de 1959 à 1962 inclus rend, en effet, non seulement manifeste la place principale qu'y occupe l'horizon européen mais montre, en outre, que c'est dans cette direction que la Norvège dispose régulièrement de la balance la plus favorable

TABLEAU I - L'Evolution du commerce extérieur
norvégien de 1959 à 1962 (millions Kr)

	1959		1960		1961		1962	
	Import %total	Export %total	Import %total	Export %total	Import %total	Export %total	Import %total	Export %total
Europe	77,17	73,80	76,00	77,95	77,15	75,96	76,05	76,53
Amérique nord et sud	16,30	16,53	18,39	12,09	16,68	13,33	17,58	14,79
Reste du monde	6,53	9,67	5,61	9,96	6,17	10,71	6,37	8,68
Export total (1)	5.787		6.291		6.636		6.949	
Import total (1)	9.401		10.445		11.528		11.816	
Déficit (1)	3.614		4.154		4.892		4.867	

(1) En millions de Kr.

(Source : Norges Bank, Bulletin, vol.XXXIV, n°1/1963)

Le marché allemand, clef principale de l'économie
norvégienne.

Et non point l'Europe indistinctement : en 1962, avec 1.024 millions Kr., les exportations vers l'Allemagne fédérale couvraient quasiment le cinquième des exportations norvégiennes vers l'Europe, le sixième de ses exportations totales, tandis que le dixième des importations totales de la Norvège - et le sixième de ses importations en provenance d'Europe - venaient d'Allemagne. Si l'on ajoute que la part, tant en offre qu'en demande, du marché britannique équivaut, grosso modo, à celle du marché allemand, l'on mesure, sans peine, que la candidature norvégienne au Marché Commun relevait moins de la politique que de la nécessité pure et simple. Et, en raison - à la fois - du déficit de sa balance des comptes, du haut niveau de ses investissements, de la rapidité de son expansion et du caractère pressant qu'y revêt le problème des prix intérieurs, plus sans doute, pour la Norvège que pour tout autre Etat nordique. Il ne semble pas,

à cet égard, niable que les pronostics établis en 1962 sur l'avenir à court et moyen terme de l'économie norvégienne eussent été autrement réservés, voire pessimistes, s'ils avaient dû être formulés hors de l'hypothèse d'une adhésion de la Norvège au Marché Commun. L'approbation pratiquement unanime apportée, d'ailleurs, par le Parlement au Gouvernement devait suffire à en témoigner.

On conçoit, par là même, quelle signification exceptionnellement grave allaient revêtir, pour la Norvège, la rupture brusque, début 1963, des conversations de Bruxelles entre les Six et la Gde Bretagne, et la prise de position, en cette circonstance, de la France. L'étroitesse des liens économiques entre la Norvège et la Gde Bretagne mettaient, en effet, hors de doute qu'Oslo ne se considérait pas pleinement solidaire de Londres, - et M. GERHARDSEN, Premier Ministre, put, au reste, n'hésiter pas à parler de "tragédie". Le terme ne semble pas excessif. Avec la crise de Bruxelles et les conséquences qu'elle comporte, c'était non seulement la perspective même au travers de laquelle la Norvège entendait équilibrer son expansion qui pouvait se trouver mise en cause mais aussi, tôt ou tard, le système des échanges germano-norvégiens.

2. - Le règlement de la crise sociale d'avril 1963 accroît de 1,6% les prix de revient de la production exportable norvégienne.

Ce ne devait pas être tout. Au moment, en effet, où paraissait se retrécir le front d'attaque que croyaient pouvoir s'assigner les exportateurs norvégiens, l'économie nationale allait être soumise, dès la fin de l'hiver, à l'épreuve d'un aménagement général des salaires.

C'est au printemps 1963 qu'arrivaient à expiration les accords antérieurs de salaire. A l'occasion de leur renouvellement, quelques 500.000 travailleurs venaient d'annoncer leur intention de revendiquer solidairement des ajustements avoisinant 5%. Une forte tension accompagnait les pourparlers puisque les employeurs envisageaient l'éventualité d'un lock-out et les syndicats celle d'une grève quasi-générale. De son côté, le Ministre des Finances publiait, début avril, un Livre Blanc prévenant que tout accroissement des salaires excédant 3% menacerait directement la compétitivité des exportations norvégiennes. Fin avril, l'on annonçait, toutefois,

qu'un accord général avait été négocié, - dont les termes devaient être ultérieurement approuvés, et à des majorités à la fois fortes et identiques, par les travailleurs et les unions d'employeurs. Cet accord témoignait, certes, du réalisme des parties en présence, puisque, au total, les augmentations consenties s'établissaient à 2,5%. Mais ces 2,5%, néanmoins, impliquent que d'avril 1963 à avril 1964, la masse salariale versée par les employeurs se trouvera alourdie de 115 millions de couronnes supplémentaires, - soit 1,7% de la valeur des biens exportés en 1962, et 1,6% des exportations prévues pour 1963 ; ou bien encore, 2,5% des investissements 1962 en machines et équipements et 2,4% des investissements projetés pour 1963.

3. - La persistance de l'économie norvégienne aux facteurs dépressifs de 1963 procède surtout du dynamisme et de la cohésion interne de ses structures : la Norvège est une société de producteurs plus encore que de consommateurs.

A ces divers titres, il pouvait donc, raisonnablement, y avoir lieu de supposer que l'année 1963 serait, plus encore que 1962, marquée, pour l'économie norvégienne, par des traits relativement dépressifs. L'expansion des données disponibles à l'automne 1963 montre qu'il n'en est rien. Indéniablement, avec 1962, s'est amorcée, pour la Norvège, une phase de moindre expansion, - mais non moins indéniablement, et en dépit des facteurs négatifs qui viennent d'être mentionnés, les dix premiers mois de 1963, par une consolidation, voire une amélioration des positions générales sur lesquelles l'économie se trouvait établie en 1962.

Le journal allemand "DIE WELT" (1.VII 1963) estime qu'il faut voir là la conséquence d'un redressement relatif de conjoncture aux Etats-Unis et en Gde Bretagne. Le TABLEAU I, qui fait apparaître le rôle relativement subalterne joué par les marchés américains dans le commerce extérieur norvégien, amènerait à considérer qu'une telle affirmation n'est vraie que superficiellement. En fait, le TABLEAU II, ci-après, établi à partir du matériel rassemblé par le Bureau Central de Statistique semble manifester que l'auto-résistance de l'économie norvégienne à des situations moins favorables procède, surtout, de données de structure qui lui sont propres et qui témoignent de son haut degré de cohésion.

A cet égard, le niveau des investissements attire fortement l'attention. Avant 1935, rares ont été les périodes où il atteint 20% du produit national brut. Durant la phase de forte expansion qui va de 1937 à 1939, il avoisine 25%. A partir de 1950, il déborde la ligne des 30%, - et avec 1956 il atteignait 35% (1). Or, comme le montre le TABLEAU II, les prévisions pour 1963, avec 36,4%, ne marquent qu'un recul insignifiant sur 1962 (36,8%) et 1961 (36,7%). On notera, en outre, que, de 1961 à 1963 inclus, les seuls investissements affectés à l'équipement du secteur industriel progressent, en moyenne, deux fois plus que les investissements réalisés par l'armement. C'est dire - et en période de forte tension des prix, le phénomène peut paraître paradoxal - que la part prélevée par la consommation privée sur le produit national brut est en voie de réduction, pratiquement continue : de 1900, où elle s'inscrivait à quelques 80%, elle se situe, en 1962, à 55%, - soit une régression moyenne annuelle de 0,8%. A quoi l'on ajoutera que la dette extérieure, qui équivalait en 1938, à 22% du produit national brut, se limitait, en 1960, à 11% de celui-ci. A tous égards, - et, pour le moins, à un degré rare en Europe - l'économie norvégienne est, véritablement, une machine à produire biens et services, l'émanation d'une société de producteurs plus encore que de consommateurs, dont l'intensité de fonctionnement s'avère exceptionnelle. En 1959, à un point haut de sa propre expansion, la France disposait d'un produit national brut ressortissant à 570.000 AF par habitant ; en 1960, le chiffre correspondant pour la Norvège était de 705.000 AF, soit presque un quart de plus.

(1) Selon les chiffres de l'INSEE (Tableau de l'Economie Française, Paris 1960, pp. 229 et 241), les investissements français en 1958 ressortissaient à 17,3% du produit national brut.

TABLEAU II - L'Evolution du budget norvégien
de 1961 à 1963 (en millions de couronnes)

	Chiffres 1961	Budget 1962	Budget 1963	+ ou - 1962 1961	+ ou - 1963 1962
' Consommation privée	21.170	21.810	22.480	3	3
' Dépenses publiques	3.057	3.260	3.455	6-7	6
' Défense	1.142	1.215	1.290	6-7	6
' Investissements	14.308	14.925	15.340	4-5	3
dont :					
- Construction	6.407	6.645	6.830	4	3
- Machines et équipement	4.293	4.570	4.730	6-7	3-4
- Navires et armement	3.608	3.710	3.780	3	2
' Exportations	14.309	15.130	16.070	5-6	6
dont :					
- Exportations de biens	6.236	6.610	7.000	6	6
- Recettes de l'armement	6.140	6.585	7.130	7	8
' Volume total	54.549	56.640	58.785	4	4
<u>Balance :</u>					
' Importations	15.629	16.090	16.660	3	3-4
dont :					
- Importations de biens	9.500	9.950	10.150	4-6	2
- Importations de navires	2.116	1.980	2.245	6-7	13-14
' Produit national brut	38.920	40.550	42.125	4	4

4. - La Norvège ne saurait renoncer à une
Europe économique unie.

Autant admettre, dès lors, que la Norvège qui, vitalement, doit vendre, n'est ni en mesure, ni en disposition d'accepter que la crise ouverte début 1963 à Bruxelles avec les puissances du Marché Commun doive la couper, une fois pour toutes, des marchés d'Europe occidentale. Certes, - et les indications qu'on trouvera plus loin le manifestent bien - il est très peu probable que la solution puisse consister en une reprise impromptue de pourparlers qui ramèneraient la négociation au

statu quo ante. Le coup a été trop dur, et peut-être même trop amer, pour que la Norvège, comme la Gde Bretagne ou le Danemark, soit en humeur de l'oublier. Dans une mesure qui est sans doute grande, il est vraisemblable que la leçon tirée à Oslo, comme dans d'autres capitales nordiques, amènera désormais les nations non-membres du Marché Commun à considérer que leur union, voire leur fermeté, peuvent, seules, leur assurer de traiter d'égal à égal, et de force à force, avec les puissances de la Communauté Economique Européenne. On le sait, la Norvège n'a jamais dissimulé qu'elle souhaitait accéder à un dispositif beaucoup plus large que celui des seuls intérêts inter-scandinaves, plus large aussi que celui de la seule E.F.T.A. Mais, dans le même temps, elle n'a pas cédé davantage qu'elles réserves elle opposait, malgré sa demande d'adhésion, au Traité de Rome. Après l'expérience pénible subie par elle à Bruxelles, il n'est donc pas douteux qu'elle s'estime désormais libre de ses mouvements : le renforcement, à la fois, de l'E.F.T.A. et des liens entre celle-ci et les Etats-Unis constituent, à coup sûr, un premier objectif auquel elle semble, dès maintenant souscrire pleinement, - mais dans une perspective qui, au total, et par delà l'E.F.T.A. elle-même, ne peut pas ne pas s'assigner comme cadre l'Europe occidentale dans son ensemble, et, comme clef, la modification du rapport général des forces qui jouait, jusqu'ici, en faveur des puissances du Marché Commun.

2 février 1963 - Commentant la rupture des négociations de Bruxelles, M. GERHARDSEN, Premier Ministre, a déclaré qu'il tenait celle-ci pour une véritable tragédie, - non seulement pour la Gde Bretagne, mais aussi pour l'ensemble des nations démocratiques. "Ce qui est arrivé, a-t-il ajouté, touche directement chaque Norvégien, et la situation ainsi créée aura des répercussions dans tous les compartiments de la coopération internationale".

16 février 1963 - A l'occasion d'une conférence de Presse, M. GERHARDSEN, Premier Ministre, a déclaré qu'il était sans objet de savoir si la Norvège avait ou non retiré dans les formes sa candidature au Marché Commun. "Avec la rupture des négociations entre la Gde Bretagne et les Six, cette candidature est devenue nulle et vide". Mais M. GERHARDSEN a fait valoir que, quel que soit le cours que prendront les événements à venir, la situation ne sera plus jamais ce qu'elle était avant le déclenchement de la crise. Il a laissé entendre, au reste, qu'il serait "non-réaliste de présumer une reprise proche ou lointaine des négociations. "De toutes façons, a-t-il ajouté, les

bases mêmes sur lesquelles les Norvégiens confrontaient leurs points de vue sur le Marché Commun ont cessé d'exister". Il a révélé, à ce propos, que la Commission d'études des problèmes afférents au Marché Commun qui avait été constituée en commun par le Parti travailliste et la Fédération des syndicats norvégiens venait d'être dissoute.

M. GERHARDBSEN a, ensuite, fait valoir que le problème de la coopération inter-européenne restait néanmoins pendant. En ce qui concerne les pays scandinaves, le Premier Ministre a affirmé qu'il s'agissait désormais pour eux de rendre aussi effective que possible les collaborations dans le cadre de l'EFTA. Mais M. GERHARDBSEN n'a pas dissimulé que la voie ouverte à Bruxelles avait pour conséquence de gêner ou même de freiner l'expansion économique de la Norvège.

La Norvège à la recherche d'une
politique de remplacement

16 février 1963 - Prenant la parole devant le Parlement norvégien, M. LANGE, Ministre des Affaires Étrangères, a traité, à son tour, de la situation créée par la rupture des pourparlers entre la Gde Bretagne et les Six. "S'il est peu probable, a-t-il dit, que cette rupture ait immédiatement des incidences défavorables sur l'économie norvégienne, il n'en reste pas moins qu'elle exercera sur celle-ci, à plus long terme, des effets indéniablement sérieux. La tâche essentielle consiste désormais à définir une politique de remplacement valable. Assurément, la Norvège appréciera sans réserve tous les efforts faits pour renforcer l'EFTA ; mais elle continue à considérer qu'il ne saurait s'agir là d'un substitut satisfaisant à une solution qui devrait être plus largement européenne".

Précisant ses vues sur ce point, M. LANGE a fait valoir que l'action commune au sein de l'EFTA devrait, selon lui, outre les resserrements des liens économiques qu'elle s'est toujours proposés, viser désormais à préparer les bases d'un règlement économique valable pour l'ensemble de l'Europe. A cet égard, M. LANGE a noté qu'un rapprochement plus marqué entre l'EFTA et les États-Unis pourrait être d'une aide précieuse.

11 mai 1963 - Traitant, à la lumière de la crise des négociations de Bruxelles, de l'avenir de la Zone de Libre-Echange, la revue britannique "The Economist", sous le titre "L'EFTA à l'avant-garde ?" écrit : "La Zone Européenne de Libre-Echange a vécu trop longtemps à l'ombre du Marché Commun pour négliger d'exploiter ses propres atouts au moment où celui-ci présente des signes de crise. A l'occasion des échanges de vue (qui viennent de se dérouler à Lisbonne) entre les ministres des nations EFTA, les obstacles qui retardaient encore les réductions tarifaires projetées entre les puissances participantes ont été levés avec une facilité imprévue (...) La Gde Bretagne serait, quant à elle, disposée à laisser à la Norvège et au Portugal une plus grande liberté de recours aux capitaux britanniques, - et, le cas échéant, envisagerait de les inviter à participer à un Comité pour le développement économique commun (...) L'on a noté, d'ailleurs, à Lisbonne, que tous les délégués ont souhaité avec une extrême résolution voir la Zone de Libre Echange se développer désormais aussi puissamment que possible".

I - L'ampleur continue des investissements réalisés ou projetés dans le secteur de l'aluminium, de l'hydroélectricité et de l'armement confirme que la Norvège a choisi la voie, quelquefois périlleuse, de l'expansion systématique parce qu'elle reste assurée que les rapports économiques internationaux tendront, tôt ou tard, à s'élargir et à s'harmoniser.

1°) La Norvège poursuivra la réalisation de son programme aluminium-hydroélectricité.

Au cours de sa conférence de presse mentionnée plus haut, M. GERHARDSSEN a affirmé que la crise des négociations de Bruxelles n'empêcherait pas la Norvège de poursuivre la réalisation de son programme d'industrialisation, - dont la partie essentielle, on le sait, vise à doter l'économie nationale d'industries de l'aluminium qui, d'ici 1970, placeraient probablement la Norvège parmi les trois plus grands producteurs du monde.

Dans son précédent numéro, INTER-NORD donnait un premier aperçu sur les divers projets relatifs à ce secteur. Il était, à ce propos, rappelé qu'en 1938 la production norvégienne d'aluminium se limitait à 29.000 t., soit 14 Kg environ par habitant, - contre 16 Kg pour la France. En 1961-62, alors que la

production française ressortissait à 45 kg/habitant, l'industrie norvégienne accédait à 50 kg, - soit 180.000 t. Or c'est à plus du triple - soit 157 kg/habitant - que la Norvège entend porter sa production d'ici 1970, en fonction d'un programme qui comporte un objectif intermédiaire pour 1966 de 350.000 t.

On mesure sans peine quels investissements présuppose la réalisation d'un tel plan, - qui dépend largement, en fait, de l'implantation parallèle d'infrastructures hydroélectriques de grande puissance. Les estimations actuellement retenues oscillent autour de 5 milliards de Kr, soit près de 1/8 du produit national brut 1963 et plus d'une fois et demi le montant des investissements totaux réalisés par l'armement norvégien en 1962.

Dès après la crise de Bruxelles et le retrait de facto de la candidature norvégienne au Marché Commun, la question ne pouvait donc pas se poser - au double titre de l'écoulement d'une telle production et du financement de sa mise en oeuvre - de savoir si la Norvège n'envisageait pas de réduire quelque peu son programme. C'est, on le sait, par la négative que M. GÉRHARDSEN a formellement répondu. On ne saurait néanmoins ignorer que la production norvégienne de métal brut ou semi-manufacturé ne s'inscrivait, en 1962, que pour 23% des exportations totales, pour un investissement annuel correspondant d'un milliard de Kr et intéressant, non le seul aluminium, mais l'ensemble des industries métallurgiques. Il semble donc inéluctable que le programme aluminium-hydroélectricité impose à la Norvège de faire un appel plus large que prévu aux capitaux étrangers.

Le dernier numéro d'INTER-NORD notait, à cet égard, que le groupe français COMPADEC et la firme helvétique ALUMINIUM INDUSTRIE A.G. détiennent actuellement le tiers des capitaux constitutifs de la SØRALUMINIUM A.S., - de même que PECHINEY et la Banque de Paris et des Pays Bas sont les plus importants actionnaires de la grande firme norvégienne NORSK HYDRO. Les indications ultérieurement rassemblées font apparaître que le mouvement de capitaux étrangers vers l'aluminium norvégien est, en réalité, déjà plus prononcé.

C'est ainsi que la plus puissante des compagnies nord-américaines, l'ALUMINIUM COMPANY OF AMERICA (ALCOA) détiendra, à partir du 1.V.64, la moitié des actions de l'usine d'aluminium de Mosjoen, -

l'autre moitié étant propriété de l'ELEKTROKEMISK A.S. d'Oslo. La production de Mosjoen passera, avant fin 1963, de 35.000 à 55.000 t., soit près du quart de l'actuelle production nationale. On note, à ce propos, que la firme helvétique, plus haut mentionnée se retire, quant à elle, de Mosjoen, mais pour rejoindre le groupe -COMPADEC-France dans l'exploitation du complexe de Husner (SØRALUMINIUM A.S.) dont l'implantation commencera en 1964 et dont la production peut atteindre 120.000 t. Entre temps, l'ALCOA, jointe à l'ELEKTROKEMISK, construirait une autre fonderie d'aluminium à Lista (Norvège méridionale). Par ailleurs, la compagnie norvégienne ALUMINIUM HOLDING HØYANGER A-G. a porté son capital de 10,5 à 21 millions Kr : on sait que cette firme possède 50% des actions de la NORSK-ALUMINIUM CY, - l'autre moitié appartenant à l'ALUMINIUM LIMITED, de Montréal. D'autre part, INTER-NORD avait annoncé, dans son précédent numéro, que NORSK HYDRO - où le groupe français PECHINEY détient d'importants intérêts - envisageait d'implanter une usine d'aluminium dans l'île de Karmoy, d'une capacité initiale de 60.000 t. Or, ce projet se réalisera par le truchement d'une société l'ALNOR A.S., formée conjointement par NORSK HYDRO et le groupe américain HARVEY ALUMINIUM, - les intérêts norvégiens détenant 51% des parts et les capitaux américains 49%.

2°) Hydro-électricité : le projet Sira-Kvina approuvé par le Parlement.

La réalisation du programme aluminium impliquerait que, de 1962 à 1970, la production nationale croisse, en moyenne de 18% par an. On conçoit, dès lors, l'importance que revêt la contrepartie hydroélectrique. Trois projets essentiels y répondent. D'une part, le projet TOKKE qui vise à établir dans le district de Telemark, un ensemble hydroélectrique qui serait le plus puissant du Nord de l'Europe, - et s'inscrirait pour 4000 millions Kwh. dans le bilan norvégien. D'autre part, le projet NORSK-HYDRO, qui prévoit l'implantation de 6 centrales dans le secteur Roldal-Sulda et accroîtrait la production nationale de 2100 Kwh. Mais, plus impressionnant encore est le projet portant sur les rivières Sira-Kvina, qui pourrait, à lui seul, fournir à la Norvège autant que l'ensemble TOKKE-NORSKHYDRO, soit 6000 Kwh. c'est-à-dire le sixième de la production hydroélectrique française en 1962. Le financement envisagé est de l'ordre de 1,15 milliards Kr et les délais de réalisation de 10 à 15 ans. Or c'est ce projet que le Parlement norvégien

vient d'approuver, - et en l'approuvant, il a confirmé que la résolution dont M. GERHARDSSEN fait preuve en ce qui concerne la réalisation, coûte que coûte, du programme norvégien de l'aluminium ne relève assurément pas du verbalisme.

3°) L'armement norvégien tend à investir à lui tout seul autant que la totalité des industries.

L'attention était attirée, fin 1962, par l'ampleur des commandes que les armateurs norvégiens avaient passées en 1961 : 2.450.000 tonneaux, - pour un total mondial de 7.990.000, soit pour la seule Norvège presque le tiers des commandes enregistrées dans le monde entier. L'investissement correspondant ressortissait à 3.608 millions Kr, soit plus du quart de tout l'investissement national. En 1962, le dynamisme de l'armement norvégien ne s'est pratiquement pas réduit, puisque 3.710 millions de Kr étaient investis, soit 24,9% de l'investissement global norvégien.

D'ores et déjà, l'on peut considérer qu'il en sera de même pour 1963, et, par suite, que l'armement norvégien s'est révélé insensible aux facteurs défavorables apparus en 1962 et début 1963. En fait, il semble même que les investissements réalisés dépasseront assez largement ceux prévus par le budget : à la fin du 1er semestre 1963, les armateurs norvégiens avaient passé commande pour 2.000.000 tonneaux (de port en lourd), contre 2.450.000 pour la totalité de l'année 1962. Début avril, la flotte marchande norvégienne disposait de 12.767.000 qu.t. contre 10.911.000 en 1960, 11.706.000 en 1961 et 12.115.000 en décembre 1962. Dans une mesure évidente le dynamisme de l'armement n'est pas moindre que celui dont font preuve les secteurs de l'aluminium et de l'hydroélectricité.

Le TABLEAU III ci-dessous révèle immédiatement pourquoi : de 1961 à 1963 (prévisions), les recettes de l'armement équivalent ou surpassent la recette totale des exportations alors que les importations de navires ne représentent, ad valorem, que le cinquième des autres importations. On notera, en outre, que la progression des recettes de l'armement est supérieure à celle des exportations - et supérieure aussi à l'accroissement, dans le même temps, du tonnage de la flotte. C'est donc la productivité de l'armement qui s'améliore, - tant par le choix heureux des types de navires rentables, que par la qualité de la politique commerciale et celle des services.

TABLEAU III - La place de l'armement dans
l'économie nationale (en millions de kr)

CATEGORIE DE REFERENCE	1961	1962	% + ou - 1962/ 1961	Prévi- sions budgé- taires 1963	% + ou - 1963/ 1962
Produit national brut	38.920	40.550	+ 4	42.125	+ 4
Investissement national total	14.308	14.925	+ 4,3	15.340	+ 2,7
Investissements de l'industrie	4.293	4.570	+ 6,4	4.730	+ 3,5
Investissements de l'armement	3.608	3.710	+ 2,8	3.780	+ 1,8
Recettes de l'ar- mement	6.140	6.585	+ 7,2	7.130	+ 8,2
Recettes des ex- portations	6.236	6.610	+ 6	7.000	+ 6
Importations de navires	2.116	1.980	- 6,4	2.245	+ 13
Autres importations	9.500	9.950	+ 4,7	10.150	+ 2

Evolution méritoire. Le TABLEAU IV ci-après (Source Norwegian Shipping News) montre, en effet, que l'évolution des indices de fret oscille, pour le fret au voyage, à quelques 20 à 25% au dessous des chiffres de 1947, et pour le fret au temps à 35% en moyenne. C'est donc sur un marché difficile, étroit, que l'armement norvégien a su assurer sa position, - et d'autant plus massivement que de 1948 à 1963 la flotte marchande de Norvège est passée de 4.679.000 qu.t. à 12.767.000, soit un accroissement de 172%.

TABLEAU IV - L'évolution des indices de fret
 (Base : juillet-décembre 1947 = 100)

	Fret au voyage						Fret au temps					
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Janv.	83,2	79,4	85,7	83,2	80,7	76,4	68,7	58,6	77,2	75,8	78,3	65,2
Fév.	81,9	80,1	84,5	82,3	80,3		62,6	60,0	76,8	71,8	68,9	
Mars	76,1	78,8	82,5	82,6	81,0		64,4	61,2	78,6	79,7	63,9	
Avril	74,8	78,5	83,7	85,4	81,7		65,4	61,4	79,8	82,6	64,7	
Mai	77,4	76,9	82,5	84,1	80,7		65,4	62,7	74,3	89,9	69,8	
Juin	76,6	75,6	82,1	84,6	77,4		65,7	61,4	72,6	84,6	64,0	
Juil.	76,6	75,5	80,5	83,4	74,7		63,8	60,5	68,9	79,7	61,9	
Août	75,4	76,3	79,6	84,3	74,7		64,3	60,3	65,9	80,5	58,7	
Sept.	75,1	76,6	80,4	85,5	73,7		59,2	69,8	74,2	83,5	55,3	
Oct.	79,1	80,9	80,1	86,1	74,5		62,0	69,9	70,4	89,3	60,7	
Nov.	80,4	82,2	81,5	85,8	75,1		64,0	73,2	75,4	78,5	66,0	
Déc.	79,6	89,0	82,7	82,6	75,7		57,8	79,4	73,2	74,9	64,9	
Moy. mens.	78,0	79,2	82,1	84,2	77,5		63,6	64,9	73,9	80,9	64,8	

LA NORVEGE SEPTENTRIONALE

LES PROBLEMES DU NORDLAND (1)

ETIREE SUR PLUS DE 500 KILOMETRES LE LONG DE LA MER DE NORVEGE, D'ANDERNES AU NORD A BINDAL AU SUD, REDUITE A UNE LARGEUR DE 30 A 60 KILOMETRES SEULEMENT ENTRE LA FRONTIERE SUEDOISE ET LA CÔTE, LA PROVINCE DE NORDLAND, COUPEE DE FJORDS, FRANGEE D'ILES, PROLONGEE AU NORD PAR L'ARCHIPEL DES LOFOTEN ET WASTERALEN, DONC ESSENTIELLEMENT MARITIME, TENTE DE SURMONTER DES DIFFICULTES ECONOMIQUES QUI RESULTENT SURTOUT DES LACUNES DES COMMUNICATIONS ET DES TRANSPORTS.

I - QUATORZIEME PLACE DANS L'ECHELLE DES REVENUS PROVINCIAUX, MALGRE LA VIGUEUR DE SON INDUSTRIE POISSONNIERE ET L'IMPORTANCE DE L'INDUSTRIE HYDRO-ELECTRIQUE

Les ressources naturelles : pêche sur la plateforme continentale poissonneuse ; hydro-électricité sur les cours d'eau bien alimentés, bois des forêts qui couvrent 16% du territoire ; mines de cuivre, de fer, de zinc ; carrières de silex et de chaux ; agriculture et élevage, n'enrichissent guère les 240.000 habitants de la province puisque le revenu par tête

(1) Annexe établie par Mme Alice PICARD

n'occupe que la 14^{ème} place dans l'échelle des revenus des vingt quatre régions norvégiennes (I.N. 5,p.40).

A) Le Nordland contribue, selon les années,
du dixième au quart du total des pêches nor-
végiennes

Sa production oscille entre 140⁰⁰⁰ et 270⁰⁰⁰ tonnes de poisson cru. La plateforme sous-marine, de 100 à - 400 mètres de profondeur, s'étend sur près de 300 kilomètres au large du Helgeland, se limite à 15 kilomètres en face de l'Andöja, puis prend une considérable extension vers le nord, dans les parages de l'île aux Ours et du Spitzberg. Les eaux salées de l'Atlantique s'y mêlent à celles plus douces des mers côtières favorisant le développement du plancton et le rassemblement de bancs de poissons nombreux et constants, sur la plateforme elle-même ou dans la fosse profonde qui la borde au large. L'Archipel des Lofoten occupe donc une place privilégiée, sur la plateforme et à proximité de la fosse.

On pêche le cabillaud (skrejfisket) de janvier à avril aux Lofoten et Wåsteralen; le hareng (sildfisket) de juillet à décembre dans les archipels et le nord de la mer de Norvège; le flétan (kwejtetfisket) de mai à novembre dans les archipels et le sud de la mer de Norvège; le merlan vert (sejffisket) du début de l'été à la fin de l'automne dans les eaux profondes. Les rendements annuels varient considérablement selon la température et la salinité des eaux et l'abondance du plancton. Le cabillaud représente à lui seul 55% à 70% du poisson frais pêché dans la province. Il provient surtout des Lofoten et en moins grande quantité des Wåsteralen. La pêche littorale du hareng rapporte environ 20 000 tonnes. On la complète, les mauvaises années surtout, par la pêche du merlan vert (ou colin noir) qui rend couramment 30 à 40 tonnes par jour et dépasse certaines années (en 1947-48 notamment) les prises de hareng. La pêche sur banc du flétan, du lump, de la lotte et de la morue rapporte annuellement 10 000 tonnes en moyenne, égalant en valeur les prises de hareng. Il faut ajouter aussi les prises d'esturgeon qui atteignirent exceptionnellement 1 200 tonnes en 1951-52, celles de plie et de saumon.

Le traitement industriel du poisson augmente sa valeur sur le marché de 40% au moins. Près de sept cents usines nordlandaises, dont plus de la moitié installées sur les Lofoten, traitent concurremment plusieurs produits finis: morues plates séchées, poisson salé, farine, huile. huile

de foie de morue, margarine, filets congelés, poisson frigorifié, caviar norvégien (oeufs de cabillauds et de lumps) caviar russe (oeufs d'esturgeons) conserves en boîtes (en régression constante sur le marché depuis la dernière guerre mondiale). La production totale atteint en valeur 35% de celle de ce secteur industriel dans l'ensemble de la Norvège. Cependant, la capacité d'emmagasinage des usines nordlandaises semble insuffisante, surtout pour la congélation et la frigorification.

B) Deuxième Province hydro-électrique du Royaume

D'une production d'hydroélectricité (410 000 kilowatt de puissance installée, 2 milliards et demi de kilowattheure annuellement) le Nordland est à ce titre au deuxième rang des provinces norvégiennes. Les installations se concentrent dans le Helgeland (215 000 kilowatts) tandis que le Steige ne dispose que de moins de 10 000 kilowatts, les Lofoten et les Wåsteralen de 12 000 kilowatts, chacune. L'industrie absorbe les deux tiers de cette production (83% dans le Helgeland). Le réseau ne dessert que les cinq sixièmes de la population, mais des génératrices privées alimentent un certain nombre de fermes isolées.

La production reste insuffisante pour assurer les besoins des complexes industriels du Nordland, et notamment du centre sidérurgique de Mo-I-Rana (I.N. n° 5, page 33). Mais le potentiel non encore utilisé et aisément exploitable accroîtrait la production de 5 milliards et demi de kilowattheures, dont la moitié en Helgeland, et le quart en Salten. L'alimentation des îles et des archipels nécessiterait l'établissement de câbles au-dessus des chenaux pour les relier au continent, car leurs cours d'eau insuffisants ne justifient pas d'installations insulaires.

C) Une forêt à reconstituer : Une exploitation rationnelle n'est pas à espérer avant soixante ans.

La forêt nordlandaise souffre des coupes énormes qu'elle subit jusqu'en 1930, de l'absence de route pour son exploitation rationnelle, et de l'insuffisance de main d'oeuvre forestière. On ne compte, en effet, que 700 forestiers dont

500 à profession unique, pour exploiter une superficie de 500 000 hectares au moins, et produire annuellement 500 000 mètres cubes de bois, dont la moitié en bois de poutrage.

Cependant, la qualité satisfaisante des sols, le climat très favorable de l'Helgeland intérieur, le remplacement des arbres à feuilles caduques (hêtre, frêne, chêne et surtout bouleau) par les conifères (pins et sapins, celui-ci occupant aujourd'hui les deux cinquièmes de la forêt helgelandaise, soit le cinquième de la forêt nordlandaise), les nouvelles plantations de pins et de sapins sur de nouveaux terroirs, les progrès enregistrés dans les deux ou trois dernières décennies (accroissement du volume cubique total : 10%, des conifères: 28%, pousse des conifères : 42% - seules les espèces à feuilles caduques enregistrent un recul): tous ces facteurs laissent espérer une production annuelle de bois de poutrage de 400 000 mètres cubes dans une soixantaine d'années, contre 145 000 actuellement. Cette résurrection sylvicole permettrait à la province de subvenir à ses propres besoins, qu'elle ne parvenait pas à assumer pendant la période d'intense reconstruction d'après la guerre, mais aussi de développer ses industries du bois, souvent de petite envergure et mal équipées (en 1954, sur les 175 entreprises de la province, 65 n'employaient que 2 à 3 personnes, 42 de 4 à 9 ouvriers, 4 de 10 à 19 ouvriers, 4 plus de 20 ouvriers, et 50 une personne seulement) et d'étendre ses exportations.

Il ne faut pas se dissimuler les difficultés. La résurrection forestière exige des investissements estimés en 1953 à 1 200 000 couronnes norvégiennes, dont 850 000 pour les seules forêts privées qui renferment, il est vrai, 70% des conifères et 77% des espèces à feuilles caduques de la province. L'aide gouvernementale s'élève à 30%, les prêts communaux à 25%, le travail effectué par les propriétaires ou leurs employés comptant dans les 15% restants. L'on sait que le bois et ses dérivés représentent 10% des exportations norvégiennes et que la dépression qui affecte depuis 1962 le marché mondial du bois impose aux industriels norvégiens un freinage de leur production de cellulose et de papier, et ne laisse pas espérer un allègement du marché continental avant 1970 (I. N. 5, p. 34).

D) L'agriculture nordlandaise n'intéresse que
2% de la superficie de la province. Elle
intéresse 60% de la population active :

Le Nordland couvre 38 000 kilomètres carrés (12% de la superficie de la Norvège), 5 500 seulement sont habitables et 800 effectivement cultivables. L'ancien fond sous-marin exondé représente l'essentiel des terres de culture et les meilleures d'entre elles. Dans ces secteurs, beaucoup de marécages pourraient être asséchés et mis en culture surtout dans les archipels Lofoten et Wåsteralen (22 000 hectares, sur les 40 000 recensés dans l'ensemble du Nordland).

Malgré une réduction considérable des emblavures, la production de céréales suffit aux besoins locaux. Mais, la province manque de légumes et de fruits pour la consommation humaine, de racines fourragères pour le bétail; la production d'oeufs reste insuffisante; il faudrait développer l'élevage des ovins et des chèvres pour utiliser les alpages impropres aux bovins, améliorer la qualité et le rendement des prés cultivés pour obtenir une meilleure production laitière et bovine, avec des effectifs réduits. La production laitière, pourtant améliorée par rapport à 1939, n'atteignait en 1954 que 1 800 kilogrammes par tête et par an. On comptait en 1949: 11 700 chevaux, 56 000 vaches laitières, 42 000 bovins, 177 000 moutons, 10 000 chèvres, 5 600 porcs, 131 000 poules pondeuses, c'est-à-dire bien trop de chevaux, de vaches et de bovins, pour une insuffisance d'ovins, de caprins, de porcs et de volaille .

L'agriculture occupe 60% de la population active du Nordland , mais ne suffit pas à la faire vivre. Les trois quarts des exploitations comptent de 0,5 à 2 hectares de superficie cultivable alors qu'il en faudrait 10 à 15 pour nourrir convenablement une famille paysanne. L'exiguïté des exploitations, nuisible à leur modernisation comme à leur rendement, s'est aggravée à la fois par le recul des cultures (9 000 hectares de 1939 à 1949) et les partages (1 500 fermes de plus en 1949 qu'en 1939). L'assèchement et la mise en culture des marécages et des sols vierges permettraient à la fois l'agrandissement souhaitable des fermes trop petites et l'apparition de nouvelles exploitations de dimensions rationnelles.

En fait, sauf dans les régions agricoles de l'intérieur limitées à quelques vallées fertiles, l'agriculture nordlandaise n'apparaît que comme un complément d'autres activités et surtout de la pêche. 80% des agriculteurs, 90% des propriétaires de fermes de moins de deux hectares, pratiquent une activité complémentaire et laissent aux femmes le soin de l'exploitation agricole en leur absence. Comment s'expliquent dans ces conditions de la vétusté et de la précarité de l'agriculture nordlandaise ?

E) L'industrie minière

L'insuffisante prospection des ressources minérales et minières du Nordland ne permettent pas d'affirmer si elles autorisent des investissements considérables en vue d'une exploitation accrue. Elles suscitent de grands espoirs. Les "SULITJELMA'S GRUWORNA" produisent le tiers du cuivre norvégien. Leur écoulement se trouve facilité par le raccordement récent du chemin de fer à voie étroite de Sjøenstaen à Finnejdet. La centrale du Balmiwassdragget les approvisionne en courant électrique (80 000 000 kw/h). La rénovation des mines de fer, de cuivre et de zinc de MO-I-RANA, associée à l'exploitation du DUNDERSLANDSDAHL (dont la production annuelle escomptée atteindra 300 000 tonnes de minerai broyé et couvrira donc les besoins maxima du complexe sidérurgique de MO-I-RANA) laisse espérer une production de fonte de 700 000 tonnes en 1964, contre 350 000 en 1962 et 170 000 en 1955. L'extraction de calcaire, de minerai manganifère, de dolomie, la production d'acétylène et d'oxygène liées au complexe de MO-I-RANA, se développent parallèlement. La production de cuivre et de zinc atteignait en 1939: 230 000 tonnes dans les mines de BALLANGEN, mais se réduisait à 100 000 tonnes annuellement après la guerre; de nouvelles prospections permirent d'obtenir 120 000 tonnes en 1954 (60 000 tonnes de pyrite sulfureuse, 1 000 tonnes de concentré de cuivre et 500 tonnes de concentré de zinc). L'espoir renaît, mais la production reste volontairement réduite. Les mines de Korgen, ouvertes en 1952 seulement, produisaient déjà en 1954 : 28 000 tonnes de minerai brut. Les gisements de molybdène de Gildeskalen et de nickel au Bejærnet et en Rana justifient sans doute une exploitation prochaine.

II - L'INSUFFISANCE DES MOYENS DE COMMUNICATION ET DE TRANSPORT, EN UN MOT L'ISOLEMENT DU NORDLAND, LIMITENT CONSIDÉRABLEMENT L'EXPLOITATION DE SES RESSOURCES.

Ce territoire de 38 000 kilomètres carrés ne compte guère que 4 000 kilomètres de routes, dont 1 350 seulement d'excellente voie (route royale 50 qui s'interrompt quatre fois dans la traversée de la Province pour le franchissement de nappes d'eau sur des bacs). Le chemin de fer du sud

n'atteint que Lónsdalen. Narvik n'est que le débouché de la ligne suédoise et des mines de Kiruna, dont le trajet norvégien n'excède pas 22 kilomètres. Le chemin de fer à voie étroite de la Sulitjelma complète ce réseau nettement insuffisant, dont l'allongement exigerait des investissements considérables dans la traversée ou le contournement des fjords. La province ne dispose que d'un seul terrain d'aviation à Sosé et de quatre hydrobases à Bodo, Narvik, Bwiden et Gravdahl.

Outre sa brièveté, le réseau routier et ferré présente l'inconvénient de son morcellement. Les régions côtières ne disposent que de tronçons de routes non raccordés et d'ailleurs médiocres. Il ne fallait pas moins de 10 compagnies de transport automobile pour assurer le trafic sur un réseau aussi morcelé.

Les transports maritimes souffrent du manque d'installations portuaires, de la multiplication des escales dans tous les bourgs côtiers non reliés par des routes, escales d'ailleurs facultatives qui se traduisent par des horaires fantaisistes et des retards souvent considérables. Toujours déficitaires, les transports maritimes reçoivent des subventions gouvernementales pour couvrir les deux tiers de leurs frais généraux.

Il serait urgent d'aménager les plus actifs des 410 ports de la côte nordlandaise, de supprimer certaines escales en raccordant des bourgs voisins par de bonnes routes, de mettre en service des vedettes rapides, d'accroître la vitesse des trains, de créer des ateliers de réparation pour éviter l'usure rapide du parc automobile, de coordonner les transports maritimes avec les transports terrestres en cours d'extension.

En 1934, 50% seulement de la population nordlandaise disposaient de bonnes routes à sa portée, 28% ne pouvaient quitter leur localité sans emprunter les transports maritimes. En 10 ans, les progrès effectués ne rattrapent pas complètement le lourd handicap du Nordland. L'absence d'un réseau de communications rapides, homogènes, généralisées se traduit par l'émiettement des industries du bois, de la pêche, de l'alimentation dont beaucoup sont vouées à un rôle local, par une mauvaise commercialisation des denrées périssables malgré une organisation coopérative remarquable par une stagnation forcée des secteurs isolés. Comme autrefois, et à l'exception des centres miniers évoqués plus hauts pourvus d'ailleurs de voies de communication et de quelques vallées fertiles, la vie se concentre près des côtes où s'allient les ressources de la pêche et de l'agriculture, au long de cette route

longtemps unique: la mer. Les bourgs groupent 10% de la population totale, mais les plus gros: Bodø et Narvik ne comptent guère chacun que 12 000 à 13 000 habitants. Le morcellement de la région, l'absence d'un vrai noyau de communications régionales se traduit dans la médiocrité des villes nordlandaises. Aucune ne peut prétendre à un large rayonnement économique sans une coordination et une accélération des transports dans la Province.

III - UNE POPULATION NOMBREUSE
SANS SPECIALISATION PROFESSION-
NELLE

LA POPULATION NORDLANDAISE, NOMBREUSE (240 000 habi-
tants), PROLIFIQUE (indice de natalité supérieur à 20 pour
1 000), SAINE (mortalité faible) SOUFFRE D'UN MANQUE DE
SPECIALISATION PROFESSIONNELLE (un homme sur six, une femme
sur douze avaient reçu un enseignement spécialisé en 1950).
DU SOUS-EMPLOI HIVERNAL (morte saison de l'agriculture, de
la pêche, des grands chantiers), DE LA NECESSITE DE COMBINER
DEUX ACTIVITES POUR VIVRE (pêche et agriculture, ou pêche
et travaux publics, agriculture et industrie, etc ...),
ET MEME PARFOIS D'EMIGRER DEFINITIVEMENT. 700 adultes en
moienne quitterent chaque année le Nordland entre 1930 et
1950. Les femmes, découragées par la vie dure et l'isolement
de la ferme, s'expatrièrent plus volontiers que les hommes.
Les grands chantiers entrepris depuis 1952, sous le couvert
du Programme de Reconstruction de la Norvège du Nord, grâce
au Fonds de Reconstruction de la Norvège du Nord, appellent
un certain nombre d'immigrants masculins.

La population active, environ 160 000 personnes, -surtout des hommes- subit un chômage latent, un sous-emploi qui ne pourra que croître après l'achèvement de tous les grands travaux en cours. ^{Au cas où} le développement industriel ne permettra pas d'absorber toute la main d'oeuvre libérée. Les industries du bois offrent des perspectives réduites ; la modernisation des pêcheries et des chantiers maritimes, le développement des usines textiles, la création d'usines chimiques, l'extension des mines et des aciéries offriront de nombreux emplois. ○

Le problème des pêcheurs-agriculteurs reste posé. Survivront-ils longtemps avec leur terre trop réduite et leurs petites barques ? Ils paient leur indépendance par un

travail estival acharné, un chômage hivernal clandestin difficilement mesurable; leur logement vétuste, leurs embarcations précaires, leurs méthodes archaïques, leurs revenus incertains expliquent que l'émigration se nourrisse surtout dans leurs rangs.

Données démographiques générales

Tableaux récapitulatifs

TABLERAU I - Evolution de la population du Nordland

	1920	1930	1950	1960	1963	accr. 1950/63
Rurale	158.902	164.574	190.626	192.601	198.165	1%
Urbaine	14.924	22.346	31.075	44.592	42.149	43,5%
Totale	173.826	186.920	221.701	237.193	240.314	

TABLERAU II - Population des principales villes nordlandaises au 1er/1/1963

Ville	Nbre d'hab.	Agglomération comprise
Bodo	13.523	17.902
Narvik	13.506	15.922
Vefsn	12.207	
Nord-Rana	10.636	
Bodin	10.442	
Mo	9.207	
Meloy	7.353	
Saltdal	4.438	

TABLERAU III - Répartition professionnelle de la population nordlandaise en 1960. En %

Secteurs d'activité	Rurale	Urbaine	Totale
Agriculture et forêts	18,7	0,3	15,1
Pêche	16,0	0,6	13,0
Industrie	27,6	36,0	29,1
Commerce	5,6	15,1	7,4
Transports	11,4	18,4	12,8
Services	9,0	21,0	11,4
Rentiers et divers	11,7	8,6	11,2

TABLEAU IV - Evolution des taux démographiques du Nordland depuis le début du siècle

	1901-05	1931-35	1941-45	1946-50	1951-55	1956-60	1962
'Natalité' (enfants, nés vivants)	28,5	15,2	18,5	20,6	18,6	17,9	17,3
'Mortalité'	14,6	10,4	10,4	9,1	8,5	8,9	9,3
'Accr. na- 'turel	13,9	4,8	8,1	11,5	10,1	9,0	8,0
'Emigration'	9,0	0,2	0,0	0,6	0,8	0,6	0,4
'Accrois.'	6,2	5,7	8,0	10,8	9,7	8,6	8,0

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY OF THE DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES

Author	Title	Year	Volume	Page	Notes
...
...
...
...
...

SUÈDE

37302

SUEDE

L'INTENSITE MOINDRE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE EN EUROPE CONTRIBUE A RALENTIR LE RYTHME D'EXPANSION DE LA SUEDE QUI SOUHAITE - COMME LA PLUPART DES PAYS NORDIQUES- S'INTEGRER SANS CONDITION POLITIQUE, A UN GRAND MARCHE EUROPEEN. LE SOUS-DEVELOPPEMENT RELATIF DU NORRLAND POSE DES PROBLEMES D'AMENAGEMENT QUI PARAISSENT EN CONTRADICTION AVEC LA CONCENTRATION INDUSTRIELLE DES TROIS GRANDES VILLES DU PAYS.

De tous les pays nordiques - qui comptent, ensemble, 20 millions d'habitants - la Suède dispose, à la fois, du territoire le plus étendu et de la population la plus élevée. C'est au Danemark, toutefois, que la densité s'avère la plus forte, - près de la moitié de la Suède étant inhabitée, en raison de l'inclémence des conditions naturelles.

TABLEAU I - Population estimée en 1961

P A Y S	Milliers	Par Km2
Suède	7.520	17
Norvège	3.610	11
Danemark	4.617	107
Finlande	4.467	13
Islande	144	179
France	45.960	83
Gde Bretagne (avec Irlande du Nord)	52.925	217
Rép. Féd. All. (sauf Berlin Ouest)	54.027	217
Canada	18.269	2

Source : Statistisk Årbok for Norge 1963, p. 299.

I - L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

Le secteur agricole a fourni aux pays nordiques - notamment en Finlande - la réserve de main d'oeuvre nécessaire à l'industrialisation.

En Suède, sur une population active de 3,4 millions, plus d'un million est employé dans l'industrie. Le TABLEAU II permet, au reste, de comparer la structure de l'emploi dans les pays nordiques, la France, la Gde Bretagne, l'Allemagne occidentale et le Canada.

TABLEAU II - La population active selon les secteurs économiques (milliers)

Secteurs économiques	Suède 1960	Norvège 1960	Danemark 1955	Finlande 1950	Islande 1950	France 1957	Gde Bret. 1951	All. G. ouest, 1960	Canada 1963
Forêts									
Agriculture	448	274	489	912	23	5.039	1.142	3.537	72
Mines	23	9	...	6	..	398	861	818	8
Industrie	1.118	358	548	411	14	5.178	8.447	9.277	1.64
Construction	288	133	144	123	6	1.446	1.430	2.142	48
Electricité, eau, etc.	40	13	12	10	1	137	361	190	7
Commerce	438	188	301	160	6	6.246	3.160	3.419	1.25
Communications	246	167	142	107	5	1.002	1.734	1.449	46
Administration	652	259	449	227	9	.....	5.366	4.629	1.68
Autres emplois	103	5	51	28	0	150	109	132	2
TOTAL	3.356	1.406	2.136	1.984	64	19.596	22.610	25.593	6.45

Source : Statistisk Årbok for Norge 1963, p. 311.

Régression de l'emploi agricole

Entre 1950 et 1960, la population active de la Suède s'est accrue de 4,4% et s'élevait, fin 1960, à 3.200.000 unités. Son évolution, durant cette séquence, a été caractérisée par un fort accroissement de l'emploi dans les services et l'industrie, et une régression dans l'agriculture

et les transports. En 1960 l'industrie, lourde et légère, occupait 36,1% de la population active, les services 19,8%, le commerce 13,5%, la construction 9,1%, - l'agriculture et la sylviculture se limitant à 13,7%. Par ailleurs, les mouvements de population à l'intérieur du pays tendent, en général, à s'effectuer du nord vers le sud et, plus précisément, en trois directions : vers la région de Stockholm, vers celle de Göteborg et vers la Scanie occidentale, à l'extrême sud de la Suède. Sous cet angle et avec la création, tout autant d'un marché nordique que de grandes unités économiques en Europe occidentale, Copenhague est vraisemblablement appelée à accroître son influence sur la Suède méridionale.

Recul du taux de natalité

Depuis 1930 la population de la Suède s'est accrue de 22%, - et atteignait, en 1961, 7.542.129 unités. La phase d'accroissement maximum se situe entre 1940 et 1950. Le taux de natalité tend actuellement à reculer.

TABLEAU III - Population de la Suède

Année	Nombre	Index
1930	6.142.191	100
1940	6.371.432	103,7
1950	7.041.829	114,6
1955	7.290.112	118,7
1960	7.495.129	122,0
1961	7.542.459	122,8

Source : Meddelanden från Lokaliseringssektionen, Kungl. Arbetsmarknadsstyrelsen 1962 : 18, p.9.

II - LE MOUVEMENT DES INVESTISSEMENTS : STABILISATION OU LEGER TASSEMENT

Durant la première moitié de 1963, une certaine tendance expansive s'est manifestée dans le secteur général de l'industrie et des mines, - contrastant avec l'ambiance hésitante qui avait marqué le début

de l'année. Le nombre des emplois offerts, qui avait atteint son minimum fin 1962, s'est relevé et le chômage dans la construction et le bâtiment a décliné. La valeur et le volume du commerce extérieur ont progressé tant sur le plan des importations que sur celui des exportations. Une évolution de même type a affecté les prix de détail et les prix de gros. Les prix des matières premières sont, toutefois, restés stables, de même que les prix à l'exportation, - la poussée, d'ailleurs faible, ne touchant que les prix à l'importation. Il convient d'ajouter que les taux de fret, qui avaient entamé une hausse importante dans le courant de 1962, semblent avoir atteint leur maximum en mai 1963. Les navires désarmés, dont le tonnage atteignait fin 1962 150.000 GT, vont être incessamment remis en service.

Une conjoncture alourdie

L'Institut National de Recherche Economique publie trimestriellement, une étude, à la fois récapitulative et prévisionnelle, de conjoncture. Aux termes des indications fournies par lui sur la première partie de 1963, le mouvement expansif le plus net semble s'être fait jour dans le compartiment des scieries, suivies par les industries mécaniques (constructions navales exclues), celles du papier et du carton et les industries chimiques. Ni la métallurgie, ni l'industrie de la pulpe ne paraissent avoir suivi cette tendance. Par ailleurs, une légère régression a affecté le secteur minier, les textiles et le vêtement. Quant à l'emploi, il n'a progressé que pour les scieries. Il est resté au même niveau dans les secteurs du papier, du carton, et dans ceux des textiles et vêtements. Il a reculé dans les industries chimiques et mécaniques et plus encore, dans les mines, la métallurgie et l'industrie de la pulpe.

Optimisme modéré

On notera avec intérêt l'opinion de certaines grandes banques sur la situation. L'INDEX, périodique de la Svenska Handelsbanken affirme, dans son numéro d'octobre 1963, qu'un redressement de conjoncture est appelé à se manifester en Suède, comme en d'autres pays. Certains signes en témoignent, parmi lesquels, souligne l'INDEX, un accroissement de 18% dans l'enregistrement des voitures neuves en septembre 1963 par rapport à septembre 1962, - les salaires s'étant eux-mêmes exhaussés de 8-9%. La Revue trimestrielle de la Skandinaviska Banken considère de son côté, que la demande extérieure tend à se développer et qu'elle stimulera la production et l'emploi.

Le TABLEAU IV permet, au reste, de suivre, par l'évolution de l'emploi, le mouvement économique en Suède durant le premier semestre 1963.

TABLEAU IV

(milliers)

Mois	Nombre d'emplois proposés		Nombre de chômeurs enregistrés	
	1963	1962	1963	1962
Janvier	107,8	108,1	56,6	35,1
Février	103,5	102,8	40,7	34,4
Mars	118,6	117,0	32,4	31,7
Avril	125,7	115,1	30,1	29,8
Mai	153,1	144,5	19,4	21,6
Juin	150,6	137,9	14,6	16,2

Source : Allmaen maanadsstatistik SCB 9/1963, p.604-605.

La Revue, déjà citée, de la Skandinaviska Banken traite, dans son numéro d'octobre 1963, de l'état des investissements en Suède durant les dernières années. De 1961 à 1962, ceux-ci n'ont pas marqué d'augmentation appréciable et il semble même qu'ils marqueront un certain recul en 1963. On estime qu'il faut voir là la conséquence des difficultés de vente rencontrées depuis plusieurs années par les firmes suédoises. Une exception sera faite, toutefois, pour les industries minières, - stimulées par la mise en construction, à Luleå, en Suède septentrionale, d'un port spécialisé dans le trafic du minerai.

21 février 1963 - La L.K.A.B. (entreprise minière d'Etat) projette d'implanter à Kiruna deux usines dont la construction implique un budget de 90 millions SwKr. Les usines devraient entrer en production en 1965.

2 avril 1963 - Un grand port spécialisé dans l'exportation du minerai de fer est en construction près de Luleå, sur le golfe de Bothnie. En période d'eau libre, les installations permettront de charger 4.000 T. de minerai à l'heure. Trois sociétés ouest-allemandes sont chargées des travaux - d'un montant de 170/SwKr. - qui seront achevés en 1965.

/millions

Dans le secteur de la métallurgie, l'investissement reste stationnaire. Il a progressé légèrement dans les industries mécaniques. Par contre, dans le compartiment de la pulpe et du papier, le fort potentiel de production, qui existe déjà, s'est soldé par une réduction nette des immobilisations. Au total, et pour l'année 1963 - l'on prévoit que l'investissement global atteindra 5.601 millions SwKr et marquera, ainsi, un recul très modéré de 0,8% sur 1962. Le TABLEAU V, ci-dessous, en témoigne.

TABLEAU V - Investissements en Suède en millions SwKr.
(Changements entre 1962 et 1963)

Secteurs d'industrie	Total des investissements	Investissements en bâtiments, usines, etc.	Investissements en machines
<u>Industrie minière</u>			
- 1963	266 (+11,3%)	157 (+84,7%)	109 (+7,9%)
- 1962	184	85	99
- 1961	127	53	74
<u>Usines métallurgiques</u>			
- 1963	493	127	366
- 1962	457	163	294
- 1961	513	163	350
<u>Industrie mécanique</u>			
- 1963	734	358	376
- 1962	660	286	374
- 1961	636	292	343
<u>Industrie de la pulpe et du papier</u>			
- 1963	650	158	492
- 1962	1.109	277	832
- 1961	1.001	347	654
<u>TOTAL SUEDE</u>			
- 1963	5.601 (-0,8%)	2.780 (+5,5%)	2.821 (-6,3%)
- 1962	5.645	2.634	3.011
- 1961	5.484	2.694	2.790

Source : Skandinaviska Banken, Kvartalsskrift, Oktober, 1963

Les indices de la production industrielle reflètent d'ailleurs cette stabilité. Le TABLEAU VI permet, au reste, de procéder à des comparaisons portant sur 8 nations.

TABLEAU VI - Indices de production industrielle
1958 = 100

pays	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Suède	92	96	98	100	104	111	116	117
Norvège	91	95	100	100	106	117	125	132
Danemark	90	92	97	100	108	114	...	...
Finlande	98	101	104	100	109	124	136	143
France	80	88	96	100	101	110	116	123
Rép. Féd. All.	85	92	97	100	107	119	126	132
Gde Bret.	99	99	101	100	105	112	114	115
Canada	..	100	101	100	108	108	112	121

Source : Produksjonsindex for industrien. Statistisk Årbok for Norge 1963, tab. 389.

En ce qui concerne l'activité durant les cinq premiers mois de 1963, on peut, d'ores et déjà, faire état des indications ci-après.

TABLEAU VII - 5 premiers mois 1963 (1958 = 100)

pays	Janv. 63	Fév. 63	Mars 63	Avril 63	Mai 63
Suède	124	126	125	...	...
Norvège	133	145	144	137	136
Danemark	...	...	...	...	...
Finlande	153	143	147	144	...
France	129	129	121	133	...
Rép. Féd. All.	124	126	132	139	...
Gde Bret.	108	116	122	115	...
Canada	118	123	125	...	...

Source : Statistisk Årbok for Norge, 1963.

Comme on le voit, et avec les seules exceptions du Canada et de la République Fédérale Allemande, la période considérée est surtout marquée, pour les économies occidentales, par une attitude générale d'expectative.

Une production nationale triplée en trente années.

Le Bulletin officiel suédois de Statistiques fournit toutes indications sur l'évolution des principaux secteurs de production. L'année de référence est 1935. Pour l'ensemble de la période considérée - soit près de trente années - la production industrielle suédoise a pratiquement triplé - l'expansion maximum se situant dans les biens durables.

De même que toute l'Europe Occidentale, l'économie suédoise a enregistré des progrès spectaculaires dans le secteur général du fer et de la métallurgie. Une évolution identique est intervenue dans les compartiments du papier et du minerai de fer. Suivent les industries alimentaires, la confection, le bois et la pulpe. Le cuir et la chaussure restent plus en arrière.

TABIEAU VIII - L'industrie de la Suède, Indices de production (Année de base : 1935 = 100)

	1958	1959	1960	1961 ¹	1962 ¹	1963 ¹
Total des industries minières et manufacturières	245	259	286	295	299	+ 4
Ind. des biens de consommation	272	288	322	339	343	+ 4
Mines et minerais	243	243	282	307	292	- 15
Minerais et métaux	223	252	292	318	321	+ 3
Bois	138	193	210	204	204	± 0
Pulpe	160	171	197	200	185	- 5
Papier et carton	211	234	268	283	293	+ 10
Ind. alimentaires	201	209	216	215	224	+ 9
Textiles divers	143	161	171	173	176	+ 3
Confection	200	208	222	223	222	- 1
Cuir et chaussures	118	120	118	117	113	- 5

¹ estimations.

Source : Allmän månadsstatistik nr.9, 1963, p. 612.
SCB, Stockholm.

TABLEAU IX - Index de production pour les 6 premiers mois de 1963 et de 1962

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Total des ind. minières et manuf.						
1963	311	316	313	325	321	322
1962	(311)	(313)	(314)	(322)	(316)	(306)
1963	362	362	370	365	365	365
1962	(365)	(366)	(368)	(370)	(365)	(357)
Ind. des biens de consommation						
1963	237	241	238	251	252	245
1962	(234)	(234)	(235)	(243)	(242)	(233)
Mines et minerais						
1963	313	318	320	331	325	304
1962	(309)	(317)	(344)	(316)	(324)	(257)
Minerais et métaux						
1963	342	359	359	361	360	358
1962	(337)	(341)	(348)	(355)	(347)	(330)
Bois						
1963	192	221	231	252	249	247
1962	(201)	(220)	(221)	(244)	(243)	(234)
Pulpe						
1963	193	219	216	209	230	189
1962	(184)	(195)	(189)	(196)	(214)	(162)
Papier et carton						
1963	314	323	329	318	351	313
1962	(299)	(305)	(306)	(308)	(317)	(276)
Ind. alimentaires						
1963	226	223	218	241	240	249
1962	(223)	(225)	(222)	(239)	(233)	(247)
Textiles divers						
1963	183	182	178	...	...	...
1962	(181)	(181)	(178)	...	...	...
Confection						
1963	234	237	235	...	...	...
1962	(225)	(225)	(235)	...	...	...
Cuir et chaussures						
1963	121	126	128	143	127	127
1962	(127)	(126)	(121)	(125)	(120)	(114)

Source : Allmän Månadsstatistik, SCB 1963, n°9, p. 312.

III - ELECTRICITE

Le TABLEAU X donne une vue d'ensemble de la production d'énergie électrique en 1961 dans neuf pays.

TABLEAU X

P a y s	Millions kWh	Par tête d'habitant
Suède	38.386	5.104
Norvège	22.594	9.269
Danemark	5.179 (1960)	
Finlande	10.207	2.235
France	76.489	1.664
Union Soviétique	227.611	1.500
Grande Bret.	145.938	2.757
Rép. Féd. All.	124.562	2.298
Canada	114.420	6.274

Source : Statistisk Årbok for Norge, 1963

Comme on le voit, l'apport des nations scandinaves et de la Finlande se révèle considérable. Ce n'est pas d'aujourd'hui, au reste, que la Suède a été amenée à attacher une extrême importance à l'énergie électrique. Comme en beaucoup d'autres pays, depuis 1950 les huiles lourdes et l'hydroélectricité y ont progressivement gagné sur le charbon. L'on prévoit donc que l'infrastructure hydroélectrique continuera à se développer jusqu'en 1970 - cette dernière date constituant le point à partir duquel il est possible que l'énergie d'origine nucléaire puisse être communément utilisée.

Des liens de coopération unissent les nations scandinaves dans le domaine de la production électrique. Sous peu, d'ailleurs, la Finlande, la Norvège, la Suède et le Danemark oriental formeront une union en matière d'énergie électrique. Le Danemark occidental, qui ressortit au district électrique de Hambourg, sera lié, à ce moment, à la Suède occidentale. Ce projet - désigné sous l'abréviation : KONTI-SKAN-PROJEKT - permettra aux pays nordiques de devenir une partie du système européen, dès que le système de Hambourg se trouvera relié aux réseaux de l'Europe centrale et occidentale.

La liaison entre le Jutland et la Suède occidentale pourra entrer en service avant l'été 1965, et les frais d'aménagement seront partagés entre la Suède et le Danemark.

Ainsi que le souligne, dans un récent numéro de l'É.P.T.A. (n° 8/9, 1962), M. Erik GRAFSTRÖM, Directeur Général du Comité d'Etat suédois pour l'Europe électrique, la Scandinavie disposera, entre 1960 et 1970 d'un surplus exportable d'énergie électrique. Et, au cas où la sécheresse réduirait, certaines années, la capacité des barrages, Suède et Finlande seront en mesure de fournir de l'électricité d'origine thermique.

IV - LA CONSTRUCTION NAVALE

La production des chantiers navals suédois s'inscrit pour 7½ dans le total des exportations nationales. Les grosses firmes de construction, capables de produire des navires de fort tonnage, continuent leur progression, tandis que les sociétés moins importantes connaissent des difficultés.

10 janvier 1963 - L'ASSOCIATION DES CHANTIERS NAVALS SUÉDOIS a indiqué que les résultats de l'exercice 1962 étaient excellents et que la Suède a assuré 10% des constructions navales du monde (nations de l'Est non comprises). Les chantiers navals ont réalisé un chiffre d'affaires de 1.300 millions de Kr. suédoises, - sur lesquels 1.000 millions étaient destinés à l'exportation. Le TABLEAU XI compare les résultats des exercices 1961 et 1962.

TABLEAU XI

Année	Bateaux lancés		Bateaux livrés	
	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes
1962	74	857.000	80	866.000
1961	73	757.000	75	746.000

12 janvier 1963 - Le plus grand navire de la flotte scandinave, un pétrolier de 60.050 ton. d.w., a été livré à la Norvège par les chantiers KOCKUM, à Malmö.

17 février 1963 - La GOTTAVERKEN a obtenu une commande de l'Union Soviétique, portant sur deux docks flottants à livrer en 1964, et capables de

recevoir des navires de 27.000 T. De leur côté, chantiers LINDHOLMEN (groupe Johnson) fourniront à l'URSS quatre navires frigorifiques de 8.000 T. pour 100 millions Kr. suédoises, - tandis que la GOTAVERKEN en construira six.

4 avril 1963 - La CONFEDERATION SUEDOISE DES CONSTRUCTIONS NAVALES a admis qu'une partie des commandes reçues par la Suède relève de prix inférieurs aux coûts réels de construction. Une telle situation s'explique par la crainte des sociétés de voir, faute de travail, émigrer vers d'autres branches industrielles, une partie de la main d'œuvre qualifiée dont elles ont besoin.

V - UNE FORTE HAUSSE DES SALAIRES EN 1963

Cependant qu'en 1962, la hausse de la production n'a été que de 1%, les organisations syndicales ont obtenu une hausse des salaires de 7,8% pour les hommes et de 10,7% pour les femmes.

La hausse la plus forte a touché le secteur minier et les industries de l'imprimerie. Les industries aux salaires les plus faibles sont les industries textiles : 6,22 S.Kr/h (H) et 4,93 S.Kr/h (F). En regard, c'est dans l'industrie minière et navale que les salaires sont les plus élevés (1).

M. Arne GEIJER, chef de la Confédération Générale des Travailleurs, prévoit de délicates négociations de salaires à l'automne 1963.

TABLEAU XII (Cf. p. suivante)

- (1) On rappellera que les charges sociales ne sont pas patronales, mais sont prélevées, par voie d'impôts, sur les salaires eux-mêmes.

TABLEAU XII - Salaires horaires en mars 1963 (S.Kr)

	Hommes	Femmes
<u>Industries minières</u>	8,93	...
- Minéral de fer	8,97	...
- Charbon	7,26	...
<u>Minerais et métaux</u>	7,44	5,72
- Industries métalliques	7,60	5,92
- Sidérurgie	7,18	5,55
- Chantiers navals	8,18	...
- Electro-technique	7,28	5,64
<u>Industries de matériaux de construction</u>	6,99	4,83
- Pierre	6,63	...
- Usines de ciment	7,65	...
- Industrie des briques	6,64	...
<u>Industries du bois</u>	6,59	5,32
- Scieries	6,53	...
- Fabrication d'emballages en bois	6,75	...
- Contreplaqué	6,74	...
- Maisons préfabriquées	6,66	...
- Fabrication d'ameublement, etc.	6,61	5,22
<u>Industries de la pulpe et du papier</u>	6,89	5,11
- Usines de pulpe	7,02	...
- Usines de papier et carton	6,77	5,18
- Industries de matériel en papier et carton	6,85	5,09
<u>Industries polygraphiques, Presse, Edition</u>	7,68	5,30
- Imprimeries, etc.	7,43	5,03
- Presse	7,92	5,52
<u>Industries alimentaires</u>	6,90	5,29
- Grains et farines	6,53	...
- Industries du lait	6,95	5,56
- Boucheries, charcuteries	7,07	5,51
- Conserves de poissons	6,05	5,11
<u>Industries textiles et d'habillement</u>	6,26	4,93
- Industries de la laine	6,10	4,93
- Industries du coton	6,21	4,96
- Industries textiles du lin et du jute	5,86	4,71
- Confection	6,43	4,93
<u>Industries chimiques et chimico-techniques</u>	7,01	5,10
- Industries chimiques	7,01	...
- Allumettes	5,92	4,42
Tous groupes de l'industrie suédoise	7,21	5,21

Source : Statistiska Meddelander 1963 : 29. SCB, Stockholm.

VI - LE COMMERCE EXTERIEUR: PORTS ECHANGES
AVEC LES PAYS DU MARCHE COMMUN

L'évolution du commerce extérieur des nations scandinaves et de la Finlande fait apparaître, depuis 1959, de spectaculaires progressions. Suède et Finlande partagent, à cet égard, la meilleure position en ce qui concerne les exportations. Quant aux importations, c'est en Finlande que leur accroissement s'est révélé maximum. Pour la Suède, en 1962 les importations totales ressortissent à 16.119 millions SWKr. contre 15.127 millions pour les exportations. Durant les six premiers mois de 1963, les exportations, en rapport à la période correspondante de 1962 - ne se sont pas accrues, tandis que les importations se sont développées de 7%.

TABLEAU XIII - Indices du commerce avec l'étranger

Pays	Importations c.i.f.				Exportations f.o.b.			
	1959	1960	1961	1962	1959	1960	1961	1962
Suède	100	120	121	129	100	116	124	131
Danemark	100	113	117	123	100	106	110	116
Norvège	100	111	123	126	100	109	115	121
Finlande	100	127	138	147	100	118	123	131

Source : E.F.T.A. Bulletin, N°6, Juin 1963, p. 14 & 15.

TABLEAU XIV - Commerce des pays scandinaves et de la Finlande de janvier à juin 1963 (millions US \$)

(Le pourcentage indique le changement par rapport à la période janvier-juin 1962)

P a y s	Importations c.i.f.	Exportations f.o.b.
Suède	1631 (+ 7%)	1443 (+ 0)
Danemark	1030 (+ 1%)	906 (+15)
Norvège	901 (+ 9%)	502 (+ 5)
Finlande)	561 (-10%)	486 (- 2)

Source : E.F.T.A. Bulletin N°10, Octobre 1963, p. 15.

La fraction la plus importante des importations suédoises provient des pays du Marché Commun : pour les six premiers mois de 1963, les achats suédois à la Communauté Economique Européenne se montaient à un total de 611 millions US \$, - contre 489 millions pour les importations en provenance de la Zone de Libre-Echange. On notera, toutefois, que les échanges de la Suède avec cette dernière tendent à s'accroître légèrement, tandis que les importations venant du Marché Commun ont reculé de 1%.

Tant en ce qui concerne les exportations que les importations suédoises, les produits manufacturés prédominent. Le TABLEAU XV fournit certaines indications sur la structure du commerce extérieur de la Suède.

TABLEAU XV - Importations et exportations de la Suède en 1962 (Chiffres provisoires ou évalués)

PRODUITS	Importations			Exportations		
	Millions 'Kr.S.	% 62/ 61	% du 'total	Millions 'Kr.S.	% 62/ 61	% du 'total
- Alimentation, boissons, tabac	1.932	+ 10	13	508	+ 14	3
- Produits bruts sauf combustibles	1.244	- 6	8	4.234	- 3	28
- Minéraux combus- tibles, hydro- carbures, etc...	2.164	+ 6	13	--	--	--
- Produits chimiques	1.238	+ 7	8	459	+ 11	3
- Produits manufac- turés	4.963	+ 4	31	4.574	+ 5	30
- Machines non électriques	1.980	-	12	2.666	-	18
- Machines élect.	1.059	+ 13	7	740	+ 21	5
- Equipement pour transports	1.537	-	10	1.947	-	13
Total	16.119	+ 7%	101%	15.127	+ 7%	100%

Source : Allmän Månadsstatistik SCB 1963, n° 9

The following is a list of the names of the persons who were present at the meeting held on the 15th day of June, 1911, at the residence of Mr. J. H. Smith, in the city of New York, New York.

The names of the persons who were present at the meeting held on the 15th day of June, 1911, at the residence of Mr. J. H. Smith, in the city of New York, New York, are as follows:

MEMBERS OF THE BOARD OF DIRECTORS

Mr. J. H. Smith
Mr. J. H. Smith
Mr. J. H. Smith

Mr. J. H. Smith
Mr. J. H. Smith
Mr. J. H. Smith

Mr. J. H. Smith
Mr. J. H. Smith
Mr. J. H. Smith

Mr. J. H. Smith
Mr. J. H. Smith
Mr. J. H. Smith

Mr. J. H. Smith
Mr. J. H. Smith
Mr. J. H. Smith

Mr. J. H. Smith
Mr. J. H. Smith
Mr. J. H. Smith

SUEDE SEPTENTRIONALE

AU MOMENT OU S'ESQUISSENT DES TENTATIVES DE RESSERREMENT DES LIENS ENTRE LES TROIS PAYS NORDIQUES FACE AU MARCHÉ COMMUN, LA NECESSITE D'UNE COLLABORATION SEMBLABLE SE FAIT SENTIR TOUT PARTICULIEREMENT DANS LES TERRITOIRES SEPTENTRIONAUX, DONT LE SOUS-DEVELOPPEMENT RELATIF ENTRAINE UNE DISPARITE CROISSANTE AVEC LES REGIONS MERIDIONALES DE CES PAYS. EN SUEDE, LE PROBLEME DU NORRLAND SE TROUVE A UN TOURNANT: TERRITOIRE D'EXPLOITATION DE RICHESSES MINERALES ET TOURISTIQUES, OU EN INSTANCE D'ACCEILLIR DES INDUSTRIES DIVERSIFIEES?

I - LES CONTACTS INTER-NORDIQUES

En un peu plus de six mois, on a pu relever deux conférences réunissant des représentants des pays nordiques : récemment à Oslo, dans le cadre annuel des réunions du Conseil Nordique - dont les résultats semblent avoir été assez décevants, à en juger les commentaires de la presse suédoise - mais réunion au cours de laquelle furent repris les thèmes sur le Nord-Scandinavie, déjà introduits lors de la conférence de Kiruna de juillet 1962.

1) 23 juillet 1962 - Conférence de Kiruna

a) Le thème de l'ouverture des frontières.

Pour M. Tage ERLANDER, Premier Ministre de Suède, la collaboration inter-nordique serait, dans certains domaines, comparativement plus développée que celle de la CEE. Il a cité des mesures déjà mises en pratique, pouvant servir d'éléments de base pour la création d'une citoyenneté nordique : liberté des passeports, communauté du marché du travail et des avantages sociaux.

De son côté, M. GERHARSEN, Premier Ministre de Norvège évoquant la nécessité d'un accroissement des échanges économiques entre les territoires septentrionaux des trois pays, au moment où les entreprises scandinaves tendent à se concentrer dans les régions méridionales, a rappelé la fructueuse collaboration économique entre la Norvège et la Russie avant la Révolution d'Octobre et déclaré que l'Union Soviétique était le quatrième pays du Nord-Scandinavie.

b) La convergence des grands travaux d'équipement

Il ressort des diverses allocutions que les gisements miniers de Kiruna (LKAB) pourraient, dans la perspective d'une collaboration inter-nordique pour l'exploitation des ressources naturelles, constituer l'entreprise-clé du Nord-Scandinavie.

Les axes principaux de ce grand projet porteraient sur le transport du minerai du gisement de Kaunisvaara vers un port finlandais par le nouveau chemin de fer construit vers Kolari, et sur la construction d'un nouveau port à Rombaksbotn sur la côte norvégienne. Enfin, l'intérêt de la construction de la route de Graddis pour la vie économique du Nord a été rappelé.

c) Une étroite collaboration inter-nordique serait un contexte favorable pour la réalisation du "plan du Norrbotten"

M. Manfred NÄSLUND, préfet du Norrbotten, a eu l'occasion de présenter sa conception des relations inter-nordiques, soulignant notamment que les conditions régnant dans les départements situés au nord du cercle polaire plaident pour l'établissement entre les trois pays d'un cadre de coopération plus fermement organisé qu'il n'est nécessaire plus au sud. M. NÄSLUND donne ensuite quelques exemples de collaboration économique : projet de routes inter-états, conventions concernant la pêche et le flottage entre la Finlande et la Suède, les échanges d'énergie électrique entre la Norvège et la Suède, ainsi que les migrations de rennes des Sames par-delà la frontière - mais n'est-il pas permis d'estimer que cet exemple est, en quelque sorte, à double tranchant ? (1).

(1) Cf "Inter-Nord" n°3 pp. 34-35.

2) Conseil Nordique à Oslo

Cette réunion du Conseil Nordique se situait immédiatement après une conférence à Genève des pays de la Zone de Libre-Echange (EFTA), conférence qui n'avait pas été marquée par des votes unanimes.

16 février 1963 - Selon l'éditorial du SVENSKA DAGBLADET, intitulé "Nordisme et réalités", c'est à un constat de division entre les délégations, voire en chacune des délégations, que l'on aboutirait, et que s'il y eût quelque unanimité ce fut celle de l'attentisme.

24 février 1963 - De son côté, le DAGENS NYHETER, dans son éditorial "Le Nord et le Marché", semble moins pessimiste, bien que le projet d'union douanière nordique, soutenu du côté libéral et radical, se soit heurté par ailleurs à une forte opposition, et soit demeuré sans résultat. Ces conversations auraient permis de lancer l'idée d'une banque commune en vue d'investissements industriels, introduction à une future coopération au niveau de la production.

17 février 1963 - La coopération avec l'Union Soviétique concernant le Nord-Scandinave a été proposée dans une motion démocrate-populaire finlandaise, avec l'appui des sociaux-démocrates et des agrariens finlandais. Le Premier Ministre norvégien, MGERHARDSEN, auquel il avait été fait allusion dans la motion, déclara que lorsqu'il s'agissait d'une coopération entre deux pays pour les questions du Nord-Scandinave, il convenait d'opérer sur une base bi-latérale, et qu'une coopération intéressant trois ou quatre pays pouvait être réalisée en fonction des circonstances et sur des points particuliers.

II - DEPOPULATION ET PROBLEMES STRUCTURELS.

La "question du Norrland" est aussi vieille que ce siècle, - ainsi que le rappelle un article de EXPRESSEN de ce jour (1-7-63), annonçant une émission de télévision sur ce sujet. Mais elle revient au premier plan en raison du caractère accéléré que présente aujourd'hui la tendance au dépeuplement dans les régions forestières et agricoles. En effet, cette tendance devient ici d'autant plus grave qu'elle touche une région de très faible densité de population, et qu'elle porte plus particulièrement sur les jeunes classes d'âge. Cet ensemble de faits se trouve donc naturellement au centre des débats actuels concernant l'aménagement du territoire.

1) Les phénomènes démographiques

Selon la brochure du Bureau Central des Statistiques sur la "Population dans les circonscriptions administratives", portant sur le recensement de 1961, la population du Norrland s'élève à 1.216.343 hab. - ce qui témoigne d'une diminution de l'ordre de 3.799 habitants depuis l'année précédente. Selon la même source officielle, la population du département de Norrbotten s'élevait à 262.582 habitants et son augmentation pendant l'année avait été de 780.

a) La natalité

- 13 juillet 1962 - le Norrbotten a perdu son rang de département au taux de natalité le plus élevé. L'ordre entre les départements suédois selon la plus haute fréquence des naissances s'établit comme suit :

<u>Département</u>	<u>Naissances pour 1000 hab.</u>	
	<u>1961</u>	<u>1945</u>
Stockholm	17,84	21,59
Norrbotten	16,98	26,47
Uppsala	15,69	20,94
Västmanland	15,54	20,94
Göteborg et Bohus	14,88	19,28
Västerbotten	14,54	23,79

Le Norrbotten était, depuis nombre d'années, toujours le département aux plus hauts chiffres de naissance ; durant les trois dernières années, ces chiffres étaient pour le Norrbotten :

1959	:	18,3	pour	mille
1960	:	17,11	"	"
1961	:	16,98	"	"

Le département du Västerbotten, qui était 2ème, a été distancé par plusieurs départements à immigration, et on peut se demander si le Norrbotten n'est pas sur la même voie.

b) L'émigration

- 10 octobre 1962 - A la baisse du nombre des naissances s'ajoute la perte par émigration. La perte de population par émigration dans les cinq départements du Norrland s'était maintenue depuis les années 50 à un niveau relativement modéré, mais elle tendait à redoubler vers la fin de cette même décennie et présente des chiffres triples pour les deux premières années de la nouvelle décennie.

Selon M. Uno HAMMARSTRÖM, dans le troisième numéro de l'année du "Norrländsk Tidskrift", l'augmentation de l'émigration découle de l'activité accrue de l'administration du marché du travail pour procurer de la main d'oeuvre plus au sud.

Les pertes par émigration durant l'année 1961 s'établissent de la manière suivante pour les départements du Norrland :

Norrbottens län	2.060
Västerbottens län	2.570
Jämtlands län	2.645
Västernorrlands län	3.068
Gävleborgs län	374
Norrland	10.717

Septembre 1962 - Une enquête effectuée par M. Jan GILLBERG pour le compte de la Fédération des Industries souligne toutefois que l'émigration norrlandaise vers le reste du pays n'est pas un fait nouveau, mais que le phénomène le plus marquant est celui de l'abandon de la campagne et des régions à habitat clairsemé pour les villes du Norrland lui-même au moins autant que vers le reste du pays. L'auteur rappelle que les phénomènes socio-démographiques présentent en Norrland un décalage par rapport au reste du pays. L'émigration de la campagne avait commencé vers 1880 dans le centre de la Suède, en Gävleborg et en Västernorrland ce phénomène avait commencé vers 1930, bien avant le département de Jämtland. Quant aux deux départements les plus septentrionaux, ce stade n'a pas été atteint avant les toutes dernières années. Durant la décade 1950, la diminution de la population de la campagne s'était limitée en Norrland à 1,7% alors qu'elle était de 6,1% dans le reste du pays. Cette proportion a fortement augmenté durant les dernières années, surtout si l'on tient compte de ce qu'une forte natalité en a diminué les effets.

Donc, l'émigration du Norrland vers le reste du pays n'est pas un fait nouveau - ainsi que va l'illustrer le tableau suivant - mais la baisse de l'augmentation de la population durant les années 50 tient à la baisse de la natalité.

Émigration nette du Norrland vers le
reste du pays

1936-40	31.641
1941-45	39.612
1946-50	29.978
1951-55	20.134
1956-60	33.364

Une part plus grande de l'émigration des campagnes norrländaises s'est effectuée ces toutes dernières années en faveur des villes du Norrland. De 11,9% durant la décade 1931-1940, ce pourcentage est passé à 24,3% durant la décade 1941-1950, et enfin à 33% durant la décade 1951-1960.

c) Le dépeuplement des campagnes

13 décembre 1962 - Lors d'une conférence à l'École Supérieure d'Agriculture, le professeur Lennart HJELM a indiqué qu'il considérait que la main d'oeuvre agricole en Suède doit pouvoir être diminuée de 50%. Il a donné comme exemple les USA où 5 à 6% de la population suffisent alors que l'agriculture emploie en Suède 12% de la population.

2 février 1963 - Durant la décade 1950-1960, le nombre de ceux qui vivent en Suède de l'agriculture, la sylviculture ou la pêche a diminué de 185.000, soit 29%.

5 avril 1963 - La production agricole a augmenté de 3% par rapport à l'année précédente bien que le nombre des ouvriers ait diminué en 1962 de 33.000, soit 6%. La diminution du nombre d'ouvriers avait été de 26.000 en 1961.

12 juin 1963 - On considère qu'en une décade, 75.000 hommes devront être retirés de l'exploitation forestière en vue de sa rationalisation rapide.

2) La politique d'encouragement à la mobilité

L'organisme d'Etat chargé de fournir du travail aux chômeurs et de prévenir les situations causes de chômage est l'Administration du Marché du Travail (AMS), dont le Directeur Général est M. Bertil OLSSON. Dans le cadre d'une stricte économie de marché, son rôle essentiel est d'attirer les chômeurs sur les points du pays où les entreprises sollicitent de la main d'oeuvre.

a) La situation de l'emploi

11 janvier 1963 - L'emploi en Suède s'est tenu à un niveau égal ces dernières années, à une exception, celle de l'année 1958-1959, où le nombre des chômeurs a atteint 73.000. Le tableau ci-dessous indique les chiffres de décembre 1962, en ce qui concerne les 5 départements du Norrland, ainsi que l'ensemble du pays.

	Chômeurs	Formation profess.	Travaux en réserves	Places libres
Norrbotten	2.559	959	2.099	394
Västerbotten	2.016	681	1.325	562
Jämtland	591	417	377	181
Västernorrland	1.357	701	837	490
Gävleborg	1.551	604	414	648
SUÈDE	22.485	12.245	8.378	33.312
	(déc. 61 :			
	environ			
	40.000)			

22.485 chômeurs et 33.312 places libres : créer un meilleur équilibre entre ces deux chiffres paradoxaux, tel est un des buts de l'administration du Marché du Travail. Le plus grand nombre de ces chômeurs est constitué par une main d'oeuvre non qualifiée de travailleurs des forêts et de manoeuvres du bâtiment, soit respectivement 6.000 et 1.500 hommes. Le problème pour l'administration est de leur faire franchir les "seuils" géographiques et professionnels.

b) les moyens utilisés contre le chômage

19 décembre 1962 - L'Administration du Marché du Travail compte neutraliser le chômage de l'hiver en cours avec les moyens habituels qui sont au nombre de quatre :

- accroissement de la mobilité de la main d'oeuvre ;
- extension de la formation professionnelle ;
- développement de la construction de logements ;
- travaux en réserve.

Selon M. Bertil OLSSON, une plus grande mobilité de la main d'oeuvre est nécessaire. Malheureusement la politique du logement n'a pas été coordonnée avec celle du marché du travail.

"En ce qui concerne la formation ou la reconversion professionnelle, le budget de l'année précédente avait permis de nous charger de la formation de 20.000 hommes ; nous avons prévu d'atteindre cette année le nombre de 26.000. Toutefois, en considérant les risques de chômage, nous essaierons de trouver 30.000 places," - déclare-t-il.

M. B. OLSSON n'est guère partisan des travaux en réserve mais il est prêt à mettre en marche des mesures de ce genre si les autres ne suffisaient pas. L'année dernière 7.000 personnes furent employées ainsi. La majeure partie de ces travaux se trouvent en Norrland.

Si ces mesures ne suffisaient pas, on envisagerait d'utiliser des moyens supplémentaires pour créer des emplois : commandes aux industries, appel à des fonds d'investissements, augmentation des investissements, communaux, et ultérieurement, accroissement des travaux en réserve.

c) Critiques à l'égard des "travaux en réserve".

11 novembre 1962 - La formule des travaux en réserve est onéreuse. Ils sont peu efficaces et coûtent chaque année plusieurs centaines de millions Kr. à l'Etat.

11 janvier 1963 - Les travaux en réserve sont tout naturellement concentrés en Norrland, et ils seront accrus cet hiver. Les travaux concernent principalement les constructions de routes, les forêts, ainsi que l'établissement d'adductions d'eau.

d) La politique de mobilité de la main d'oeuvre.

11 novembre 1962 - Les mesures d'encouragement de la mobilité, le transfert de main d'oeuvre des régions à surplus à régions à manque, ont eu la place d'honneur dans la politique du Marché du Travail. Mais, en fait, les résultats n'ont pas été considérables.

En 1961, 11.000 personnes obtinrent des voyages gratuits vers de nouveaux lieux de travail, 8.200 reçurent une aide de départ, et 2.050 familles une subvention. Or, depuis 1958, pas plus de quelques milliers de personnes - peut-être 10.000 si les membres des familles sont comptés - ont quitté le Norrland avec une aide économique de l'Administration du Marché du Travail. L'émigration spontanée est d'une importance considérablement plus grande, et beaucoup de ceux qui ont reçu une subvention auraient émigré dans tous les cas.

D'autre part, l'Administration du Marché du Travail est mécontente des services des organismes locaux chargés d'encourager la mobilité. On se demande si les autorités départementales du travail dans les départements d'émigration mettent une énergie suffisante dans la politique qui leur est confiée. Ils succombent à la tentation de garder la main d'oeuvre dans la conviction qu'ils obtiendront par la suite de l'argent pour les travaux en réserve.

Les journaux du Norrland attaquent constamment la politique de mobilité, et on se demande si les autorités locales ne sont pas influencées par cette pression de l'opinion.

e) Les impératifs du développement du Norrland en contradiction avec la concentration industrielle des trois grandes villes du pays.

27 septembre 1962 - Au cours d'une discussion sur la vie économique en Suède durant la prochaine décade, menée lors du 7e congrès inter-nordique des diplômés des hautes études commerciales (Sjunde nordiska civilekonomkongressen), fut proposée une image de la Suède réduite à trois villes géantes, le reste étant une vaste terre inculte.

31 décembre 1962 - "Nous avons jusqu'ici cédé notre main d'oeuvre sans murmure", déclare le Préfet du Norrbotten, M. Manfred NÄSLUND, "mais nos gens sont utilisés maintenant pour construire des routes dans le sud de la Suède. Alors, c'est aller trop loin. La solution du problème des routes est la clé d'un développement rationnel du département. A la fin de 1958, nous avons exposé un plan de construction de routes sur 10 ans. Le plan routier comprend la construction de 6.300 km. de routes forestières, ainsi que des ponts à gros trafic et une réfection complète de certaines routes départementales."

8 janvier 1963 - La direction du parti conservateur du Norrbotten déclare ne pas accepter que des chômeurs du département soient dirigés vers des constructions de routes en Västmanland et en Småland, alors qu'il existe des possibilités de travail pour des constructions de routes dans le département.

26 avril 1963 - Au cours des débats au Parlement touchant à la question de la mobilité de la main d'oeuvre, le Ministre de l'Intérieur, M. Rune JOHANSSON a fait remarquer qu'il ne convenait pas de parler seulement des départements en cours de dépeuplement lorsque l'on discute la politique du marché du travail. Ainsi, on aurait besoin à Göteborg dans les toutes prochaines années de 5.000 travailleurs, et des entreprises, comme Volvo, SKF, Eriksberg et Götaverken, ne peuvent déménager. De même, il défendit la publicité faite par l'Administration du Marché du Travail pour encourager l'émigration vers le sud.

Mais il fit remarquer également que, grâce au fait que les fonds d'investissement pourront être employés pour l'établissement d'entreprises dans les régions à faible emploi, la politique du marché du travail disposait maintenant d'un nouvel instrument.

3) Les efforts d'aménagement du territoire

Le Plan du Norrbotten que, dans sa Lettre au Roi du 19 décembre 1958, le Préfet de ce département, M. Manfré NÄSLUND, présentait dans ses grandes lignes, doit pouvoir être considéré comme le point de départ d'une politique économique coordonnée, voire planifiée - ou, du moins, comme une invitation pressante à une telle politique.

M. NÄSLUND soulignait le caractère alarmant de la situation du Norrbotten où les ressources d'emploi n'étaient pas proportionnées à la croissance de la population, et où l'appareil de production tendait à stagner en raison du manque d'investissements.

Depuis 1958, les industries d'Etat du Norrbotten ont progressé, mais si le souhait de développement d'ensemble est partagé par tous, l'accord n'est pas réalisé sur les mesures à prendre. Entre temps, le dépeuplement se manifeste nettement.

Cependant la création du Fonds du Norrland tiré des bénéfices de LKAB, les enquêtes socio-économiques de la Préfecture du Norrbotten sur les régions du Tornedal et de l'Inland, ainsi que l'inventaire des ressources en minerai - toutes enquêtes récemment achevées - apportent de précieux éléments de référence pour une politique d'économie d'ensemble, et un développement concerté.

a) Déclarations diverses

29 avril 1962 - Le leader du parti conservateur, M. Gunnar HECKSCHER, lors d'un discours à Luléå, a déclaré que la productivité des industries de la cellulose et du papier du Norrland devait être améliorée, tout particulièrement dans la perspective d'une adhésion de la Suède au Marché Commun. Il a ajouté que le Norrland était une partie inaliénable du pays qui devait être sauvegardée. Pour la garder vivante, il convient qu'il ait une vie économique normale, qu'il subvienne à lui-même conformément aux règles de l'économie, sans présenter les caractères d'un territoire assisté.

19 mars 1963 - Dans son discours d'adieu, à l'occasion de son départ de la VI^e région militaire qu'il commandait, le général Nils BJÖRK a notamment déclaré : - Le Haut-Norrland est un territoire qui devient de plus en plus important du point de vue stratégique; et qui pose des problèmes de plus en plus grands pour sa défense au cas où la tendance démographique actuelle et l'émigration ne seraient pas arrêtées. Il est d'une importance décisive que cette région ne se dépeuple pas. Aussi, faut-il que la population du nord obtienne des conditions d'existence à parité avec le reste du pays, et que soient créées ici des possibilités de travail plus nombreuses pour la jeunesse.

b) Le rôle actuel de l'Etat dans le développement du Norrland.

Des réformes de structures dans les attributions des ministères manifestent la volonté du Gouvernement d'aboutir à une action concertée pour un aménagement du territoire.

20 septembre 1963 - La modification de la répartition des responsabilités entre les divers ministères donnerait notamment aux pouvoirs du ministre de l'Intérieur une plus grande extension. Ainsi, H. Rune JOHANSSON serait chargé de la synchronisation de l'emploi, de la construction de logements et de la question de la localisation des implantations industrielles.

Pour le moment, les entreprises d'Etat relèvent de ministères divers : LKAB dépend du Ministre des Finances, H. Gunnar STRÄNG, VATTENFALL du Ministre des Communications, M. SKOGLUND, ASSI et NJA du Ministre du Commerce, M. LANGE, et l'Administration des domaines d'Etat du Ministre de l'Agriculture, M. HOLMQUIST. La façon dont ces entreprises nationalisées seraient regroupées n'est pas encore fixée, mais on parle beaucoup de leur attribution au ministère du Commerce.

29 septembre 1963 - Le problème de l'aménagement du territoire : où habitera et travaillera à l'avenir le peuple suédois ? a été exposé par divers experts devant les plus hautes autorités.

Ce n'est plus l'étroite économie de l'entreprise, mais celle de la société dans son ensemble, qui est la norme, et que consacreront les experts déjà au travail. Tous les signes indiquent que ces experts obtiennent une liberté de mouvement entièrement autre que celle qu'ils avaient jusqu'ici. Ils reçoivent des pouvoirs plus effectifs et des ressources plus grandes.

24 février 1963 - Le Ministre de l'Intérieur, R. JOHANSSON, a déclaré qu'il était désormais possible dans une mesure plus grande qu'auparavant de faire émigrer les entreprises vers la main d'oeuvre au lieu de l'inverse. Jusqu'à maintenant le bureau de localisation des entreprises de l'administration du marché du travail a localisé 600 entreprises avec une main d'oeuvre totale de 60.000 salariés.

On s'est accordé sur des mesures de localisation plus énergiques en Norrland, en même temps que sur la nécessité de ne pas affaiblir le courant de mobilité de la main d'oeuvre.

25 mai 1963 - Une vue plus positive des problèmes de localisation norrlandais s'est manifestée auprès des pouvoirs publics. Par dessus tout, il convient de s'attacher à deux mesures tangibles sur le front de la localisation industrielle et des services.

Il s'agit en premier lieu de la possibilité pour les trois départements les plus septentrionaux d'établir des industries locales ou rénover des petites entreprises ou des artisanats plus anciens par des travaux en réserve communaux d'Etat (Statskommunala beredskaparbeten). Les fédérations de chefs d'entreprises ont été associées à cette activité. Il s'agit également d'une proposition du Ministre des Finances en vue de l'utilisation des fonds d'investissements à des fins de localisation.

c) Les mesures en cours, principalement grâce à la création du Fonds du Norrland. Crédits pour l'inventaire de gisements miniers, pour la recherche scientifique en agronomie et sylviculture, pour le financement des entreprises. Egalement, contribution des communes et des municipalités à diverses installations de services.

24 août 1962 - Pour les 5 années à venir, le Fonds Norrland procurera annuellement 15 millions kr. La somme attribuée dernièrement se répartissait ainsi : 3,3 millions pour des recherches d'un très grand intérêt pratique régional, et 1,2 millions répartis entre diverses entreprises. Parmi les projets que le Fonds vient de subventionner, on peut citer plus particulièrement : 1 million pour un inventaire des ressources en graphite de Masungsbyn et de chaux à Råneå et à Jokkmokk.

29 septembre 1962 - Le Gouvernement a accordé 52 millions kr aux communes du Norrland les plus démunies. Ces subventions leur permettent de diminuer les impôts, mais aussi de donner l'impulsion à une activité d'expansion et à une réalisation plus rapide des projets envisagés. Sur les 52 millions, 21,6 sont attribués au Norrbotten (l'an dernier : 6,8), 8,7 au Västerbotten, 9 au Jämtland et 5,5 au Västernorrland.

6 octobre 1962 - En 1962 et 1964, 50 millions kr seront consacrés par le département du Norrbotten à la construction d'installations sportives d'hiver : piscines, halls des sports, etc... En 1963, seront achevés un hall des sports à Laisvall et une piscine à Gällivare. En 1964, un hall des sports à Kiruna, Jokkmokk, Luleå, Kalix, Boden, Alvsbyn, Piteå, une piscine à Jokkmokk et à Haparanda.

1er juin 1963 - Le Fonds du Norrland investit 12 millions de kr. pour de nouvelles installations de recherches de nouveaux procédés pour l'acier dans le cadre des aciéries de Norrbottens Järnverk (NJA).

21 juin 1963 - Le Fonds du Norrland consacre 1,5 millions de Kr. à la constitution d'une société : AB SKOGSMEKANISERINGAR, destinée à faciliter la mécanisation de l'ensemble des secteurs de la production forestière.

29 juin 1963 - A la suite d'une proposition du Ministre des Finances, le Gouvernement a décidé de libérer en Norrland les fonds d'investissement des entreprises de manière à faciliter le développement économique, achats de machines, constructions nouvelles, etc... Cette décision constitue un stimulant à l'égard des entreprises pour leur faire déployer une activité dans des régions à chômage fréquent, sinon permanent.

Cette décision du Gouvernement concerne l'utilisation des fonds d'investissement pour une période allant du 1er juillet 1961 au 31 décembre 1964. Par ailleurs la décision d'utiliser les fonds sera soumise pour avis à l'Administration du Marché du Travail.

III - LES RAPPORTS DE LA MINORITE LAPONE ET DE L'ETAT SUEDOIS

Les débats des congrès nationaux des Sames suédois, en 1962 à Arvidsjaur, en 1963 à Gällivare, ont témoigné d'une maturité plus grande dans la présentation des revendications des Sames à l'égard des organismes d'Etat dont les entreprises gênent leur industrie.

Les Sames reprochent notamment aux autorités de n'être pas consultés lors des délibérations concernant les territoires sur lesquels ils estiment que les lois du pays leur ont reconnu un statut privilégié. Ils soulignent que leurs protestations ne

sont pas prises en considération, qu'ils sont mis devant des faits accomplis, et que les promesses qui leur sont faites ne durent que jusqu'à l'apparition de dispositions nouvelles.

Dans les mois qui précèdent, on a pu ainsi relever au fil de l'actualité un certain nombre d'exemples de leurs désaccords avec les autorités, et des difficultés auxquelles ils se heurtent pour faire reconnaître leurs droits.

a) La loi de 1928 est invoquée pour le versement du baux de LKAB au Fonds Lapon.

16 novembre 1962 - Depuis 1908, LKAB a loué un terrain d'Etat (kronomark) au-dessus de la limite des cultures à Kiruna.

Le député Ragnar BERGH vient d'interpeller le Ministre de l'Agriculture à la Première Chambre pour savoir pour quand devait être attendue une résolution du Gouvernement concernant la disposition des revenus des baux. A partir de 1958, les montants qui ont été payés par LKAB à l'Administration des Domaines s'élèvent annuellement à 27.000 kr.

Au cours des trois dernières années, la Préfecture de Luleå a émis deux propositions sur le partage du montant des baux. Selon ces propositions, le Fonds Lapon recevrait 9/10 des montants des baux versés durant la période 1908-1957, le Fonds des Domaines garderait 1/10 en règlement des travaux administratifs. Le Fonds des Domaines, pour sa part, a fait savoir que l'on devait transférer au Fonds lapon un montant unique pour couvrir le temps passé et l'avenir. Ces propositions se trouvent actuellement à la Cour des Comptes (Kammarkollegium) pour avis.

Or, la loi de 1928 sur le pâturage des rennes contient le principe suivant lequel toute concession établie au-delà de la limite des cultures doit être créditée aux lapons, ce qui excluerait tout partage des sommes provenant des baux. De même que, contrairement à ce que l'Administration des Domaines semble penser, on ne saurait imaginer - selon l'interpellateur, le député Ragnar BERGH - le paiement d'une somme forfaitaire.

b) Les Sames récusent les formes institutionnelles qui les maintiennent dans une situation de tutelle.

28 février 1963 - A Gällivare, lors des discussions préliminaires du Congrès national des Sames suédois, une déclaration a été adoptée dans laquelle sont exigés des ajustements de la législation concernant

l'administration lapone et son caractère de tutelle, la gestion du Fonds Lapon, et enfin, que l'organisation des villages lapons et les responsabilités y afférant soient pleinement assurées par les Sames eux-mêmes.

(Il convient de souligner que, selon "Samefolket" de juin 1962, les Sames avaient déjà exprimé le souhait d'obtenir le remplacement de l'appellation de "lappfogde" dont sont revêtus les responsables régionaux de l'administration lapone, car elle implique que les Sames "constituent dans le pays une minorité tenue sous la surveillance spéciale de baillis". D'autre part, dans le même article, on relève que, lors des débats du Parlement le 11 avril 1962, débats consacrés aux questions lapones, cette proposition avait passé le cap de la lère Chambre, et le titre de "konsulent" proposé pour remplacer celui de "lappfogde".)

c) Les Sames estiment qu'ils ne doivent pas être tenus en dehors d'aucun projet d'activité économique s'exerçant sur leurs terres d'élevage de rennes. Leurs revendications posent donc le problème d'une mise au point nette de l'Etat sur le statut de cette terre, de la reconnaissance ou non par lui des droits des lapons, voire de leurs privilèges.

19 mars 1963 - L'enquête sur le Minéral (Malmutredningen)

La Fédération des Sames suédois rappelle que la plus grande partie des régions que la commission d'enquête sur les gisements miniers a inventoriés en vue d'exploitations ultérieures, se trouvent sur des territoires servant à l'usage exclusif des Sames. Or, le mémoire remis par cette commission d'enquête ne relève nullement ce fait. On n'y trouve pas non plus l'élevage des rennes parmi les activités économiques prises en considération dans ces régions, alors qu'il constitue une activité principale dans une grande partie de ces dernières.

Dans leur déclaration, les Sames rappellent que des intrusions antérieures commises à leur détriment ont été effectuées sans dédommagement, et s'indignent que l'Etat s'endette à l'égard d'une minorité durement exposée sur le plan matériel, la contraignant à chercher son droit auprès des tribunaux.

27 mars 1963 - La Cour des Comptes et le droit des Sames en face des préjudices causés par les constructions de barrages hydro-électriques.

La Fédération Nationale des Sames suédois s'oppose à la Cour des Comptes auprès de la troisième commission de loi du Parlement. La Cour des Comptes avait émis un avis défavorable à l'égard d'une motion en faveur d'une meilleure sauvegarde du droit des Sames, lors des intrusions commises sur leurs terres à pâturage, à l'occasion de la construction de barrages ou d'exploitations minières.

La Fédération souligne que le droit moderne suédois ne devrait pas revêtir de caractère autoritaire à l'égard des Lapons, tel celui que manifeste le rapport de la Cour des Comptes.

6 avril 1963 - L'industrie du tourisme déjà existante sur leurs terres et - bien plus encore - ses projets de développement, inquiètent les Sames.

La Fédération des Sames suédois a déposé auprès du Gouvernement la demande d'être représentée à la commission des loisirs (fritidsutredningen) dont le président est M. Börge LUNDGREN.

En effet, les terres au-dessus de la limite des cultures dans les départements de Norrbotten et de Västerbotten, ainsi que les régions montagneuses du département de Jämtland sont parmi les territoires que le mandat de la commission embrasse. Or, ces territoires sont, selon la loi, à l'usage exclusif des Sames - objecte la Fédération Nationale.

15 juin 1963 - Pas de membre same à la commission des loisirs.

La commission des loisirs considère qu'il n'est pas nécessaire qu'un représentant particulier de la Fédération Nationale des Sames suédois soit appelé à entrer dans la commission. Autant que la commission puisse en juger pour le présent, les terres au-dessus de la limite des cultures n'occupent pas actuellement une place centrale dans le travail que la commission doit mener, entre autre la localisation des futures maisons de loisirs.

Sau
de
pos
sic
us
'un
n-
occ
ons
édu
'ép
a
te
s
mis-
des
s
que
oin
es
t
à
us
nt
n

DANEMARK

DAWEHARK

DANEMARK

MENACE, COMME LA PLUPART DES NATIONS A EXPANSION ECONOMIQUE EXCEPTIONNELLE, D'UNE CRISE DE SA MONNAIE ET DE SES RESERVES DE CHANGE, LE DANEMARK PARVIENT EN MOINS D'UN AN A STABILISER SES PRIX ET A ACCROITRE DE 10% LA COUVERTURE DE SES IMPORTATIONS PAR SES EXPORTATIONS.

Le public français n'ignore certes pas quelle intensité marque la vie économique danoise. Il n'est pas inutile, néanmoins, de souligner en quoi cette intensité, rapportée aux standards français s'avère relativement exceptionnelle.

Si l'on observe, en effet, que la densité de la population danoise n'excède que de peu, avec 107,3 habitants, les 87,3 unités propres à la France, il convient, par contre, de noter l'ampleur des décalages qui se manifestent dans les principaux secteurs de l'activité économique. Alors que le rapport de superficie entre les deux territoires - et, par voie de conséquence, le rapport entre les ressources potentielles - est plus que décuplé, le produit national brut par tête d'habitant (1959) ressortissait à 5.254,22 AF pour la France contre 5.844,72 AF pour le Danemark, soit une avance de 11% pour ce dernier. Un tel dynamisme présuppose, évidemment, un fonctionnement particulièrement vigoureux de tous les systèmes d'échange : en 1962, par exemple, les importations danoises atteignaient, par tête, 2.262 AF contre 789 AF pour la France, et les exportations 1.762 contre 772. Le TABLEAU I (page suivante) montre, au reste de quelle vitalité - quasiment double de celle de la France - fait preuve, à cet égard, l'économie danoise.

TABLEAU I - Place comparée du commerce extérieur dans l'économie nationale en France et au Danemark

(France : milliards de francs courants)
(Danemark : millions de couronnes)

	FRANCE			DANEMARK		
	1957	1958	1959	1957	1958	1959
Produit domestique brut (1)	21.050	23.830	25.790	32.666	33.963	37.450
Exportations totales	-	2.559,0	2.771,4	8.138	8.758	9.250
% du PDB		10,8	10,7	24,9	25,7	24,7
Importations totales	-	2.802	2.511,4	9.485	9.395	11.020
% du PDB		11,7	9,7	29,0	27,6	29,4

(1) Aux prix du marché

Sources : Tableaux de l'Economie Française, INSEE, Paris 1960
Economic Survey of Denmark, 1963, Copenhague.

Le Danois produit beaucoup plus et consomme nettement moins que le Français.

Certes, la conséquence en est, pour le Danemark, un déséquilibre quasi-permanent de la balance commerciale : mais il y a là une donnée qui est, fondamentalement, de structure et non de conjoncture, puisque manquant notamment de la plupart des matières premières indispensables à son économie, le Danemark doit importer celles-ci - qui figuraient, en 1962, pour 51% des importations totales. C'est donc que la part faite aux biens et services de consommation est relativement réduite. Le TABLEAU II (page suivante) montre, pour 1958, que le consommateur danois était singulièrement moins dispendieux que son homologue français.

TABLEAU II - Structure comparée des consommations
(1958) au Danemark et en France par tête d'habitant
(en francs anciens)

Postes de consommation	FRANCE	DANEMARK
Alimentation	109.155	94.146
Boisson et tabac	34.022	36.849
Habillement	42.644	31.151
Energie	16.066	13.277
Logement	34.955	27.477
TOTAL	236.842	202.900

Sources : Tableaux de l'Economie Française, INSEE.1960.
Survey of Denmark, 1963, Copenhague 1963.

Un investissement deux fois plus intense
qu'en France

Un produit national plus élevé, une consommation moindre : le TABLEAU III, ci-dessous, fait apparaître quelles en sont les incidences sur le niveau des investissements, -qui, non seulement, atteignaient, en 1959, le double du chiffre français, mais marquaient, sur 1957, une progression régulière excédant 20% contre 1% pour la France.

TABLEAU III - Investissement par tête en France
et au Danemark de 1957 à 1959
(en francs anciens)

	1957	1958	1959
France	75.891	76.989	76.659
Danemark	129.646	137.740	158.401

Sources : Economic Survey of Denmark 1962, Copenhagen June 1962, p. VII ; Tableaux de l'Economie Française, INSEE, Paris 1960, p. 229.

I - LE DANEMARK VICTIME DE SON PROPRE DYNAMISME

Des économies dont l'intensité de fonctionnement est au élevée sont, évidemment, plus vulnérables que d'autres à des phénomènes de "surchauffe". Alors que, de 1951 à 1961, l'expansion démographique est trois fois plus réduite au Danemark qu'en France, la production industrielle danoise s'accroît de 83% contre 70% pour la France, - et dans des conditions qui sont en général, périlleuses pour la monnaie. Il s'est agi, en effet pour le Danemark, par une manière de relèvement économique de son agriculture, d'accélérer son industrialisation, - et l'on sait comment les problèmes de main d'oeuvre qui se posent dans cette perspective peuvent souvent amorcer un processus inflationniste. Par ailleurs, les années qui suivent, dans le monde occidental, le déclenchement de la guerre de Corée - et coïncident, au surplus, avec une phase majeure du relèvement européen - sont tout naturellement, marquées par les caractères d'une période de haute conjoncture, élargissant partout la demande, les marchés, les facilités financières, incitant les économies aux rotations rapides. Quelques chiffres montrent quel rythme le Danemark, durant la dernière décennie, a imprimé à son développement : alors que, de 1950 à 1961, le revenu agricole brut s'accroît de 33%, le revenu industriel et celui de la construction progressent de rien de moins que de 130%. Dans le même temps, les investissements dans l'industrie s'accroissent de 239% contre 75% seulement dans l'agriculture. Et, tandis que, de 1957 à 1963, les exportations agricoles avancement de 12%, les exportations industrielles augmentent, quant à elles, du sextuple. On notera, au surplus, que cette promotion de l'industrie fait apparaître le rôle prédominant qu'y jouent la technique et la productivité proprement danoises : de 1957 à 1962, le revenu brut industriel s'accroît de 70%, alors que les importations de matières premières industrielles n'augmentent que de 41%. Contraste fort accusé avec le secteur agricole dont les importations de matières premières avancement, dans le même temps, de 5%, - pour une progression de revenu agricole se limitant à 11%. Le TABLEAU IV (page suivante), dégagant les parts respectives occupées, de 1957 à 1962, par les divers compartiments d'activité dans la formation du produit national brut permet d'ailleurs, de mesurer l'ampleur des mutations qui affectent l'économie danoise.

TABIEAU IV - Evolution de la part des divers
secteurs d'activité dans la formation du
produit domestique brut de 1957 à 1962
(millions de Kr.)

	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<u>Produit domestique brut</u>	32.663	33.960	37.458	40.517	46.040	50.027
dont :						
I - Agriculture	4.888	4.729	4.978	5.084	5.382	5.461
% du total	14,9	14,0	13,3	12,5	11,7	11
- Forêt, horticul- ture, pêche	665	679	777	752	847	1.040
% du total	2,0	2,0	2,0	1,8	1,9	2,1
- Tourbe de li- gnite	93	76	73	57	53	49
% du total	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,09
II - Industrie	6.078	6.451	7.374	8.382	9.212	10.300
% du total	18,6	19,0	19,7	20,6	20,5	20,6
- Petite méca- nique	2.792	2.976	3.404	3.636	4.175	4.750
% du total	8,5	8,8	9,0	9,0	9,3	9,5
- Services pu- blics	612	658	694	733	670	730
% du total	1,9	1,9	1,8	1,8	1,5	1,5
III - Services com- merciaux et financiers	5.469	5.875	6.540	7.188	8.114	9.120
% du total	16,7	17,3	17,5	17,7	18,0	18,2
- Frets	1.220	970	1.030	1.036	1.034	1.050
% du total	3,7	2,8	2,7	2,5	2,3	2,1
- Autres trans- ports	2.317	2.447	2.639	2.882	3.231	3.715
% du total	7,1	7,2	7,0	7,11	7,2	7,4
IV - Services per- sonnels	1.540	1.611	1.745	1.864	2.032	2.273
% du total	4,7	4,7	4,6	4,6	4,5	4,5
- Loyers des logements	1.626	1.755	1.886	2.076	2.290	2.519
% du total	5,0	5,2	5,0	5,1	5,0	5,0
- Apport du sé- cteur public	3.053	3.347	3.575	3.807	4.540	4.995
% du total	9,3	9,9	9,5	9,4	10,0	10,0
V - Construction	2.313	2.389	2.743	3.010	3.560	4.025
% du total	6,8	7,0	7,4	7,4	7,9	8,1

Sources : Economic Survey of Denmark, 1963, Copenhagen, Ministry of Foreign Affairs.

Le mythe de la crise agricole

Il convient, au surplus, d'ajouter que l'impression est particulièrement fautive, si les chiffres ci-dessus amenaient évoquer une manière de déclin ou de crise de l'agriculture, vrai, le BULLETIN DE LA BANQUE COMMERCIALE de Copenhague (Denmark, QUARTERLY REVIEW, n°1, 1963) a toutes raisons de qualifier de "stupéfiante" l'amélioration de la productivité agricole danoise. Si l'on prend pour indice 100 la période 1933-1935 la production par travailleur agricole à l'année, qui était 122 en 1950 (et déjà supérieure, pratiquement, à tous les autres standards européens) se retrouvait à 199 en 1960 et à 211 en 1961. Par ailleurs, si l'agriculture, en 1933, employait 500.000 travailleurs, ce chiffre tombait à 300.000 en 1959 et à 288.000 en 1960, - alors que, de 1947 à 1962, la production de beurre s'accroît néanmoins de 40% et celle du fromage de 155%. Certes, le revenu agricole intrinsèque à l'unité de surface baisse : 54 couronnes à l'hectare en 1961 contre 242 en 1958 soit une chute de 77%. Mais, pour la même période, les frais d'exploitation se sont enflés de 15%, l'accès des produits danois à leurs marchés extérieurs traditionnels s'est fait plus difficile et les prix mondiaux ont traduit par un recul sensible l'avance croissante prise un peu partout par l'offre sur la demande solvable. Il n'en reste pas moins que l'agriculture danoise - et c'est une agriculture très proche d'atteindre au minimum de producteur par unité de production participe, en 1962, pour 11% au produit national brut, à 41% du volume total des exportations, et, dans une certaine mesure, compense ainsi l'amenuisement de son poids propre par la contraction des effectifs employés et le rôle plus large que l'augmentation de ses frais d'exploitation l'amène à jouer dans le développement de l'activité générale. Elle n'a donc en rien gêné ou freiné - loin de là - le mouvement d'extraordinaire expansion qui affecte depuis quelques années l'économie danoise. Celle-ci, à niveau de tous ses grands postes, n'a cessé d'évoluer vers l'emploi quasi-total, et, par suite, vers une stimulation réciproque, et accélérée, de l'offre et de la demande. Le TABLEAU V (page suivante) montre, au reste, à quel rythme et avec quelle régularité, s'effectue depuis 1957 la résorption du chômage.

TABLEAU V (Voir page suivante)

TABLEAU V - % de chômeurs par rapport à la population active et par type d'emploi, de 1957 à 1962

Périodes	Total	Manoeuvre	Bâtiment	Autres	dont:	
					Métallurgie	Textile
<u>1957</u>						
Printemps	7,8	13,5	6,9	4,4	4,3	4,9
Automne	7,2	12,1	6,1	4,4	4,1	5,1
<u>1958</u>						
Printemps	7,1	11,3	6,8	4,7	5,2	8,5
Automne	5,4	9,0	2,3	3,6	3,4	4,2
<u>1959</u>						
Printemps	3,6	6,0	1,2	2,4	2,8	3,3
Automne	3,5	6,4	0,6	2,1	1,5	2,2
<u>1960</u>						
Printemps	2,1	3,7	0,4	1,3	0,5	2,9
Automne	2,4	4,5	0,4	1,4	0,4	1,8
<u>1961</u>						
Printemps	2,2	3,8	0,8	1,4	0,8	2,4
Automne	2,0	3,9	0,4	1,2	0,4	1,2
<u>1962</u>						
Printemps	1,5	3,0	0,2	0,9	0,5	1,4
Automne	1,5	2,6	0,2	1,1	0,4	0,9

Source : Economic Survey of Denmark, Copenhagen 1963, Royal Danish Ministry of Foreign Affairs.

La crise de 1962

La contre-partie d'un tel dynamisme apparaît clairement dans le TABLEAU VI (page suivante) - et sous la forme d'une série de tensions croissantes sur des points essentiels. Le salaire horaire, de 1959 à 1962, progressait sept fois plus vite que les heures de travail; le déficit de la balance commerciale s'accroissait quasiment de 30% chaque année, - et tandis que les réserves de change se réduisaient, presque de moitié, les prix à la consommation s'exhaussaient de près de 13%.

TABLEAU VI - Données sur le mouvement commercial

	1959/60	1960/61	1961/62	1962/63	% + ou - 1959/60
Prix à la consommation (1)	101	103	107	114	+ 13
Salaire horaire dans l'industrie (2)	123	136	153	167 ⁽³⁾	+ 36
Heures de travail dans l'industrie (2)	106	111	109	111	+ 4
Déficit de la balance commerciale (4)	126	191	204	286	+126
Taux d'escompte de la Banque Nationale	4 $\frac{1}{2}$ %	5 %	5 $\frac{1}{2}$ %	6 $\frac{1}{2}$ %	+ 1
Réserves de devises étrangères (4)	1.449	1.457	1.138	804	- 44

Source : Denmark, Quarterly Review, Kjøbenhavns Handelsbank, n°1, 1963.

(1) Indice juillet 1957 = 100

(2) Indice 1955 = 100

(3) Moyenne des trois premiers trimestres

(4) Millions de couronnes.

On voit, du point de vue des salaires, que l'année 1961 tranche plus fortement sur les autres : c'est qu'au printemps de cette année, divers conflits de travail se dénouèrent par un vaste accord d'ajustement des salaires. Il s'agissait, au reste, plus que d'en finir avec des cas de sous-rémunération de lier surtout les salariés au mouvement général de prospérité. Mais le TABLEAU VII (page suivante) montre, par l'accroissement régulier et sensible de l'épargne proprement salariale que cette prospérité, d'ores et déjà, n'était pas réservée à une seule couche de la population.

TABLEAU VII - Evolution de l'épargne salariale
de 1949 à 1960

Année	Accroissement 'annuel des dé- ,pôts préexis- tants	Revenu impo- sable	% du salaire
1949	121	6.102	2,1
1950	130	6.700	1,9
1951	134	7.021	1,9
1952	312	7.512	4,2
1953	316	7.850	4,0
1954	320	8.584	3,8
1955	370	8.791	4,2
1956	420	9.333	4,5
1957	471	9.829	4,8
1958	423	10.391	4,1
1959	684	11.497	5,9
1960	701	12.451	5,6

Source : Economic Survey of Denmark, etc... Copenhagen 1963.

II - L'EXPERIENCE DE REDRESSEMENT ET LA POLITIQUE-
CHOC DE MARS 1963

Les moyens nouveaux ainsi donnés aux consommateurs devaient, tout naturellement, manifester leur effet principal sur le niveau des prix et l'état de la balance commerciale. Effet périlleux, puisque le mouvement des salaires étant commandé par l'indice du coût de la vie, il fallait et il suffisait que ce dernier bougeât pour entraîner un nouvel aménagement des salaires. Durant l'été de 1952, les quatre grands partis politiques ne purent pas ne pas s'accorder à tenir la situation pour gravement préoccupante, - et convinrent, finalement, d'un programme commun visant à réduire la pression excessive de la demande. Un resserrement, direct et indirect, de la fiscalité et un certain freinage de l'activité dans le domaine de la construction - joints, dans le même temps, à un important exhaussement du taux d'escompte - se proposèrent d'y pourvoir. Les résultats ne furent pas négligeables. Mais l'indice du coût de la vie, en janvier 1953,

débordait de $1\frac{1}{2}\%$ le niveau d'octobre 1962, - et ce débord pouvait créer automatiquement les conditions légales requises pour un nouvel aménagement, lorsque les conventions collectives, conclues en 1961, seraient appelées à se négocier nouveau, c'est-à-dire au printemps 1963. Ce qui signifiait que l'ambiance inflationnaire qui avait marqué 1962, risquait en fait, de se trouver, tout à la fois, reconstituée et aggravée.

Alerté, le gouvernement l'était déjà. En décembre 1962 le Conseil Economique, qui avait été créé trois mois auparavant, présentait deux rapports significatifs. Le premier faisait valoir que l'augmentation escomptée de la production en 1963 - soit 2 milliards de couronnes environ, représentant un accroissement de 3 à 4% - menaçait, pour la plus grande part, d'être purement et simplement absorbée par les seuls aménagements de salaire à intervenir. Et le second faisait, en partie, valoir que la plupart des secteurs de la population - réserve étant simplement faite pour les agriculteurs - avaient bénéficié depuis plusieurs années d'une augmentation exceptionnelle de leurs revenus. L'un et l'autre rapports, enfin, recommandaient le recours non plus à des mesures particulières mais à une politique globale intéressant l'économie dans son ensemble.

La politique de mars 1963

C'est cette politique qu'allait proposer le gouvernement et que le Parlement devait entériner en mars 1963. Politique d'autorité et d'extrême énergie, indéniablement, puisqu'elle se proposait, en fait, de "geler" tout net les prix, les profits et les salaires au point même au delà duquel leur progression pouvait devenir toxique pour l'économie danoise. Ses principales dispositions étaient les suivantes.

- Les conventions collectives venant à expiration le 1er mars 1963 étaient automatiquement reconduites pour une nouvelle période de deux années sans modification, - hormis pour les salaires anormalement bas (et dans des limites d'ailleurs fort étroites).

- Un embargo général et inconditionnel serait appliqué sur toute augmentation de prix ou de profit datant du 25 février 1963, et ce, pour une période s'achevant le 31 mars 1964.

- Les dividendes déclarés dans les deux années suivant le 28 février 1963 ne devront pas excéder la valeur moyenne des dividendes versés en 1962, 1961 et 1960.

- L'agriculture bénéficiera de subventions annuelles atteignant 415 millions Kr.

- Les tranches de revenu excédant 9.000 Kr et intéressant des bénéficiaires de moins de 67 ans seront obligatoirement investies en fonds d'Etat, remboursables par tranches annuelles d'un cinquième à partir de l'année 1966.

Une indiscutable réussite

Il ne paraissait pas contestable, dès l'été 1963, que le gouvernement ait atteint les buts fondamentaux qu'il se proposait, - et qui, dans une certaine mesure, rappellent ceux qui devaient imposer, en France, quelques mois plus tard, la mise en oeuvre du plan de stabilisation. Au reste, le 19 août, la Banque Nationale réduisait d'un demi point le taux d'escompte qui redescendait ainsi à 6%. Le 13 novembre, un nouveau desserrement de même importance intervenait.

L'indice du coût de la vie fait, au Danemark, l'objet de deux déterminations annuelles, - l'une en janvier, l'autre en juillet. En janvier 1963, il était à 100 et en avril à 102, - alors qu'à 103 le mécanisme de l'échelle mobile se déclenche automatiquement. C'est dire avec quel intérêt les chiffres de juillet étaient attendus : ceux-ci faisaient apparaître un recul à 101. Et non point un recul "administratif". L'indice général de l'emploi, en effet, révélait, pour le second trimestre 1963, une réduction de 4% sur le second trimestre 1962. Cette réduction atteignait même 6% pour les fabrications des biens durables. Les ventes industrielles marquaient elles-mêmes un ralentissement, - et le mouvement des investissements reflétait, puisque le plan pour 1963 se réduisait à 82% des immobilisations pour 1962. Quant au taux de chômage, qui avait baissé à 0,7% en juin 1962, il remontait à 1% en juin 1963. Visiblement l'atmosphère générale s'était détendue.

Relance du commerce extérieur

Non point sans bénéfice pour le Danemark. Et tout d'abord sur le plan du commerce extérieur, - où l'économie allait, largement, récupérer ce que la réduction d'activité sur le

marché intérieur pouvait lui avoir fait perdre. En juin 1963, par exemple, alors que les importations ne se sont accrues, sur juin 1962, que de 7,8%, les exportations réalisent une avance de 11,2%; et pour une nation dont la balance est, en général, fortement déficitaire, il y a là une tendance qui, pour limitée qu'elle soit, n'en reste pas moins significative. Le TABLEAU VIII, ci-dessous, relevant l'évolution du déficit depuis 1960, montre, en tout cas, que juin 1963 constitue, à cet égard, un des meilleurs mois connus par l'économie danoise.

TABLEAU VIII - Evolution de l'excédent des importations (millions Kr)

Mois	1960	1961	1962	1963
Février	336	236	314	85
Mars	197	185	197	67
Avril	170	142	296	149
Mai	205	222	286	230
Juin	116	202	223	93
Janv/Déc. moyen	191	204	286	...

Source : Denmark, Quarterly Review, n°2, 1963, Copenhague.

Les exportations tendent, désormais à progresser plus vite que les importations.

Mais, en l'occurrence, ce qui vaut pour le mois n'est pas loin de valoir également pour la période, et, au moins, pour la première moitié de l'année. Le TABLEAU IX, page suivante, le prouve, en effet, - et c'est là un fait probablement fondamental - que du premier semestre 1962 au premier semestre 1963, une manière de décrochage semble se former entre les mouvements jusqu'ici concomitants des importations et des exportations. Pour la période 1962, celles-ci ne couvraient que 77% des premières; pour la séquence considérée de 1963, elles en paient 88%. Plus frappant encore : de 1962 à 1963 (premiers semestres), les importations n'ont progressé que de 1,2% ; les exportations

ont avancé, quant à elles, de 14,9% - et les industrielles, seules, de 25% (avec un accroissement des constructions navales, notamment, ressortissant à 425%).

TABLEAU IX - Le commerce extérieur durant les premiers semestres 1962 et 1963 (millions Kr)

	Premier semestre		% + ou - 1963:1962
	1962	1963	
EXPORTATIONS TOTALES	5.453,3	6.266,2	+ 14,9
- Exportations agricoles	2.356,7	2.493,7	+ 5,8
- Exportations industrielles	2.349,2	2.937,0	+ 25
dont :			
- produits chimiques	254,7	292,8	+ 14,8
- textiles	181,8	319,7	+ 20,8
- métaux	137,5	163,3	+ 20,9
- machines	824,3	1.011,5	+ 22,7
- navires neufs	47,5	262,1	+451,7
IMPORTATIONS TOTALES	7.037,1	7.124,3	+ 1,2

Source : Denmark Quarterly Review, Banque Commerciale du Danemark, n°2, 1963.

Les réserves de change accrues de plus de 100%.

La répercussion favorable sur la balance des comptes et les réserves de change ne pouvaient donc faire de doute. En fin 1962 on le sait, le stock de devises était tombé à 654 millions Kr. Un léger redressement s'était, toutefois, esquissé début 1963, où le niveau des 950 millions était atteint, - mais en raison surtout d'importations de capitaux. Mi-juillet, la consolidation se révélait indéniable puisque les avoirs de change détenus par les banques danoises totalisaient alors 1.700 millions Kr... Début novembre, le Danemark disposait de 2.070 millions de devises : jamais le pays n'avait joui de telles disponibilités.

Des leçons à tirer

La première leçon, certes, qui se dégage d'un tel ressaisissement, c'est que la fermeté d'une politique, la discipline d'une nation constituent d'indéniables moyens de l'action économique. Une conjoncture, apparemment, peut donc être maîtrisée, infléchie, - et il est bon, ainsi, qu'une société moderne sache qu'elle dispose dans des limites que l'exemple danois fait paraître assez larges, d'un tel pouvoir. Durant la seconde moitié de 1962, le Canada, au reste, en a, aussi, fourni une preuve - et l'on doit souhaiter que les efforts déployés dans une direction parallèle par la France pour stabiliser ses prix aient une issue non moins convaincante.

Mais l'expérience danoise, plus encore, permet de découvrir ce que l'on se risquerait à appeler les racines morales d'un climat inflationnaire : comme pour le Canada c'est une crise des réserves de change - c'est-à-dire une phase de moindre expansion du commerce extérieur - qui a donné l'alarme à Copenhague. Dans cette perspective, l'inflation s'associe moins à des états de paroxysme et de tension de l'activité générale qu'elle n'en exprime, au fond, un ralentissement et une détente ; et, à ce titre, les débords de consommation tendent, en vérité, à constituer plus la conséquence que la cause du relâchement. Rappelés à l'ordre, c'est, alors, moins inviter à la sobriété qu'à travailler, - et, à partir du moment où la prédominance des producteurs sur les consommateurs assigne au marché intérieur des limites déterminées, l'expansion ne peut évidemment plus se disjoindre du potentiel d'exportation, ni l'état de l'économie nationale de l'état de son commerce extérieur.

Cette aptitude, cette volonté de parvenir à tout prix aux marchés étrangers, de les lier autant que faire se peut à l'activité nationale, d'y vouer, d'y dédier celle-ci, se manifestent, en tout cas, des caractères majeurs de l'économie danoise. Dans une mesure, qui est grande, l'on peut même demander quelle nation du monde a su, ou aurait su, faire preuve d'une combattivité, d'une opiniâtreté, et surtout d'une efficacité comparables. A cet égard, l'explication serait bien pauvre, qui centrerait les origines de la réussite industrielle qui affecte présentement le Danemark dans une simple crise de son agriculture. En fait, - et si l'on veut bien prendre conscience de l'exceptionnel achèvement technique, agronomique et humain que représente celle-ci - l'on se hasarderait presque à soutenir le contraire, et, démentant quant la formule célèbre de CLAUSEWITZ, à soupçonner que c'est l'industrie danoise, par sa productivité, peut être la source de l'agriculture par d'autres moyens.

Bassin Baltique

Activité portuaire en Pologne et en République Démocratique Allemande pp. 88 - 97

*

Activité portuaire en U.R.S.S., Finlande, Suède et Danemark. *

* La présentation de cette section est différée jusqu'à mise en place d'un dispositif suffisant d'informations.

Spain 1808

Spain 1808
Spain 1808
Spain 1808

BASSIN BALTIQUE

L'activité portuaire en Pologne et en République Démocratique Allemande (1)

LES CHANGEMENTS DANS LES FRONTIÈRES POLITIQUES DEPUIS LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE, LES DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE ET DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE ONT PROFONDEMENT MODIFIÉ L'ACTIVITÉ DES PORTS DES RIVAGES MÉRIDIIONAUX DE LA BALTIQUE. DE NOUVELLES INSTALLATIONS PORTUAIRES EN ALLEMAGNE DE L'EST, UN ÉQUIPEMENT RENOUVÉLÉ DANS LES PORTS RECONSTRUITS DE POLOGNE ONT PERMIS UN ESSOR CONSIDÉRABLE DU COMMERCE MARITIME DE CES DEUX RÉPUBLIQUES POPULAIRES.

Depuis la seconde guerre mondiale, de grands changements sont intervenus dans l'équipement portuaire du rivage méridional de la Baltique et ces changements ont pour effet de sérieuses modifications dans l'activité portuaire en Pologne et en République Démocratique Allemande.

La Pologne dispose depuis 1945 de trois bons ports : Szczecin, Gdynia, Gdansk au lieu du seul port de Gdynia qu'elle possédait avant la guerre, et ces ports bénéficient de la rapide industrialisation de la Pologne socialiste et du développement de son commerce maritime.

La République Démocratique Allemande, qui ne possédait sur son rivage maritime que des ports médiocres et qui était contrainte de faire passer son trafic maritime par Hambourg et Szczecin, a fait un effort considérable pour acquérir son autonomie portuaire. Au port de Wismar, reconstruit par les Soviétiques qui l'ont occupé jusqu'en 1953, est venu s'ajouter le nouveau port de Rostock, depuis 1960, et ces deux ports

(1) Section-Annexe établie par M. Henri SMOTKINE.

connaissent un développement en rapport avec l'essor industriel de la R.D.A.

Bien que dans les deux pays, l'expansion industrielle soit le moteur du développement de l'activité portuaire, la situation n'est pas la même en Pologne et en République Démocratique Allemande.

I - LES PORTS DE POLOGNE

La Pologne paraît suréquipée au point de vue portuaire mais ce suréquipement disparaît au fur et à mesure que s'affirme le développement économique

TAB. I

Année	Trafic en millions de tonnes			Total
	Szczecin	Gdynia	Gdansk	
1938	8,246	9,173	7,121	24,540
1946	0,098	3,743	3,994	7,835
1950	5,195	5,082	4,819	15,096
1955	6,773	5,040	5,244	17,057
1960	8,887	7,063	5,914	21,864
1961	9,020	7,207	5,838	22,065
1962	9,989	8,095	6,363	24,447

Seul Szczecin a un trafic supérieur à celui de l'avant-guerre, depuis 1960. Le port de Szczecin, situé au fond de l'estuaire de l'Oder, est relié à la mer libre par un chenal de 65 km de long et de 10 m de profondeur, qui traverse l'étang côtier, puis le cordon littoral et aboutit à l'avant-port de Swinoujście. Le port de Szczecin couvre 1 760 hectares dont 545 hectares pour les plans d'eau.

L'évolution du trafic du port, par catégories de fret, se présente comme suit :

TABLEAU II

Trafic du port de Szczecin en milliers de tonnes

Marchandises	1958		1960		1962				
	Total	imp. , exp.	Total	imp. , exp.	Total	imp. , exp.			
Charbon	2682,3	466	26357	36380	1080	35300	38830	75,5	38050
Minerais	1094,8	10948	-	16744	16738	06	15120	15120	-
Autres marchandises en masse	9688	8556	1132	12325	10434	189,1	15408	13129	2279
Blé	417,9	3899	280	3708	323,1	477	296,1	2446	515
Bois	117,0	505	665	2892	1214	1678	2486	589	1897
Menus objets	854,4	4425	4119	1176,1	713,3	462,8	18244	7329	10915
Divers	200,4	1165	839	437,1	3302	1069	684,1	3796	3045
Total	6335,6	29964	33392	8818,1	43132	45049	99890	43184	56706

Szczecin étant le principal port de la Haute-Silésie, le charbon représente plus de 66% des exportations et les minerais fournissent plus de 35% des importations.

Gdynia, dont le port a été créé en 1922 avec l'aide de la France, a fortement souffert de la guerre. Reconstitué à partir de 1949, le port de Gdynia a formé, avec celui de Gdansk, une unité portuaire jusqu'en 1953. Depuis 1953, le port a retrouvé son autonomie sous la direction d'une autorité portuaire indépendante de celle de Gdansk.

Malgré les progrès réalisés depuis 1946, le trafic reste inférieur à celui de l'avant-guerre (8 095 000 tonnes en 1962 au lieu de 9 173 000 tonnes en 1938).

TABLEAU III

Trafic du port de Gdynia en milliers de tonnes

Catégories de marchandises,	1955	1958	1960	1961	1962
Charbon et coke	1 986	2 220	2 350	2 394	2 280
Minerais	482	702	1 146	894	990
Blé	412	384	983	899	810
Bois	86	9	9	14	50
Autres produits, en masse	291	376	557	636	920
Menus objets	1 793	1 546	2 018	2 355	3 010
Total	5 050	5 237	7 063	7 192	8 090

(Source : Rocznik Statystyczny, Rok XXII, Warszawa, 1962, p. 259, et pour 1962, Materiały, Instytut Morski, Gdansk, 1963)

Gdynia est le grand port de pêche de Pologne, et les coopératives de pêche polonaises ont leur siège central à Gdynia. Les prises en 1962 se répartissent géographiquement comme suit (I)

(I) Where, what and what with ? (Polish Maritime News, Gdansk - Gdynia - Szczecin, april 1963, vol. VI, n° 56, p.8)

Gdansk, débouché naturel des pays de la Vistule, a été séparé entre les deux guerres par une frontière de son arrière-pays. Incorporé au Grand Reich Allemand en septembre 1939, le port a terriblement souffert au cours de la Seconde guerre mondiale; les installations portuaires furent détruites à 80%. La reconstruction du port a été achevée entre 1950 et 1955, et le nouveau port peut recevoir des cargos de 24 000 tonnes, mais, malgré les progrès réalisés, le port de Gdansk, comme celui de Gdynia, n'a pas retrouvé son trafic d'avant-guerre (6 363 000 tonnes en 1962, au lieu de 7 121 000 tonnes en 1939).

TAB. V

Trafic du port de Gdansk, en milliers de tonnes

Catégories de Marchandises,	1955	1958	1960	1961	1962
Charbon et coke	2 654	2 476	2 381	2 215	2 075
Minerais	794	903	787	856	915
Elé	302	314	840	483	421
Bois	211	333	379	372	442
Autres produits, en vrac	406	551	568	744	361
Menus objets,	877	786	959	1 168	1 525
Total	5 244	5 363	5 914	5 838	5 740

(Source : Rocznik Statystyczny, déjà cité, et renseignements fournis pour 1962 par la Direction du port)

Gdansk est également le principal centre de construction maritime en Pologne. Sur ses chantiers navals, sont réparés en nombre croissant les bateaux polonais et étrangers (I).

(I) Bateaux réparés dans les ports polonais :

	Nombre de bateaux	Tonnage total
1953	85	39 900
1955	164	176 200
1957	241	287 000
1961	327	586 000

Si le développement de l'activité maritime en Pologne a bénéficié de conditions portuaires très favorables, ce n'est pas le cas en R.D.A.

II - LES PORTS DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE

ALLEMANDE

Le territoire de l'actuelle Allemagne de l'Est ne disposait, avant la guerre, que de ports médiocres, les débouchés maritimes de cette partie de l'Allemagne étant Hambourg et Stettin (aujourd'hui Szczecin), ports situés hors des frontières de la R.D.A.. Aussi, un gros effort a été fait pour créer de nouvelles installations portuaires.

Wismar, reconstruit, agrandi et approfondi sous la direction des Soviétiques qui l'ont occupé jusqu'en 1953, est resté, jusqu'en 1960, le principal port de la R.D.A.. Pour lui permettre de recevoir des cargos de 10 000 tonnes, le chenal maritime d'accès a été approfondi de 6 à 9,5 mètres. Le nouveau bassin de haute mer et celui de la potasse ont maintenant une profondeur de 10 mètres, alors que les deux bassins du vieux port ne dépassent pas 5 à 6 mètres. Le trafic du port, qui était, en 1937, de 244 000 tonnes, a atteint, en 1960, 2.241 000 tonnes. Malgré ces remarquables progrès, le commerce du port de Wismar a été dépassé en 1962 par celui du nouveau port de Rostock.

Le nouveau port de haute mer de Rostock, ouvert en Mai 1960, s'est classé avec un trafic de 3 025 000 tonnes en 1962, supérieur à celui de Wismar (2 086 000 tonnes en 1962), en tête des ports de la R.D.A..

Les anciennes installations portuaires comprenaient un vieux port au fond de l'estuaire de la Warnow et un avant-port, Warnemünde, au débouché du fleuve qui, après avoir traversé un étang : le Breitling, se jette dans la mer par une coupure du cordon littoral. Le chenal d'entrée, n'ayant que 8,20 mètres de profondeur, ne permettait pas l'accès aux cargos de 10 000 tonnes, exigeant au moins 8,40 mètres de tirant d'eau.

Le nouveau port situé au sud du Breitling, à l'ouest de la Warnow, comprend deux bassins de haute mer et un port pétrolier. Les bassins de haute mer ont chacun 1100 mètres de long, 180 mètres de large et 11 mètres de profondeur, et un chenal de 6 km de long et de 10,50 mètres de profondeur, qui traverse le cordon littoral et le Breitling, permet aux bateaux de 20 000 tonnes d'y accéder.

Jusqu'en 1957, la R.D.A. ne disposait que d'une flotte marchande très modeste (35 416 tonnes en 1957). Actuellement la R.D.A., avec 82 unités jaugeant 350 648 tonnes, a considérablement accru son commerce maritime et ses quatre principaux ports ont tendance à se spécialiser. Aux nouveaux ports de Wismar et de Rostock s'ajoutent les vieux ports de Rostock ville et de Stralsund pour la pêche et le transit.

TABLEAU VI

Trafic des ports de la R.D.A., par groupes de marchandises

	Rostock, port de haute mer	Rostock, vieux port et Warnemünde	Wismar	Stralsund
<u>Importations</u>	Pétrole et carburants		Pétrole et carburants	
	Minerais	Minerais	Minerais	
	Fers et aciers ouvrés			
	Bois	Bois	Bois	Bois
	Engrais	Engrais		Colis distincts
	Colis distincts			Colis distincts
	Grains	Grains	Grains	Grains
	Oléagineux	Oléagineux		Oléagineux
	Fruits			
		Bétail		
				Bateaux cabotage
<u>Exportations</u>	Colis distincts	Colis distincts	Colis distincts	Colis distincts
	Produits en vrac	Produits en vrac	Produits en vrac	
	Produits ouvrés			
		Engrais	Engrais	Engrais sachés
				Carburants solides
<u>Fonctions</u>	Port de transit	Port de transit	Port de transit	Port de transit
	Port d'attache pour flotte de pêche	Port de transit		Port de cabotage
		Port de pêche		

L'accroissement du trafic maritime de la R.D.A., depuis 1955, est considérable et ce trafic a bénéficié de l'essor industriel qui a placé l'Allemagne de l'Est au second rang des pays socialistes européens.

TABLEAU VII

Trafic des ports de la R.D.A., en milliers de tonnes

	Total	Rostock port de haute mer	Rostock vieux port et Warnemünde	Wismar	Stralsund
1937	870	-	460	221	189
1955	2341,9	-	703,5	969,5	668,9
1958	3262,9	-	901,1	1 696	665,8
1959	3809,9	-	972,8	2 138,2	698,9
1960	4460,7	417,7(I)	988,4	2 241,4	813,2
1961	5313,6	1 821,3	764,3	1 909,7	818,3
1962	6811,4	3 025,1	930,6	2 086,8	768,9

(I) Le premier bassin du port de haute mer de Rostock a été ouvert en mai 1960

(Source : Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich - Berlin, 1938)
 Statistisches Jahrbuch der Deutschen Demokratischen Republik, Berlin, 1963)

Pour la République Démocratique Allemande comme pour la Pologne, c'est l'essor industriel qui est à l'origine du développement de l'activité portuaire. Cependant, la Pologne moins industrialisée, avec un commerce extérieur égal, en valeur, à 70% à celui de la R.D.A., a un trafic portuaire bien supérieur en poids (34 447 tonnes en 1962 pour la Pologne et 6 811 tonnes pour la R.D.A.). Cela est dû au fait que les constructions mécaniques représentent en valeur plus de 60% du total des exportations de la R.D.A. et que le charbon de Silésie joue un rôle important dans le poids des exportations polonaises (57% en 1962).

Le développement du trafic portuaire de la R.D.A. et de la Pologne, s'ajoutant à celui des ports baltiques de l'U.R.S.S. tend à donner une importance particulière aux courants de navigation desservant les ports méridionaux de la Baltique, et il est à prévoir que ces courants de navigation s'amplifieront au fur et à mesure que s'affirmera l'essor industriel des pays riverains.

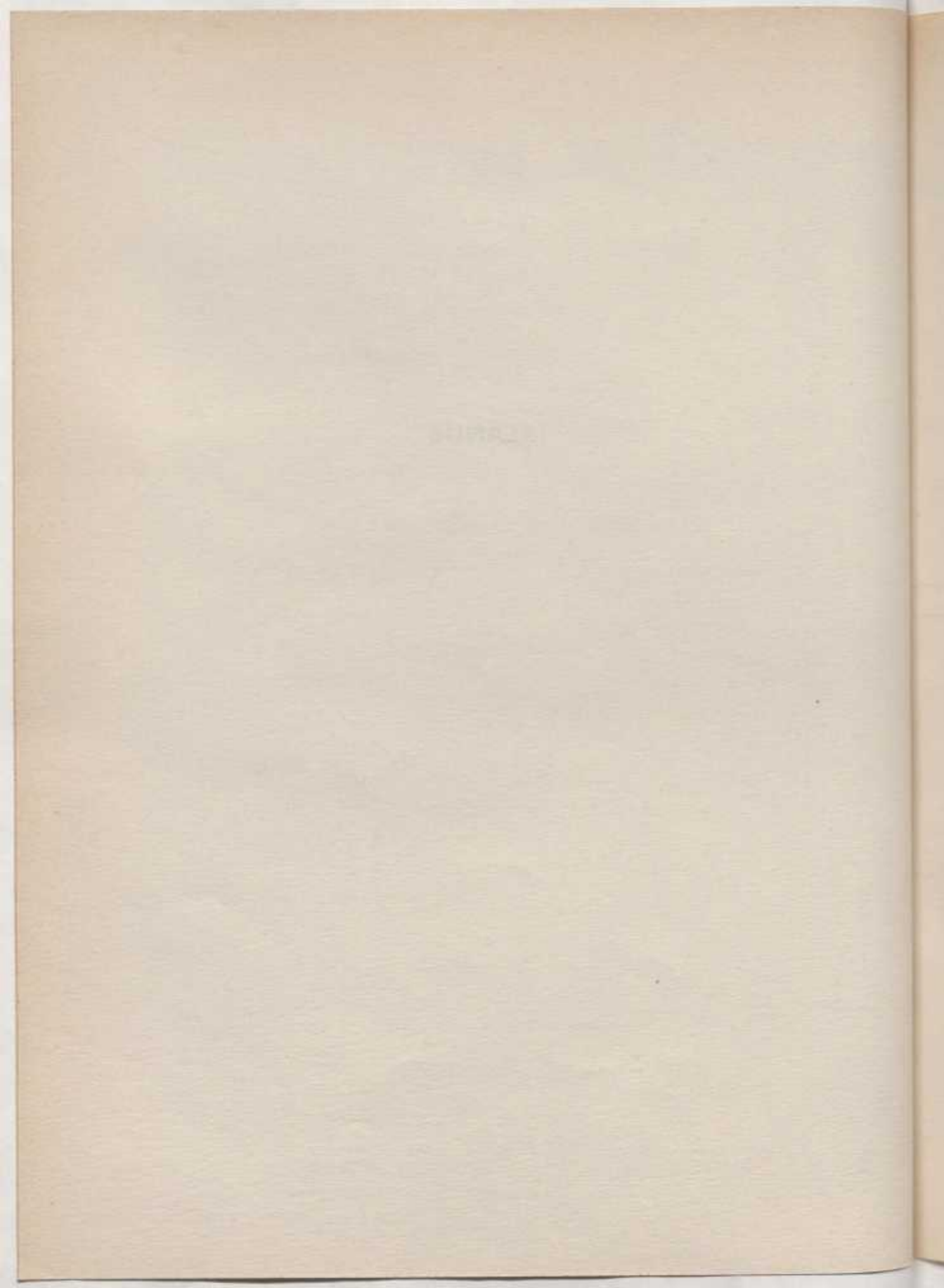
Atlantique Nord et Canada

Islande	pp.	98	-	149
Groenland	»	150	-	180
Canada	»	181	-	250

Atmosphere and its Effects

By
J. H. ...
...

ISLANDE



ISLANDE

"UNE DIVISION DE L'EUROPE OCCIDENTALE EN DEUX BLOCS ECONOMIQUES CONCURRENTS SERAIT, POUR L'ISLANDE, LA PIRE DES EVENTUALITES", SOULIGNAIT, EN JANVIER 1963, M. G. TH. GISLASON. L'INCERTITUDE SUR LES PERSPECTIVES D'ELARGISSEMENT DU MARCHÉ COMMUN CONTINUE DONC A PESER SUR LA CONJONCTURE ISLANDAISE, ETROITEMENT DEPENDANTE DES MOINDRES FLUCTUATIONS DU COMMERCE MONDIAL. AU COURS D'UNE ANNEE 1963, INSUFFISANTE SUR LE PLAN DE LA PÊCHE (HARENG), LA SITUATION COMMERCIALE S'EST DETERIOREE A NOUVEAU : LES IMPORTATIONS CROISSENT TROP VITE ET LE TAUX DE COUVERTURE DES ECHANGES N'EST PLUS, EN 1963, QUE DE 80,7%. LA VIGOUREUSE POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS EN COURS-ICI PARTICULIEREMENT ANALYSE EN ANNEXE-EST MALHEUREUSEMENT, SUR LE PLAN SI LACUNAIRE DES INDUSTRIES NON POISSONNIERES, HYPOTHEQUEE, ET POUR PLUS DE LA MOITIE, PAR L'IMPORTATION DE BATEAUX DE PÊCHE.

I - LE NOUVEAU "PROGRAMME ECONOMIQUE"

A) Elaboration rétrospective d'une comptabilité nationale, et prévisions pour 1964-66

Voir Annexe : pp. 144-149 : Le programme économique islandais

B) Le programme pour 1963

(1) Le montant des investissements prévus était de 3.220 M Kr, soit 19% de plus qu'en 1962 : de 1961 à 1962, la progression n'était que de 14%.

(1) M Kr = millions de couronnes islandaises. L'évaluation des coûts prend pour référence constante les prix de la fin de l'année 1962.

Trois secteurs bénéficieront surtout de cet accroissement : l'équipement industriel, les logements, les travaux et bâtiments publics. Mais un peu plus de la moitié des investissements est affecté à l'importation de bateaux de pêche : l'industrie islandaise n'en retirera donc nul profit.

1°) le financement

En sus des crédits budgétaires, il doit être assuré, à concurrence de 472 Mkr. par des prêts anglo-américains et des crédits bancaires :

- 15% de l'accroissement des dépôts effectués en 1962 dans les "banques commerciales" et "banques d'épargne" doivent être alloués à ce financement ;
- la Banque Centrale a décidé de réduire, à compter du 1er janvier 1963, de 30 à 25% le montant de ses réserves obligatoires ;
- les prêts étrangers couvrent plus de 80% de ces crédits non budgétaires.

TABLEAU I

Origines des 472 Mkr.	En MKr.	En %
Emprunt britannique de décembre 62	230	48,7
Emprunt auprès du gouvernement américain (P.L. 480 agreement)	55	11,7
Fonds d'Assurance contre le Chômage	60	12,7
Fonds de Pensions	25	5,3
Emprunts du Trésor auprès des Banques et des Cies d'Assurance	62	13,1
(dont Cies d'Assurance)	(20)	
Prêts directs des Banques	40	8,5

2°) Les investissements

a) Dans l'industrie : 1.565 Mkr (1962 : un peu plus de 1.000)

- 1) Destination

- Cet accroissement de 1/5 s'explique principalement par l'importation de nombreux bateaux de pêche.

- Les industries de traitement du poisson bénéficieront d'aussi gros investissements qu'en 1962 (où ont été construites plusieurs usines de traitement du hareng).
- Les autres industries de transformation ne recevront guère plus que l'an passé.
- La construction de bâtiments commerciaux, de bureaux et d'hôtels diminuera, car le grand immeuble, destiné à abriter de nombreux bureaux et un hôtel est maintenant presque achevé.

-2) Les fonds de financement

Le Fonds de Crédit pour les Pêcheries

- Il reçoit le montant substantiel d'un prélèvement spécial à l'exportation : soit 55 à 60 Mkr par an en 1963 et 1964; à quoi s'ajoutent les remboursements du principal et le paiement des intérêts des prêts accordés.
- Ses moyens de trésorerie sont suffisants pour financer l'achat de bateaux à l'étranger, ainsi que (à raison de 35 à 90 Mkr) la construction et la réparation de bateaux sur les chantiers islandais.

En revanche, d'autres fonds sont nécessaires pour l'édification d'usines de hareng sur les côtes Est et Sud, et pour la rationalisation d'usines de congélation : à l'autofinancement et aux crédits consentis directement par des organismes financiers, doivent s'ajouter 55 Mkr :

- 50 provenant de l'emprunt britannique,
- 5 provenant du Fonds de Chômage,

les décisions d'affectation relevant du Ministre des Pêcheries.

Le Fonds de Crédit Industriel

- Ses ressources, naguère très modestes, se sont accrues en 1961-62 de 35 Mkr, montant de deux prêts américains, encore en grande partie disponible ; en outre, le Fonds recevra pour la première fois en 1963 les 7 Mkr de la nouvelle taxe sur la production industrielle. (Pour disposer d'un même total, de 47 Mkr, en 1964, il devra être crédité, avant la fin de 1963, de 15 Mkr, prélevés sur la contre-valeur du prêt américain).
- Ainsi pourra-t-il désormais financer les chantiers navals en construction et d'autres grands projets.

Toutefois, le Gouvernement attribuera 10 Mkr (de l'emprunt de Londres) à la société récemment formée ("IDINGARÐRAN H.F.") pour aménager des terrains et bâtiments susceptibles d'être utilisés par plusieurs entreprises à la fois.

Le Fonds de Crédit Agricole

- La loi sur le Fonds de Crédit Agricole a fusionné les deux fonds d'investissement agricole et assaini leur trésorerie ; mais son entrée en application différée a imposé l'octroi, par la Banque Centrale, de 2 crédits à court terme de 19 et 30 Mkr., à rembourser l'un et l'autre en 1963 grâce à des crédits à long terme d'origine partiellement américaine (19 Mkr) consentis dès 1962.

- Les prêts du Fonds aux fermiers (70 Mkr en 1962) s'élèveront à 80 ou 85 Mkr en 1963 et 1964 ; en outre, le Département des Hypothèques de la Banque Agricole a besoin de fonds supplémentaires pour étendre des opérations jusqu'ici très modestes.

30 Mkr seront prélevés pour 1963 sur les crédits américains.

b) Dans la construction de logements

- 1) Destination

- En 1963, 1.270 logements unitaires (de 370 m³ chacun) sont prévus (y compris les 148 financés par le Fonds de Construction Ouvrier : soit 675 Mkr de crédits.

- Pour la période 1964-66, 1.500 logements unitaires imposeront annuellement une dépense de 800 Mkr.

En 1962, les estimations provisoires donnent les chiffres de logements suivants :

TABLEAU II

	Commencés en 'cours d'année'	Terminés dans l'année	En construc- 'tion à la 'de l'année
Reykjavik	592	598	844
Autres villes	244	390	1.053
'Villages (300 'hab. et plus),	260	182	608
'Campagnes (vil- 'lages exclus)'	84	98	162
	1.180	1.266	2.667

Si l'on prend pour année de référence 1959 (dernière année avant l'application du Programme de Stabilisation) on obtient le TABLEAU suivant de la construction de logements d'habitation pour la période 1959-62 :

TABLEAU III (1959 = 100)

Année	Logements com- mencés	Logements ache- vés	En constructin 'à la fin de l'année
1960	63	97	87
1961	49	79	76
1962	74	83	73

On constate le ralentissement certain du rythme de construction depuis trois ans ; et les objectifs du plan restent eux-mêmes modestes.

- 2) Fonds de financement

Le "Service Général des Hypothèques" ("ALMENNA VEDHLÁNA-KERFIDH") ne finance pas : les logements ruraux, " " ouvriers, " " destinés à remplacer des "logements inférieurs aux normes reconnues", quelques autres qui, conformes ou non à ces normes, bénéficient ou non d'autres crédits.

"Le Service Général des Hypothèques"

Il doit financer, en 1963, de 700 à 800 logements, soit, à raison d'un prêt moyen de 150.000 kr par logement, 100 à 120 Mkr.

Mais, du fait du retard pris ces dernières années, le montant total des dépenses d'élèvera à 150 Mkr (y compris les prêts pour constructions déjà engagées).

Ses ressources s'accroîtront au total de 25 Mkr au moins.

Le Fonds d'Etat de la Construction

En 1963, il aura 44 Mkr (en 1964, 47 Mkr), grâce à l'accroissement des rentrées dues au remboursement du principal et au paiement des intérêts des prêts consentis : soit 10 Mkr de plus qu'en 1962.

En outre, le Service Général des Hypothèques recevra en 1963 65 Mkr supplémentaires :
 - 40 Mkr du Fonds d'Assurance contre le Chômage
 - 25 Mkr du Fonds des Pensions,
 au lieu de 50 Mkr seulement en 1961 et 1962.

Mais les besoins appellent d'autres ressources : sur les 15% de l'accroissement des dépôts bancaires affectés au financement du programme général, 82 Mkr sont attribués par ailleurs ; le reliquat éventuel serait, pour l'essentiel, alloué au Service Général des Hypothèques.

Le Fonds Ouvrier de Construction

Pour 1963, il s'est engagé à consentir des prêts pour la construction de 32 logements à Reykjavik et de 116 ailleurs.

Un nombre égal de demandes a déjà été déposé pour 1964.

Des crédits supplémentaires lui seront donc nécessaires pour l'année suivante.

c) Dans les travaux et les bâtiments publics

De 1962 à 1963, les investissements passeront de 780 à 980 Mkr (en accroissement de 24,7%).

- 1) Electricité

Destination des 185 Mkr prévues

	<u>En Mkr</u>
- Projets de la Société d'Etat de Travaux Hydroélectriques	81
- Centrale de l'Irafoss	65
- Etudes et travaux sur le terrain	14
- Dépenses préliminaires pour la construction d'une nouvelle centrale en Islande du SO	10
- Projets de l'Agence Municipale de Distribution de l'Energie de Reykjavik, et divers autres projets	15
	<u>185</u>

La Société des Travaux Hydroélectriques.

Elle inscrit son action dans le cadre du Programme décennal d'Electrification Rurale, dont le terme est l'année 1964.

Elle ne dispose que de très peu de ressources propres (27 Mkr) ; les 54 Mkr restants lui viendront de la contre-valeur des prêts anglo-américains.

L'agrandissement de la centrale de l'Irafoss sera achevé en 1963. Aux fonds de la "Société de la Rivière Sog", s'ajoutent des crédits déjà accordés par une banque étrangère, ou alloués dès 1962 sur les fonds américains, et 10 Mkr supplémentaires d'origine britannique.

La Centrale d'appoint d'Ellidhaar (près de Reykjavik) serait agrandie, mais le coût, déjà financé pour les 2/3 par un prêt étranger spécial, porterait sur l'année 1964.

Les études et travaux préliminaires menés à grande échelle en liaison avec les projets de centrales hydrauliques de Búrfell (sur la Thjórsá) et de Dettifoss, et géothermique à Hveragerði, étaient jusqu'à présent financés par des crédits à court terme :

- 40 Mkr prélevées sur les fonds britanniques permettront de faire face à ces remboursements.
- Les frais correspondants pour 1963 seront couverts :
 - par un crédit budgétaire de 1 Mkr ;
 - par un prêt de 6 Mkr sur les fonds britanniques ;
 - " " " " 7 Mkr consenti par les banques de commerce et d'épargne .

Projet d'une nouvelle centrale en Islande du SO. Elle doit entrer en service au plus tard en 1967 pour éviter une pénurie d'électricité dans le SO.

Les quelque 10 M Kr nécessaires pour la mise de fonds initiale seront prises sur les fonds britanniques.

- 2) Les routes

Une nouvelle loi sur les routes, et un programme détaillé d'investissements routiers doivent être mis au point avant la fin 1963 : car de grands projets imposeront plus de 80 Mkr de dépenses pour l'année, à quoi s'ajoutent 60 Mkr de crédits budgétaires déjà prévus, et 63 Mkr pour l'entretien du réseau existant : soit un total excédant 200 Mkr.

Les fonds requis en sus proviendront de crédits bancaires islandais (20 Mkr), et d'un prêt spécial étranger, remboursable sur le produit d'un péage routier.

La route de la péninsule de Reykjanes. 60)

A la fin de 1962, le creusement d'un tronçon de 13 km, et son bétonnage sur 4 km, avaient déjà coûté 41 Mkr.

Sur les 220 Mkr du devis, 65 Mkr doivent être dépensés cette année, dont 40 pour le revêtement de 12 km supplémentaires. La fin des travaux est prévue pour 1965.

La route d'Enni, dans la péninsule de Snæfellsnes, reliant sur 6 km Olafsvik, le futur port de Rif et Hellissandur.
Coût : de 12 à 15 Mkr. Ouverture à la circulation dès cette année.

La route de Strákar, au Nord : elle joindra par un tunnel Siglufjörður et Fljót.

Les travaux de l'été 1963 sur le tronçon de Fljót au tunnel reviendront à 3 Mkr. L'achèvement de cette partie et la percée du tunnel, en 1964-65, élèveront à 21 Mkr le coût total du projet.

- 3) Les ports

Les travaux portuaires prévus pour 1963 requerront l'investissement de 110 Mkr, soit :

- 50 prélevés sur le prêt britannique,
- ± 15 fournies par le Fonds d'Assurance contre le Chômage,
- le reliquat d'un prêt américain consenti en 1962,
- les crédits budgétaires, étatiques et municipaux,
- plus un prêt étranger spécial pour les travaux à Thorlákshöfn.

En 1963, débutera l'aménagement de deux ports qui seront propriété nationale :

- l'un au SO, à Keflavik-Njardhvik,
- l'autre à l'O, à Rif.

Le premier sera achevé en 1965 et reviendra à 35 Mkr, dont 7 pour 1963.

Le second, qui doit entrer en service pour la campagne hivernale de pêche de 1964, coûtera 30 à 35 Mkr, dont 15 pour 1963.

Le port de Thorlákshöfn (côte Sud)

Sur les 50 Mkr prévues, 10 Mkr avaient déjà été investies à la fin 1962, et 20 M le seront en 1963 (fin des travaux : 1964).

On procédera à 8 Mkr de travaux dans le port de Reykjavik

60 Mkr seront affectées aux autres ports mais de nombreux aménagements devront être différés.

- 4) Les écoles

145 Mkr seront investies dans les écoles, les piscines et les autres installations sportives (en 1962 : 102M). Seules les écoles publiques d'Etat imposeront le recours, pour 25 Mkr, à des fonds bancaires islandais.

A la charge de l'Etat et des Communes : 110 Mkr, affectées aux Ecoles primaires, aux établissements secondaires, aux pensionnats, et aux écoles de commerce.

Deux écoles (dont l'Ecole Normale) seront totalement financées par le Trésor (26 Mkr).

8 Mkr iront de même à l'équipement sportif.

- 5) Autres projets

Les banques islandaises fourniront en outre 20 Mkr pour :

le Hall des Expositions à Reykjavik (10Mkr)

la Station de Recherches Ichtyologiques à Koll a fjörður (NØ sur la baie du Húnaflói) (5 Mkr),

le Fonds Hôtelier (5 Mkr),

enfin la Station des Fourrages et Semences à Gunnarsholt (au Sud du mont Hekla).

II - LES NEGOCIATIONS DE BRUXELLES ET LES PROJETS "EUROPEENS"
DE L'ISLANDE

1°) Les milieux gouvernementaux ont vivement déploré l'échec des pourparlers de Bruxelles relatifs à l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté Economique Européenne ; le ministre du Commerce Extérieur, Gylfi Th. GISLASON, à la fin janvier 1963, a traduit en ces termes les appréhensions officielles : "Une division de l'Europe Occidentale en deux blocs économiques concurrents serait, pour l'Islande, le pire développement possible".

Le 5 février, le quotidien conservateur "VISIR" s'interrogeait, dans un long article, sur la position de l'Islande face aux diverses alliances tarifaires :

- À défaut d'un revirement plus ou moins forcé de la politique française, fallait-il resserrer les liens douaniers avec les autres pays nordiques ?

Si l'Islande fait avec eux le 1/6 ou même le 1/5 de son commerce extérieur, ils ne l'en concurrencent pas moins sur le marché du poisson.

Toutefois, en cas d'union tarifaire scandinave, Mr. GJISLASON croit souhaitable d'y faire entrer l'Islande "de manière à assurer aux exportateurs islandais les mêmes droits concurrentiels qu'aux producteurs de poisson de ces pays".

- dans l'éventualité, jugée plus probable, d'un renforcement de la coopération entre les Sept, l'Islande devrait tenir compte de leur part éminente dans son commerce extérieur (ces dernières années, 40% en moyenne);

- si les Sept rejoignaient les Six pays du Marché Commun, et même les Etats-Unis et le Canada, dans une grande zone de Libre-Echange, l'Islande trouverait dans l'O.C.D.E. le cadre approprié pour discuter de son association ou de son adhésion ;

- au cas où les négociations seraient renouées au sein du G.A.T.T., l'Islande devrait entrer dans cet organisme, si tout si l'on devait y débattre d'un tarif commun sur le poisson.

En tout cas, conclut "VISIR", l'échec de Bruxelles ne saurait conduire l'Islande à une politique "isolationniste".

2°) De leur côté, les partis d'opposition, - progressiste et socialiste-communiste, - n'ont pas éprouvé les mêmes craintes : tout au plus redoutent-ils encore un engagement prématuré et détourné du gouvernement actuel, à la faveur de négociations internationales préparant un retour "officiel" de l'Angleterre.

III - LES ELECTIONS LEGISLATIVES DE JUIN 1963

La coalition gouvernementale a, dans l'ensemble, maintenu ses positions aux élections générales du 9 juin.

Sur 100.945 inscrits, et 90.945 votants (soit moins de 10% d'abstentions, comme en 1959), le parti conservateur a obtenu 41,4% des suffrages exprimés (39,7% en 1959), se

allié social-démocrate 14,2% (1959 : 15,3%), tandis que les progressistes passaient de 25,7% à 28,2% et que l'Alliance du Travail (socialistes de gauche et communistes), faisant liste commune avec les dirigeants d'un petit parti (le Parti de la Défense des Droits Nationaux), totalisait le même pourcentage de voix que ses seuls candidats en 1959 (13,0%).

Le progrès le plus notable est à mettre au crédit de l'opposition progressiste (gain de 2 sièges) ; le parti social-démocrate a enregistré un recul sensible (- 3,0% de ses voix, - 1 siège).

Voici la composition du nouvel Althingi :

TAB. LEAU IV

	Conservateurs	Sociaux-Démocrates	Progressistes	Alliance du Travail
1959	24	9	17	10
1963	24	8	19	9

Sur 60 députés, la majorité détient 32 sièges (au lieu de 33).

FICHES D'ACTUALITE ET NOTES DE CONJONCTURE

I - POPULATION

1°) Statistiques démographiques

TAB. LEAU V - En chiffres absolus

Au 1er déc. de chaque année :	1958	1959	1960	1961	1962
Reykjavik	69.268	71.037	72.407	73.388	74.972
Autres villes	43.571	45.006	46.583	47.736	48.972
Villages de 300 hab. et plus	20.898	21.395	22.857	23.880	24.603
Campagnes (moins les villages)	36.419	36.417	35.445	35.054	34.922
ISLANDE	170.156	173.855	177.292	180.058	183.478

TABLEAU VI - En pourcentage de la population totale

'Au 1er déc. de '	1958	' 1959	' 1960	' 1961	' 1962
, chaque année :					
, Reykjavik	40,7	40,9	40,8	40,8	40,9
, Autres villes	25,6	25,9	26,3	26,5	26,7
' Villages de 300					
, hab. et plus	12,3	12,3	12,9	13,3	13,4
, Campagnes (moins					
' les villages)	21,4	20,9	20,0	19,4	19,0
' ISLANDE	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

En quatre ans, le pourcentage de la population concentrée dans la capitale est resté à peu près constant : les campagnes ont perdu 1.500 habitants, soit, en tenant compte du croît démographique naturel (et en attribuant aux campagnes, pour ces quatre années, le taux moyen de natalité de l'Islande de son ensemble), quelque 4.220 départs pour les villages et les villes, Reykjavik paraissant avoir moins bénéficié de ce flux migratoire que les petites villes et bourgades.

TABLEAU VII - Taux d'accroissement annuel de la population (en ‰)

1er déc. 1958- ' 1er déc. 1959	1er déc. 1959- ' 1er déc. 1960	1er déc. 1960- ' 1er déc. 1961	1er déc. 1961- ' 1er déc. 1962
21,7‰	19,8‰	15,6‰	19,0‰

Moyenne annuelle du taux d'accroissement national pour la période : 19,0‰.

En 1961, la mortalité infantile en Islande était la plus basse au monde.

2°) Des Nord-Américains d'origine islandaise séjournent en Islande.

Selon le journal islando-canadien "LÖGBERG-HEIMSKRINGLAN" 2 à 300 touristes de descendance islandaise devaient venir à Reykjavik à l'occasion de la fête nationale, le 17 juin. 110

devaient arriver de Vancouver, 40 de Winnipeg, centre de la première colonie islandaise du Canada, vers 1874-76. D'autres encore, fixés aux Etats-Unis, ont rejoint le groupe de Winnipeg.

En outre, en mai, la SOCIÉTÉ DES USINES DE CONGÉLATION, les USINES DE HARENG DE L'ÉTAT et l'UNION DES PRODUCTEURS DE POISSON ISLANDAIS ont envoyé au Canada un pasteur, le Révérend Robert JACK, pour recruter des travailleurs canadiens d'origine islandaise.

Le consulat islandais de Winnipeg aurait reçu à ce sujet un millier de demandes de renseignements.

Le 16 mai "MORGUNBLADIN" annonçait la venue prochaine de quelque 60 à 70 Canadiens, la plupart pêcheurs, ou, pour 3 d'entre eux, soudeurs. Le groupe devait compter 6 ou 7 femmes.

Le 25 mai, le Révérend JACK réduisait ce chiffre de moitié.

Le 15, le Bureau de l'Union Syndicale des Travailleurs des Vestmannaeyjar consentait à l'immigration temporaire d'une trentaine de Canadiens, le permis de travail étant d'abord accordé pour 6 mois.

Le 5 juin, un groupe de 12 Canadiens est arrivé aux Vestmannaeyjar, suivis bientôt de 17 autres.

Trois semaines plus tard, la presse islandaise de toutes opinions se faisait déjà l'écho de leur déception : ils incriminaient tous la longueur de la journée de travail ; certains, aussi, l'isolement insulaire.

Ainsi l'immigration canadienne ne paraît-elle pas en mesure de pallier la pénurie saisonnière de main-d'oeuvre, qui sévit surtout lors des deux grandes campagnes de pêche.

II - AGRICULTURE ET FORÊT

1°) Cultures

"VISIR", 13 février - Les cultivateurs islandais achètent annuellement 100 Mkr d'engrais : cette consommation reste encore insuffisante.

"VISIR", 30 janvier et 15 février - Le Directeur de l'Administration des Forêts, HAKON BJARNASON, a souligné les dangers de l'érosion qui sévit sur de grands espaces en Islande. Un avion va être affecté à l'observation de ces processus.

"ALÞYÐNUBLADHÍÐ", 7 mars - Les travaux des champs ont précocement débuté sur la côte Sud : orge et avoine ont déjà été semées à la ferme expérimentale de Skógarsandur-sous-Eyjafjöllum.

"ALÞYÐNUBLADHÍÐ", 11 mai - En 1963, l'Institut de Recherche de l'Université d'Islande cultivera à titre expérimental, 40 variétés différentes de blé dans les fermes islandaises.

TABLEAU VIII - Productions annuelles de 1957 à 1961
(en quintaux)

	1957	1958	1959	1960	1961
Pommes de terre	75.988	71.013	63.806	98.000	102.000
Navets	4.905	5.752	7.816	8.700	5.400
Foin					
-près des fermes	2.949.159	2.749.844	3.195.922	3.393.000	3.473.000
-autres prairies	584.773	47.029	245.884	313.000	229.000
TOTAL	3.333.932	3.102.873	3.441.806	3.705.000	3.702.000

Source : Statistiques Agricoles du Bureau Statistique, d'après les rentrées fiscales.

En 1961, la récolte de pommes de terre par habitant s'est élevée à 56,6 kg.

(En France, même année : 306,3 kg par habitant ;
en Norvège, " " : 331,8 " " " .)

2°) Elevage

a) Produits laitiers

1) Selon le rapport sur la production laitière en 1963 la quantité totale de lait livré aux laiteries a dépassé 88.000.000 kg, soit 6.600.000 kg de plus qu'en 1961 (+ 8,1%)

2) Production de lait et de fromage pendant le 1er trimestre 1963 ("TIMINN" du 28 juin):

La production de lait s'est accrue de 3,78% par rapport au 1er trimestre 1962 : en 1963, 17.500.000 kg ont été livrés aux laiteries au lieu de 16.500.000 kg en 1962.

La progression a été beaucoup plus forte sur les côtes Nord et Est (jusqu'à plus 26% à Púsavik) ; en revanche, les livraisons ont décreu de près de 1/20 A Aleranes (Sud-Ouest).

Les ventes de lait aux consommateurs domestiques ont augmenté de 3,22%, soit moitié moins que les fournitures aux laiteries.

TABLEAU IX

Stocks de beurre et de fromage au 30 avril (en tonnes)

	1962	1963	% d'accroissement de 1962 à 1963
Beurre	178	404	+ 127%
Fromage	155	211,9	+ 36,7%

La consommation islandaise mensuelle est de 110 tonnes pour le beurre, de 30 à 55 tonnes pour le fromage.

TABLEAU X - Productions annuelles de lait et de beurre de 1957 à 1963 (en tonnes)

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1er trimestre 63
Lait (production totale)	86.500	93.500	103.000	103.500	108.900	88.000	17.600
Beurre (production des seules laiteries)						(1)	(1)
	940	877	913	1.100	1.239		

(1) Quantités livrées aux laiteries.

En 1961, la production de lait par habitant a atteint 577,0 kg par habitant. (France, même année, 492,1 kg/hab. Norvège, " " 510,0 ").

En 1963, la consommation islandaise de beurre par tête serait de l'ordre de 7,2 kg par an ; et celle de fromage voisine de 3 kg 1/2.

3) Produits laitiers : prix et subventions ("ALTEYDRU-ELADHIDR" du 6 février, "KORCUNELADHIDR" des 1er mars et 15 juin).

En 1963, 650 tonnes de lait écrémé ont été exportées, pour une valeur de 2,9 Mkr ; selon le journal social-démocrate,

les fermiers auraient reçu 8,4 Mkr de subventions à cette fin.

Le 1er mars 1963, les prix du lait et des produits laitiers ont augmenté de 3,28% à la production.

Nouvelles hausses le 15 juin :

- le litre de lait coûte à présent	5,10 kr ;
- le litre de crème,	51,85 kr ;
- le kg de skyr,	13,20 kr ;
- le kg de beurre,	85,20 kr ;
- le kg de fromage,	74,00 kr.

b) Cheptel et volailles

TABLEAU XI - Cheptel vif à la fin de l'année
(unités)

	1957	1958	1959	1960	1961
Bovins	49.036	48.022	49.865	53.377	55.714
dont vaches et génisses	35.362	35.139	36.313	37.922	39.525
Ovins	769.777	774.571	791.933	823.841	829.774
dont brebis	617.731	659.382	662.657	683.989	704.850
Chevaux	33.055	31.023	30.182	30.795	31.108
Chèvres	96	92	99	105	111
Porcs	709	773	1.235	1.198	1.484
Volailles	93.285	95.510	100.635	96.970	95.981

TABLEAU XII - Production de viande, d'oeufs, de laines et de peaux

	1957	1958	1959	1960	1961
Viande de mouton et d'agneau (en t.)	9.950	10.420	10.900	11.240	11.782
Laine (en t.)	770	775	795	825	803
Peaux de mouton (en milliers)	625	781	751	774	880
Oeufs (en t.)	600	820	640	650	...

- La production de viande par habitant s'est élevée, en 1961, à 65,4 kg.
- Celle de laine, à 4,5 kg.
- La production d'oeufs par tête, en 1960, a atteint 3,7 kg.

1) L'élevage du mouton en Islande ("ICELAND REVIEW", n°2, article du Directeur de l'Agriculture, le docteur Halldór PALSSON).

Les 830.000 têtes de mouton recensées au début janvier 1962 appartiennent toutes à la race dite islandaise, apparentée aux races à courte queue de l'Europe septentrionale. Robuste et résistante, excellamment adaptée au climat, elle est très productive. Le poids d'un bélier est de 95 kg en moyenne (140 au maximum), celui d'une brebis de 55 kg (95 kg au plus). La toison est double ; les fibres externes sont plus longues et moins fines : le poids moyen d'une toison de brebis est de 1.680 g (3,7 lb.).

La race islandaise est très prolifique. En quatre mois, les agneaux atteignent un poids vif de 30 à 60 kg. En fait, les agneaux sont sacrifiés lors du sevrage, vers l'âge de 16 à 18 semaines. Les brebis, en revanche, sont gardées jusqu'à leur 8ème ou 10ème année ; elles forment 85% du cheptel moyen, moins en été saison où le troupeau atteint quelque 1.700.000 têtes.

Les bêtes sont nourries, l'été, en plein air (et même l'hiver, quand le temps le permet). On leur donne du foin et de faibles quantités d'aliments concentrés : de 50 à 70 g par jour, et l'hiver seulement, de farine de hareng et un peu de farine de maïs pour les brebis - de 5 à 20 kg au total, durant l'hiver, pour 100 à 250 kg de foin.

L'agnelage, fin mai et début juin, coïncide avec la pousse de la première herbe. La tonte a lieu à la fin juin. Puis les troupeaux sont menés sur les vastes pâturages communs de l'intérieur où ils paissent pendant 10 semaines. Vers la mi-septembre, les fermiers de chaque arrondissement les rassemblent dans un même parc où les propriétaires reprennent chacun leurs bêtes. Juste après, on pratique, durant 3 à 5 semaines, l'abattage dans des installations modernes, le plus souvent coopératives : à part la viande vendue fraîche, la production est congelée, ou salée et fumée ("hangikjöt").

En 1962, 803.000 agneaux et 110.000 moutons ont été abattus, fournissant 11.050 t. de viande d'agneau et 2.200 t. de viande de mouton ; dont l'Islande exporte respectivement 27,1% (3.000 t.) et 18,2% (400 t.), surtout vers le Royaume Uni, les Pays Nordiques et les Etats-Unis.

La production de laine s'est élevée à 914 t., dont 82,3% ont été exportés (752 t.)

En outre, les peaux d'agneau vendues, le plus souvent salées et non délainées, atteignent à l'étranger de hauts prix.

Grâce aux progrès dans la sélection et l'alimentation du bétail, la production par mouton nourri l'hiver a crû, en 30 ans, de plus de moitié.

2) Augmentation du prix de la viande à la production

Le 1er mars, le prix de la viande a été majoré de 3%

3) Exportation de chevaux ("MORGUNBLADHIDH" et "TIMINN" du 3 avril).

Le 2 avril, pour la seconde fois, des chevaux islandais ont été exportés par avion : il s'agissait de 48 chevaux dressés, destinés à la Suisse.

3°) Les difficultés des agriculteurs.

Lors de son assemblée générale de juin 1963, l'Association des Coopératives Islandaises (S.I.S.) a protesté contre l'insuffisance des prêts à la production agricole ; les agriculteurs, surtout, en pâtissent : il leur faut plus de deux fois le prix pour amortir les dépenses d'engrais affectées aux herbages.

Les majorations des prix payés aux producteurs de viande et de lait restent inférieures aux 5% d'augmentation générale des salaires, sur l'évolution desquels une loi les a indexés.

4°) Les forêts

24/3. Interview du Directeur de l'Administration des Forêts par "MORGUNBLADHIDH". Les semences d'arbres importées du Sud de l'Alaska et du littoral occidental de la Norvège ont donné d'heureux résultats.

6/7. "MORGUNBLADHIDH" - L'Annuaire des Forêts Islandaises demande un soutien accru de l'Etat pour le plan d'écrans forestiers protecteurs de la végétation mis en application depuis 1957.

IV - PÊCHERIES ET INDUSTRIES DÉRIVÉES

Tableaux d'ensemble relatifs aux pêcheries islandaises

TABLEAU XIII - Prises de poissons et de crustacés pendant les 7 premiers mois de 1962 et de 1963 (en tonnes, poisson non vidé).

Espèces	janvier- juillet 1962	janvier- juillet 1963	% de 1962	Dont pêché par chalutiers	
					en% du total
<u>Poissons</u>					
Morue	196.595	203.157	103,3	13.708	7,7
Hareng	244.231	196.026	80,3	...	0
Eglefin	23.762	30.007	126,3	4.893	16,3
Rascasse du Nord	3.636	19.648	540,4	18.399	93,6
Loup de mer	12.035	11.921	99,1	544	4,6
Colin	8.305	8.270	99,6	3.842	46,5
Brosme	4.052	4.826	119,1	72	1,5
Lingue	5.491	4.149	75,6	370	8,9
Plie	2.286	1.726	75,5	148	8,6
Capelan	...	1.077	...	...	0
Flétan	892	695	77,9	105	15,1
Limande-sole	572	603	105,4	44	7,3
Plie cynoglosse	295	271	91,9	23	8,5
Raie	314	248	79,0	32	12,9
Cardine	41	24	58,5	11	45,8
Limande	2	7	350	1	14,3
Indéterminés	1.666	1.590	95,4	164	10,3
Total A	504.175	484.245	96,0	44.356	9,2
<u>Crustacés</u>					
Homard	1.689	3.068	181,6	4	0,1
Crevette	349	349	100	...	0
Total B	2.038	3.417	167,7	4	0,1
Total A+Total B	506.213	487.662	96,3	44.360	9,1

Source : D'après "Statistical Bulletin" Reykjavik, 1963 et 1964.

On note une légère diminution des prises totales (ou, sans les crustacés, -1%). La cause principale en est la baisse des prises de hareng (-1/5). Pour d'autres poissons la régression est comprise entre 1/5 et 1/4 : raie, flétu lingue, plie.

Dans d'autres cas, le chiffre de 1963 avoisine celui de l'année précédente : morue (+3,3%), limande-sole (+1), colin, loup de mer..., ainsi que les crevettes.

On enregistre, enfin, plus rarement, des progrès sensibles : pour l'églefin (+26,3%), la brosmme (+1/5), le homard (+81,6%), et surtout pour le sébaste (ou rascasse du Nord) (5 fois 1/2 les prises de 1962.).

TABLEAU XIV - Poissons et crustacés par destination des prises (en tonnes, poisson non vidé).

Destination des prises	janvier-juillet 1962	janvier-juillet 1963	Total	Provenant de	
	En %	En %		lutiers	En %
<u>TRANSPORTÉ DANS LA GLACE</u>					
<u>Poissons</u>					
Hareng débarqué à l'étranger	7.718	72,8	5.617	...	0
Autres poissons, -débarqués à l'étranger par des bateaux de pêche, -débarqués par des cargos à poisson	16.331	117,2	18.873	18.672	98
Crustacés enveloppés de glace	...		266	...	0
TOTAL A	24.049	102,9	24.758	18.674	75
<u>TRAITÉ</u>					
<u>Poissons</u>					
Surgelés	113.844	110,1	125.304	17.813	14
Séchés et non salés	38.830	169,9	65.971	4.817	7
Salés :-hareng	36.603	120,2	43.982	...	0
-autres poissons	81.492	80,7	65.793	2.145	3
Mis en conserve	289	82,0	237	...	0
Transformés en huile et en farine:-hareng	183.516	69,0	126.696	...	0
-autres poissons	1.722	133,0	2.290	255	11
Congelés pour servir d'appât (hareng)	16.104	127,9	20.605	...	0
<u>Crustacés</u>					
congelés mis en conserve	1.952	170,8	3.334	2	0
	86	95,3	82	...	0
TOTAL B	474.438	95,8	454.294	25.032	5

Suite du TABLEAU XIV

Consommés en Islande - TOTAL C	7.726	111,4	8.610	654	7,6
TOTAL GENERAL (A + B + C)	506.213	96,3	487.662	44.360	9,1

Source : d'après id°, ibid°.

Si l'autoconsommation islandaise a crû de 11,4% d'une année sur l'autre, la part des prises destinée à l'étranger a fléchi de 3,9% (479.052 t. au lieu de 498.487 t.). Cette faible régression masque des différences beaucoup plus sensibles :

- d'une part, certains postes accusent une diminution notable
 - le hareng transporté dans la glace (- 27,2%) ;
 - le hareng "réduit" en huile et farine (- 31%) ;
 - les poissons d'autres espèces conservés par salaison (- 19,3%) ;
 - ou mis en conserve (- 18%) ;
- d'autres secteurs marquent une progression parfois plus nette encore :
 - les poissons traités comme le stockfish ("skreigh"), c'est à dire séchés et non salés (+ 69,9%) ;
 - ou réduits en huile et farine (+ 1/3) ;
 - ou exportés dans de la glace (+ 17,2%) ;
 - ou surgelés (+ 10,1%) ;
 - malgré les moindres prises de hareng, les tonnages traités par salaison ou congelés pour servir d'appât s'accroissent de 1/5 et de 27,9% ;
 - enfin, la production de crustacés congelés augmente de 70,8%, plus que proportionnellement aux prises.

Ces tendances majeures apparaissent mieux encore si l'on compare, d'une année à l'autre, les parts relatives des diverses destinations de la pêche.

TABLEAU XV (D'après id°, ibid°.)

	janv.-juil. 62	janv.juil. 63
HARENG		
transporté dans la glace	7.718	3,2
salé	36.603	15,0
réduit en huile et farine	183.516	75,2
congelé pour servir d'appât	16.104	6,6
TOTAL A	243.941	100,0
AUTRES POISSONS		
transportés dans la glace	16.331	6,5
surgelés	113.844	45,1
séchés et non salés	38.830	15,4
salés	81.492	32,25
mis en conserve	289	0,1
réduits en huile et farine	1.722	0,7
TOTAL B	252.518	100,00
CRUSTACES		
transportés dans la glace	....	0
congelés	1.952	95,8
mis en conserve	86	4,2
TOTAL C	2.038	100,0
TOTAL GENERAL (A + B + C)	498.487	479.052

En 1963, la proportion du hareng réduite en huile et farine décline des 3/4 à moins des 2/3 de la prise, au profit du traitement par salage (qui passe de moins du 1/6 à près de 1/4,), et aussi de la fabrication d'appâts (de 1/15 à plus du 1/10).

Pour les autres poissons, les seuls changements appréciables concernent les parts respectives du "skreidh" (sta fish) et de la salaison : la seconde régresse de 1/3 à moins de 1/4, la première croît de 1/6 à près de 1/4.

A part la timide tentative de transport de crustacés dans la glace et par chalutier, la seule tendance notable est la diminution de la mise en conserve au profit de la congélation et en valeur absolue (malgré des prises de 2/3 supérieures).

TABLEAU XVI. Voir page suivante.

TABLEAU XVI - Quantités de poisson et crustacés débarquées de 1956 à 1961 (en milliers de tonnes métriques)

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
-Saumon, truite de mer				0,4	0,4	0,4
-Poissons plats						
TOTAL	1,5	3,5	2,1	3,0	6,4	8,5
Cardine	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1
Flétan	0,5	0,9	0,8	1,0	1,7	1,7
Limande	...	...	...	...	...	0,1
Limande-sole	0,3	1,1	0,2	0,2	0,6	1,5
Plie	0,5	1,3	0,5	1,0	3,1	4,4
Plie cynoglosse	0,1	0,1	0,4	0,6	0,9	0,7
-Morue, églefin, etc.. TOTAL	277,2	244,5	275,5	268,0	299,8	256,3
Brosme	3,1	3,4	4,6	3,0	7,0	5,1
Colin	18,9	14,4	11,9	12,0	10,3	11,8
Eglefin	16,2	20,1	18,8	18,7	33,7	41,1
Lingue	3,0	2,7	3,3	2,2	5,4	5,2
Morue	236,0	203,9	236,9	232,1	243,4	193,1
-Hareng	100,5	117,5	107,3	182,9	136,4	325,9
-Sébaste et loup de mer. TOTAL	64,3	70,4	119,4	108,1	64,5	40,8
Loup de mer	5,7	8,8	9,5	8,8	8,6	11,8
Rascasse du Nord, (sébaste)	58,6	61,6	109,9	99,3	55,9	28,5
-Raie et aiguillat						
TOTAL	0,2	0,4	0,7	0,7	0,8	0,4
Aiguillat	...	0,2	...	...	...	...
Raie	0,2	0,2	0,7	0,7	0,8	0,4
-Poissons indéterminés				1,8	2,4	2,1
-TOTAL DES POISSONS	443,7	436,3	505,0	564,9	510,7	633,9
-Crustacés (crevette, homard)				2,7	3,4	2,9
-TOTAL GENERAL						
(Poissons + Crustacés)	443,7	436,8	505,0	567,6	514,1	636,8
Pour moyenne annuelle 1956-60 = 100	89,9	88,4	102,5	115,1	104,2	121,1

Source : d'après "Annuaire Statistique des Pêches". "Production", 1961. Vol. XIV (F.A.O.).

Si l'on compare l'évolution de l'indice général avec celle de l'indice des quantités de hareng débarquées, on note une relative concordance entre les deux courbes :

1956-60 = 100

TABLEAU XVII

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
' Indice général	89,9	88,4	102,5	115,1	104,2	121,1
' Indice des prises de hareng	78,0	91,1	83,2	141,9	105,8	259,7

Pourtant l'amplitude des variations est beaucoup plus accentuée dans le cas du hareng. Le TABLEAU suivant, relatif aux prises totales et aux poids vifs, autorisera une confrontation plus précise des diverses fluctuations.

TABLEAU XVIII - Prises de poissons et crustacés (poids vif en milliers de tonnes) de 1956 à juillet 1963. Les seconds chiffres = indice des prises (100 = moyenne annuelle 56-60)

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	Jan. 1963
<u>POISSONS</u>								
' Saumon et truite de mer				0,4	0,4	0,4		
				100	100	100		
' Poissons plats	1,6	3,6	2,1	3	6,8	8,9	(7,74)	3,5
	46,5	104,7	61,0	90,1	197,7	258,7		
' Morue, églefin, capelan, etc...	346,5	305,2	343,5	334,4	373,8	319,7	(23,363)	251,1
	101,7	89,6	100,8	98,2	109,7	93,8		
' Hareng	100,5	117,5	107,3	182,9	136,4	325,9	478,1	127,1
	78,0	91,1	83,2	141,9	105,8	252,8	370,9	
' Sébaste et loup de mer	68,3	76,0	126,8	114,8	68,7	41,6	(33,19)	31,5
	75,1	83,6	135,5	126,3	75,6	45,8		
' Raie, etc...	0,4	0,4	0,7	0,7	0,9	0,5	(0,42)	0,4
	64,5	64,5	112,9	112,9	145,2	80,6		
' Non identifiés				1,8	2,4	2,9	(2,39)	1,1
' Total des poissons (A)	517,3	502,7	580,4	638,1	589,4	699,9	(75,04)	484,2
	91,5	88,9	102,6	112,8	104,2	123,7		
' CRUSTACÉS (B)				2,7	3,4	2,9	3,1	3,4
' 100=moyenne 59-61				90	113,3	96,7	105,8	
' TOTAL GENERAL (A + B)	517,3	502,7	580,4	640,8	592,8	702,8	768,2	487,6
	91,3	88,7	102,4	113,1	104,6	124,0		

N.B. Les chiffres pour 1962 ne sont, exception faite du hareng, connus que pour le poisson vidé.

L'ampleur des fluctuations interannuelles ressort de ce tableau : l'écart entre 1957 et 1961 dépasse le tiers de l'indice de base adopté pour la période.

Les pêches de 1959 et, surtout de 1961, ont été, de loin, supérieures aux quatre autres :

- elles le doivent avant tout au "retour du hareng" : le bond en avant de 1959 s'est renouvelé en 1961 et en 1962 : + 42%, + 153%, + 271%, par rapport à la moyenne 1956-60 ;
- en 1958 et 1959, les prises de rascasse du Nord, en forte progression, ont également contribué à la remontée de l'indice général ; en 1958, elles excédaient même celles de hareng ; mais elles ont fortement reculé en 1960 et surtout en 1961 et 1962 (poids du poisson vidé en milliers de tonnes :

rascasse : 21,048

loup de mer : 12,031

soit 33 079 au total pour 1962) ;

la reprise, on l'a vu, a été très remarquable pendant le 1er semestre 1963 (5 fois et demie le chiffre de janvier-juillet 1962 pour la rascasse) ;

- en revanche, la morue et les poissons apparentés constituent l'élément le plus stable - et le plus stagnant - des pêcheries islandaises : creux et pointes restent à peine marqués (au plus 1/10) ; et les prises des années 1959 et 1961 ont été inférieures à la moyenne... En 1962, le poids, après vidage, descend même à 243,368 milliers de tonnes ; mais la saison d'hiver paraît avoir été meilleure ;

- les prises de crustacés sont en nette progression depuis 1960 ; et le chiffre des sept premiers mois de 1963 égale déjà celui de 1960.

TABIEAU XIX - Les prises de chaque groupe d'espèces en pourcentage des prises totales

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	janv. 1963
<u>POISSONS</u>	100	100	100	99,33	99,43	99,59	99,59	99,30
Saumon et truite de mer	0	0	0	0,06	0,07	0,06	0	0
Poissons plats	0,31	0,72	0,36	0,48	1,15	1,27	1,01	0,68
Morue, églefin, etc.	66,98	60,71	59,18	52,19	63,06	45,49	31,68	51,57
Hareng	19,43	23,37	18,49	28,54	23,01	46,37	62,24	40,20
Sébaste et loup de mer	13,20	15,12	21,85	17,92	11,59	5,92	4,31	6,47
Raie, etc...	0,08	0,08	0,12	0,11	0,15	0,07	0,05	0,05
Non identifiés	0	0	0	0,28	0,40	0,41	0,30	0,33
<u>CRUSTACÉS</u>	0	0	0	0,12	0,57	0,41	0,41	0,70

N.B. Les pourcentages donnés pour 1962 ne fournissent qu'un ordre de grandeur car ils procèdent de deux modes différents de comptage des prises : - le hareng étant pesé non vidé, - les autres poissons vidés (mais tête incluse dans le poids) ; ainsi, la part relative du hareng est-elle quelque peu surévaluée.

Les deux groupes "hareng" et "morue, églefin, etc." constituent l'essentiel des prises : toujours plus des 3/4, et même, les trois dernières années, plus des 9/10.

Sauf en 1960 et durant le 1er semestre 1963, le pourcentage de la morue n'a cessé de décliner : des 2/3 à moins de la moitié (1961) et même au tiers (1962). Et le résultat en hausse de 1963 est saisonnier pour l'essentiel : la campagne morutière étant hivernale; aussi bien, la part de la morue et des poissons voisins était, pour les sept premiers mois 1962, de 47,06%, pourcentage de peu inférieur à celui des mêmes mois en 1963 (51,57%).

A l'inverse, le hareng passe de moins du 1/5 (1956, 1962) à près de la moitié et au premier rang (1961), et atteint les 3/5 en 1962.

TABLEAU XX - Prises par habitant de 1958 à 1962 (en kg)

	1958	1959	1960	1961	1962
Quotient individuel	3.411	3.686	3.344	3.903	4.187

La consommation par habitant a été en 1962 de 58,9kg (poisson vidé à l'état brut).

TABLEAU XXI - Utilisation des prises de 1956 à 1962 (second chiffre = pourcentage du total)

Milliers de tonnes	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	Janv.
							(1)	jl.
Marée fraîche	22,7		173	247	460	571	42367	240
	4,4		30	385	78	81	56	52
Congélation	208,0		3192	2940	2516	2021	17381	1490
	40,2		550	45,9	4245	288	2295	311
Séchage, fumage, salaison	240,2		1976	1787	1845	2129	17623	1753
	46,45		3405	279	31	303	233	363
Mise en conserves	0,2		02	04	03	04	0171	03
	0,05		005	005	005	005	005	0
"Réduction" en huile et farine	46,2		46,0	1430	1104	229,9	364,4	128,4
	8,9		7,9	223	185	32,75	48,1	269
TOTAL	517,3	502,7	580,4	640,8	592,8	702,4	75712	479,2

(1) Les chiffres de 1962 concernent le poisson vidé (à l'exception du hareng.)

(2)

Non compris la part des prises destinée à la consommation islandaise, sur le traitement éventuel de laquelle le STATISTISKT BULLETTIN n'apporte aucune précision ; sans doute s'ajoutera-t-elle, pour l'essentiel à la rubrique "marée fraîche".

La part croissante du traitement industriel résulte de l'augmentation des prises de hareng, en 1959 comme depuis 1961.

La tendance à consommer, et surtout exporter, le poisson à l'état frais s'est accentuée jusqu'en 1961, mais il paraît y avoir depuis un tassement relatif; encore faudrait-il joindre au poisson exporté dans la glace la marée fraîche destinée à l'Islande.

Les quantités congelées sont en diminution, tant absolue que relative, depuis 1955; le redressement de 1963 paraît largement procéder de la surévaluation saisonnière de la morue dans le premier état semestriel des pêcheries.

Il en va de même, à cet égard, pour la production de poisson séché ou salé. Sa part a régressé, de près de la moitié en 1956, à moins d'un tiers depuis 1959.

La mise en conserve stagne à moins d'un centième du tonnage des pêches.

TABLEAU XXII - Les exportations de poissons et produits dérivés (milliers de tonnes). Second chiffre = valeur en milliers de couronnes (f.o.b.). Troisième chiffre = % de la valeur en couronnes des exportations totales de l'année.

	1948	1957	1958	1959	1960	1961
'Poissons frais	151,7	82,2	86,7	91,6	101,2	
, réfrigérés	156.534	373.537	425.141	462.125	1.067.730	
, ou congelés	42,8%	41,45%	43,2%	48,25%	46,3%	
'Poissons sé-	23,5	66,1	60,6	53,8	48,1	
, chés, salés,	46.293	312.421	280.044	264.643	564.619	
, ou fumés	12,7%	34,7%	28,4%	27,6%	24,5%	
'Crustacés		0,1	0,1	0,2	0,5	
, frais, ou		2.886	4.481	6.233	38.892	
, congelés		0,3%	0,5%	0,7%	1,7%	
'Produits de	5,6	8,5	8,4	8,9	9,4	
, poissons et	14.114	39.873	39.033	40.056	93.879	
, préparations	3,9%	4,4%	4,0%	4,2%	4,1%	
'Produits de		négligab.	0,1	0,1	0,1	
, crustacés et,		1.331	3.331	4.089	5.105	
, préparations		0,15%	0,3%	0,4%	0,2%	
'Huiles et	36,4	22,0	28,9	19,6	54,0	33,5
, graisses ex-	107.912	78.559	94.756	60.723	314.875	196.478
, traitées d'a-	29,5%	8,7%	9,6%	6,35%	13,65%	7,0%
'nimaux aquatiques'						
'Farines, solu-	39,2	37,5	55,3	44,2	54,9	71,5
, bilisés et a	40.671	92.612	138.419	130.061	220.171	348.549
'Aliments pour	11,1%	10,3%	14,0%	12,5%	9,55%	12,5%
, détail de même ori-						
, gine						
'TOTAL	256,4	216,4	240,1	218,4	268,2	304,6
	365.524	901.228	985.205	957.930	2.305.271	2.798.400

Source du TABLEAU XXII : "Annuaire Statistique des Pêcheries
"Commerce International", 1960-61. Vol. XIII (F.A.O.)

On note d'abord l'importance, et la stabilité, des exportations de poissons frais et congelés : de 1948 à 1960, elles ont représenté des 2/5 à la 1/2 des exportations totales ; leur tonnage, qui avait régressé de près de moitié de 1948 à 1957, n'a cessé de s'élever depuis lors.

Si, de 1948 à 1960, les ventes de poissons séchés et salés ont doublé, en poids et en pourcentage de la valeur totale, elles n'en ont pas moins, les trois dernières années (1957-60), décliné en tonnage (- 37.2%) et en valeur relative (de 1/3 à moins de 1/4). Mais l'essor de la pêche harenguière depuis cette date a dû modifier la tendance.

Enfin, la part des huiles et farines a diminué de 1948 à 1957 (de 40.6% à 19%), pour se maintenir, depuis, autour du 1/5. Mais, en tonnage, elle a progressé de plus du tiers (de 39 ou même 44%).

A. - LES INDUSTRIES DU POISSON (Commentaires de la Presse
Islandaise). (1)

1°) "Réduction" en huile et farine

a) Insuffisances locales de la capacité de traitement industrielle

Les prises de hareng d'hiver ont excédé les possibilités d'absorption des usines du Sud-Ouest.

- Celles de la Reykjanes (2) (Keflavik, Grindavik, etc. ou d'Akranes, où les difficultés de conservation étaient telles vers le 8 janvier, que les pêcheurs devaient vendre leur hareng sur les lieux mêmes de pêche, et à des prix plus bas (journaux du 9).

- Le 10 janvier, 15.500 t. de hareng étaient en attente dans les usines de la Faxaflói.

b) Difficultés de transport

A cette date, l'Union des Producteurs de Poisson Islandais a demandé à l'Etat une aide pour le transport du hareng vers Siglufjörður (sur la côte Nord).

(1) Abréviations des titres de journaux :

"Thjóðhl" = THJÓÐHVILJINN. "Morg" = MORGUNBLADHIDH.

"Alth" = ALTHYDHUBLADHIDH.

(2) Péninsule du Sud-Ouest.

Deux sortes d'objections ont été soulevées :

- le coût du fret s'élèverait, selon le Bureau d'Etat du Hareng, à 60 kr. par "mal" (= 135 kg) ; ce transport ferait perdre au poisson 60% de sa valeur initiale;
- il conviendrait de saler et congeler le plus possible de hareng tant que les marchés extérieurs sont favorables.

Pourtant un producteur de poisson a proposé d'assurer le transport pour moitié moins (30 kr. par "mal").

Pour la campagne d'été, quatre bateaux devaient être loués à la Norvège et au Danemark pour participer au transport du hareng.

B - LE COMMERCE DE POISSONS ET PRODUITS DERIVES.

1°) Commerce intérieur

a) Prix d'achat aux pêcheurs.

THJODH. (26 janvier) compare les prix norvégiens et islandais (en couronnes islandaises.).

TABLEAU XXIII

Le kg.	Norvège	Islande
Hareng à "réduire" (prix moyen)	1,85	0,77
de grosse taille	2,63	
Hareng à exporter dans la glace		1,57
de petite taille	2,43	
de grosse taille		1,75
Hareng à congeler		
de petite taille		1,05
de grosse taille	2,43	1,
Hareng à saler ou fumer		1,60
de petite taille	2,23	
Hareng à fileter		1,20

concerne le
 (1) Le prix norvégien hareng à son débarquement, alors que le prix islandais concerne le hareng déjà salé et encaqué.

Le prix du hareng à "réduire", applicable aux côtes Nord et Est, a été arrêté le 24 juin - 150 kr. le "mal" (= 135 kg ou 150 l.),
 - si le hareng doit être transporté (par bateaux spéciaux) vers des usines éloignées, les pêcheurs doivent contribuer au paiement du fret à raison de 16 kr. par "mal".

TRJODH met en parallèle cette majoration de 3% du prix d'achat et l'ascension des cours mondiaux d'huile de hareng (25 juin).

b) Prix de vente au détail.

Le Bureau de Contrôle des Prix a annoncé, début janvier un nouveau prix-plafond pour le poisson frais ; en augmentation de 9,5 à 17,5% selon la nature et la qualité.

2°) Commerce extérieur

a) Huile de hareng

Son cours mondial est en fort accroissement depuis le début de janvier : de 30 £ la t. à la fin 1962, il est monté à 57 1/2 £ vers la mi-mai.

A cette date, les ventes anticipées de l'Islande s'élevaient à 20.000 t., de 1/3 à la moitié de la production attendue (VISIR du 22 mai).

b) Exportations "dans la glace".

Le 6 janvier, 8 chalutiers (plus de 1 sur 6) exportent ainsi leurs propres pêches.

c) Poisson congelé

1) Les 56 usines affiliées à la Société des Usines de Congélation ont exporté en 1962 64.195 t. soit 14,6% de plus qu'en 1961 (56.022 t.) mais 4% de moins qu'en 1960 (66.682 t.). Ces ventes ont excédé de 2,2% la production de l'année.

Une résolution (votée à l'unanimité) appelle le gouvernement islandais à accroître les importations en provenance des "pays de la zone clearing" (pays socialistes) et à conclure des accords commerciaux avec eux, de manière à maintenir les exportations islandaises de poisson surgelé : car ils sont "les plus gros acheteurs" et "ont généralement payé le prix le plus favorable" (18 janvier).

2) En janvier, 5.000 barils de hareng ont été vendus en France.

A cette date, l'Islande avait déjà vendu à l'étranger pour 1963 plus de filets de hareng qu'aucune année antérieure.

3) Pendant la seconde quinzaine de janvier, les E.U. ont acheté 4.153 t. de poisson congelé ; s'ils consentent de bons prix, ils exigent des boîtes de petites dimensions et des normes d'emballage qui imposent un surcroît de travail (MORG du 12 février).

4) Ventes à l'U.R.S.S.

À l'automne 1962, les Soviétiques avaient passé commande de 12.000 t. de hareng congelé, livrable de février à juin dans les ports baltes à raison de 53 £ par tonne C.A.F. (MORG. du 14 février).

La S.I.S. (= les Coopératives) et la Société des Usines de Congélation ont conclu, au début avril, un accord avec l'Union Soviétique portant sur la vente de 15.000 t. de filets congelés (morue, églefin, rascasse du Nord, etc.) (THJODH. du 3 avril).

5) Pendant les quatre premiers mois de 1962, la S.I.S. a exporté 830 t. de plus que durant la même période en 1961 ; l'accroissement le plus grand - de plus de 1200 t. - concerne les Etats-Unis.

TABEAU XXIV - Exportations en direction des quatre premiers clients

	Janv.-Avril 1962	Janv.-Avril 1963	En % de 1962
Etats-Unis	2.246 t.	3.557 t.	152,6
U.R.S.S.	789	790	100,1
Angleterre	912	360	39,5
France	391	552	141,2

d) Hareng salé

1) Le marché du hareng

MORG. du 7 février relève la baisse des cours du hareng en Allemagne de l'Ouest ; il l'explique

- par la saturation du marché,
- par la plus petite taille du hareng,
- mais aussi par la pénurie de main-d'oeuvre dans l'industrie poissonnière, du fait de la rigueur hivernale.

En avril, l'Usine d'Etat de Hareng à Sigluffjörður a envoyé un spécialiste prospecter les marchés britannique, belge, néerlandais et ouest-allemand et y faire connaître la marque "Siglo-herring" (THJODH. du 10 mai).

2) Ventes de poisson salé.

La Direction de l'Industrie Harengière, à la fin juin, avait passé des contrats de vente portant au moins sur 400.000 barils des côtes Nord et Est ; entre autres :

- 152.000 barils de hareng salé à la Suède ;
 - 63.000 " " " " à la Finlande ;
 - 12.000 " " " " aux Etats-Unis ;
 - 10.000 " " " " à l'Allemagne Fédérale.
- Partout, les prix étaient en légère hausse.

Le 30 juin, un nouveau contrat a été conclu avec l'organisme V./O PROTINTORG de Moscou, prévoyant la vente de 120.000 barils.

e) Oeufs de lump.

Le département des Pêcheries de la S.I.S. a signé avec un importateur ouest-allemand un accord en vue de la fourniture au printemps, de 2.000 barils d'oeufs de lump : c'est la plus forte commande de cette nature enregistrée à ce jour (TIMING du 1er mars).

f) Participation de l'Islande à la Foire Internationale de la Pêche et des Engins de Pêche, organisée à Londres en Mai

La Société des constructions mécaniques "HEDHINN" y exposait une machine à fabriquer des flocons de glace (6 à 8 tonnes en 24 heures).

Un "cuiseur-digesteur" pour hareng, conçu par l'ingénieur Gisli HALLDORSSON, a retenu l'attention d'un producteur américain (MORG. du 29 juin).

V. - AUTRES INDUSTRIES

1°) Ressources minérales et énergétiques

a) La diatomite de Námaskardh (près du Mývatn).

Selon le directeur général de l'Electricité d'Islande, le potentiel géothermique reconnu à proximité du gisement est autorisé à l'exploitation.

Les études sur les échantillons envoyés en Hollande se sont révélées, pour leur part, tout aussi concluantes.

Reste à prospecter les marchés éventuels (VISIR des 26 mars et 5 juillet).

b) Energie.

1) L'électrification

L'évolution jusqu'en 1962

TABLEAU XXV - Production d'électricité du secteur public

	Puissance installée en fin d'année (en milliers de KW)			Production d'énergie (en milliers de KW)		
	Hydroélectrique	Thermique	Totale	Hydroélectrique	Thermique	Totale
1930				6,9	0,9	7,8
1940	15,4	1,1	16,5	44	1,7	45,7
1950	30,9	13,4	44,3	166	26	192
1951	30,8	14,2	45,0	170	40	210
1952	30,8	14,2	45,0	176	39	215
1953	70,7	14,4	85,1	198	32	230
1954	73,1	14,4	87,5	327	12	339
1955	73,1	14,3	87,4	379	12	391
1956	73,1	15,2	88,3	406	12	418
1957	73,1	15,8	88,9	415	13	428
1958	78,6	16,5	95,1	431	14	445
1959	105,0	16,3	121,3	470	14	484
1960	105,0	17,4	122,4	523	11	537
1961	105,0	22,9	127,9	576	12	588
1962	104,9	23,6	128,5	593	13	606
(1)						

Source : STATISTICAL BULLETIN, Mai 1963.

(1) En 1962, la puissance installée des centrales privées (produisant pour l'usage exclusif de leurs propriétaires) était de 19,5 milliers de KW (H. = 4,0 ; Th = 15,5), et leur production est estimée à 15 millions de KWh.

TABLEAU XXVI - Quotient individuel de consommation d'électricité, de 1958 à 1962 (en KWh)
(non compris l'énergie d'origine privée)

1958	1959	1960	1961	1962	1962 (y compris la production privée)
2.615	2.783	3.029	3.266	3.303	3.385

De 1952 à 1962, la production publique d'électricité a été multipliée par 2,8. De 1961 à 1962, elle s'est accrue de 3,1%, à raison de 8,3% pour l'énergie thermique et de 2,95% pour l'hydroélectricité ; la puissance installée n'a progressé que

de 0,5% : en effet, si elle a augmenté de 3,06% pour les centrales thermiques, la productibilité hydroélectrique a diminué de 0,9%.

TABLEAU XXVII - Rapport entre les productions thermique et hydroélectrique. (second chiffre = pourcentage du total)

	1930	1952	1961	1962		Total
				centrales publiques	privées	
<u>Thermique</u>						
puissance		11,2	22,9	23,6	15,5	39,1
		31,6	17,9	18,4	79,5	26,4
production	0,9	39	12	13		
	11,5	18,1	3,04	2,15		
<u>Hydroélectrique</u>						
puissance		30,8	105,0	104,9	4,0	108,9
		68,4	82,1	81,6	20,5	73,5
production	6,9	176	576	593		
	88,5	81,9	97,96	97,85		

La productibilité hydroélectrique a doublé entre 1940 et 1950 ; stagnante jusqu'en 1952, elle a doublé de nouveau dans la seule année 1953 ; durant les cinq années suivantes, elle n'a augmenté que de 11,2% ; troisième bond en avant en 1959 : accroissement de 1/3 ; aucun progrès depuis lors.

Presque nulle avant la guerre, la puissance thermique installée a été multipliée par 12 en dix ans, et représentait en 1950, 30% de la puissance totale. Mais dans la décennie suivante, elle n'a progressé que de moins de 30% - 10 fois moins vite que l'hydroélectricité (1950-60 : coefficient de 3,4). Le seul développement marquant se situe en 1961 : + 31,6%, soit plus en un an que dans les 10 années précédentes.

TABLEAU XXVIII - Taux d'accroissement de la production hydraulique

1930-1940	1940-1950	1950-1960
+ 537,7% (1)	+ 277,3% (1)	+ 215,1% (1)
		dont 1953-54 : +65,3

(1) C'est à dire, respectivement : x 6,4
x 3,8
x 3,2

La courbe de la production thermique est toute différente : en croissance rapide de 1940 à 1951 (1940-1950 : multipliée par 15,3 ; 1950-1951 : + 53,8%), elle a régressé depuis cette date : recul de 30% entre 1951 et 1954 ; puis stagnation.

TABLERAU XXIX - Rapport entre productions publique et privée en 1962

	Puissance installée		P r o d u c t i o n	
	centrales publiques	centrales privées	centrales publiques	centrales privées
Thermique	60,4%	39,6%		
Hydroélectrique	98,2%	3,7%		
TOTAL	88,8%	13,2%	97,6%	2,4%

Notes d'actualité

11.000 personnes encore n'ont pas l'électricité (MORG. du 7 avril).

La Direction de l'Electricité devait choisir au printemps entre l'un des trois projets suivants de centrale électrique :
 - une centrale géothermique de 15.000 KW à Hveragerdhi (la première du genre) ;
 - une centrale hydroélectrique de 60000 KW sur la Thjörnsá près de Bárðfell ;
 - une autre, de 100.000 KW, sur la Jökulsá à Fjöllum près de la Dettifoss, qui permettrait la production d'aluminium (VISIR du 8 février).

2) L'énergie géothermique

Le forage de Námafjall avait atteint, le 25 juin, la profondeur de 300 m. la température y dépassait 200°. Le 26, une éruption de vapeur fit exploser les valves des conduites. (MORG. et TIMINN des 25 et 27 juin).

La ville de Reykjavik prévoit l'extension de son réseau de chauffage géothermique : les constructions nécessaires coûteront, cette année de 70 à 80 Mkr. (VISIR du 3 avril).

2°) Ciment , bâtiment et travaux publics

a) Ciment et bâtiment

1) Production

Des travaux sont projetés à l'Usine d'Etat d'Akranes : érection d'un mur de protection autour des dépôts de sable,

construction d'entrepôts pour les matières premières et d'un grand réservoir pour le stockage du ciment (MORG. du 6 juin).

Les livraisons de ciment se font parfois attendre : au début de février, un retard a immobilisé les chantiers d'Isafjörður (TIMINN du 2). Cependant la nouvelle usine promise n'est toujours pas commencée (TIMINN du 29 mai).

2) Réduction du prix de vente du ciment : de 1330 à 1260 kr. la t. (MORG du 26 mars) ; au lieu de 66 1/2 kr., le sac de 50 kg reviendra à 63 kr. mais, d'après THJODE, il avait augmenté de 30,75 kr. depuis 1960.

b) Travaux publics

1) Le Service des Eaux de Reykjavik va construire d'ici au 1er novembre 1963 un vaste réservoir de 66 m de long, 12 m de large, et 7 m de haut, d'une capacité de 10 millions de litres d'eau (VISIR du 6 mars).

2) La Ville de Reykjavik a décidé l'installation de 7 km de canalisations d'égouts pour les quartiers à venir de Fossvogur, Breidholt et Selas. Coût de 40 à 50 Mkr ; durée des travaux : deux ans (VISIR du 22 mai).

3°) Industries alimentaires ou liées à l'agriculture

a) Industries alimentaires

Abattoirs coopératifs

La Coopérative des Abattoirs du Sud-Ouest a réalisé 175 Mkr de chiffre d'affaires en 1962.

b) L'usine lainière d'Alafoss sera reconstruite, pour 100 Mkr. Alafoss (à 16 km E.N.E. de Reykjavik) est le plus vieux centre de tissage du pays (ALTHYDHU, 11 janvier).

c) Engrais

1) La production d'engrais ne suffit plus aux besoins du pays ; pourtant le projet de nouvelle usine n'a pas été réalisé. (MORG. du 16 mai, TIMINN du 30).

2) Diminution des prix de gros en 1963

L'usine de Gufunes a décidé une réduction de 2 à 3%, à l'exception d'une catégorie d'engrais, dont le prix est augmenté de 6% pour faire face au coût croissant des importations d'engrais (MORG. du 3 avril).

4°) Ateliers de mécanique

1) Pénurie de mécaniciens dans l'usine de constructions métalliques "Hédhinn" : une cinquantaine d'emplois restent à pourvoir (TIMINN du 3 février).

2) Un garage nouvellement ouvert à Reykjavik propose l'application d'un procédé antirouille d'origine militaire, le "Tectyl". (MORG. du 8 février).

5°) Industrie du papier et du carton

1) L'usine de Boîtes en Carton de Reykjavik ("Kassagerdhin Reykjavíkur") a produit plus, dans les quatre premiers mois de 1963 que pendant toute l'année 1960 (soit, en valeur, 32 Mkr.) (MORG. du 29 mai).

2) Reykjavik serait bientôt dotée d'une usine de sacs en papier ("Pappirver Inc."). Il reste à obtenir terrains et machines. (ALTH. du 31 janvier).

6°) Constructions navales

a) Activité croissante.

1) En 1962, l'Islande a fabriqué 50 bateaux à moteur (en 1961 : 23) ; en janvier 1963, 13 autres étaient en construction (MORG. du 1er février, ALTH. du 8 mars).

Les chantiers de Kópavogur (près de Reykjavik), ouverts en 1962, travaillaient, dès mai 1963, à leur première coque d'acier, et peuvent lancer des bateaux de 220 t. au maximum. (MORG. du 11 mai).

Les chantiers d'Akureyri, à leur tour, construiront d'ici peu des navires en acier (MORG. du 8 mars).

2) La nouvelle usine de fibres de verre de Blönduós (1) a déjà vendu plusieurs bateaux fabriqués avec ce matériau. A l'avenir, elle l'adaptera à d'autres usages : revêtement de cales, équipement d'usines de poisson, blocs de cuisine... (ALTH. 13 mars).

b) Mais les chantiers navals islandais manquent de capitaux

Un projet de loi, discuté en mars, prévoit la garantie par l'Etat d'un prêt (islandais ou étranger) de 5 Mkr destiné aux Chantiers d'Akureyri (MORG. du 8 mars).

(1) Port situé sur la Húnaflói (côte Nord).

7°) Divers

a) Le laboratoire de recherches de l'Institut des Pêcheries est parvenu à substituer, à titre expérimental, l'huile de poisson à l'huile de lin dans la fabrication de peinture (MORG. du 15 février).

b) Une nouvelle zone industrielle à Reykjavik

Elle s'étendra sur 12 ha. dans le quartier de Sogamy.

La société "Idhngardhur" s'est fait concéder le 1/3 de cette surface pour construire des bâtiments d'usine. Créée en 1962, elle groupe 17 établissements "industriels" (boulangeries, garages, etc...) ; elle a bénéficié d'un prêt de 10 Mkr pour réaliser les travaux d'infrastructure et d'aménagement.

VI- COMMERCE EXTERIEUR

1°) Problèmes douaniers

a) Mesures de libération des échanges

Le Journal Officiel islandais a publié, le 31 décembre 1962, une nouvelle réglementation des licences d'importation et des allocations de devises, assouplissant les dispositions du 27 mai 1960 ; elle libéralise le régime des importations de divers articles :

- produits alimentaires (farine de seigle, fruits et produits dérivés) ;
- produits textiles (tapis, etc..., de lin, de chanve, de jute) ;
- divers articles de terre cuite ;
- les télescopes binoculaires ;
- les pick-up et magnétophones.

b) Réductions douanières à compter du 1er mai 1962 : révision du tarif de 1939.

Le 27 mars, le ministre des Finances a déposé à l'Althing un projet de nouveau tarif douanier, après consultation de l'Association des Négociants et de divers industriels.

L'abaissement prévu des droits de douane, de l'ordre de 8,3%, calculé sur les importations de 1962 se serait chiffré à 97 Mkr (MORG. du 28 mars) ; toutefois, l'opposition fait valoir que les municipalités devront substituer des impôts

à la part des rentrées douanières qui leur était allouée : la réduction tomberait, de ce fait, à 42 Mkr (TIMINN du 29 mars) ; en outre le projet prévoit aussi des majorations de taux sur plus de 400 articles, et les denrées alimentaires restent frappées des mêmes droits (THJODH du 30 mars) : aussi des amendements ont-ils demandé la diminution de 100 à 50% des droits ad valorem sur les ustensiles de cuisine, de 80 à 50% sur les machines à laver et les réfrigérateurs, d'autres réductions sur les produits alimentaires..

Mais le projet gouvernemental a été voté le 19 avril, et entre en vigueur à partir du 1er mai.

c) Vers d'autres mesures de libération

1) De nombreuses entreprises islandaises ont réclamé l'abolition de toutes restrictions sur les importations de fer forgé et d'acier : si elles sont libres en provenance de la "zone de clearing", elles restent, partout ailleurs, subordonnées à l'obtention de permis (VISIR du 23 janvier).

2) Les droits sur les véhicules automobiles seront abaissés lors des prochains trains de réductions. (MORG. du 4 mai);

2°) Echanges bilatéraux et nordiques

a) Avec les Etats-Unis et les pays nordiques

1) Le 6 février, les Etats-Unis et l'Islande ont conclu un accord sur l'achat de biens agricoles américains payables en couronnes islandaises, pour un montant de 91 Mkr.

- farine, maïs, riz ;
- tabac, soja, huile de graines de coton.

2) L'un des plus importants producteurs de poisson islandais, Finnbogi GUNNARSSON de Gerdhum, a pris position, le 7 mars, dans FROST (organe de la Société de Congélation Islandaise), en faveur d'une association commerciale entre l'Islande, la Suède, la Norvège, le Danemark, et les Féroé, pour la vente du hareng sur les marchés extérieurs.

b) Avec les pays socialistes

1) Le 5 février, la Hongrie et l'Islande ont signé, à Budapest, un nouvel accord commercial pour une période d'un an :

- L'Islande exportera - du poisson congelé, du hareng, de la farine de poisson, de l'huile de foie de morue ;
- de la laine, des toisons, des peaux.
- Elle importera
- du sucre ;
 - des textiles et articles de confection ;
 - du fer et de l'acier ;
 - des ustensiles de cuisine ; etc...

2) Des responsables du commerce polonais sont attendus en Islande au début juillet pour négocier de nouveaux contrats.

3) De même, des experts tchécoslovaques arriveront à la mi-juillet.

4) On enregistrait, en janvier, un retard dans les livraisons de l'Allemagne de l'Est : elle était alors, d'après ALTH, du 31 janvier, redevable à l'Islande de 25 à 26 Mkr. soit de 40 Mkr. une fois honorées ses commandes de hareng salé et congelé.

5) Du fait des pressions américaines, le commerce islandais avec Cuba est tombé à une valeur insignifiante (MORG. du 9 février).

3°) Volume des échanges extérieurs

a) Importation d'automobiles et de pétrole : notes de presse

1) Voitures

La valeur des automobiles importées en 1962 s'élève à 190 Mkr, non compris les nombreux véhicules reçus par la base américaine de Keflavik. 155 de ces voitures étaient des "Volkswagen" (MORG. du 15 février).

Pendant les quatre premiers mois de 1963, 1.725 automobiles ont été importées, pour un montant de 115.960.000 kr. dont 947 voitures de tourisme neuves et 82 d'occasion (soit 53,9% et 4,75% du total),
166 camions (9,6%),
241 jeeps (14%),
194 camionnettes de livraison (11,2%).

2) Les Cies. islandaises de pétrole ont dû acheter pendant l'hiver 4.000 t. de pétrole à la base américaine (MORG. du 16 février).

b) Tableaux commentés

TABLEAU XXX - Commerce extérieur par habitant (1962)

	'Importations'	'Exportations'	Total
'En couronnes	' 20.944	' 19.724	' 40.668
,En dollars	, 486,90	, 458,54	, 945,44

TABLEAU XXXI - Importations et exportations islandaises
pendant les premiers semestres de 1962 et 1963
 (en milliers de couronnes)

	Importations			Exportations			Taux de couverture des importations par les exp.	
	1962	1963	% de 62	1962	1963	% de 62	1962	1963
Janv.	227140	266649	117,4	305852	335838	109,8	134,7	125,9
Fév.	179325	279496	155,9	229230	295053	128,7	127,8	105,6
Mars	254.84	300911	118,1	318137	282.766	88,9	124,8	93,9
Avr.	318.869	380495	119,3	274658	272.253	99,1	86,1	71,6
Mai	374.672	408872	109,1	394055	377978	95,9	105,1	92,4
Juin	395.797	609.997	151,6	195406	248666	127,3	49,4	40,8
Total	1.50688	2.24420	128,3	1.71738	1.82554	105,5	98,1	80,7

Source : d'après le STATISTICAL BULLETIN, vol. 32, n° 3, août 1963.

Le déficit commercial est beaucoup plus accentué en 1963 que l'année précédente : de 98,1%, le taux de couverture tombe à 80,7% ; il n'est pas un mois où il ne soit sensiblement inférieur à celui de 1962. Il se situe bien en dessous des taux annuels de 1962 (94,2%) et 1961 (95,3%). Le déficit semestriel atteint 433.866.000 Kr. soit le double du déficit enregistré dans toute l'année 1962 (193,8%), et 13 fois celui du 1er semestre 1962...

La cause en incombe aux importations, qui se sont alourdies de plus de 1/4, alors que les exportations stagnaient (+ 1/20) : elles décroissaient même en valeur trois mois sur six (en avril, et surtout en mars et en mai). Les importations ont excédé de moitié leur chiffre de 1962 en février et en juin. Comme l'an passé, c'est surtout en avril et en juin que le déséquilibre s'est manifesté.

TABLEAU XXXII - Voir page suivante

TABLEAU XXXII - Importations en augmentation d'une année sur l'autre (premier semestre)

	Quantités						V a l e u r					
	1er semestre 1962		1er semestre 1963		en % de 62		1er semestre 1962		1er semestre 1963		en % de 62	
	tonnes	tonnes	en %	milliers	milliers	en %	en kr.	en kr.	en %	en kr.	en %	
↑ Nourriture												
pour animaux	14.804,4	16.222,0	111,2	51.027	58.055	112,5	1,8					
↑ Sucre (poudre, et morceaux)	3.263,7	3.437,4	105,3	13.481	21.899	162,4	2,2					
- Essence d'avion	2.043,2	4.099,0	200,6	5.610	10.695	190,6	1,8					
↑ Autre essence	16.098,3	20.837,8	128,4	21.986	27.245	123,9	1,2					
↑ Carburant pour "Jet"		3.361,4			5.284		1,2					
↑ Gas-oil, mazout, et huiles résiduelles	138.772,9	159.282	127,5	150.505	183.720	122,1	8,2					
↑ Bois (milliers de pieds cubes ¹)	5800	1002,5	172,8	44.151	79.165	179,3	8,2					
↑ Tôles ondulées galvanisées	772,7	1.038,6	129,9	5.646	7.318	129,6	0,4					
- Radiateurs pour chauffage central	65,1	258,7	397,4	550	2.675	486,4	0,2					
- Tracteurs	257	378	147,1	13.556	26.999	199,1	3,2					
↑ Voitures de tourisme	720	1816	248,8	34.786	86.633	249,0	12,8					
- Camionnettes de livraison	132	208	157,6	8.026	11.017	137,3	0,2					
↑ Camions	126	280	222,2	21.238	48.075	226,5	0,2					
- Navires marchands	4	11	275	28.932	94.899	328,0	16,4					
↑ Autres navires	1	2	200	16.647	31.427	188,8	3,2					
TOTAL				16.731	395.103	166,8	69,5					

Source : D'après le STATISTICAL BULLETIN, Vol. 32, n° 3, août

1 : D = accroissement global du déficit semestriel de 1963 - 1962 = 433.866 - 53.350 = 400.516 milliers de kr.

2 : Soit 580.000 pieds cubes \approx 16.422,7 m³ ou stères ;
1.002.500 pieds cubes \approx 28.385,8 stères.

1) 3 cas sont à distinguer :

- Les valeurs ont plus augmenté que les quantités importées : signe de prix en hausse.

Ainsi les importations de sucré ont-elles crû 11,7 fois plus en valeur qu'en tonnage ; car le cours moyen de la tonne a enchéri de 54,2%.

De même le prix du bois a augmenté de 3,7%

Les radiateurs, ainsi que les tracteurs, les camions, et surtout les navires marchands paraissent également en hausse : mais l'hétérogénéité probable de chaque rubrique rend délicate la comparaison des cours.

- Quantités et valeurs croissent proportionnellement : les cours sont stables, seul l'essor des importations est à incriminer.

Tel est le cas des aliments pour bétail, des tôles ondulées, des voitures de tourisme.

- Les tonnages augmentent plus que les valeurs : l'expansion des achats extérieurs n'est que partiellement compensée par le fléchissement des cours.

Ainsi les prix des produits pétroliers sont en baisse :

- 5% pour l'essence d'avion,
- 4,5% pour l'essence d'automobile,
- 4,3% pour le gas-oil, le mazout et les huiles de graissage.

non Il en est de même pour les camionnettes. Quant aux navires marchands, leurs valeurs ne sauraient se comparer : en 1962, il s'agit d'un dragueur, en 1963 de deux bateaux de pêche.

2) Le total des accroissements d'importation de 1962 à 1963 excéderait D = 400,516 Mkr de 95,216 Mkr, montant de l'accroissement des exportations ; mais le choix de D, accroissement du déficit réel, comme chiffre de référence, fait mieux ressortir les tendances dominantes :

- la plus forte progression concerne les véhicules, et d'abord les voitures de tourisme : 1/5 de D ;
- les achats de navires ont augmenté dans une proportion voisine, surtout ceux de bateaux de commerce (à eux seuls, 1/6 de D) ;
- l'augmentation des entrées d'hydrocarbures atteint le 1/8 de D ;
- les importations de bois pèsent aussi dans le déficit global (plus de 1/12 de D) ;
- l'accroissement des achats de tracteurs ne représente que 3,4% de D.

Le progrès des importations doit ainsi plus aux acquisitions de biens d'usage qu'à la fourniture de biens d'équipement. On notera la contraction des achats d'avion : 3 appareils au lieu de 6, 6,774 Mkr au lieu de 23,716 Mkr (soit - 71,6%).

TABLEAU XXXIII - Evolution du commerce extérieur, par pays (premiers semestres 1962 et 1963). Importations c.a.f., exportations f.o.b., en milliers de kr.

	Importations		Exportations	
	1er sem 62	1er semestre 63	1er sem 62	1er semestre 63
	milliers de kr., en 1962		milliers de Kr., en 1963	
- Europe du Nord	415.215	571.587	137,7	246.525
Danemark	119.334	187.093	153,4	170.072
Féroé	25	103	x 4,1	4.765
Groenland				6
Norvège	122.020	177.838	145,7	41.641
Suède	119.870	143.561	119,8	83.286
Finlande	53.666	62.992	117,4	46.755
Royaume Uni	233.773	341.547	146,1	316.301
Allemagne de 10	196.840	269.939	137,1	178.264
Pays-Bas	91.529	103.240	112,8	21.239
Belgique	26.048	62.078	238,3	546
France	19.390	28.130	145,1	13.045
Italie	17.734	26.852	151,4	110.147
Espagne	16.441	16.881	102,7	62.306
Portugal	898	990	110,2	24.661
Grèce	136	516	379,4	22.817
Etats-Unis	268.112	268.010	99,96	233.609
Canada	4.192	6.245	149,0	9.642
Brésil	29.370	20.255	69,0	20.596
Curaçao et Auba	17.965	12.430	69,2	
Nigéria	162	487	300,6	62.938
Japon	46.860	68.705	146,6	
Inde	4.684	2.611	55,7	
Philippines	3.551	2.188	61,6	137
Israël	7.708	9.379	121,7	48
Pays socialistes	310.391	396.264	127,7	382.305
Union Soviétique	186.867	245.756	131,5	269.750
Tchécoslovaquie	47.995	45.628	95,1	40.590
Pologne	39.297	53.984	137,4	31.502
Allemagne de l'E.	28.478	27.177	95,4	26.371
Roumanie	2.544	12.292	x 4,8	11.997
Hongrie	3.361	7.351	218,7	1.489
Bulgarie		465		487
Albanie				813
Yougoslavie	383	474	123,8	102
Chine	224	381	170,1	17
Cuba	1.242	2.756	221,9	
Total Général	1.750.688	2.246.420	128,321	1.812.554

Source : D'après le STATISTICAL BULLETIN, vol.32, n°3, août 1963.

N.B. Dans les colonnes %, x = coefficient d'augmentation par rapport au dernier chiffre de 1962.

TABIEAU XXXIV - Les 4 premiers fournisseurs et les 4 premiers clients de l'Islande pendant les premiers semestres 1962 & 1963

Pays (par ordre décroissant)	Importations		Pays (par ordre décroissant)	Exportations	
	millias kr.	en% des imp. éta- les		milliers en% des kr. export. totales	
1962 (1er sem.)	885.592	50,6	1962 (1er sem.)	997.924	58,1
1) Etats-Unis	268.112	15,3	1) Royaume-Uni	316.301	18,4
2) Royaume-Uni	233.773	13,4	2) U.R.S.S.	269.750	15,7
3) All. de l'Ouest	196.840	11,2	3) Etats-Unis	233.609	13,6
4) U.R.S.S.	186.867	10,7	4) All. de l'Ouest	178.264	10,4
1963 (1er sem.)	1.125.252	50,1	1963 (1er sem.)	1.038.097	57,3
1) Royaume-Uni	341.547	15,2	1) Etats-Unis	336.883	18,6
2) All. de l'Ouest	269.939	12,0	2) Royaume-Uni	275.120	15,2
3) Etats-Unis	268.010	11,9	3) U.R.S.S.	227.877	12,3
4) U.R.S.S.	245.756	10,9	4) All. de l'Ouest	198.217	10,9

Dans tous les cas, les échanges avec les quatre pays arrivant en tête, -les quatre mêmes, dans un ordre variable, - dépassent la moitié du commerce extérieur islandais ; leur part dans les exportations est même un peu plus forte.

- Importations

Les Etats-Unis régressent du 1er au 3ème rang, et de 15,3% à 11,9% du total.

Leur place est prise par le Royaume-Uni, qui passe de 13,4 à 15,2%.

La progression de l'Allemagne Fédérale est moindre : elle gagne - de justesse - une place, en avançant de 11,2 à 12%

Les importations en provenance d'Union Soviétique marquent le pas (à peine plus du 1/10).

- Exportations

Ici, en revanche, les Etats-Unis progressent du 3ème au 1er rang, et reçoivent 18,6% des expéditions islandaises (au lieu de 13,6%).

Cette expansion paraît se faire aux dépens des positions britannique (recul de 18.4 à 15.2%) et soviétique (12,5 au lieu de 15,7%).

La part de l'Allemagne Fédérale reste de l'ordre du 10

- Autres tendances majeures

Europe du Nord : alors que ses fournitures augmentent 38% (56% pour le Danemark), ses achats en Islande déclinent de 1/7 : le recul danois (de plus du 1/3) et suédois (plus du quart) n'est pas compensé par les faibles progressions finlandaise et norvégienne.

Le commerce avec la France, le Bénélux, et le Portugal est en plein essor, mais porte encore sur des volumes très faibles (sauf pour les Pays-Bas).

L'Espagne, et surtout l'Italie et la Grèce, sont meilleurs fournisseurs, mais moins bons clients. Les importations de Grèce, et du Portugal, demeurent pourtant insignifiantes.

Le cas du Nigéria est très semblable, avec une évolution plus contrastée encore.

La progression des échanges avec le Canada est supérieure à la moyenne.

A l'inverse, le taux d'accroissement du commerce avec les pays socialistes est légèrement moindre : les ventes islandaises ont fléchi sur les marchés soviétique, tchécoslovaque et yougoslave, ainsi que les exportations à destination de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne de l'Est. En revanche les échanges avec la Pologne, et surtout la Hongrie et la Roumanie, se développent notablement.

LE PROGRAMME ECONOMIQUE ISLANDAIS

LA MISE AU POINT ET L'ESSAI D'UN PROGRAMME ECONOMIQUE SEMBLAIENT INEVITABLES EN ISLANDE. IL CONVENAIT DE REDUIRE UNE CONSOMMATION TROP ELEVEE, D'ETABLIR UN ORDRE D'URGENCE DANS LES INVESTISSEMENTS PUBLICS, UNE REGLEMENTATION DANS LES INVESTISSEMENTS PRIVES DESORDONNES, POUR ABOUTIR A UN ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION ET DU REVENU NATIONAL, POUR EQUILIBRER LA BALANCE COMMERCIALE ET RETABLIR LA CONFIANCE EXTERIEURE.

Le Gouvernement islandais a attendu l'année 1960 pour promouvoir un programme économique. Cette résolution semblait, depuis des années, inévitable. La politique de protection et de contrôle poursuivie depuis la guerre étouffait progressivement le développement de l'île. Instaurée pour éviter le désastre économique et maintenir le standard de vie dans les périodes difficiles d'adaptation d'après la guerre, elle aboutit à la distorsion des prix, à l'inflation, au déficit de la balance des paiements, au désordre des investissements, à une attitude défensive et non pas offensive des milieux économiques. Les employeurs doutaient de leurs possibilités de compétition avec le marché étranger. Le public craignait la perte de son confort récemment acquis et de sa sécurité d'emploi.

1) Evolution économique de l'Islande depuis la guerre.

Cependant, après les sombres années de 1945 à 1953 (épuisement, dès 1947, des réserves de devises accumulées pendant la guerre, pêche défectueuse de 1948), l'Islande retrouvait, en 1954, le niveau de la production nationale per capita de 1947, qui avait entre temps baissé de 25%. Ce progrès résultait autant des revenus de la nouvelle base américaine de Keflavik que de la pêche fructueuse en 1953. A partir de 1955, le progrès économique se poursuit à raison d'un accroissement de 4,1% de la production nationale brute, de 2% de la production nationale per capita, de 4,6% du revenu national et de 2,5% du revenu national per capita. Ces moyennes restent inférieures à celles que présentent les autres pays d'Europe

Occidentale durant la même période. La production nationale per capita augmenta de plus de 4% en Autriche et en Allemagne Fédérale, de 3 à 4% en France, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg et Norvège, de près de 3% en Suède et aux Pays Bas et d'un peu plus de 2% en Gde Bretagne et en Belgique.

Mais il faut se rappeler la situation exceptionnelle de l'Islande, son isolement, son climat, la difficulté des transports intérieurs et de l'utilisation des ressources énergétiques, le retard économique d'avant-guerre, la population faible, dont les tranches non productives croissent plus vite que la masse des travailleurs, et dont les exigences semblent démesurées par rapport aux ressources du pays. Ces ressources, presque exclusivement dépendantes de la pêche, subissent les aléas du climat et du marché extérieur. Dans la conjoncture la plus favorable, l'Islande peut tout au plus atteindre le niveau moyen de l'accroissement économique des pays d'Europe Occidentale et non pas effectuer le bond en avant spectaculaire de certains pays neufs.

2. - La naissance d'un programme

De 1955 à 1959, la consommation et les investissements croissent plus vite que le revenu national (5,5% contre 4,8%). En 1960, il fallut se résoudre à corriger le taux du change, réduire les droits à l'importation et repartir sur de nouvelles bases en donnant des directives économiques précises pour les années à venir. Aucune institution islandaise n'étant en mesure de prendre ce programme en main, le gouvernement fit appel à l'expérience de l'O.E.C.E. et des spécialistes du gouvernement norvégien, pour en jeter les bases et en amorcer le démarrage. Enfin, en août 1962 fut fondé l'Institut Economique, émanation du gouvernement, de la Banque de Développement et de la Banque Centrale, chargé de l'étude et de l'application d'un programme économique portant sur les années 1963 à 1966.

Le programme devait être réaliste, tenir compte du bilan économique négatif des années précédentes et de la nécessité de restaurer au plus tôt la position extérieure dégradée de l'Islande, limiter la consommation privée sans trop décevoir les exigences de la population, accroître la consommation publique et les investissements de manière sélective et directement productive : création d'écoles, développement des sources d'énergie de l'industrie et des transports. La réussite dépendait de l'obtention de capitaux étrangers sous forme d'emprunts à long terme, du résultat des pêches et de la situation économique internationale durant les années d'application du programme.

3. - Le renforcement de la position extérieure

De 1960 à 1962, le gouvernement s'était appliqué à renforcer la position extérieure de l'île, gravement compromise à la suite des campagnes de pêche catastrophiques de 1957. Les prises exceptionnelles de 1961 (dépassant de 23,6% celles de 1960 et atteignant, pour le hareng, celles de 1944) et de 1962 (supérieures de 25% au moins à celles de 1961) se traduisent par une augmentation annuelle de 4,4% du revenu national. Parallèlement, et malgré les réactions sociales qu'elles provoquaient, les nouvelles mesures gouvernementales réduisent l'accroissement annuel de la consommation et des investissements à 2,3%. Aussi, à la fin de l'année 1962, la réserve de devises atteignait-elle 1150 millions de couronnes, soit le tiers de besoins nationaux annuels. Ce redressement de la situation extérieure autorisait les emprunts à long terme, interdits en situation de déséquilibre de la balance des comptes.

Le programme exige, durant sa période de réalisation, des emprunts de l'ordre de 800 millions de couronnes par an. Le marché de Londres, les organismes officiels américains, et, à l'intérieur, les banques commerciales, les banques d'épargne, le fonds de chômage, la caisse des pensions et les Compagnies d'assurances peuvent les assurer.

3. - Part relative des investissements.

Le plan prévoit un accroissement annuel de 4% du revenu national, ce qui suppose une augmentation de 5% des exportations. L'accroissement de la consommation privée ne devrait pas dépasser 3,8%, celui de la consommation publique devrait atteindre 5,7% et celui des investissements 8,1% (ceux-ci égaleraient 26% en moyenne du revenu annuel, contre 27 à 31% de 1955 à 1959).

Les investissements concerneraient essentiellement la production et la distribution de l'énergie électrique, les routes, les ports, les bâtiments publics (surtout les écoles) et, à un degré moindre, l'industrie privée et les logements. Le FONDS DE CREDIT POUR LES PÊCHERIES, le FONDS DE CREDIT INDUSTRIEL, le FONDS DE CREDIT AGRICOLE, le SERVICE GENERAL DES HYPOTHEQUES et le FONDS OUVRIER DE CONSTRUCTION distribueraient les crédits. Les ressources importantes du FONDS DE CREDIT POUR LES PÊCHERIES proviennent essentiellement des taxes à l'exportation et, à un degré moindre, de l'emprunt anglais. Celles du FONDS DE CREDIT INDUSTRIEL, beaucoup plus faibles, résultaient jusqu'ici d'emprunts, mais s'accroîtront en 1963 d'une taxe sur la production industrielle. Le FONDS DE CREDIT AGRICOLE s'appuie sur le SERVICE DES HYPOTHEQUES de la Banque Agricole. En 1961, des actes gouvernementaux transforment des prêts à court terme en prêts à long terme, mais, début 1963, devant l'inflation dont il semble ne venir à bout, le gouvernement refuse l'abaissement du taux d'intérêt qui ruinerait les épargnants. Il faut souligner, en effet, un accroissement sensible des dépôts dans les Caisses d'Épargne en 1962 : or 15% de cet accroissement passent automatiquement au financement du plan.

5. - Le Secteur Public

Les investissements dans la production et la distribution d'énergie électrique présenteront l'augmentation la plus importante (80% par rapport à la période 1957-1961) car l'enrichissement énergétique du pays se répercutera favorablement dans tous les secteurs. 14 millions de couronnes seront affectés aux études, 65 à la réalisation de la Centrale d'Irafoss. L'exploitation du chauffage géothermique connaîtra une accélération moins sensible (30%).

Le financement de la construction des écoles (à cause de l'accroissement de la population d'âge scolaire), et des routes (de Reykjavik à Keflavik : 220 millions de couronnes, d'Olafsvik à Rif et Hellissandur : 15 millions de couronnes, de Siglufjörður à Fljot : 21 millions de couronnes) double par rapport à la période de référence : 1957-1961.

L'effort portera aussi sur l'aménagement et l'équipement des ports que le gouvernement souhaiterait nombreux et bien équipés. Comme dans les chapitres déjà évoqués de l'énergie et des routes, les projets sont strictement sélectionnés pour atteindre une plus grande efficacité des investissements (en accroissement de 70% par rapport à 1957-1961) : Keflavik Njarvik coûtera 65 millions de couronnes, Rif : 30 à 35 millions de couronnes, Thorlakshofn : 50 millions de couronnes (dont 10 investis déjà en 1962) ; les autres ports : 60 millions de couronnes. 102 millions de couronnes seront investies dans les ports pour la seule année 1963.

6. - Industrie et Agriculture

Le financement de l'industrie privée ne bénéficiera pas de la même augmentation que celui du secteur public (13% par rapport à 1957-1961). Le gouvernement estime que les investissements furent suffisants dans les années précédentes. Plus que de crédits, les entreprises privées semblent manquer d'esprit d'initiative et de méthodes de travail efficaces. Cependant les achats de machines et d'équipement augmentent de 80% par rapport à 1957-1961, entraînant d'importantes sorties de devises ; les investissements dans les transports et les constructions commerciales (particulièrement les hôtels) progressent aussi. Cependant c'est, comme toujours en Islande, vers la pêche et les industries dérivées que se dirigent les prêts les plus importants. La différence de 265 millions de couronnes entre les investissements industriels de 1962 et de 1963 correspond à la reprise des importations de bateaux de pêche en 1963. La construction d'usines de traitement de harengs se poursuivra. Dans le tonnage considérable des harengs rapportés des excellentes campagnes de 1962 (pour partie affectées par de longues grèves) près de 80% ont pu être

traités en usine, contre 30% en 1961. Les usines de congélation accroissent leur capacité et se modernisent. Quoique moins vite, les conserveries progressent aussi. Les investissements dans ces secteurs seront supérieurs de 30% à la moyenne de 1957-1961, mais sont reportés surtout aux années 1964-1966, au moment où se ralentiront les importations de bateaux de pêche, après les acquisitions de 1963.

Dans l'agriculture, fort favorisée depuis la guerre à cause des lourds handicaps qu'il était urgent de surmonter, l'effort se poursuivra sans accélération de rythme.

7. - L'habitat

Avant la guerre, l'habitat islandais présentait, dans son ensemble, un archaïsme et un inconfort explicables à la fois par la pauvreté de l'île et par son isolement. Les Islandais remarquent fort justement que s'ils ne supportent pas les charges de la reconstruction, (contrairement aux pays d'Europe Occidentale, ils ne subirent pas, en effet, les destructions de la guerre), les nécessités de la construction leur imposent un effort considérable, incessamment poursuivi depuis près de vingt ans. L'inflation encouragea d'ailleurs la construction privée. Mais l'habitat vétuste n'a pas entièrement disparu et la population croît régulièrement. Le nombre annuel des mariages passera de 800 dans les années cinquante à 1000 en 1966 et 1200 en 1970. L'effort de construction doit donc être poursuivi au même rythme d'accroissement que dans la période précédente. 1270 logements furent édifiés en 1962 (pour 975 millions de couronnes), 1300 sont prévus en 1963, 1500 dans chacune des années 1964, 1965 et 1966 (800 millions de couronnes annuellement). Les prêts proviennent du SERVICE GENERAL DES HYPOTHEQUES (qui reçoit des fonds du FONDS DE L'ETAT SUR LES LOGEMENTS et des banques d'épargne) et du FONDS OUVRIER DE CONSTRUCTION.

8. - Résultats Escomptés.

Selon les prévisions des promoteurs du plan, la production nationale devrait passer de 11.535 millions de couronnes en 1962 à 13.350 millions de couronnes en 1966. Les dépenses croîtraient davantage, atteignant 13.650 millions de couronnes en 1966, contre 11.320 en 1962 (mais rappelons que la consommation publique et privée et les investissements étaient alors réduits pour équilibrer la balance des paiements). La balance commerciale, (y compris les services rendus à la Base américaine excédentaire de 285 millions de couronnes en 1962, serait déficitaire de 100 millions de couronnes en 1966, les importations passant de 4.985 à 6.225 millions de couronnes et les exportations de 5.250 à 6.155 millions de couronnes.

Il sera intéressant de connaître le bilan de l'année 1962. Malgré les efforts de 1962, malgré deux années de pêches fructueuses qui favorisèrent l'épargne et la rentrée de devises, les conflits sociaux assombrèrent les derniers mois de 1962 et les tendances inflationnistes inquiétaient le gouvernement en janvier 1963. Toutefois, la réalisation du programme sera poursuivie et nous verrons prochainement si les buts sont atteints.

de-1
as fr
viser
1901
rnew
e-est
s-son

GROENLAND

1870

G R O E N L A N D

LA PRODUCTION(MINES EXCLUES) - PECHE, CHASSE AGRICULTURE - NE REPRESENTE TOUJOURS QU' UN HUITIEME DU REVENU INSULAIRE ; LES INVESTISSEMENTS HORS COMPTE CONSTITUENT UN TOTAL VOISIN DE 90% DU REVENU ANNUEL GROENLANDAIS.

AFIN D EQUILIBRER PLUS SAINEMENT SON BUDGET, LE GROENLAND EST APPELE A UN EFFORT D'AUTANT PLUS REALISABLE, EN TERMES ECONOMIQUES, QUE DIX POUR CENT DU POISSON PECHE AU LARGE DU DETROIT DE DAVIS LE SONT PAR DES FLOTTES ETRANGERES.

L'INTEGRATION ECONOMIQUE DU GROENLAND ET DU DANEMARK S'ACCOMPAGNE DE REVENDICATIONS GROENLANDAISES TOUJOURS PLUS VIVES.

I - LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE CONTINUE. A LONG TERME, ELLE EST FAVORABLE-MAIS ELLE PESE SUR LA VIE ECONOMIQUE ET POLITIQUE ACTUELLE.

1) Conséquence du rajeunissement. Croissance de la population active plus rapide que celle de la population totale : 5% par an (1959-61). Stagnation, cependant, des effectifs de pêcheurs.

L'accroissement naturel de la population à un taux de 4,1% pose, on l'a vu dans I.N.5, des problèmes d'emploi préoccupants, à long terme.

Si 45% de la population née au Groenland a, en 1961, moins de 14 ans, on escompte que la population active (groupe de 15 à 64 ans) croîtra de 15.500 en 1960 à 30.000 vingt années plus tard. Le TABLEAU I en rend compte.

TABLEAU I - Augmentation moyenne par an de la population active (15 à 64 ans)

1950-55	200
1955-60	450
1960-65	450
1965-70	650
1970-75	900
1975-80	1050
1980-85	1150

Source : BOSERUP Okonomisk Politik i Gronland 1963 (p.15)

Le rajeunissement de la population active se poursuit donc. Le pourcentage de jeunes - classe d'âge 14-19 ans - ne fait que croître. Selon BOSERUP, il représentait en 1953 22,4% de la population active (14 - 64 ans). En 1980, il en représenterait, si l'on en juge d'après les évaluations de l'Administration, plus d'un quart (25,5%).

Il n'y aurait rien, là, d'alarmant si la production croissait dans le même temps, et c'est le cas. Mais il est remarquable qu'au moment même où le marché de la main-d'œuvre s'élargit et que la production s'amplifie, l'emploi, très visiblement, stagne.

Depuis 1959, l'indice de la catégorie des pêcheurs professionnels diminue de 5 points (100 = 1953 ; 1959 = 95 ; 1961 = 137), cependant que celui de la population active a, dans le même temps, gagné 7 points.

TABLEAU II - Indices comparés des pêcheurs professionnels et de la population active : 1953 = 100

	<u>Pêcheurs Professionnels</u>	<u>Population active</u>
1953	100	100
1955	103	105
1957	121	112
1959	142	119
1961	137	126

Source : d'après BOSERUP. ibid p.70

C'est dans le sud de la Baie de Disko et le district de Frederikshaab que la situation s'est le plus dégradée. La côte Sud-Ouest du Groenland, par contre, - au Sud d'Egedesminde -, reste bien la région économique la plus stable et la plus active. Or, elle répond des trois-quarts de la production de pêche. Les régions directrices sont celles de Nanortalik - Julianehaab, Narssak-Frederikshaab, qui ont encore accru ~~leur~~ pourcentages antérieurs de production 45,2% en 1961, soit près de 10% de plus qu'en 1960. Deuxième ensemble régional directeur : Sukkertoppen. On ne s'étonnera donc point que les effectifs de pêche soient en ces deux secteurs particulièrement en hausse (exception faite pour Holsteinborg et Frederikshaab).

TABLEAU III - Effectif des pêcheurs professionnels
à temps plein et temporaires.

	1959		1960		% 59/60	
	Pêcheurs		Pêcheurs		Pêcheurs	
	temps plein	temporaires	temps plein	temporaires	temps plein	temporaires
Nanortalik	178		171		- 1,15	
Julianehaab	385	182	446	208	+ 15,8	+ 14,2
Frederikshaab	296	404	237	416	- 19,9	+ 3
Godthaab	269	47	281	38	+ 4,4	- 19,1
Sukkertoppen	348	58	371	16	+ 6,6	- 52,4
Holsteinborg	256	56	192	30	- 33,3	- 46
Egedesminde	570	52	578	31	1,4	- 40,3
Christianshaab	84	56	64	7	- 23,8	- 87
Godhavn	40	16	53	5	+ 32,5	- 68,7
Jacobshavn	99	-	-	-	-	-
TOTAL	2530	871	2363	751	- 6,6	- 13,7

2) Rappel de données démographiques générales :
une expansion démographique croissante.

A) Une expansion démographique croissante, mais aussi
croissance relative du groupe de population né hors du Groenland
3,33% en 1959 - 3,76% en 1961

TABLEAU IV - Tableau récapitulatif de la popula-
(1)
tion au Groenland par villes, villa-
hameaux. 31/12

	Population totale			Population née au Groenland		
	villes	villages	hameaux, Total	villes	villages	hameaux, Total
1959	18.643	8.417	4.795 31.855	16.401	8.357	4.443 29.201
1960	19.541	9.515	4.084 33.140	17.254	9.473	3.651 30.378
1961	20.513	9.734	4.065 34.312	17.977	9.682	3.645 31.304

B) Abaissement faible, mais continu de l'âge au mariage
26,3 pour les hommes, 24,3 pour les femmes en 1961

En 1961, l'âge moyen au mariage des Groenlandais - nés au Groenland - s'est légèrement abaissé. Il a été de 26,3 ans pour les hommes (26,7 en 1960) et de 24,3 ans pour les femmes (24,7 en 1960).

209 mariages ont été conclus en 1961 (286 en 1960). 51 l'ont été entre personnes qui n'étaient pas nées au Groenland.

C) Taux de natalité toujours très élevé : 50,2/°° du
fait d'une fécondité croissante : 226,5/°°. Tendance à la sta-
bilisation de la natalité sensible. Augmentation de la fécon-
dité au-dessous de 24 ans

On sait que la natalité (personnes nées au Groenland) est élevée: 50,2/°°. I.N. 4 et 5 (respectivement p. 53 et p. 113) ont fourni des précisions à cet égard.

(1) Le TABLEAU IV permet d'observer une concentration croissante de la population dans les villes. Le pourcentage de population née hors de l'île croît légèrement.

On fera apparaître que cette natalité élevée, en augmentation de 2% de 1959 à 1960, s'est stabilisée au taux actuel. Le mouvement de 1960 à 1961 se différencie, par ailleurs, selon les régions: en recul à Thulé, après les fortes poussées de la dernière décade, il est stationnaire à Angmagssalik. La côte Est, à l'économie déprimée, reste le secteur le plus prolifique.

TABLEAU V - Taux de natalité ‰ par district.
(personnes nées au Groenland)

	1959	1960	1961	% 59/61
Ouest	48,9	49,2	49,4	+ 1
Nord	38,6	64,9	54,0	+ 40
Est	55,1	58,8	58,9	+ 7
TOTAL	49,2	50,3	50,2	+ 2

Le taux élevé de natalité apparaît d'autant plus clairement si on l'examine du point de vue de la fécondité.

Si l'on rapproche, par exemple, les données relatives à celle-ci de celles concernant les femmes danoises du Danemark, il apparaîtra que la forte natalité au Groenland est une double conséquence : dans tous les groupes d'âge, d'une part, les femmes groenlandaises ont davantage d'enfants. Elles sont, en outre, plus précoces - deux à trois fois plus d'enfants dans le groupe d'âge de 15 à 35 ans - et plus tardives - cinq à dix fois plus d'enfants dans le groupe d'âge élevé de 45 à 49 ans.

On opposera, en 1961, les 226,5 enfants nés pour 1000 femmes groenlandaises aux 70,1 enfants pour 1000 femmes danoises.

On notera la progression rapide du nombre des naissances dans les classes d'âge de moins de 24 ans, et particulièrement dans le groupe de 15 à 19 ans. Dans le groupe d'âge de 45 à 49 ans, par contre, il y a chute brusque de la natalité. Mais, celle-ci, en 1961, reste toutefois sept fois plus élevée qu'au Danemark.

TABLEAU VI - Naissances (nés vivants). Femmes nées
au Groenland et au Danemark

Âge de la mère	Groenland ‰ des femmes groenlandaises		Danemark ‰ des femmes danoises	
	1959	1961	1959	1961
15-19 ans	78,9	123,1	41,1	42
20-24 ans	317,2	339,3	168,1	170
25-29 ans	344,9	348,5	153,2	156,4
30-34 ans	311,9	305	85,3	87
35-39 ans	244,8	219,8	39,4	38,3
40-44 ans	110,9	125,8	11,1	11
45-49 ans	19,6	7,1	0,7	0,7
TOTAL	215,3	226,5	69,1	70,1

D) Enfants adultérins toujours nombreux : un tiers
des naissances

Le pourcentage reste toujours aussi élevé : 32,6 des enfants nés, le sont de père inconnu : 31,4 en 1959, 33,6 en 1960. On rapprochera ce total élevé de celui de l'Islande. Environ 68% des enfants groenlandais nés de mères âgées de 15 à 19 ans le sont de père inconnu. Le pourcentage déjà élevé ne fait que croître : 1959 : 84,7. Dans les autres tranches d'âge, on observe par contre, une diminution du pourcentage relatif des enfants nés de père inconnu. Mères de 20 à 24 ans : 42,2% des naissances (1960 : 45,5), mères de 25 à 29 ans : 23,5% (1960 : 26,5).

E) Bien que le taux de mortalité générale soit plus
faible que celui du Danemark, le taux de mortalité infantile
est trois fois plus élevé qu'au Danemark.

Si le taux de mortalité générale - 9,2% en 1961 - reste, malgré un accroissement relatif de la mortalité par rapport à 1960 (8,3‰) plus faible que celui du Danemark (9,5‰, 1961) le taux de mortalité infantile reste exceptionnellement élevé.

Au-dessous d'un an, 65,9/°° en 1961 : (21,5/°° au Danemark).
 A l'âge d'un an, 3,7/°° (1,6/°° au Danemark).

TABLEAU VII - Mortalité infantile °/°°

	G R O E N L A N D		DANEMARK
	1 9 5 9	1 9 6 1	1 9 6 0
Moins d'un an	75,5	65,9	21,5
1 an	3,3	3,7	1,6
2-4 ans	1,6	2,8	0,7
5-9 ans	1,2	1,9	0,4
10-14 ans	1,9	1,5	0,3

II - LE REGROUPEMENT URBAIN DE LA POPULATION CONDITIONNE

L'INDUSTRIALISATION NECESSAIRE. MAIS, IL NE PERMET PAS, AU SUD DE LA BAIE DE DISKO, A LA VIE DE CHASSE, DE SE POURSUIVRE UTILEMENT.

60% de la population vit dans les villes de plus de 1000 habitants.

Cependant que 24% de la population groenlandaise vivait, en 1946, dans des villages isolés de moins de 100 habitants, quinze années plus tard, 10% seulement s'y sont maintenus.

En 1953, en regard, on a compté que 26,4% de la population vivait dans des villes de plus de 1000 habitants. En 1961, le pourcentage s'est élevé à 50%. Sur la seule côte sud-ouest, plus de 62% de la population est urbanisé : sur la côte nord, dans le district de Thulé, où l'activité reste traditionnelle-ment orientée vers la chasse, le pourcentage est de 36,6%.

Le TABLEAU VIII en rend compte. On remarquera que le taux d'accroissement annuel du pourcentage de la population urbaine assez régulier (2,8% de population supplémentaire urbaine par année, sur quinze années) tend à s'abaisser régulièrement: 1951-1961, taux annuel de 0,74. Après le grand mouvement de

migration vers les centres, le mouvement se stabilise (I.N.S. p.114). La carte des villes et villages ne devrait, pour un temps, guère se modifier. Par contre, le mouvement de dépeuplement des hameaux, si prononcé de 1946 à 1953 (- 4,5% annuels : moyenne du Groenland) garde sa vigueur. Sur la côte sud-ouest, il était encore, de 1958 à 1961, de - 2,4% par an. D'Egedesminde à Nanortalik, hameaux et campements disparaissent. Cette désertion consacre l'abandon de la vie de chasse. Les quelques groupements encore habités dans les districts de Frederikshaab et Julianehaab le sont par des éleveurs de mou-

Sur la côte Nord, par contre, le mouvement est double : renforcement des villes : Kranak, Thulé, Siorapaluk, Savigsovik, et des hameaux, centres de chasse.

Sur la côte Est, le mouvement double intéresse les villes et les villages.

TABLEAU VIII (Voir page suivante)

TABLEAU VIII - Répartition (en pourcentage de la population totale) de la population vivant dans les villes, villages et hameaux

	1946 (1)	1952	48-52 % par an	1958	1961	58-61 % par an	48-61 % par an
<u>COTE S.O.</u>							
Villes	42,8	54,5	+ 3,5	60,7	62,3	+ 0,86	+ 2,8
Villages	33	31	- 0,85	29,7	28,8	- 1	- 0,84
Hameaux	23,2	14,5	- 5,3	9,6	8,9	- 2,4	- 4,1
Total	100	100		100	100		
<u>COTE N(Thule)</u>							
Villes	34	19,4	- 6,0	34,4	36,6	+ 2	+ 0,5
Villages	29,2	28,5	0	27,7	27,8	0	- 0,3
Hameaux	36,8	52,1	+ 5,8	37,9	36,1	+ 1,5	- 0,08
Total	100	100		100	100		
<u>COTE E.</u>							
Villes	15,9	25,6	+ 8,7	35,4	35,1	0	+ 8
Villages	24,4	25,2	0	23,7	23,3	0	0
Hameaux	59,7	49,2	- 1,4	40,9	41,6	0	- 2
Total	100	100		100	100		
<u>GROENLAND</u>							
Villes	41,8	51,9	+ 3,4	58,4	59,8	+ 0,7	+ 2,5
Villages	32,4	30,5	- 0,8	29,2	28,4	0	- 0,82
Hameaux	25,8	17,6	- 4,5	12,4	11,8	- 1,1	- 3,6
Total	100	100		100	100		

(1) Habitants ayant domicile

Source : D'après BERETNINGER VEDRORENDE GRØNLAND. 1962, n°1.

III - LA PRODUCTION : PECHE, CHASSE, AGRICULTURE, N'ASSURE QU'UN HUITIEME DU REVENU INSULAIRE

La production naturelle assure une part toujours plus réduite du revenu insulaire : (en millions de couronnes)
En 1955, 5,6 sur 41,6. En 1961, 12,2 sur 96,2.

Chaque année davantage, la main d'oeuvre apparaît dépendante pour son emploi, des travaux d'"investissement extraordinaire" ordonnés par l'Etat danois. Une économie artificielle créatrice d'emplois, a été ainsi créée. Il n'est pas sans importance de souligner que le haut niveau de consommation atteint en dépend.

1) Le Groenland réalise ce paradoxe de ne pêcher

qu'un dixième du poisson pêché au large de ses côtes

Sous-développé, le Groenland l'est au niveau des pêcheries. Alors même que le poisson constitue la ressource principale, et que le Détroit de Davis est un des secteurs les plus poissonneux du globe, on observe :

1) que l'économie poissonnière groenlandaise ne représente qu'une part très médiocre des pêcheries de ce détroit : 9,3 et de plus en plus médiocre : 10,5 (1960) ;

2) que, de production médiocre, le Groenland ne peut, à terme prévisible, combler son retard, son expansion étant inférieure de 64,4% à celle des pêcheries étrangères, au large des côtes

A) Développement très rapide des pêcheries étrangères

Au large des côtes, dans le Détroit de Davis et la Baie de Baffin, il est, en effet, pêché annuellement (1954-1960) 313 000 tonnes, les prises les plus importantes étant assurées dans le Fyllas Banke (au large de Godthaab) et au Store Rellefiske banke (au large d'Holsteinsborg et d'Egedesminde).

TABLEAU IX - Détroit de Davis et Baie de Baffin
1954-1960. Moyennes annuelles des
prises de pêche à la morue par les
flottes groenlandaises et étrangères
(en 1000 Tonnes)

Godthaab (Fyllas Banke)	88
Holsteinborg et Egedesminde (Store hellefiske banke)	71
Sukkertoppen	36
Nanortalik et Julianehaab (Kap Farvel omraadet)	21
Frederikshaab	19
Diskobugten og Nordlige omraadet	2
Non connu	76

Source : M. BOSERUP, *ibid.*

B) Pêcheries les plus actives : allemandes, portugaises, féroïennes, norvégiennes.

Les pêcheries allemandes (RFA et RDA) sont les plus actives. 54,2% des pêcheries, en 1961. Elles sont en pleine et rapide expansion (+ 202% de 1960 à 1961). On notera qu'en 1954, elles ne représentaient que 3000 tonnes.

Dans l'ordre, on indiquera les flottes portugaise (16,4% en 1961), féroïenne (14%), norvégienne (10,6%) française (9,8%).

Le TABLEAU X précise l'expansion considérable des pêcheries allemandes, continue des pêcheries féroïenne et groenlandaise, l'activité persistante, à haut niveau, des pêcheries portugaises, norvégiennes, françaises.

On remarquera, d'une part, que le taux d'expansion férin-gien est du deux tiers plus élevé que celui du Groenland. La boutade qui veut que, sans l'autorité et la législation danoises, les pêcheries groenlandaises deviendraient férin-giennes, n'est pas sans fondement.

TABLEAU X - Pêche à la morue dans les eaux groenlandaises territoriales et internationales (1 000 tonnes poisson entier)
Pourcentage en plus ou en moins d'une année à l'autre.

	1954	1956	1958	1960	1961
	1 000 t.	%	%	%	%
Allemagne (RDA et RFA)	2	+ 1850	+ 24	2,1	+ 202
Portugal	114	+ 10,5	- 10,3	- 41,5	+ 30
Iles Feroe	31	+ 3,2	+ 37,5	+ 15,9	+ 13,7
Norvège	50	- 16	- 11,9	- 13,5	+ 37,1
France (I)					
Groenland	22	+ 18,1	+ 19,2	1	+ 26,4
Divers	104	- 51,9	- 2,04	- 12,5	- 45,1
Total (en 1000)	323t. (100)	343t. (+6,19)	346t. (08)	294t. (-15,2)	415t. (+40,8)

Source : d'après BOSERUP, ibid
BERETNINGER VEDRORENDE GRONLAND. 1961 et 1962

C) Une production morutière groenlandaise insuffisamment expansive

La production morutière croît, certes, plus vite (1952-1961, 9,7 % par an) que la population (+ 4,1% par an). Mais, on continue à observer l'abaissement lent et continu du pourcentage signalé dans I.N. 5, (p.115). En 1954, les pêcheries groenlandaises représentaient 6,8% des prises totales dans le Détroit de Davis et la Baie de Baffin; en 1959, 12,1%. Ce

(I) 1960 = 21 000 t., 1961 = 40 000 t.

pourcentage n'a jamais été dépassé. En 1961, il est même, retombé à 9,4%

Le TABLEAU XI, par districts de pêche, fait apparaître clairement qu'au Nord d'Holsteimborg, la production est partout inférieure à celle de 1952.

Elle a été doublée sur la côte S.O., dans la région de Nanortalik- Julianehaab- Narssak- Frederikshaab "pays réel" du Groenland qui rend compte de 45,2% de la production totale. A Sukkertoppen (21,8% de la production totale) et Holsteimborg.

TABLEAU XI - Tendances de la production par district de pêche (1952 = 100)

	1952	1954	1956	1958	1960	1961	% de la production par rapport à la production totale	
							1960	1961
Nanortalik- Julianehaab- Narssak- Frederikshaab (4044t)	100	79	106,5	159,7	156,4	242,5	35,8	45,2
Godthaab (1967t)	100	102,7	163,2	171,5	107	121	11,9	11
Sukkertoppen (2035t)	100	94,6	98,5	114	188,9	204	21,8	19,12
Holsteimborg (1032t)	100	171	117	128	157	231	9,2	11
Egedesminde (1846t)	100	110	112	132	137	90,4	14,4	7,6
Baie de Disko								
Christianshaab								
Jacobshavn (645t)	100	87,3	45	8	18,2	57,4	0,7	1,7
Qutdligssat								
Gørhavn								
Umanak (18t)	100	50	11,2	-	-	-	5,6	3,4
Angmagssalik	100	-	-	100	185	138,8		
				533				
Production totale	11587	11535	13109	16780	11647	21706	17674	21706

La pêche à la morue a représenté un total de 41,7 millions de Kgs de poisson vivant (1950 : 33,1 millions Kgs) dont environ 31,5 millions de Kgs (1960 : 25,6 millions Kgs) utilisés pour la production de poisson salé et congelé; 3 millions 7 kgs (1960 : 3 millions Kgs) pour la production de stockfish et 6 millions 5 de Kgs (1960 : 6 millions 5 Kgs) pour la consommation locale. Cependant, que la consommation locale tend en pourcentage, à régresser, l'effort d'exportation et de rationalisation se vérifie; il est regrettable qu'il porte plus sur le salé que sur le stockfish rémunérateur. Le Groenland est d'abord producteur de salé.

TABLEAU XII - Transformation de la morue exportée
(Millions Kg et pourcentage par rapport au total)

	1 960		1 961	
Salé et congelé	25,6	(72,9%)	31,5	(75,5%)
Stockfish	3	(8,5%)	3,7	(8,9%)
Consommation locale	6,5	(18,6%)	6,5	(15,6%)
Total	35,1	(100)	41,7	(100)

La production de morue salée est toujours en hausse: 8240 tonnes en 1961, soit 21,2% de plus qu'en 1960.

5 720 Tonnes en ont été exportées; essentiellement vers les pays méditerranéens : Grèce : 3 580 tonnes, Espagne : 1 600 tonnes, Italie : 540 tonnes. Le reste de la production a été vendu aux Iles Féroé pour être transformé en Klipfish et être vendu au Brésil. En 1962, le Groenland a affirmé sa position sur le marché grec. 2 800 tonnes y ont été vendues à 2 KrD,5 le kilo, soit 7% de plus qu'en 1961.

2) Pêche à la crevette, en hausse continue

Les pêcheries de crevette, centrées sur la Baie de Disko fort rémunératrice - c'est la deuxième production de pêche - 13,7% en valeur - sont partout en progrès en 1961: + 42,3% total.

TABLEAU XIII - Pêche à la crevette, par district

	I 960	I 961	Augmentation 1961/1960
Christianshaab	I 170	I 440	23%
Narssak	330	556	68,4%
Egedesminde	289	372	31,4%
Jacobshavn	-	177	
Total	I 789	2 545	42,2%

3) Pêche au Flétan : en recul (en quantité) de 6,5%

Troisième pêche, (en valeur de production), et, à cet égard, en expansion continue depuis 1953 (I.N. 5, p.116), la pêche au flétan est, en quantité de production, en recul sensible sur la côte sud-ouest (-6,5%), du fait de mauvaises prises.

TABLEAU XIV - Pêche au flétan par district :

Evolution de 1960 à 1961 en pourcentage

	1960 (Kg)	1961 (Kg)	% 1961/1960
Julianehaab	-	3 900	
Narssak	24 700	29 000	+ 17,4
Frederikshaab	61 700	30 100	- 51,2
Godthaab	121 000	106 800	- 11,7
Sukkertoppen	142 500	53 400	- 62,0
Holsteinborg	-	13 100	
Christianshaab	156 900	127 500	- 18,7
Jacobshavn	702 100	705 000	+ 0,4
Umanak	300 200	330 000	+ 9,1
Total	I 509 800	I 398 800	- 6,5

La pêche n'est pas assez attractive. Vers une crise professionnelle.

La population active croît. Les effectifs de pêcheurs restent stationnaires. Depuis 1959, il y a même recul.

Différentes raisons socio-économiques ^{et} politiques en rendent compte.

On s'inquiète de constater, au sud de la Baie de Disko, que la main-d'oeuvre est davantage attirée par l'usine que/la pêche en mer. Salaires fixes, vie régulière retiennent à terre la main-d'oeuvre.

Cette attraction serait particulièrement sensible parmi les jeunes: on signalait ainsi qu'en 1962, à Sukkertoppen, sur 26 jeunes gens ayant achevé leur cycle scolaire, trois seulement s'étaient orientés vers la pêche.

L'allongement de la saison de pêche, l'élargissement de la zone de parcours, l'abaissement des prix de revient par une industrialisation des méthodes, l'utilisation de plus grosses unités permettraient sans doute une meilleure productivité. Mais, il reste inquiétant que la profession attire aussi peu les jeunes.

Au reste, la politique d'industrialisation de la pêche - qui n'est pas sans critiques - (la pêche artisanale a fait la fortune de la Norvège) - impliquerait une modernisation des 763 navires de la flotte de pêche; elle supposerait l'utilisation par les Groenlandais de navires de plus fort tonnage. 80% de la flotte avait, en 1959, moins de 22 pieds; 39%, plus de dix ans d'âge.

1962 : une année très médiocre de pêche morutière. L'expansion est retardée.

Des conditions climatiques exceptionnelles - refroidissement temporaire des eaux - seraient causes de la mauvaise année de pêche. En 1962, la production ne dépassait, selon les premiers chiffres à notre disposition, que de 680 tonnes la production de l'année passée. Alors que, de 1960 à 1961, la hausse de production (absolument nécessaire) était de 25,8%, elle est tombée de 1961 à 1962 à 3,13%.

Au nord d'Egedesminde, la pêche est en recul. Cet épisode marque bien que la pêche à la morue est aléatoire en baie de Disko et au nord de celle-ci.

Une industrialisation de la pêche groenlandaise est nécessaire, selon le Ministre Mikael GAM.

9.XI.
63

A la Chambre des Députés, le Ministre du Groenland, Mikael GAM, répondant à une intervention du député M. NINN-HANSEN, a fait état, hier, des possibilités offertes aux Groenlandais, pour peu qu'ils veuillent étendre, au grand large, leur pêche. De nouveaux investissements de l'Etat danois devraient permettre aux Groenlandais de disposer de chalutiers et de se tourner vers la pêche hauturière.

De mauvaises conditions climatiques n'ont pas permis à l'usine, récemment construite à Godthaab, et sur laquelle l'on fondait de grands espoirs d'exemple (I.N. 5, p.128-129) d'être suffisamment approvisionnée par les pêcheries groenlandaises. Des dérogations exceptionnelles sont prévues pour autoriser, pendant une période limitée, les chalutiers férin-giens et même danois d'opérer dans la limite des trois milles, à la condition expresse que leurs pêches soient vendues à la dite usine.

Dans un temps rapproché, on espère que les seuls Groenlandais du secteur seront en mesure d'approvisionner la grande et première société de pêche groenlandaise.

GRONLANDS FISKERI KOMPAGNI

GRONLANDS FISKERI KOMPAGNI a réalisé, en 1962, sa dixième année de collaboration avec le KGJ GRONLANDSKE HANDEL. FISKERI KOMPAGNI vend tous les produits congelés produits par le KGH qui reçoit les deux-tiers du bénéfice obtenu. En 1962, il a été vendu 6 042 067 lbs, dont 5 201 793 lbs aux Etats-Unis. Le chiffre d'affaires a été de 12,4 millions de Kr, avec un bénéfice net de 1 033 044 Kr. En 1953, le chiffre d'affaires n'était que de 1,5 millions Kr.

La compagnie a participé, par un investissement de fonds, à la création de la compagnie GODTHAAB FISKEINDUSTRI.

Les projets japonais et soviétiques se précisent.

Les projets japonais dans l'Atlantique du Nord-Ouest se précisent. Le TENYO (MARU) n°3 de 3 500 tonnes brut a remis sa première campagne dans les eaux du Groenland au début de septembre 1963. Au cours de l'été 1963, trois chalutiers soviétiques ont pêché pendant trois mois dans le détroit de Davis. En certains cas, selon FINANCIAL TIMES, des prises de 20 tonnes en quatre vingt dix minutes furent assurées, ce qui est deux à trois fois supérieur à la normale. On escompte, dans les proches années, une pêche organisée industriellement dans ces eaux.

Eaux territoriales groenlandaises: nouvelles dérogations

Le gouvernement danois a décidé de prolonger jusqu'au 31 mai 1973 - au lieu de 1970 - la permission accordée à certains pays aux droits historiques (I.N. 5, p. 118) (1), de pratiquer la pêche au Groenland dans le secteur situé entre 6 et 12 milles de la côte. Jusqu'au 31 octobre 1969, les navires des dits pays sont autorisés à pêcher jusque 3 milles de la côte.

Le Conseil National Groenlandais a recommandé une intensification des investigations scientifiques afin de déterminer si la dépletion n'autoriserait pas d'autres mesures conservatrices.

2) La chasse : une importance (en valeur) légèrement accrue, du fait d'une revalorisation des cours.

La chasse voit son importance (en valeur) légèrement accrue de 10,8% en 1960 (9,8% en 1959). La revalorisation générale de la pelleterie de phoque (au cours mondiaux élevés) en est cause.

Les trois cinquièmes de la vente (60,5%) sont représentés par les peaux de phoque. Moins d'un quart par des peaux de renard.

La médiocrité de la chasse au renard dans le district de Thulé est cause de la diminution de ce poste: 13,4% de la production totale, soit 0,02/an de diminution depuis 1958.

On se reportera au numéro précédent, dans l'attente de statistiques non encore parues à la date de cette rédaction, pour examiner la répartition géographique des prises.

(1) Allemagne Occidentale, Angleterre, Espagne, France, Islande, Norvège, Portugal.

TABLEAU XV - Pourcentages des postes de chasse en
1959, 1960 (en I 000 Kr)

	I 958		I 959		I 960		variation du % annuel, 1958/1960
		%		%		%	
Phoque (peaux)	874,4	58,8	961,3	60	1069	60,5	+ 0,85
Renard (peaux)	208,5	13,9	255,5	16	237	13,4	- 0,02
Ours (peaux)	15,3	1,1	4,8	0,3	1	0,1	- 0,45
Graisse	390,3	26,2	379,8	23,7	459	26	- 0,1
Total	1486,5	100	1601,2	100	1766	100	

3) Une agriculture en constante revalorisation depuis
la crise de 1953-57

Depuis le numéro précédent, des statistiques définitives nous permettent de confirmer le mouvement continu de revalorisation de la vie agricole intéressant la côte sud-ouest: + 53,5% annuels.

TABLEAU XVI - En I 000 Kr. Produits d'élevage du
mouton

	I 958	I 959	I 960	% d'augmenta- tion annuel 1958-1960
	374,8	420,7	776	+ 53,5
Pourcentage par rapport à la production totale	3,5%	3,7%	5,8%	

IV - BALANCE DES COMPTES ; SUR DIX ANNEES (1950-1960) LA PRODUCTION A DOUBLE, MAIS LA CONSOMMATION A TRIPLE, LA STABILITE DE LA PRODUCTION A, TOUTEFOIS, CRÛ SENSIBLEMENT.

Ces dernières années (1958-60), le produit de vente a augmenté plus vite (1,6%) que la production elle-même; près de 10% annuels.

1) Une rentabilité différenciée.

Les bénéfices sont réalisés essentiellement sur les produits de pêche, + 157,5% environ en 1959, et les pelletteries, + 134,5%.

On observe que les marges bénéficiaires du Monopole ont été contractées de 1959 à 1960: + 159% à + 130%

Le TABLEAU XVII précise ces données.

TABLEAU XVII - Marges bénéficiaires du Monopole

	Prix à la production millions Kr	Prix à la vente millions Kr
1959	11,3	31,1
1960	13,3	31,4
1961	16,2	44,2

C'est sur le poste "agriculture" que les marges bénéficiaires du K.G.H., très réduites, sont les plus faibles: 28% en 1960.

TABLEAU XVIII - Evolution des marges bénéficiaires du Monopole. Le pourcentage exprime le rapport achat/vente.

	1959	1960
Poisson et produits divers,	+ 182%	+ 133%
Moutons et agneaux	+ 95%	+ 28%
Pelleteries	+ 202%	+ 167%
Divers	+ 470%	+ 680%

2) Le déficit croissant (+14%) de l'Organisation des ventes

Si l'on se reporte aux comptes généraux d'exploitation de l'Organisation des ventes, on observe que l'exploitation est, compte tenu du coût d'exploitation, déficitaire d'une année sur l'autre et en augmentation de 1959 à 1960: I 882 333,94 en 1959 et 4 660 010,96 en 1960.

Ce déficit d'exploitation est couvert par les droits sur les activités des exportateurs danois au Groenland et surtout, pour l'essentiel, par le Fonds de Répartition et d'Égalisation des Conjonctures. L'accroissement très rapide de la consommation est responsable du déséquilibre du budget. Dans un numéro précédent, (I.N. 3, p.55) il a été présenté une analyse, par région, des structures et des niveaux de consommation.

3) Un niveau de vie inférieur de 40% à celui du Danemark, bien qu'ayant augmenté par habitant, de 1955 à 1961 de 7,5% annuellement.

Selon les travaux de BOSERUP, le niveau de la consommation serait en 1960, dans les familles, de 2 000 Kr, dans les collectivités de I 200 Kr. Il ne représenterait ainsi que 40% de celui du Danemark. Pourcentage global appréciable si l'on considère que, d'après les données les plus récentes(1) dans

(1) BOSERUP, ibid

le nord de la Norvège (1949), le sud de l'Italie (1955), ce revenu ne serait approximativement égal qu'à 55 et 48% de celui de la moyenne nationale. Il est très largement inférieur à celui du nord de la Suède: 74% (1950).

A) Augmentation du revenu réel de 38,7% (en moyenne)

Durant la période 1956-1961, cependant que la population a crû de 24%, le revenu réel par habitant (I) - compte tenu de l'augmentation du coût de la vie évaluée à 15% - s'est élevé de 38,7%. 1959 a été la plus mauvaise année, après 1958. 1961, du fait de la remarquable saison de pêche a été la meilleure.

TABLEAU XIX - Revenu réel comparé par habitant
Comparaison des pourcentages d'augmentation au Danemark et au Groenland.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Groenland	1	10,2	7,5	4,4	6,3	9,3
Danemark	1,3	- 0,4	4,6	4,8	5,3	5,6

Source : Division Statistique du Ministère du Groenland

B) Disparités sociales. Des sondages statistiques par catégories de salariés (Groenlandais ou non) et par secteurs géographiques, nuanceraient, sans doute, cette évolution.

Comme en Alaska, par exemple, (I.N. 5, p.212), les statistiques doivent prêter à des examens approfondis.

(I) On ne considère que les revenus provenant de la vente de "produits naturels" ou K.G.H. et de travaux assurés par l'administration. Ne sont pas considérés, les revenus provenant des salaires et bénéfices provenant d'entreprises privées. Ils sont tenus pour négligeables et, en outre, ne modifieraient pas le sens de l'évolution, tendant à l'accentuer, bien au contraire.

On estime - des sondages devraient le préciser - que près de la moitié des revenus intéressent des revenus de résidents temporaires - c'est-à-dire contractuels et spécialistes danois-

Ce point est important. Il pourrait faire apparaître que les revenus réels par catégories ethniques sont moins élevés que ne pourrait le laisser penser le chiffre global. Des disparités géographiques, en outre, se dégageraient.

Le point est d'autant plus important à considérer que bon nombre de ces ouvriers, temporaires danois, doivent remplacer, /au Danemark, ailleurs, /les bénéficiaires réalisés. La constitution d'un capital insulaire en est d'autant retardée.

1) Balance ou structure des comptes (millions Kr.)

Le budget groenlandais - ressources extraordinaires non comprises - est toujours plus dépendant des ressources de personnes extérieures aux Services Administratifs dites "Outstationed". 1961 : 93,2 et 47,5 , 1955 : 48,3 et 13,1.

Le revenu "partiel" de production actuel groenlandais a un peu plus que doublé en moins de six ans: de près de 25 millions de Kr à moins de 50 millions de Kr. Le revenu total a plus que doublé, par contre : 41,6 à 93,2.

Par suite d'une revalorisation des prix d'achat à la production, le revenu total produit par la vente des produits naturels a augmenté un peu plus que le revenu produit par les traitements et salaires. L'étude assurée de la sorte par le Service Statistique du Ministère du Groenland est des plus significatives.

TABLERAU XX (Voir page suivante)

TABLEAU XX - Revenu au Groenland en 1955-1961
produit par le travail assuré par
l'Administration et par la vente de
produits naturels au K.G.H.

(millions de Kr)

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	Incl. 1955 100
A - Population Groenlandaise								
1) vente de produits natu- rels	7,4	8,1	9,1	10,7	11,3	13,3	16,2	111
Coût estimé en moins (1)	1,8	2,0	2,3	2,7	2,8	3,3	4,0	110
Vente de pro- duits naturels (net)	5,8	6,1	6,8	8,0	8,5	10,0	12,2	111
(2) Traitements et salaires	17,9	19,2	23,1	26,6	29,5	32,8	36,5	200
A- Revenu total	23,5	25,3	29,9	34,6	38,0	42,8	48,7	211
B- Personnes résidant hors du Groenland (2)	18,1	22,9	27,1	29,2	32,7	37,0	47,5	200
Total	41,6	48,2	57,0	63,8	70,7	79,8	96,2	231

(1) Coûts estimés à 25%, sur la base d'une recherche conduite en 1960 sur le coût du commerce des produits de pêche et de chasse. Ce pourcentage a été suivi pour toutes les années.

(2) A l'exclusion des artisans, etc ... employés par les adjudicataires entreprenant un travail pour le gouvernement.

Source : Communication à Inter-Nord de la Division
Statistique du Groenland.

La balance des comptes - très déséquilibrée au niveau insulaire - est assurée, dans le cadre du Monopole, par une taxation directe sur les articles de consommation, une planification des salaires hors du Monopole, par des impôts directs sur les salaires danois, le revenu de la mine de cryolithe, les revenus produits par la participation danoise à l'infrastructure et à l'exploitation des bases américaines.

L'économie de ce système est extrêmement étudiée. La diminution ou l'augmentation d'un poste ne peut, en vérité, qu'avoir des effets de déséquilibre.

La parité des salaires avec le salariat danois au Groenland est, on le sait, réclamée par la main-d'oeuvre groenlandaise. Au cas où cette parité serait accordée, une augmentation du prix de vente de la production devrait être prévue. Au cas où le marché ne le permettrait, des taxes de consommation compensatoires devraient couvrir le supplément de dépenses engagées. Au cas où une opposition locale à cette hausse nouvelle des prix ne le permettrait, BOSERUP calcule, en 1960, dans le cadre de cette hypothèse (I) que le budget devrait prévoir une dépense supplémentaire d'environ 28 millions de Kr. Le déficit de la balance des comptes insulaire atteindrait, du coup, 17 millions de Kr, soit 50% de la valeur des exportations.

C'est dire, devant l'ampleur du débours, le caractère intégré et organique du système de monopole, et la difficulté de comparaison avec les données correspondantes de la Métropole danoise.

5) Hors compte, des investissements croissants de l'Etat danois pour plus de moitié touchant les travaux publics.

Les investissements, hors compte, de l'Etat danois vont croissant. De 1950 à 1953, les investissements bruts annuels de l'Etat étaient, selon BOSERUP d'environ 23,5 millions Kr, de 1954 à 1957: 36,7 millions Kr; de 1958 à 1961 de 56,2 millions Kr.

(1) Id. ibid. p.498.

Dans un tableau très détaillé, I.N.S. avait présenté un décompte des investissements, selon une source particulière il diffèrait de celui de BOSZAMP et atteignait en 12 ans (1950-1962) 763,4 millions Kr.

Pour 56,5% les investissements, d'après le nouveau décompte ici publié, concernent les travaux publics (Ports: 5%, routes : 3%, eau : 4%, électricité:7%, construction:12%, hôpitaux:8%, écoles et radio : 7%). Le K.G.H. reçoit 20% et 7,1% seulement au titre de la pêche et 7,5% au titre de la navigation et de l'aviation. Le service essentiel des ports ne représente que 18%.

TAB. LEAU XXI - Toutes dépenses (nettes) de l'Etat
(en millions de Kr)

1949	24,7
1950	22,7
1951	41,5
1954	71,5
1955	64,6
1956	68,7
1957	82,2
1958	99,1
1959	106,3
1960	123,7
1961	180,4
1962	181,8
	(Budget)

Ces investissements si considérables qu'ils représentent - pourcentage rare dans le monde - 90% du revenu annuel du Groenland, ont pour but de favoriser la formation d'un capital privé groenlandais et d'inciter les sociétés privées danaises à prendre, à date plus ou moins rapprochée, le relais de l'Etat.

6) Un capital privé est en voie de constitution.
Le capital danois est prédominant. Inconvénients
à long terme de cette situation.

Cette politique commence à porter ses fruits au niveau des plus grosses entreprises : sur 178 entreprises opérant au Groenland en 1961, il a été relevé par BOSERUP que 110 étaient groenlandaises, 66 danoises. Sur 476 patentes, 182 concernent les Danois. Le Capital danois apparaît ainsi, hors du Monopole, présent.

Mais va-t-il dominer le marché financier local ? Un sondage rapporté par BOSERUP précisait que sur 71 entreprises, 52 étaient groenlandaises, avec un chiffre d'affaires de 3 millions Kr, contre 5,5 millions Kr pour les 19 sociétés danoises. Par entreprise, le chiffre d'affaires des dites sociétés examinées était donc de 61 pour les groenlandaises et de 288 pour les danoises. (en 1000 Kr.).

Cette situation est à suivre, dans la mesure où, en créant des disparités trop marquées, elle serait susceptible de créer des difficultés, à long terme, sérieuses.

Plan d'investissements 1964-1967

M.N.O. CHRISTENSEN Gouverneur du Groenland, a eu, à Godthaab, une entrevue avec des représentants du K.G.H. de l'administration municipale de Godthaab, du Grønlands Landsraad et du G.T.O. (Grønlandske Tekniske Organisation).

En raison du programme d'économie générale, il a été décidé que les 100 millions Kr alloués - qu'on espère voir augmentés de 10% en 1966 et 1967 - seraient distribués de la sorte :

- a) construction d'un hôpital national à Godthaab (en construction),
- b) mise en chantier d'hôpitaux dans cinq villes,
- c) construction d'églises dans quatre villes,
- d) réalisation des plans en relation avec l'instauration d'une huitième et neuvième année scolaire,
- e) construction de 1 400 habitations,

f) construction d'établissements industriels

- 1) Godthaab
- 2) Frederikshaab

amélioration des établissements existants,

g) adduction d'eau à Godthaab.

Été 1963 : Programme de travaux publics portuaires.
35 millions KrD

Achèvement du port d'Angmagssalik : quai de 40 m de long
pf. de 10 m; amélioration du port de Godthaab (quai pour ch
lutiers qui approvisionneraient la Société de Godthaab FISH
INDUSTRI), à Sukkertoppen (quai atlantique).

Contrats danois dans les bases américaines de Thulé et
Søndre Strømfjord.

L'accord dano-américain, qui prévoit que les contrats
passés au Danemark par les Autorités des Bases des E.U. au
Groenland devraient atteindre 50 millions Kr. par an, avant
1965, est toujours en valeur. On relèvera que le montant de
ces contrats avoisine celui des investissements de l'Etat
budget groenlandais.

En retour, le Danemark assure certaines maintenances des
stations de radar.

Cet accord intéresse particulièrement deux sociétés: DAN
ARCTIC CONTRACTOR et DANISH CONSTRUCTION CORPORATION.

35 000 Kr d'investissements annuels par famille groenlan
daise : au Comité économique et social de l'O.N.U., à New-Y
Il a été rappelé que l'Etat danois dépense, par an, un montant
de 35 000 KrD par famille.

V - CONSCIENCE POLITIQUE GROENLANDAISE ET DIFFICULTES SOCIAL

"SAMARBEJDSPROBLEMER MELLEM GRONLANDERE OG DANSKERE I
VESTGRONLAND", publication officielle, avait clairement analysé
en 1963, certaines des difficultés socio-politiques se posant
actuellement sur la côte ouest du Groenland: différences de
statuts, de langue, d'histoire et d'ethnie y concourant.

De grands efforts ont été assurés, depuis 1951, pour éliminer
toute forme de discrimination. Le souci est croissant d'intégrer

les Groenlandais, aux postes les plus élevés. Leur connaissance insuffisante de la langue danoise est un handicap certain. Le désir exprimé par certains d'avoir un droit d'auto-détermination en est un autre.

Des salaires plus élevés, - par conséquent la parité de salaire avec les "Danois"-qui permettrait une élévation des niveaux de consommation à un niveau proche du niveau danois - sont un des thèmes de revendication les plus souvent relevés.

Les revendications sont d'autant plus vigoureusement soutenues que les dispositions du budget groenlandais laissent supposer que les ressources extraordinaires apportées par l'Etat danois sont autant d'"aides" et de "subsides". La Commission sociologique sus-nommée recommande de faire en sorte, dans la rédaction budgétaire du budget du Royaume que le Groenland soit considéré comme partie économique intégrante du Royaume, ce, afin "d'éviter que la population groenlandaise et la côte ouest du Groenland soient considérées comme une charge économique par le reste du Danemark". (p.137).

Dans cet esprit, on saisira mieux la sensibilisation des minorités groenlandaises à toutes déclarations. Le 1er novembre 1963, la Municipalité de Jacobshavn a réagi très vigoureusement contre la déclaration du Ministre des Affaires Etrangères relative au coût du Groenland pour le budget danois. M. Marius SIVERSTSEN, maire de Jacobshavn, a déclaré que la forme de ces remarques n'était pas justifiée pour des Groenlandais, qu'il n'appartenait pas au Ministre des Affaires Etrangères de les prononcer et que, par ailleurs, une part des dépenses de l'Etat danois au Groenland revenait au Danemark sous forme d'épargnes et d'impôts des ouvriers danois ayant travaillé au Groenland.

Beaucoup plus violente et inquiétante était la déclaration reprise dans le grand journal groenlandais GRONLANDS POSTEN d'un jeune instituteur groenlandais Appolloraq MOGENSEN" les intérêts des Groenlandais ne sont pas sauvegardés avec la force nécessaire ... Leur éducation est trop lente ... Les perspectives d'avenir ne sont pas bonnes pour les Groenlandais... Les Danois aiment parler des Groenlandais paresseux et inefficaces. On ne peut cependant s'attendre à ce qu'un homme mal payé fasse le même travail qu'un ouvrier ayant un salaire plus élevé". Cette déclaration a provoqué des protestations de

représentations élues qui qualifient cette déclaration d'injurieuse et "si grave et ridicule qu'elle ne vaut pas la peine d'être mentionnée". Il n'est pas douteux, toutefois, qu'elle ait fait pénible impression dans l'opinion danoise qui a le sentiment d'assurer un effort assez considérable pour le Groenland.

Election au Conseil Provincial: 28 Juin 1963:

Une moindre participation électorale.

Les élections au Conseil Provincial n'ont touché que 54% des votants (58,5%, 1959). Sur les côtes (ouest, nord et est) la participation électorale assez homogène, a été partout moins importante. C'est sur la côte ouest, la plus industrielle, qu'elle a été le moins importante.

Novembre 1963 - Un comité coordinateur groenlandais G-60

Une intégration administrative plus grande.

Un comité groenlandais permanent, à la demande du LANDSRAAD, sera créé. Afin de rendre plus effective l'intégration du Groenland au Royaume du Danemark, il a été décidé que certaines des attributions dévolues au Ministre des Affaires Groenlandaises, serait du ressort des Ministres danois compétents. Le premier janvier 1965, ainsi, les Services de Police relèveront directement du Ministre de la Justice. Il a été décidé qu'un organisme de planification pour la période 1964-1965 serait créé.

Le nouveau comité - qui remplacerait G-60, conseil consultatif temporaire - comprendrait 11 membres : 5 représentants des plus grands partis danois, 3 membres du LANDSRAAD groenlandais, dont le Président, les deux députés groenlandais.

Les représentants groenlandais auraient souhaité la réduction des travaux de ce Comité: G-60.

15 novembre 1963 - Intérêt accru de la jeunesse danoise pour le Groenland.

A la treizième Conférence annuelle du DANSK UNGDOMS FÆLLESRAND, il a été décidé de discuter, devant les 400 chefs d'organisation de jeunesse danoise des affaires groenlandaises, Ledebledet, rédigé par cette organisation, écrit : " Le Danemark "

d'aujourd'hui est relativement mieux orienté sur les problèmes du Congo que sur ceux de Thulé ... Nous désirons un débat fondé sur une pénétration réelle des conditions".

Nouvelles diverses

Police municipale et protection des mineurs

Selon le BERLINGSKE TIDENDE (I-II-63), la municipalité de Christianshaab a fait interdire aux enfants de sortir le soir (après 20 h., l'hiver, après 21 h., l'été), non accompagnés. L'hiver dernier, Narssak avait usé d'interdictions similaires.

Compagnies aériennes groenlandaises.

GROENLANDSFLY A/S, compagnie aérienne groenlandaise, relève pour un quart de chacune des quatre sociétés ou groupements suivants : K.G.H. Mines de cryolithe "ORESUND", LANDSRAAD et S.A.S.

Télex Groenland-Danemark. En 1972, des lignes téléphoniques privées directes entre le Groenland et le Danemark.

En 1964, une ligne télex sera établie entre le LANDS HOVDING, M. N.O. CHRISTENSEN, à Godthaab et les Administrations intéressées à Copenhague.

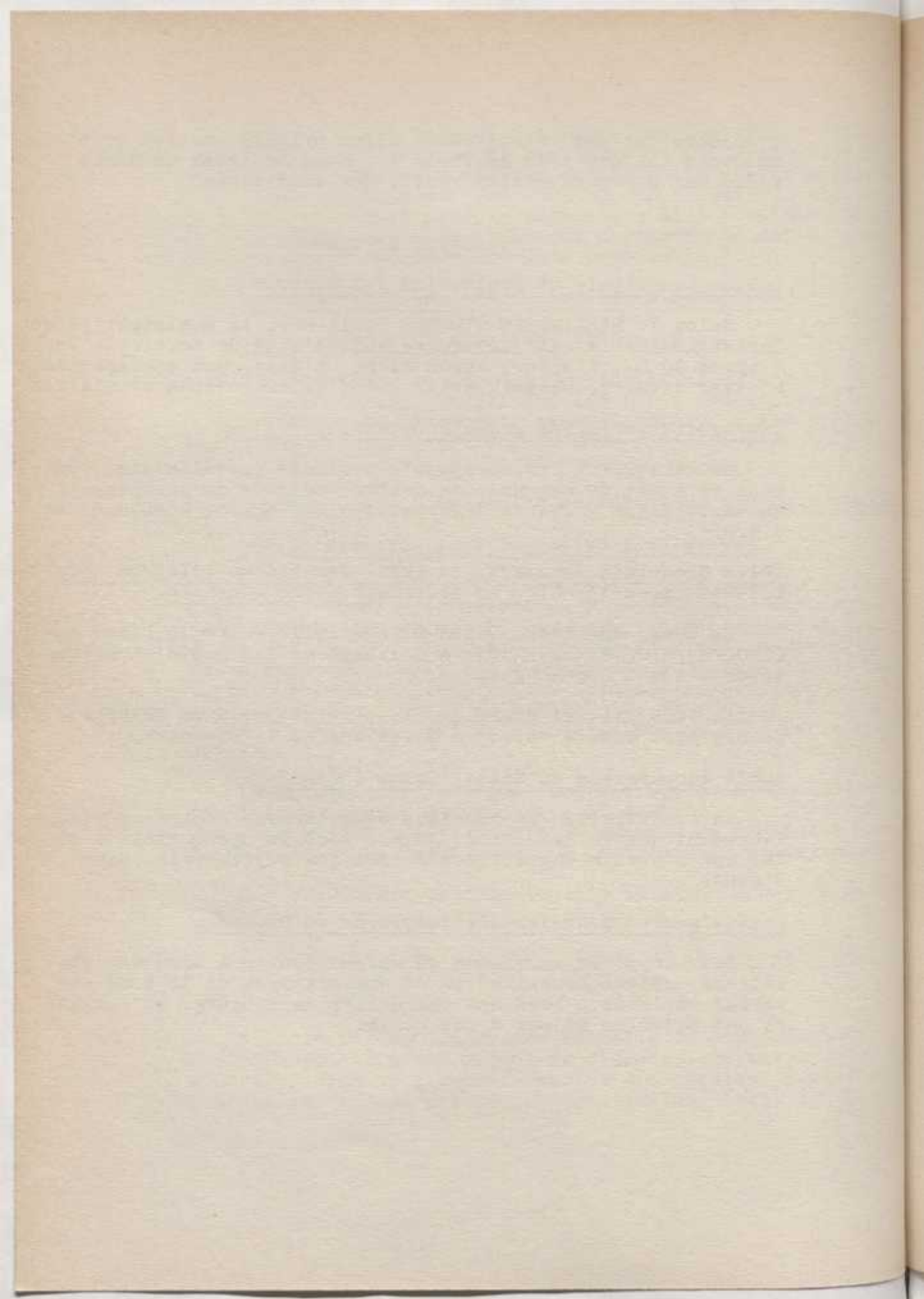
En 1972, il est prévu que le service privé du téléphone pourra être assuré entre le Groenland et le Danemark.

Année géophysique du Soleil Calme 1964-65

La contribution géophysique danoise sera centrée particulièrement sur le Groenland: Aurore boréale, perturbation et "silences" radio-magnétiques seront les sujets principaux d'étude.

Main-d'oeuvre groenlandaise employée au Danemark.

Pour suppléer au manque de main-d'oeuvre à bord des chalutiers, quinze Groenlandais de Sukkertoppen de 18 à 22 ans seront employés à bord des chalutiers de Esbjerg, au Jutland. Il est prévu un séjour d'une année.



CANADA

CHINA

C A N A D A

BENEFICIAINT DES AMELIORATIONS INDENIABLES APPORTEES A LA SITUATION PAR L'EQUIPE DE M. DIEFENBAKER, LE NOUVEAU GOUVERNEMENT LIBERAL EST RESOLU A AGIR EN PROFONDEUR SUR LES PROBLEMES DE STRUCTURE DE L'ECONOMIE CANADIENNE ET, A CE TITRE, A METTRE EN OEUVRE UNE POLITIQUE VISANT ESSENTIELLEMENT LE NIVEAU DE L'EMPLOI, LE STATUT DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS ET LE DEVELOPPEMENT DE L'INVESTISSEMENT NATIONAL. LA CANADIANISATION DE L'INDUSTRIE MINIERE SE POURSUIT MALGRE LES DIFFICULTES. LA POLITIQUE PETROLIERE CONNAIT, TOUTEFOIS, SON PREMIER SOUFFLE.

ON NOTERA, PAR AILLEURS, QUE DEPUIS 1961, LA PRODUCTION MINIERE DANS LE YUKON ET LES T.N.O. DIMINUE REGULIEREMENT.

En la personne du leader libéral Lester PEARSON et de son gouvernement, les élections générales du 8 avril 1963 ont doté le Canada d'une équipe dirigeante dont les caractères les plus immédiatement apparents sont, à la fois, le haut degré d'expérience, technique ou administrative, des membres qui la constituent, et de la part, tout à fait considérable, qui y est faite aux représentants de la communauté francophone.

On note, en effet, - outre le fait que M. PEARSON est, lui-même, un ancien Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, que M. SHARP, Ministre du Commerce, revient à un département où il servit, autrefois, comme Ministre-adjoint, que M. DRURY, Ministre de l'Industrie, est un ancien Ministre-adjoint de la Défense Nationale, et que M. GORDON, Ministre des Finances, auteur, voici deux ans, du texte qui servit de manifeste au parti libéral, "Canada troubled", et président ou administrateur des plus importantes sociétés canadiennes de financement, assumé, à de nombreuses et importantes occasions, le rôle de conseiller de plusieurs gouvernements. Selon "THE FINANCIAL TIMES" du 30.V.1963, un professeur de sciences politiques de l'Université de Toronto affirmait, au reste lors de la formation du gouvernement PEARSON, qu'il s'agissait là du "plus impressionnant rassemblement de cerveaux, de professeurs et d'experts jamais observé dans un Cabinet canadien".

I
EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE EN 1963

Onze francophones et quatorze
anglophones

Lucien CARDIN
(Ministre-associé de la
Défense),

Par ailleurs, la part dévolue à des personnalités francophones retient l'attention. Sur les 25 membres composant le Gouvernement, 8 viennent du Québec (MM. Azellen DENIS (Postes), Maurice LAMONTAGNE (Conseil Privé), J.J. DESCHATELETS (Travaux Publics), Charles DRURY (Matériel de Défense), Guy FAVREAU (citoyenneté et Immigration), René TREMBLAY (sans portefeuille), Lionel CHEVRIER (Justice)) et 3 sont Ministres de langue française, dont M. Paul MARTIN, Ministre des Affaires étrangères. Terre-Neuve est représentée par M. PICKESGILL, Secrétaire d'Etat ; l'Ontario, quant à lui, figure aussi pour 8 mandataires (Affaires étrangères, Défense, Finances, Commerce, Transports, Mines, Revenu National, Santé Publique). La Colombie britannique est représentée par Arthur LAING, Ministre du Nord et M. NICHOLS, Ministre des Postes ; l'Alberta détient, par HAYS, le portefeuille de l'Agriculture ; la Nouvelle Ecosse, par M. Mc EACH, le Ministère du Travail ; le Nouveau Brunswick, par M. ROY CHAUD, la Pêche ; le Manitoba, par M. TEILLIER, le portefeuille des Anciens Combattants, et NAUGHT (Ile du Prince Edouard) est Solliciteur Général. AU total, onze francophones et quatorze anglophones. On souligne, en outre, que pour la première fois dans l'histoire du Canada moderne le Discours du Trône, lu à l'ouverture de la XXVI^e législature du Parlement par M. TASCHERAN, Président de la Cour Suprême, l'a été, et sur transition, tantôt en anglais, tantôt en français, - contrairement à la tradition qui dispensait que le texte fût l'objet d'une première lecture en anglais, avant que d'être lu en français.

"Donnez-moi soixante jours"

Dès son entrée en fonction, le 20 avril 1963, M. PEARSON a hardiment affirmé que dans ses soixante premiers jours d'activité, le gouvernement qu'il préside prendrait plus de décisions que n'importe quel autre gouvernement durant n'importe

quelle autre période équivalente de l'histoire canadienne. L'opinion a accueilli, indéniablement, avec faveur cette promesse et le gouvernement - assuré que l'électorat, deux fois sollicité en un an, aspire désormais à une phase de stabilité- dispose d'entrée d'une confiance quasigénérale. En fait, - et les indications qui suivent s'efforcent de le faire apparaître- rarement les conditions se sont révélées aussi propices à une oeuvre gouvernementale de longue durée, et par suite, à la mise en place d'une politique cohérente et ample.

I. - L'ECONOMIE CANADIENNE A L'ARRIVEE DE M. L. PEARSON.

Il convient, en effet, de marquer aussitôt combien il serait injuste d'oublier l'action conduite par le gouvernement précédent. Injuste, et, surtout, propre à fausser d'emblée les perspectives mêmes où s'engage l'entreprise de la nouvelle équipe dirigeante. Fin mars 1963, - quelques jours avant les élections générales - les réserves en or et devises du Canada atteignaient 2600,1 millions \$, a u terme d'une progression, véritablement extraordinaire, de 52% en douze mois. Pour la première fois depuis 1957, 3 trimestres venaient de se succéder durant lesquels la balance commerciale s'était révélée positive (+ 69, + 138, + 62 \$ millions) - et l'on sait quel genre de prodige il y a là pour l'économie canadienne. La balance des comptes courants s'en trouvait relevée d'autant : de juillet 1962 à fin mars 1963, avec un déficit moyen de 131 \$ millions, elle se trouve améliorée de 59% sur les trois trimestres précédents de 1961. Chiffres considérables. C'est que - certes, avec des fortunes diverses - le gouvernement DIEFENBAKER a opposé à des périls considérables une énergie considérable, et, en tout cas, beaucoup tenté. Dans une mesure, que les observateurs estiment assez grande, le pays, au moment où M. PEARSON vient aux affaires, est en indéniable relèvement. "The Economist" du 25 mai 1963 l'admet : "Le nouveau gouvernement entend mettre l'économie en mouvement ; le fait est qu'elle était déjà en mouvement, et assez brillamment, avant son arrivée".

La dernière année de gestion DIEFENBAKER, première année de prospérité depuis 1957.

/et de
44% sur
les 3 tr-
imestres

Un rapide coup d'oeil rétrospectif sur la période qui précède les élections le montre, au reste, sans peine. Les "Informations Canadiennes" de janvier 1963, traduisant un sentiment général, reconnaissent que "1962 a été la meilleure année depuis 1957". Le fait paraît certain. Avec 40.401\$ millions le produit national brut est en expansion de 8% sur 1961, de 11% sur 1960, de 26% sur 1957. Pour la première fois, ce taux est supérieur à celui de la croissance de la population. Le TABLEAU I, ci-dessous, regroupe d'ailleurs les principales indications statistiques sur l'évolution économique en 1962

TABLEAU I - Revenu National et Produit national brut (en \$ courant). Taux annuels désaisonnalisés (millions de dollars)

	1961				1962				1962
	1er trim'	Ile	IIIe	IVe	Ie	IIe	IIIe	IVe	
Rémunération des salariés	18.588	18.908	19.244	19.532	19.940	20.268	20.500	20.728	21.1
% + ou -	0	+ 1,7	+ 1,7	+ 1,5	+ 2	+ 1,6	+ 1,1	+ 1,1	
Bénéfices des sociétés avant impôt et versement	2.972	3.424	3.612	3.832	3.720	3.836	3.772	3.968	3.9
dividendes aux non-résidents									
% + ou -	0	+15,2	+ 5,4	+ 6	- 2,9	+ 3,2	- 1,6	+ 5,2	
Dividendes aux non-résidents	736	532	548	532	576	636	512	556	
% + ou -	0	- 27	+ 3	- 3	+ 8,2	+10,4	-19,4	+ 8,5	
Revenu net des agriculteurs	1.040	952	992	916	1.416	1.420	1.452	1.276	1.2
% + ou -	0	- 8,4	+ 4,3	- 7,6	+54,5	+ 0,28	+2,25	-12,1	
Revenu national 1	27.196	27.980	28.844	29.244	30.116	30.392	30.680	31.236	31.2
% + ou -	0	+ 2,8	+ 3	+ 1,3	+ 2,9	+ 0,9	+ 0,9	+ 1,8	
Produit national brut 2	36.236	37.148	37.704	38.596	39.548	40.048	40.756	41.252	41.2
% + ou -	0	+2,51	+1,49	+2,36	+2,46	+1,26	+1,76	+1,22	

1) Au coût des facteurs
2) Aux prix du marché

On notera surtout - outre la tendance fortement ascendante du produit national brut - la rare fermeté du mouvement des salaires, quasiment parallèle à celui du bénéfice des sociétés. En septembre 1962, le chômage touchait 3,9% de la population contre 4,7 en 1961 et 5,1 en 1960. Ce caractère foncièrement "producteur" de la période contribue à expliquer le renversement fondamental qui marque, dès la mi-1962, la balance commerciale canadienne, devenue positive, et conservant la même position alors que M. PEARSON s'apprête à succéder à M. DIEFENBAKER.

(1)
TABLEAU II - La Balance des paiements
internationaux de 1961 à début 1963
Compte courant (\$ million)

Tous les pays						
Année et trimestre	M A R C H A N D I S E S			Intérêts et dividendes (net)	Tourisme et voyages (net)	Solde courant
	Export ^s ajustées	Import ^s ajustées	Balance commerciale			
<u>1961</u>						
I	1.266	- 1.260	+ 6	- 168	- 91	- 337
II	1.447	- 1.478	-31	- 115	- 65	- 311
III	1.557	- 1.419	+138	- 130	+ 35	- 62
IV	1.619	- 1.559	+60	- 148	- 40	- 272
<u>1962</u>						
I	1.395	- 1.402	- 7	- 146	- 84	- 333
II	1.620	- 1.665	- 45	- 153	- 52	- 362
III	1.628	- 1.559	+69	- 119	+ 94	- 34
IV	1.721	- 1.583	+138	- 152	- 8	- 119
<u>1963</u>						
I	1.477	1.415	+ 62	- 150	- 67	- 243

Une expansion globale et intrinsèque
de l'économie nationale

Se borner à expliquer une telle évolution par des facteurs de conjoncture fortuitement favorables serait, à coup sûr, impropre. Le TABLEAU III, page suivante, montre, en effet, que le progrès des exportations canadiennes est quasi-général et il n'est assurément pas négligeable d'observer, tout particulièrement en ce qui concerne le marché américain, qu'à l'accroissement de 32% des exportations canadiennes vers celui-ci correspond une amélioration

(1) Sauf indications particulières, les TABLEAUX I A XXI ont été établis d'après la REVUE STATISTIQUE DU CANADA, VOL. XXXVIII, n° 1, 3, 4, 6, 7.

de 40% de la balance. Il faut bien en conclure que douze réserves émis naguère ici et là sur la viabilité intrinsèque de l'économie canadienne semblent présentement sans objet. Notons simplement qu'en 1961, et par tête d'habitant, le Canada exportait \$ 322 contre \$ 155 pour la France, -soit \$ millions pour la France et 5889 \$ millions pour le Canada Or, - tout au moins pour les premiers mois de 1963, les exportations canadiennes marquent un accroissement de 20% le niveau mensuel moyen de 1961.

TABLEAU III - L'évolution de la Balance commerciale par zone (en millions \$)

	Moy. mens. 1960	Moy. mens. 1961	Moy. mens. 1962	Moy. Mai 1963
<u>TOUS PAYS</u>				
- Exportations	448,9	491,3	529,0	606,1
- Importations	456,9	480,9	521,5	536,1
- Balance	+ 8	+ 10,4	+ 7,5	+ 70
<u>ETATS UNIS</u>				
- Exportations	253,0	267,9	312,1	337,1
- Importations	307,2	322,0	358,3	368,1
- Balance	-54,2	-54,1	-46,2	-31
<u>ROYAUME UNI</u>				
- Exportations	77,1	76,8	76,7	102,1
- Importations	49,1	51,5	46,9	41,1
- Balance	+28,0	+25,3	+29,8	+61
<u>MARCHE COMMUN</u>				
- Exportations	36,9	39,3	38,5	48,1
- Importations	24,4	26,5	27,9	28,1
- Balance	+12,5	+12,8	+10,6	20

On le voit, - si de 1960 à mai 1963, les exportations totales (moyenne mensuelle) augmentent de 35% (dont 33% vers les U.S.A. et le Royaume Uni), les importations ne s'accroissent, quant à elles, que de 17%, avec, même, un déclin de 5% pour celles en provenance de Gde Bretagne. Certes, la dévaluation du dollar canadien (2 mai 1962) a joué un rôle sur ce plan, mais on se gardera de le surestimer puisque le recul de la devise canadienne sur la devise américaine est de l'ordre de 3% alors que les progrès réalisés par les exportations sont d'une format quasi quadruple. Par ailleurs, soutenir que c'est le renchérissement relatif des biens importés -et donc une moindre consommation - qui ont présidé à l'amélioration de la balance commerciale semble fort hasardeux. De janvier 1962 à mai

1963, les ventes du commerce de détail (chiffres désaisonnalisés) passent de 1426,2 \$ millions à 1510,7, et s'accroissent, ainsi, de 6%, - alors que le revenu personnel, progressant pour la même période, de 27.564 \$ millions à 28.600 (chiffres désaisonnalisés) n'a augmenté que de 3,7%. On note d'autre part que l'épargne personnelle (chiffres désaisonnalisés) avance de 8% en 1962 contre 6,8% en 1961. L'expansion des produits canadiens ne semble donc pas avoir ou requérir de contrepartie négative ou d'astreinte affectant l'ensemble de l'économie. En fait, l'élargissement constant de la part occupée par les marchandises canadiennes sur le marché mondial prend place dans une perspective dont un des traits saillants est la stabilité remarquable des prix intérieurs. Le TABLEAU IV, page suivante, traitant en parallèle le mouvement du produit national brut, celui du revenu national et l'évolution des prix de gros et de détail, en témoigne.

TABLEAU IV - Voir page suivante

et de la production

Année et mois	Produit brut, aux prix des marchés,	% + ou - par trimestre	Revenu national, au coût des facteurs,	% + ou - par trimestre	Indice des prix de gros, 1953-59=100, détail	% + ou - par trimestre	Indice des prix de détail, 1949=100,	% + ou - par trimestre
	(millions \$)		(millions \$)					
1960								
J	-		-		230,7		127,2	
F	-		-		230,2		126,9	
M	36.360	-	27.316	-	229,8	-		-
A	-		-		231,5		127,5	
M	-		-		231,6		127,4	
J	35.876	- 1,33	27.202	- 0,41	232,4	+ 0,69	127,6	-
J	-		-		232,4		127,5	
A	-		-		230,5		127,9	
S	36.256	+ 1,05	27.500	+ 1,09	230,5	- 0,30	128,4	+ 0,31
O	-		-		230,6		129,4	
N	-		-		229,9		129,6	
D	36.524	+ 0,73	27.672	+ 0,62	230,4	- 0,34	129,6	+ 1,25
1961								
J	-		-		231,7		129,2	
F	-		-		232,1		128,9	
M	36.236	- 0,78	27.196	- 1,73	231,3	+ 0,60	129,1	- 0,38
A	-		-		230,9		129,1	
M	-		-		231,2		129,0	0
J	37.148	+ 2,51	27.980	+ 2,88	231,4	- 0,25	129,0	
J	-		-		234,5		129,0	
A	-		-		234,5		129,1	
S	37.104	- 0,11	28.844	+ 3,08	235,3	+ 1,55	129,1	0
O	-		-		235,3		129,2	
N	-		-		235,3		129,7	
D	38.596	+ 4,02	29.244	+ 1,38	236,5	+ 0,42	129,8	+ 0,38
1962								
J	-		-		237,0		129,7	
F	-		-		237,1		129,8	
M	39.548	+ 2,46	30.116	+ 2,99	237,0	+ 0,55	129,7	+ 0,15
A	-		-		237,4		130,3	
M	-		-		239,3		130,1	
J	40.048	+ 1,26	30.392	+ 0,91	240,3	+ 0,84	130,5	+ 0,53
J	-		-		241,3		131,0	
A	-		-		242,6		131,0	
D	40.766	+ 1,76	30.680	+ 1,00	243,7	+ 1,21	131,0	+ 0,53

Le progrès des industries de transformation

INTER-NORD avait déjà attiré l'attention sur le comportement significatif des secteurs de la production affectés aux industries de transformation. L'on notait, à cet égard, (I.N. 5, p. 152) que de 1961 à avril 1962, leur part dans le volume total des exportations passait de 3,60% à 4,27, - le progrès maximum étant réalisé par les fabrications autres que de machines agricoles et de véhicules (de 5,6 \$ millions en 1962, à 9,4 \$ millions en avril 1962). L'examen global de la production canadienne dans son évolution indiciaire confirme cette tendance. Entre 1961 et 1962, si l'indice général de la production industrielle progresse de 8,7%, les véhicules ressortissent au plus fort accroissement avec 30,17% et les machines diverses avancent de 8,7%. On note que le pétrole est à 11,7%, les mines à 10,4, - chimie (7,8%) et électricité (6,8%) fermant la marche. Par contre, pour la période 1962-63 - marquée dans sa seconde moitié par un ralentissement conjoncturel qui explique, en partie, la moindre progression de l'indice général : 5,4% - la rétractilité des indices, sensible pour les mines (3,3%), le pétrole (2,7%), l'électricité (5,6%) la chimie (2,7%), n'affecte aucunement les machines qui avancent, cette fois, de 10,11%, précédées par les véhicules qui maintiennent leur élan (29,85%).

Le TABLEAU V, ci-dessous, permet de suivre cette évolution plus en détail.

TABLEAU V - Evolution indiciaire de la production
d'Avril 1962 à Avril 1963

	Total	Mines	Pétrole	Fabrication	Chimie	Machines	Véhicules	Electricité
1962 A	184,0	290,7	1151,0	162,3	237,4	143,3	184,2	313,4
M	186,1	291,0	1114,4	164,3	235,8	144,3	202,6	321,8
J	186,3	289,5	1048,0	165,8	238,7	145,9	203,7	313,0
J	186,7	282,7	1084,1	166,1	240,7	149,5	209,4	308,6
A	188,7	299,9	1190,4	165,8	232,5	156,4	208,0	317,4
S	188,8	290,6	1188,9	167,6	225,0	159,3	227,4	304,8
O	189,1	296,2	1273,8	167,3	225,9	159,8	229,8	310,8
N	189,6	291,9	1217,1	168,3	228,9	160,1	231,5	313,5
D	189,6	283,6	1163,4	169,9	229,7	159,4	232,3	310,5
1963 J	189,4	281,1	1155,2	168,8	227,5	160,1	241,2	324,9
F	191,1	291,5	1193,2	169,4	236,4	159,4	236,1	324,9
M	194,0	299,5	1243,5	172,0	249,4	157,3	231,1	323,7
A	194,1	300,5	1182,9	171,8	244,0	157,8	239,2	331,1

Une forte poussée de l'investissement national.

Un autre signe, au reste, confirme que la période où se situe le transfert des pouvoirs du gouvernement DUFFIN-BEKER au gouvernement PEARSON présente des traits fondamentalement sains qui ne peuvent que faciliter l'oeuvre de la nouvelle équipe dirigeante, - et c'est le pronostic d'une hausse quasi-générale des investissements pour 1963. Fait plus significatif que ne le présume, en général, le public français, si l'on veut bien tenir compte du niveau déjà très élevé de l'investissement au Canada. En 1958, par exemple, le Canadien investissait annuellement, per capita, \$ 491,7 contre \$ 159,1 pour le Français, - et ce n'est point là un chiffre exceptionnel puisque de 1956 à 1962 il reste constamment supérieur à \$ 450. Certes, de 1957 à 1961 un fléchissement s'est manifesté, mais moins par rétraction de la masse moyenne des capitaux engagés que par un léger accroissement du décalage entre le produit national brut et l'investissement total. Ce rapport reste, toutefois, remarquablement élevé, - et de 1956 à 1962 inclus, ressortit en moyenne à 26. C'est là un niveau sensiblement supérieur aux moyennes britanniques et américaine et qui, plus particulièrement, contraste de manière vive avec les chiffres français correspondants. Les TABLEAUX VI et VII, ci-après, le manifestent avec netteté.

TABLEAU VI - Evolution du rapport PNB/Investissement

Année	I	II	%	I/II
	Prod. Nat. Brut (1) Millions \$	Investissements de capitaux Millions \$		
1956	30.585	8.000		26
1957	31.909	8.700		27
1958	32.894	8.400		25,5
1959	34.784	8.450		24,3
1960	35.928	8.350		23,2
1961	36.844	8.170		22
1962	40.401	8.700		21
1963	...	9.088		

(1) Aux prix du marché.

TABLEAU VII - Evolution du rapport PNB/Investissement
en France

Année	I	II	%	I/II
	Prod. nat. brut (1) millions \$	Investissements de capitaux (2) millions \$		
1954	15.920	2.602		16,3
1955	17.050	2.940		17,2
1956	18.840	3.174		16,8
1957	21.050	3.491		16,5
1958	23.830	3.580		15,0
1959	25.790	3.580		13,8

(1) Aux prix du marché

(2) Evolution à prix constants (1951)

Les investissements productifs sont en tête

Dans son précédent numéro, INTER-NORD rendait compte d'une enquête menée par THE FINANCIAL POST auprès des principaux milieux d'affaires canadiens sur les perspectives 1963 et notait qu'une indéniable confiance marquait plus des deux tiers des pronostics émis. La publication par le Ministère de l'Industrie et du Commerce d'une étude sur le mouvement probable des investissements en 1963(3) confirme la tendance qui s'exprimait alors. L'enquête a porté sur 18.000 établissements industriels et commerciaux, institutions, services ou agences gouvernementales. Les réponses convergent sur l'affirmation que les investissements 1963 dépasseront 9 \$ milliards, soit un accroissement global de près de 4,5% sur 1962. Le TABLEAU VIII, page suivante, en indique sommairement la ventilation probable.

(3) Private and Public Investment in Canada, Outlook 1963.

TABLEAU VIII

(millions \$)	Mises réelles		Prévisions 1963	% + ou - 1963/62
	1961	1962		
Ind. primaire (a)	1211	1322	1297	- 1,9
Ind. manufacturières (b)	1085	1231	1316	+ 6,9
Services publics (b)	1698	1633	1901	+16,4
Services commerciaux (c)	847	847	794	- 6,3
Total secteur économique	4841	5033	5308	+ 5,5
Habitations	1467	1587	1571	- 1,0
Institutions (d)	617	808	833	+ 3,1
Adminis. publiques	1247	1310	1376	+ 5,0
Total	8172	8738	9088	+ 4,0
dont :				
-Constructions nouvelles	5518	5842	6060	+ 3,7
-Outillage+équipement nouveaux	2654	2896	3028	+ 4,6

- (a) Comprend : agriculture ; ind. forestière ; pêche ; pétrole ; construction.
 (b) " : énergie ; transport ; entreposage ; communications.
 (c) " : commerce gros et détail ; finance ; assurances et immeubles.
 (d) " : écoles, universités, hôpitaux, églises.

Comme on le voit, les projets d'investissements à caractère économique marquent, en réalité, un progrès plus sensible (5,5%) que les autres (2,3%) sur 1962. Et si les investissements des services publics contribuent, par leur importance (+ 16,4%) à soutenir l'ensemble, on observe que les industries manufacturières viennent immédiatement après, alors que les investissements commerciaux reculent (forte diminution dans la construction d'immeubles à bureaux), suivis dans la régression par l'industrie primaire. L'année "combattive" qui marquait l'économie canadienne au moment du départ de M. DIEFENBAKER transparaîtra d'ailleurs mieux si l'on indique que les fabricants de papier - qui ne produisent pourtant, comme pour le papier journal, qu'aux trois quarts de leur capacité réelle - envisagent de porter leur programme d'immobilisations 1963 à 258 \$ millions, contre 165 en 1962, soit un accroissement massif de 56%, dans le seul souci de se maintenir en position de force face à la concurrence sur les marchés du monde.

II - LA MISE EN PLACE DE LA POLITIQUE PEARSON

Le 11 juin 1963, - soit quinze jours avant l'expiration du délai des "soixante jours" que s'était assigné M. PEARSON - le nouveau gouvernement présentait un budget impatientement attendu, puisque des considérants qui l'assortissaient dépendraient de savoir quelle inspiration globale allait guider, à long terme, la politique gouvernementale.

Le primat de l'expansion : trait commun aux budgets FLEMING et GORDON

Sans doute, pourrait-on considérer que la responsabilité du nouveau ministre des Finances, M. GORDON, n'était qu'incomplètement engagée dans un document, - qui, du double point de vue de la transition politique et de la continuité comptable et administrative reste encore lié à l'oeuvre du gouvernement sortant. Cette réserve devait, toutefois, paraître sans objet, dès le moment où il allait devenir clair que, loin de réduire ou de freiner, M. GORDON n'opposait aucune objection à un accroissement sensible des dépenses gouvernementales et, en fait, prenait position pour une politique résolue d'expansion. De 6.229 \$ millions pour l'exercice précédent la masse des crédits engagés par le gouvernement passait, en effet à 6.545 \$ millions, soit un accroissement de 5%, qui ne sera, vraisemblablement, inférieur que de peu au taux probable de développement de l'économie nationale elle-même. Autrement dit, avec un déficit de 709 \$ millions, le budget GORDON figurerait comme le budget le plus onéreux qu'ait jamais connu le Canada si ce caractère n'était déjà acquis à un autre budget, qui se trouve, précisément, être celui que présentait, au printemps 1961, et au nom, lui aussi, de l'expansion, M. FLEMING, ministre des Finances, à cette époque, du gouvernement Diefenbaker.

Une continuité d'inspiration

Expansion "systématique", pouvait-on dire alors, puisque M. FLEMING, on s'en souvient, avait appuyé sa politique sur une dévaluation implicite ("significant discount") de la monnaie nationale, à laquelle le Canada - il semblerait peu équitable de le contester - allait devoir, peu après, le brillant redressement de sa balance commerciale et une relance indéniable de son activité économique. Certes, - et l'on s'en souvient aussi - cette politique, qui était hardie, risquait d'entraîner des contreparties, dont la principale, peut-on supposer, fut la crise de trésorerie de 1962. Mais dans une très grande mesure, l'amélioration des données économiques devait aider à conjurer

la détérioration financière, et, sous cet angle, le programme de salut public mis en oeuvre par M. Diefenbaker le 24 Juin 1962 représentait, quels que fussent les freins qu'il apportait momentanément à l'expansion, une manière de corollaire ou d'annexe à la politique de dynamisme économique dessinée en 1961. Au reste, assez peu de semaines suffirent à rétablir la situation, et tout au long du semestre qui suivit, les mesures de restriction décidées en Juin 1962 furent, les unes après les autres, levées. En fait, la situation qu'allait trouver M. Gordon à son arrivée relevait, non de l'épisode d'austérité et de resserrement du printemps 1962, mais, et bien, de la politique Fleming de 1961, - et, sous cet angle, le souci d'expansion qui marque le budget Gordon confère certains similitudes d'inspiration avec le budget Fleming 1961. Dans une étude récente (Revue de la Chambre de Commerce française au Canada, n° 570, avril 1963, p.8), M. Parizeau, professeur à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal, jugeant de la politique du gouvernement conservateur, écrivait : "La dévaluation graduelle du dollar canadien d'une part et la faible augmentation des prix au Canada (...) se sont conjuguées pour rendre les produits exportés nettement moins intéressants (...) Si bien que la production industrielle, et en particulier celle des biens de consommation, a reçu une impulsion remarquablement forte. Il ne paraît pas, ainsi excessif de supposer que l'action du nouveau gouvernement aurait pu s'avérer plus difficile si, au moment de sa formation, l'impulsion dont parle M. Parizeau n'avait pas été acquise.

Les dissimilitudes entre les deux équipes

Le malentendu, toutefois, serait certain s'il fallait en déduire que l'écart entre l'équipe qui prend le pouvoir et celle qui le quitte se réduit à de simples différences de personnalité et d'accents. D'emblée, et au coeur du budget qu'il a présenté, M. Gordon devait rendre manifeste que la dissimilitude entre les deux gouvernements apparaît surtout dans le souci qu'éprouve la formation libérale de saisir, et d'isoler, en tant que tels les problèmes profonds et fondamentaux de l'économie canadienne. Ce souci là est spécifique. Dans une certaine mesure - sous la réserve, bien entendu qu'il ne s'agit là que de simples mots - l'on pourrait considérer que la politique Fleming, empiriste, réaliste - et non sans bénéfice - attacha aux faits et aux données de la conjoncture une importance que la nouvelle équipe déplacera volontiers vers des faits et données de structure. Jamais

autant que dans le budget présenté par M. GORDON, il ne paraît avoir été rendu aussi clair que ces deux plans doivent, même artificiellement, être distingués, et que l'optimisme dont il y aurait lieu de faire preuve sur l'un ne saurait, sans péril, masquer les préoccupations qu'il convient d'éprouver quant à l'autre. Le redressement intervenu depuis mi-1961 est, en effet, indéniable, mais indéniable aussi est le fait que l'amélioration intervenue n'a pas modifié, structurellement, les termes mêmes où se posent, pour le Canada, à moyenne ou longue échéance, le problème crucial du niveau de l'emploi, celui du volume des investissements étrangers, - et, par là, celui du rythme et du volume de l'investissement national. Et c'est, précisément, sur ces points que, de façon systématique, M. GORDON paraît avoir centré son premier budget. Et de manière quelque peu brutale, puisque les incidents qui marquèrent la présentation du budget furent si vifs que le Ministre se trouva dans l'obligation, assez rare, de consentir à l'ajournement pur et simple d'une partie des mesures qu'il avait décidées.

III - Le problème de l'emploi dans les perspectives d'une mise en valeur du potentiel national

Sans doute, importait-il que M. GORDON soulignât d'entrée que "le chômage est le problème intérieur le plus grave auquel le Canada doit faire face aujourd'hui". Bien sûr, s'agit-il là d'une affirmation qui n'est ni nouvelle, ni surprenante, - et qui reste présente, en fait dans l'exposé des motifs de tout budget canadien depuis quelques années. Mais il semble que rarement un Ministre des Finances se soit attaché à en assurer une approche aussi foncièrement économique, c'est à dire en passant du fait statique à sa signification profonde par rapport à la situation d'ensemble, et, donc, en liant finalement les uns aux autres le problème de l'emploi, celui des investissements étrangers et le problème, plus général encore, de l'investissement proprement canadien. Et, sous cet angle, le processus qui s'amorce pourrait conduire à faire du terme de "canadianisation" non plus un simple mot d'ordre mais un programme concret.

A cet égard, l'importance de l'accent nouveau placé sur la mise en valeur des zones à croissance économique lente attire l'attention : ce thème, majeur dans l'exposé de M. GORDON, est en rapport visible de corrélation avec des

mesures relatives au développement de l'emploi, - et par là même, ainsi, ressortir au souci, plus ample, d'inviter une part accrue de la population active à une activité encore plus fournie. Dans cette perspective, figurent, entre autres, la constitution d'un Ministère de l'Industrie, qui aurait pour mission de créer de nouveaux emplois dans l'industrie manufacturière, et que doublera un Service de mise en valeur des régions habilité à encourager, ou aider, les investissements dans les régions à croissance moins rapide ; la création d'un fonds de capitaux importants pour l'Office de Développement de l'Atlantique, l'établissement d'un Office de Développement et de Prêts pour les municipalités, une majoration substantielle des pourcentages d'assistance pour les travaux d'hiver dans des régions désignées ; une gratification de \$ 500 aux propriétaires de maisons nouvelles construites durant les mois d'hiver ; le paiement d'une prime spéciale aux employeurs qui, durant les mois de novembre, décembre et janvier embaucheront des travailleurs supplémentaires âgés de 45 ans et plus et qui auront chômé durant six des neuf mois précédents etc...

Sur les problèmes de l'emploi

1. - Il faut, ici, souligner combien les préoccupations ministérielles sont amenées à porter sur un horizon autrement étendu que celui délimité par les statistiques du chômage, ou l'état de l'emploi dans les seules classes d'âge présentement au travail. La structure de la démographie canadienne peut, en effet, dans les deux ou trois années à venir, et bien plus que pour de nombreux autres pays, rendre extraordinairement critique le problème du rapport entre l'emploi et la population active. Observer que de 1957 à 1962, l'emploi s'est accru de 9% - soit 1,8% par an - alors que la population totale croît à un taux plus que double, ne donne, à cet égard, qu'une image fautive du problème. Entre 1963 et 1965 - et là est le fait fondamental - le débouché sur le marché du travail des classes d'âge correspondantes risque, bien et bien, d'accroître le volume de la population active d'un bon tiers et de porter, en quelques semestres, celle-ci à plus de huit millions, pour un peu plus de six millions d'emplois actuellement disponibles.

TABIEAU IX - Répartition de la population
selon les groupes d'âge 1951-1961 (1)

Groupe d'âge	Population		% du total		% d'accrois.
	1951	1961	1951	1961	1951-1961
TOTAL	14 009 429	18 238 247	100,0	100,0	30,2
0 à 4 ans	1 722 109	2 256 401	12,3	12,4	31,0
5 à 9 -	1 397 825	2 079 522	10,0	11,4	48,8
10 à 14 -	1 130 783	1 855 999	8,1	10,2	64,1
15 à 19 -	1 017 972	1 432 559	7,6	7,9	35,4
20 à 24 -	1 088 641	1 183 646	7,8	6,5	8,7
25 à 34 -	2 173 949	2 481 107	15,5	13,6	14,1
35 à 44 -	1 867 700	2 389 885	13,3	13,1	28,0
45 à 54 -	1 407 335	1 878 504	10,0	10,3	33,5
55 à 59 -	570 690	705 835	4,0	3,8	23,7
60 à 64 -	566 152	583 635	3,6	3,1	15,3
65 à 69 -	433 497	487 102	3,1	2,7	12,4
70 ou plus	652 776	904 052	4,7	5,0	38,5

Le TABLEAU IX, ci-dessus, fait, en effet, apparaître l'état particulièrement significatif de la pyramide des âges. Comme on le voit, - et à supposer que les sujets de plus de 65 ans quittent le secteur de la population active le délestage se réduirait à un peu plus d'un million d'unités pour une charge approchant les quatre millions. Evoquant ce problème, la "Revue des Affaires" éditée par la Banque de Montréal, écrit (30-VIII-1963) : "Il y a eu un accroissement dramatique de la population active durant les mois d'été 1961...". Le qualificatif de "dramatique" est-il trop fort ? En fait, la réponse peut être cherchée dans le TABLEAU X, page suivante, qui regroupe quelques données sur le rapport population active/emploi depuis 1957. Assurément faudrait-il le compléter d'indications sur l'évolution, dans le même temps, du taux d'équipement de l'économie, et par là-même, sur le rapport entre le volume d'emploi mobilisé par unité de production nationale. Que ce rapport tende à décroître, et que, telles les autres économies à bon niveau

(1) La population estimative du Canada, au début de 1963, s'établissait à 18.767.000, soit 333.000 (1,8%) de plus que le 1er janvier 1962 et 529.000 (2,9%) de plus qu'au recensement du 1er juin 1961.

C'est le Québec qui a crû le plus (108.000) en 1962, soit de 2% ; l'Ontario de 103.000 (1,6%). L'Alberta vient au 3ème rang pour la hausse numérique (38.000) mais au premier pour le taux d'accroissement (2,8%); la Colombie Britannique vient ensuite avec une augmentation de 37.000 (2,2%). Manitoba, 14.000 (1,5%) ; Terre-Neuve, 12.000 (2,6) ; Nouvelle-Ecosse, 9.000 (1,2) ; Nouveau Brunswick, 8.000 (1,3) ; Saskatchewan, 3.000 (0,3) ; et Ile-du-Prince-Edouard, 1.000 (0,9).

de productivité, l'économie canadienne vise à produire plus en employant moins, ne saurait étonner. Dans ces conditions, le "décrochage" entre la population active et l'emploi peut rapidement revêtir un caractère structurel, - et, dans l'état actuel de la population active, il serait déjà préoccupant. Qu'en sera-t-il donc lorsque l'effectif actif reflètera plus fidèlement qu'aujourd'hui la structure réelle de la démographie nationale ?

TABLEAU X - L'évolution du rapport population active/emploi de 1957 à 1962

Années	Population active civile	Emplois	% de l'emploi par rapport à la population active
1957	5 890 000	5 700 000	96
1958	6 080 000	5 680 000	93
1959	6 170 000	5 710 000	92
1960	6 290 000	5 900 000	93
1961	6 518 000	6 049 000	92
1962	6 608 000	6 217 000	94

2. - Au demeurant, si c'est là un problème de base - et l'on conçoit, en effet, que la Banque de Montréal pressente son caractère "dramatique" il faut aussitôt ajouter que les termes dans lesquels il se pose ne sont pas seulement quantitatifs. A échéance de trois ou cinq ans, non seulement l'économie canadienne devra assumer la responsabilité d'une population active soudain accrue, en brut, d'un bon tiers, mais il apparaît, au surplus, que les aptitudes, que la structure qualitative des effectifs à venir se trouvent marqués de traits assez particuliers. Le niveau culturel, notamment, s'en révélera relativement élevé, ou tel, en tout cas, que les intéressés déclinent leur affectation à certains domaines d'activité. Le comportement actuel de la population active en convainc sans peine, - et, plus précisément, l'examen des graphiques ci-après.

Comme on le voit, de 1952 à 1962, la participation des femmes à l'économie active s'est accrue de 14%, alors que celle des hommes a décréu exactement d'autant. A la base d'une telle évolution figure, entre autres facteurs, la régression considérable du taux de participation à l'activité des jeunes de 14 à 19 ans, - qui tombe de 54% en 1952 à 38% en 1962, - et qui correspond, on le devine à un exhaussement de la durée et du niveau de scolarisation. Une tendance de même ordre contribue, au reste, à éroder de 5 à 7% la participation à l'activité du groupe de 20-24 ans. Dans le même temps, les hommes de 65 ans et plus, - dépositaires d'une expérience professionnelle qui porte, en général, sur le secteur primaire et ressortit aux dures activités, aux rudes idéologies du Canada de 1910-1914 - quittent l'économie, où se refusent, précisément, à s'engager déjà les jeunes qu'ils pourraient former. Au total, et en l'état présent le gros de la population active masculine est représenté par le contingent des hommes de 25 à 54 ans, dont le TABLEAU IX, supra, montre qu'elle ressortit approximativement à un peu plus de trois millions (sex ratio : 1951 : 1,01) pour une population active potentielle (femmes et hommes) de plus de neuf millions : c'est dire - compte tenu de la résistance probable qu'opposera la population active féminine à la proche poussée des jeunes travailleurs masculins - l'ampleur du problème que doit poser sous peu l'ajustement de la démographie et de l'emploi.

3. - Un troisième facteur, en effet, requiert d'être souligné : non seulement la population active latente ressortit, dès maintenant, à des dimensions apparemment supérieures à celles de l'économie, non seulement sa diversification humaine et professionnelle tend à se réduire, - mais, de surcroît, les deux outrois millions de postulants imminents tendent surtout à se grouper, voire à se bousculer, dans le secteur des services. Un tel phénomène - qui sous-tend, souvent, un choix entre tâches "dures" et "faciles", plus encore qu'entre niveaux de vie plus ou moins élevés - n'est, certes, pas propre au seul Canada. Mais il faut admettre qu'il y présente une acuité exceptionnelle. La Banque de Montréal, dans sa "Revue des Affaires", déjà citée

le souligne : "(Le) grand phénomène est l'accroissement surprenant de l'emploi dans les industries qui produisent des services (...) L'embauchage total (hommes et femmes) y a augmenté de 42% au lieu de 16% seulement dans les industries qui produisent des biens". En se référant à l'ensemble de la population active, les chiffres ne sont pas moins éloquentes. Le TABLEAU XI, ci-dessous le rappelle.

TABLEAU XI - Evolution de la structure de l'emploi de 1952 à 1962. (milliers d'emplois)

Type d'activité	1952	% par rapport au total	1962	% par rapport au total
Services	675	12,58	915	14,91
Direction	570	10,62	685	11,13
Commerce	452	8,42	562	9,14
Transport	382	7,12	407	6,61
Finance	63	1,18	88	1,44
Communications	84	1,57	94	1,53
Professions	652	12,16	972	15,80
Industrie et mécanique	1086	20,26	1276	20,75
Ouvriers et manoeuvres	325	6,06	375	6,10
Forêt et pêche	105	1,96	75	1,21
Agriculture	896	16,65	656	10,65
Mines	76	1,42	46	0,73
	<u>5369</u>	<u>100</u>	<u>6131</u>	<u>100</u>

On l'aperçoit aussitôt : alors que l'accroissement général de l'emploi ressortit à 14%, la part des activités autres que primaires et secondaires se développe de plus du double, tandis que l'effectif des agriculteurs, des forestiers et mineurs se réduit, par contre, de 28%. La production agricole, dans le même temps, n'ayant augmenté que fort modérément, et les tâches correspondantes de gestion ou de distribution des stocks ne s'étant pratiquement pas accrues, la justification économique du gonflement des services repose donc, pour l'essentiel, sur le développement de la production industrielle et l'augmentation des dépenses publiques : l'emploi dans les industries, comme le montre le TABLEAU XI,

(1) Agriculture non considérée.

progressé, en effet, et légèrement plus (17%) que l'emploi total (sauf au niveau "ouvriers et manoeuvres" ou l'avance est à peu près nulle). Mais, par là même, pour chaque nouveau "producteur" sont apparus deux distributeurs ou gestionnaires (dont, en général, une femme). Qu'en sera-t-il lorsque l'effectif de la population active va se trouver accru de plus d'un tiers, et qu'une partie majoritaire des nouveaux venus tentera de forcer le passage en direction des tâches de gestion et de distribution ? Le TABLEAU XII, ci-après, convainc de l'acuité du problème, et qu'en fait, il est déjà posé. Alors que l'indice des emplois de fabrication progresse entre janvier 1962 et mars 1963, de 8 points à peine, celui des services avance du double.

TABLEAU XII, page suivante.

TABLEAU XII - Evolution indicielle de l'emploi par catégories.- Indice : 1949 = 100

	Emplois ind. (1)	Mines		Fabrication		Total	Constructions		Services Publics		Commerce		Finance Services (4)
		Forage	Non forage	Drables	Non drables		(2)	(3)	(3)	(4)			
1962													
J	115,2	77,5	114,0	108,5	111,4	106,0	102,0	102,3	135,8	135,8	167,4	147,7	
F	114,7	68,2	113,7	108,9	112,0	106,3	100,1	102,8	135,5	133,3	167,7	147,7	
M	115,2	47,1	114,3	109,6	113,3	106,5	103,2	103,4	135,7	135,6	168,4	149,6	
A	116,7	34,4	113,3	110,4	114,7	106,7	112,3	105,9	136,7	137,7	168,5	152,0	
M	121,3	51,9	117,8	113,7	118,4	109,7	127,5	109,3	141,9	139,6	168,2	157,7	
J	125,0	75,0	121,0	116,4	121,0	112,5	137,8	110,0	145,2	141,2	169,3	163,3	
J	125,8	78,6	121,2	115,5	118,3	113,1	144,5	114,2	149,4	140,1	169,8	164,3	
A	127,0	80,2	120,7	117,6	119,5	116,0	146,0	113,9	149,4	140,0	169,8	167,4	
S	126,5	85,9	118,2	117,6	120,6	115,0	141,9	112,0	144,7	142,3	169,5	162,0	
O	125,4	88,4	116,1	116,9	119,7	112,6	137,6	110,8	143,7	144,0	173,7	157,7	
M	124,3	85,8	114,3	116,7	118,9	111,2	130,5	109,2	141,6	147,5	174,2	155,7	
D	120,2	78,3	112,5	110,9	116,3	106,3	108,7	106,4	139,3	150,2	174,5	153,2	
1952													
J	117,8	67,1	112,7	111,6	117,0	107,0	103,3	103,7	138,1	139,9	175,1	152,7	
F	117,4	61,2	112,5	112,2	117,6	107,7	100,5	103,3	137,6	138,0	175,2	153,5	
M	117,7	44,4	111,9	112,8	118,3	108,3	103,7	103,6	137,6	139,3	175,4	155,4	
A	119,3	33,2	109,9	113,7	119,3	109,0	112,4	103,4	141,5	141,1	175,4	158,8	
M	123,4	48,4	113,5	110,2	122,1	111,2	125,8	109,4	145,5	143,2	176,3	164,3	

(1) Exclut agriculture, pêche, trappage et services domestiques
 (2) Y compris entreposage et communications
 (3) Y compris assurances et entreprises immobilières
 (4) Non compris administrations publiques, Défense Nationale, Santé et Education.

Il paraît difficile de dissimuler les préoccupations que suscite cette évolution de l'emploi: la structure qu'il tend, en effet, à revêtir, et, notamment, la prédominance qui s'y fait jour des vocations gestionnaires et distributrices présupposent, - tout d'abord - que les vocations plus directement productrices, et ressortissant à des activités quelquefois plus dures ne s'y expriment pas avec une ardeur moindre. Mais, surtout, et pour que l'appareil tertiaire ne tende pas à constituer une superstructure quasi-parasitaire, il convient que l'infrastructure primaire, que les structures secondaires assurent d'ores et déjà la pleine exploitation du plein potentiel national. Dans le cas contraire, le Canada - qui est à l'orée et non pas à l'issue, du processus de valorisation de ressources immenses - pourrait risquer, paradoxalement, de subir les effets simultanés d'un excès et d'un défaut de main d'oeuvre. A ce titre, le problème du chômage, et, par-dessus celui-ci, le problème de l'emploi ne peuvent se poser valablement, et - en tout cas - ne peuvent se résoudre que dans la perspective de la mise en valeur généralisée d'un territoire, qui est de format exceptionnel. C'est une difficulté, mais c'est, aussi, un des privilèges spécifiques du Canada que d'avoir encore à porter les hommes à la hauteur des ressources.

IV - Le problème des investissements étrangers.

Faut-il encore que les moyens de financement correspondants soient présents et faut-il, aussi, que l'Etat ait toute latitude de les mettre en oeuvre aux points, aux moments et dans des perspectives qu'il doit être en mesure de déterminer souverainement. Sous cet angle, le mot d'ordre de "canadianisation" et de "Canada aux Canadiens" perd son caractère "nationaliste" pour retrouver un sens économique légitime : tout développement national se révélerait, en effet, bien aléatoire si la nation, qui en fixe les objectifs, aliénait à des mains étrangères une partie essentielle des moyens qui permettent de les atteindre et, par là même, ce droit de regard et d'intervention sur les mécanismes à long terme de l'économie. Le capital étranger - qui reste précieux et souvent indispensable - doit être un hôte et non pas un occupant ; un partenaire et non pas un maître. Et si s'agit, pour le

Canada comme pour tout pays - d'encourager sa venue, il s'agit également de décourager les appétits excessifs dont il pourrait faire preuve. En fait, décider d'orienter - au nom et au travers du problème de l'emploi - toute une politique en direction d'une mise en valeur plus systématique du territoire canadien présuppose, et même impose, de poser aussi le problème des investissements étrangers. A cet égard le budget de M. GORDON n'est sans doute pas la première tentative faite pour en proposer un statut, mais il en constitue une des plus franches, et, probablement, une des plus rudes.

Dans ses précédents numéros (notamment n° 4 & 5), INTER-NORD rassemblait quelques indications sur l'état des investissements étrangers, et, particulièrement, américains au Canada. Il n'est pas inutile de rappeler, entre autres, que le contrôle étranger, en 1960, s'étendait sur 64% des entreprises canadiennes dont le capital est égal ou supérieur à \$ 25 millions. Sur ces 64%, la part des États-Unis ressortissait à 51% et celle des capitaux britanniques à 9%. Il convient également de noter que : 1°) dans les industries de transformation, la propriété canadienne se chiffrait, en 1960, à 2.630 \$ millions, contre 4.605 pour les propriétés étrangères ; dans le pétrole et le gaz la part canadienne s'élevait à \$ 893 millions contre \$ 3.758 millions ; 3°) dans les exploitations minières les valeurs respectives ressortissaient à \$ 565 millions contre 1.493. Dans ces trois secteurs-clés, les intérêts canadiens ne disposaient, ainsi, que de 29% du capital engagé.

Or, cette situation s'est encore accusée entre 1960 et 1961. Début 1962, les capitaux proprement américains présents, et agissants dans l'économie canadienne étaient passés de \$ 9.406 millions (1961) à 11.800 : en douze mois, la poussée avait donc atteint 25%. Au total, et selon une étude du Département du Commerce des États-Unis, les investissements américains au Canada se sont soldés, en moyenne pour le quinquennat 1957-1962 par un apport annuel de \$ 750 millions, producteurs d'intérêts sensiblement voisins (\$ 718 millions en 1960, 684 en 1961), et susceptibles, ainsi, d'alimenter par eux-mêmes un mécanisme quasi-autonome

d'absorption totale des divers éléments de l'économie canadienne. A la limite, l'investissement proprement national - et, notamment, les investissements réalisés par l'Etat - risqueraient de n'avoir plus pour fonction que d'entretenir, dans ses infrastructures et ses services, un dispositif global dont le rendement économique, net de toutes charges et servitudes, serait propriété de l'étranger. On conçoit, en tout cas, qu'investissant entre 8 et 9 milliards \$ par an contre 600 à 800 millions \$ pour l'étranger, le Canada puisse trouver amer de ne disposer, en contrepartie, que d'un contrôle n'excédant pas le tiers de ses propres entreprises.

"Canadianiser" l'investissement étranger

Dans de telles conditions, et lorsque la pénétration a atteint une semblable importance, l'on voit mal de quelle faculté de choix peut encore disposer une politique. Stimulés par l'intérêt, pur et simple, et tentés, en conséquence, de s'en réserver le bénéfice exclusif, les capitaux étrangers ne peuvent se révéler sensibles qu'à une action portant tout bonnement sur ce bénéfice même et leur imposant d'en consentir un partage moins inéquitable. L'idée de base qui paraît donc avoir guidé M. GORDON est, ainsi, de poser comme condition d'accès du capital non-canadien à la "bonne affaire" au Canada une coopération réelle, chiffrée, avec des partenaires canadiens; et c'est là, somme toute, une manière de "canadianiser" d'autorité l'investissement étranger.

En cette perspective, il ne peut donc s'agir que de mesures valant pénalisation, et d'application aussi claire, aussi automatique que possible. Au total, et suivant que toute société ressortit ou non à plus de 75% de capitaux étrangers, la taxe sur les dividendes versés à des non-résidents - et qui était, uniformément, de 15% - sera augmentée ou diminuée de 5% à partir du 13 juin 1963. Par ailleurs, il est acquis que toute société - astreinte à l'augmentation de la taxe - qui consentira, avant le 1er janvier 1967, à un remaniement de son capital, tel que les intérêts canadiens obtiennent d'en contrôler un quart, bénéficiera du remboursement des 5% supplémentaires versés par elle

depuis 1963. En outre, les sociétés dans lesquelles les Canadiens détiennent un contrôle égal ou supérieur à 25% - et dont l'activité intéressera certaines zones considérées en situation de moindre développement - jouiront d'avantages particuliers, dont la faculté d'amortir en deux ans tout matériel ou équipement nouveau, et en trois ans les immeubles.

Et "Canadianiser" aussi les Canadiens...

L'on ne saurait, toutefois, dissimuler quel effort les mesures invitent les investisseurs canadiens. Bel et bien tout se passe comme si l'on pouvait s'agir pour eux de racheter, en moins de quatre ans, le quart des participations étrangères établies au Canada. Pour arbitraires et sommaires, que soient les estimations correspondantes, il est vraisemblable qu'une telle entreprise imposera au capital canadien d'accroître de quelque 20% ses investissements annuels. A la condition, bien entendu, qu'au cours de ce temps, le capital étranger ne réalise pas de nouvelles avances, - et, à la condition, par là-même, que l'économie canadienne sache ne pas déferer, si facilement que par le passé, à ses sollicitations. Or, c'est sur ce point, capital, que M. GORDON, devait précisément, connaître une première et spectaculaire déception. Convaincu, en effet, que la défense des intérêts nationaux présuppose d'interdire à ceux-ci de s'aliéner eux-mêmes, le Ministre des Finances proposait rien de moins qu'une taxe de 30% frappant toute vente d'actions canadiennes à des non-résidents, si la transaction excédait \$ 50.000. La mesure, assurément, était rude, - mais elle peut sembler logique. Ni le Parlement, ni les milieux d'affaires intéressés ne convinrent du dernier point. La bataille s'engagea aussitôt à la Chambre : l'aide du Parti du Crédit Social et celle d'un représentant isolé du nouveau Parti démocratique permirent, certes, au gouvernement par 115 voix contre 75, de l'emporter sur le plan parlementaire. Mais, peu après, - et comme il convient, probablement, qu'une division des milieux économiques sur ce point présenterait plus d'intérêt que la mesure incriminée n'assure d'avantages -, M. GORDON n'hésitait pas à

informer la Chambre qu'il ajournait, sine die, l'application de la taxe. Les experts chiffreront, sans doute, en termes de manque à gagner, ce qu'un tel ajournement peut coûter au Trésor ; ils observeront, même, qu'une telle rémission risque de se solder tout naturellement par une accélération massive des ventes qu'il s'agirait, précisément, d'empêcher. Mais, dans une perspective plus large, l'épisode ne saurait être accueilli sans un certain regret, - quelques réserves qui puissent être opposées à une mesure qui paraît, en effet, et tout à la fois, de signification équivoque et d'application malaisée. Si le Canada perd, par aliénation de son patrimoine, ce qu'il s'efforce de regagner par accroissement de son propre pouvoir d'investissement, et que la direction de l'économie consiste, en conséquence, à ajuster indéfiniment des hémorragies et des transfusions, le bilan risque de demeurer lui-même indéfiniment nul.

Patriotisme et non pas nationalisme

Le problème de base, propre au Canada, se trouve ainsi, et en tout cas, posé une nouvelle fois : et c'est que ni la géographie, ni l'histoire, ni les moeurs, ni même la langue - du moins pour les anglophones -, ne permettent de dessiner une frontière réelle entre des économies qui aspirent néanmoins à l'autonomie tout en se trouvant contraintes à la compénétration. Et si l'on observe que l'une produit et pèse plus du décuple de l'autre, que les états respectifs de développement et d'équipement sont sensiblement dissemblables, il faut aussitôt ajouter que les dimensions exceptionnelles, que la puissance acquise, que le potentiel propre du Canada excluent par ailleurs qu'il puisse figurer demain comme une simple partie des États-Unis. A égale distance de la dépendance et de l'indépendance, il lui incombe bien de dégager une politique médiane qui joue à l'avantage canadien sans jouer, pour autant, au détriment américain. Et, sans doute, est-ce là une spécificité rare que de devoir poser et résoudre le problème de son propre développement dans une

perspective qui tienne tout également compte des termes où se pose le même problème pour son voisin. A l'échelle internationale il sait bien qu'il y ait là une situation sans précédent - et il n'est pas contestable que les qualités d'imagination, de prudence, et de réalisme requises des hommes d'Etat canadiens, architectes d'un patriotisme qui sache n'être pas nationaliste - s'avèrent assez exceptionnelles.

II

CERTAINS CARACTERES DE LA VIE AGRICOLE CANADIENNE

(Suite)

Examinant certains caractères de la vie agricole canadienne, le précédent numéro d'INTER-NORD (pp. 160-167) notait le caractère relativement stable du rapport entre le secteur agricole et l'ensemble de l'économie nationale. Par rapport au revenu national, le revenu net agricole, qui en représentait 5% en 1954, se retrouvait en effet à 6% en 1955, à 6,2% en 1956, à 4,4% en 1957, à 4,7% en 1958. En 1959, il ressortissait à 4,2%, en 1960 à 4,8%, en 1961 (mauvaise récolte) à 2,4% et, en 1962, à 4,54%. Certes, il y a un léger tassement, mais il importe d'observer, d'une part, la contraction sensible, entre 1951 et 1961, du nombre des exploitations (- 22%) et, d'autre part, l'amenuisement non négligeable, au moins jusqu'en 1958, du cours des principales denrées agricoles. En fait, dans une grande mesure, les deux phénomènes semblent liés : l'action érosive du marché, au Canada comme en de nombreux autres pays, a imposé à l'agriculture d'éliminer ses composantes les plus faibles. De 1921 à 1962, la surface moyenne exploitée passe de 80 hectares à 145, - soit un accroissement de 39% -, tandis que, de 1941 à 1962, le nombre des exploitations recule de 732.832 à 480.903, - soit une diminution de 34%.

La richesse et la variété sociologiques du fait rural, ainsi soumises aux normes de la sélection économique tendent, dès lors, à s'appauvrir : mais au bénéfice d'une meilleure viabilité. Moins tributaire, au reste, que d'autres de traditions anciennes souvent inhibitrices, l'agriculture canadienne se veut de plus en plus en mesure de consolider, voire de durcir ses armatures.

Le primat de l'économique sur l'agronomique.

Non pas, semble-t-il, pour augmenter systématiquement en volume absolu, la production, que pour maintenir, ou accroître - dans la perspective d'un exhaussement sensible des frais d'exploitation et, donc, d'un tassement tendanciel des cours - le revenu net agricole. La concentration des exploitations ne s'accompagne ni d'un développement correspondant de la production céréalière, ni même d'un accroissement comparable de rendement à l'unité de surface.

TABLEAU XIII - Evolution de la production céréalière
de 1945 à 1962 (en milliers de boisseaux)

	Moyenne 1945-1949	1956	1957	1961	1962
Blé	362.774	573.040	370.508	283.394	557.86
Avoine	326.437	524.507	380.599	283.965	493.57
Orge	141.171	269.065	215.933	112.640	163.18
Seigle	13.182	8.434	8.539	6.519	12.38
Total cé- réales	843.564	1.375.046	975.579	686.518	1.229.99

TABLEAU XIV - Evolution des emblavures céréalières
de 1945 à 1962 (en milliers d'acres)

	Moyenne 1945-1949	1956	1957	1961	1962
Blé	24.558	22.781	21.031	25.316	26.88
Avoine	11.513	11.707	11.017	8.542	10.38
Orge	6.569	8.390	9.403	5.529	5.28
Seigle	863	368	440	560	68
Total cé- réales	43.503	43.246	41.891	39.947	43.43

La moyenne 1961/62 ressortit à 950 millions de boisseaux contre 843 millions pour la moyenne 1945/49, - et du point de vue des emblavures, la moyenne 1961/62, avec 41 millions d'acres est inférieure à la moyenne 1945/49 : 43.053 milliers d'acres. Assurément, pour la séquence considérée, le rendement - qui passe de 19 boisseaux/acre à 23 - a légèrement progressé, mais guère plus que de 1% par an. Le contraste est, ainsi, très accusé en l'agriculture française qui, de 1946 à 1962, exhausse de 85% ses productions céréalières (blé, orge, avoine, seigle).

Le TABLEAU XXII, publié dans le précédent numéro d'INTER-NORD (p. 106) - et qui dressait l'état des impressionnants reports céréaliers canadiens depuis 1940 - suffit, certes, à expliquer cette stabilité et même cette modération de la production canadienne. En 1962, le Canada produisait 815 kgs de blé par tête d'habitant contre 294 pour la France, et n'en consommait pas plus du dixième (1). L'écoulement des surplus ressortit, en permanence, à un problème sérieux, et même à un problème critique lorsque la production dépasse, pour le blé, 500 millions de boisseaux. Or la céréaliculture - bornée par ce goulot d'étranglement - fournit près du tiers des recettes de l'agriculture. Le rendement de la production et celui du capital engagé peuvent ainsi tendre - au-delà d'un seuil déterminé - à varier de façon inversement proportionnelle et l'effort des agriculteurs canadiens dans ce secteur vise, en fait, à réduire les frais d'exploitation beaucoup plus qu'à accroître la production.

(1) Le TABLEAU ci-dessous rappelle diverses productions comparées par tête d'habitant pour le Canada et la France.

Productions comparées par tête d'habitant
au Canada et en France

	FRANCE		CANADA	
'Blé (a)	(1962)	294	(1962)	815
'Céréales secon-				
'daires (orge +				
'avoine) (a)	(1962)	172	(1962)	603
'Bovins (b)	(1961)	0,42	(1958)	0,64
'Lait (a)	(1961)	526	(1961)	479
'Porcins (b)	(1961)	0,18	(1958)	0,36
'Ovins (b)	(1961)	0,19	(1958)	0,09
'Surface cultivée'				
'par habitant (c)	(1956)	76	(1956)	394

- (a) en Kilogrammes
- (b) par tête
- (c) en ares

La butée céréalicole

Y parviennent-ils ? Le TABLEAU XV consacré à l'évolution du revenu net agricole de 1955 à 1961 fournit certains éléments de réponse. Assurément, il ne permet pas d'isoler les frais liés à l'activité spécifiquement céréalière. Il fait néanmoins apparaître que l'avance prise par l'accroissement des recettes sur l'accroissement des frais d'exploitation est pratiquement nulle : 25% pour les premières, 23% pour les secondes. De 1955 à 1961, le revenu net - subventions gouvernementales et variations de stocks comprises - ne s'est, ainsi, accru que de 3,0% et le bilan est encore plus modeste si l'on cherche à déterminer la rémunération du capital de roulement : en 1955, l'obtention de 10 dollars de recettes requérait une mise de fonds préalable de 6 dollars, et six ans plus tard elle en requérait autant (5,9 \$). Sans doute convient-il d'observer que les chiffres de 1955 intéressent 575.000 exploitations alors que ceux de 1961 se portent plus sur 480.913 unités : mais l'exhaussement, en ce temps, des frais d'exploitation et la charge des stocks excédentaires limitent singulièrement le bénéfice de cette concentration. Le revenu net par exploitation, à l'échelle nationale, passe, en effet, de \$ 2,243 à \$ 2,453 - soit +9% - alors que la réduction du nombre des exploitations ressortit, elle, à 16%.

Il y a incontestablement là une situation qui relève moins de la stabilité que d'une manière de plafonnement, et tout se passe comme si une véritable butée céréalicole imposait finalement à l'exploitant de disjoindre l'une de l'autre les notions de rendement agronomique et de rentabilité économique.

TABLEAU XV - Evolution du revenu net agricole
de 1955 à 1961 (en millions \$)

	1955	1956	1957	1959	1960	1961
1. Vente des produits agric.	2 350 198	2 663 520	2 591 861	2 791 190	2 781 538	2 958 195
2. Revenus en nature	328 435	329 271	327 435	344 464	352 043	953 195
3. Paiements supplémentaires	33 338	5 004	1 987	22 087	77 201	35 195
4. Revenu brut (1+2+3)	2 711 971	2 997 795	2 921 283	3 157 741	3 210 785	3 947 195
5. Frais d'exploitation et amortissements	1 633 860	1 760 633	1 728 711	1 884 578	1 907 720	2 005 195
6. Revenu net (4-5)	1 289 964	1 430 204	1 053 905	1 273 163	1 303 065	2 190 195
7. Valeur de la variation des stocks	211 853	220 042	-138 667	-73 800	16 539	-307 195
8. Total: revenu brut (4 + 7)	2 983 824	3 217 837	2 782 616	3 083 941	3 227 324	3 040 195
9. Total: revenu net (8 - 5)	1 289 964	1 457 204	1 053 905	1 299 363	1 319 604	1 050 195

1) Une agriculture de rentabilité qui peut être une agriculture de sous-exploitation

Le TABLEAU XVI ci-après, couplé avec le TABLEAU XVII est, à cet égard, révélateur. Le Saskatchewan, première province céréalière, bénéficie de l'écart le plus favorable entre le revenu net et les frais d'exploitation. Par contre, c'est dans le Saskatchewan que les rendements à l'unité de surface sont - de loin et régulièrement - les plus bas du Canada et inférieurs, constamment, à la moyenne nationale. Et, par ailleurs, c'est dans le Saskatchewan que la surface moyenne exploitée est la plus grande de tout le Canada, - alors que le Saskatchewan ne couvre, pourtant, que 6% des terres canadiennes exploitées. On ne s'étonnera donc pas d'observer que les plantes sarclées ne figurent que très peu, ou pas du tout, dans son bilan cultural. Il en est de même pour les fourrages cultivés, - les excédents céréaliers permettant d'alimenter, voire de suralimenter, un cheptel qui est le 3ème du Canada; En fait, il semble bien s'agir là d'une agronomie à la fois de rentabilité et de facilité, - la jachère assumant les fonctions simultanées de limiter la production et les frais d'exploitation et de prévenir un accroissement des effectifs animaux, qui impliquerait un accroissement du travail humain. Mais la question est, ainsi, de savoir s'il n'y a pas également là une agronomie de sous-exploitation et de fragilité.

TABLEAU XVI (Voir page suivante)

TABLEAU XVI - Le Budget des exploitations
en 1956

	I. du Prince Edouard	Nouvelle, Ecosse	Nouveau, Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatch. Alberta	Col. Brit.
Nombre d'exploitations	9.432	21.075	22.116	122.617	140.602	49.201	103.391	79.424
Vente de produits agricoles par ferme (1)	2.822	2.107	2.228	3.176	5.622	4.296	5.782	5.512
Frais d'exploitation par ferme(1)	1.486	1.299	1.022	1.605	3.413	1.647	1.510	2.087
Revenu net par ferme (1)	1.336	818	1.206	1.571	2.209	2.649	4.272	3.425
Tracteurs par ferme	4.588	6.024	7.017	50.291	105.792	42.236	91.768	68.393
	(sur exploitation)	(sur exploitation)	(sur exploitation)	(sur exploitation)	(sur exploitation)	(sur exploitation)	(sur exploitation)	(sur exploitation)
	1,05	1,08	1,08	1,08	1,28	1,40	1,32	1,37

(1) en dollars.

TABLEAU XVII - Evolution des rendements
céréaliers (blé, orge,avoine, seigle) à
l'acre par province de 1945 à 1957

PROVINCE	Moyenne 1945/1949	1956	Surface moyen- ne des exploi- tations 1956 (1)	1957
Ile Prince Edouard	27	28	45,19	26
Nouvelle Ecosse	23	20	52,69	17
Nouveau Brunswick	23	31	53,92	34
Québec	17	24,3	51,90	26,2
Ontario	29,1	32	54,55	33,2
Manitoba	19,8	25,4	136,9	21,3
Saskatchewan	12,8	24,3	243	15,7
Alberta	15,6	26,4	218	19
Colombie Britan.	24,6	21,3	68,75	22,9
Moyenne nationale	14,7	25,15	-	17,6

(1) En hectares.

2) Le problème des productions animales

Dans une étude ultérieure, INTER-NORD sera, par là-même, amené à rechercher si des tendances plus marquées à la diversification ne se font pas jour dans d'autres provinces, - et si, en particulier, l'agriculture canadienne peut déjà figurer parmi celles où s'amorce la relève des productions végétales par les productions animales. Il importe, à cet égard, de noter dès maintenant la forte disparité des traits propres à chacune des provinces canadiennes, - telle qu'elle apparaît dans les TABLEAUX XVIII et XIX ci-dessous.

TABLEAU XVIII - Types de production agricole
par province, 1957

PROVINCE	Blé (1)	Avoine(1), Orge (1)	Fourrages cultivés, (2)	Lait(3)	Bovins (4)	Volailles (5)
Ile Prince Edouard	74'	4.185	38'	273'	228.228'	79.500'
Nouvelle Ecosse	17'	1.975	56'	502'	419.219'	98.000'
Nouveau Brunswick	68'	5.808	156'	706'	453.919'	97.000'
Québec	393'	50.320	911'	5.770'	5.861.465'	960.000'
Ontario	19.911'	79.695	3.783'	6.600'	5.737.972'	1.938.000'
Manitoba	46.000'	58.000	33.000'	1.275'	1.083.848'	665.000'
Saskatchewan	211.000'	80.000	80.000'	800'	1.267.267'	1.339.000'
Alberta	93.000'	96.000	96.000'	2.370'	1.482.370'	2.330.000'
Colombie Britan.	1.031'	4.616	2.056'	892'	776.040'	312.000'

(1) Milliers de boisseaux

(2) Milliers de tonnes

(3) Milliers de livres

(4) Autres que les vaches laitières

(5) Milliers de têtes

TABLEAU XIX - Types de productions agricoles
par province (suite)

<u>A</u> P R O V I N C E	Céréales (1) (blé+orge+avoine)	Livres de lait par boi- seau de céréales	UGB (2) par milliers de boisseaux
Ile Prince Edouard	4.297	53	18
Nouvelle Ecosse	2.048	204	47
Nouveau Brunswick	6.032	75	16
Québec	51.624	113,5	18
Ontario	193.389	55,4	18
Manitoba	137.000	7,9	4,8
Saskatchewan	371.000	3,4	4,4
Alberta	285.000	5,2	8
Colombie Britann.	7.703	100,7	40
<u>CANADA</u>	<u>1.020.172</u>	<u>16,9</u>	<u>8,4</u>

(1) Milliers de boisseaux

(2) Unité de gros bétail, autre que vache laitière.

Certes, il faut se garder de conclusions prématurées, et il convient de subordonner à tout moment l'examen agronomique aux données géographiques. La diversification, en effet, peut, tout autant, relever, en terroir défavorable, de la pauvreté intrinsèque du milieu que procéder, en terroir valable, de la volonté de l'exploitant. Un "cadrage" de l'analyse s'impose et il commence, bien évidemment, par une étude de données générales. Le TABLEAU XX, ci-après, fournit, sur ce plan, certaines indications de base : on notera, en particulier, que certains liens semblent exister entre la stabilité de la surface exploitée et le degré de diversification de la production. La concentration, par exemple, est maximale là où les productions laitière et animale sont minimales par rapport à la production céréalière (Cf. TABLEAU XIX). Certes, on ajoutera aussitôt (TABLEAU XVI) que les faire-valoir les plus diversifiés correspondent à la rémunération la moins élevée, et, en tout cas, à des frais d'exploitation qui ne sont pas moindres que dans les zones à revenu net maximum. C'est dire la complexité des facteurs en présence, - qui, ici comme ailleurs, relève surtout de l'intrication des données économiques, agronomiques et humaines.

TABLEAU XX - Certaines

	Population		Nbre d'exploitables agricoles	
	1951	1956	1951	1956
Terre Neuve	361.416	415.074	3.626	-
I. Prince Edouard	98.429	99.285	10.137	9.000
Nouvelle Ecosse	642.584	694.717	23.515	21.000
Nouveau Brunswick	515.697	554.616	26.431	23.000
Québec	4.055.681	4.626.378	134.336	123.000
Ontario	4.597.542	5.404.933	149.920	140.000
Manitoba	776.541	850.040	52.383	49.000
Saskatchewan	831.728	880.665	112.018	105.000
Alberta	939.501	1.123.116	84.315	79.000
Colombie Britan.	1.165.210	1.398.464	26.406	24.000
Yukon	9.096	12.190	-	-
T.N.O.	16.004	19.313	4	-

indications de base pour l'étude de l'Agriculture canadienne

Surface de la province (ha)	Surface exploitée (ha)		%exploité de la surface totale		Superficie moyenne des exp. (ha)	
	1951	1956	1951	1956	1951	1956
40.451.915	34.016	28.725	0,08	0,07	9,38	12,03
565.656	438.121	426.185	77,4	75,3	43,21	45,18
5.549.075	1.269.476	1.110.256	22,8	20,0	53,98	52,68
7.243.686	1.388.093	1.192.579	18,9	16,2	52,51	53,92
154.068.740	6.714.562	6.364.051	4,3	4,1	49,98	51,90
106.858.738	8.352.021	7.951.858	7,8	7,4	55,70	56,55
65.009.000	7.092.157	7.172.726	10,9	11,03	135,39	145,79
65.190.300	24.665.278	25.117.591	37,8	38,5	220,19	242,93
66.118.815	17.783.852	18.388.158	26,9	27,8	210,92	231,51
94.860.045	1.880.909	1.815.552	1,9	1,8	71,23	73,36
391.602.561	172	1.790	0,0004	0,0004	43,00	81,36

Une indication essentielle, néanmoins, est acquise, telle que le fait apparaître le TABLEAU XXI, ci-dessous, - et c'est que, de 1891 à 1961, soit sur deux-tiers de siècle, la plupart des composantes de la production animale canadienne continuent leur croissance alors que depuis plus de dix ans la production céréalière paraît avoir interrompu son progrès. Aucune perspective de l'agriculture canadienne ne peut courir le risque d'ignorer cette tendance.

TABLEAU XXI - Evolution de l'élevage bovin de 1891 à 1961

	Vaches laitières (1)	Lait (2)	Lactation par vache (3)	Boeufs (1)	Acres cultivés par boeuf
1891	1.857.000	8.866.634	1.675	2.264.000	691
1921	3.087.000	11.897.545	1.745	5.283.000	900
1931	3.372.000	14.339.686	1.926	4.601.000	1.278
1951	2.973.000	15.309.971	2.332	5.390.000	1.128
1955	3.151.000	16.946.447	2.436	7.453.000	811
1956	3.160.000	16.966.242	2.432	7.851.000	775
1957	3.147.000	17.306.028	2.491	8.149.000	736
1958	3.129.000	18.057.136	2.613	7.872.000	...
1961	2.987.000	19.245.266	2.918	.....	...

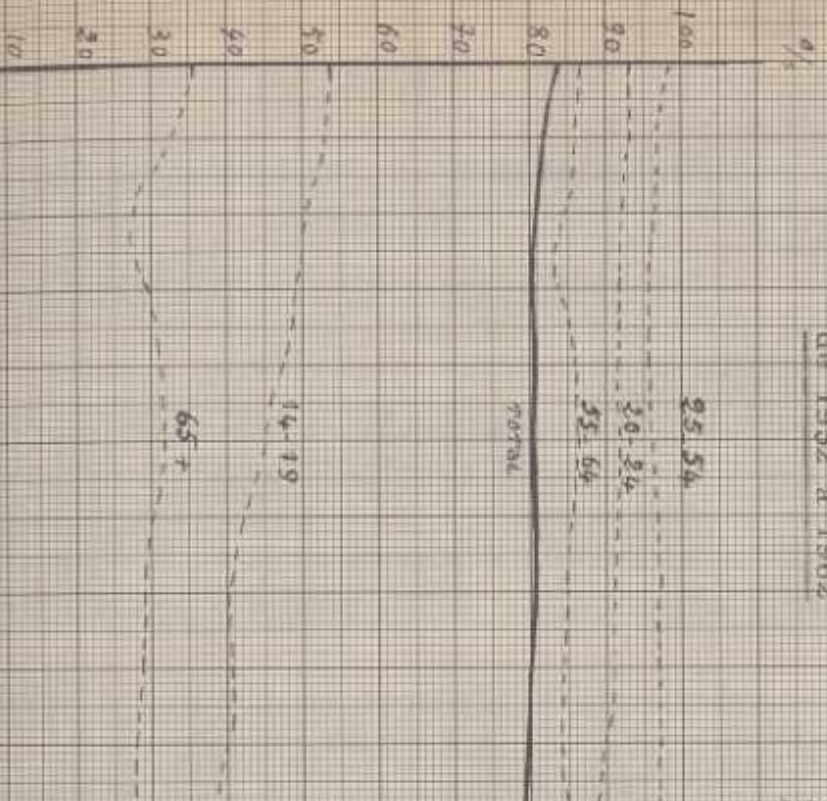
- (1) Nombre
- (2) Milliers de livres à 453 grammes
- (3) en Kgs, arrondis.

Evolution des élevages porcins et ovin de 1891 à 1961

	Porcins -nombre)	Ovins (nombre)
1891	1.734.000	2.564.000
1921	3.324.000	3.201.000
1931	4.700.000	3.627.000
1951	4.914.000	1.461.000
1955	4.800.000	1.634.000
1956	4.731.000	1.620.000
1957	4.857.000	1.661.000
1958	6.164.000	1.696.000
1961	.....	.....

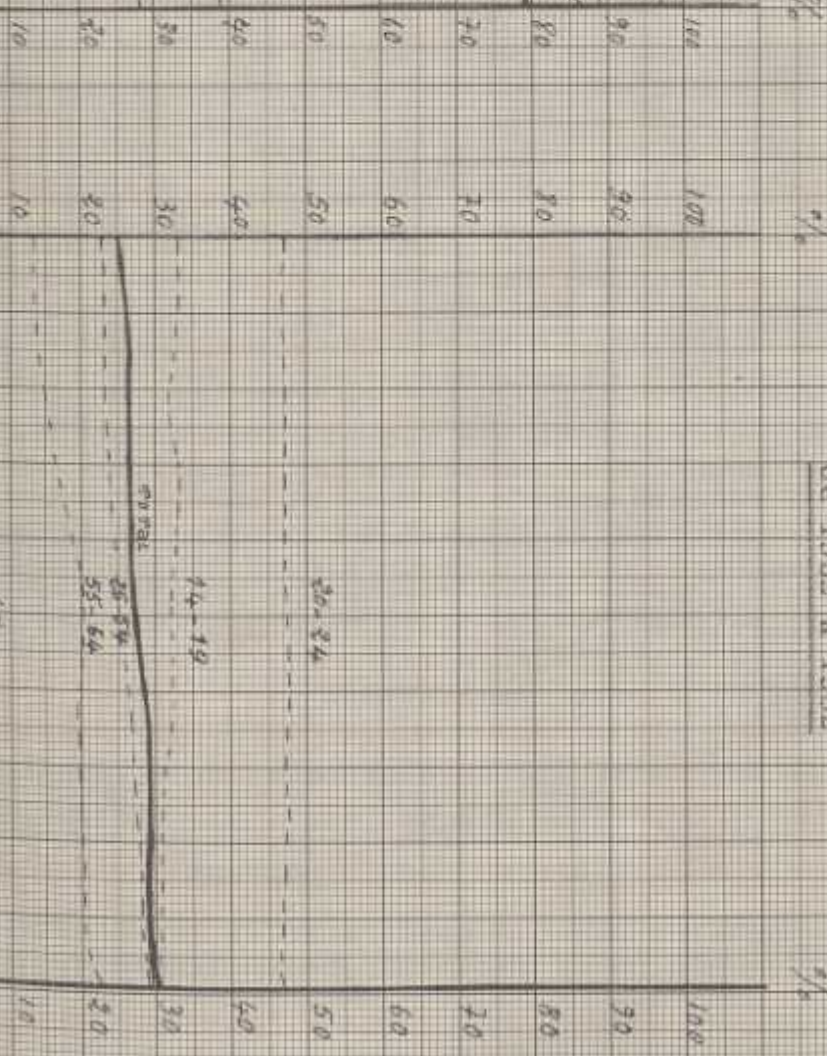
GRAPHIQUE I - HOMMES

Evolution du taux de participation
des groupes d'âge à l'activité
de 1952 à 1962



GRAPHIQUE II - FEMMES

Evolution du taux de participation
des groupes d'âge à l'activité
de 1952 à 1962



1952 1953 1954 1955 1956 1957 1958 1959 1960 1961 1962

REVUE DES AFFAIRES SOCIALES - BANQUE DE MONTREAL - 1963

III

CERTAINS ASPECTS DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

(Suite)

Industries Minières et Pétrolières

- 1) Le plan GORDON et la difficile indépendance minière du Canada : un commerce extérieur positif, en particulier du fait de l'expansion minière et pétrolière, mais un déficit chronique de la balance des paiements.

Les précédents et le présent numéro ont analysé l'état des investissements étrangers au Canada. Il a été clairement indiqué combien est complexe toute politique de canadiantisation, le développement même des échanges, fortement - et tous les jours plus - orientés vers les Etats-Unis, offrant aux intérêts américains, par le biais des dividendes et des intérêts, les moyens d'élargir leur implantation financière et d'être, ainsi, à même d'orienter à leur convenance, toute politique de planification nationale. Il est, là, avouons-le, écrit, une sorte de cercle vicieux.

L'activité minière - qui conditionne la prospérité nationale, particulièrement depuis la guerre : on sait qu'elle rend compte de 40% des exportations - illustre parfaitement l'état des choses. 27,5% seulement des exploitations minières, 19,2% seulement des exploitations de pétrole et de gaz sont entre des mains canadiennes. En 1960, la propriété canadienne minière ressortissait à \$ 565 millions contre \$ 1.493 en capital étranger. Pour le pétrole et le gaz, la part canadienne est plus réduite encore (I.N.5, p. 157). Dans ces deux secteurs, comme dans la plupart des postes, la disparité s'est encore aggravée ces quatre dernières années. Qu'on en juge : le P.N.B. canadien étant évalué, en 1962, à \$ 40 milliards, les investissements des Etats-Unis sont évalués à \$ 20 milliards (\$ 12,5 milliards au titre de l'industrie, 6,5 en "Real Estate" et en "Stock", 2 en "Real Estate").

A - Le développement de l'industrie minière (+40% depuis 1958 (1)), facteur de déséquilibre du compte courant.

Le développement considérable de la vie minière - ces 6 années - n'a pu qu'accentuer cette tendance. Dans les

(1) Dans le même temps, la production forestière, activité canadienne essentielle, n'a progressé que de 13%.

dernières années, le volume annuel de production, qui avait nécessité 60 ans pour être atteint, est triplé. Il a touché son niveau record en 1962 : \$ 2.844.164.000, soit 10,1% de plus qu'en 1961. Ce développement n'a pu, par l'appoint de nouveaux investissements étrangers, que renforcer le pourcentage du capital étranger.

Il est plus : le déficit continu depuis 1951 de la balance des paiements est fortement grévé par les ponctions causées par le règlement des dividendes et intérêts payés aux sociétés d'investissement étrangères. Les mines en rendent compte pour une bonne part : en 1962, 179 millions de dividendes et intérêts ont été payés à ce titre. On rappellera, pour mémoire, que le montant des intérêts de tous les investissements américains était, en 1961, de \$ 684 millions. 60% du déficit du compte-courant est bien dû à des paiements d'intérêts et de dividendes.

A défaut d'un considérable effort national d'investissements productifs centrés sur des points critiques, seuls, - et c'est bien là le cercle vicieux - de nouveaux investissements étrangers ré-équilibrent chaque année la balance.

L'évolution du commerce extérieur est significative. L'expansion, au moins sur le plan minier et pétrolier, est au prix d'une dépendance accrue des Etats-Unis. On notera en corrélation, au titre des exportations, que les parts de la Grande-Bretagne ont été encore réduites (de 15,6% à 14,4%), ainsi que celles des autres pays du C.W. (de 5,7% à 5,3%) et celles des pays autres que les Etats-Unis et les pays précités (de 24,1% à 21,3%).

TABLEAU XXII - Le commerce extérieur en 1961 et 1962
en millions de dollars

	Exportations		Importations (1)	
	1962	1961	1962	1961
Royaume Uni	919,9(14,4)	921,2(15,6)	561 (8,9)	618,2(10,7)
Autres pays du C.W.	335,6(5,3)	333,8(5,7)	325,2(5,2)	294,5(5,1)
Etats-Unis	3.744,7(59)	3.214,5(54,6)	4.309,7(68,7)	3.864 (67)
Autres pays	1.347,6(21,3)	1.425,7(24,1)	1.072,4(17,2)	994,4(17,2)
Total	6.347,8(100)	5.895,2(100)	6.268,3(100)	5.771,1(100)

(1) Chiffres estimatifs pour 1962.

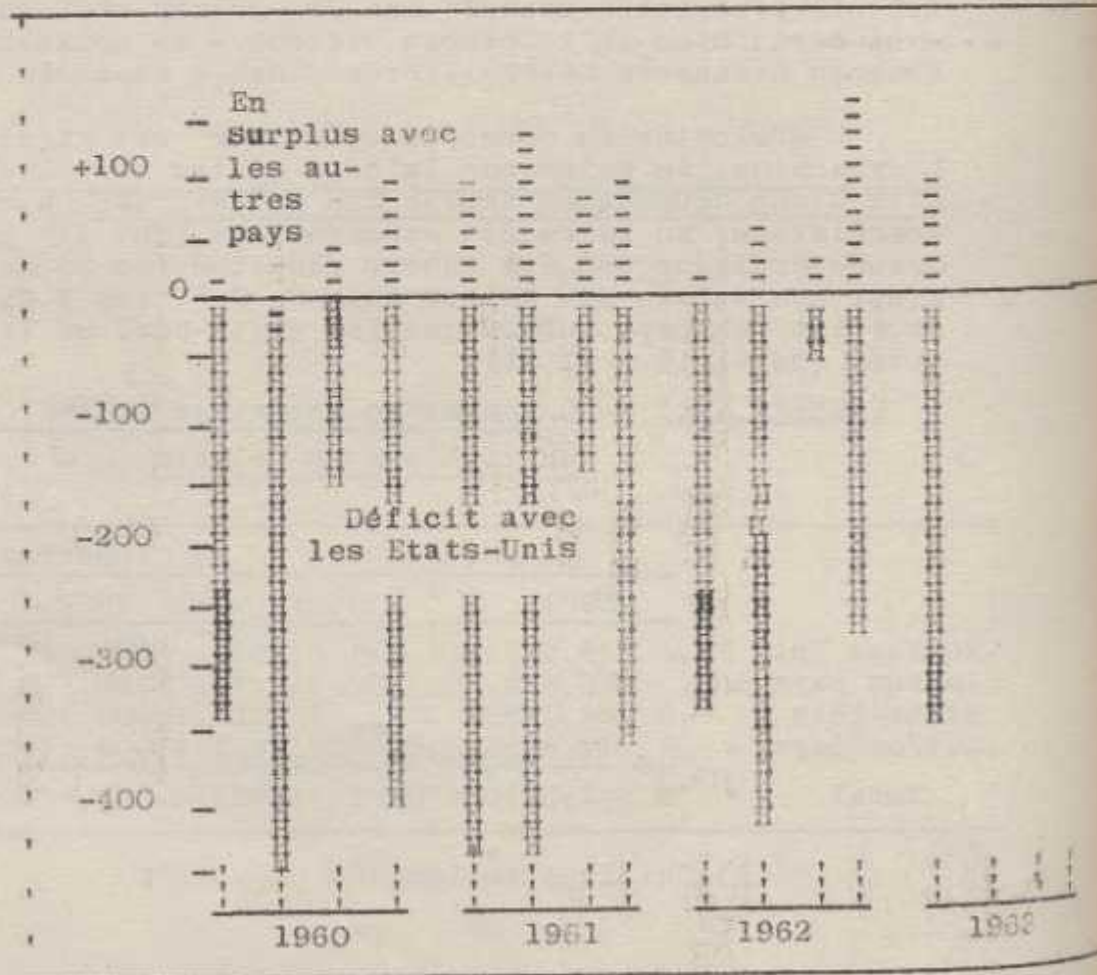
B - Le déficit canadien avec les Etats-Unis

Le problème concerne particulièrement les échanges Etats-Unis-Canada. Malgré les efforts préconisés, le déficit canadien va s'accroissant. Dans la première partie de 1962, FINANCIAL POST l'évaluait à \$ 342 millions ; en 1963, première partie à \$ 350 millions.

TABLEAU XXIII - Balance trimestrielle du compte-courant canadien

(Le déficit avec les Etats-Unis s'accroît à nouveau, le premier trimestre étant aussi déficitaire que le trimestre correspondant de 1960).

(millions dollars)



Ce compte courant couvre le mouvement des marchandises, le tourisme, le mouvement maritime, le paiement des dividendes et intérêts.

(Source : FINANCIAL POST, 29/VI/63)

Il conviendrait, certes, de dresser la liste des secteurs où le capital américain est majoritaire. Il apparaît que cette recherche est difficile. Elle le serait particulièrement dans l'industrie minière : "We do not know the precise Canadian share of mining ownership" affirme le NORTHERN MINER. 29%, selon une source officielle d'Ottawa ? 50% selon le NORTHERN MINER ? "Franchement, personne ne sait exactement..." ajoute ce journal particulièrement autorisé "les noms et adresses, sur les livres des Compagnies, ne reflètent pas toujours le vrai propriétaire".

L'on retiendra, toutefois, que dans les industries du fer, de l'amiante, de la potasse et dans les industries du pétrole, le capital américain est très largement majoritaire.

2) Une année exceptionnelle d'expansion de la production minière : + 5,8% par tête d'habitant.

1962 a été une année exceptionnelle. Le P.N.B. s'est accru de 8%, taux qui n'a été dépassé que trois fois au cours des 17 dernières années. Le taux, pour la première fois depuis 1956, est supérieur à celui de l'augmentation de la population. S'il n'était la question inquiétante de la balance des comptes, il n'est pas douteux que l'économie canadienne semble s'engager sur une voie saine.

L'industrie minière, stimulée par une certaine revalorisation des prix mondiaux, par la reprise de la vie économique aux Etats-Unis, par l'opportune dévaluation du dollar canadien, a graduellement contribué à ce remarquable essor. De 1950 à 1959, en effet, le taux annuel d'accroissement de l'industrie minière était de 9% : de 1940 à 1962, l'industrie minière (pétrole compris) a crû en valeur, par tête d'habitant de \$ 66,55 à \$ 153,10. Le pourcentage est moins élevé si l'on ne compte pas le pétrole : de 1961 à 1963, l'industrie minière, en valeur par tête d'habitant, a progressé de \$ 112,5 à \$ 115,5, soit + 5,8%.

Le minerai de fer, le pétrole et le gaz naturel sont particulièrement en expansion.

TABLEAU XXIV - Taux d'expansion de l'industrie minière

<u>1962</u>	
Mines de fer	44%
Gaz naturel	
Pétrole et équivalent	44%
Acier	10%
<hr/>	
Bois	12%

Cette expansion n'est pas propre au Canada. C est là un phénomène général. Il a été observé par l'U.S. Bureau of Mines que la production mondiale de bauxite a crû de 4%, de cuivre de 5%, de plomb, zinc et étain, respectivement de 5%, 3% et 3%. de l'or : 5% et de l'argent : 2,5%.

La production canadienne a crû de façon telle que le Canada est désormais dans le monde (l U.R.S.S. et les pays de l'Est et la Chine exclus) premier producteur de 4 produits (4 en 1961), second de 8 (8 en 1961), troisième de 4 (4 en 1961), quatrième de 5 (4 en 1961). La production minière (à l'exclusion du pétrole et du gaz naturel) est estimée à \$ 2.100 millions.

TABLEAU XXV - Production minière canadienne 1962 (en 1000 tonnes métriques)

(Voir I.N.5, p.169)

Le pourcentage indiqué précise la variation en + ou en - par rapport à 1961. Ce chiffre est entre parenthèses.

	1er rang mondial	2ème rang mondial	3ème rang mondial	4ème rang mondial
'Amiante (T)	1,223(+4,4)			
'Néphéline-Syérite (T)	194(-21,4)			
'Nickel (T)	237 (0)			
'Platine (o)	453(+11,8)			
,Aluminium (T)		690(+3,6)		
,Cadmium (L)		2153(-10,2)		
,Or (o)		4156(-6,07)		
,Gypse (T)		5184		
,Sélénium (L)		506		
,Zinc (T)		502(+218)		
,Cobalt (L)		3,442(+6,3)		
,Uranium (T)		8 (-11)		
'Fer (T)			25,000	
'Titanium (T)			301	
'Bismuth (L)			478	
'Magnésium (T)			8	
,Plomb (T)				211
,Baryte (T)				220
,Cuivre (T)				463(+)
,Molybdène (L)				797(+)
,Argent (o)				50654

Source : NORTHERN MINER 2.XI.1963.

A - Maintien de la poussée dans les métaux de base : fer, cuivre, malgré un plafonnement de l'industrie du nickel.

Le TABLEAU XXVI résume les principales données, en valeur de production. On soulignera la chute continue de l'or que les récentes mesures de ré-évaluation ont retardée. Il en est de même pour l'uranium, qui reste une industrie stagnante, aucun contrat autre que ceux passés avec les Etats-Unis et le Royaume Uni n'étant prévisible. On n'escompte une reprise de la production qu'en 1970-1980, lors du "démarrage" aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France et en Suède de l'industrie électrique nucléaire.

Plafonnement du nickel, industrie directrice au Canada, tant du fait d'une concurrence de plus en plus vive (à l'exportation, on a enregistré 6,2% de diminution) que de la menace toujours présente de l'encombrement par les Etats-Unis de partie de leurs stocks stratégiques.

A observer, par contre, le maintien de la poussée des métaux de base ; l'expansion considérable des industries du fer et de l'amiante, le maintien des taux de production du cuivre, en rendent compte. A propos de celle-ci, qui pour 93% est dans la Province de Québec, pour 40% exportée, on relèvera que le taux d'expansion, certes rapide (+ 3,5% de 1961 à 1962) est moindre que le taux moyen d'expansion mondiale. La concurrence accrue de l'U.R.S.S., des Etats-Unis, de la Rhodésie du Sud et de l'Afrique du Sud freinent l'essor de cette industrie récente.

Dans les métaux rares, on soulignera, depuis mars 1961, la reprise de l'argent.

TABLEAU XXVI - Production minière au Canada (millions \$)

(Le chiffre entre parenthèses indique la production par tête d'habitant, en \$) (non compris pétrole et gaz naturel)

	1963 (estimation)	1962	1961	Evolution en % 1961 à 1963/tête d'habitant
Or	153(8,09)	155(8,3)	159(8,71)	- 6,8
Métaux de base (cuivre, nickel, plomb, zinc)	830(43,9)	816(43,8)	757(41,5)	+ 5,7
Fer	280(14,8)	260(14)	187(10,2)	+ 4,5
Uranium	140(7,4)	174(9,3)	195(10,7)	- 3,08
Autres métaux	87(4,6)	75(4)	89(4,8)	- 4,16
TOTAL	1390(78,8)	1480(79,6)	1387(76,05)	+ 3,61
Amiante	140(7,4)	132(7,1)	131(7,1)	+ 4,2
Ciment	120(6,3)	114(6,1)	101(5,5)	+14
Charbon	71(3,7)	69(3,7)	70(3,8)	- 2,6
Autres non-métaux	363(19,2)	295(15,8)	301(16,5)	+16,3
TOTAL GENERAL	2184(115,5)	2090(112,5)	1990(109,1)	+ 5,8

Si l'on reprend l'examen du TABLEAU de la page précédente il apparaît que le plafonnement de l'industrie directrice du nickel (22.5% du total en volume) n'a pu, en raison même de l'expansion considérable ou continue du fer et du cuivre (14.7% et 15% respectivement de la production minière) affecter sérieusement la poussée générale.

B - Une concurrence accrue ; des investissements réduits ; résultats d'une enquête par sondages.

Dans tous les secteurs, une concurrence accrue s'observe donc. Le sondage établi auprès de 100 directeurs des plus grosses sociétés canadiennes par FINANCIAL POST, et résumé dans les INFORMATIONS CANADIENNES traduit nettement la tension qui s'exerce actuellement dans ce secteur vital et qui pourrait "casser", si l'on n'y prenait garde, l'expansion remarquable observée dans les mines depuis 1946. Nous en présentons, dans le TABLEAU XXVII, un extrait, 25% des sociétés minières accusent une baisse de vente. Aucune ne traduit de hausse. Seule la hausse des prix a pu pallier cette situation au niveau des bénéfices ; 2% seulement des sociétés accuse une perte de bénéfices, 60% signalent une hausse. A long terme, la situation ne laisse pas d'être inquiétante, d'autant que 57% des sociétés ont diminué leurs investissements, 14% seulement signalant une hausse. Même observation dans le pétrole et l'acier ; 18% et 27% respectivement des pertes de bénéfices. Si l'on se reporte au poste des "Marchandises", la confirmation du recul est donné : 72% des sociétés interrogées.

TABLEAU XXVII - Enquête conduite auprès de 100 grandes Sociétés canadiennes caractéristiques (chiffres en %)

		Mines	Pétrole	Acier	Marchandises
<u>Ventes</u>	H (1)		75	49	11
	S (2)	75	25	51	17
	B (3)	25			72
<u>Bénéfices</u>	H	60	40	45	34
	S	38	42	28	44
	B	2	18	27	22
<u>Prix</u>	H		8	33	
	S	100	59	67	50
	B		33		50
<u>Salaires</u>	H	30	33	51	56
	S	70	67	38	44
	B			11	
<u>Investissements</u>	H	14	50	60	33
	S	29	25	20	67
	B	57	25	20	

(1) H : Hausse, (2) S : Stable, (3) B : Baisse.
Source: FINANCIAL POST 1963 et INFORMATIONS CANADIENNES 1963

C - Une industrie lourde plus puissante serait nécessaire pour l'industrie minière, au moins au titre de marché national d'appoint.

Les diverses observations préalablement présentées font donc état, en certains secteurs, de risques de récession. Dans son dynamisme, l'industrie minière canadienne est l'écho des industries métallurgiques des Etats-Unis, son principal banquier et client. Le Canada, fort exportateur de brut, afin d'assurer une stabilité à long terme à son industrie, est ainsi conduit à édifier une puissante industrie lourde.

Malgré des progrès récents incontestables, l'industrie métallurgique ne progresse pas à un rythme assez rapide : cependant que l'industrie pétrolière a connu une expansion de 14% de 1949 à 1958, de 26% de 1958 à 1962, l'industrie métallurgique n'a progressé que moitié moins vite : 7,1% de 1949 à 1962. On notera, toutefois, l'expansion très rapide, l'accélération du mouvement au cours des années récentes : de 1958 à 1962, + 59%. Mouvement bien limité ; l'industrie semi-manufacturée, en effet, se développe toujours fort lentement + 4% de 1958 à 1962, 4,4% de 1949 à 1962.

Que l'on se reporte à une industrie-témoin, l'industrie canadienne de l'acier, par exemple, bon indice de développement d'une grande Nation. Elle ne couvrait encore, en 1950, que 70% des besoins.

D - Concentration de l'industrie minière à 66,4% dans l'Ontario et le Québec.

La production minière reste géographiquement très concentrée. 66,4% de celle-ci est en provenance des provinces de l'Est : Ontario et Québec. L'Ontario est, de loin, la province la plus productrice : 43,7%. Colombie Britannique et Terre Neuve interviennent respectivement pour 10% et 5,5% de la production.

E - Des industries directrices : Revue de la production en 1962.

a) Nickel : Production stationnaire.

On sait que l'industrie canadienne du nickel, première industrie du Canada, représente 75% de la production mondiale. En 1962, la production est restée stationnaire, les bénéfices étant moindres que l'année précédente : 217,9 m. livres contre 324,2 m. livres en 1961.

b) Cuivre : Expansion continue, + 4% en production.

Deuxième industrie minière du Canada, l'industrie du cuivre qui exporte 50% de sa production, reste en expansion. On estime la valeur de la production à \$ 283 millions, soit + 10,9% sur l'année passée.

Les principaux centres miniers sont à Sudbury (Ont.), à Manitowadge (Ont.), Flin Flon (Man.) et Merritt (C.B.). De nouvelles mines ont été ouvertes dans le Nouveau Brunswick, au Québec et en Colombie Britannique.

TAB. LEAU XXVIII - Cuivre raffiné
(Tonnes de 2.000 livres)

Année	Production	Utilisation au Canada	Exportation (lingots, barres)
1952	236.966	108.526	131.994
1954	253.265	102.000	156.130
1955	288.997	139.280	153.200
1956	328.458	145.285	174.844
1957	323.540	118.223	198.794
1958	329.239	122.893	224.638
1959	365.366	129.973	222.437
1960	417.029	117.637	278.066
1961	406.359	141.808	266.247
1962	387.503	156.526	242.711

Source : Dominion Bureau of Statistics.

c) Minerai de fer : maintien de l'expansion.

Cinquième producteur mondial de fer, avant la Suède, à laquelle il a ravi la place, en 1962. La très rapide expansion se poursuit depuis 1953, date à laquelle le chiffre des exportations canadiennes de fer l'a emporté sur celui des importations. La production a quintuplé en dix années.

TAB. LEAU XXVIII bis Production mondiale de minerai de fer (1000 tonnes)

	1961	1962	% 62/61
Russie	126.659	116.137	- 8,3
U.S.A.	71.329	72.305	+ 1,49
France	65.525	65.852	+ 0,49
Chine	44.300	62.005	+39,9
Canada	18.199	24.162	+32,7
Suède	22.771	21.751	- 4,4
Rép. Féd. All.	18.568	16.643	-10,3
Royaume Uni	16.512	15.278	- 7,4
Vénézuéla	14.425	13.641	- 5,4
Inde	12.061	12.814	+ 6,2
Total mondial	497.610	522.816	+ 5,06

Source : American Iron Ore Association.

La mise en valeur de trois gisements du Labrador-Québec pourrait assurer, en 1970, une production totale de 40 millions de T.

IRON ORE CO. (\$ 70 millions d'investissements) produira 5,5 millions de T. annuellement, à un taux de 65-60% de fer et 4% de silice. WABUSH MINES CO. (\$ 250 millions d'investissements), dont la production débutera en 1965, prévoit une production initiale de 6 millions T/an. QUEBEC CARTIER annonce une production de 600.000-650.000 T. mensuelles.

Dans l'Ontario, on signale les Stés JONES & LAUGHLIN, LOOPHOS ORE qui, toutes deux, poursuivent l'aménagement d'usines de production de minerais en concentrés et en sphérules.

La Colombie Britannique - dont la production est particulièrement tournée vers l'exportation au Japon - atteint 1.300.000 T/an.

Un gisement considérable de fer a été enfin découvert en Terre de Baffin, à Mary River, au nord du Lac de Nina Bang (nord du Bassin de Foxe, district d'Igloolik) par BRITISH UNGAVA EXPLORATION. Le pourcentage de fer serait de 70%, le silica étant inférieur à 1% ; les impuretés seraient négligeables.

Son exploitation modifierait radicalement les conditions de vie des indigènes dans l'Arctique Canadien Oriental.

Province de Québec : Industries minières, hausse de 14%.

La production minière a particulièrement augmenté, du fait de l'expansion de l'industrie du fer, dans la Province de Québec. La hausse, pour l'ensemble de l'industrie minière, est estimée, en valeur, à 14% de 1961 à 1962.

La production de IRON ORE CO. a, pour elle seule, augmenté de 42% dans le temps considéré.

En 10 ans, la valeur de la production minière a doublé : \$ 220 millions en 1950, \$ 446 millions en 1960.

Il ne semble pas que dans les premiers six mois de 1963, ce taux d'expansion se soit maintenu. Amiante, minerai de fer et cuivre sont les industries minières directrices de la Province.

Orientation vers le Pacifique du Canada : le Japon troisième marché.

Consacrant cette orientation vers le Pacifique déjà signalée, le Japon est devenu le troisième marché du Canada, achetant 50% des concentrés de cuivre et 70% des exportations de charbon. En outre, le Japon est un fort acheteur de concentrés de nickel.

Les exportations de minerai canadien vers le Japon se décomposent comme suit en 1962 :

- Cuivre et concentrés	\$ 20.440.000
- Minerai de fer et concentrés	14.610.000
- Amiante	8.214.000
- Charbon	3.946.000

3) La politique pétrolière connaît son premier souffle
les 800.000 B/J définis pour but de la politique pétrolière nationale n'ont pas été atteints. Le taux d'expansion est nettement plus faible.

La politique pétrolière canadienne connaît son premier souffle depuis février 1961, date à laquelle avait été définie une politique pétrolière nationale. Le but de 800.000 B/J n'a pas été entièrement atteint, le total pour 1963 n'ayant été que de 781.000 B/J.

L'accroissement de production a manifestement marqué le pas : 6,2% contre 14% l'année passée. Une exportation insuffisante aux Etats-Unis, premier marché (262.000 B/J en 1963), une moindre augmentation de la consommation canadienne, en sont causes. La côte ouest des Etats-Unis ayant restreint ses achats, le taux d'expansion des exportations canadiennes aux Etats-Unis de 1962 à 1963 a été moindre de 17,4%. Le Midwest et le Montana accroissaient considérablement leurs importations. L'Etat de New York apparaît comme un nouveau marché. L'augmentation de la consommation canadienne n'est que de 4,6% en 1963, contre 9% en 1962-61.

TABIEAU XXIX - Exportations canadiennes de pétrole (1000 B/J)

	1961	1962	% 62/61	1963	% 63/62
E.U. Côte Ouest	91	124	+ 36,2	128	+ 5
Midwest	94	109	+ 15,9	115	+ 5,5
Montana	-	-	-	9	+ 8
Etat de New York	-	-	-	10	-
Total des exp.	185	233	+ 26,4	262	+11,5

Source : D'après Petroleum Press Service, Janv. 1964.

a) Plafonnement de la production en Alberta

L'Alberta reste le principal producteur, bien que son taux d'expansion plafonne et soit moindre que le taux national. On notera l'accroissement toujours rapide de la production en Saskatchewan (1/4 de la production) et en Colombie Britannique. Au Manitoba, au Canada Oriental et dans les T.N.O. la production est stationnaire.

TABLEAU XXX - Production pétrolière (1000 B/J)

	1962	1963	% 1963/1962
Alberta	512	536	+ 4,68
Saskatchewan	179	193	+ 7,8
Colombie Brit.	28	37	+ 3,2
Manitoba	11	10	- 9
Autres	5	5	0
Total	735	781	+ 6,68

b) La part relative des importations croît.

Le Canada oriental, à l'est de la rivière d'Ottawa, consomme essentiellement du pétrole importé du Vénézuéla, du Moyen Orient et de Trinité. Il est paradoxal de noter que, dans le cadre de cette politique nationale d'expansion de la production pétrolière, le Canada, plus importateur qu'exportateur, voit sa part relative d'importations ne diminuer que lentement d'année en année. Le pourcentage des importations par rapport à la production totale était de 56% en 1961, de 50,7% en 1963. On notera qu'en 1963, le pourcentage des exportations par rapport à la production nationale était loin de couvrir le déficit comptable.

TABLEAU XXXI - Importations de pétrole (1000 B/J)

	1961	1962	'% 62/61'	1963	'%63/62'
Importations totales	365	371	+ 1,6	392	+5,6
% des importations par rapport à la <u>production totale</u>	56%	50,4%		50,2%	
% des exportations par rapport à la <u>production totale</u>	28%	31,8%		33,5%	

Afin de remédier à cette situation qui ne correspond pas aux principes de la politique nationale inaugurée en 1961, est prévu d'augmenter la production en conséquence. Le TABLEAU XXXII en rend compte :

TABLEAU XXXII - Principales données - estimées -
de l'industrie pétrolière canadienne en 1976 (1000 B/J)

1976	B e s o i n s			P r o d u c t i o n s		
	Domesti- ques (Canada)	Export.	TOTAL	Alberta	Autres Provinces	TOTAL
	774	427	1.171	940	231	1.171

Source : Petroleum Press Service, Déc. 1963.

Mais il est clair que, pour des raisons géographiques, les pétroles canadiens des Prairies de l'ouest ne pourront, sur les marchés ontariens et québécois, supplanter les pétroles importés à peu de frais par mer, que dans le cadre d'une nouvelle politique nationale, s'efforçant, par voie de crédits et de subventions, de remédier aux inconvénients de la distri-

c) Incertitudes sur l'Athabasca. La politique pétrolière relève-t-elle du "Fédéral" ou du "Provincial" ?

Cette nouvelle politique nationale du pétrole dont on s'entretient - on parle d'un plan visant à porter la production nationale à 1 million B/J en 1967 - est d'autant plus nécessaire que se pose plus clairement le problème de l'Athabasca.

Les sables bitumineux de l'Athabasca (I.N. 5, p. 178-180) constituent une des plus grandes réserves pétrolières au monde : 626.000 millions BBL de réserve auxquels il convient d'ajouter celles récemment découvertes à Bluesky-Gething et la région des Grands Rapides respectivement dans le NE et le Centre de la Province : 34.000 BBL de réserves. Les 184.000 millions de réserve de pétrole "conventionnel" dans la Province pétrolière du Canada sont peu de chose en regard de 710.000 millions BBL de réserve de sables bitumineux.

C'est dire l'importance du gisement et aussi les problèmes de prix et d'écoulement qu'elle pose aux propriétaires albertains de pétrole "conventionnel".

Nous avons déjà vu, en octobre 1962 que M. MANNING, Premier Ministre de la Province, entendait bien subordonner l'exploitation de cette formidable réserve à l'écoulement préalable de la production conventionnelle. Ce gisement, selon M. MANNING, est un complément - et pour 5% seulement de la production provinciale -. Le 25 octobre, une décision dilatoire a été prise repoussant à 15 années le temps où l'exploitation pourrait commencer. Il est plus le premier concessionnaire - GREAT CANADIAN OIL SANDS - fait ressortir qu'il ne pourra exploiter avec profit qu'avec une production de 45.000 B/J, alors que la production autorisée par la Province n'est que de 31.500 B/J.

On se demande, ainsi que le fait ressortir PETROLEUM PRESS SERVICE Janv. 1963, si la politique restrictive de la Province ne pourrait prêter à des controverses. Au cas où le contrôle du sous-sol pétrolier relèverait plus du Fédéral que du Provincial. l'attitude réservée de M. MANNING et des pétroliers albertiens ne pourrait longtemps être tenue

d) Expansion toujours exceptionnellement rapide de l'industrie du gaz naturel de plus en plus dépendante du marché américain.

L'industrie du gaz naturel, qui représente en 1962 une production de 940 m. p.c./an, peut doubler d'ici 1970. On escompte que 1.000.000 m. p.c./an seront écoulés sur le marché canadien (500.000, 1962), cependant que les exportations seraient élevées à 800.000 m. (400.000 m., 1962).

L'exportation aux Etats-Unis est seule cause du développement de la production. En 1962 à la suite de gros achats de la Californie, les ventes de gaz naturel canadien ont crû aux Etats-Unis du double (174.000 m. p.c. à 381.000 m. p.c.), cependant que la consommation canadienne de gaz naturel n'augmentait que de 11% dans le même temps.

Il semblerait que les réserves des Etats-Unis en gaz naturel ne fussent pas telles qu'ils ne deviennent progressivement dépendants des ressources canadiennes.

Juillet 1963 - L'on se demande si la politique tarifaire et de taxe de M. GORDON, dite de 25% et visant à canadianiser notamment l'industrie du pétrole et du gaz, aura les effets escomptés. Les épargnants canadiens ont toujours, dit-on à New-York, préféré investir en des valeurs sûres aux Etats-Unis, laissant aux Américains le soin du "risque".

La politique de M. GORDON suppose une véritable conversion de mouvements financiers qui ne pourra être jugée qu'à long terme.

Décembre 1962 - CANADA-AMERICA EXPORT REFINING CO. a proposé à la Province de l'Alberta un plan de production dans l'Athabasca de 40.000 B/J, au moyen de \$ 80 millions d'investissements. L'exportation du pétrole serait assurée - afin de ne pas gêner l'écoulement des pétroles conventionnels de la Province - une exportation dans le sud de la Californie, au Mexique et en Australie.

SHELL et CITIERS SERVICE envisagent, pour leur part, au coût de \$ 600 millions, 200.000 B/J en Athabasca. Le plan n'a pas encore été approuvé par la Province.

Liste et profits des plus grandes Compagnies canadiennes.

INCO est la Compagnie canadienne ayant réalisé, en 1962, les plus gros bénéfices, bien que 4ème Clé au niveau des ventes. ALUMINIUM LTD est la seconde Compagnie canadienne au niveau des ventes et des profits.

faire

Il est peut-être utile de figurer, pour mémoire, la liste des grandes Compagnies canadiennes établies par "FORTUNE".

TAB. XXXIII - Principales Sociétés canadiennes (1000 \$)

Compagnie	Ventes	Capital	Bénéfices nets	Nbre d'employés
Massey-Ferguson	551.390	493.513	16.719	39.000
Aluminium	517.052	1.294.898	34.947	49.800
Canada Packers	516.590	91.992	4.691	13.000
International Nickel	450.724	759.668	94.221	27.600
Distillers Corp.	337.026	651.741	31.613	10.500
Dom. Tar & Chemical	318.177	348.180	19.163	16.900
Steel Co. of Canada	307.289	370.059	28.027	15.600
MacMillan B. & P.	303.724	322.532	33.376	13.070
Northern Electric	259.998	149.956	8.172	16.900
Canadian Breweries	220.161	275.915	14.586	7.400
Hiram Walker	195.287	284.519	27.706	7.000
Algoma Steel	164.727	214.841	19.479	8.900
Moore	164.588	104.881	13.110	9.700

Source : NORTHERN MINER 15-VIII-63.

IV

NORD DES PROVINCES, YUKON ET TERRITOIRES DU NORD-OUEST

1) Depuis 1961, ralentissement continu de la production minière : - 2,4% en valeur.

La production minière du Yukon et des T.N.O., qui constitue seulement 1.1% de la production minière canadienne, est la principale ressource de ces territoires peu peuplés. La valeur des peaux expédiées n'atteint pas, en effet, 1/20 de la valeur de cette production : 1 million de dollars annuels. Les perspectives immédiates des pêcheries commerciales, malgré les timides résultats du Grand Lac des Esclaves, de Cambridge Baie et de Fort Chimo restent plus médiocres.

Si faible soit encore l'industrie minière à ces latitudes, on remarque, depuis quelques années, qu'elle se dégrade lentement. L'on y observe, en effet un très net ralentissement - dans les T.N.O. - de la production. De \$ 18.145.162 (0,7% de la production minière totale du Canada), elle s'est encore abaissée, n'étant plus que de \$ 17.701.145 (0,6% du total). Dans le Yukon, la production minérale ne connaît qu'un léger accroissement sans rapport avec les taux d'augmentation connus dans le Sud : \$ 13.316.780 en 1962 (0,5% de la production totale) contre \$ 12.750.304 en 1961 (0,5% du total).

Le recul, par rapport aux totaux de 1961 dans les T.N.O., est encore de 2,4% en valeur. De 1960 à 1961, le recul avait été, on s'en souvient, considérable : en valeur, de 24 5%. La production reprend, mais le retard s'accuse.

La mévente persistante de l'or - malgré le relèvement du taux d'achat par la Monnaie Royale de \$ 37.50 l'once contre \$ 35,44 en 1961 - de l'uranium, du cuivre des T.N.O. en est cause.

TABEAU XXXIV - Industrie minière des T.N.O. (quantité)

	1956	1960	1961	1962	62/62 % en -
Or	352.669 o.	418.104 o.	407.474o	393.433o	- 3,4
Argent	69.916	79.473	77.890	72.610	- 6,77
Cuivre	NM1	1.040.000	926.480	609.448	- 34,2
		lbs	lbs	lbs	
Nickel	NM1	3.813.778	3.409.410	2.145.267	- 37,3
		lbs	lbs	lbs	
Moyenne					- 20,4

La prospection reste, nonobstant, fort active. Plus de double de gisements a été reconnu : 3.990 en 1962 contre 1429 en 1961. 3.479 de ces gisements ont été reconnus dans le Mackenzie, L'Arctique canadien oriental - le Nunasiag - reste, du point de vue minier, inexploré.

A - Prospection pétrolière toujours très active dans l'Archipel.

Afin d'encourager la recherche pétrolière, plusieurs changements ont été apportés, en mars, au règlement régissant la recherche du pétrole et du gaz naturel au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest. Les nouveaux règlements plus simples, prolongent de deux ans la durée du permis relatif aux régions situées entre les 68° et 70° degrés de latitude. La somme des travaux exigés en vertu des permis est réduite.

Après l'échec de la prospection dans l'île de Melville on remarquera le vaste programme de prospection - \$2,5 millions - entrepris par un groupe de 30 Sociétés - dont la Société française PETROPAR - dans l'anticlinal de la rive Calédonienne de l'île Bathurst. 3 forages de 7.000 et 7.500 pieds y seront entrepris l'été 1963. Les deux forages commencés dans l'île Cornwallis seront poursuivis à 5.000 pieds au Centre Dome, à 7.000 pieds près de Resolute Bay. Les probabilités commerciales sont grandes. On espère, ainsi qu'on l'a vu dans les numéros précédents d'I.N., s'assurer, en de forages heureux et peu onéreux - tels, en tout cas, que le prix au puits serait de \$ 1/BBL (I.N.5 p. 182) - la maîtrise du marché canadien du Québec et de l'Ontario, qui consomment 450.000 B/J d'huile, en grande partie importée du Venezuela et du Moyen Orient. Le transport par cargo sous-marin, sur 400 miles des îles en Terre de Baffin, est étudié par PETROCANADA et GENERAL DYNAMIC CORP. Des pétroliers de type courant transporteront à Montréal le pétrole stocké sur une côte accessible l'été (Groenland SO ; Terre de Baffin).

B - Grand gisement d'or au lac Contwoyto. Prospection très active de minerais dans le Yukon. Avenir de Dawson.

Un gisement d'or considérable a été mis à jour au lac Contwoyto (Mackenzie) dans le secteur esquimau très primitif de Bathurst Inlet. C'est, de longtemps, la première découverte importante d'or au Canada.

Les travaux de construction du chemin de fer (438 miles) reliant Grimshaw, Hay River et Pine Point ont commencé. Selon les plans, l'exploitation des mines de plomb et de zinc de Pine Point devraient commencer en 1966.

Dans le Yukon, la prospection reste active. De grands gisements de minerai d'argent et de plomb, on le sait, ont été mis à jour près de Mayo. Un gisement de minerai de fer chevauchant la frontière du Yukon et du Mackenzie au NO de Dawson, a été reconnu. Il s'agirait du plus grand gisement de fer au monde. Enfin, du pétrole dans la région des plaines de l'Aigle, au NO de Dawson, aurait été également décelé. Dawson serait ainsi appelé à un avenir considérable.

21-22 mai - 8ème Conférence sur le Muskeg.

8ème conférence annuelle sur le Muskeg tenue à l'Université Laval à Québec. Elle a porté sur les problèmes posés par les sols organiques. Organisée sous l'égide du comité associé de la mécanique des sols et de la neige (Conseil National de la Recherche), cette réunion a traité de sujets variés : sols tourbeux, exploitations agricoles et sylvicoles des terrains organiques.

Selon le Dr. RADFORTH, le Muskeg canadien, qui couvre 500.000 milles carrés, peut devenir une source de richesse. Il peut constituer une matière première de cellulose pour le textile, pour les produits isolants ; il peut servir de fertilisant ; mieux drainé, il devrait permettre une exploitation sylvicole et même agricole.

17 mai - Cie de la Baie d'Hudson en rapide expansion

294ème Assemblée Générale annuelle de la Hudson's Bay Co. tenue au Beaver Hall à Londres, le 17 mai, sous la présidence de Mr. W.J. KESWICK, Gouverneur.

Pour la première fois, le département de la fourrure a représenté un chiffre d'affaires de plus de \$ 90 millions (7 millions 1/2 de peaux). Jadis, celles-ci étaient exclusivement d'origine canadienne. Elles sont maintenant en provenance de 48 pays, allant de l'Ecosse à la Mongolie Extérieure et la Chine.

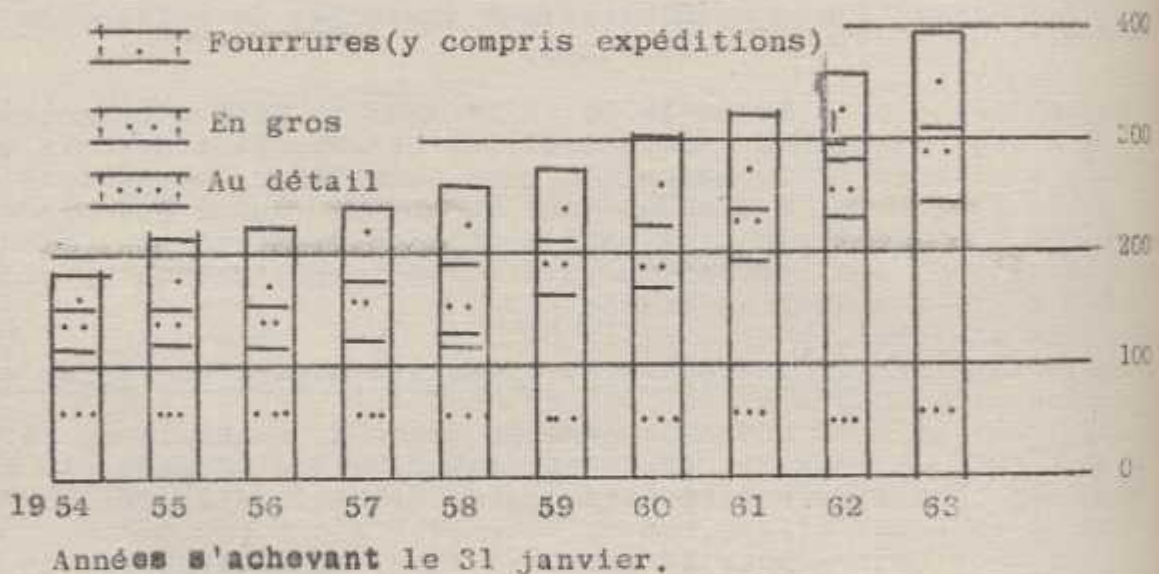
Le chiffre d'affaires de 1963 a atteint les \$ 400 millions. En 1962, il était de près de 350 millions. L'augmentation rapide observée depuis 1961 se poursuit. Dans un précédent numéro (I.N.5, p. 186) il était précisé les pourcentages de secteurs de profit. On note ici que les ventes au détail représentent 75% des ventes, la vente en gros 10%, la vente des fourrures 25%, cette dernière, croissante en valeur absolue, tendant à diminuer en valeur relative.

D'après le TABLEAU XXXV, il apparaît que le chiffre d'affaires a doublé en moins de 10 ans - 1954-1963 -. L'accroissement rapide des trois dernières années est à mettre en corrélation avec l'absorption d'une Société montréalaise.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, l'accroissement du chiffre d'affaires s'explique plus par l'extension des besoins des services administratifs gouvernementaux que par une meilleure productivité de la chasse.

TABLEAU XXXV - Ventes (en dollars canadiens)

(millions de dollars)



Source : BAY NEWS Avril 1963

Recherche scientifique dans les T.N.O. et le Yukon : Plan d'austérité.

Dans le cadre du programme d'austérité, le gouvernement n'a accordé, en 1962, que \$ 60,000 à la Recherche Scientifique sur les \$ 100,000 prévus. Le plus grand bénéficiaire est, sous le couvert de l'Arctic Institute of North America, Jacobsen McGill Axel Heiberg, qui dispose d'un contrat de \$ 6,200.

A Inuvik, le Ministère du Nord vient d'établir une station de recherche de 4.000 pieds carrés comprenant 4 Laboratoires et relevant du Northern Research Coordination Center. Elle sera à la disposition des chercheurs du gouvernement, des universités de recherche universitaires ou autres. La construction sera achevée fin 1963.

2) Un appareil administratif non excessif en soi mais
lourd eu égard au bas niveau de production : 1 employé
administratif pour 22 administrés.

La population des T.N.O. est de 22.998 hab. dont 14.402 "vivant hors des villes", principalement de la chasse et de la pêche. Il a été publié récemment un décompte des effectifs du personnel administratif pour le Territoire. On relève un pourcentage de 1 employé d'Administration pour 22 habitants ; ce taux, comparé à d'autres taux, n'est pas excessif. Dans l'ensemble du Canada, on compte 1.687.000 employés d'Administration pour 18.570.000 hab. soit 1 employé d'Administration pour 11 Canadiens. En Grande Bretagne, la proportion est voisine, bien que légèrement plus lourde, de l'ordre de 10%. En Islande - qui ne compte pas de personnel militaire - le pourcentage s'abaisse à 5%.

Pour être pleinement valide, le chiffre doit être rapporté à l'état de l'Economie et à la structure du budget et, finalement, au niveau de vie moyen. Dans les T.N.O., la production étant encore faible et le niveau de vie sensiblement plus faible, on comprendra que le P.N.B. "local" et les frais administratifs s'expriment en termes plus onéreux pour la Communauté. Par ailleurs, la tentation est évidemment grande, pour les populations indigènes à l'activité encore mal adaptée aux conséquences de leur intégration inéluctable, de s'intégrer à l'appareil administratif, de vivre par son aide.

TABLEAU XXXVI - Effectif du personnel d'administration
en regard de la population totale

Northern Adminis- tration Branch	Plein temps	Temps partiel	Total
Arctic	181		181
Mackenzie	532	25	557
Total	713		738
RCMP	133		133
National Health & Welfare	163		163
Grand total			1.034
Population T.N.O.			22.998

11 juin - Le Ministre du Nord et des Ressources Nationales, Arthur LAING, a annoncé la nomination de M. B.G. SIWERTZ, en tant que Commissaire des T.N.O., à la place de M. Gordon ROBERTSON, nommé Secrétaire du Conseil Privé et Secrétaire au Cabinet. M. Gordon ROBERTSON était en fonction depuis 1953 et Député-Ministre du Ministère, son assistant étant M. R.A.J. PHILLIPS. C'est au cours de cette période que le Ministère a adopté une politique très active d'investissement et de développement

3) La politique suivie à l'égard des minorités indiennes esquimaudes et indiennes prête à inquiétude. L'avenir économique de ces minorités est préoccupant. Leur accroissement démographique étant rapide : 3,3% chez les Esquimaux, 3,5% chez les Indiens.

La population esquimaude - 11.835 en 1962 - augmente rapidement. Son taux de croissance, inférieur à celui de la population groenlandaise (4,1%), est néanmoins élevé : 3,3%. Chaque année, le Canada compte 300 Esquimaux supplémentaires dont l'emploi, dans le cadre de leur communauté ou de leur territoire d'origine, apparaît de moins en moins clairement. Cette population apparaît devoir être une charge croissante sur ses ressources, pour moitié, étant d'assistance. Dans le précédent numéro d'INTER NORD, nous avons donné, à cet égard, quelques indications (p. 185-186).

La population indienne pose des problèmes non moins préoccupants, en raison même de la masse qu'elle représente. 208.286 Indiens (1962) répartis entre 562 bandes, 2.217 réserves, sur 23.894 km², soit 12 ha 96' par Indien. (Voir le TABLEAU XXXVII.)

En 1961, le pourcentage d'accroissement a été, comme en moyenne les autres années, considérable %. Le TABLEAU XXXVII en rend compte. On observe les inégalités considérables de Province à Province. Dans l'Alberta, un Indien dispose de 32 ha, cependant qu'en Nouvelle Ecosse, il ne lui reste que 2 ha. 81'

TABLEAU XXXVII - Population Indienne au Canada

Province	%d'acr. 1961	Nbre de Tribus	Nbre de Réserves 1960	Superficie en acres 1960	Popula- tion 1959	Surface 'par In- dien (ha)
I. Pr. Édouard	1,5	1	4	2.741	341	3,25
Nouv. Ecosse	3,2	11	43	25.352	3.561	2,88
Nveau Bruns.	3,6	15	23	37.566	3.183	4,77
Québec	3,9	41	26	179.016	20.453	3,53
Ontario	2,3	111	163	1.555.797	42.668	14,5
Manitoba	4,4	50	107	524.241	23.658	9
Saskatchewan	4,3	67	120	1.205.538	23.280	20,6
Alberta	4,4	41	87	1.545.986	19.287	32
Col. Brit.	3,3	195	1.619	818.196	36.229	8,9
Yukon	4,3	15	15	3.595 ⁽¹⁾	1.868	0,76
T.N.O.	3,5	15	10	1.924 ⁽¹⁾	4.598	0,16
Total	+3,5%	562	2.217	5.899.952	179.126	

(1) Villages indiens seulement.
notamment

Source : D'après Indian Affairs Branch. (Cf. FINANCIAL POST)

Le développement est tel que cette population - indienne et métisse - représente au Manitoba (Province au plus fort pourcentage de population indienne) 5 à 6% de la population totale. Cette population est très jeune. 44,9% a moins de 14 ans (janv. 1961). On notera que 75% de ces Indiens sont des Indiens de "traité".

a) Des ressources traditionnelles insuffisantes faute, souvent, de "prix de campagne"

Les ressources traditionnelles sont insuffisantes ; non du fait des facteurs biogéographiques - la faune reste très abondante - mais de la chute des prix des pelleteries. Les trappeurs, dans les secteurs "The Nelson House Registered Trap Line Section", ont eu ainsi un gain moyen par trappeur de \$ 355,39, durant la saison 1961-62, à opposer à des moyennes de \$ 674,7 durant la saison 1951-52. De 1952 à 1961-62, la valeur des fourrures avait, dans le même secteur, diminué de 213,3%.

b) La sédentarisation, conséquence de l'École.

On remarquera également que la politique scolaire, visant à fixer les enfants à l'École du district, invite le trappeur à se grouper autour des Centres et, par là, à perdre toutes chances de chasse rémunératrice.

c) Des dépenses d'assistance fédérale élevées
et un niveau de production faible : au total,
\$ 50.251.446,82, soit \$ 280,53 par Indien.

On remarque enfin que les "Indiens de traité" ont un "revenu" plus élevé, du fait des crédits d'assistance gouvernementale (Allocations Familiales, pensions de vieillesse, Assistance) que de la chasse ou de la pêche. Le TABLEAU XXXVII rassemble les données financières relatives à la vigoureuse politique d'assistance gouvernementale aux Indiens.

été
Au total \$ 50.251.446,82 ont dépensés en 1961-1962,
pour 179.126 Indiens (1959), soit \$ 280,53 par Indien.

TABLEAU XXXVIII (Voir page suivante)

TABLEAU XXXVIII - Etat des dépenses
par Province

<u>P r o v i n c e</u>	<u>Administration</u>	<u>Agences Indiennes</u>	<u>Réserves</u>	<u>Sécurité Sociale</u>
Nouvelle Ecosse	6.715,20	174.480,29	176,76	829.217,43
I.Pr. Edouard	.....	33.034,01	39,65	20.342,51
Nveau Brunswick	1.436,43	84.905,04	3.991,22	293.905,34
Québec	7.738,55	623.692,86	262,15	1.243.170,21
Ontario	16.773,15	1.343.671,76	27.145,89	1.690.231,53
Manitoba	11.632,63	797.601,45	37.958,66	1.880.633,21
Saskatchewan	60.050,91	731.724,56	9.062,94	2.387.453,31
Alberta	13.350,48	861.792,42	20.732,90	1.030.405,45
Colombie Brit.	62.957,08	1.203.090,97	45.288,90	2.150.864,34
T.N.O.	.....	255.494,78	3.708,00	321.253,63
Yukon	.....	62.917,71	260,93	199.307,80
Bureaux centraux Divers	563.369,42	226.823,77	287.612,07	95.896,73
Dons pour assu- rer des servi- ces supplémen- taires aux In- diens de Col. Brit.	.....	99.950,00	.....	.....
TOTAL	764.023,85	6.499.179,62	436.240,07	11.942.681,49
Pensions sta- tutaires				
Soit par Indien	4,26	36,28	2,40	66,37

Source : FINANCIAL POST 9-II-33
d'après Indian Affairs Branch.

fédérales pour la minorité indienne
et par Poste (\$) 1961-1962

Assistance Economique	Education	Annuités statutaires aux Indiens	T o t a u x
21.496 44	512.942,99	.....	1.145.029,11
2.542,23	17.144,60	.....	73.103,00
3.092,92	141.254,40	.....	528.595,35
81.832 50	2.707.626,90	1.056,00	4.665.379,17
377.085,92	5.708.870,90	33.843,00	9.397.622,16
256.036 19	4.236.105,21	129.145,00	7.349.112,36
252.439,23	4.018.876,41	130.917,00	7.590.524,36
122.027,06	5.174.804,47	115.240,00	7.338.352,78
137.241 58	5.121.709 87	3.455,00	8.744.607 71
87.051,78	899,80	26.890,00	695.297 89
21.322,00	368.692,78	.....	652.501,23
125.065,85	652.174,76	20.010,00	1.970.951,60
.....	.....	.....	99.950,00
1.487.232,70	28.661.113,09	460.556 00	50.251.026,83
			420 00
			50.251.446,83
8 30	160	2,58	280,33

Ces dépenses se répartissent de la sorte, par ordre d'importance :

TABLEAU XXXIX - Budget Fédéral 1960-1961

<u>Répartition en % du Budget Fédéral</u>	<u>% du total</u>	<u>\$ par tête d'Indien</u>
Ecole	57	160
Administration	14.4	
- Branch Administration		4.2
- Indian Agencies		36.3
Sécurité Sociale	23.7	36.6
Assistance économique	2.9	8.3
Annuités statutaires aux Indiens	1	2.5
Réserves et Capital	1	2.4
	<u>100%</u>	<u>\$ 280,53</u>

En 1959-60, le revenu total des Indiens, à partir du piégeage, s'est établi à environ \$ 5.500.000. La pêche, sous des formes diverses, a rapporté \$ 7 millions en 1959. (Lac : \$ 1 million, pêche côtière \$ 5 millions, travaux de façonnage et conserveries \$ 1 million). Au total, le revenu s'établit pour le piégeage et la pêche à \$ 12 millions $\frac{1}{2}$. Les dépenses fédérales s'établissent, en regard, au total de \$ 50.251.446.

Le poids et le coût de cette population se résumen en ce quotient.

Nous sommes loin des évaluations que nous avons faites en 1955-56 en secteur Esquimaux giboyeux, au nord de la Baie d'Hudson, dans la communauté de 400 chasseurs Esquimaux d'Igloolik et où le secteur tertiaire d'assistance ne représentait que 56% du revenu moyen par tête.

Des problèmes d'orientation plus que de méthode se posent, en vérité. Les leçons coûteuses, tant aux Etats-Unis et au Canada - réserves indiennes - qu'en Afrique et en Asie, ne sauraient être oubliées. Le problème n'est, en effet, pas seulement économique. Il est, au sens original du terme, politique. La mutation nécessaire de la société indienne ne saurait tout comme celle de la société esquimaude, être l'oeuvre que de la société indigène elle-même. A l'instar de ce que l'on fait pour les agriculteurs - prix de campagne ou minimum garanti - il devrait être mis en place, en outre, une planification des mécanismes de rentabilité rendant viables ces sociétés à l'économie aléatoire, du fait même de la sensibilité des cours

mondiaux de pelleteries. Le droit à l'auto-gestion conditionne enfin le développement économique recherché par les Administrations concernées.

La question peut, en Alaska et au Canada, se résoudre de la sorte : s'agit-il de sauver, au sens le plus immédiat du terme, de simples individus, ou bien de préserver l'occupation humaine d'un immense espace, de protéger une société, l'histoire même, auxquelles les individus appartiennent? L'entreprise relève-t-elle du simple secours individuel ou bien d'une sociologie globale à l'intérieur d'une Confédération pluri-nationale? C'est dire les réserves qui doivent être opposées aux politiques de "réhabilitation" ou d'"émancipation" qui proposent de tenir pour négligeables, en ces espaces à longue histoire indienne, esquimaude, les structures sociales des groupes et recommandent, par le biais du déplacement de la main d'oeuvre, un simple reclassement individuel des indigènes. Il est remarquable, en vérité, que nulle part, en pays esquimau canadien, l'abandon des traditions socio-économiques et du mode de vie de chasse et de pêche ne se soit traduit, encore, par l'éclosion de "sociétés" vivantes et productives.

Au prix d'une soustraction fort coûteuse à long terme la Nation ne gagnera en cette voie que des unités brisées et longtemps passives. Les récentes études de Diamond JENNESS sur les politiques d'administration en Alaska et au Canada invitent à se poser à nouveau ces questions.

Le Ministère du Nord et des Ressources Nationales, dans cet esprit, a entrepris, ces dernières années, un vigoureux et très remarquable effort d'enquête et d'étude.

On signalera les excellents et récents rapports de l'Industrial Division (D. BRACK : Southampton Island : area economic survey), et les nombreux rapports mimeographiés du Northern Research Coordination Center, agence scientifique gouvernementale, dirigée par M. V.F. VALENTINE.

parmi
ceux-ci

- : J.J. HONIGMANN : Foodways in a Muskeg Community,
- F.G. VALLEE : Kabloona and Eskimo in the Central Keewatin
- J.W. VAN STONE : The economy of a frontier Community.
- " : The economy and population shifts of Eskimos of Southampton
- J.-N. MALAURIE : Igloolik, ~~Socio-Economic~~ Studies (à paraître).

On signalera également les études très précises du Fisheries Research Board of Canada, Arctic Unit :
GRAINGER E.H. : Zooplankton of Foxe Basin in the Canadian Arctic. Ian A. MAC LAREN : Population dynamics and exploitation of seals in the Eastern Canadian Arctic.

Janvier - Intégration scolaire.

Dans son 3ème Rapport, la Commission GLASSCO recommande que l'intégration des élèves des écoles indiennes au système scolaire des Ecoles Provinciales soit intensifiée.

Janvier - Une Esquimaude écrivain.

La première oeuvre originale d'imagination écrite par une jeune fille esquimaude (LEAH ILLAUG) vient de paraître. Elle a pour titre "Imiroutai-Lakuluk, Nanualullu" : la petite sterne arctique et le gros ours polaire.

3 mars - Un prêtre catholique esquimau.

Le R.P. Finn LYNGE, Oblat O.M.I., né à Godthaab (Groenland) en 1933, a été élevé à la prêtrise à Pine Hills (U.S.A.). C'est le premier prêtre catholique de sang esquimau. Il se destine à la mission catholique du Groenland, en voie de développement sur la côte sud-ouest.

Mai - Retour à la vie de chasse de 25 familles esquimaudes à Coppermine.

Pour la première fois, selon le Rév. J.R. SPERRY, on a observé un retour d'Esquimaux "acculturés" à la vie traditionnelle de chasse. Ce retour s'est effectué dans le secteur giboyeux et poissonneux de Coppermine. Il est, pour le Rév. J.R. SPERRY, "significatif et important". "Il y a de nombreux espaces aux ressources de chasse abondantes". Aussi longtemps qu'une économie stable ne sera pas définie pour le Nord Canadien, en rapport avec la biogénie du territoire, tout effort devrait être tenté pour une meilleure exploitation des ressources traditionnelles. L'exemple de Coppermine doit certes être examiné attentivement, dans ses motivations diverses. Il confirme, en tout cas, le souci du groupe esquimau - qu'une analyse de bon sens pourrait rapidement dégager - de lier son unité ethnique au maintien de sa vie traditionnelle. Encore faudrait-il être en mesure de moderniser celle-ci avec de puissants moyens modernes. Seule, une planification des prix à long terme la rendra possible.

16 août - De timides amendements demandés à l'Acte Indien.

Le Conseil National Indien s'est tenu à Winnipeg. Les principales résolutions sont de timides amendements à l'Acte Indien dont on sait la sévérité de certaines clauses pour les minorités indigènes. Ils sont relatifs aux droits de chasse, de pêche et de trappe, à des problèmes de représentation aux manifestations nationales et au National Film Board.

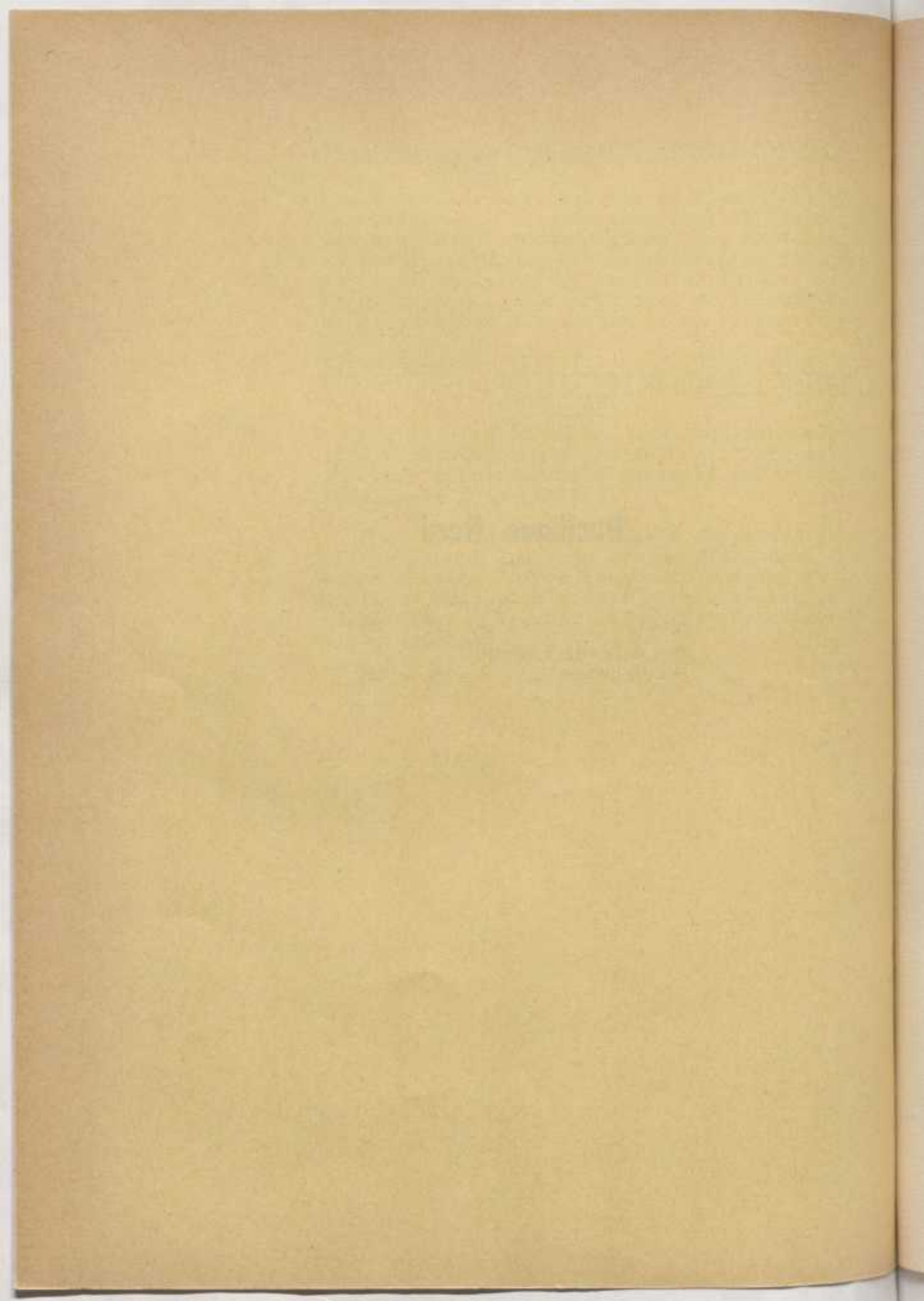
17 septembre.- Faillite de l'enseignement assuré au Canada aux Esquimaux, selon H. JACQUES ROUSSEAU.

L'enseignement assuré aux Esquimaux est une faillite complète, a déclaré le Prof. Jacques ROUSSEAU au cours d'un symposium organisé par l'Université McGill, le 17 septembre.

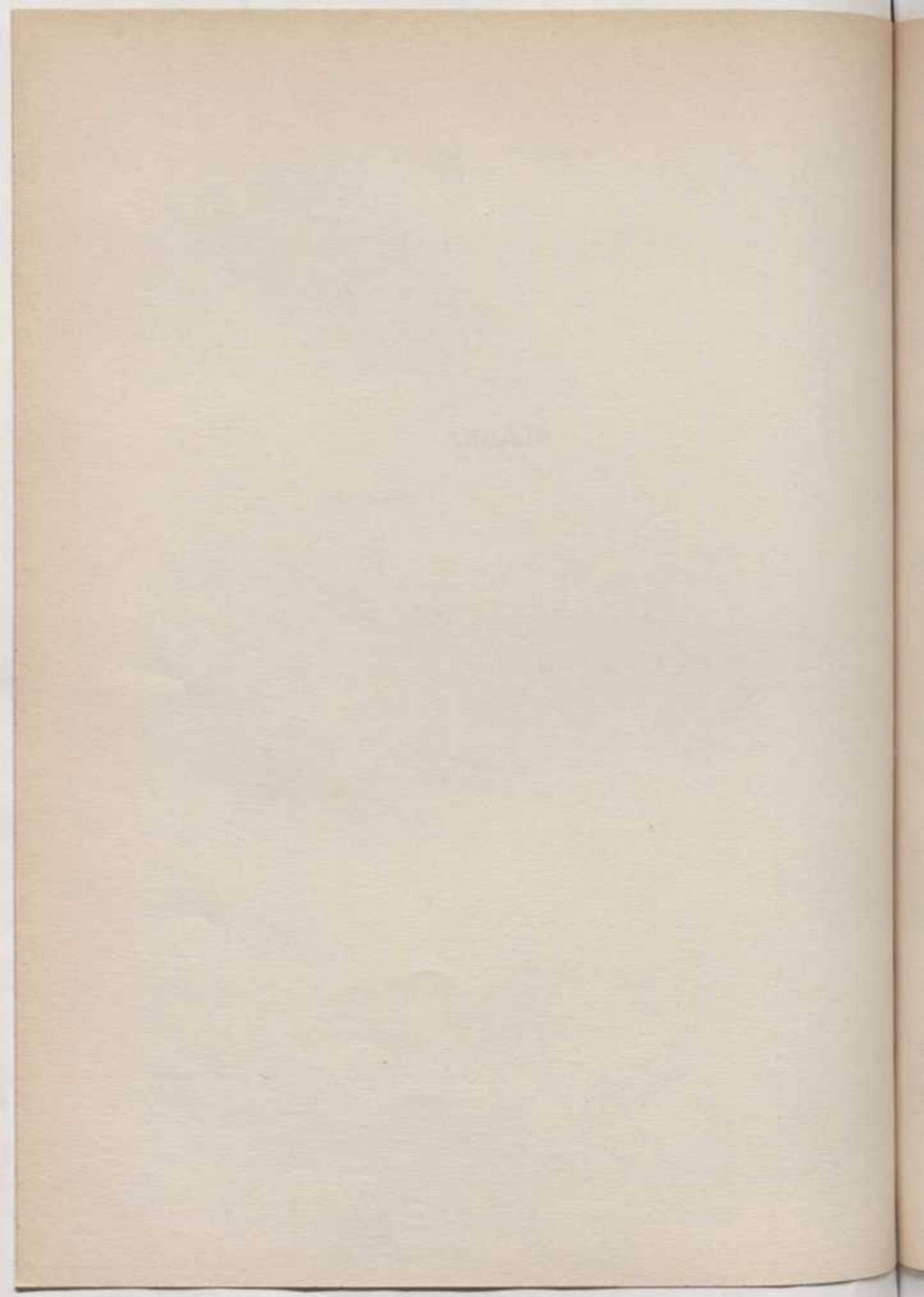
"Nos populations nordiques doivent être bilingues. Il faut que l'Esquimaux prenne place dans le contexte canadien sans perdre les caractéristiques de sa culture. Qu'il ne soit plus rejeté et que sa langue devienne un héritage culturel. L'Homme Blanc a créé le problème esquimaux".

Pacifique Nord

Alaska	pp. 251 - 269
Mers de Behring, d'Okhotsk et Golfe d'Alaska	» 270 - 285



ALASKA



A L A S K A (1)

ABNORMALLY HIGH DEPENDENCE OF THE PRESENT ALASKA ECONOMY UPON GOVERNMENT PROGRAMS. DEFENSE CONTINUES TO BE THE LARGEST "INDUSTRY" IN THE ALASKA ECONOMY. CATCH AND PRODUCTS OF FISH ARE BELOW 1962 FIGURES. ALTHOUGH STILL ABOVE THE NATIONAL AVERAGE, THE TRENDS IN THE ALASKA PER CAPITA INCOME CONTINUES TO LOSE RELATIVE TO BOTH NATIONAL AND FAR WEST TRENDS.

I - INDICATORS OF ALASKA'S GENERAL GROWTH AND CHANGE. 1950-1962.

Comprehensive statistical series presenting the total structure of the Alaska economy and the trends in its several key sectors and elements have recently become available. The most authoritative and useful are the annual population estimates, monthly total civilian workforce estimates and annual personal income received by Alaska residents. These three sets of statistics, produced cooperatively by Federal and State agencies, are comparable to similar series produced for other states and the United States as a whole. Although started only following Alaska's becoming a state, within the past two years publications have been made of studies which have pushed each of the series back to 1950 in order to give insights into the dynamics of Alaska's economy.

(1) Chapitre rédigé par Dr. G.W. ROGERS.

1) Annual Population Change and Components

The rate of increase has begun to decline

The U.S. Bureau of the Census annually publishes population estimates for each state of the Union based upon vital statistics data and migration estimates computed from school enrollment data. In Alaska, these estimates are further adjusted in accordance with official military personnel data and passenger data collected by the State from all common carriers and traffic checks on the international highways. The data are processed as twelve month moving averages on a continuing basis for each state, the published figure being the average at mid-year.

TABLE I summarizes the annual estimates for Alaska and presents the major components of change from worksheets of the compiling agencies. The series indicates that the spectacular upsurge in population between the 1940 and 1950 census enumerations, from 72,524 to 128,643 persons, continued into the early 1950's after which the rate of increase began to decline (in some years there appeared to have been an absolute decline). Military movements played the dominant role. During the 1950's military personnel were permitted and even encouraged to bring their dependents to Alaska, which resulted in a further influence from this source upon the trends in civilian migration and natural increase. The net out migration during the period 1955-1958 indicates the instability of the present Alaska population.

2) Total Employed Workforce. High dependence

of the present Alaska economy upon government programs.

Since 1960 monthly estimates have been prepared and published by the Alaska Department of Labor in cooperation with the U.S. Bureau of Labor Statistics. These series are classified as to total civilian workforce, total unemployment, total employment and non-agricultural wage and salary employment assigned to specific industries conforming to the 1957 Standard Industrial Classification Manual. The Alaska series correspond to those prepared for all other states and make possible useful regional comparisons.

TABLE II summarizes the total employed workforce which combines annual military personnel data published by the U.S. Bureau of the Census with the total civilian workforce data. These data indicate the abnormally high dependence of the present Alaska economy upon government programs, military and civilian. Construction employment is almost entirely directly related to

TABLE I. - Estimated Components of Net Change in Alaska's
Total Population by Year
1950-1962

Components of Population Change
12-Month Moving Averages as of Mid-Year

Year	Total po- pulation	Net In crease '(Decrease)'	Net Civilian Migration	Natural 'Increase	Net Mili- 'tary Migra- tion
1950	138,000	8,000	9,500	2,500	(4,000)
1951	164,000	26,000	11,200	2,800	12,000
1952	196,000	32,000	16,200	3,800	12,000
1953	212,000	16,000	11,000	5,000	---
1954	218,000	6,000	(,900)	6,100	(1,000)
1955	221,000	3,000	(4,400)	6,400	1,000
1956	220,000	(1,000)	(2,500)	6,500	(5,000)
1957	228,000	8,000	(1,700)	6,700	3,000
1958	213,000	(15,000)	(8,500)	6,500	(13,000)
1959	220,000	7,000	1,500	6,000	(1,000)
1960	228,000	8,000	2,700	6,300	(1,000)
1961	235,000	7,000	1,700	6,300	(1,000)
1962	242,000	10,000	2,600	6,400	1,000

Source : U.S. Bureau of the Census, Alaska Department of Economic Development, and Alaska Department of Health and Welfare.

TABLE II - Alaska Total Employment, 1950-1962
(Thousands of persons, 12-month average)

Calendar Year	Total	G O V E R N M E N T				P R I V A T E		Distributive Industries (2)
		Military	Federal	State & Local	Construction	Other Commodity Producing (1)		
1950	78.5	26.0	13.6	2.1	6.3	10.7	19.9	
1951	99.7	38.0	13.9	2.3	11.5	10.4	23.0	
1952	112.2	50.0	14.5	2.5	10.3	10.4	24.5	
1953	110.9	50.0	15.9	2.9	8.8	9.1	24.2	
1954	106.2	49.0	15.7	3.4	7.3	7.8	22.0	
1955	108.8	50.0	15.7	3.7	6.4	8.4	24.2	
1956	106.9	45.0	16.3	4.2	7.4	8.2	23.6	
1957	109.9	48.0	17.4	4.6	5.9	8.0	26.9	
1958	95.9	35.0	16.8	5.0	5.1	7.9	26.7	
1959	96.9	34.0	16.8	5.6	4.8	7.7	28.8	
1960	100.1	33.0	15.6	7.1	5.9	9.0	28.7	
1961	99.0	32.0	15.6	8.2	4.1	8.4	30.7	
1962	101.6	33.0	15.7	9.3	4.0	8.6	31.6	

(1) Other Commodity Producing Industries : Agriculture, fishing, hunting, forestry, mining, manufacturing.

(2) Distributive Industries : Transportation, communications, public utilities, trade, finance, insurance, real estate, services.

Source : Military personnel from U.S. Bureau of the Census. Civilian employment, Alaska Department of Labor.

government programs, federal spending for defense facilities and civilian agency spending for highways and airfields. Within the private sector of the economy, commodity-producing industries (other than construction) have declined despite the addition of substantial employment in pulp and lumber manufacturing and petroleum production and refining (refer to discussion below). This reflects the substantial loss of employment due to the decline in the salmon canning industry. Most significant is the continuing increase in employment in distributive industries. In part this reflects a change-over from military to civilian technicians in the manning of certain defense warning and communications facilities, but it principally reflects a change from growth to consolidation in the total economy.

3) Personal Income in 1957 Dipped Below
that of the Far West.

The U.S. Department of Commerce' annual series of personal income by states represents the most comprehensive economic measure available on a geographic basis. It covers the income received by residents of a state from business establishments, federal and state and local governments, households and institutions, and foreign countries. All forms of income flowing to persons from these sources are included. In Alaska's case, estimates are even made of the cash value equivalent in terms of food and clothing of the subsistence hunting and fishing activities of Indians and Eskimos.

TABLE III summarizes the total personal income received by Alaskans for the period 1950 through 1963 and compares the trend for the period with that of the Far West (the states of California, Washington, Oregon and Nevada) and the United States as a whole. The rate of growth for Alaska continues above that for the nation as a whole, but in 1957 it dipped below that of the Far West.

TABLE IV summarizes the official estimates of per capita income for Alaska, the Far West and the United States. Although still above the national average, the trend in the Alaska per capita income has lost relative to both national and Far West trends. In 1962 Alaska actually dropped below the Far West averages.

Since Alaska's much higher cost of living has not been taken into consideration in these comparisons (they are all expressed in current unadjusted United States dollars), the real impact of this relative decline in per capita income is not fully revealed.

TABLE III - Total Personal Income Trends
Alaska, United States and Other National Regions

Calendar Year	A L A S K A		FAR WEST(1)	UNITED STATES
	Millions \$	Trends, '1950 = 100.0	Trends, '1950 = 100.0	Trends, '1950 = 100.0
1950	319	100.0	100.0	100.0
1951	439	137.6	107.6	112.2
1952	485	152.0	125.3	119.3
1953	506	158.6	132.4	125.6
1954	493	154.5	135.8	126.6
1955	500	156.7	148.4	136.0
1956	548	171.8	162.2	146.5
1957	537	168.3	172.3	154.7
1958	526	164.9	179.9	158.6
1959	555	174.0	196.7	168.7
1960	631	197.8	208.1	177.4
1961	630	197.5	217.9	183.6
1962 (2)	642	201.3	233.2	194.2

(1) California, Washington, Oregon, Nevada.

(2) Preliminary.

Source : U.S. Department of Commerce, Survey of Current Business, August, 1960, 1961, 1962, 1963 ; U.S. Department of Commerce, Statistical Abstract of the United States.

TABLE IV - Per Capita Personal Income
Alaska, United States and Other National Regions
(Dollars)

Calendar Year	Alaska	Far West	United States
1950	2,231	1,788	1,491
1951	2,629	1,975	1,649
1952	2,487	2,068	1,727
1953	2,387	2,103	1,788
1954	2,272	2,089	1,770
1955	2,283	2,210	1,866
1956	2,491	2,326	1,975
1957	2,397	2,397	2,048
1958	2,469	2,430	2,064
1959	2,546	2,570	2,160
1960	2,768	2,611	2,215
1961	2,692	2,687	2,263
1962	2,610	2,774	2,357

Source : U.S. Department of Commerce, Survey of Current Business.

II - FOREST PRODUCTS INDUSTRIES. RISE FROM \$ 6.1 MILLION IN 1950 TO
\$ 48.0 MILLION IN 1961

The harvesting and processing of Alaska's huge forest resources has always been a part of the basic economy. Until the advent of the pulp industry, however, it was a very minor component in comparison with fisheries and minerals. Except for small exports of special grades for piano construction and larger exports during both World War I and II, the industry was oriented primarily to providing timber and rough lumber to meet a small part of local needs. The construction and operation of two pulp mills in the 1950's immediately advanced forest products into a major element of the State's basic economy. The volume of timber cut rose from 72.4 million board feet in 1950 to 285.9 million board feet in 1959 and continued upward into the 1960's. The estimated value of forest products rose from \$ 6.1 million in 1950 to \$ 48.0 million in 1961.

The change in output is of such magnitude as to be considered a new industry. During 1961 the two forest management agencies, the U.S. Forest Service and Bureau of Land Management, conducted a study of the organization, structure and operation of this new Alaska industry. The findings are summarized in a report issued this year and are the basis for the following discussion:

1) Forest Resources. Annual Allowable Harvest of the Coastal Forest : 900 Million Bd Feet to 1,500 Million Bd Feet
In the Interior : 30 Millions Bd Feet to 1,500 Million Bd Feet.

The forests of Alaska are found in two distinct associations, namely, coastal and interior. Alaska's climate and physiographic features cause a sharp demarcation between the two general forest types, not only in geographic location but also in stand composition, volumes per acre, tree sizes and general commercial utilization.

About 10 percent of Alaska's land located along the seaward slopes of the Coast Range supports the northern and western extension of the heavy coastal forests of the Pacific Northwest. Between five to six million acres are considered as commercial forest lands with a preliminary estimate of standing commercial volume of some 180 billion board feet. These forests are primarily composed of western hemlock and Sitka spruce averaging 30 to 40 thousand board feet per acre. Some trees reach diameters of 4 to 6 feet and heights of 175 feet, but in general the trees are smaller in size than trees of the same forest type along the coast of Washington.

Most of the Alaska coastal forest land is administered by the U.S. Forest Service. The annual allowable harvest of the coastal forests is approximately 900 million board feet based on current economically feasible operations. With anticipated greater second growth yield and as additional areas become economically feasible to log, the annual allowable harvest could eventually approach approximately 1,500 million board feet.

Current estimates place commercial interior forest lands between 35 to 40 million acres. Two forest species dominate the interior stands, white spruce and Alaska white birch, in pure and mixed stands, with aspen and balsam poplar as other major potentially commercial species. Stands average 3 to 5 thousand board feet per acre. Birch and spruce generally average 6 to 8 inches in diameter, but over large areas spruce stands average 12 to 16 inches in diameter with trees 24 to 32 inches not uncommon. Average height is 40 feet with better stands attaining 70 to 75 feet. The Bureau of Land Management estimate indicates there are 180 billion board feet of standing commercial timber.

Most of the interior forest resources are administered by either the State of Alaska or the Bureau of Land Management. Currently the estimated economically available annual harvest is only 30 million board feet, but the ultimate estimated potential sustained yield annual harvest of commercial timber is 1,500 million board feet.

2) Current Alaska Forest Products and Markets. 56,8% to Foreign Countries (primarily Japan), 85,3% in the form of Pulp.

There are 34 operable commercial sawmills, one preservation plant and two pulp mills within the coastal forest region, and 48 sawmills and two house-log mills in the interior region. The coastal sawmills could produce approximately 670,000 board feet per day. Five of these mills have a daily capacity in excess of 50,000 board feet while 21 are able to produce 10,000 board feet or less. Annual indicated operating capacity is 150 million board feet. Therefore these mills taken as a group are currently producing at less than one-half full capacity. The KETCHIKAN PULP COMPANY operates a 525-ton-per-day dissolving pulp mill and the ALASKA LUMBER AND PULP COMPANY near Sitka a 340-ton-per-day mill.

None of the 48 interior sawmills is capable of daily capacity in excess of 18,000 board feet, and only 3 mills produce more than 10,000 board feet per day. Total annual operating capacity is estimated at 50 million board feet, indicating that the interior mills as a group are producing at slightly over 10 percent of their capacity.

During calendar year 1961 over 99 percent of the volume of logs consumed in Alaska wood products operations came from the coastal forests. Western hemlock accounted for 53 percent of the volume of wood consumed, Sitka spruce 46 percent, and all other species only one percent. By land ownership of control, 96 percent of the logs were cut from the National Forests, 3 percent from public domain, and 1 percent from State and private lands (refer to Table V).

TABLE VI shows total output of Alaska's wood manufacturers in 1961 by product, geographic region and market. The coastal areas dominate the State production, the interior representing only one percent of the total production in 1961. Approximately 290 million board feet or 79.2 percent of the total output was produced in the form of pulp which represents about one percent of the total United States wood pulp production. There has been some increase in both pulp and lumber production since 1961.

Only 7.2 percent of the total Alaska wood product output went into Alaskan markets, the balance being exported 56.8 percent to foreign countries (primarily Japan) and 36.0 percent to continental United States markets ; 85.5 percent of the exports were in the form of pulp, 14.2 percent being the better grades of lumber and 0.5 percent round logs. The U.S. Forest Service does not permit the export of round logs other than cedar from its lands without primary manufacture. At present on State forest lands the export of hardwoods and limited export of other species in round log form is permitted.

TABLE V - Volume of Logs Consumed in Alaska by Ownership Source, Type of Plant, and Geographic Region, 1961(1)

Plant Type and geographic region	Volume		Ownership Source					All other
	M. Thou- sand cu. ft.	M. Thou- sand bd. ft. (2)	Natio- nal Forest	Public Domain	Total Federal	State	Pri- vate	
			-----Percent-----					
<u>COASTAL</u> :	66,353	394,026	96.3	1.9	98.2	0.2	0.6	96.3
Pulpmills	53,010	314,791	79.1	0.0	79.1	0.0	0.0	79.1
Sawmills (3)	13,342	79,231	17.2	1.9	19.1	0.2	0.6	19.1
Treating plant	1	4	(4)	0.0	(4)	0.0	0.0	(4)
<u>INTERIOR</u> :	686	4,071	(4)	0.6	0.6	0.1	0.3	(4)
Sawmills	656	3,894	(4)	0.6	0.6	0.1	0.3	(4)
Houselogs	30	177	0.0	(4)	(4)	(4)	(4)	(4)
<u>TOTAL</u>	67,039	398,097	96.3	2.5	98.8	0.3	0.9	96.3

- (1) Source : James T. BONES, Alaska's Wood Processors, 1961. Resource Report NOR-1, U.S. Forest Service, 1964.
- (2) International $\frac{1}{4}$ inch rule. Scribner log rule volumes can be approximated by multiplying by 0.85.8.
- (3) Includes 296 thousand board feet of cottonwood logs from State lands and 2,348 thousand board feet of red cedar from National Forest lands exported in round form.
- (4) Less than 0.1 percent.

TABLE VI - Market Areas of Alaska Primary Wood Products
by Kind of Product and Geographic Region, 1961 (1)

Kind of Product & Geographic Region	Volume	Market Area				
		Alaska		Continental U.S.	Foreign Countries	All Markets
	M. Thousand sand bd. ft.	Within 100 miles of plant	Over 100 miles from plant	percent		
COASTAL :	362,893	2.0	3.7	36.0	56.8	99.1
Lumber	70,187	2.5	3.7	1.6	11.4	19.2
Export log	2,435	0.0	0.0	0.0	0.6	0.6
Pulp	289,908	0.0	0.0	34.4	44.8	79.2
Poles	4	(3)	0.0	0.0	0.0	(3)
Crossties	349	0.1	0.0	0.0	0.0	0.1
Houselogs	10	(3)	0.0	0.0	0.0	(3)
INTERIOR :	3,358	0.8	0.1	(3)	0.0	0.9
Lumber	2,314	0.5	0.1	(3)	0.0	0.6
Houselogs	951	0.3	(3)	0.0	0.0	0.3
Mining stills	93	(3)	0.0	0.0	0.0	(3)
TOTAL	366,251	3.4	3.8	36.0	56.8	100.0

(1) Source : James T. BONES, Alaska's Wood Processors, 1961, Resource Report NOR-1, U.S. Forest Service, 1964.

(2) Lumber tally equivalent.

(3) Less than 0.1 percent.

TABLE VII - Volume of Timber by Management Agency
Alaska 1950-1962 (Thousands of board feet)

Year (1)	Total	Timber cut		Timber sales	
		U.S. Nat'l Forests Tongass	Chugach	U.S. Bur. Land Mgt. (2)	State
1950	72,357	54,537	5,424	12,396	--
1951	70,472	52,894	5,803	11,775	--
1952	88,341	62,357	2,159	22,825	--
1953	83,777	59,196	4,665	19,916	--
1954	121,474	109,237	1,775	10,462	--
1955	231,114	213,785	4,981	12,348	--
1956	257,016	230,198	2,021	24,797	--
1957	264,127	226,384	3,947	33,796	--
1958	196,028	167,520	8,216	20,292	--
1959	285,911	266,591	7,596	11,724	--
1960	369,216	347,496	3,613	15,721	2,386
1961	382,550	338,206	7,117	11,342	25,890
1962	399,687	366,275	7,157	11,500	14,755

Source : U.S. Forest Service records, U.S. Bureau of Land Management, Annual Report to the Secretary of the Interior, Alaska Division of Lands, Annual Report.

(1) U.S. Forest Service data on calendar year basis. U.S. Bureau of Land Management and State on fiscal year basis.

(2) Includes timber volume disposed under free use permits.

Another finding of the 1961 survey was that wood production other than pulp results in substantial amounts of plant residue which are presently wasted. Of the 14.0 million cubic feet of logs consumed by sawmills in Alaska, 4.3 million cubic feet of 30.7 percent of the harvested resource was accounted for as sawdust, planer shavings, slabs, edgings and trimmings. Of this amount only 15.9 percent was burned as fuel in the plant, 3.8 percent as fuel in homes and 0.9 percent for cattle bedding, insulation and mine shorings.

III - MINERAL PRODUCTION : VALUE INCREASED 21% IN 1963 AS COMPARED WITH 1962.

Value of mineral production in Alaska increased 21 percent in 1963 as compared with 1962. Crude oil accounted for fifty percent of the 1963 total value of mineral output. Sand and gravel accounted for about 30 percent of the 1963 total value, increasing more than three times over the values reported for 1962. This was attributed principally to greater construction activities by the Department of Highways, the value of completed projects being two and a half times that for 1962. Gold production dropped sharply to 99,000 ounces, the smallest output since 1894 with the exception of the complete shutdown of the industry during the World War II years. With the announced shutdown of dredging operations in the Fairbanks fields at the end of the 1963 season, annual gold production is expected to drop below 50,000 ounces and \$ 2 million. This compares with the 1940 gold production of 756,000 ounces and \$ 26 million in value.

1) Petroleum and Natural Gas. Boom in the production of crude oil : + 371,3% from 1958 to 1963

Alaska's petroleum and natural gas resources have been one of the brightest parts of the economic picture for the past five years and hold the greatest promise for further immediate development. Knowledge of this potential is not new, geologists having considered Alaska as having great reserves since the turn of the century. The U.S. Geological Survey has estimated that there are over 60 million acres of possible petroleum provinces south of the Brooks Range and 40 million acres north of the Brooks Range. Modest commercial crude petroleum production was realized by a private operation

in the Katalla district during the 1930's and in 1923 a large part of the Arctic Slope was set aside as a naval petroleum reserve. But it was the discovery in July 1957 at Swanson River on the Kenai Peninsula which touched off the current exploration and development boom.

Development drilling of the Swanson River field was considered as completed at mid-year 1963 and on the basis of production records and reserve estimates, the field is ranked with some of the better fields in California. Unofficial reserves estimates are at least 20 years life for the field at current production rates.

Production of crude oil rose spectacularly : 29,328 barrels in calendar year 1958 ; 179,633 barrels in 1959 ; 559,154 barrels in 1960 ; 6,325,000 barrels in 1961 ; 10,211,000 barrels in 1962 ; and 10,800,000 barrels in 1963. In August 1963 STANDARD OIL COMPANY OF CALIFORNIA opened a \$ 10 million 20,000-barrel-per-day refinery at Kenai to process Swanson River crude for heating oils and jet fuels. Production of gasoline, asphalt and other products are being considered.

In the spring of 1959 a major gas field was discovered near the Swanson River petroleum discovery well and subsequent development and testing has confirmed early indications that there are huge natural gas reserves in the field. New discoveries have subsequently been made at other locations in the Cook Inlet area. In 1961 operation ^{was} started on the piping of natural gas from Kenai to the city of Anchorage to meet domestic heating and industrial needs. UNION OIL COMPANY and MARATHON OIL COMPANY formed two subsidiaries to handle liquefaction of natural gas for shipment to Japanese markets and to construct specially designed tankships for making shipments.

During 1963 the first commercial oil find was made in the State of Alaska since the 1957 Swanson River discovery. A combine including STANDARD OIL COMPANY OF CALIFORNIA, RICHFIELD OIL CORPORATION and SHELL OIL COMPANY brought in the new discovery well in Cook Inlet, named Middle Ground Shoal N^o.1. By the end of the year, the well was reported flowing 745 barrels per day from a 550 foot productive zone between 7,480 and 8,177 feet. It is too early to speculate as to the probable rank of this new field, but the initial indications are promising.

Wildcat drilling continued in many parts of the State, but no new oil fields other than the Cook Inlet were discovered. The first exploratory drilling by private interests north of the Arctic Circle brought in a natural gas well flowing at between 700,000 to 900,000 cubic feet per day.

TABLE VIII - Mineral Production in Alaska, 1963

	<u>Quantity</u>	<u>Value</u> <u>(\$1000)</u>
Coal (bituminous) - thousand short tons	825	(1)
Gold - thousand troy ounces	99	3,465
Mercury - 76-pound flasks	400	75
Natural Gas - million cubic feet	4,059	1,072
Petroleum (crude)-thousand 42-gallon bbls	10,800	32,700
Sand and gravel - thousand short tons	15,023	19,634
Silver - thousand troy ounces	12	16
Value of items that cannot be disclosed:		
Coal, gem stones, peat, platinum group-		
Metals, stone	--	<u>8,546</u>
Total		65,308

(1) Value cannot be disclosed

Source : U.S. Bureau of Mines, "Mineral Production in Alaska in 1963", Area Report A-26, Juneau, Alaska, December 27, 1963.

IV - FISHERIES : CATCH AND PRODUCTS BELOW 1962 DUE TO A
DECLINE IN SALMON CATCH.

Data on the 1963 fishing season are not yet available, but preliminary statistics indicate that catch and products were below 1962 due to a decline in salmon catch. Final figures for the 1962 season put value of all products at \$ 131,938,130. Salmon products dominated (\$102,418,910) with king crab (\$11,861,800) and halibut (\$10,287,790) in second and third place. Canned salmon made up the major part of the value of all salmon products, (\$94,390,920). The 1962 catch and products data are summarized in TABLE IX. A comparison of the two sets of value figures indicates the importance of value added by manufacturing and the quantity figures the amount of waste in the industry.

TABLE IX - 1962 Alaska Fisheries

SPECIES	Catch (1)		Products (2)	
	Million Pounds	Million Dollars	Million Pounds	Million Dollars
Salmon	277.8	\$42.1	183.9	\$102.1
Halibut	32.7	8.7	30.9	10.1
Herring	32.9	0.4	15.3	0.4
Other Fish	1.2	0.1	1.2	0.1
King Crab	52.8	5.3	10.6	11.5
Shrimp	16.9	0.7	3.1	3.4
Other shellfish	9.7	1.1	3.5	2.6
Total	425.1	\$58.4	248.6	\$131.2

Source : Alaska Department of Fish and Game, "1962, Alaska Commercial Fisheries Catch", Statistical Leaflet # 4.

(1) Catch value is amount paid to fishermen.

(2) Weight of products as prepared for market and value at wholesale price.

The 1963 canned salmon pack was down from 1962 due to the disaster in the Bristol Bay fishery. This was the worst season in the history of this region and required special welfare and public assistance programs by the State to aid the residents who depend primarily upon this industry for their income. A comparison of pack figures for recent years by regions indicates that there has been no relation between annual fluctuations in different parts of the State (refer to TABLE X). Since 1960 the industry appears to have stabilized at an annual pack of between 2.5 to 3.0 million 48-pound cases, a far cry from the annual packs of the 1930's.

For the second consecutive year Alaska king crab fishermen protested destruction of their gear by large trawling fleets from the U.S.S.R. Although these crab areas have been traditionally harvested by Alaskans, they are on the high seas and are international waters.

TABLE X - Alaska Canned Salmon Pack

(48 pound cases)

REGION	1936	1960	1961	1962	1963
'Southeastern	'4,076,717'	317,792'	1,224,052'	934,905'	1,191,350'
'Central	'2,869,681'	1,247,116'	972,237'	2,012,577'	1,196,850'
'Western	'1,491,205'	1,006,357'	1,015,673'	527,714'	290,600'
'Total	'8,437,603'	2,571,265'	3,211,962'	3,475,196'	2,678,800'

Source : Alaska Department of Fish and Game, "1962 Alaska Commercial Fisheries Catch", Statistical Leaflet # 5 ; Alaska Department of Fish and Game, "Alaska Canned Salmon Pack, 1963"; Bureau of Fisheries, "Alaska Fisheries, 1936", Statistical Bulletin N°. 1235.

V - DEPARTMENT OF DEFENSE EXPENDITURES. DEFENSE CONTINUES AS THE LARGEST "INDUSTRY" IN THE ALASKA ECONOMY.

Although down substantially from the levels of the 1940's and 1950's when annual defense construction expenditures reached \$ 200 to \$300 million, defense continues as the largest "industry" in the Alaska economy. Delayed statistics released by the Department of Defense for the year 1959 through 1962 indicate that military and civilian payrolls appear stable, but construction and other contract awards continue to decline (refer to TABLE XI) ; 1963 defense construction awards indicate that total expenditures have declined further.

TABLE XI - Defense Contract Awards and Department of Defense Payrolls in Alaska (Millions of dollars)

Fiscal Year	Total	Contracts(1)	Payrolls	
			Military	Civilian
1959	239	122	124	43
1960	251	79	128	44
1961	261	92	124	45
1962	237	63	129	45

Source : U.S. Department of Commerce, Statistical Abstract.

(1) Prime contract awards for construction, supplies, service.

Inauguration of Alaska's Marine Highway System.

The first major innovation in the State's program for development of the tourist business and improvement of transportation between Alaska's marine regions was launched in 1963. The southeast Alaska ferry system started operation with three motor vessels 352 feet long and each capable of accommodating 500 passengers and 108 automobiles. The swift vessels provided service between the ports of Prince Rupert in British Columbia and Ketchikan, Wrangell, Petersburg, Juneau, Haines and Skagway on a 6 days a week schedule. On three days a week service was also provided between these ports and Sitka. The average time for the direct trip from Prince Rupert to Skagway was 30 hours, with the Sitka trip adding 14 hours to the total. For the first time, this maritime region has been provided with economic and frequent surface transportation. The geographic nature of the region makes road construction between its settlements impossible.

Despite all the problems of inaugurating a total new service, the 1963 traffic figures far exceeded all projections. The system carried a total of 84,114 passengers and 16,353 motor vehicles, almost double the passenger traffic projected for the fourth year of operation and more than 3,000 above the vehicle load projected for the fourth year. The degree to which the actual traffic exceeded projections in the feasibility studies was taken by many Alaskans as an indication of the high potentials existing in the development of tourism in general.

The southcentral Alaska section of the Alaska Marine Highway system is to be launched in 1964. One sea going motor vessel with capacity for carrying 300 passengers and 49 automobiles will provide two round trips a week between the ports of Homer, Kodiak and Seward.

The Rampart Power Battle.

On the upper reaches of the Yukon River at a settlement called Rampart, the UNITED STATES CORPS OF ENGINEERS has proposed the construction of the largest hydro-electric power project in the Western Hemisphere. The impoundment behind the dam will create the largest man-made lake in the world, 10,000 square miles, which would require 18 years to fill. The big generators would produce 5 million kilowatts, more

than twice the capacity of the Grand Coulee power project in the State of Washington, and 20 times the present generating capacity in all Alaska. Power was initially estimated to sell for as low as 2 to 3 mills per kilowatt hour, but indications are that final estimates may come somewhat higher.

During 1963 work was completed on the engineering feasibility studies by the Corps of Engineers and the marketing and transmission studies by the United States Department of the Interior. Scheduled for release in 1964, these studies will provide the basis for judging the economic advisability of making the massive public investment presently estimated at \$1.3 billion exclusive of transmission.

With the encouragement of the Corps of Engineers, a lobby group of Alaskans was formed at a meeting held at Mount McKinley National Park in September 1963. The Yukon River Power for America committee was organized and a drive launched to raise a substantial fund of money to finance the promotion of approval of the project by the President and the Congress of the United States in 1964. Other groups of Alaskans, however, began to voice opposition to the project. The TUNDRA TIMES (November 18, 1963) reported a meeting at Fort Yukon on October 5, 1963 at which representatives of the Indian villages in the Yukon River basin went on record as demanding that the project not be constructed. The huge reservoir would completely flood their homeland, destroy the natural resource base of their traditional means of subsistence, and require their relocation to other areas. In a regular annual state-wide convention held at Sitka on November 1-3, 1963 representatives of all local Alaska Sportsmen Association chapters passed a resolution opposing the project on the grounds that it would destroy important commercial and sports fish and wildlife resources and would eliminate one of the most important migratory waterfowl nesting areas in the Western Hemisphere.

LE DÉPART

Le 20 Octobre 1901
de la Baie de Behring

MERS DE BEHRING, d'OKHOTSK et GOLFE D'ALASKA

Le 20 Octobre 1901, le capitaine de la marine française, M. de la Roche, a quitté la Baie de Behring pour se rendre à Okhotsk et au Golfe d'Alaska. Il a été accompagné par le lieutenant de vaisseau M. de la Roche et le médecin M. de la Roche.

Le 20 Octobre 1901, le capitaine de la marine française, M. de la Roche, a quitté la Baie de Behring pour se rendre à Okhotsk et au Golfe d'Alaska. Il a été accompagné par le lieutenant de vaisseau M. de la Roche et le médecin M. de la Roche.

LE DÉPART

Le 20 Octobre 1901

Depuis le 20 Octobre, le capitaine de la marine française, M. de la Roche, a quitté la Baie de Behring pour se rendre à Okhotsk et au Golfe d'Alaska. Il a été accompagné par le lieutenant de vaisseau M. de la Roche et le médecin M. de la Roche.

MERS DE BEHRING, W'GNOSTK or GOLFE D'ALASKA

NORD DU PACIFIQUE

Mer d'Okhotsk , Mer de Behring
et Golfe d'Alaska

LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DU NORD DU PACIFIQUE PREND FORME SOUS L'IMPULSION DU JAPON DONT LES BESOINS INDUSTRIELS ET AGRICOLES SE FONT CROISSANTS, BESOINS MINIERES : UNE CONTRACTUALISATION DES RAPPORTS ECONOMIQUES SINO-SOVIETIQUES AU NIVEAU DE LA SIBERIE PARAÎT SE RENFORCER. LE JAPON, TROISIEME PAYS IMPORTATEUR DE PRODUITS CANADIENS - DONT PRES DE 40% DE BLE - COMMENCE A INVESTIR DANS LES MINES DE COLOMBIE BRITANNIQUE.

L'économie ^{du du} nord Pacifique est dominée par la puissance grandissante du Japon : 95 millions d'habitants - demain, en 1970 : 102 millions - sur un territoire grand comme l'île de Terre Neuve ; une population active de 70 millions d'habitants. Cinquième rang dans le monde par son revenu global, après les Etats-Unis, la République Fédérale d'Allemagne, la Grande Bretagne et la France.

I - LA PUISSANCE INDUSTRIELLE JAPONAISE CROISSANTE.

1) Doublement du Revenu National d'ici 1970

Depuis 80 ans, le Japon connaît un rapide développement qu'aucune nation industrielle n'a connu. Ce mouvement s'est accru ces dernières années. Ainsi, depuis dix ans, le P.N.B. a augmenté de 9%. Ce surcroît de puissance économique appelle d'autant plus l'attention que le Plan du gouvernement IKEDA

visé à doubler le revenu national d'ici 1970. Les TABLEAUX I et II résument les principales données à ce titre.

TABLEAU I - Plan décennal japonais : 1960-1970

	1956-58 (moyenne)	1970
'Population (millions)	91	101,3
'Population active (millions)	41,5	50
'Produit National Brut (millions\$)	27.000	72.200
'Revenu par tête (\$)	243	579
'Dépenses de consommation (millions \$)	16.100	41.900
'Dépense d'équipement (millions\$)	4.000	10.000
'Mines et industrie (indice)	100	431,7
'Agriculture, forêt et pêche (indice)	100	170
'Exportations (millions \$)	2.701	9.220
'Importations (millions \$)	3.126	9.891

Source : FINANCIAL POST. 13 août 1962

TABLEAU II - Indices de production industrielle japonaise. 1955 = 100

	1956-1958	1961	1970 (est.)
'Mines et industries	141,3	278,3	610
'Fer, acier	133,1	276,7	550
'Métaux non ferreux	131,9	261,1	480
'Huile et charbon	153,3	323,6	770
'Papier et pulpe	127,7	221,5	400

Source : FINANCIAL POST 18 août 1962. Bank of Japan. Federation of Economic Organization.

Aux termes du plan IKEDA (1970), on escompte que le revenu per capita, encore faible (1/6 de celui des Etats-Unis, largement inférieur à celui de la France ou de la Rép. Féd. Allemande - \$ 742 -), devrait, en dix années, être au niveau de celui de l'Italie.

Ce plan, qui est en cours de réalisation, a demandé, lors de sa mise en place, des investissements évidemment considérables et il s'est accompagné d'un certain nombre de phénomènes classiques : augmentation des importations, déséquilibre de la balance des comptes, inflation et surproduction. Une politique de rigueur financière y a fait face. Elle a réduit le taux excessif de croissance : de 13% en 1961, il s'est réduit à 4,2% en 1962 et 6% en 1963.

2) Surproduction et débouchés

Les remèdes employés ne touchent toutefois pas la source même des problèmes d'expansion du Japon moderne : ce problème est celui même des débouchés. Les débouchés commerciaux devenus nécessaires et "traditionnels" depuis la guerre, sont impuissants à absorber la surproduction japonaise. Les achats de produits japonais par des pays tiers au titre du programme AID ont diminué de 90% en 1962. Pour obvier à ces difficultés, d'autant plus sérieuses que le Japon, isolé en Asie dans son avance industrielle, ne peut espérer des marchés du Sud-Est Asiatique les devises fortes qui lui manquent pour se procurer les matières premières essentielles, le Japon tente de réaliser depuis la fin de la guerre une communauté d'intérêts du Pacifique. Trop vague pour être réaliste à l'échelon de l'ensemble de cette vaste aire, elle se précise dans le Nord. Le Japon est le troisième pays importateur de produits canadiens. Ses ouvertures répétées en U.R.S.S. pour participer à la mise en valeur de l'immense Sibirie commencent à porter leurs fruits. Les investissements des milieux d'affaires japonais ne cessent de se poursuivre en certains secteurs précis de l'économie alaskienne et de la Colombie Britannique. Il pourrait bien ainsi se constituer de facto une communauté d'intérêts dans le Nord du Pacifique et dont le Japon, tant au niveau de ses pêcheries que de sa consommation croissante de produits agricoles, forestiers et miniers, et de son potentiel industriel, serait le cœur battant.

3) Des besoins miniers croissants : des échanges commerciaux inter-Pacifique Nord

En 1970, le Japon, quatrième producteur mondial d'acier, aura triplé sa consommation de minerai de fer. Il comptera,

en outre, et ce n'est pas indifférent pour le Canada puissance céréalière, 7 millions de bouches de plus à nourrir.

Le Japon est d'autant plus condamné à prendre cette orientation qu'aux termes mêmes d'une étude faite par MI TI, il apparaît que, dans moins de vingt ans, l'économie nipponne aura épuisé ses ressources minières pour des produits essentiels. Dans cinq ans, les ressources en cuivre seront épuisées. Il est vital pour l'industrie japonaise d'avoir accès, à distance aussi proche que possible, aux ressources minières des puissances Pacifiques voisines.

TABLEAU III - Liste des minerais épuisés au Japon à brève échéance (1963).

	<u>En années</u>
Etain	29,2
Pyrites	20
Zinc	11,6
Fer	10,8
Sables magnétiques	9
Plomb	8
Cuivre	5
Argent	3,7
Or	3,6
Mercure	2,3

II - QUADRUPLEMENT DES ECHANGES NIPPO-SOVIETIQUES 1963-1965.

Les négociations commerciales nippon-soviétiques ont abouti à la signature, intervenue le 28 janvier à Moscou, d'un accord de trois ans (1963-1965) qui prévoit pour cette période 700 millions de dollars d'échanges dans les deux sens.

En 1963, le montant des exportations japonaises est fixé à \$ 133 millions (1), des importations à \$ 113 millions

(1) Au cours des négociations, il n'a pu être possible pour les Russes de faire inclure l'important marché des oléoducs de grand diamètre, suite de marchés précédents (I.N.S, p. 214). Les obligations internationales du Japon ne lui permettent désormais de faire figurer ce matériel stratégique dans les transactions commerciales avec l'U.R.S.S.

Pour souligner l'ampleur de la transaction, on précisera que le Japon a vendu aux Etats-Unis, en 1961, pour 1 milliard de dollars.

1) Bois, minerais et pétrole sibériens contre produits manufacturés japonais : accord de janvier 1963.

L'économie des échanges nippo-soviétiques peut se résumer dans le TABLEAU IV.

TABLEAU IV - Mouvements d'échanges nippo-soviétiques
1963-1965

	Importations japonaises d'U.R.S.S.			Exportations japonaises en U.R.S.S.	
	1963	1964	1965		
Bois de charpente	1800000m ³	1900000m ³	2.000.000m ³	Navires	cargos 5
Charbon	975.000t.	975.000t.	975.000t.		pétroliers 13, de pêche 20
Huiles lourdes	3.500.000t.	3.700.000 t.	4.000.000t.	Equipement d'usines	pour la fabrication
Fonte	500.000t.	à négocier	à négocier		de papier
					Matériel textile

Les deux délégations ont signé en outre des notes relatives aux échanges de biens de consommation entre le Japon et les régions côtières soviétiques pour l'année 1963. Le montant à prévoir est de \$ 4 à 5 millions dans chaque sens.

Un accord est intervenu à Moscou au printemps 1963 entre l'Association des Coopératives d'Hokkaïdo et la Fédération Soviétique des Coopératives de Consommateurs qui prévoit l'échange de 24.000 m³ de bois de charpente soviétique d'une valeur de \$ 450.000 contre les produits japonais suivants : textile, sisal et tuiles au principal, légumes et pneus d'auto.

2) Une coopération croissante pour le développement industriel de la Sibérie : la mission, en juillet 1963, de M. Tokutaro KITAMURA.

Une nouvelle et importante mission commerciale de 41 hommes d'affaires japonais a séjourné 18 jours en U.R.S.S.

en juin-juillet 1963. Elle était dirigée par M. Tokutaro KITAMURA, Président de l'Association Japonaise pour le développement du Commerce avec l'Union soviétique et les pays d'Europe Centrale ; la délégation a principalement été à Moscou, Khabarevsk, Irkoutsk et Novosibirsk. M. KITAMURA, qui se félicite de l'accord de 1963, souhaite qu'en 1970, les échanges dans les deux sens atteignent le niveau de 1.000 millions de dollars. "Le commerce avec l'Union soviétique nous intéresse pour un certain nombre de raisons", a ajouté. Il a été notamment examiné la possibilité d'organiser une foire japonaise à Moscou en 1965 et une foire soviétique à Tokyo ou Osaka en 1967. On a envisagé la création d'un organisme soviétique chargé d'étudier l'organisation de foires commerciales en Sibirie, et l'accroissement des relations nippon-soviétiques via Vladivostok.

M. KITAMURA a insisté sur le souci japonais de procéder à l'équipement de la Sibirie orientale, notamment du point de vue de son exploitation forestière, et à lui acheter, en échange de l'équipement manufacturé fourni, du bois.

A) Rappel très succinct de certaines données relatives à l'effort soviétique en Sibirie orientale.

La Presse soviétique a insisté, cette année 1963, sur l'effort considérable qui se poursuit en Sibirie orientale, du Iénisseï à la côte Pacifique. On escompte, à Moscou, que dans un avenir assez proche, la Sibirie produira près de la moitié du pétrole soviétique, un tiers de son acier, un quart de ses fibres chimiques, et autant d'énergie électrique que celle produite par les Etats-Unis, le Canada, la France et l'Allemagne réunis.

C'est dire, en regard des buts escomptés, l'ampleur des plans.

L'équipement hydro-électrique de la Iénisseï, de la Lena (trois centres y seraient installés, dont l'un d'une puissance de 20 millions de Kw) sera donc l'une des clefs de cet important développement. Le centre thermo-électrique de Nazarovo, hydro-électrique d'Irkoutsk et Bratsk, les combinats industriels de la vallée du Iénisseï, le centre d'aluminium de Krasnoyarsk, le centre sidérurgique projeté de Angaro-Pitsk, une industrie puissante de cellulose sont autant de projets en cours.

B) Collaboration économique sino-soviétique dans le cadre du développement économique de la Sibérie.

A cette mise en valeur, l'industrie japonaise souhaite participer, tant pour des motifs d'expansion commerciale que par souci d'établir pour l'avenir un important marché. "Par la volonté de la nature, Union Soviétique et Japon sont des voisins proches. Les mers côtières de l'Océan Pacifique dont les eaux sont labourées par les flottilles soviétiques et japonaises, peuvent nous permettre de promouvoir des relations de bon voisinage". M. N. KROUTCHEV, en août dernier, a exprimé l'espoir de relations économiques plus étroites entre les deux pays. Le Japon, grand consommateur de pétrole pourrait, à ce titre, être rattaché plus étroitement au développement sibérien.

Très récemment, M. KROUTCHEV a fait savoir qu'il autoriserait la construction d'un oléoduc vers le Pacifique au cas où le Japon fournirait l'équipement nécessaire. En raison des richesses sibériennes et des besoins japonais, il n'est pas douteux que cette proposition, si elle devenait réalité, serait en mesure de ré-orienter, en Extrême-Orient, le marché du pétrole. (1)

On escompte que les autorités soviétiques ouvriront à la fin de l'année 1963 ou au début de l'année 1964 partie du port de Vladivostock. Bien équipé pour recevoir des navires de 10.000 t., libre de glaces, Vladivostock est le terminus du trans-sibérien.

Un groupe d'experts japonais de la JAPAN AIR LINES étudie actuellement à Moscou l'éventualité d'une ligne directe Tokyo-Moscou.

III - PREMIER PRODUCTEUR DE POISSON AU MONDE, LE JAPON EST EXTREMEMENT SOUCIEUX D'ELARGIR SON SECTEUR D'ACTIVITE DANS LE NORD-OUEST ET SURTOUT LE NORD-EST DU PACIFIQUE. LA POLITIQUE D'ABSTENTION QUI LUI A ETE IMPOSEE EN 1953, S'OPPOSE A CETTE EXPANSION.

Bien que l'effectif des pêcheurs japonais (867.000 pêcheurs en 1962) ait diminué depuis 10 ans (- 15,5%, 1952-63), le Japon reste en 1962 le premier pays au monde pour la pêche : 6.830.000 t. Une part importante de cette pêche provient de l'Océan Pacifique septentrional.

(1) On rappellera en outre l'importance que l'U.R.S.S. et le Japon attachent au développement de la Route Maritime du Nord qui relie par une voie directe Mourmansk aux grands marchés du Pacifique. On consultera utilement, à ce titre, la récente et très informée publication de Arnljot Stromme SVENDSEN "La Route Maritime du Nord : son importance pour le transport maritime et la navigation internationale" (Contribution 2. Centre d'Etudes Arctiques. S.E.V.P.S.P., 13, rue du Four, Paris VIe)

TABLEAU V - Pêches mondiales en 1961 (Voir I.N.S., p. 2)

	En tonnes
Japon	6.710.000
Pérou	5.200.000
Chine	5.000.000
U.R.S.S.	3.200.000
Etats-Unis	2.900.000
Norvège	1.500.000
Canada	1.020.000
Total pêche mondiale	41.200.000

En 1962, l'augmentation des pêches mondiales a été de 1% et le Japon figurant toujours au premier rang, avec une production accrue de 2% seulement.

Au niveau de la pêche au saumon dans le Nord du Pacifique le TABLEAU VI précise l'importance de cette pêche pour le Japon. Depuis 1957, on peut observer que le Japon, est très vite, devenu premier pays producteur (35,9% des prises dans le Nord du Pacifique), les Etats-Unis étant le deuxième pays producteur (32,3%). L'U.R.S.S. ne retrouve pas sa position directrice des années 1956.

TABLEAU VI - Pourcentages comparés, dans le Nord du Pacifique, des pêches au saumon, par pays.

	1956	1958	1960	1961
Japon	29,9	41	40,9	35,9
Etats-Unis	26,8	26,6	29,9	32,6
U.R.S.S.	32,9	15,2	19,4	18,3
Canada	10,3	17,2	9,8	13
Total	100	100	100	100

Source : d'après NAKACHI. Vue générale des pêcheurs dans le Pacifique Nord. Tokyo. (pp. 61-62).

Un quota de baleines insuffisant pour la consommation Japonaise.

La consommation annuelle de baleines au Japon est de 150.000 t., ce qui représente l'équivalent de 600.000 à 700.000 têtes de bovins. Pour satisfaire cette consommation nationale, le Japon devra importer cette année des baleines : de Norvège ou des Pays-Bas. Le contingent, qui lui a été alloué par la Commission Internationale, était, en 1963, trop faible : 4.000 unités. Autre conséquence : le Japon réduira ses flottilles baleinières à 3 au lieu de 5.

1) Pacifique du Nord-Ouest

A) Mer d'Okhotsk : Pêche au saumon plus active
pour les deux parties.

Le 4 août 1963, l'Union Soviétique et le Japon sont convenus d'un nouvel accord sur les prises de pêche en ce secteur. Il témoigne d'une sensible augmentation des quotas, par rapport à ceux autorisés l'année passée (I.N.S, p. 218).

Dans la zone A, le contingent japonais est en effet fixé à 57.000 t. (55.000 en 1962). Dans la zone B, à 63.000 t. (60.000 en 1962), soit, au total, 120.000 t. La flottille japonaise pouvant pêcher le saumon ne devra comprendre - comme l'année passée - que 11 navires-mères et 309 bateaux de pêche.

Le contingent soviétique est fixé à 70.000 t.

On sait que les Russes ont effectué avec succès la transplantation d'une espèce de saumon du Pacifique dans les secteurs de la Mer Blanche et de la Mer de Barentz.

Les Canadiens tentent, pour le moment une transplantation similaire de saumon du Pacifique (C.B.) dans une rivière de la côte sud de Terre Neuve.

B) Souhait japonais d'obtenir des quotas de crabe
plus élevés.

La délégation japonaise à la Commission annuelle qui s'est réunie, en mars 1963, à Tokyo, a fait valoir auprès de la délégation soviétique que les ressources en crabe dans les secteurs de pêche du Pacifique Nord Occidental justifieraient des quotas plus élevés. La délégation japonaise a souhaité que le quota fût relevé de 70.000 caisses, la caisse étant de 48 boîtes de 6,5 onces. Les négociations se poursuivent.

Transplantation de crabes royaux en Mer de Barentz.

Les Russes tentent de procéder, à l'instar de ce qui a été réalisé pour le saumon, à une transplantation de crabes des eaux du Pacifique (crabe royal) en eaux de la Mer de Barentz. 150 crabes ont été transportés - après des essais portant sur plusieurs années - du Kamchatka à la Mer de Barentz.

Un nouveau crabier soviétique

Le navire-usine "Alexander Obukov" de 12.000 t. de jauge brute, 161m70 de longueur conçu principalement pour la pêche au crabe dans les eaux du Nord du Pacifique vient d'entrer en activité. Il opère au moyen d'une flottille satellite de 12 petits bateaux.

C) Pêche aux algues autorisée par l'U.R.S.S. à l'île de Kaigara

Au Nord-Est de Hokkaido, une flottille de 300 bateaux (équipage de trois hommes), sous la surveillance de navires soviétiques sera autorisée du 10 juin au 30 septembre, contre redevance de 13.000 yens par navire, à ramasser des algues dans la région de l'île de Kaigara.

Le gouvernement japonais vient d'autoriser l'exportation à l'U.R.S.S. de vingt navires-usines pour la pêche au crabe, d'un coût de \$ 35 millions. Les conditions de paiement sont 30% au comptant, le solde en cinq ans et demi.

2) Nord-Est du Pacifique. Des entorses - favorables au Japon - au principe d'abstention.

La convention nippono-canado-américaine sur les pêches du Nord du Pacifique, et entrée en vigueur le 12 juin 1957 pour 10 années, a fait et fait l'objet de conversations répétées.

On sait que cette convention reposait sur le principe d'"abstention". Le principe est tel que si une des parties en cause exploite entièrement une pêcherie et que cette exploitation soit régie par les règlements fondés sur des recherches scientifiques visant à en maintenir le niveau de production, l'autre ou les deux parties doivent s'abstenir de pêcher.

Conformément à ce principe, le Japon ne peut exploiter les grands bancs de saumon, de flétan et de hareng du Nord du Pacifique, et le Canada s'abstient de pêcher le saumon dans la Mer de Behring.

Le Japon, en 1963, a demandé de sérieuses modifications à cette convention. Certaines seulement ont été acceptées par la Commission Internationale des Pêches du Pacifique Nord.

Seattle, et entérinées par les gouvernements intéressés. Le Japon est, de ce fait, autorisé à pêcher le flétan en Mer de Behring oriental, le hareng à l'ouest des îles de la Reine Charlotte.

Dans la partie N.E. du Pacifique, le Japon n'a pu obtenir davantage satisfaction, Canada et Etats-Unis s'en tenant au principe d'abstention, qui revient en fait à interdire aux Japonais le droit de pêche.

Pêche au flétan.

Les prises de flétan en Mer de Behring oriental seront limitées à 2.900 t. en 1964 pour le Canada, le Japon et les Etats-Unis.

Expéditions océanographiques soviétiques en Mer de Behring.

Des expéditions océanographiques sont conduites par les diverses nations intéressées. La plus récente expédition océanographique soviétique était conduite par le jeune Ichtytiologiste Tatyana Liou BIMOVA, âgé de 34 ans. L'expédition, qui comprenait trois navires, a particulièrement étudié, durant trois campagnes, le Golfe d'Alaska; malgré les conditions de glace et le temps, l'expédition a conduit à terme son programme. Il apparaît que la perche de mer prêterait à pêche régulière. Le chalutage, en outre, dans la tranche d'eau non prospectée allant de 140 à 330 brasses, serait particulièrement prometteur. Ce mode de chalutage n'impliquerait que des modifications techniques mineures.

A) Pêcheries américaines au large des côtes de l'Alaska et de la Colombie Britannique.

1°) Une année désastreuse du point de vue de la pêche au saumon : 1/5 de réduction en baie de Bristol.

Réactions législatives du Sénat Américain.

D'une façon générale, les pêcheries alaskiennes sont fort inquiètes de la faiblesse du soutien accordé par Washington à leur demande de protection. Tant par leurs représentants (Sénat. GRUENING, Sénat. BARTLETT, Repr. R.J. RIVERS) que par leurs organisations syndicales, les milieux spécialisés alaskiens s'inquiètent, chaque année davantage, et particulièrement depuis deux ans, de menaces de déplétion sur les côtes de l'Alaska. Seule, l'extension des eaux territoriales à 12 milles

pourrait les protéger. "Les Etats-Unis souffrent d'un complexe inhibiteur de supériorité", a déclaré le Sénateur GRUBB-NING, lors d'une rencontre internationale de pêches... "La limite territoriale de 3 milles ? Un albatros sur le cou des pêcheurs américains", ironisa-t-il par ailleurs.

Dans la baie de Bristol, on l'a vu dans le présent numéro au chapitre "Alaska", l'année a été désastreuse pour l'industrie alaskienne, si essentielle, de la pêche au saumon. On se reportera au TABLEAU de la page 266.

La pêche hauturière en eaux internationales est cause de la diminution des saumons sur la côte alaskienne.

3.500 pêcheurs alaskiens de la baie de Bristol ont été, en 1963, très touchés financièrement.

Le gouverneur de l'Alaska, Mr. W. EGAN, a déclaré : "La pêche du saumon par les flottes étrangères hauturières en eaux internationales est la cause directe de la catastrophe survenue en baie de Bristol."

Une législation plus sévère sur les pêches illégales en eaux territoriales américaines.

A la suite de démarches répétées, la Commission du Commerce du Sénat Américain a approuvé, en octobre 1963, un projet d'interdiction de la pêche dans les eaux américaines (3 milles) par les navires étrangers. Le projet comporte des sanctions sévères : la pénalité allant jusque \$ 10.000 et la saisie du navire.

Les Etats-Unis n'envisagent pas de porter la limite de leurs eaux à 12 milles.

A la fin de l'année 1963, des représentants du Département d'Etat ont fait savoir que les Etats-Unis n'envisageaient pas, à l'instar du Canada, de porter la limite de leurs eaux territoriales à 12 milles.

B) Protestations américaines (Etat de Washington et Etat de l'Alaska) contre les projets canadiens d'extension à 12 milles de la limite de leurs eaux territoriales, dans le but de se protéger des pêcheurs japonais.

A l'issue de la dernière rencontre du Président J.F. KENNEDY et du Premier Ministre L. PEARSON, un communiqué officiel fut publié. Une ligne du communiqué a particulièrement attiré l'attention. Elle a fait revivre, en effet, à Seattle et à Juneau, une crainte ancienne à propos du détroit de Puget : "Le Premier Ministre" est-il déclaré, "a informé le Président que le gouvernement canadien prendra sous peu des décisions concernant l'établissement d'une zone de pêcheries dans les eaux territoriales à 12 milles".

Dans l'Etat de Washington, l'on s'inquiète particulièrement d'une telle décision qui pourrait être prise à la mi-mai 1964, et qui équivaldrait à interdire aux marins américains les pêches de flétan, de saumon au large des côtes canadiennes, à l'intérieur de la limite des 12 milles.

Le représentant Th. M. PELLY rappelait au Congrès, le 24 juin 1963, qu'en 1962, 120 navires des ports de l'Etat de Washington opéraient dans le Nord-Est du Pacifique et débarquaient 40 millions de livres d'une valeur de \$ 2 millions. En 1962, sur une pêche au chalut dans le Nord-Ouest du Pacifique de 75 millions de livres, environ 18 millions de livres (d'une valeur de \$ 900.000) venaient des eaux canadiennes à l'intérieur des limites des 12 milles.

Les représentants des Etats de l'Alaska et de Washington estiment que les Etats-Unis ont des droits historiques dans ces eaux, les pêcheurs des Etats-Unis y ayant toujours pêché. Ces droits seraient, selon M. PELLY, d'autant plus aisés à faire valoir que, de 1956 à 1960, les exportations canadiennes de poisson aux Etats-Unis ont représenté un total de \$ 101 millions par an, soit 70% en valeur des exportations canadiennes en produits de pêche.

Souci japonais de ne pas être pénalisé sur la côte canadienne par les règles d'"abstention".

Les 11 et 12 février, le Comité Economique Nippo-Canadien s'est réuni à Tokyo. Le Japon a exprimé le désir que cessent les restrictions qui le frappent sur les côtes canadiennes pour les pêches au hareng

et au saumon. En 1962, les pêcheries - activité importante en Colombie Britannique (1) - ont représenté une production de \$ 90 millions. Les milieux japonais spécialisés souhaitent être autorisés à pêcher le hareng à l'ouest des îles de la Reine Charlotte et le flétan dans la Mer de Behring orientale.

IV-Orientation graduelle du Canada vers les marchés du Pacifique : Japon et Chine.

Cette orientation est liée au développement croissant de l'industrie de la Colombie Britannique, à la politique extérieure audacieuse de la Confédération (I.N.5, p. 164), aux besoins croissants du Japon tant en blé qu'en minerais.

En 1962, en Colombie Britannique, par exemple, le taux d'accroissement économique a été de 8%, soit un taux plus élevé que le taux moyen de la Confédération. Le marché d'exportation naturel de la Colombie Britannique pour l'industrie minière est bien le Japon.

Or, la Colombie Britannique s'inquiète, pour l'avenir même de ces échanges, de l'inégalité de la balance commerciale, très défavorable pour le Japon et qui ne peut qu'inciter celui-ci à se tourner davantage vers le marché soviétique dans l'espoir de participer à la mise en valeur en cours de la Sibérie. "L'U.R.S.S. met en place un dispositif très précis pour être en mesure de vendre au Japon davantage de ressources sibériennes", a récemment déclaré, avec une certaine inquiétude, M. William SPENCE, Président du Comité des Gouverneurs de la Bourse de Vancouver. "Il y a des raisons pour être justement inquiet de ce que le Japon peut, un jour, ne pas continuer à acheter en Colombie Britannique autant que dans le passé..." a ajouté M. SPENCE.

Le marché de l'Extrême Occident devient, au reste, essentiel pour tout le Canada : le Japon est le troisième pays d'exportation canadienne (le cinquième pays importateur, après les Etats-Unis et la Grande Bretagne), la Chine

(1) Industries manufacturières, forêts et mines représentées \$ 3.097 millions en 1962 ; \$ 780 millions au titre de la forêt.

le cinquième pays (1). Depuis quelques années, fournisseur de blé à la Chine (deuxième pays exportateur, à ce titre, en Chine, après Hong Kong, avec, en 1962, \$ 137 millions pour \$ 4 millions d'importations de Chine), le Canada est devenu également gros fournisseur de blé au Japon, celui-ci constituant près de 40% de ses exportations au Japon.

Sur un total, en 1961, de \$ 234 millions 574 d'exportations, que l'on espère porter d'ici 1970, à \$ 400 millions, le blé représente \$ 94 millions 717, le minerai de fer et l'acier (\$ 15 millions 559), la graine de lin (\$ 14 millions 301), l'aluminium en brut et débris (\$ 14 millions 774), le bois de charpente (\$ 11 millions 448), l'amiante (\$ 11 millions 462), le cuivre brut et en débris (\$ 3 millions 772), etc...

Un récent accord a établi que le Japon achètera, en outre, 800.000 t. de charbon annuellement pendant une période de trois ans, à courtif à partir de 1964.

Exportations à long terme de fer canadien au Japon.

Le Canada vient de commander au Japon 18 minéraliers pour le transport du minerai de fer de la mine de Jubilee. Le contrat porte sur \$ 100 millions. Le programme charbonnier est échelonné sur vingt ans. Il prévoit l'exportation au Japon de 7 millions de T. de minerai.

Investissements japonais en Colombie Britannique.

Manifestation des investissements japonais au Canada et particulièrement en C.B. - et très particulièrement dans le secteur des pêches (2) : nous reprendrons l'exemple de l'industrie baleinière de la C.B. qui n'a dû sa résurrection qu'au soutien japonais.

- (1) France : 8ème pays au titre des exportations canadiennes (\$ 71 millions 923 en 1961), 6ème pays au titre des importations (54 millions 280 seulement en 1961). La balance est, comme dans le cas du Japon avec le Canada, déficitaire. De 1954 à 1961, le Japon a importé, on le rappellera, 664 millions de dollars de plus qu'il n'a exporté au Canada.
- (2) On signalera que, depuis quelques années, des investissements japonais importants se portent sur le secteur minier.

TAIYO GYOGYO KAUBISHIKI KASIHAI de Tokyo, la plus grande Cie. de pêche japonaise, s'est associée avec B.C. PACKERS Ltd. de Vancouver. La nouvelle Cie. WESTERN CANADA WHALING Co., aux six baleiniers, a été le résultat de cette union (I.N. 5, p. 223). Les sociétés canadiennes d'élevage de vison et les fabricants canadiens de nourritures pour chiens et chats sont les principaux marchés de viande à baleine.

Protection internationale des otaries du Nord du Pacifique : les colonies des îles Pribylov sont surpeuplées, mais le contingentement est maintenu.

La convention en vigueur passée entre le Canada, le Japon, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, datant de 1911, interdit la chasse hauturière des otaries à fourrure des îles Pribylov, forte de 1,5 millions de têtes (I.N. 5, p. 302). Seuls l'U.R.S.S. et les Etats-Unis peuvent capturer les otaries dans les îles sur lesquelles s'étend leur autorité et où les animaux reviennent chaque année à l'époque de la reproduction. Dans plusieurs régions du Nord-du-Pacifique, l'interdit est levé en faveur de certains groupes indigènes qui chassent encore le phoque avec des armes primitives.

Le Canada et le Japon, du fait de ces dispositions, reçoivent à titre compensatoire, 15% des peaux chassées par les chasseurs américains sur les terrains de reproduction, et, dans certaines conditions, 15% des peaux que s'est procurées l'U.R.S.S.

En 1961, la chasse a été, dans l'Alaska, de 96.000 otaries, en Sibérie de 12.000.

Les recherches conduites par les Américains dans les îles Pribylov, par les Soviétiques dans l'île Robben et l'archipel du Commandeur, ont établi que les colonies des îles Pribylov sont surpeuplées.

Bien que le nombre d'otaries femelles soit considéré comme trop élevé pour une production optimum, la Commission réunie à Ottawa les 7 et 8 février 1962, a décrété que le contingentement, malgré le très sensible relèvement des cotisations mondiales, ne serait pas modifié.

la plus
e avec
ic.
s, a
3).
t les
ns et
ta-

du
ur-

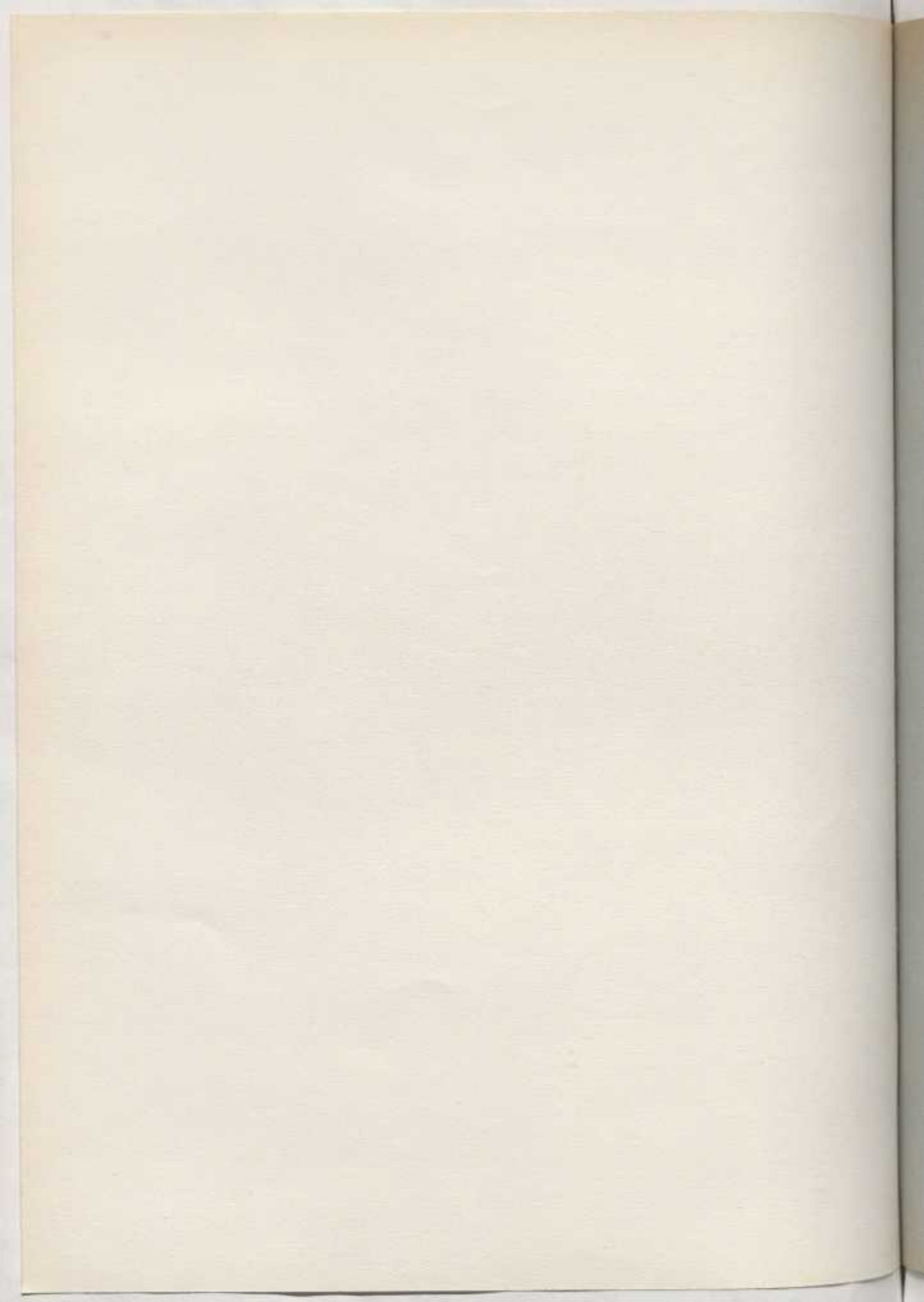
le
inter
les
200).
es
oriti
de la
ique,
igens
es.

s, de
par la
, et,
ocure

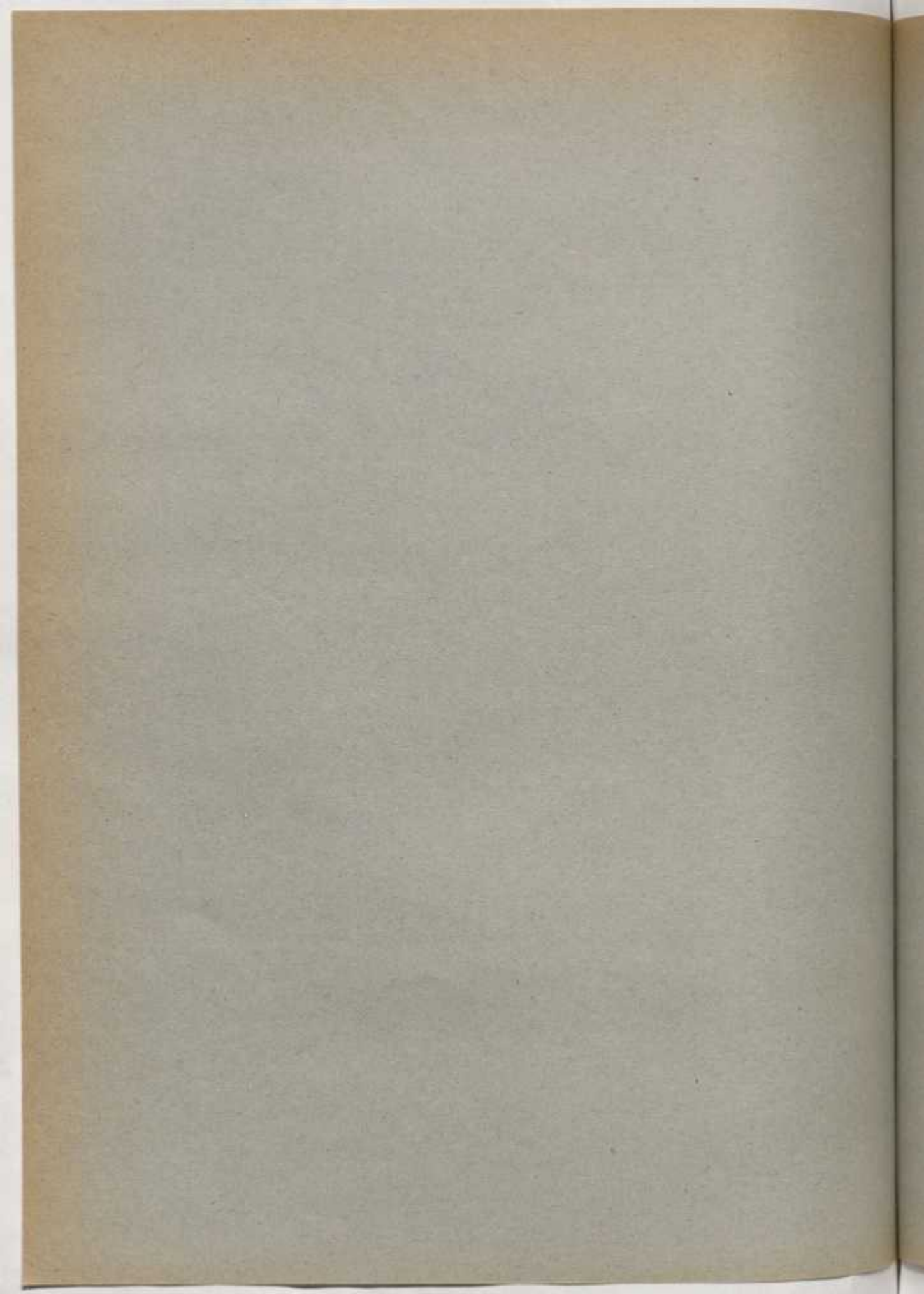
0

les D
arche
triby

éré
issin
le
es com



SECTION CULTURELLE



SECTION CULTURELLE

(Sciences humaines)

PAYS NORDIQUES

(Danemark, Suède, Norvège, Finlande, Islande)

Sélection des principaux enseignements (dans les Sciences humaines) (1) assurés dans les Universités Nordiques (2) au cours des années 1962 et 1963.

Liste des principales thèses (dans les Sciences humaines) soutenues dans les dites Universités.

INTER-NORD ouvre dans ce numéro 6 cette nouvelle rubrique d'informations scientifiques qui sera régulièrement poursuivie et même étendue à de larges secteurs : Publications techniques (Forêt, agriculture, pêche ...), Publications et activités littéraires, Bibliographies.

INTER-NORD exprime sa vive reconnaissance aux secrétariats des Universités Nordiques qui ont bien voulu si activement coopérer à cette enquête. (3)

-
- (1) Les thèses de disciplines connexes - et pouvant intéresser le géographe - sont indiquées.
 - (2) Les informations données dans ce numéro concernent les Universités de Copenhague, Aarhus, Lund, Goteborg, Bergen, Aabo et Reykjavik. Dans le numéro prochain, sera complété ce panorama des cours et thèses des Universités Nordiques, dans les années récentes.
 - (3) Les traductions de titres en langues nordiques ont été assurées par la Rédaction.

Les Universités et Grandes Ecoles
en Scandinavie et en Finlande

Tableau dressé par M. Sven NORDENGRÉN

Etat	Effectifs des étudiants de niveau universitaire	Pourcentage des étudiants d'Université par rapport à la population totale	Nombre de chaires d'Enseignement supérieur	Autres membres du corps enseignant	Nombre de doctorats soutenus dans l'année (Facultés et Grandes Ecoles)
Danemark (1960/1961)	13.473	0,3	369	1.568	60
Finlande (1961)	23.552	0,5	477	2.019	90 (1960/1961)
Norvège (1962)	8.838	0,2	338	1.166	43
Suède	40.184	0,5	616	2.690	202

Sources : Statistisk Aarboek 1961, Danmark tab. 242, 243
 Statistisk Aarboek foer Finland 1961, tab. 329, 330
 Statistisk Aarboek for Norge 1963, tab. 351, 352, 353, 373
 Statistisk Aarboek foer Sverige 1963, tab. 355, 361

D A N E M A R K

Université de Copenhague

I - SELECTION DES PRINCIPAUX COURS ASSURES DANS LES SCIENCES HUMAINES

Année 1963

- Faculté de Théologie

- Hal KOCH : a) Cours concernant l'histoire de l'Eglise danoise après 1920.
b) Des relations entre l'Eglise et l'Etat.

- Faculté des Lettres

- MM. L.J. BECKER : L'importance de l'âge de fer en Europe du Nord.
A.E. CHRISTENSEN : a) Des travaux concernant des problèmes choisis dans l'histoire du Moyen Age au Danemark et dans les pays nordiques.
b) L'origine et la construction de l'Etat nordique et le temps des Vikings nordiques.
N. JESSEN : Des monuments de l'âge baroque tardif et rococo au Danemark.
F. SKRUBBELTRANG : Evolution au Danemark pendant le XVIIe et le XVIIIe du régime des corvées.
T. BAGGE : Histoire du Danemark. 1870-1901.
J. QUISTGAARD-HANSEN : Histoire des pays nordiques de 1943 à la fin de 1959.
K. GLAMAN : L'industrialisation au XVIIIe et XIXe siècles.
L. LASSEN : L'habitation bourgeoise au Danemark de 1700 à 1825.
H. HOLTVED : Les outils esquimaux.
M. MENGIN : Grammaire Nahuatl et textes anciens et nouveaux américains.
E. ELLEHIG : Facteurs nationaux touchant l'art danois de 1660-1900.
J.P. LARSEN : Travaux sur les cantates de Buxthude.
P. HAMBURGER : Cours d'analyse des symphonies de Carl Nielsen.
A. ARNHOLZ : L'histoire des chants et hymnes religieux du Danemark.
N. SCHIOERRING : Mélodies profanes et chants populaires Danoises.
B. BILLESKOV Jensen : Travaux sur le lyrisme : de Johannes V. Jensen à Paul La Cour.
T. TOLDBERG : Cours sur Balder Him Code : par Cøhlenschläeger.

- MM. Aage HENRIKSEN : Travaux littéraires sur Helge de Oehlenschläger et "Frygt og Bæven" de Kirkegaard.
Jorgen BREITENSTEIN : L'Italie dans la littérature danoise.
HEGGELUND : Le problème du moi dans la littérature moderne scandinave.
MALANTSCHUK : Idées fondamentales dans la pensée de Kirkegaard. Points de vue sur les méthodes dialectiques de Kirkegaard. Etude de Begrebet Angest par Kirkegaard.
LUKMAN : Les légendes des Vikings d'Angleterre.
NIELSEN, SCHOU, FRISTRUP, ANTONSEN : Sujets choisis dans la géographie régionale des pays Nordiques.
Aage H. KAMPP : La géographie agricole au Danemark.

2 - SELECTION DE THESES : Thèses de Sciences humaines soutenues (1)

Année 1960

- MM. BJERRUM (Marie) : Rasmus Rasks afhandlinger om det danske sprog. Bidrag til forståelse af Rasks tænkning. (Les thèses de Rasmus Rask concernant la langue danoise). København 1959. 273 p. 8°. (Résumé en français). Kr. 24,00. Copenhague - Th. let.
DAL (Erik) : Judichaer. Hans værker og hans kilder. Indledning til Danske Metrikere II. (Judichaer : Ses oeuvres et ses sources. Introduction à l'étude de "Danske Metrikere II" (Danske Metrikere. Udgivet af Arnholtz og Erik Dal. Kommentarbånd II A. Indledning til Judichaer). København 1960. 255 p. 1 pl. 8°. Kr. 14,00. Copenhague - Th. let.
ELIASSEN (E.) : On the initial development of frontal waves. (Publikationer fra Det danske meteorologiske institut. Meddelelser. No 13). Charlottenlund 1960. 109 p. ill. (Résumé en danois). Kr. 16,00. Copenhague - Th. sc.
HAARLOV (Niels) : Microarthropods from Danish soils. Ecology, phenology. Odense 1960. (Oikos, supplementum 3, 1960). 176 p. ill. 8°. (Résumé en danois). Kr. 20,00. Copenhague - Th. sc.

(1) Des thèses de disciplines connexes et pouvant intéresser le géographe sont indiquées.

- MM. URSIN (Erik) : A quantitative investigation of the echinoderm fauna of the central North Sea. København 1960. (Meddelelser fra Danmarks fiskeri-og havundersogelser. Ny serie, Bd. 2. Nr. 24). 204 p. ill. 8° (Résumé en fdanois). Kr. 47,00.
Copenhagen - Th. sc.

Année 1961

- ANDERSEN (Svend Th.) : Vegetation and its environment in Denmark in the Early Weichselian Glacial (last Glacial). (Odense). 1961. (Geological survey of Denmark, II. Series. No 75). 175 p. 15 pl. ill. 8°. (Résumé en danois). Kr. 35,00
Copenhagen - Th. sc.
- COLDING (Torben Holck) : Cornelius Hoyer, 1741 - 1804. (Kobenhavn) 1961. 319 p. 67 pl. ill. 4°. (English summary). Kr. 180,00
Copenhagen - Th. let.
- FOIGHHEL (Isi) : Nationalisering af fremmed ejendom. (Nationalisation des propriétés étrangères). København 1961. 322 p. 8° (English summary). Kr. 26,00.
Copenhagen - Th. droit
- GAD (Tue) : Legenden i dansk middelalder. (La légende pendant le Moyen Age danois). København 1961. 297 p. 1 tvl. 8°. (Résumé en français). Kr. 21,00.
Copenhagen - Th. let.
- HENNINGSEN (Henning) : Crossing the Equator. Sailors' baptism and other initiation rites. (Copenhagen). 1961. 324 p. 13 pl. ill. 8°. Kr. 48,00.
Copenhagen - Th. let.
- MADSEN (F. Jensenius) : On the zoogeography and origin of the abyssal fauna in view of the knowledge of the Porcellanasteridae. Copenhagen. 1961. (Galathea report 4). pp. 177-218. ill. 4°. Kr. 18,00.
Copenhagen - Th. sc.
- PHILIP (Allan) : Studier i den internationale selskabsrets teori. København 1961. Etudes sur la théorie du droit international des Sociétés. København 1961. 257 p. 8°. (English summary). Kr. 30,00.
Copenhagen. Th. droit.

Année 1962

- CHAPMAN-ANDRESEN (Cicily) : Studies in Pinocytosis in Amoebac. (Compt.-rend. lab. Carlsberg, vol. 33, no. 3). Copenhagen 1962. 200 p. ill. 8°. (Résumé en danois). Kr. 28,00.
Copenhagen - Th. sc.

- MM. DALGARD (Sune) : Dansk-norsk hvalfangst 1615-1660. En studie over Danmark-Norges stilling i europæisk merkantil expansion. (La pêche à la baleine des Danois et des Norvégiens (1615-1660). Une étude de la situation au Danemark et de la Norvège pendant l'expansion du commerce Européen). København 1962. 463 p. 2 pl. ill. (English summary). Kr. 70,00.
Copenhagen - Th. let.
- GARDE (Georg) : Danske silkebroderede lærredsduge fra 16. og 17. århundrede. Med særligt henblik på de grafiske forbilleder. (Broderies en soie sur des couvertures au XVIIe et au XVIIIe siècle. Etude particulière sur l'inspiration graphique). København 1961. 496 p. ill. 4°, (English summary). Kr. 223,00.
Copenhagen - Th. let.
- GRANE (Leif) : Contra Gabrielem. Luthers Auseinandersetzung mit Gabriel Biel in der Disputatio contra Scholasticum Theologiam 1517. (København 1962). (Acta theologica Danica, vol. 4). 403 p. 8° (Résumé en danois). Kr. 48,00.
Copenhagen - Th. théol.
- HULTBERG (Helge) : Die ästhetischen Anschauungen Bertolt Brechts. København 1962. 232 p. 8°. (Résumé en danois).
Copenhagen - Th. let.
- NAESGAARD (Ole) : Saint-Jacques de Compostelle et les débuts de la grande sculpture vers 1100. Århus 1962. (Publication de la Société archéologique du Jutland, 5.). 140 p. ill. 4°. (Résumé en danois). Kr. 75,00.
Copenhagen - Th. let.
- PAULSEN (H. Hejselbjerg) : Sønderjydske psalmesang 1717-1740. Fra Aegidius til Pontoppidan. En kirkehistorisk undersøgelse. (Les psaumes dans le Jutland méridional 1717-1740. Aegidius à Pontoppidan. Examen de l'histoire de l'Eglise), København 1962. 423 p. 1 pl. ill. (Deutsche Zusammenfassung). Kr. 42,50.
Copenhagen - Th. théol.
- SCØQVIST (V.) : Peter Vedel. Udenrigsministeriets direktør. 1865-1911. (Peter Vedel. Directeur du Ministère des Affaires Etrangères), Tome II. 1865-1911. Århus 1962. (Skrifter udgivet af Jydsk selskab for historisk sprog og litteratur, 10). 387 p. 12 pl. 8°. (English summary). Kr. 22,50.
Copenhagen - Th. let.
- STEFANSSON (Unnsteinn) : North Icelandic waters. Reykjavík 1962. (Rit fiskideildar, vol. 3, 1962). 269 p. ill. 8°. (Résumé en danois et en islandais). Kr. 38,00.
Copenhagen - Th. sc.

- MM. SORENSEN (-Hanning) : On the occurrence of Steenstrupine in the Ilimaussaq massif, Southwest Greenland, København 1962. (Meddelelser om Gronland, Bd. 167, no.1 - Gronlands geologiske undersogelse). 251 p. 16 pl. ill. 8° (Résumé en danois). Kr. 51,00. Copenhagen - Th. sc.

Université d'Aarhus

I - SELECTION DES COURS (Sciences Humaines)

Automne 1963

- MM. Torsten DAHL : Cours et travaux sur la littérature européenne, après 1500.
Erik RESKE - NIELSEN : Cours sur l'histoire mondiale.
VAGN DYBDAHL : Cours sur l'évolution économique après 1700.
NIELS Thomsen : Cours et travaux concernant l'histoire de la presse danoise.
SØRE SORENSEN : Cours sur Kaspar Førstner Jr.
Ole KLINDT Jensen : (Chaire d'Archéologie nordique) : Cours sur l'histoire de la recherche archéologique.
KLAUS Ferdinand : Cours sur l'ethnographie américaine.
MOLLER KRISTENSEN : Cours sur la littérature romantique au Danemark.
Gustav ALBECK : Cours et travaux sur la littérature danoise en 1880 (Pontoppidan, Bang, etc...)
J. HUMLUM : Cours de géographie humaine et géographie de l'habitat.

2 - THESES DE DOCTORAT (Sciences Humaines)

- Faculté des Lettres et Humanités

- 18/5 1961 : Niels Egmont CHRISTENSEN : "On the nature of meanings. A Philosophical Analysis".
14/12 1961 : Sigurd SCHOUBYE : Guldmedshandverket i Tønder og pa Tøndereghen 1550-1900. (Le travail de l'or à Tønder et dans la région de Tønder (1550-1900)).

17/6 1963 : Johan HVITFELDT : Kampen om ophaevelse af livegenskabet i Slesvig og Holsten 1795-1805. (La lutte pour l'abolition de l'Etat de servage en Slesvig et Holstein : 1795-1805.

- Faculté Economique et Juridique

25/1 1962 : Robert BECH : Adcitation og litisdenuntiation.
20/12 1962 : Carl Aage NØRGAARD : The position of the individual in international law.

- Faculté Théologique

2/6 1961 : Krud GJESING : En missionspioner. H.P. Børresens Liv med saerlig henblick paa hans missionsvirksomhed. (H.P. Børresen. Vie et activités missionnaires).
8/6 1961 : Søren NORDENTOFT : Heideggers opqør med den filcaft situation - Kritisk belyst. (Heidegger et sa lutte dans la philosophie contemporaine).

S U E D E

Université de Lund

I - SELECTION DES COURS (Sciences Humaines)

1963

MM. O. BJURLING : Problèmes choisis en histoire économique.
KANT : L'analyse géographique régionale.
I
SWENSSON QURNSSEL : Problèmes statistiques - 1) Waerend et Wirdarne :
Essai pour une étude ethnologique suédoise.
SWENSSON : 2) L'étude actuelle du Folklore en Allemagne.
ARBMAN : Problèmes de méthodes dans l'étude de l'âge de fer ancien.
CINTHIO : L'art pendant le Moyen Age Européen.
Hans RUIN: Thèmes fondamentaux dans le théâtre d'IBSEN.
BORELINS : Les pays Nordiques et l'Europe (L'histoire de l'art).
ARVIDSSON: Cours d'Economie Politique.
STJERNQUIST : Cours et travaux concernant la législation de la terre et de l'habitat.
LJUNGGREN et HOLM : Cours sur les langues nordiques et la littérature nordique.

2 - THESES (Sciences Humaines) DE 1959 à 1960

- MM. ARONSON Harry (Sven Evert) : Mänskligt och kristet. En studie i Grundtvigs teologi. (Humain et Chrétien : Une étude concernant la théologie de Grundtvig). Summary. Stockholm ... (impr. à Stockholm) 1960. 8.: O. 311 (1), p. (Skrifter udgivet af Grundtvig-Selskabet. 11). Diss. Lund. theol.
- CARLSSON (Alfred) Olof (Esaias) : Om emotionella projektioner, särskilt projicierade emotioners kunskapsvärde. Zusammenfassung : Von emotionalen Projektionen, besonders von dem Erkenntniswert projizierter Emotionen. Stockholm (impr. à Uppsala) 1959. 8:O. 168 p. Diss. Lund. phil.
- ELMER, Ake (Birger August) : Folkpensioneringen i Sverige med särskild hänsyn till ålderspensioneringen. Old age pensions in Sweden. Lund (impr. à Malmö) 1960. 8:O. 623 p. (Samhällsvetenskapliga studier. 17). Diss. Lund. phil.
- ERLING (Svante) Bernhard : Nature and history. A study in theological methodology with special attention to the method of motif research. Lund 1960. 8:O. 286 p. (Studia theologica lundensia. 19). Diss. Lund. theol.
- LIEDMAN, Elvir (Alban Ingemar) : Amiralitetskonsistoriet i Karlskrona. En kyrkohistorisk undersökning. (Le consistoire de l'Amirauté à Karlskrona. Une étude d'histoire ecclésiastique). Summary. Stockholm (impr. à Lund) 1960. 8:O. 260 p. (Samlingar och studier till svenska kyrkans historia 36). Diss. Lund. theol.
- MOHLIN, Allan : Kristoffer II av Danmark. D. 1. Vålmaktstiden. (Christophe II de Danemark). T.I. (Zusammenfassung). Lund & Köpenhamn (impr. à Lund) 1960, 8:O 496 p. Diss. Lund. phil.
- NEUMANN, Sven-Gösta : Recherches sur le français des XVe et XVIe siècles et sur sa codification par les théoriciens de l'époque. Lund & Copenhague (impr. à Lund) 1959. 4:O 223 (1) p. (Etudes romanes de Lund. 13). Diss. Lund. phil.
- REDFORS, Josef (Emanuel) : Echtheitskritische Untersuchung der apuleischen Schriften De Platone und De mundo, Lund 1960. 8:O, 121 (1), p. Diss. Lund. phil.
- RUIN, Olof (Kristian) : Kooperativa Förbundet 1899-1929. En organisationsstudie. (Le système de coopération de 1899 à 1929. Une étude de l'organisation). (Sommaire). Stockholm (impr. à Lund) 1960. 8:O. VIII, 452 p. (Samhällsvetenskapliga studier. 16.- Lund political studies 1). Diss. Lund. phil.

- MM. VITESTAM (Nils) Gösta : Kitab ar-radd (ala l-gahmiya des Abu Sa'id Utman b. Sa'id ad-Darimi nach der in der Köprülübibliothek aufbewahrten Handschrift (Cod. 850) zum ersten Male herausgegeben und mit Einleitung und Kommentar versehen. Lund & Leiden 1960. 8:0. 116 p. 2 pl. 126 (2) p. Diss. Lund. phil.

Année Universitaire 1960-1961

- MM. CERVIN Ulf (Andreas) : Om passivitet inom civilrätten. (Sur la passivité dans le droit civil). Summary. Stockholm (impr. à Lund) 1960. 8:0. 284 p. Diss. Lund. jur.
- ELWING, Carl M (agnus) : Tillräckliga skäl. Studier över föresättningsgarna för allmänt atal.- Motifs suffisants. Etudes sur les conditions d'exercice de l'action publique. Résumé en français. Lund 1960. 8:0. 439 p. Diss. Lund. jur.
- ENGLUND, Göran : Om inkomstskattefaktorn vid beskattning av benefika förvärv. Mit einer Zusammenfassung in deutscher Sprache. Übersetzung von Rechtsanwalt Dr. Hakon Aarseth. Stockholm (impr. à Lund) 1960. 8:0. 415 p. Diss. Lund. jur.
- FRIDNER, Elis (Josef) : An English fourteenth century Apocalyptic version with a prose commentary. Edited from MS Harley 874 and ten other MSS. Lund & Copenhagen (impr. à Lund) 1961. 8:0. lviii, 290 p. (1) fasc. (Lund studies in English. 29). Diss. Lund. phil.
- FRAENKEL, Peter : Testimonia patrum. The function of the patristic argument in the theology of Philip Melancthon. Genève 1961 : 4:0. 382 p. (Travaux d'humanisme et renaissance. 46). Diss. Lund. theol.
- GEJVALL, Nils-Gustaf : Westerhus. Medieval population and change in the light of skeletal remains. Lund 1960. 4:0. 144 (4) p., 39 pl. (1) p., 18 tables, C (1), 1-74, M (1), 1 - 29, 1 carte. Diss. Lund. Phil.
- HADDING-KOCH, Kerstin : Acoustico-phonetic studies in the pronunciation of Southern Swedish. Lund 1961. 8:0. 211 p. (2) pl. (Travaux de l'Institut de phonétique de Lund). Diss. Lund. phil.
- HAST, (Karl) Sture (Arne) : Hartar saga. With a summary in English. 1. Inledning. Text. (Codices AM 556a, 4:0, and AM 564a, 4:0) 2. Pappershandskrifterna. Copenhagen (2 impr. à Arhus) 1960. 8:0. 185 p. 3 fasc. & (9), 1961 (Aussi publiée comme Editiones Arnemagnaeanae. Ser. 1. T.6 et Bibliotheca Arnemagnaeana. T.23). Diss. Lund. phil.

- MM. HORNIG, Gottfried (Otto August) : Die Anfänge der historisch-kritischen Theologie. Johann Salomo Semlers Schriftverständnis und seine Stellung zu Luther. Göttingen (impr. à Lund) 1961. 8:0. 287 p. (Forschungen zur systematischen Theologie und Religionsphilosophie. Bd.8).
Diss. Lund. Theol.
- KULLDORFF, Gunnar (Karl Olof) : Contributions to the theory of estimation from grouped and partially grouped samples. Stockholm, Göteborg & Uppsala (impr. à Uppsala) 1961. 8:0, 144 p. Diss. Lund. phil.
- STROMBERG, Märta (Linnea Ingeborg, née Magnusson) : Untersuchungen zur jüngeren Eisenzeit in Schonen. Völkerwanderungszeit.- Wikingerzeit. 1. Textband. Mit einem Beitrag von J. Leipiksaar. 2. Katalog und Tafeln. Bonn & Lund (impr. à Lund) 1961. 4:0 229 p. & 91. (1), p.77 pl. (Acta archaeologica lundensia. Series in 4:0 No.4).
- SWEDNER, (Hugo Harry Rodney) Harald : Ecological differentiation of habits and attitudes. Lund 1960. 8:0. XV. 333, CXIII p. 5 pl., 1 carte. (Lund studies in sociology).
Diss. Lund. phil.
- SVENAEUS (Sven) Gösta : Méthodologie et spéculation esthétique. Une étude où l'esthétique de Benedetto Croce sert de point de départ à des réflexions qui concernent spécialement les arts plastiques. Lund. 1961. 8:0. X, 355 p.
Diss. Lund. phil.
- OSTERLIN, Lars (Gustaf) : Thomanders kyrkogärning. (Thomander : son activité ecclésiastique). With a summary in English. Stockholm (impr. à Lund) 1960. 8:0. XXXII, 477 p. (1) pl. (Samlingar och studier till svenska kyrkans historia. 37). Diss. Lund. theol.

Année universitaire 1961-1962

- BEJERHOLM, Lars (Johan Ingemar) : "Meddelelsens dialektik". Studier i Søren Kierkegaards teorier om språk, kommunikation och pseudonymitet. (Etudes sur Søren Kierkegaard ...) With a summary in English. Copenhagen (impr. à Lund) 1962. 8:0 329 p. (Publications of the Kierkegaard society, Copenhagen 2). Diss. Lund. phil.
- BORG, Gunnar A(nders)V(aldemar) : Physical performance and perceived exertion. Lund 1962. 8:0. 64 p. (Studia psychologica et paedagogica. Series altera. Investigationes.11.)
Diss. Lund. phil.

- MM. GUSTAFSSON, Sven (Halvor) : Nyevangeliismens kyrkokritik. Mit einer deutschen Zusammenfassung. Lund 1962. 8:0. 379, (2) p., 2 pl. (Bibliotheca theologiae practicae. 121). (Critique de l'Eglise par les Nouveaux Evangélistes). Diss. Lund. theol.
- JORBERG, (Gustav) Lennart : Growth and fluctuations of Swedish industry - 1869-1912. Studies in the process of industrialisation. Stockholm, Göteborg & Uppsala (impr. à Lund) 1961. 8:0 XI (1), 454 p. (Skrifter utg. av Ekonomisk-historiska föreningen i Lund 3). Diss. Lund. phil.
- KARNELL, Karl-Ake : Strindbergs bildspråk. En studie i processen (La langue des images dans Strindberg), Summary, Stockholm, Göteborg & Uppsala (impr. à Uppsala) 1962. 8:0 320 p. Diss. Lund. phil.
- MALMER, Mats (Erik Gustaf Sigurd) P(etersson) : Jungneolitiska Studien. Mit Beiträgen von U. Mohl. u.a. Bonn & Lund (impr. à Lund) 1962. 4:0. XXXVI, 959 p. (Acta archaeologica lundensia. Series in 8°. N°2). Diss. Lund. phil.
- MALMER, (Per) Nils (Johan Alfred) : Studies on mire vegetation on the archaean area of southwestern Götaland (South Sweden). Summary of parts 1 and 2. Lund 1962, 8:0, 11, (1) p. Diss. Lund. phil.
- NILSON, Allan (Tage) : Studier i svenskt revslageri. (Etudes sur les corderies suédoises), Stockholm (impr. à Värnamo) 1961. 4:0 245 p. (Nordiska museets handlingar. 55). Diss. Lund. Phil.
- FERSSON (Nils) Ake : Mire and spring vegetation in an area north of Lake Torneträsk, Torne Lappmark, Sweden. Lund 1962. 8:0 7 p. Diss. Lund. phil.
- ROMBERG, (Hans Arnold) Bertil : Studies in the narrative technique of the first-person novel. Stockholm, Göteborg & Uppsala (impr. à Lund) 1962. 8:0 XII, 379 p. Diss. Lund. phil.
- STIEGUNG (Stig) Helle : Ludvig XV:s hemliga diplomati och Sverige 1752-1774. (Louis XV : la diplomatie secrète et la Suède 1752-1774). Lund 1961. 8:0. XI, 368 p. (Bibliotheca historica lundensis. 8.). Diss. Lund. phil.
- TAGIL, Sven (Otto) : Valdemar Atterdag och Europa. (Valdemar Atterdag et l'Europe). Zusammenfassung, Lund 1962, 8:0 XII, 444 p. (Bibliotheca historica lundensis. 9). Diss. Lund. phil.
- VALLINDER, Torbjörn : I kamp för demokratin. Röststrätterrörelsen i Sverige 1886-1900. (Le combat pour la démocratie. Le mouvement pour le droit de vote en Suède de 1886 à 1900). Stockholm 1962. 8:0 346 p. (Lund political studies. 2). Diss. Lund. phil.

- MM. ASBRINK, Eva (Margareta Theodora) : Studier i den svenska kyrkans syn på kvinnans ställning i samhället åren 1809-1866. (Etude sur le point de vue de l'Eglise Suédoise à propos de la situation de la femme dans la société dans les années 1809-1866). femme
(Madame Eva ASBRINK est en Suède la première Docteur en Théologie). Stockholm, Göteborg & Uppsala (impr. à Uppsala) 1962. 8:0 502 p. (Genom portar 2.).
Diss. Lund. theol.

Année universitaire 1962-11963

- ALBIN, C(arl) A(xel) : Judasbrevet. Traditionen. Texten. Tolknin-
gen. Der Judasbrief. Tradition. Text. Auslegung. Stock-
holm (impr. à Lund) 1962. 8:0. 63^x 745 p.
Diss. Lund. theol.
- ALBREKTSON (Alf) Bertil : Studies in the text and theology of
the Book of Lamentations. With a critical edition of the
Peshitta text. Lund 1963. 8:0. VIII, 258 p. (Studia theo-
logica lundensis. 21). Diss. Lund theol.
- DAVIDSSON, Jan (Ake Klas) : Littoral processes and morphology
on Scanian flat-coasts. Particularly the Peninsula of
Falsterbo. Lund 1963. 8:0 232 p., 1 pl. (Meddelanden
fran Lunds universitets geografiska institution. Avhand-
lingar 42). Diss. Lund. phil.
- EGARDT, Brita (Sigrid Anna Lovisa née Mellander) : Hästslakt
och rackarskan. En etnologisk undersökning av folkliga
fördomar. (Etude ethnologique des croyances populaires
concernant l'abattage des chevaux). Stockholm (impr. à
Lund) 1962. 4:0 VII, 315 p. (Nordiska museets handlingar
57). Diss. Lund. phil.
- EK, Sven Birger) : Väderkvarnar och vattensmøllor. En etnologisk
studie i kvarnarnas historia. (Les moulins à vent et à
eau. Etudes ethnologiques de l'histoire des moulins).
Zusammenfassung. Stockholm (impr. à Lund) 1962. 4:0 IX.
(1), 317 p. (Nordiska museets handlingar. 58).
Diss. Lund. phil.
- ELMROTH, Ingvar (Johan Anders) : Nyrekryteringen till de høgre
Åmbetena 1720-1809. En socialhistorisk studie. (Le nou-
veau recrutement dans la haute administration. Etude
socio-historique). Zusammenfassung. Lund 1962 8:0 XV,
282 p. (Bibliotheca historica lundensis. 10).
Diss. Lund. phil.

- MM. FABRICIUS, Cajus : Zu den Jugendschriften des Johannes Chryso-
stomos. Untersuchungen zum Klassizismus des vierten Jahrhun-
derts. Lund 1962. 8:0 159 p. Diss. Lund. phil.
- JACOBSSON, Ulf (Göran Folke) : Phonological dialect constituents
in the vocabulary of Standard English. Lund & Copenhagen
(impr. à Lund) 1962. 8:0 335 p. (Lund studies in English
31). Diss. Lund. phil.
- JOHNSON, Bo (Erland) : Die hexaplarische Rezension des 1.
Sameelbuches der Septuaginta. Lund 1963. 8:0. 161 p.
(Studia theologica lundensia. 22). Diss. Lund. theol.
- ALEXANDER, Kerstin (Anne-Marie) : Relations between earliness of
spring wheat varieties and some properties in connexion
with their germination and seedling growth. Lund 1963.
8:0, 66 p. (Physiologia plantarum. Suppl.2).
Diss. Lund. phil.
- MATTSSON, (Nils) Ake : Morphologische Studien in Südschweden
und auf Bornholm über die nichtglaziale Formenwelt der
Felsenskulptur. Lund 1962. 8:0 357 p. 24 pl. (Meddelan-
den från Lunds Universitets geografiska institution.
Avhandlingar.39). Diss. Lund. phil.
- OLSSON, Bernt (Oskar Hemfrid) : Spegels Guds Werk och Hwila.
Tillkomst-historia, världsbild, gestaltning. (Spiegel :
Guds Werk et Hwila. Histoire de la création de cette œu-
vre. Son image du Monde). Sommaire, Stockholm 1963. 8:0
(2) p. Diss. lund. phil.
- STROMBERG-BACK, Kerstin (Maria Ann-Sofi) : Lagen. Rätten. Läran.
Politisk och kyrklig idedebatt i Sverige under Johan III:s
tid. (La loi, le droit, la religion. Débat politique et
idées religieuses en Suède pendant le temps de Jean III.
Lund 1963. 8:0. XI, 350 p. (Bibliotheca historica lunden-
sis.11). Diss. Lund. Phil.
- VENDELFELT Erik (Gustaf) : Den unge Bengt Lidforss. En biogra-
fisk studie med särskild hänsyn till hans litterära
utveckling. (Le jeune Bengt Lidforss. Etude biographique
spécialement du point de vue de son développement litté-
raire), Lund 1962. 8:0 XV, 303 p. Diss. Lund. phil.

Université de GÖTEBORG

I - SELECTION DES THESES DE DOCTORAT de 1957 à 1963
(Sciences Humaines)

- MM. MESTERTON, Ingrid : Vägen till försoning. En konstpsykologisk studie i Ernst Josephsons religiösa fantasivärld. (La voie du pardon. Etude de la psychologie de l'art dans le monde de fantaisie religieuse chez Ernst Josephson). With an English summary. 1957. 168 s. 15.00 K&S
- BARBER, C.L.: The idea of honour in the English drama 1591-1700. 1957. 362 s. (Gothenburg studies in English.6) 25.00
- JOHNSON Seved : Sverige och stormakterna 1800-1804. (La Suède et les grands pays 1800-1804). Avec un résumé en français : 1957. 263 s. 17.00
- LANDAU, Oscar : Mykenisch-griechische Personennamen. 1958. 305 s. (Studia Graeca et Latina Gothoburgensia.7). 28.00
- STUKAT, Karl-Gustaf : Suggestibility. A factorial and experimental analysis. 1958. 248 s. (Acta psychologica Gothoburgensia. 2). 25.00
- STUBELIUS, Svante : Airship, aeroplane, aircraft. Studies in the history of terme for aircraft in English. 1958. X, (2), 342 s. (Gothenburg studies in English.7) 25.00
- HERLESTAM, Tore : On a family of summation methods. 1. 1959. 21, (2) s. (Lunds universitets årskrift. N.F. Avd.2.55:11.) (Kungl. fysiografiska sällskapetets handlingar. N.F. 70:11) 2.75
- AMBJORN, Erik : Svenskt importberoende 1926-1956. En ekonomisk-statistisk kartläggning med kommentarer. (Dépendance suédoise en matière d'importations 1926-1956. Etude cartographique dans le domaine économique. Commentaire). 1959. 267 s. 7 pl. (Ekonomiska studier utgivna av Nationalekonomiska institutionen vid Göteborgs universitet. 2). 18.00
- SWENSON, Lars-Owe : Les parlers du Marais Vendéen. 1959. (Romanica Gothoburgensia.8). 50.00
1. Phonétique. Morphologie et syntaxe. Textes. Onomastique. Lexique. XVI, 234 s.
2. Atlas linguistique. XVI, 425 s.
- LINDBLAD, Ingemar : Svenska kommunal arbetareförbundet 1910-1960. En studie i svensk fackföreningsrörelse. (L'union suédoise des travailleurs des Communes : 1910-1960. Etude des mouvements syndicaux ouvriers), 1960. 595 s. 32.00

- MM. LANDGREN, Karl-Gustaf : Den 'nya ekonomien' i Sverige. J.W. Keynes. E. Wigforss, B. Ohlin och utvecklingen 1927-39. (Le nouveau système économique en Suède. Keynes, Wigforss. Ohlin et le développement 1927-39), 1960. 247 s.
- HEGERFORS, Torsten : Viktor Rydbergs utveckling till religiös reformator. (Victor Rydberg : Etude sur son évolution jusqu'au stade de réformateurs religieux), 1960, 431 s. 3 kartbl., 1 tab.- bl.
- EDSTROM, Vivi : Livets stigar. Tiden, handlingen och livskänslan i Gösta Berlings saga. ('Les sentiers de la vie : Le temps, les faits et le sentiment de la vie dans Gösta Berlings Saga. 1960 (9), 381 (1) s.
- WEIBULL, Christer : Some aspects of statistical inference with applications to sample survey theory. 1960. 87 s. (Statistiska institutionen, Göteborgs universitet. Skriftserie. - Statistical institute, University of Gothenburg. Publications 7.)
- LILLIESTAM, Ake : Gustaf Steffen, Samhällsteoretiker och idépolitiker. (Gustaf Steffen : Théoricien de la société et idées politiques), Mit einer deutschen Zusammenfassung. 1960. 298 s.
- QVIST, Gunnar : Kvinnofragan i Sverige 1809-1846. Studier rörande kvinnans näringsfrihet inom de borgerliga yrkena. (La question des femmes en Suède 1809-1846. Le statut économique et commercial dans les métiers bourgeois), With an English summary. 1960. 387 s. (Kvinnohistoriskt arkiv. 2).
- MARTENSON, Sture : Bryggerinäringen i Göteborg. Tiden från bryggaregilletts tillkomst år 1661 intill 1800-talets början. (Les brasseries à Göteborg : 1661-1800). With an English summary. 1961. 389 s.+9 diagrambl.
- OLSSON, Yngve : On the syntax of the English verb, with special reference to 'have a look' and similar complex structures. 1961. 246 s. (Gothenburg studies in English, 12).
- ZACKRISSON, Uno : A study of truncation and censoring with economic subsidiary conditions. 1962. 117 s. (Statistiska institutionen, Göteborgs universitet. Skriftserie. Statistical institute, University of Gothenburg. Publications. 9).
- FURBERG, Mats : Locutionary and illocutionary acts. A main theme in J.L. Austin's philosophy. 1963. 259 s. (Gothenburg studies in philosophy. 1.)
- RICHARDSON, Gunnar, Kulturkamp och klasskamp. Ideologiska och sociala motsättningar i svensk skol- och kulturpolitik under 1880-talet. (With an English summary: Cultural struggle and class struggle. Ideological and social conflicts in Swedish educational and cultural policy in the 1880s). 1963. x. 485 s. (Studia historica Gothoburgensia. 2).

FINLANDE

o
Université de Abo

I - SELECTION DES PRINCIPAUX COURS DANS LES SCIENCES HUMAINES

Année 1963

MM. COLLIANDE : L'Europe de 1789 à 1815.

L.J. RINGBOM : Le dynamisme dans l'histoire de l'art : les créateurs, les disciples, et les

E.R.S. EKELUND : La littérature de la langue suédoise en Finlande.

K. OSCAR NICULA : L'histoire de la Suède pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle.

TEGENGREN : Les fêtes de l'année et de la vie.

A.E. HUMMELSTEDT : La construction des mots suédois.

V.O.G. LINDMAN : L'histoire de la pensée politique.

2 - SELECTION DES THESES DE L'AUTOMNE 1959 au PRINTEMPS 1963
(Sciences Humaines)

- Dec. 1959 : Carl Jacob GARDBERG, : Abo slott under vasatiden. En byggnadshistorisk undersökning". (Le chateau d'Abo pendant la période de Vasa : Etude historique de l'architecture).
- Oct. 1960 : Birgit VALGERD KLOCKARS : "Biskop Hemming av Abo", (L'évêque Hemming d'Abo).
- Av. 1963 : Wilhelm Wiczercowski, "Bilinguismus in frühen Schulalter" (pedagogik).
- Mai 1963 : Ake Sigvald Sandholm : Klockarämbetet i den svenska kyrkoprovinsen under medeltiden. (Le métier de chanoine dans la province ecclésiastique suédoise au Moyen Age).

N O R V E G E
=====

Université de Bergen

I - SELECTION DES PRINCIPAUX COURS DANS LES SCIENCES HUMAINES

Année 1963

- MM. A. HAGEN : Cours concernant le début du Moyen Age.
H. KLEIVAN : Les problèmes du contact culturel. Etude sur les situations critiques.
KOEFOED : Cours concernant Martin Andersen NEXOE

2 - THESES DE DOCTORAT de 1960 à 1963 (Sciences Humaines)

- MM. Stein TVEITE : Engelsk-norsk trelasthandel 1640-1710. (La commerce anglo-norvégien du bois 1640-1710).
Sigurd Aage AARNES : Historieskrivning og livssyn hos Grundtvig. En undersøkelse av to-verden motivet i verdenshistorikene. (Grundtvig : Ses textes historiques et ses conceptions sur la vie ...)
Kristian BJERKNES : Gamle borgerhus i Bergen. (Anciennes maisons bourgeoises à Bergen).
Kjell RAAHEIM : "Problem solving. A new approach".
Finn Oddmund KOLBERG : "Some results on Partitions and modular forms".
Odd Henrik SAELEN : "Studies in the Norwegian Atlantic Current. Part I : The Sognefjord section. Part II : Investigations during the years 1954-1958 in an area west of Stad".

I S L A N D E

Université de REYKJAVIK (1)

I - Sujets des principaux cours (Sciences Humaines): Année 1963

1) Théologie

- MM. Björn MAGNUSSON : "L'Évangile selon St Jean".
Magnus Mar LARUSSÓN : 1) Histoire générale de l'Église.
2) Introduction au Nouveau Testament.
3) Les Actes des Apôtres.
Thorir Kr. THORJÁRSON : 1) L'Évangile selon St Mathieu.
2) Histoire religieuse d'Israël.
3) Les Hébreux.
Johann HANNESSON : 1) Introduction à la théologie.
2) L'éloquence religieuse.
Dr. Phil. Robert A. OTTOSON : Le chant liturgique.

2) Droit

- MM. Olafur JOHANNESSEN : 1) Droit constitutionnel
2) Droit public
Armann SNAEVARR : Droit privé
Théodor B. LINDAL : 1) Procédure générale (?)
2) Droit des sociétés

3) Economie

- MM. Olafur BJORNSSON : 1) L'économie islandaise.
2) Economie politique pratique
Arni VILHJALMSSON : 1) Economie politique appliquée.
2) Tenue de livres.
Magnus Th. THORFASON : Droit économique

4) Humanité

a) Islandais

- MM. Steingrímur J. THORSTEINSSON : 1) Histoire de la littérature islandaise dans la première partie du XIX^e siècle.
2) Principaux aspects de la poésie islandaise.

(1) Renseignements communiqués par M. Régis BOYER.

- MM. Halldor HALLDORSSON : Phonétique islandaise.
Guðinn JONSSON : 1) Histoire politique et récits des événements de l'âge des Sturlung.
2) Histoire économique de la république islandaise.
Hreinn BENEDIKTSSON : Linguistique générale et grammaire norroise.
Thorhallur VILMUNDARSON : 1) Histoire de l'Islande aux XVIIe et XIXe siècles. 2) Introduction à l'histoire.
Bjarni GUDNASSON : 1) Histoire des rois avant l'époque de Sverri.
2) Conférences sur la "Völuspá".

b) Pédagogie

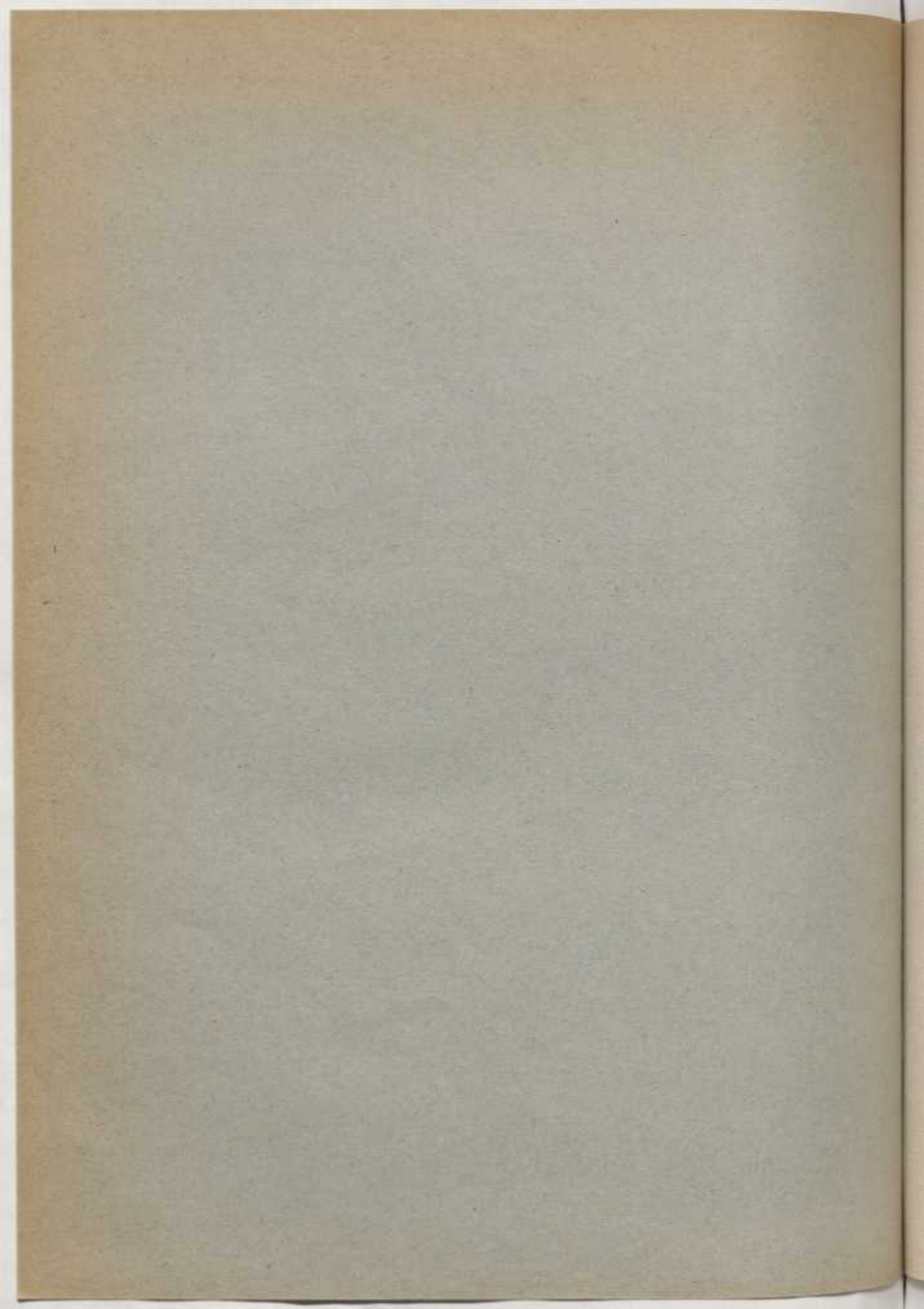
- M. Matthias JONASSON : 1) Pédagogie générale appliquée.
2) Pédagogie pathologique (les enfants ayant des difficultés dans leurs études.)

II - Thèses soutenues devant l'Université d'Islande depuis onze ans (1):

- 12.12.1953 : Guðni JONSSON : Bolstaðir og buendur í Stokkseyrarhreppi (L'habitat dans le district de Stokkseyri).
12.6.1954 : Halldor HALLDORSSON : Islensk orðtök (Locutions islandaises).
14.1.1957 : Kristján ELDJARN (Conservateur du Musée national) : Kuml og haugfé ur heiðnum síð á Íslandi (Sépultures et tumulus de l'époque païenne en Islande).
30.5.1959 : Haraldur MATTHIASON : Setningaform og still (Forme syntactique et style).
10.10.1959 : Robert A. OTTOSON (Chef d'orchestre et de chœur). Latini Thorlaci episcopi officia rhytmica et proprius nomen in AM 241 a folio (il s'agit de la collection de manuscrits islandais réunis par Arni Magnússon au XVIIe siècle se trouve à Copenhague, doit en principe faire retour à l'Islande ces années-ci).
16.1.1960 : Selma JONSDÓTTIR (Conservatrice du Musée national de peinture) : Byzönsk domsdagsmynd í Flataungu (La fresque byzantine du jugement dernier de Flataungu a été traduit en anglais.

(1) Les thèses de toutes disciplines figurent, à l'exception de deux thèses de médecine.

- 7.1.1961 : Finnbogi GUÐMUNDSSON : Homerthydingar Sveinbjarnar Egilsonar (les traductions d'Homère de Sveinbjörn Egilsson).
- 1.6.1963 : Bjarni GUÐNASON : Skjöldungasaga (l'histoire des Skjöldung).



SOURCES

Outre les correspondants particuliers d'INTER-NORD, les journaux et périodiques suivants ont été consultés.

EUROPE SEPTENTRIONALE

FINLANDE

- Kansallis-Osake-Pankki, Economic Review, (Helsinki) 1963, n° 1, 2, 3.
- Unitas, quarterly review illustrating economic conditions in Finland, Nordiska Föreningsbanken, (Helsinki), 1963, vol. XXXV, n° 1, 2, 3.
- Bank of Finland, Monthly Bulletin (Helsinki), 1963, vol. 37, n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.
- Finnish Features, Ministry of Foreign Affairs, (Helsinki) 1963, n° 6, 8, 10, 11, 14.
- FinnFacts, Newsletter, (Helsinki), 1963, n° 1, 11.
- Economic Survey 1963, ed. by the Division for Economic Affairs, Ministry of Finance (Helsinki), 1963.
- Financial Times (Londres), 31 I, 1 II, 1 V, 7, 15 VI 1963.
- Uusi Suomi (Helsinki) 26 I 1963.

NORVEGE

- Statistik Årbok for Norge, 1962, Norges Offisielle Statistikk XII 87. (Oslo), 1962.
- Norges Bank, Bulletin (Oslo), Vol. XXXIII, n°1, 2, 3, 4 ; Vol. XXXIV, n°1.
- Press Bulletin (Ambassade de Norvège, Londres), 22 XII 1962 ; 2, 6, 9, 16, 23 II ; 2, 9, 21 III ; 6, 27 IV ; 16 V ; 1, 8, 15 VI ; 13, 20 VII 1963.
- Echos de Norvège (Ambassade de Norvège, Paris), Fév. Mars, Avril, 1963.
- Die Welt (Hambourg), 8, 14, 15, 22 XI 1962 ; 15 I ; 12, 19 II ; 20, 21 III ; 17, 22 IV ; 8, 23 V ; 11, 12 VI 1963.
- The Financial Times (London), 3 IX; 10 X; 2, 5 XI ; 10, 16, 27, 30 XII 1962 ; 9, 15, 30 I ; 20 III ; 7, 30 IV ; 1 VII 1963
- The Economist (Londres), 11 V 1963.

NORD DE LA NORVEGE

- Statistik Årbok for Norge, Statistik Sentralbyra, Oslo.
- Nordland, En Statistik-Økonomisk analyse, Kontoret for områdeplanlegging i Nordland, Nordlands Framtids Trykkeri, Bodo, 1955.
- Inter-Nord (Paris), n°5.

SUNDE

- Allmaen Maanadsstatistik. S.C.B. (Stockholm) Aarg 1, Sept.
- Meddelanden från lokaliseringssektionen, Kungl. Arbetsmarknadsstyrelsen (Stockholm), 1962, 18.
- Statistiska Meddelanden ; 1963, 29. S.C.B. Stockholm
- Statistisk Aarboek for Norge, (Oslo), 1963.
- Index (publié par Svenska Handelsbanken).
- Kvartalsskrift (publié par Skandinaviska Banken).
- E.F.T.A. Bulletin (Genève) n° 3, 8/9, 10, 1963.
- The Financial Times (Londres) 17, 21 II; 3, 4 IV 1963.
- Die Welt (Hambourg) 5 V 1963.

SUEDE SEPTENTRIONALE

- Arbetet, 19 XII 1962.
- Dagens Nyheter (Stockholm) 24 VII ; 11 XI 1962 ; 11 I, 24 I 1963.
- Göteborgs-Handels-och-Sjöfarts-Tidning (Göteborg), 27 IX 1962 ; 25 IV 1963.
- Norbottens-Kuriren (Luleå), 13, 23 VII ; 24 VIII ; 16 XI 1962 ; 8 I ; 2, 28 II ; 19, 27 III ; 5, 6 IV ; 12, 15, 21 VI 1963.
- Norrländska Socialdemokraten, 3, 10 X ; 29 IX ; 31 XII 1962 ; 23 V 1963.
- Svenska Dagbladet (Stockholm), 29 IV 1962 ; 16, 17 II ; 15 III 1963.
- Stockholms-Tidningen (Stockholm), 20, 29 IX ; 13 XII 1962.
- Uppsala Nya Tidning (Uppsala), 1 VI 1963.

DANEMARK

- Economic Survey of Denmark 1963, Royal Danish Ministry of Foreign Affairs, Copenhagen, June 1963.
- Réalités Danoises, éd. Min. Affaires Etrangères, -Copenhague n° 1-10 1963.
- Denmark, Quarterly Review, Kjøbenhavns Handelsbank, Copenhagen n° 1, 2 1963.
- Monthly Review of the Economic Situation in Denmark, edit. by Den Danske Landmandsbank, Copenhagen 1963. Vol. XXXII, n° XII, 15 I 1963 ; Vol. XXXIII, n° I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI.
- Die Welt (Hambourg), 3, 14, 27 I ; 5, 18 II, 16, 21 IV ; 9, 12, 20 VII, 11, 18 X 1963.
- The Financial Times (Londres) 21, 22 I ; 16 II ; 13 III ; 18 IV ; 16, 24, 27, 28 X 1963.

- The Economist (Londres), 23 II 1963.
- Economic Conditions in Denmark, issued by the Society of Economics and History, Copenhagen, Argarg 36, n° 3,4.

BASSIN BALTIQUE

L'ACTIVITE PORTUAIRE EN POLOGNE ET EN REPUELIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE

- Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich, (Berlin), 1938 p. 227-230.
- Statistisches Jahrbuch der Deutschen Demokratischen Republik; (Berlin), 1963, p. 317-319.
- Rocznik Statystyczny, (Warszawa), 1962, p. 259-260.
- Concise Statistical Yearbook of Poland, (Warszawa), 1963, p. 131-132.
- Port Gdanski, Wydawnictwo Morskie, (Gdynia), 1959, 30 pages.
- Thousand Years of Gdansk, Materiał Zachodnia Agencja Prasowa, (Warszawa), 1962, 64 pages dactylographiées.
- Ship and Cargo traffic of Polish ports 1962, (Gdansk), Instytut Morski Materiały, 1963, 10 pages.
- Polish Maritime News, vol. VI, n° 56, April 1963, Gdansk, Gdynia, Szczecin, 32 pages.
- LUCK H., Die Seehäfen der DDR, (Berlin), 1959.
- WEBER E., Der Schiffs- und Warenverkehr der Seehäfen der DDR in neuerer zeit, (Berlin), Geographische Berichte, Heft 1/2, 1959.
- Renseignements communiqués directement par les Directions portuaires des ports de Rostock, Wismar, Szczecin, Gdynia et Gdansk
- Gdynia 40 Lat Portu, Warszawa, 1962, 126 pages.

ATLANTIQUE NORD ET AMERIQUE DU NORD

ISLANDE

- Morgunbladhíð (Reykjavik) du 1 I 1962 au 3 VIII 1963.
- Althyðubladhíð (Reykjavik) id.
- Visir (Reykjavik) id.
- Thjóðviljinn (Reykjavik) id.
- Tíminn (Reykjavik) id.
- Service de presse de l'ambassade des Etats-Unis à Reykjavik.
- Iceland Review, published by Ekra s;f., Reykjavik, quarterly publication on Icelandic industries, exports, social and cultural affairs. Vol. 1, n° 1 (Août-Sept. 1963) et 2 (Nov.-Déc. 1963). (Cf. n° 2 pp. 16-17 : "Icelandic Sheep Farming Offers Great Possibilities".)

- Statistical Bulletin, issued quarterly by the Statistical Bureau of Iceland and the Central Bank of Iceland (trimestriel). Vol. 32, n° 2 (Mai 1963), 3 (Août 1963), 4 (Nov. 1963) (Reykjavik).
- Iceland Economic Program 1963-1966, (Reykjavik), Ríkisprentsmidhjan Gutenberg, 1963 ; in-4°, 86 p. 5 appendices, 31 tableaux.
- Annuaire International des Pêcheries, Commerce International 1960-61, Production 1960. F.A.O.(Rome).

LE PROGRAMME ECONOMIQUE ISLANDAIS EN 1963

- Iceland Economic Program, éd. par le Gouvernement islandais (Reykjavik), 1963.
- Publications officielles (Reykjavik): Fjarmala Tidindi et Ur bjodard buskapnum.
- Inter-Nord (Paris), n° 4 et 5.

GROENLAND

- Commercial Fisheries Review (Washington), Vol. 25, n°8, Août 1963.
- Beretninger Vedrørende Grønland (Copenhague), 1961 n° 1 et 1962 n° 1 et 6.
- Grønlands Landsrads Forhandlinge 1963 (Godthaab).
- Income Development in Grønland. Provincial Council Election June 28th 1963. Communication dactylog. Statistic Division, Ministeriet for Grønland. Copenhague 1963.
- Samarbejds Problemer mellem Groenlaendere og Danskere i Vestgrønland. Copenhague 1963.
- BOSERUP. Økonomisk Politik i Grønland. 507 p. Udgivet ved Foranstaltning af Grønlandsudvalget af 1960. Kobenhavn 1963.
- Berlingske Tidende. (Copenhague). 14, 16, 17 IV ; 25, 27 V ; 19, 20, 27 VI ; 16 VIII ; 16, 17, 31 X ; 1, 9, 15 XI 1963.
- Grønlands Posten (Godthaab). 31 I ; 22 V ; 10 X 1963.
- Borsen (Copenhague), 23 VI ; 9, 10 XI 1963.
- The Financial Times (Londres), 3 VII 1960.
- Le Marin (Rennes) 10, 13 IX ; 18 X 1963.
- Orientering 22 (G.T.O.) (Copenhague), 1 XI 1963.

CANADA

- L'actualité économique. (Montréal), 38e année, n°2.
- Annuaire du Canada, Bureau Fédéral de la Statistique (Ottawa) 1959, 1961 et 1963.
- Banque de Commerce Canadienne Impériale, (Toronto). Lettre Commerciale. Juillet 1962, Février 1963.

- Banque de Montréal, Revue des Affaires (Montréal). 27 VII ; 31 VIII ; 26 IX ; 26 X 1962 ; 25 I ; 22 II ; 22 III ; 24 VII ; 30 VIII 1963.
- Bay News (Winnipeg), VI 1963.
- Bulletin Hebdomadaire Canadien (Ottawa). Déc.-Janv. 1963.
- Canada 1963, Bureau Fédéral de la Statistique, (Ottawa), I II 1963.
- Department of Northern Affairs. Information Division (Ottawa) 11 VII 1963.
- Le Devoir (Montréal), 18 I ; 5 II ; 13 VI 1963.
- The Financial Post (Toronto), 3 XI ; 1 XII 1962 ; 24 I ; 2, 3, 9, 16 II ; 3 III ; 26 IV ; 4 V ; 5, 11, 14, 16 VI ; 29 VII ; 4 VII 1963.
- The Financial Times (Londres), 20 XI 1962 ; 4, 14, 20 I ; 5 III ; 5, 18 IV ; 11, 16, 18, 19, 21, 22 V ; 28 VI ; 4 VII 1963.
- Indian Record (Winnipeg), IX 1963.
- Informations Canadiennes (Paris), 1963 (Déc./Janv.).
- Mcleans Report (Toronto), 23 II 1963.
- Le Monde (Paris), 11 I 1964.
- News of the North (Yellowknife), 16 V ; 4 VII 1963.
- North (Ottawa), 1962 ; 1963.
- Northern Miner (Toronto), 27 XII 1962 ; 11 VI ; 4, 6, 11, 18 VII ; 15 VIII ; 28 IX ; 31 X ; 28 XI 1963.
- Nuna (Cambridge Bay), n° 12, 1963.
- Petroleum Press Service (Londres), Déc. 1963-; Janv. 1964.
- Revue de la Chambre de Commerce française au Canada, Montréal. n° 569, 570, 571.
- Revue Statistique du Canada, Vol. XXXVIII, n° 1, 3, 4, 6, 7. Dominion Bureau of Statistics (Ottawa).
- Scotia Bank, Special News Release, (Toronto). 23 XI 1962 ; 20 IV 1963.
- Vie Indienne (Montréal), III 1963.
- Western Weekly, 21 XI, 5 XII 1962 ; 2 I ; 27 III, 10 VII 1963.

NORD DE L'ATLANTIQUE ET NORD DU PACIFIQUE

ALASKA

- BONES, James T., "Alaska's Wood Processors, 1961", Resources Report NOR-1, U. S. Forest Service, 1964.
- COOLEY, R. A. and ROGERS, G. W., Alaska's Population and Economy, Regional Growth, Development and Future Outlook, Report to Division of State Planning, Office of the Governor, Volume I, Analysis, Volume II, Statistical Handbook, (Juneau, Alaska 1962. Reprinted by the University of Alaska, 1963).
- GRAHAM, Robert E., "Income in Alaska, A supplement to the Survey of Current Business," (Washington : 1960).

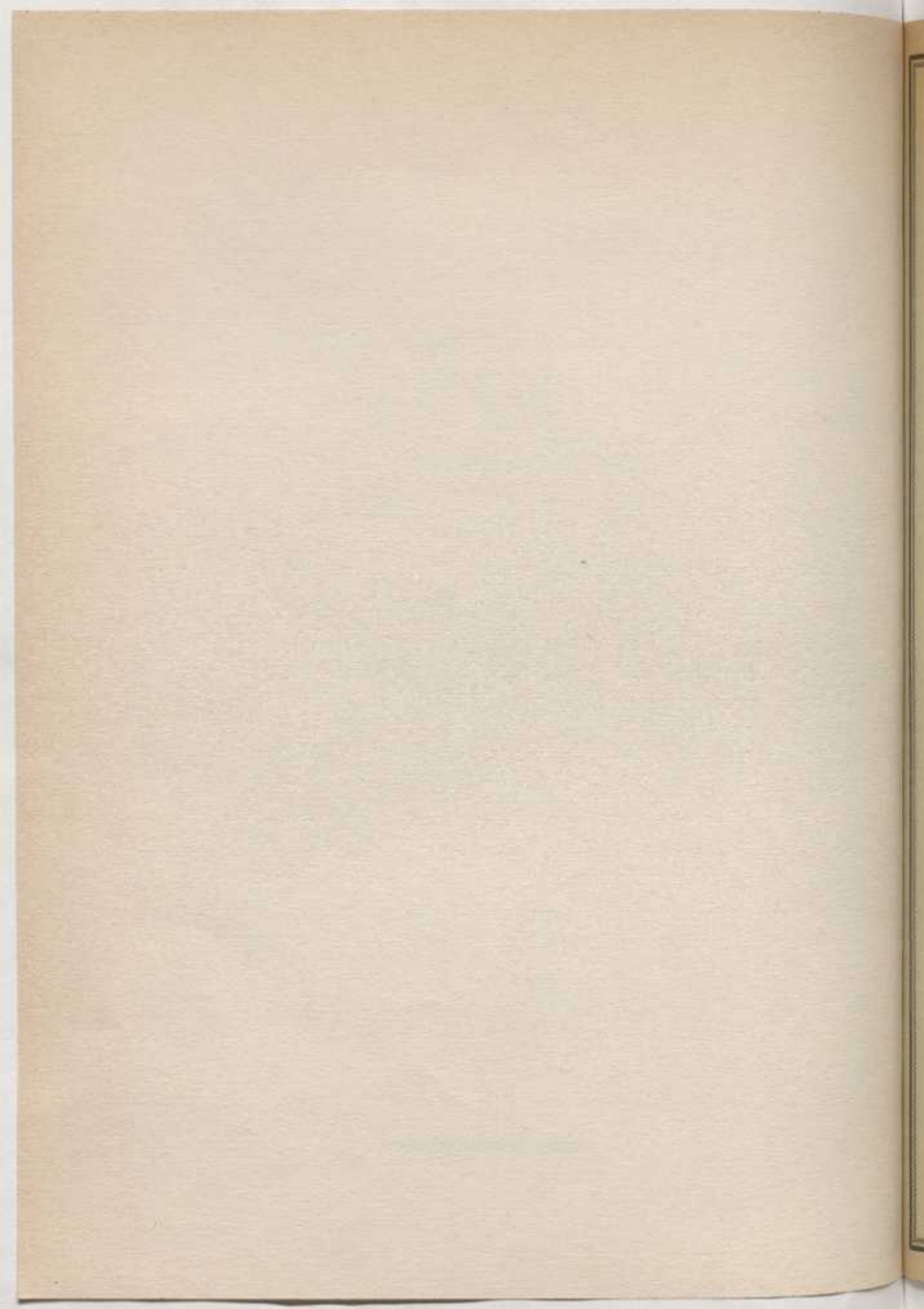
- State of Alaska, Department of Labor, "Workforce Estimates, Alaska, by Industry, 1950-1962", Juneau, Alaska (undated, received November 1963).
- U. S. Bureau of the Census, "Current Population Reports," Series P-25, annual publications.
- U.S. Bureau of Mines, "Mineral Production in Alaska in 1962", Area Report A-25, Juneau, December 27, 1963.
- U.S. Department of Commerce, Survey of Current Business, monthly publication. Personal income data in April and August issues.
- State of Alaska, Department of Fish and Game, "1962, Alaska Commercial Fisheries Catch and Production", Statistical Leaflet # 5.
- State of Alaska, Department of Fish and Game, "Alaska Cantal Salmon Pack, 1963".
- State of Alaska, Division of Lands, "Annual Report, 1962".

NORD DU PACIFIQUE

- M. NAKATCHI et autres : Vue Générale des pêcheries dans le Pacifique Nord (en japonais). (Tokyo), Dai Nippon Suisan Kaisha, mars 1963 (75 p.).
- The Financial Post (Toronto), 18 VIII 1962 ; 9 III ; 29 VI ; 17 VIII 1963.
- Soviet News (Londres), 22 III ; 27 V ; 10, 19, 26 VI ; 13 VII ; 10, 31 XII 1963.
- Commercial Fisheries Review (Washington), 1962 (I-XII).
- Le Marin (Rennes), 28 VI ; 2, 16 VIII ; 11 X ; 13 XII 1963.
- Bulletin Hebdomadaire Canadien (Ottawa), 15 V ; 3 VII 1963.
- External Affairs (Ottawa), VIII 1963.
- Affaires Extérieures (Ottawa), mars 1962.
- Congressional Record (Washington), 5, 15, 24, 28 VI 1963.
- The Financial Times (Londres), 15 VIII ; 3 X 1963.
- Weekly Newsletter (Senat. GRUENING, Washington), 18 X ; 15 XI 1963.
- Northern Miner (Toronto) 21 XI 1963.
- Die Welt (Hambourg), 25 VIII ; 3 XI 1963.
- Pravda (Moscou), 15 IX 1963.
- Sunday Times (Londres), 12 VIII 1962.
- Documentation Presse, communiquée par Ambassade de France.

INTER-NORD reproduit objectivement les opinions et informations les plus variées de la Presse de Documentation étrangère. Ces textes, publiés avec mention de la source, ne sauraient engager la responsabilité du Bulletin.

186.
d,
1.
1867
Année
2.
le
VI
12
1868
1869
1870
1871
1872
1873
1874
1875
1876
1877
1878
1879
1880
1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900
1901
1902
1903
1904
1905
1906
1907
1908
1909
1910
1911
1912
1913
1914
1915
1916
1917
1918
1919
1920
1921
1922
1923
1924
1925
1926
1927
1928
1929
1930
1931
1932
1933
1934
1935
1936
1937
1938
1939
1940
1941
1942
1943
1944
1945
1946
1947
1948
1949
1950
1951
1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025
2026
2027
2028
2029
2030
2031
2032
2033
2034
2035
2036
2037
2038
2039
2040
2041
2042
2043
2044
2045
2046
2047
2048
2049
2050
2051
2052
2053
2054
2055
2056
2057
2058
2059
2060
2061
2062
2063
2064
2065
2066
2067
2068
2069
2070
2071
2072
2073
2074
2075
2076
2077
2078
2079
2080
2081
2082
2083
2084
2085
2086
2087
2088
2089
2090
2091
2092
2093
2094
2095
2096
2097
2098
2099
2100



LA CHAMBRE DE COMMERCE SUÉDOISE EN FRANCE

125, avenue des Champs-Élysées, PARIS-8^e

ELY 55-93

est heureuse d'offrir à ses Membres le service d'une très belle revue qu'elle édite en français et en suédois :

SUÈDE D'AUJOURD'HUI

Cette publication bimestrielle d'une présentation très soignée, abondamment illustrée, présente des chroniques inédites sur les problèmes politiques et économiques, des articles sur l'industrie, le commerce, la vie sociale et la vie culturelle, les grandes structures du pays, ainsi que des informations sur les possibilités des échanges franco-suédois.

SUÈDE D'AUJOURD'HUI

dont les articles sont souvent cités dans la presse des deux pays est la seule revue suédoise en langue française touchant directement le grand public.

le numéro : 4 F

abonnement d'un an : 23 F

LA REVUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

fondée par Gaston BERGER

est publiée trimestriellement sous l'égide de M. Robert DAVRIL, directeur de l'Enseignement supérieur, et d'un Comité de rédaction dont les membres sont bien connus : MM. Charles DEDEYAN, Paul HUVELIN, André LEMAIRE, Michel SOURIAU, Guillaume VALETTE, Georges VEDEL et Jean WYART.

La Revue de l'Enseignement supérieur a pour but d'assurer, par les sujets qu'elle traite, une meilleure liaison Université-Industrie, et au sein même de l'Université, une liaison inter-disciplines.

Elle est aussi, par excellence, la revue de prestige de l'Université française à l'étranger.

Chaque numéro, centré sur un thème précis, souhaite faire le point de l'état actuel des connaissances et de la recherche dans le domaine choisi. Ainsi, par exemple, ont paru :

- En 1963 N° 1 : La prospective des Facultés de droit et des Sciences économiques,
N° 2 : L'Astronomie, les Observatoires,
N° 3 : La Géographie,
N° 4 : Les Moyens audio-visuels ;
- En 1964 N° 1 : L'Enseignement supérieur : les établissements, les enseignements, les effectifs,
N° 2 : La Coopération technique ;

et paraîtront :

- En 1964 N° 3 : La Biologie humaine,
N° 4 : Les Instituts Pasteur ;
- En 1965 N° 1 : La Sociologie.

En vente au S.E.V.P.E.N.
13, rue du Four, PARIS-6^e

Le numéro : 6 F — Abonnement d'un an : 20 F

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES — SORBONNE
SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
PUBLICATIONS DU CENTRE D'ÉTUDES ARCTIQUES
ET FINNO-SCANDINAVES

BIBLIOTHÈQUE ARCTIQUE ET ANTARCTIQUE

Éditions MOUTON & Co. Paris-La Haye
45, rue de Lille - PARIS (VII^e)

- I The Lapps to-day : Conférences, Jokkmokk 1953, Karasjok 1956.
paru
- II Le Nouveau Québec : (sous la direction de J. Malaurie et
J. Rousseau). *sous presse*
- III M. G. Levin et A. P. Potapov (sous la direction de) : Les
peuples de Sibérie. *à paraître*
- IV L'économie des pêches dans le nord de l'Atlantique. *à paraître*
Jean Malaurie : Terre de Washington, Côte Sud, Terre d'Inglefield,
Groenland N.W. 2 cartes au 1/200 000, en 4 couleurs, topographie,
géomorphologie, hydrographie des glaces, carte des neiges. *paru*



INTER-NORD

Bulletin bi-annuel d'études géo-économiques et culturelles
pour les régions septentrionales

Agent de diffusion : S.E.V.P.E.N.
(Ministère de l'Éducation Nationale)
13, rue du Four - PARIS (VI^e)



CONTRIBUTIONS

- 1 Jacques Rousseau : La Zonation latitudinale dans la Péninsule
Québec-Labrador. *paru*
- 2 Arnljot Stromme Svendsen : La route maritime du Nord :
son importance pour le transport maritime et la navigation
internationale. *paru*
- 3 Malte Sandelin : Le marché du bois et des produits dérivés :
situation et perspectives. *à paraître*
- 4 Les populations esquimaudes et indiennes en Amérique du Nord :
Examen de certains problèmes que pose leur évolution (Com-
munications de divers spécialistes). *à paraître*

Agent de diffusion : S.E.V.P.E.N.
(Ministère de l'Éducation Nationale)
13, rue du Four - PARIS (VI^e)



Le Gérant : L. VELAY

**CENTRE D'ÉTUDES ARCTIQUES
ET FINNO-SCANDINAVES**

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES
VI^e Section : Sciences Économiques et Sociales
BORBONNE

**FONDATION FRANÇAISE
D'ÉTUDES NORDIQUES**
(ROUEN)

DLP 24-1-68 739872

INTER NORD

*Revue de géographie
économique et politique
des pays du Nord*



S.E.V.P.E.N.
(Ministère de l'Éducation Nationale)
13, rue du Four
PARIS-VI

MARS 1965 - n° 7

INTER-NORD

Revue de géographie économique et politique des pays du Nord

Directeur

Jean MALAURIE

Comité de Direction

Jean MALAURIE,

Directeur du Centre d'Etudes Arctiques,
E.P.H.E. Paris

Daniel NAT,

Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris

George W. ROGERS,

University of Alaska, Juneau

André PIATIER

Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris

Claus BORNEMANN,

Ministère du Groenland, Copenhague

Alice PICARD,

Laboratoire de Géographie, C.L.U. Brest

Correspondants

Alan COOKE (Dartmouth, N. H. - U.S.A.)

Bertel W. KARSTEN (Copenhague)

Camille LAVERDIERE (Montréal)

Robert PÅRES (Stockholm)

**INTER
NORD**

Revue bi-annuelle est publiée par le Centre d'Etudes Arctiques et Finno-Scandinaves de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Sorbonne), 54, rue de Varenne, Paris VII^e (BABylone 48-60) avec le concours de la Fondation Française d'Etudes Nordiques

Pour abonnement, dépositaire central et Administration : S.E.V.P.E.N. (Service d'Edition et de Vente des Publications de l'Education Nationale), 13, rue du Four, PARIS VI^e.

Abonnement annuel : 40 F, 8 10 - le numéro : 25 F.

Tous droits réservés

INTER

NORD

SOMMAIRE

(Juillet 1963 - Janvier 1964)

I - EUROPE SEPTENTRIONALE

pp. à pp.

FINLANDE

I - LA CRISE DE 1963

La chute du Gouvernement Karjalainen 1

Un nouveau gouvernement de fonctionnaires. 2

II - CRISE ECONOMIQUE ET NON PLUS SEULEMENT FINANCIERE.

L'expansion du niveau de vie contre l'expansion de la production. 3

Amorce d'un mouvement de déclin. 5

III - L'ETAT VIDE LE MARCHÉ DES CAPITAUX

Les finances publiques 6

L'industrie du papier 6

Un avenir préoccupant 8

IV - ANNEXE STATISTIQUE 10

L'établissement du chapitre NORVEGE a été assuré par M. GARREAU, FINLANDE et DANEMARK par M. Daniel NAT, SUEDE par Mme Alice PICARD, SUEDE SEPTENTRIONALE par M. Robert PARES, ARCHIPEL DES FERØES par Mme Alice PICARD, GROENLAND par M. Jean MALAURIE, CANADA par MM. Jean MALAURIE et Daniel NAT, ALASKA par M. G. W. ROGERS, SIBERIE par MM. Jean MALAURIE et Daniel NAT, ROUTE MARITIME DU NORD par M. Terence ARMSTRONG.

La section BIBLIOGRAPHIQUE (Selected Bibliography ... in Social Sciences and public administration in Alaska) a été assurée par M. G. W. ROGERS.

ANNEXE STATISTIQUE & CARTOGRAPHIQUE (Le marché des bois du Nord) par M. Malte SANDELIN.

SECRETARIAT : Mme Andrée LEBRUN



N O R V E G E

<u>I - LA SITUATION GENERALE</u>	
Le revenu national brut a progressé de 5%.	22
Déficit de la balance des paiements.	23
Les échanges avec la C. E. E.	25
Développement de la production industrielle.	27
Hausse des prix et tension sociale.	30
<u>II - LA NORVEGE SEPTENTRIONALE</u>	
Les pêcheries : 1963 et 1er semestre 1964.	36
Mines et trafics portuaires.	47
<u>III - ANNEXE STATISTIQUE SUR LA PECHE - DONNEES RAPIDES.</u>	
	52

S U E D E

<u>I - LA SITUATION GENERALE</u>	
Reprise d'activité dans les mines.	56
Meilleures perspectives pour les industries du bois.	57
Commerce extérieur en expansion.	57
Niveau d'emploi et charges patronales.	58
<u>II - LES ELEMENTS DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE</u>	
<u>Production et Investissement</u>	61
<u>Main d'oeuvre et salaires</u>	73
<u>Le Commerce</u>	76
<u>Bilans et comptes nationaux</u>	80

SUEDE SEPTENTRIONALE

I - <u>AGRICULTURE ET SYLVICULTURE</u>	84
II - <u>L'INDUSTRIE</u>	90
III - <u>L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE</u>	96
IV - <u>VERS UNE POLITIQUE D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.</u>	99

DANEMARK

I - <u>LA SITUATION GENERALE</u>	101
Caractères de l'industrialisation	101
Périls de l'enrichissement	102
Consommation contre production	103
Evolution de la politique économique de 1962 à 1963,	105
II - <u>LES ELEMENTS DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE</u>	109
La Production : Agriculture et Industrie	109
Commerce extérieur	113
Salaires et prix.	117

II - ATLANTIQUE NORD ET CANADA

L'ARCHIPEL DES FEROES

I - <u>DONNEES GENERALES</u>	119
II - <u>EXPANSION DEMOGRAPHIQUE ET</u> <u>CONCENTRATION DANS LES VILLES</u>	122
III - <u>L'ECONOMIE DES PECHES</u>	123
IV - <u>LES INVESTISSEMENTS</u>	129

GROENLAND

I - <u>LA SITUATION GENERALE</u>	132
II - <u>LE MOUVEMENT DE L'EMPLOI</u>	134
III - <u>UNE PRODUCTION INSUFFISANTE :</u>	136
<u>RECESSION DE LA PRODUCTION MORUTIERE</u> <u>EN 1962 ET 1963.</u>	136
<u>STAGNATION DE LA PRODUCTION MINIERE</u>	137
IV - <u>UN VIGOUREUX COMMERCE D'EXPORTATION</u>	141
V - <u>BALANCE DES COMPTES ET PAIEMENTS</u>	142
VI - <u>ANNEXE STATISTIQUE</u>	146

CANADA

I - LA SITUATION GENERALE 153

Le revenu national s'accroît trois fois plus vite que les prix. 154

Facteurs de structures : Promotion du secteur secondaire. 155

Facteurs de conjoncture : De l'agriculture et les nouvelles conditions d'implantation du capital américain. 159

II - L'EVOLUTION RECENTE DE GRANDS SECTEURS ECONOMIQUES 163

L'industrie forestière et les industries connexes. 164

L'industrie minière. 176

III - LE NORD CANADIEN 186

Production nordique et démographie autochtone. 186

Ressources traditionnelles apparemment insuffisantes. 193

Recul persistant de l'industrie minière. 196

Ressources forestières. 199

Transports maritimes en eaux arctiques. 200

IV - ANNEXE STATISTIQUE 204

La production et l'emploi. 204

Les salaires et les prix. 226

Le Commerce. 235

Les comptes nationaux. 243

III - PACIFIQUE NORD

ALASKA

- I - Immediate economic and social problems : A survey 247
- II - 1962 : Survey of manufacturing in Alaska 256
- III - Major social and economic characteristics of Alaska's regions. 259

IV - SIBERIE

SIBERIE OCCIDENTALE ET ORIENTALE

- I - LA SITUATION GENERALE 265
- Nansen : " Le Pays de l'avenir ", 265
- L'Institut de Novosibirsk. 266
- Le peuplement actuel du Nord Sibérien. 268
- Evolution de la notion de rentabilité en économie hyperboréale. 271
- II - LES TRAITS RECENTS DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE
- A - LA SIBERIE OCCIDENTALE 273
- Tyoumen 274
- La Tar et l'avenir du Bas-Ienissé. 275
- Prospective de la Sibérie Occidentale : l'industrie chimique 276
- B - R. S. S. A DE YAKOUTIE ET EXTREME-EST 277
- Les ressources minières 279
- Les ressources énergétiques : hydroélectricité, pétrole et gaz 281
- Des communications insuffisantes : Programme routier et ferroviaire. 283
- C - KAMCHATKA 284
- III - ANNEXE - Sur la structure administrative de la Sibérie. 286

LA ROUTE MARITIME DU NORD

I - <u>OPERATIONS</u>	288
II - <u>CONDITIONS DE LA GLACE</u>	290
III - <u>TRANSPORTS</u>	290
IV - <u>L'APPORT SCIENTIFIQUE</u>	293
V - <u>L'AVENIR</u>	295
<u>SECTION BIBLIOGRAPHIQUE</u>	298-313
Selected bibliography of recent reports and continuing research in social sciences and public administration in Alaska par M. G.W. ROGERS.	
<u>ANNEXE STATISTIQUE ET CARTOGRAPHIQUE</u>	314-324
<u>Le Marché des Bois du Nord</u> "situation et perspectives" par M. Malte SANDELIN.	
<u>HORS - TEXTE</u>	
- La Route Maritime du Nord : Etude graphique des trafics.	297
- La structure administrative de la Sibérie : Organigramme.	287
<u>TABLE DES SOURCES</u>	325-337

LA ROUTE MARITIME DU NORD

I - GÉNÉRAL

II - GÉNÉRAL DE LA TRAFIC

III - TRANSPORT

IV - L'ÉQUIPEMENT

V - LAISSE

SECTION BIBLIOGRAPHIQUE

Selected bibliography of books, papers and statistical reports
of social sciences and public administration in French, part II
O. W. SCHULTZ

ANNEXE STATISTIQUE ET CARTOGRAPHIQUE

Statistical and cartographic annexes
O. W. SCHULTZ

HORS - TEXTE

- Les cartes maritimes du Nord - Their preparation and use
- Les cartes administratives de la région - Their preparation

TABLE DES SOURCES

EUROPE NORDIQUE

Finlande	pp.	1	-	21
Norvège	pp.	22	-	54
Suède	pp.	55	-	100
Danemark	pp.	101	-	118

EUROPE NORDIQUE

1	23
2	24
3	25
4	26

FINLANDE (9)

LE MINISTRE DES FINANCES APOURRA A LA
CHARGE FINANCIERE SEULEMENT LES DEPENSES
EXTRAORDINAIRES LIQUEES A LA RECONSTRUCTION
DES DEPENDANCES DE LA PAIX ET ENCORE
AUX DEPENSES EXTRAORDINAIRES LIQUEES
PAR LE PARLEMENT EN 1945-46.

En Janvier 1952, quarante-sept Finlandais ont voté contre
pour suggérer que la valeur de la monnaie nationale soit deux fois augmen-
tée. En Mars 1952, ce chiffre était cinquante-seize personnes.
En novembre, il s'est élevé à cinquante-neuf Finlandais. La situation
internationale que nous connaissons depuis plus d'un an la plupart des obser-
vateurs regardent dans l'avenir, et les dé-classements, politiques et
économiques, qui ont marqué les quinze derniers mois expliquent, en
fait, ce qu'il en soit ainsi.

LA SITUATION GENERALE

Dès mai 1952, en effet, l'on voyait mal quelles situations voi-
vent se dire encore préférables à cette date, en la suite, le Ministre
des Finances se demandait plus le Parlement que les finances publi-
ques dirigées à l'Etat de souffrir et que, sans intervention d'Etat et im-
pôts de la Banque Nationale, le Trésor pourrait se trouver contraint
de lever ses paiements.

1) Les crises de 1951

La suite n'était assurément pas faite pour rétablir la confiance.
En juin, tout d'abord, le Parlement se mettait en vacances sans

FINLAND

FINLANDE (1)

LE DENOUEMENT ONEREUX APPORTE A LA
CRISE FINANCIERE SE SOLDE PAR UNE NETTE
REGRESSION DES ACTIVITES NE RELEVANT
PAS DE L'INDUSTRIE DU PAPIER ET MENACE
AINSI L'ECONOMIE FINLANDAISE DE DEPENDRE
TROP ETROITEMENT DE CELLE-CI.

En janvier 1962, quarante-sept Finlandais sur cent tenaient pour douteux que la valeur de la monnaie nationale put être sauvegardée. En mars 1963, ce pessimisme touchait soixante-seize personnes. En novembre, il s'étendait à quatre vingt-sept Finlandais. La détérioration globale que redoutaient depuis plus d'un an la plupart des observateurs semble donc confirmée, - et les développements, politiques et économiques, qui ont marqué les quinze derniers mois expliquent, en fait, qu'il en soit ainsi.

I LA SITUATION GENERALE

Dès mai 1963, en effet, l'on voyait mal quelles illusions eussent pu être encore préservées; à cette date, on le sait, le Ministre des Finances ne dissimulait plus au Parlement que les finances publiques étaient à bout de souffle et que, sauf intervention directe et immédiate de la Banque Nationale, le Trésor pouvait se trouver contraint de cesser ses paiements.

1) La crise de 1963

La suite n'était assurément pas faite pour rétablir la confiance. En juin, tout d'abord, le Parlement se mettait en vacance sans

(1) Texte établi par M. Daniel Nat.

avoir accordé au Gouvernement de M. KARJALAINEN la législation qui devait permettre à celui-ci d'établir un difficile budget pour 1964, et de prendre, entre-temps, les mesures de redressement que la Banque de Finlande avait strictement posées comme condition de son concours. Le pronostic était donc déjà sombre. Il le fut davantage en août quand l'Exécutif se trouva réduit à solliciter du Gouverneur de l'Institut d'Emission, M. WARIS, un programme général de salut public. Il était difficile à M. WARIS de ne pas recommander des mesures drastiques, - mais il est rare que des mesures de ce type puissent entraîner l'adhésion d'un Parlement.

a) La chute du Gouvernement Karjalainen

A l'orée de l'automne, le sentiment prévalait que, bloqué entre un législatif hostile et une situation économique qui exigeait coûte que coûte un dénouement, M. KARJALAINEN était politiquement perdu. L'aile gauche de sa majorité l'abandonnait peu après, réduisant d'autant l'audience déjà mesurée dont il disposait au Parlement. Le remaniement, d'ailleurs difficile et long, auquel il était alors procédé n'abusait personne. La mise en place du budget 1964 qui comportait rien de moins qu'un déficit de fait, pratiquement incompressible, frôlant le dixième des recettes, imposait au Premier Ministre de trancher, et il ne pouvait le faire que dans le vif, c'est-à-dire par la fiscalité. L'on présumait, à ce titre, que son Ministre des Finances, M. KARTTUNEN, ne serait pas en mesure de le suivre. Il ne restait donc plus à M. KARJALAINEN qu'à proposer, sans espoir, mais en bonne forme, un plan de sauvetage financier et à se prévaloir des réserves qu'il susciterait pour donner sa démission le 17 décembre.

b) Un nouveau gouvernement de fonctionnaires

En nommant, le lendemain même, pour succéder à M. KARJALAINEN, un gouvernement de fonctionnaires, présidé par M. Reino LEHTO, M. KERKONEN, Président de la République, devait rendre aussitôt manifeste que la situation était devenue beaucoup trop grave pour consentir encore aux incertitudes du politique un droit de regard sur l'économique. Et ce désistement implicite figurait-il, sans doute, parmi les motifs qui avaient amené M. KARJALAINEN à renoncer au gouvernement. Le Parlement parut y souscrire aussi en entérinant le budget présenté peu après par M. LEHTO, et qui était, pour le moins, rigoureux puisque l'accroissement des prélèvements de l'Etat ressortissait à 16,3% sur 1963, contre les 6% du budget de 1963 sur celui de 1962.

2) Crise économique et non plus seulement financière

C'était, en fait, admettre que le diagnostic formulé jusqu'à présent sur le malaise finlandais et bornant celui-ci à une crise financière n'impliquant pas nécessairement une crise économique se trouvait désormais dépassé. Depuis mi-1963, les observateurs présumaient, d'ailleurs, que la détérioration des finances publiques n'était plus éloignée du point où les difficultés particulières de l'Etat tendent à mettre, à son tour, l'économie générale en difficulté et où la crise de gestion ouvre, au total, une crise de production.

Et rares, il est vrai, sont les économies plus vulnérables que la finlandaise à un processus de ce type. Le public français sait, en effet, l'extraordinaire dynamisme dont elle a fait preuve depuis la fin de la guerre mondiale, - en dépit des réparations quasiment écrasantes payées par elle à l'Union Soviétique. De 1946 à 1954, l'indice de la production industrielle, passant de 105 (1938 = 100) à 201 à crû, pratiquement, de 10 points par an, soit plus du double de la moyenne enregistrée dans toute l'Europe occidentale. En quelques années, elle s'est dotée d'une industrie du papier qui, nonobstant une production délibérément maintenue en dessous du potentiel réel, est une des trois premières du monde.

a) L'expansion du niveau de vie contre l'expansion de la production

C'est dire l'ampleur des problèmes de financement qui se sont posés - et, une fois ceux-ci résolus, les périls que comportait une telle intensité de fonctionnement de l'économie. De 1948 à 1963 - et tandis que la formation du capital national brut se développait au rythme de 63% par an - la masse salariale totale croissait chaque année de 27% : mais pour l'agriculture l'exhaussement annuel se limitait à 7,8% tandis qu'il atteignait 38% dans le bâtiment contre 23% pour l'industrie. Or, il suffit de noter que, sur la même période, l'indice du coût de la vie s'est élevé, annuellement, de près de 26% pour observer aussitôt la faiblesse des marges de sécurité dont disposait l'expansion. Tout d'abord, si le produit national brut (au prix du marché) s'est accru, entre 1948 et 1963, de 26% par an, et si le revenu national s'est, quant à lui, exhaussé de 25%, sur la même période la consommation privée s'est développée de 21%. Certes, l'investissement privé a progressé au rythme, exceptionnel, de 30% par an : mais le prélèvement considérable, et permanent, de la consommation sur le revenu national explique que la rémunération du capital étranger se solde, en 1963, par un accroissement de près de 400% sur le chiffre de 1948. En fait, - et si c'est là un phénomène assez courant dans les conjonctures d'expansion, il se révèle très

accusé en Finlande - le mouvement de la production s'est constamment vu talonné par le mouvement du niveau de vie et le désir de jouir des bénéfices de l'expansion n'a pratiquement jamais cédé au souci de fournir prioritairement à celle-ci les moyens de s'entretenir elle-même.

Le tableau I, ci-après, porte sur la période 1960-1962 et dégage les composantes du revenu national. Aussi nettement que possible - et, même, l'on peut y saisir l'évolution sur le vif - l'on voit comment l'avancée des facteurs de production est, désormais, gagnée de vitesse, puis débordée, par l'ensemble des facteurs d'inertie. Le décalage est établi entre la consommation, privée et publique, et le revenu national : la première a progressé en 1961 de 9,8% sur 1960, puis de 9,1% en 1962; le second qui avait avancé, en 1961, de 11,3% ne s'exhausse plus en 1962 que de 7,06%; entre-temps, la production, dont l'indice général avait marqué en 1961 un progrès de 10,6% réduisait, en 1962, celui-ci à 5,6%.

TABIEAU I

STRUCTURE DU PRODUIT NATIONAL BRUT de 1960 à 1962

(millions de marks)

	1960	1961	1962
Consommation privé	8.238,9	9.005,6	9.764,8
Consommation publique	1.914,6	2.142,9	2.408,8
Total	10.153,5	11.148,5	12.173,6
Investissement privé	4.521,1	5.258,7	5.476,3
Investissement public	883,8	969,7	1.028,9
Dépense domestique brute	15.558,4	17.376,9	18.678,8
Déficit	- 125,0	- 195,5	- 251,4
Produit domestique brut aux prix du marché	15.433,4	17.181,4	18.427,4
Usure et dépréciation	2.217,3	2.527,7	2.695,6
Produit domestique net aux prix du marché	13.216,1	14.653,7	15.731,8
Moins taxes indirectes moins subsides	- 1.701,1	- 1.824,8	- 1.975,1

Produit domestique net au coût des facteurs	11.515,0	12.828,9	13.755,4
Moins intérêts à l'étranger	- 17,4	- 21,8	- 44,7
<u>Revenu National</u>	11.497,6	12.807,1	13.710,7

Source - Economic Survey 1963, Helsinki 1963, Ministry of Finance.

b) Amorce d'un mouvement de déclin

L'année 1963 devait moins tendre à confirmer cette évolution qu'à en faire apparaître et à en consacrer déjà ses conséquences. Le revenu national, en effet, progressait de 9,1% : mais la consommation, avec une avance de 8,4% marquait un infléchissement, - d'autant plus accusé que la consommation privée proprement dite ne progressait que de 7% -, correspondant, en fait, à une véritable cassure de l'indice général de la production, qui ne s'exhaussait plus que de 3,7%. Le maintien du revenu national ne procédait donc pas d'une avance de la production, mais d'un recul de la consommation privée. On notait, à ce propos, que l'indice du commerce intérieur, qui avait progressé de 10,2% en 1962 n'avait plus cru, fin 1963, que de 8%. Un diagnostic de détérioration était donc d'ores et déjà justifié, - faisant, au total, apparaître que l'écart entre l'exhaussement du niveau de vie et l'exhaussement du niveau de production était devenu beaucoup trop réduit pour préserver les moyens d'entretien, c'est-à-dire de financement, de l'expansion.

3) - L'Etat vide le marché des capitaux

Il est rare, en telle occurrence, que l'arbitrage de l'Etat ne joue pas, directement ou indirectement, en faveur du niveau de vie, et rare qu'à devoir choisir entre les risques de provoquer un malaise politique et celui d'accentuer le malaise économique un gouvernement parlementaire ne préfère finalement pas le second péril. On note, en tout cas, que, durant 1963, les dépenses de consommation publique allaient marquer un accroissement de 13,8% sur 1962, - soit près du double de l'accroissement propre de la consommation privée -, et figurer ainsi, pour plus de 20% de la dépense nationale totale. Le financement d'une semblable générosité pose, évidemment, des problèmes. Les emprunts de l'Etat, en 1963, - dont certains émis à des conditions que le FINANCIAL TIMES du 15. VI. 63 qualifiait d' "extravagantes" - devaient s'accroître de 27,8% sur 1962 et atteindre rien de moins que 15% des recettes normales. C'était, assurément, nantir d'un véritable boulet l'avenir des finances publiques, - mais c'était aussi, et surtout,

risquer de transformer en désert le marché financier, au moment où il eut importé que celui-ci put se mobiliser au service d'une production fléchissante. On voit, en tous cas, par le GRAPHIQUE A, ci-après, qu'à l'orée de 1964 le prix de l'équilibre budgétaire ressortissait désormais à un demi-milliard de marks. Il suffit de rappeler qu'en 1962 la totalité des investissements réalisés dans l'industrie n'atteignaient pas 1,9 milliard pour mesurer l'ampleur - et la signification - d'un tel déficit.

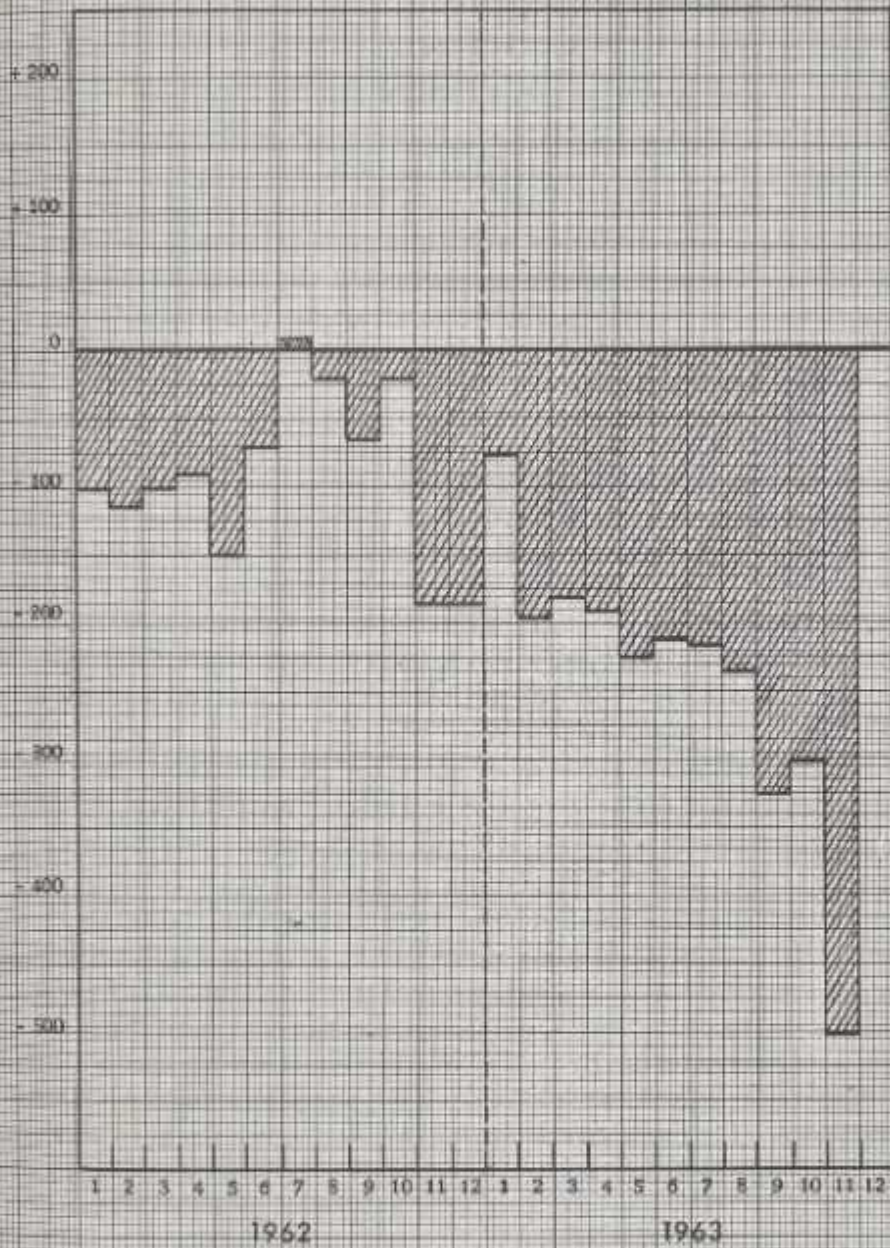
a) Les finances publiques contraintes de faire payer leurs propres dettes par l'économie nationale.

Le gouvernement de M. LEHTO n'avait guère le choix : un demi-milliard était à trouver et une masse pareille ne peut se demander qu'à l'économie. Dès avant sa démission, M. KARJALAINEN avait, au reste, mis au point un projet de "taxe supplémentaire", assorti de modalités qui en faisaient une manière d'emprunt forcé à valoir sur les contributions 1967 et 1968. L'Etat en attendait 130 à 140 millions. Ce que le Parlement avait refusé à M. KARJALAINEN il l'accorda à M. LEHTO, - par une seule voix de majorité, il est vrai. La taxe supplémentaire est applicable aux personnes physiques et représente un accroissement de 20 à 40% de l'impôt sur le revenu pour 1964. En ce qui concerne la propriété foncière elle atteint, uniformément, 50% de l'impôt "ad hoc". Elle porte intérêt à 5% et sera déductible en 1967 et 1968 de l'impôt sur le revenu. Par ailleurs, ce dernier est lui-même renforcé et l'on verra, dans l'ANNEXE STATISTIQUE, que le surcroît des recettes fiscales, joint à diverses autres taxations et augmentations ressortit, finalement, pour 1964 au demi-milliard de déficit.

b) Seule, l'industrie du papier est en mesure de tenir

Le prélèvement sur l'économie se révèle, ainsi, considérable, et il l'est d'autant plus qu'il succède aux importantes ponctions effectuées, en 1963, par les emprunts de l'Etat sur le marché des capitaux. Si l'ampleur de ces emprunts amenait déjà, dans le précédent numéro d'INTER-NORD, à s'interroger, non sans une certaine inquiétude, sur la réaction dont témoigneraient les différents compartiments de la production, il va sans dire que le budget 1964 amène à réitérer l'interrogation et, surtout, à l'assortir d'une inquiétude encore plus marquée. En fait, il faut admettre que la réponse semble dès maintenant donnée et que, du précédent numéro d'INTER-NORD à celui-ci, un processus qui, alors, s'amerçait peut être considéré désormais comme acquis :

GRAPHIQUE A



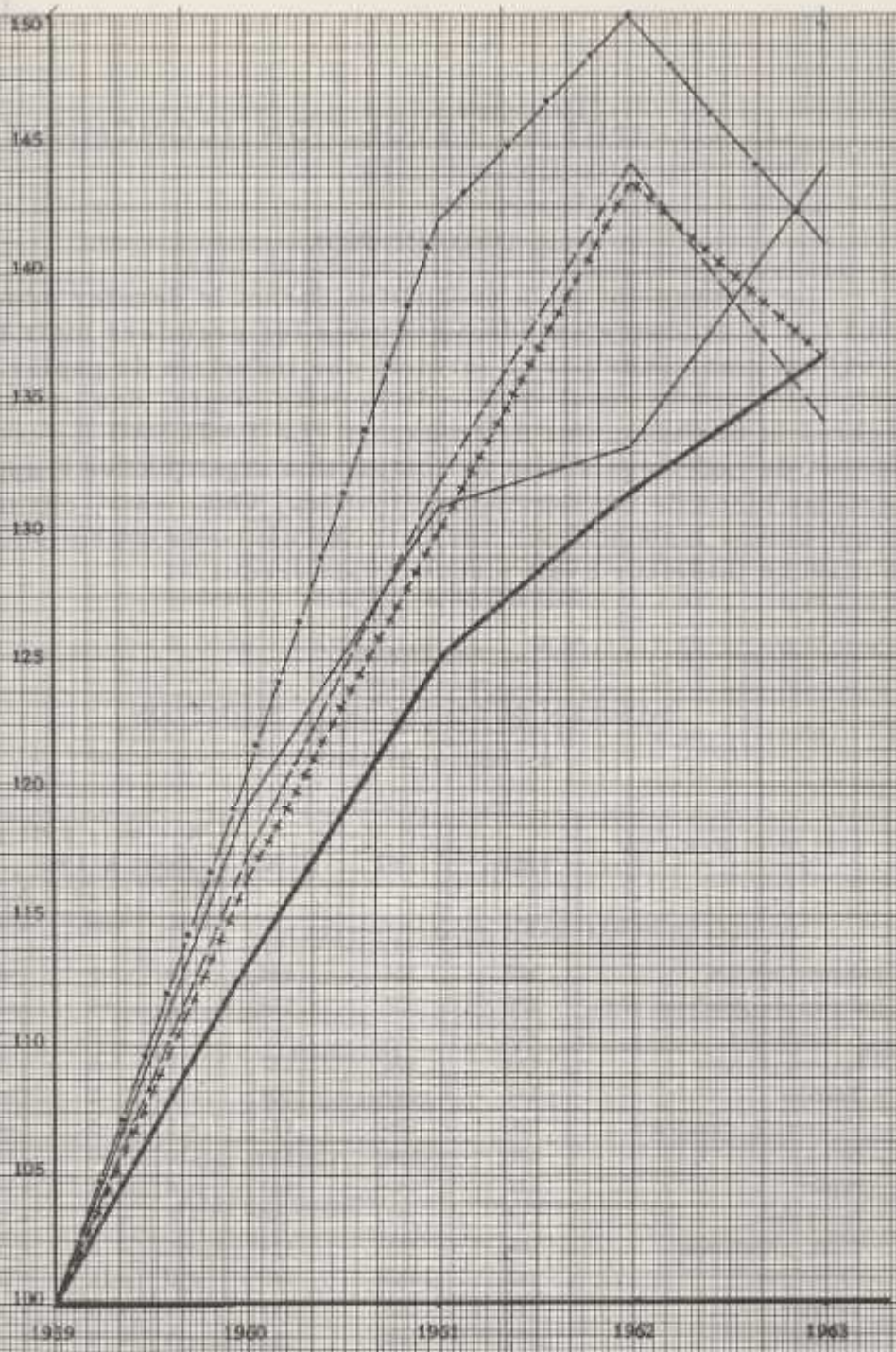
L'EVOLUTION du DEFICIT
de 1962 à fin 1963
(emprunts et amortissements
exclus)

(Source : KANSALLEIS - OSAKI - PANIKI
Economic Review, 1964, 1, (septembre 1964))

il joue, indéniablement, au détriment de toutes les parties de l'économie nationale qui ne relèvent pas directement du bois et du papier et se solde, au total, par un recul, et même une véritable déchéance, des industries du métal, des industries de biens d'investissement et d'équipement et des constructions de machines. Dans cette perspective, - et c'est ce que montre bien le GRAPHIQUE B, ci-après - si l'indice général de l'industrie progresse, il ne le doit plus qu'aux seules industries du papier et du bois, et sous cet angle il ne paraît pas contestable que la crise des finances publiques, tout autant que les formes données à son dénouement, portent un coup sérieux à l'effort de diversification de l'économie et de la production, dont M. KARJALAINEN, lui-même, au printemps 1963, soulignait la nécessité et l'urgence.

3) Un avenir préoccupant

Un coup sérieux, disons-nous, porté à la diversification de la production, - et qui peut l'être davantage encore. Il suffit, en effet, que la conjoncture générale en Europe occidentale, et notamment sur les marchés extérieurs dont dépendent les exportations finlandaises, marque un tassement plus ou moins accentué (et l'on sait que l'hypothèse, pour certaines régions ou nations, n'est plus entièrement dénuée de consistance) pour rendre extrêmement difficile toute relance compétitive de l'industrialisation dans les domaines qui ne relèvent pas du bois et du papier. Les années précédant ou suivant immédiatement 1958 pourraient bien, à cet égard, avoir constitué pour la Finlande une chance dont il faudra sans doute attendre longtemps le retour. Assurément, l'économie finlandaise sut, alors, la saisir : mais fallait-il, encore, qu'au double titre de l'investissement et des frais de production, le dynamisme qui s'était fait jour fut, tout à la fois, entretenu et protégé. Les ANNEXES STATISTIQUES ci-après feront apparaître, plus en détail, l'importance des regressions enregistrées en 1963. Il convient donc de souhaiter que 1964 n'accélère et n'aggrave pas la tendance, - tout en se demandant si l'état du marché des capitaux, l'effervescence salariale et la fluidité préoccupante de la situation politique permettront à un tel voeu de se réaliser.



- Index général de l'industrie
- Bois & papier
- x - x - Industries métalliques
- . - . - Industrie des biens d'investissement
- □ - Construction de machines

Source :
Tilastokeskus
Helsinki, n° 2, 1964

II

LES ELEMENTS DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE

A - LA PRODUCTION

Le mouvement de la production durant le dernier semestre 1963 (et la tendance est identique pour les premiers mois de 1964) est commandé par la fermeté des industrie du papier, - qui contraste avec le recul visible de la métallurgie, des industries légères et des véhicules de transport. Le TABLEAU II, ci-après, permet de noter également la contraction significative frappant certains biens de consommation (textiles, vêtements, chaussures) et qui amène à soupçonner une certaine usure du dynamisme dont le marché intérieur avait jusqu'ici fait preuve.

TABLEAU II

EVOLUTION DE L'INDICE DE LA PRODUCTION

de 1961 à fin 1963

TYPE DE PRODUCTION	1961	1962	1963	% + ou - 1963 par rapport à 1962		
				1ère sem.	2ème sem.	Année totale
Industrie minière	117	124	135	+19	-1	+9
Industrie de transform. dont	125	132	136	+ 2	+4	+3
- Alimentaires	117	122	133	+ 9	+9	+9
- Boisson, Tabacs	123	126	137	+ 9	+8	+9
- Textiles	111	113	108	- 7	-1	-4
- Vêtements, chaussures	120	126	121	- 5	-3	-4
- Bois	122	114	119	0	+9	+4
- Papier	136	143	157	+ 6	+14	+10
- Impression	121	127	130	+ 2	+ 2	+ 2
- Cuir, caoutchouc	108	111	114	+ 1	+ 5	+ 3
- Chimiques	123	133	149	+10	+14	+12
- Verrerie	128	143	147	+ 3	+ 3	+ 3
- Fonderie	124	145	151	+ 3	+ 5	+ 4
- Métallurgie	135	144	137	- 3	- 7	- 5
- Industries légères	143	150	142	- 5	- 6	- 5
- Electrotechnique	129	140	145	+ 1	+ 7	+ 4
- Véhicule transport	121	135	125	- 8	- 6	- 7
- Electricité, gaz, eau	129	136	148	+ 7	+10	+ 9
Toutes industries	125	132	137	+ 2	+ 6	+ 4
Indices Spéciaux						
- Bois et papier	131	133	144	+ 5	+ 9	+ 8
- Métallurgie	131	143	137	- 5	- 4	- 4
- Autres indust. de transform.	119	126	132	+ 4	+ 6	+ 5

BASE : 1959 = 100

Source : Kansallis-Osake-Pankki, 1964 - 1.

TABLEAU II^{bis}

LES COUPES COMMERCIALES

(en million m³)

	Année de coupe		Coupes juin-décembre			% + ou -
	1961 /62	1962 /63	1961	1962	1963	
Bois tendres	13,5	14,3	1,48	1,57	2,04	+ 30
Bois durs	2,1	2,1	1,20	1,14	1,26	+ 10
Bois à pulpe	24,4	20,3	10,93	10,12	11,42	+ 13
dont sapin	15,2	10,9	6,66	5,63	5,94	+ 5
pin	7,1	6,5	3,27	3,08	3,50	+ 14
bouleau	2,1	2,9	1,00	1,41	1,98	+ 40
Bois de corde	1,6	1,2	0,69	0,60	0,57	- 0
Bois à feu	6,7	7,1	2,97	2,79	3,71	+ 33
Total	48,3	45,0	17,27	16,22	19,00	+ 17

TABLEAU II^{ter}

LA PRODUCTION DE PULPE, PAPIER ET DERIVES

Production (million tonnes)		% + ou - 1963/1962
Pulpe chimique	3,2	+ ,09
Pulpe mécanique	0,16	+ 16
Papier	1,9	+ 8
Cartons	0,55	+ 9
Emballages	0,23	+ 6

Le TABLEAU III, ci-après, comparant l'évolution des principaux indices économiques en 1962 et 1963 complète le TABLEAU II. L'indice général de la production industrielle recule, tandis que celui de l'industrie du papier effectue une manière de bond. Ce bond est d'autant plus significatif qu'il fait suite à la tendance dépressive de 1962, - et le contraste avec le comportement des métallurgiques, est par la même,

spectaculaire si l'on veut bien noter que, de 1962 à 1963, la tendance y est, tout à la fois, inverse et ressortissant à des chiffres encore plus élevés. L'annonce d'un climat dépressif sur le marché intérieur apparaît également dans le décalage entre le mouvement du commerce de gros et celui du commerce de détail. De même, la distorsion entre l'évolution de l'indice des prix de gros et celui de coût de la vie laisse deviner l'effort du gouvernement - et il est rare que cet effort ne soit pas onéreux - pour contenir les prix, ou tout au moins certains d'entre eux.

TABLEAU III

EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICES ECONOMIQUES DE

1962 à fin 1963

	Changement + ou - % 1962 / 1961	Changement + ou - % 1963 / 1962
Indice de la production industrielle (1959 = 100)	+ 5,6	+ 3,7
Indice spécial de l'industrie du bois et papier	+ 1,5	+ 8,2
Indice spécial de la métallurgie	+ 9,1	- 4
Indice des prix de gros (1935 = 100)	+ 1,8	+ 7,8
Indice du commerce de détail (1) (1954 = 100)	+ 10	+ 8
Indice du commerce de gros (1) (1954 = 100)	+ 9	+ 1
Indice du coût de la vie (1951 = 100)	+ 5,6	+ 5,3
Indice du coût de la construction (2) (1951 = 100)	+ 3,9	+ 15,2

(1) - en valeur

(2) - salaires

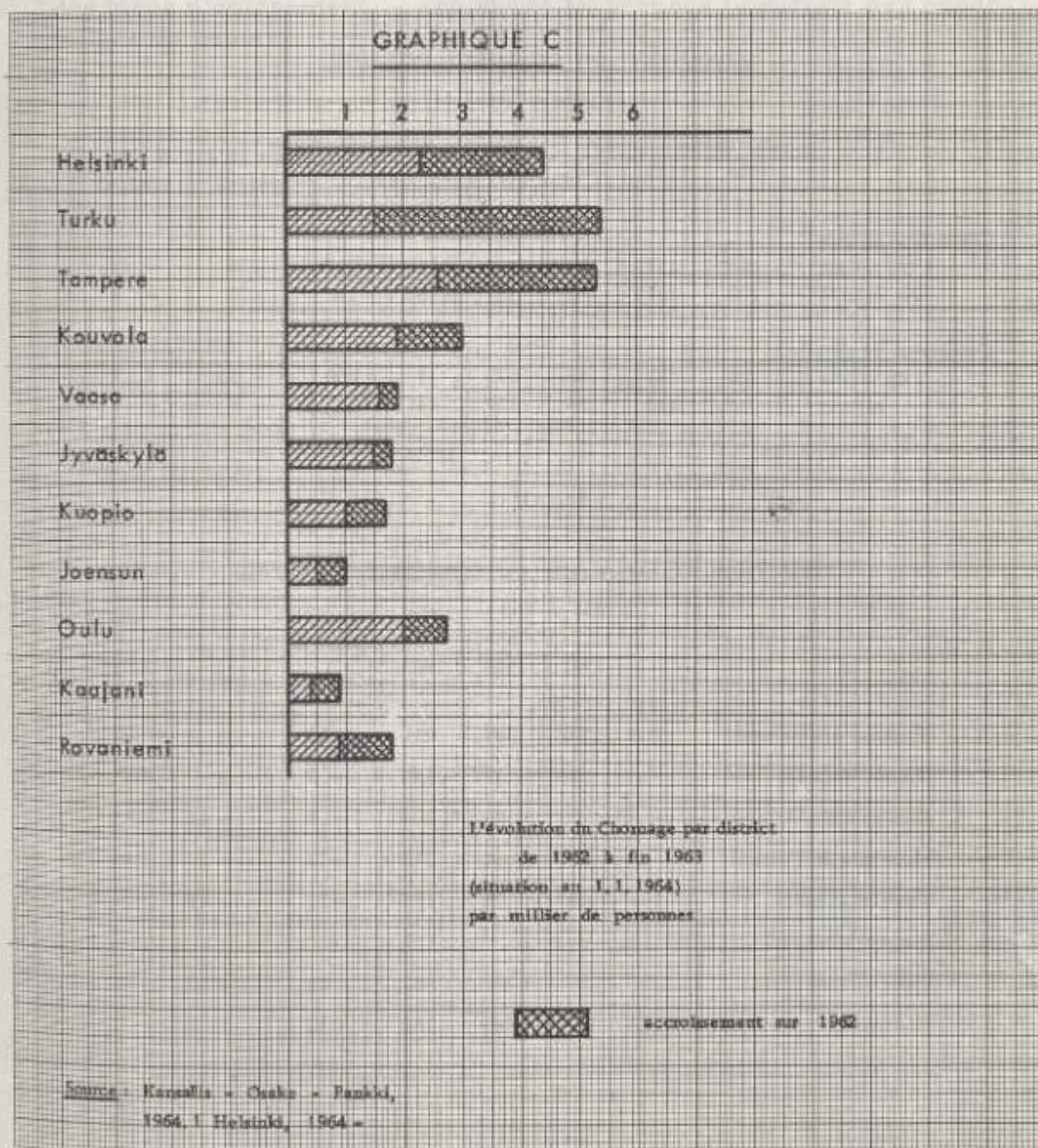
Source - Kansallis - Osake - Pankki,
Economic Review, 1964 - 1.

b) L'emploi

Fin janvier 1964, la Finlande comptait 31.824 chômeurs contre 22.820 un an plus tôt, - soit une augmentation, pratiquement, de 40%. Pour les mêmes périodes, l'offre d'emploi se limitait, en janvier 1964, à 3.360 postes contre 3.632 en 1963. La contraction du marché du travail semble donc extrêmement sensible. La Revue économique de la

banque KANSALLIS-OSAKE écrit à ce propos dans son numéro 1964 - 1 :
 " L'affaiblissement rapide qui affecte l'emploi (.....) s'est manifesté
 dès octobre 1963 (.....) . La détérioration du marché de l'emploi ne
 paraît pas cette fois constituer un phénomène purement saisonnier. Le
 resserrement du marché des capitaux a accru les difficultés auxquelles
 l'économie doit faire face, - et bloqué la reprise des affaires".

Le GRAPHIQUE C, ci-dessous, rendant compte par district
 de l'évolution du chômage de 1962 à fin 1963 fait apparaître que ce sont,
 dans l'ordre, TURKU, TAMPERE, HELSINKI et ROVANIEMI qui consti-
 tuent les points les plus touchés.



C - COMMERCE

Le comportement du marché intérieur est dominé, comme déjà indiqué ci-dessus, par le retard que prend le commerce de détail sur le commerce de gros. Une ambiance dépressive s'amorce, notamment, dans le domaine de l'électro-ménager. On remarquera, dans le Tableau IV, ci-dessous, le contraste entre la faible expansion, en volume, des ventes de détail (+ 3%) et leur expansion plus nette en valeur (+ 8%).

TABLEAU IV

L'EVOLUTION DU COMMERCE INTERIEUR

(1954 = 100)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	% + ou - 1961/62	% + ou - 1962/63
<u>Commerce de gros</u>								
en valeur	138	154	176	193	210	232	+ 9	+ 11
en volume	108	121	133	147	156	168	+ 6	+ 8
<u>Commerce de détail</u>								
en valeur	132	142	157	175	193	209	+ 10	+ 8
volume	108	116	125	138	147	152	+ 7	+ 3

TABLEAU V

STRUCTURE ET EVOLUTION DU COMMERCE DE DETAIL

(1954 = 100)

	1961	1962	1963	% + ou - 1962/61	% + ou - 1963/62
Magasins spécialisés	186	207	213	+ 11	+ 3
Grands magasins	163	177	190	+ 9	+ 7
Alimentation et tabac	171	186	206	+ 9	+ 11
Monopole de l'alcool	173	194	213	+ 12	+ 10
Textiles et cuirs	158	175	195	+ 11	+ 11
Electro-Ménager					
Quincaillerie	237	279	287	+ 18	+ 3
Pharmacie	241	265	280	+ 10	+ 6

1°) Commerce extérieur

Le ralentissement de l'expansion n'est assurément pas étranger à la modification qui a affecté en 1963 les termes du commerce extérieur. Les importations ont, en effet, diminué de 2%, tandis que les exportations progressaient de 4%. Le déficit, qui était en 1962, de 397 millions de marks tombe, ainsi, en 1963, à 203 millions, soit une résorption, appréciable, de 48%. Mais on note que c'est, essentiellement, en raison d'une très forte contraction (-12%) dans l'importation des biens d'équipement, - conjuguée au progrès important des exportations de papier.

TABLEAU VI

STRUCTURE DU COMMERCE EXTERIEUR DE 1961 à
1963 inclus - (million de marks)

	1961	% du total	1962	% du total	1963	% du total	% + ou -	
							1961/ 62	1962/ 63
<u>IMPORTATIONS</u>								
Matières premières	1.711	46,3	1.762	44,9	1.828	47,2	+ 3	+ 4
Carburants, lubrifiants	330	9,0	371	9,5	373	9,6	+ 12	+ 1
Biens de production	1.034	28,0	1.147	29,1	1.004	26,0	+ 11	- 12
Biens de consommation	615	16,7	650	16,5	662	17,2	+ 6	+ 2
TOTAL	3.690	100	3.930	100	3.867	100	+ 7	- 2
<u>EXPORTATIONS</u>								
<u>Produits :</u>								
agricoles	153	4,5	144	4,0	165	4,5	- 6	+ 15
forestiers	296	8,8	190	5,4	113	3,1	- 36	- 41
du bois	841	25,0	770	21,8	812	22,2	- 8	+ 5
Papiers	1.539	45,6	1.589	45,0	1.751	47,8	+ 3	+ 10
Métallurgie	386	11,5	663	18,8	601	16,4	+ 72	- 9
Autres Produits	159	4,6	177	5,0	222	6,0	+ 11	+ 25
TOTAL	3.374	100	3.533	100	3.664	100	+ 5	+ 4

Source - Ulkomaankaipa, joulukuu 1963
Helsinki 1964.

La distribution du commerce extérieur en 1963 fait apparaître une légère diminution des importations finlandaises en provenance de la Communauté économique européenne et une faible réduction des exportations en direction des pays socialistes. Les vendeurs étrangers les plus importants sont, ou restent, - dans l'ordre - la République Fédérale allemande, l'Union Soviétique, le Royaume-Uni, la Suède; les acheteurs principaux, - toujours dans l'ordre - le Royaume-Uni, l'Union Soviétique, la République Fédérale allemande et les Etats-Unis.

TABLEAU VII

STRUCTURE GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE 1961 à 1963

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
	1962		1963		1962		1963	
	millions de marks	% du total	millions de marks	% du total	millions de marks	% du total	millions de marks	% du total
<u>ZONE DE LIBRE ECHANGE -</u>	1260,9	32,1	1264,2	32,7	1074,9	30,5	1149,1	31,4
Danemark	115,9	2,9	118,7	3,1	127,2	3,6	126,4	3,5
Norvège	58,1	1,5	60,8	1,6	43,8	1,2	29,8	0,8
Suède	448,4	11,4	430,7	11,1	176,0	5,0	183,4	5,0
Autriche	29,0	0,7	29,3	0,7	9,6	0,3	12,4	0,3
Portugal	6,5	0,2	7,2	0,2	2,4	0,1	3,7	0,1
Royaume-Uni	521,9	13,3	524,6	13,6	695,0	19,7	769,2	21,0
Suisse	81,1	2,1	92,9	2,4	20,9	0,6	24,2	0,7
<u>COMM. ECONOM. EUROPEEN -</u>	1329,9	33,9	1171,8	30,3	1038,5	29,4	1121,9	30,6
Allemagne Fédérale	788,8	20,1	682,6	17,7	420,1	11,9	440,2	12,0
Belgique	90,9	2,3	82,3	2,1	119,7	3,4	121,9	3,3
France	203,6	5,2	164,3	4,2	159,7	4,5	183,2	5,0
Grèce	14,4	0,4	13,7	0,4	26,6	0,8	27,0	0,8
Italie	89,4	2,3	88,0	2,3	100,8	2,8	118,4	3,2
Pays-Bas	142,8	3,6	140,9	3,6	211,6	6,0	231,2	6,3
<u>PAYS SOCIALISTES -</u>	748,2	19,0	812,5	21,0	803,0	22,7	758,8	20,7
Allemagne Est	3,6	1,4	43,0	1,1	39,2	1,1	38,2	1,0
Bulgarie	2,9	0,1	3,7	0,1	2,1	0,1	0,6	0,0
Hongrie	16,9	0,4	16,3	0,4	9,1	0,2	15,4	0,4
Pologne	90,4	2,3	77,9	2,0	62,4	1,8	65,7	1,8
Roumanie	9,9	0,2	8,9	0,2	8,8	0,2	7,1	0,2
Tchécoslovaquie	41,2	1,0	28,4	0,7	31,0	0,9	32,5	0,9
U. R. S. S.	526,4	13,4	624,7	16,2	632,4	17,9	579,2	15,8
Chine	6,9	0,2	9,6	0,3	16,4	0,5	18,1	0,5
Autres	-	-	-	-	1,6	0,0	2,0	0,1

Canada	24,0	0,6	29,2	0,8	5,9	0,2	6,6	0,2
USA	237,6	6,0	238,1	6,2	186,9	5,3	192,0	5,2
Argentine	22,4	0,6	25,0	0,6	26,1	0,7	21,3	0,6
Brsil	59,5	1,5	59,9	1,5	53,7	1,5	27,0	0,7
Autres	246,2	6,3	266,3	6,9	344,1	9,7	388,2	10,6
TOTAL	3928,7	100,0	3867,0	100,0	3533,1	100,0	3664,9	100,0

Le redressement de la balance extérieure explique le renforcement du stock de devises étrangères, qui s'accroît de 18,1%, - ainsi que le montre le TABLEAU VIII, ci-dessous.

TABLEAU VIII

EVOLUTION DES RESERVES D'OR ET DEVISES DE 1961

A FIN 1963

	31. XII 1961	31. XII 1962	31. III 1963	30. VI 1963	30. IX 1963	31. XII 1963
Or	104	135	135	135	134	135
Devises convertibles	403	330	359	311	361	478
Monnaies Socialistes	92	101	93	112	99	66
Autres	79	55	57	57	54	55
TOTAL	678	621	644	615	648	734

2) Prix et Salaires

Diverses indications ont été données plus haut sur le mouvement des prix. En fait, ceux-ci, dans tous les compartiments, se révèlent globalement en hausse, - l'indice des prix de gros de biens des consommations occupant en tête avec + 9,7%. Une telle tendance contraste, évidemment, avec le mouvement du produit national net (à prix coûtants) dont l'indice, en 1963, ne progresse que de 3,3%.

TABLEAU IX

EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX DE 1961 à 1963 INCLUS

	Décembre 1961	Décembre 1962	Décembre 1963	% + ou - 1962/ 61	% + ou - 1963/ 62
<u>INDICE DU COUT DE LA VIE</u>					
(1951 = 100)	142	150	158	+ 5,6	+ 5,3
- Alimentation	150	159	169	+ 6,0	+ 6,3
- Logement	322	342	356	+ 6,2	+ 4,1
- Eclairage, chauffage	101	105	109	+ 4,0	+ 3,8
- Habillement	88	92	94	+ 4,5	+ 2,2
- Divers	138	147	155	+ 6,5	+ 5,4
<u>INDICE DES PRIX DE GROS</u>					
(1935 = 100)	2198	2238	2413	+ 1,8	+ 7,8
- Produits nationaux	2327	2364	2593	+ 1,6	+ 9,7
- Produits importés	1923	1968	2031	+ 2,3	+ 3,2
<u>INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION</u>					
(1951 = 100)	129	135	145	+ 4,7	+ 7,4
- Matériaux	114	117	123	+ 2,6	+ 5,1
- Main d'oeuvre	152	158	182	+ 3,9	+ 15,2

Source - Kansallis - Osake - Pankki,
Economic Review, 1964 - 1.

Il importe, toutefois, de noter que l'entrée en vigueur, début 1964, de la nouvelle taxe sur les achats, votée par le Parlement est appelée à modifier sensiblement, et en hausse, l'indice du coût de la vie. En janvier 1964, il sautait d'ailleurs de 158 à 164, - bien que l'incidence prévue de la taxe n'eut pas dû dépasser 3%.

3) Salaires

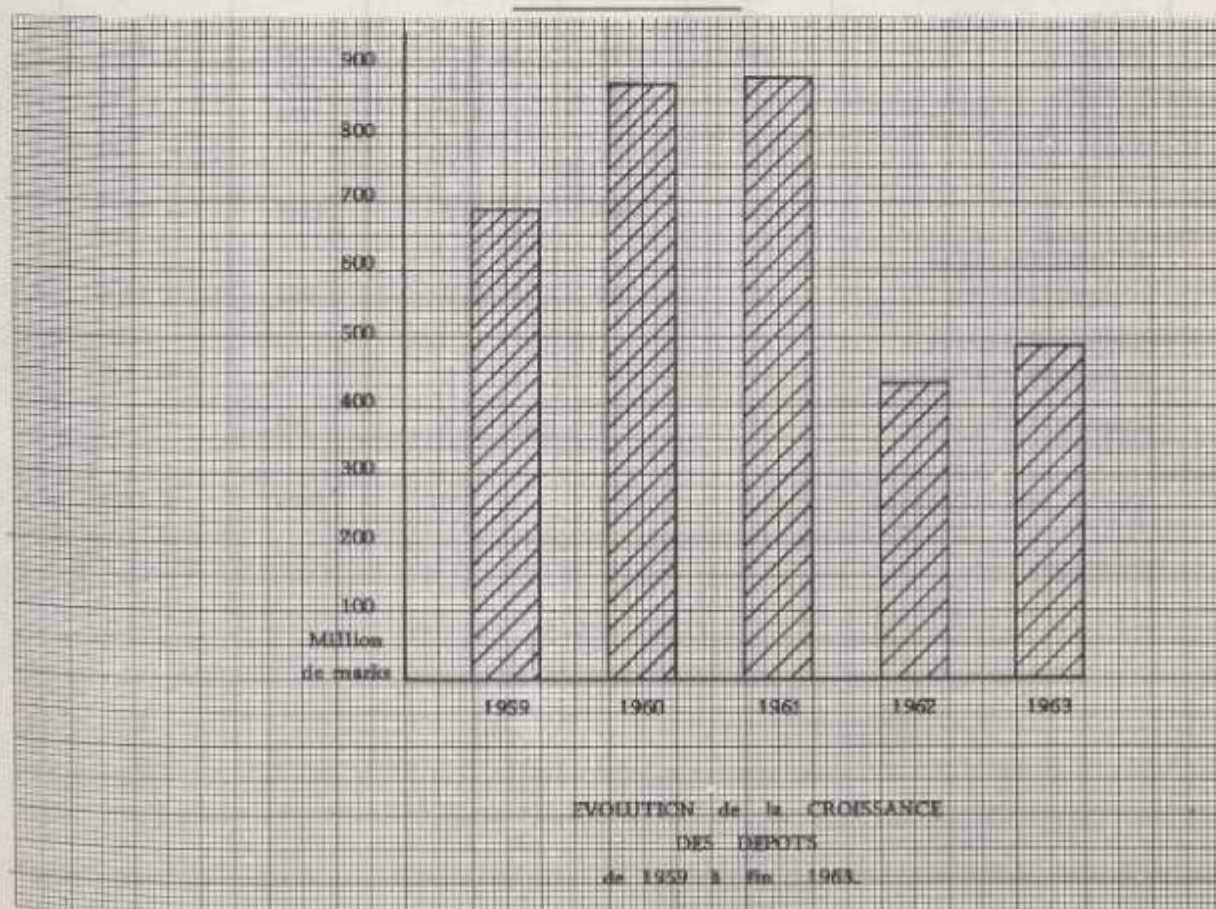
Jusqu'en 1962, une relative pénurie de main d'oeuvre avait assuré aux salariés une certaine avance sur le mouvement de la production. A partir du moment où celle-ci a tendu à ralentir, la situation s'est aussitôt traduite par une poussée du coût de la vie, - qui est devenu, à son tour, le moteur principal de l'évolution salariale. La convention générale conclue en 1960 et valable pour 1961 et 1962 limitait l'expansion des salaires à 3,5% : en fait, ceux-ci s'accrurent, pratiquement, de 5 à 7%. En 1963, la tension des prix imposa un nouvel aménagement limité à l'année en cours, qui exhaussait les salaires d'environ 8%. Fin 1963, à l'occasion du renouvellement des conventions,

les revendications syndicales impliquaient rien de moins qu'un ajustement oscillant de 9 à 12%. Le Gouvernement intervint alors et chargea le médiateur RIPATTI de mettre au point un projet d'accord. Ce projet couvrait la période allant de janvier 1964 à fin 1965 et comportait une augmentation de 6% pour 1964, suivie d'une nouvelle hausse de 3,8% début 1965, - le tout assorti de primes compensatoires au cas de tension anormale des prix. Après discussion, les chiffres initiaux ont été légèrement révisés et, au total, les salaires se sont bien trouvés relevés de 6% début 1964. Entre-temps, l'indice du coût de la vie (158 en décembre 1963) ayant atteint 164 en janvier 1964, une prime compensatoire a été accordée en mars. Une seconde prime, de 9 pennies par heure, est prévue si l'indice du coût de la vie s'établit à 171. A 182 la compensation sera de 13 pennies par heure.

D - MARCHÉ DES CAPITAUX ET FINANCES PUBLIQUES

L'affaiblissement du marché des capitaux et l'importance des concours déjà accordés en 1962 ont accentué le décrochage entre le crédit disponible et les besoins. Les principales raisons d'une telle situation sont, on le sait, d'une part les prélèvements considérables opérés sur le marché monétaire par les émissions de bons d'Etat (297 millions en 1963); d'autre part, la reprise des placements immobiliers "de sécurité" suscités par la hausse des prix et l'érosion de la monnaie; enfin, le recours soupçonné de certains, devant la difficulté de trouver des capitaux sains, au "crédit noir", qui ne transite, évidemment, pas par les institutions financières.

GRAPHIQUE D



Finances Publiques

Le GRAPHIQUE A, *supra*, a permis de mesurer l'état des finances publiques au moment où M. LEHTO succédait à M. KARJALAINEN. Lors du vote du budget 1964, le Parlement a, néanmoins estimé pouvoir accroître encore de 5% les engagements de l'Etat. Pour la première fois, avec 5.176 millions/marks, le budget dépasse l'étiage de 5 milliards, - et les prévisions pratiques de dépenses et recettes du Ministère des Finances, rassemblées dans le TABLEAU X, ci-dessous, dégagent des chiffres plus élevés. On comprendra, dès lors, l'importance de l'effort demandé aux contribuables, - amenés à combler un déficit de plus de 500 millions.

TABLEAU X

STRUCTURE DU BUDGET 1964 (Recettes et Dépenses prévues)

1 - <u>RECETTES</u> (millions de marks)	1962	1963	% + ou - 1963/62	1964	% + ou - 1964/63
Impôt foncier et sur le revenu (non compris taxe sur l'alcool) + taxe supplémentaire.	892	849	- 4,8	1300	+ 53,0
Impôt sur le chiffre d'affaires	1061	1039	- 2,0	1250	+ 20,3
Douanes	906	999	+ 10,2	1093	+ 9,4
Monopole de l'alcool	314	363	+ 15,6	373	+ 2,75
Autres taxes	281	310	+ 10,3	332	+ 7,0
	3454	3566	+ 3,2	4348	+ 21
Rentrées diverses en comptes courants	687	736	+ 7,0	851	+ 15,6
Rentrées diverses en comptes de capital	151	165	+ 9,2	170	+ 3,0
Emprunt à long terme	416	532	+ 27,8	440	- 17,2
<u>TOTAL DES RENTREES</u>	4708	4993	+ 6,05	5809	+ 16,3

II - DEPENSES (millions de marks)	1962	1963	% + ou - 1963/62	1964	% + ou - 1964/63
Traitements et salaires + charges sociales	642	723	+ 12,0	839	+ 16,0
Autres dépenses de consommation	594	684	+ 15,1	743	+ 8,6
Palements :	2068	2431	+ 17,5	2629	+ 8,14
- aux municipalités	537	605	+ 12	697	+ 15
- aux agriculteurs	491	694	+ 41,3	637	- 8,2
- aux services sociaux	756	811	+ 7,2	890	+ 17,9
Dépenses de compte courant	179	212	+ 18,4	199	- 6,1
Investissement immobilier	700	783	+ 11,8	860	+ 9,8
Avances et financement	249	292	+ 17,2	294	+ 0,6
Amortissement des emprunts	251	232	- 7,5	264	+ 13,7
TOTAL DES DEPENSES	4683	5357	+ 14,3	5828	+ 8,7

Source - Preliminär National Budget för 1964,
(Ministry of Finance, Division for Economic Affairs)
Helsinki 1964.

1962	1963	1964	1965	1966	1967
4862	5207	5675	6009	6353	6707
132	132	132	132	132	132
249	239	239	239	239	239
700	722	722	722	722	722
179	212	212	212	212	212
798	811	811	811	811	811
401	408	408	408	408	408
317	302	302	302	302	302
2089	2482	2482	2482	2482	2482
394	404	404	404	404	404
642	722	722	722	722	722
4862	5207	5675	6009	6353	6707

Table - National Budget for 1964
 (Ministry of Finance, Division for Economic Affairs)
 (Malawi 1964)

1988 APPARAIT COMME UN ANNEE D'EXPANSION ECONOMIQUE PAR RAPPORT A 1987. L'ACCROISSEMENT GENERAL DE LA PRODUCTION SAUF POUR LA PÊCHE, L'INDUSTRIE DES CONSTRUCTIONS, DE L'INDUSTRIE AEREE, UN PAYS DE LA C. E. E., MAÏS C'EST EN 1987 QU'ON VOIT LA BALANCE DES PAYEMENTS, MENNE MOINS UN DEFAUT DE 1,1% DE L'ADMNISTRATION DU COTE DE LA C. E. E. L'ACCROISSEMENT DE L'INDUSTRIE HUMAINES EST EN HAUSSE PAR LA PRESENCE DE PAYS ESCANDINAVES DEPENDANTS.

NORVEGE

LA SITUATION GENERALE

1) - LE REVENU NATIONAL BRUT A PROGRESSE DE 55

Le produit national brut a progressé de 55 contre 1,4% en 1987. C'est plus encore que pendant la période 1980-81 durant laquelle le pourcentage annuel moyen de croissance a été de 3,5%. Cependant cette progression est inférieure à celle des années 1960 (6,7% à 10,1%), 1970 (5,7%) elle même a dépassé son niveau de 1982. Progression remarquable, car en 1981, celle-ci fut que de 4% aux U. S. A., elle était de 3,3% et 2,5% en Europe Occidentale. Il s'agit bien entendu d'un calcul effectué à prix constants, car à prix courants, c'est à titre compte tenu de l'augmentation des prix de gros et de détail, le produit national brut s'a progressé de 6,7% alors que l'augmentation des prix au détail fut de 7,25 en 1981. On ne saurait donc être surpris de trouver l'optimisme devant la progression de produit national brut. La pression des prix est importante, ainsi que nous le verrons plus loin. Elle risque de réduire le rythme de l'expansion dans la proche avenir.

Plus de 60% contre de celle produite par les autres exportations qui ont avancé plus qu'en 1981 et proportionnellement davantage que les importations. Cependant, malgré ces résultats encourageants, l'attention

NORVEGE (1)

1963 APPARAÎT COMME UNE ANNÉE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE PAR RAPPORT À 1962. AUGMENTATION GÉNÉRALE DE LA PRODUCTION SAUF POUR LA PÊCHE. PROGRESSION DES EXPORTATIONS, EN PARTICULIER VERS LES PAYS DE LA C. E. E., MAIS DÉFICIT RECORD DE LA BALANCE DES PAIEMENTS. HAUSSE MODÉRÉE DES SALAIRES COMPTE TENU DE L'AUGMENTATION DU COUT DE LA VIE; LÈGÈRE AGGRAVATION DU CHOMAGE. L'INDUSTRIE RESTE HANDICAPÉE PAR LA PAUVRETE DU PAYS EN CAPITAUX DISPONIBLES.

LA SITUATION GÉNÉRALE

1) - LE REVENU NATIONAL BRUT A PROGRESSÉ DE 5%

Le produit national brut a progressé de 5% contre 3,4% en 1962. C'est plus encore que pendant la période 1950-61 durant laquelle le pourcentage annuel moyen de croissance a été de 4%. Cependant cette progression est encore inférieure à celle des années 1960 (6,2%) et 1961 (5,9%); elle marque seulement une nette reprise sur 1962. Progression remarquable, car en 1963, elle ne fut que de 4% aux U.S.A. et se situa entre 3,5% et 4% en Europe Occidentale. Il s'agit bien entendu d'un calcul effectué à prix constants, car à prix courants, c'est à dire compte tenu de l'augmentation des prix de gros et de détail, le produit national brut n'a progressé que de 6,7%, alors que l'accroissement fut de 7,7% en 1962. On ne saurait donc faire preuve de trop d'optimisme devant la progression du produit national brut. La pression des prix est inquiétante, ainsi que nous le verrons plus loin. Elle risque de ralentir le rythme de l'expansion dans le proche avenir.

Plus de la moitié de cette progression est due aux exportations qui ont avancé plus qu'en 1962 et proportionnellement davantage que les importations. Cependant, malgré ces résultats encourageants, l'examen

(1) Texte établi par M. GARREAU.

de la balance des paiements fait toujours ressortir une mauvaise situation comptable.

2) - DEFICIT RECORD DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
PROGRESSION DES EXPORTATIONS ET DES REVENUS
DU FRET MARITIME

TABLEAU I
 EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

DE 1955 A 1963

(Chiffres en millions de couronnes - Kr)

1 Kr = 0,69 Fr

1 Fr = 1,46 Kr

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Importations	-6 443	7 184	7 673	7 101	7 425	9 020	9 500	10 218	10 855
Exportations	4 530	5 286	5 491	5 195	5 616	6 023	6 385	6 754	7 430
Ba lance comm.	-1 913	-1 898	-2 182	-1 906	-1 809	-2 997	-3 115	-3 464	-3 515
Revenus des frets	2 120	3 000	3 375	2 840	2 950	3 070	3 309	3 400	3 875
Divers services	228	212	199	268	281	337	458	514	552
Intérêts nets	-85	-145	-160	-179	-171	-128	-175	-250	-310
Solde	350	1 169	1 232	1 032	1 251	282	447	200	402
Achats et ventes de navires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde net	-1 238	-1 140	-1 134	-2 150	-1 877	-1 178	-1 772	-1 450	-1 342
Balance des paiements	-888	+29	+98	-1 127	-626	-896	-1 325	-1 250	-1 440

Source - ("Le commerce franco-norvégien" N°1/1963 & N°1/1964).

Le déficit de la balance des paiements a atteint en 1963 un chiffre record. Avec 1.440.000.000 kr, il est supérieur de 190.000.000 kr à celui de 1962, ce qui représente une augmentation de 15%. Cependant on avait prévu 1.525.000.000 kr et ce chiffre n'a pas été atteint, en raison de l'augmentation des exportations d'une part et du relèvement des taux mondiaux du fret maritime.

Les exportations se sont accrues de 8,7% contre 5,8% en 1962. Les importations proportionnellement ont moins crû : 6,2% par rapport à 1962, 7,6% l'année précédente. La conjoncture mondiale a favorisé les exportations norvégiennes, mais les prix à

l'exportation continuent à baisser, tandis que ceux à l'importation restent plus stables, les cours des prix mondiaux se maintenant à un haut niveau. En 1963 les prix des marchandises et services norvégiens ont baissé de 2,5%, tandis que ceux des marchandises et services importés n'ont diminué que de 0,5%, ce qui a représenté pour la Norvège 300.000.000 kr de manque à gagner en 1963.

L'augmentation de la valeur des exportations sur 1962 a été inégale suivant les secteurs.

- 27 % pour les textiles et les vêtements
- 25 % pour la fonte et l'acier
- 18 % pour les machines
- 14 à 18% pour les fertilisants et les engrais
- 11 % pour le papier et la pâte à papier
- 11 % pour l'aluminium
- 1,2 % seulement pour les produits de la pêche
(huiles et farines non comprises)

Les seules baisses enregistrées furent :

- 1,6 % pour la pâte à papier seule
- 4 % pour l'huile (poissons et cétacés)
- 5 % pour les minerais
- 18 % pour le nickel

Les importations sont toujours dominées par les achats de navires. La flotte marchande norvégienne, - la troisième du monde - fait constuire en effet nombre de ses navires à l'étranger. La construction navale norvégienne, en raison de l'existence de ce puissant armement national, ne parvient à couvrir que 25 à 30% des besoins en construction; c'est d'ailleurs une industrie faiblement exportatrice (4 à 5% de la production). L'accroissement des achats de navires à l'étranger ressortit à 30% sur 1962. En conséquence, le solde net de la marine pour les achats et ventes de navires est toujours déficitaire (1.842.000.000 kr en 1963 de déficit contre 1.450.000.000 kr en 1962). Cependant, en compensation, les revenus du fret maritime sont source de profits et en règle générale couvrent le déficit de la balance commerciale.

En 1962, la baisse mondiale des taux du fret fit que les revenus de la marine marchande ne purent exceptionnellement couvrir le déficit de la balance commerciale. Cette situation anormale (voir tableau I) a cessé en 1963 grâce à un relèvement du taux des frets dans la deuxième moitié de l'année; les indices de fret, base 100 en 1947, passant de 73,7 et 55,3 en septembre 1962 à 98,1 et 97,3 en novembre 1963. (1)

(1) - Norge Bank Bulletin N°1/1964 p. 38

On se rend mieux compte de l'importance pour la Norvège de sa flotte marchande de 13 650,000 Tx en 1963 lorsqu'on se rappellera qu'environ 95% des tankers et 75% des cargos et bulk-carriers ou minéraliers ne touchent pas leurs ports d'armement norvégiens et assurent le trafic maritime de l'étranger. L'équilibre de la balance des paiements norvégienne repose donc en grande partie sur les cours élevés du fret maritime mondial.

3) - ACCROISSEMENT DES ECHANGES AVEC LES PAYS DE LA C.E.E. : UNE SITUATION QUI POURRAIT ETRE PRECAIRE.

L'évolution du commerce extérieur de la Norvège fait ressortir en 1963, un accroissement des échanges avec les pays du Marché Commun. L'augmentation est surtout sensible avec les exportations.

TABLEAU II
EVOLUTION DES ECHANGES AVEC LES PAYS DE
L'EUROPE DE L'OUEST

	Importations			Exportations		
	(en 1.000.000 Kr)					
	1962	1963	pourcentage de croissance	1962	1963	pourcentage de croissance
A.E.L.E.	3 780	4 170	10,3%	2 820	2 995	6,2%
C.E.E.	3 080	3 180	3,2%	1 810	2 040	12,7%

VARIATION DU POURCENTAGE DE CROISSANCE
DES ECHANGES AVEC L'A.E.L.E. ET LA C.E.E.

	Importations		Exportations	
	1961-1962	1962-1963	1961-1962	1962-1963
A.E.L.E.	11,7%	10,3%	0,4%	6,2%
C.E.E.	2,4%	3,2%	12,3%	12,7%

Source - (Bulletin de la Chambre de Commerce Franco-Norvégienne N°1/64).

La progression des exportations vers la C.E.E en 1963 : 12,7% est supérieure à celle vers les pays de l'A.E.L.E. : 6,2%, mais n'est que légèrement supérieure à celle de l'année précédente. Si les échanges entre la Norvège et ses partenaires de l'A.E.L.E. semblent tendre vers un équilibre, on a l'impression qu'avec les pays membres de la C.E.E, l'évolution favorable des échanges, marquée par une augmentation de 230 000 000 Kr des exportations, apparaît précaire. 40% des exportations norvégiennes vers la C.E.E en 1963 faisaient partie des contingents hors-droits ou à tarif réduit. 70% de l'augmentation des exportations furent réalisés pendant les six premiers mois de l'année, c'est-à-dire avant le franchissement d'un échelon nouveau dans le désarmement douanier entre les pays de la C.E.E.

En 1963 les rapports commerciaux avec les Sept (A.E.L.E) représentent 40% du commerce extérieur de la Norvège. 30% vont aux pays du Marché Commun et 12% à l'Amérique du Nord. Le premier fournisseur et client reste le Royaume Uni, puis vient l'Allemagne de l'Ouest suivie par la Suède. L'ensemble des rapports avec ces trois pays couvre 45% des importations et 46% des exportations. La part respective de chacun d'eux est la suivante :

TABLEAU III

ECHANGES COMMERCIAUX DE LA NORVEGE EN 1963
AVEC SES TROIS PRINCIPAUX CLIENTS ET FOURNISSEURS

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Royaume Uni	1 770 000 000 Kr	1 310 000 000 Kr
Allemagne de l'Ouest	1 660 000 000 Kr	1 155 000 000 Kr
Suède	1 470 000 000 Kr	1 000 000 000 Kr

L'adhésion de la Norvège au Marché Commun en même temps que celle du Royaume Uni, en raison des rapports économiques étroits qui les unissent, apparaissait en 1963 comme une nécessité si on considère la place importante qu'occupent la Grande Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest dans leurs échanges avec la Norvège. Il est encore trop tôt pour juger des effets de la rupture des négociations de Bruxelles qui a entraîné le renvoi à plus tard de l'adhésion de la Norvège au Marché Commun.

4) - LA PRODUCTION INDUSTRIELLE :DEVELOPPEMENT CONTINU

L'année 1962 avait été marquée par un net ralentissement du rythme de l'expansion industrielle. Reprise assez lente dans les premiers mois de 1963. Vers la fin de l'année, le mouvement a été plus net. Les résultats totaux ont été meilleurs qu'on n'osait l'espérer.

L'indice de production a progressé globalement de 5,6% contre 4% en 1962. C'est un résultat encourageant, mais on doit remarquer que la progression atteignait 6,5% en 1959, 10% en 1960 et 7% en 1961.

Si l'on considère les indices globaux de la production industrielle, en prenant pour base : 1955 = 100, de 117 en 1959; ils sont passés à 129 en 1960 (gain = 12 pts), 138 en 1961 (gain = 9 pts), 145 en 1962 (gain = 7 pts) à 153 en 1963 soit un gain de 8 pts, à peine plus qu'en 1962.

TABLEAU IV

EVOLUTION DE L'INDICE DE PRODUCTION INDUSTRIELLE

(Base 100 en 1955)

	1960	1961	1962	1963
Industries exportatrices	128	134	136	143
Industries du marché intérieur	129	138	148	157
Total	129	138	145	153

Source - (Norge Bank Bulletin N°1/1964 p. 36)

Comparativement à l'année précédente, l'indice de production a progressé davantage dans les industries exportatrices que pour celles travaillant avec le marché intérieur. Pour ces dernières, l'indice qui en 1962 avait gagné 8 pts sur 1961, n'en a gagné que 9, soit 1 pt de plus par rapport aux résultats de 1962, alors que pour les industries exportatrices le gain de 1962 sur 1961 n'a été que de 2 pts tandis qu'il fut en 1963 de 7 pts.

Les résultats sont donc supérieurs à ceux de l'année précédente (voir tableau VII), mais si la production n'a cependant pas progressé considérablement, c'est que des menaces pèsent sur l'expansion industrielle. Les prix de vente ont baissé dans de nombreux secteurs en particulier pour l'acier, l'aluminium et la pâte à papier; ces deux dernières industries exportatrices sont directement menacées par la

surcapacité mondiale. Les coûts à la production ont tendance à augmenter. La marge bénéficiaire a été généralement plus réduite en 1963 qu'elle ne l'était en 1962.

Les investissements de capitaux ont été assez faibles. S'ils ont dépassé - et de peu - le niveau de 1962, c'est parce que les sociétés d'Etat ont effectué d'importants investissements. La grande faiblesse de l'industrie norvégienne réside encore en 1963 dans la pauvreté du pays en capitaux disponibles. Cela est particulièrement apparent dans l'électrochimie et l'électrométallurgie, où une grande partie des capitaux investis sont étrangers.

Tout à fait caractéristique à cet égard a été en 1963 le développement de la SØR NORGE ALUMINIUM A/S, installée à Husness i Kvinnherad, sur les bords du Hardanger Fjord, entre Bergen et Stavanger. L'usine en construction en 1963 devait produire 60.000 t d'aluminium en 1964 et on prévoyait 120.000 t pour 1966.

La société fondée en 1961, au capital de 100 000 000 Kr devait en investir 360 000 000 - 50 % du capital devait être norvégien et 50 % franco-suisse (Groupe suisse A.I.A.G., Compadec S/A Bâles, Compadec S/A de Paris). Le capital norvégien devait appartenir à un groupe contrôlé par la principale banque commerciale du pays : Den Norsk Credit Bank. Elle eut les plus grandes difficultés à trouver les capitaux nécessaires.

50 000 000 Kr étant une trop grosse somme à trouver en Norvège et aucune grande société norvégienne ne s'étant intéressée à la construction de l'entreprise, à la clôture de l'émission, on ne put réunir seulement que 4 600 000 Kr. Or, dans le contrat, les sociétés suisses et françaises s'étaient engagées à prendre à leur compte les actions non vendues en Norvège. Ainsi, elles risquaient de contrôler dès 1963, 95 % du capital de la nouvelle société. Le Gouvernement décida d'intervenir et une nouvelle émission d'actions de 50 000 000 Kr est lancée qui permettra aux norvégiens de détenir une plus grande part du capital; l'Etat intervenant lui-même si les souscripteurs ne sont pas suffisants.

Par delà ces situations difficiles, un fait demeure : l'augmentation de la production industrielle prouve la vitalité de l'industrie norvégienne en une année où des menaces continuent à peser.

TABLEAU V

RESULTATS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN 1963

(Industries de base en 1.000 t)

	Charbon	Minerai de fer	Minerai de cuivre	Zinc et Plomb
1 961	369	1 980	27	22,5
1 962	445	2 140	28,5	28
1 963	400	2 300	29	28

	Pyrites	Ciment	Production hydroélectrique (en 1.000.000.000 KWH).
1 961	733	1 274	33,5
1 962	793	1 412	37,7
1 963	730	1 410	40

(Principaux produits industriels)

(en 1.000 t)

	Fonte	Acier	Aluminium	Ferro - Silicium	Produits azotés
1 961	378	499	178	14	292
1 962	400	489	206	14,6	302
1 963	410	540	225	17	310

(Industrie du papier et de la pâte à papier)

(production en 1.000 t)

	Pâte mécanique	Pâte chimique	Papiers et cartons
1 961	778	735	795
1 962	715	710	805
1 963	790	840	875

Ces résultats généraux sont remarquables, ils indiquent une progression continue de la production industrielle depuis 1961, en particulier dans les industries électrochimiques et électrométallurgiques, en rapport étroit avec l'augmentation de la production hydro-électrique. Il y a là l'indication que la Norvège entend tirer parti au maximum de son potentiel hydraulique, bien placé à proximité des côtes, pour être utilisé par des industries exportatrices.

Cependant, ces chiffres ne sauraient faire oublier que des difficultés subsistent : surcapacité de production mondiale pour la pâte à papier, l'acier, l'aluminium, tandis que la hausse des salaires, pourtant modérée en 1963, a fait croître les prix de revient des industries exportatrices et que la pêche, une des bases les plus importantes de l'économie norvégienne, n'a enregistré que des résultats médiocres.

5) - HAUSSE DES PRIX ET DIFFICULTES SOCIALES

Sujet d'inquiétude en 1962, la hausse des prix n'a pu être enrayerée en 1963. Situation sociale préoccupante en début d'année et aggravation du chômage en fin d'année.

Calculé sur la base 100 en 1952, l'indice des prix de gros est de 115 en 1963 contre 114 en 1962 et 112 en 1961. La progression est donc moins forte en 1963 qu'en 1962, mais l'augmentation s'est déclenchée au cours du dernier trimestre.

114 de janvier à juillet 1963, il est à 115 en octobre, 116 en novembre, 118 en décembre, 119 en janvier 1964, alors qu'au cours du deuxième semestre 1962 et du premier semestre 1963 l'indice était resté stable (114, excepté mars 1963 : 115). La croissance se fait particulièrement sentir sur l'alimentation : 126 en moyenne de janvier à octobre; 128 en novembre, 132 en décembre, 136 en janvier 1964. Les produits animaux, légumes et huiles qui avaient accusé une baisse en 1962 (69 en juillet, 64 en décembre) partent de janvier 1964. Par contre, les prix sont restés stables pour les produits manufacturés : 106 qui est la moyenne depuis 1960, 112 pour 1962 et 1963.

L'indice des prix de détail (prix à la consommation) ne cesse d'augmenter; sur la base 100 en 1959, il est à 103 en 1961, 108 en 1962 et 111 en 1963. Certes, l'augmentation est moins importante qu'en 1962, mais cela est dû à l'intervention du Gouvernement qui a freiné l'augmentation avec le vote de subventions extraordinaires par le Parlement au cours du printemps dernier. En avril, le seuil de 112 était dépassé, en octobre, par suite du jeu des subventions, l'indice était revenu à 110. En fin d'année la suppression de subventions, l'augmentation du cours du sucre et du café, ont ramené l'indice au niveau

du printemps; en janvier 1964, 114 était dépassé.

Les variations de l'indice des prix de consommation sont remarquables en ce qui concerne la nourriture et les vêtements. Pour ces deux catégories, l'indice fut en moyenne de 109 en 1962 et 110 en 1963. En janvier 1963 il était à 111 mais il atteint 113 en mars et avril; au mois de mai vote de subventions sur les matières grasses, les fromages et le lait; c'est-à-dire, que les subventions existantes furent relevées, tandis que le prix des farines était soutenu. Malgré une hausse en juillet, provoquée par l'augmentation du prix de la viande, la baisse de l'indice se manifeste en octobre avec 107, mais en décembre l'indice atteignait à nouveau 111 et en janvier 1964 : 115.

La hausse des prix entraîne celle du coût de la vie et par conséquent, celle des salaires. Le printemps 1963 faillit être le théâtre d'un grave conflit social : 500.000 travailleurs, menaçant de faire une grève générale, revendiquaient environ 5% d'augmentation de salaire. Pour éviter d'augmenter trop les prix de revient des industries exportatrices, le gouvernement, le patronat et les salariés se sont mis d'accord en avril sur une augmentation de 2,5%. La hausse des salaires s'est poursuivie et selon les statistiques du patronat, elle atteignait à la fin du troisième trimestre 1963 par rapport au troisième trimestre 1962, une hausse de 6% pour les gains horaires moyens, de 5% pour le salaire réel en tenant compte du coût de la vie. Par ailleurs, les conclusions des estimations comptables nationales indiquaient que l'augmentation réelle, fut de 3 à 3,5% de 1962 à 1963. Au troisième trimestre 1963, les dernières estimations de l'augmentation des salaires horaires pour les hommes étaient de 3,7% sur l'année précédente.

Si l'on considère que fin 1963 l'indice des prix de consommation était de 2% plus élevé qu'en décembre 1962, il apparaît que la hausse des salaires en 1963 a donc été modérée.

L'année 1963 fut par ailleurs, marquée par une aggravation du chômage. Le chiffre moyen annuel des chômeurs est passé de 13.000 en 1961 à 15 200 en 1962 et 17 200 en 1963. Cet accroissement doit être mis en rapport avec le mauvais temps des hivers 1962-63 et 1963-64, ralentissant ou arrêtant les travaux forestiers, en particulier dans les provinces du Nord. La production est d'ailleurs tombée à 6 900 000 m³ contre 7 400 000 en 1962. D'autre part, les mauvaises conditions de pêche des deux dernières années sont aussi responsables du nombre élevé des chômeurs pendant les hivers 1962 et 1963. Ainsi, en 1963 aux Lofoten la pêche à la morue n'a occupé que 7 400 pêcheurs contre 9 600 l'année précédente.

TABLEAU VI

EVOLUTION DE LA MOYENNE ANNUELLE DES
CHOMEURS DEPUIS 1958

	Nombre total	Industrie
1 958	23.600	5.100
1 959	22.600	4.000
1 960	17.100	3.000
1 961	13.000	2.400
1 962	15.200	3.000
1 963	17.200	-

Source : (Økonomisk Utsyn over året 1963 - N° 9 des statistiques).

L'année 1961 apparaît comme étant la meilleure. Il faudra attendre les résultats de 1964 et 1965 pour savoir si l'aggravation du chômage n'est que passagère. On constate que le nombre des chômeurs dans l'industrie est somme toute assez faible, mais qu'en 1962 ce nombre augmentait à nouveau, en rapport, d'une part avec le perfectionnement des industries réduisant les emplois en augmentant le rendement - en particulier dans les mines - et d'autre part, avec la stagnation de la production et même le recul de certaines industries exportatrices comme celles de la pâte à papier. Il est vrai qu'en 1963 une reprise se manifestait dans ce secteur.

TABLEAU VII

VARIATIONS DE LA MOYENNE TRIMESTRIELLE DES
CHOMEURS DE 1961 A 1963

	1 961		1962		1963	
	Total	Industrie	Total	Industrie	Total	Industrie
1er Tri.	19.500	4.300	20.300	3.400	24.500	5.200
2ème Tri.	4.300	700	5.900	1.100	5.600	900
3ème Tri.	5.500	900	7.800	1.700	9.000	1.700
4ème Tri.	25.500	4.800	31.800	6.800	30.000	-

Source : (Økonomisk Utsyn over året 1963 p. 9 des statistiques).

Les 1er et 4ème Trimestres voient toujours une élévation considérable de la moyenne des chômeurs, liéé aux conditions climatiques rigoureuses affectant l'agriculture, le bâtiment, les exploitations forestières et la pêche avec les industries en dérivant, en particulier, celles alimentées par la pêche côtière (fabrique d'huile, de farine et de conserves). Les conséquences des mauvais hivers 1962 et 1963 apparaissent nettement sur le tableau précédent.

1 963	17 500	1 962
1 962	14 500	1 961
1 961	13 000	1 960
1 960	17 100	1 959
1 959	11 000	1 958
1 958	11 000	1 957
1 957	12 500	1 956
1 956	12 500	1 955
1 955	12 500	1 954
1 954	12 500	1 953
1 953	12 500	1 952
1 952	12 500	1 951
1 951	12 500	1 950
1 950	12 500	1 949
1 949	12 500	1 948
1 948	12 500	1 947
1 947	12 500	1 946
1 946	12 500	1 945
1 945	12 500	1 944
1 944	12 500	1 943
1 943	12 500	1 942
1 942	12 500	1 941
1 941	12 500	1 940
1 940	12 500	1 939
1 939	12 500	1 938
1 938	12 500	1 937
1 937	12 500	1 936
1 936	12 500	1 935
1 935	12 500	1 934
1 934	12 500	1 933
1 933	12 500	1 932
1 932	12 500	1 931
1 931	12 500	1 930
1 930	12 500	1 929
1 929	12 500	1 928
1 928	12 500	1 927
1 927	12 500	1 926
1 926	12 500	1 925
1 925	12 500	1 924
1 924	12 500	1 923
1 923	12 500	1 922
1 922	12 500	1 921
1 921	12 500	1 920
1 920	12 500	1 919
1 919	12 500	1 918
1 918	12 500	1 917
1 917	12 500	1 916
1 916	12 500	1 915
1 915	12 500	1 914
1 914	12 500	1 913
1 913	12 500	1 912
1 912	12 500	1 911
1 911	12 500	1 910
1 910	12 500	1 909
1 909	12 500	1 908
1 908	12 500	1 907
1 907	12 500	1 906
1 906	12 500	1 905
1 905	12 500	1 904
1 904	12 500	1 903
1 903	12 500	1 902
1 902	12 500	1 901
1 901	12 500	1 900
1 900	12 500	1 899
1 899	12 500	1 898
1 898	12 500	1 897
1 897	12 500	1 896
1 896	12 500	1 895
1 895	12 500	1 894
1 894	12 500	1 893
1 893	12 500	1 892
1 892	12 500	1 891
1 891	12 500	1 890
1 890	12 500	1 889
1 889	12 500	1 888
1 888	12 500	1 887
1 887	12 500	1 886
1 886	12 500	1 885
1 885	12 500	1 884
1 884	12 500	1 883
1 883	12 500	1 882
1 882	12 500	1 881
1 881	12 500	1 880
1 880	12 500	1 879
1 879	12 500	1 878
1 878	12 500	1 877
1 877	12 500	1 876
1 876	12 500	1 875
1 875	12 500	1 874
1 874	12 500	1 873
1 873	12 500	1 872
1 872	12 500	1 871
1 871	12 500	1 870
1 870	12 500	1 869
1 869	12 500	1 868
1 868	12 500	1 867
1 867	12 500	1 866
1 866	12 500	1 865
1 865	12 500	1 864
1 864	12 500	1 863
1 863	12 500	1 862
1 862	12 500	1 861
1 861	12 500	1 860
1 860	12 500	1 859
1 859	12 500	1 858
1 858	12 500	1 857
1 857	12 500	1 856
1 856	12 500	1 855
1 855	12 500	1 854
1 854	12 500	1 853
1 853	12 500	1 852
1 852	12 500	1 851
1 851	12 500	1 850
1 850	12 500	1 849
1 849	12 500	1 848
1 848	12 500	1 847
1 847	12 500	1 846
1 846	12 500	1 845
1 845	12 500	1 844
1 844	12 500	1 843
1 843	12 500	1 842
1 842	12 500	1 841
1 841	12 500	1 840
1 840	12 500	1 839
1 839	12 500	1 838
1 838	12 500	1 837
1 837	12 500	1 836
1 836	12 500	1 835
1 835	12 500	1 834
1 834	12 500	1 833
1 833	12 500	1 832
1 832	12 500	1 831
1 831	12 500	1 830
1 830	12 500	1 829
1 829	12 500	1 828
1 828	12 500	1 827
1 827	12 500	1 826
1 826	12 500	1 825
1 825	12 500	1 824
1 824	12 500	1 823
1 823	12 500	1 822
1 822	12 500	1 821
1 821	12 500	1 820
1 820	12 500	1 819
1 819	12 500	1 818
1 818	12 500	1 817
1 817	12 500	1 816
1 816	12 500	1 815
1 815	12 500	1 814
1 814	12 500	1 813
1 813	12 500	1 812
1 812	12 500	1 811
1 811	12 500	1 810
1 810	12 500	1 809
1 809	12 500	1 808
1 808	12 500	1 807
1 807	12 500	1 806
1 806	12 500	1 805
1 805	12 500	1 804
1 804	12 500	1 803
1 803	12 500	1 802
1 802	12 500	1 801
1 801	12 500	1 800
1 800	12 500	1 799
1 799	12 500	1 798
1 798	12 500	1 797
1 797	12 500	1 796
1 796	12 500	1 795
1 795	12 500	1 794
1 794	12 500	1 793
1 793	12 500	1 792
1 792	12 500	1 791
1 791	12 500	1 790
1 790	12 500	1 789
1 789	12 500	1 788
1 788	12 500	1 787
1 787	12 500	1 786
1 786	12 500	1 785
1 785	12 500	1 784
1 784	12 500	1 783
1 783	12 500	1 782
1 782	12 500	1 781
1 781	12 500	1 780
1 780	12 500	1 779
1 779	12 500	1 778
1 778	12 500	1 777
1 777	12 500	1 776
1 776	12 500	1 775
1 775	12 500	1 774
1 774	12 500	1 773
1 773	12 500	1 772
1 772	12 500	1 771
1 771	12 500	1 770
1 770	12 500	1 769
1 769	12 500	1 768
1 768	12 500	1 767
1 767	12 500	1 766
1 766	12 500	1 765
1 765	12 500	1 764
1 764	12 500	1 763
1 763	12 500	1 762
1 762	12 500	1 761
1 761	12 500	1 760
1 760	12 500	1 759
1 759	12 500	1 758
1 758	12 500	1 757
1 757	12 500	1 756
1 756	12 500	1 755
1 755	12 500	1 754
1 754	12 500	1 753
1 753	12 500	1 752
1 752	12 500	1 751
1 751	12 500	1 750
1 750	12 500	1 749
1 749	12 500	1 748
1 748	12 500	1 747
1 747	12 500	1 746
1 746	12 500	1 745
1 745	12 500	1 744
1 744	12 500	1 743
1 743	12 500	1 742
1 742	12 500	1 741
1 741	12 500	1 740
1 740	12 500	1 739
1 739	12 500	1 738
1 738	12 500	1 737
1 737	12 500	1 736
1 736	12 500	1 735
1 735	12 500	1 734
1 734	12 500	1 733
1 733	12 500	1 732
1 732	12 500	1 731
1 731	12 500	1 730
1 730	12 500	1 729
1 729	12 500	1 728
1 728	12 500	1 727
1 727	12 500	1 726
1 726	12 500	1 725
1 725	12 500	1 724
1 724	12 500	1 723
1 723	12 500	1 722
1 722	12 500	1 721
1 721	12 500	1 720
1 720	12 500	1 719
1 719	12 500	1 718
1 718	12 500	1 717
1 717	12 500	1 716
1 716	12 500	1 715
1 715	12 500	1 714
1 714	12 500	1 713
1 713	12 500	1 712
1 712	12 500	1 711
1 711	12 500	1 710
1 710	12 500	1 709
1 709	12 500	1 708
1 708	12 500	1 707
1 707	12 500	1 706
1 706	12 500	1 705
1 705	12 500	1 704
1 704	12 500	1 703
1 703	12 500	1 702
1 702	12 500	1 701
1 701	12 500	1 700
1 700	12 500	1 699
1 699	12 500	1 698
1 698	12 500	1 697
1 697	12 500	1 696
1 696	12 500	1 695
1 695	12 500	1 694
1 694	12 500	1 693
1 693	12 500	1 692
1 692	12 500	1 691
1 691	12 500	1 690
1 690	12 500	1 689
1 689	12 500	1 688
1 688	12 500	1 687
1 687	12 500	1 686
1 686	12 500	1 685
1 685	12 500	1 684
1 684	12 500	1 683
1 683	12 500	1 682
1 682	12 500	1 681
1 681	12 500	1 680
1 680	12 500	1 679
1 679	12 500	1 678
1 678	12 500	1 677
1 677	12 500	1 676
1 676	12 500	1 675
1 675	12 500	1 674
1 674	12 500	1 673
1 673	12 500	1 672
1 672	12 500	1 671
1 671	12 500	1 670
1 670	12 500	1 669
1 669	12 500	1 668
1 668	12 500	1 667
1 667	12 500	

NORVEGE SEPTENTRIONALE (1)

LE MAUVAIS TEMPS D'HIVER EST RESPONSABLE DES FAIBLES RESULTATS DE LA PECHE ET DU RALENTISSEMENT DEL'EXPLOITATION FORESTIERE.

LA CRISE DE LA PECHE ARTISANALE S'ACCUSE.

L'INSUFFISANCE DES TRANSPORTS ROUTIERS COMPROMET L'EXPLOITATION DES FORETS ET L'ESSOR DES INDUSTRIES DERIVEES QUI DEVRAIENT ENRICHIR LES PROVINCES DU NORD.

LA PRODUCTION LAITIERE EN HAUSSE PAR RAPPORT A 1962 TRADUIT UN DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE BOVIN.

LE PORT MINERALIER DE NARVIK ACCUSE UN TRAFIC RECORD. LES GRANDES ENTREPRISES INDUSTRIELLES AUGMENTENT LEUR PRODUCTION, MAIS LA SITUATION FINANCIERE DE LA A/S NORSK JERNVERK, ENTREPRISE D'ETAT, NE S'AMELIORE PAS.

- 1 -

LA SITUATION GENERALE

Les rigueurs de l'hiver 1962/63 ont compromis les deux activités essentielles du Nord : la pêche et l'exploitation forestière.

Le mauvais temps a compromis l'abattage des arbres. La production de bois n'a atteint en 1963 que 6.900.000 m³, contre 7.400.000 en 1962. La production des trois provinces nordiques représente environ le sixième de la production nationale.

Faute de moyens d'accès et d'évacuation, une grande partie de la forêt reste inexploitée. Le Lofotposten du 17/1/64 signale que 230.000 m³ auraient pu être produits en 1963 dans la vallée d'Annajokk (Finnmark) s'il eût existé des voies d'accès. L'aménagement de routes forestières apparaît donc d'une réelle urgence, d'autant qu'il autoriserait aussi l'implantation d'usines (fabrication de meubles et de panneaux). Le Lofotposten du 13/1/64 annonce le projet d'installation d'une usine de panneaux de particules, en soulignant que la localisation et le démarrage des travaux restent conditionnés par les possibilités de ravitaillement en bois et d'exportation des produits fabriqués.

(1) / Texte établi par M. GARREAU.

L'augmentation record de la production annuelle de lait dans le Nord (13 à 14%) se remarque d'autant plus que la production nationale totale ne progresse que de 2% entre 1962 et 1963. Sur les 10% représentant la contribution du Nord à la production nationale, le Nordland apporte 56%, le Troms 36%, le Finnmark 8%.

Les 32 laiteries ont traité 130.000.000 l. de lait pour une valeur de 100.000.000 Kr. environ, contre 114.000.000 l. en 1962 et 124.000.000 l. en 1961. Au Vestertlen, la production a enregistré une progression de 10% sur 1962. Ces résultats sont la conséquence de l'augmentation des troupeaux de bovins dans le Nord depuis quelques années. Pour les vaches, par rapport à 1959, l'augmentation était de 5,9% en 1962, soit 13% au Finnmark, 5,1% au Troms et 5,3% au Nordland. Dans le Nord, 90% des terres exploitées sont des pâturages. La production de lait de chèvre a atteint aussi, en 1963, un chiffre record. Représentant environ 25% de la production nationale, avec participation de 75% pour le Troms, 24% pour le Nordland et 1% pour le Finnmark, la production a été en 1963 de 7.000.000 l. contre 5.300.000 l. en 1962 et 6.800.000 l. en 1960. L'augmentation par rapport à 1962 a été de 24,3%.

- 1 -

LA SITUATION GÉNÉRALE

Tandis qu'au Troms et au Finnmark les grandes entreprises industrielles ne sont guère représentées (mines de la Sydvaranger A/S à Kirkenes, grandes usines de traitement du poisson gérées par les grandes sociétés, la A/S FINDUS, la NORSK FELIX A/S ou la A/S FI-NO-TRO), le Nordland fait figure de province plus industrialisée avec le grand port minéralier de Narvik, trois importantes usines sur le plan national (sidérurgie, production d'aluminium et d'engrais azotés), une grande usine de textiles à Mosjoen et des mines de métaux non ferreux, en particulier, celles de la Sulitjelma. Toutes ces entreprises ont enregistré une augmentation parfois notable de leur production sur celle de l'année 1962.

ACTIVITE DES PECHERIES DU NORD DE LA NORVEGE :
ANNEE 1963 ET PREMIER TRIMESTRE 1964.

En 1963 les pêches ont été médiocres du fait du mauvais temps d'hiver. L'augmentation du bas-revenu des pêcheurs-artisans du Nord paraît plus liée à la valorisation industrielle du poisson qu'à l'adoption de techniques modernes de pêche, risquant de provoquer une grave crise sociale en aggravant le chômage.

1) - 60% DES PRISES NORVEGIENNES

45% DES PECHEURS ET DES EMBARCATIONS

Activité économique essentielle pour les trois provinces septentrionales, les pêcheries groupent environ 45% des pêcheurs et des embarcations ou navires de pêche de la Norvège. La plupart des pêcheurs exercent une activité complémentaire : pour près de 70% d'entre-eux dans le Norrland et le Troms, et 50% environ au Finnmark. Il s'agit surtout de pêcheurs-agriculteurs. Le tonnage de poissons capturés représente en moyenne 60% suivant les années du total des prises norvégiennes.

Les résultats des pêches en 1963 ont été médiocres tant pour l'ensemble de la Norvège que pour le Nord. Les chiffres globaux des prises et de leurs valeurs pour la Norvège sont actuellement connus. Nous ignorons encore la part des trois provinces dans ces totaux. Il est cependant assez facile de s'en faire une idée en consultant les statistiques des années précédentes et en se rapportant aux commentaires de la presse locale.

Année médiocre pour le tonnage et la valeur des prises, 1963 a vu s'aggraver la situation sociale des pêcheurs-artisans du Nord. Leur revenu moyen annuel individuel était en 1962, déjà en baisse de 1,8% alors que le revenu moyen individuel national progressait de 12,2%. Le mauvais temps, les variations de la température des eaux superficielles en sont les principales causes. Les tempêtes de l'hiver 1963-1964 viennent de détruire une partie des pêcheries tandis que la pêche à la morue des Lofoten, - une des principales ressources de ces pêcheurs - a été décevante. La vitalité de la pêche industrielle en haute-mer avec ses hauts salaires et son important tonnage de captures fait contraste avec les résultats de la pêche artisanale. La modernisation (en vue de l'augmentation du rendement de la pêche côtière) soulève l'opposition des

pêcheurs-agriculteurs du fait des risques de chômage généralisé encourus. La solution pour une augmentation des revenus de la pêche artisanale tient certainement pour une grande part à l'accroissement de la valeur du poisson par traitement industriel. Mais il est à craindre que les grandes sociétés de congélation ne s'adressent davantage à la pêche hauturière qu'à la pêche côtière pour leur approvisionnement. Les grands chalutiers, en effet, pouvant travailler toute l'année en opérant sur des lieux de pêche variés et parfois bien éloignés de la Norvège, sont à même de fournir un apport important et régulier de poissons. En 1963, la A/S Findus envisage de doubler sa flotille de chalutiers.

2) - LE PLUS FAIBLE TONNAGE DE POISSONS PECHE DEPUIS 1950

Il apparaît qu'avec 1.138.000 t. de captures pour une valeur de 685.000 Kr. l'année 1963 a été médiocre. Chiffres à peine supérieurs à ceux de 1962. Ces deux années ont eu le plus faible tonnage de poissons pêchés depuis 1950. La meilleure année étant 1956, ainsi que l'indique le tableau ci-dessous :

TABLEAU I

ACTIVITE DES PECHERIES EN NORVEGE DEPUIS 1950

Années	Tonnage en 1.000 T.	Valeur en 1.000 Kr.
1950	1 278	346 039
1951	1 668	492 488
1952	1 669	522 060
1953	1 398	486 002
1954	1 904	567 760
1955	1 646	609 748
<u>1956</u>	<u>1 986</u>	<u>711 201</u>
1957	1 573	626 751
1958	1 238	582 275
1959	1 365	670 025
1960	1 342	664 586
<u>1961</u>	<u>1 322</u>	<u>686 073</u>
<u>1962</u>	<u>1 120</u>	<u>657 322</u>
<u>1963</u>	<u>1 138</u>	<u>685 000</u>

Source - Statistik arbok for Norge 1963 & Lofotposten.

Si la valeur des prises a augmenté régulièrement depuis 1950, c'est par suite de l'augmentation constante du prix de vente du poisson. D'après le Lofotposten, le prix moyen en 1961 était de 0,81 le kilo et en 1963 de 0,83 Kr. Cette hausse se poursuit : fin 1963, la grande morue plate atteignait 3,5 Kr. le kilo (prix record) et la morue des Lofoten au début de 1964, 1,15 Kr. le kilo, soit 0,05 Kr. de plus que le mois précédent.

Le mauvais temps des hivers 1962, 1963 et 1964, a affecté particulièrement les pêches du Sildfisket (hareng) et du skrej-fisket (cabillaud) dans le Nord. Ces pêches sont essentielles pour les trois provinces septentrionales. Le Lofotposten du 18 décembre 1963 signalait que pour la morue on avait enregistré en 1963 le plus mauvais résultat depuis 1954 (204.000 t. pêchées). Le 3 janvier 1964, on indiquait trois semaines de pêche aux harengs perdues à cause du mauvais temps. Dans la presse locale du 14 janvier, on peut lire : " - Le mauvais temps a duré des semaines et des mois véritable catastrophe pour les pêcheries et les industries du Nord perte de plusieurs millions de couronnes ... "

En se rapportant aux chiffres de 1961, publiés dans l'annuaire des statistiques de 1963, on voit que le revenu total des pêches pour cette année dans le Nord fut de 376.957.000 Kr. On peut estimer les pertes subies du fait des dernières tempêtes à au moins 5% de la valeur moyenne des pêches de ces dernières années.

TABLEAU II
VALEUR DES PÊCHES EN 1961 POUR LE NORD
(en 1.000 Kr.)

Ensemble de la Norvège	670.025
Total du Nord	376.957
<u>Dont</u> : Nordland	132.308
Troms	50.917
Finnmark	193.732

Source - Statistisk Arbok for Norge 1963

Le mauvais temps s'est poursuivi pendant tout l'hiver 1964. Le 20 janvier, Harald Vik, Directeur de la A/S FI-NO-TRO (Finnmark og Nord-Troms Fiskeindustri A/S) importante société industrielle de traitement du poisson, employant, suivant la

saison, de 700 à 800 personnes, admettait une perte journalière d'environ 20.000 Kr. par suite des tempêtes persistantes. Depuis le début de l'année, la perte a atteint 500.000 Kr. Le revenu moyen annuel d'un Norvégien était évalué en 1962 à 13.073 Kr. et la A/S Findus, autre société industrielle se livrant à Hammerfest aux mêmes activités que la A/S FI-NO-TRO, indiquait pour 1963 des salaires annuels pour ses ouvriers allant de 11.000 Kr. à 21.000 Kr. soit une moyenne de 16.000 Kr. On mesure toute l'importance d'une perte journalière de 20.000 Kr.

Le Lofotposten du 23 janvier indiquait que les pêcheries du Nord étaient complètement détruites à cause du mauvais temps. Le journal de ce jour mentionnait qu'au 18 janvier on n'avait pêché dans le Finnmark que 522 t. de poissons contre 2.900 t. à même date, en 1962.

Au 21 mars 1964, la direction générale des pêches indiquait les tonnages de morues, pêchés à cette date, comme étant les plus bas depuis 1958.

TABLEAUX III ET IV

TOTAL DE LA CAMPAGNE DE PECHE

A LA MORUE AU 21 MARS 1964 (2)

Total	33.420 T.
<u>dont</u> :	
- Finnmark	5.843 t.
- Troms	2.612 t.
- Vesterålen et large des Lofoten	9.090 t.
- Archipel des Lofoten	12.441 t.
- Helgeland	272 t.
- Vikna	399 t.
- Sør-Trondelag	224 t.
- Møre	2.539 t.

(1) - La pêche a lieu dans les eaux du Nord de mars à avril

(2) - Lofotposten du 21 mars 1964.

TOTAL DES CAMPAGNES DEPUIS 1958

1958	65/632 t.
1959	61.696 t.
1960	61.555 t.
1961	61.086 t.
1962	54.159 t.
1963	41.811 t.
1964	33.420 t.

La baisse des captures est continue depuis 1958. Pour l'archipel des Lofoten, cette situation est grave.

"Depuis le commencement de la pêche, le résultat est extrêmement mauvais à cause du temps difficile" - 12. II. 64. "La pêche est toujours misérable, mais le temps s'est amélioré et on garde toujours quelque optimisme" - 19. II. 64. "Au bout de la septième semaine d'exploitation, la pêche est sans objet" - 18. III. 64.

Le gagne-pain de plusieurs milliers de pêcheurs est en cause et l'archipel est particulièrement touché tous les ans par le chômage. Voici quelques chiffres au 25 mars 1964 (1)-

Année 1950 (considérée comme normale)	49.981 t.
" 1962	29.500 t.
" 1963	17.737 t.
" 1964	<u>12.441 t.</u>

Il s'agit du tonnage des morues capturées au 25 mars de chaque année. Il ne faut pas espérer que les quelques semaines de la campagne de pêche qui restent, amélioreront ces résultats décevants.

Le mauvais temps n'est pas seul en cause. Les variations dans la température des eaux côtières ont éloigné les bancs de poissons des rivages du Nord. Le Lofotposten du 18 décembre 1963 indiquait que les mauvaises pêches côtières du hareng dans le Nord étaient attribuables aux températures trop élevées des eaux littorales, qui ont eu pour conséquence, le maintien en hauteur, des bancs de poissons.

TABLEAU V

TONNAGE ET VALEUR DES HARENGS PÊCHES

EN NORVEGE EN 1962 ET 1963 (2)

Années	Tonnages en 1.000 t.	Valeur en 1.000 Kr.
1962	555	186.800
1963	503	166.800

(1) Lofotposten : 25 mars 1964.

(2) Lofotposten : 19 février 1964.

3) - MEVENTE A L'ETRANGER : ALLOCATION
SUPPLEMENTAIRE GOUVERNEMENTALE A
LA PRODUCTION

A ce mauvais rendement des pêches aux harengs et morues dans le Nord, s'ajoute la mévente à l'étranger. Aussi, l'Etat Norvégien a-t-il dû, en 1963, augmenter les subsides qu'il accordait pour la pêche du hareng et de la morue. La subvention de l'Etat atteignait en 1962, le chiffre de 63.000.000 Kr. dont 38.000.000 Kr. pour la pêche du hareng. Le 26 novembre 1963, l'Assemblée Nationale Norvégienne avait adopté le principe d'une allocation supplémentaire de 3.000.000 Kr. Le 16 décembre, elle accordait, à valoir sur le budget de 1963, une subvention complémentaire d'un montant de 8.000.000 Kr au Fonds de Garantie des pêcheurs.

4) - REVENU ANNUEL MOYEN DU PECHEUR
NORVEGIEN INFERIEUR DE 29, 7 % AU
REVENU ANNUEL MOYEN PAR HABITANT
EN NORVEGE

Les mauvaises conditions de pêche n'ont pu améliorer en 1963, malgré l'augmentation du prix du poisson, le niveau de vie des pêcheurs du Nord. Leur revenu annuel moyen était un des plus faibles de la Norvège en 1962, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant :

TABLEAU VI
REVENU ANNUEL MOYEN COMPARE EN NORVEGE

<u>Année 1962</u>		
REVENU ANNUEL MOYEN par habitant en Norvège	:	13.073 Kr
Revenu annuel moyen du pêcheur norvégien dont :	:	<u>9.195 Kr</u>
<u>en provenance de la pêche</u>	:	<u>6.677 Kr</u>
en provenance des activités complémentaires (agriculture, travaux forestiers)	:	2.518 Kr
Revenu moyen individuel du Nordland dont :		11.686 Kr
Pour les habitants des villes (progression de 7, 5% sur 1961)	:	14.686 Kr
Pour les habitants des campagnes (progression de 12% sur 1961)	:	10.415 Kr
Revenu moyen individuel à Mo	:	15.954 Kr
" " " à Bodø	:	15.684 Kr
" " " à Narvik	:	13.994 Kr
" " " à Nord-Rana	:	13.912 Kr
" " " à Korgen	:	13.540 Kr
" " " à Bodin	:	13.450 Kr

Revenu annuel net par pêcheur et par secteur de pêche

Pêcheur du Skagerak	14.764 Kr
" du Vestlandet	11.376 Kr
" du More og Romsdal	9.313 Kr
" du Nord	8.123 Kr
" du Trondelag	6.567 Kr

Source : Lofotposten 9. XII. 63 - 9. I. 64 -

Ce bas chiffre du revenu moyen annuel en 1962 concerne surtout les pêcheurs-agriculteurs ou forestiers qui représentent la majorité de la population de ces départements nordiques. Les équipages de chalutiers opérant en haute-mer, notamment pour le compte de grandes sociétés industrielles de traitement du poisson comme la A/S FI-NO-TRO ou la A/S FINDUS d'Hammerfest, ont un revenu annuel bien supérieur à la moyenne des revenus des autres pêcheurs.

Lofotposten (23. XII. 63) indiquait que la part des équipages travaillant pour la A/S Findus avait été de 23.000 Kr. pour l'année, revenu très supérieur à la moyenne nationale. Le revenu annuel moyen de l'ouvrier norvégien est de 11.000 Kr. à 14.000 Kr. pour les femmes, et de 18.000 Kr. à 21.000 Kr. pour les hommes.

5) - PRECARITE DE LA PECHE ARTISANALE COTIERE : DEVELOPPEMENT DE LA PECHE INDUSTRIELLE

La pêche industrielle dans le Nord est donc d'un rapport bien plus élevé que celui de la pêche artisanale côtière traditionnelle. L'augmentation du revenu des pêcheries du Nord paraît liée en grande partie, à la modernisation des moyens de pêche, en particulier, à l'usage généralisé du chalut. Mais cela ne va pas sans danger, car les chalutiers utilisant un personnel réduit pour un tonnage de captures important, risquent d'une part, de dépeupler rapidement certains fjords des espèces qui y vivent et, d'autre part, d'aggraver dans des proportions catastrophiques un chômage endémique. Ainsi en témoigne un article paru dans le Lofotposten - 25. XI. 63 -, article qui est le cri d'alarme de toute une population de pêcheurs-cultivateurs, que la modernisation des techniques de pêche, risque de plonger dans la misère.

" Le gagne-pain de milliers de petits pêcheurs opérant dans les fjords du Finnmark en danger Il s'agit là, de pêcheurs traditionnels qui pratiquent également l'agriculture. Une conférence tenue à Vadsø a fait ressortir que l'usage de chaluts dans ces fjords exterminait les poissons et que par conséquent, les ressortissants de 11 à 12 communes, soit

plusieurs milliers de personnes risquent de perdre leur gagne-pain
il a été suggéré d'interdire la pêche dans ces fjords en utilisant les
procédés modernes "

Reconnaissant que l'extrême dispersion des habitations des pêcheurs locaux est un handicap sérieux pour le gouvernement des ventes, cette conférence tenue à Vadsø préconise la mise en service de "bateaux d'achats", autrement dit, d'un service de ramassage des prises à domicile ou sur les multiples lieux de pêche.

La nécessité de conserver le poisson pour mieux en répartir et en régler la vente n'a pas échappé aux membres de la conférence. Les techniques modernes de congélation le permettant, c'est vers la création de nouvelles installations de congélation que devraient se tourner les pêcheurs de ces fjords du Finnmark pour essayer de garder et d'améliorer leur genre de vie.

La concurrence entre la pêche industrielle et la pêche artisanale prend parfois dans le Nord un tour dramatique.

Qu'on en juge d'après ce qu'affirme le Lofotposten du 3. II. 64. - " Sur les bancs, au large du Finnmark, les grands chalutiers expulsent les petites embarcations des pêcheurs au filin; la situation des équipages de ces petites barques est parfois désespérée. "

Aux Lofoten, le conflit entre les méthodes traditionnelles et modernes de pêche porte sur l'utilisation du filet plongeur ou senne. Expérimenté en 1860, cet engin fut interdit en 1887 : on craignait le chômage. Cependant, depuis 1950, on s'est remis à l'utiliser à titre expérimental (1) : l'opposition des pêcheurs de l'archipel s'est faite très vive. L'interdiction d'utilisation fut donc rétablie. La Direction Générale des Pêches qui patronnait les essais, décida toutefois, en 1963, d'envoyer aux Lofoten, un chalutier équipé d'une senne d'un modèle nouveau. Le 6 février 1964, le Parlement Norvégien décidait, malgré les résultats obtenus, de prolonger l'interdiction d'utiliser la senne aux Lofoten (2). La Direction Générale des Pêches n'en continue pas moins son expérience et en 1964, ce seront deux et non pas un chalutier qui travailleront avec

(1) - Nordland En Statistisk-Økonomisk analyse - 1955

(2) - Lofotposten du 7. II. 64.

cet engin dans l'archipel. Une information du Lofotposten du 6 mars 1964, précise que malgré l'interdiction parlementaire, la Direction Générale des Pêches a décidé d'approuver l'utilisation de la senne pour la pêche au hareng de printemps. On ne peut arrêter le progrès, et il semble que dans un avenir sans doute proche, les pêcheurs des Lofoten devront s'y résigner. Cela suppose résolu au préalable, les problèmes du chômage toujours actuel et de la reconversion des emplois d'une population déjà trop nombreuse et dont la pêche artisanale est presque toujours la principale ressource.

L'attitude de ces pêcheurs artisans du Nord n'est pas sans rappeler en France, l'opposition des pêcheurs bretons à l'utilisation, vers les années 1923-1926, du filet tournant, dit "bolinche", pour la pêche à la sardine. Cet engin augmentait de façon considérable les quantités pêchées. Son utilisation fut interdite par le Gouvernement Français en 1926, exception faite pour les pêcheurs de Saint-Guérolé-Penmac'h, car on craignait à la fois la surproduction et un dépeuplement rapide des bancs. Par la suite, l'autorisation d'usage fut progressivement étendue et ce filet tournant est maintenant d'un usage courant (3).

6) - LE TRAITEMENT INDUSTRIEL DU POISSON PEUT AUGMENTER SA VALEUR DE 40% LES PERSPECTIVES.

Si la modernisation en vue de l'accroissement du rendement des techniques de pêche, pose partout dans le monde-et, en particulier, dans le Nord - un délicat problème social, il paraît possible d'augmenter le revenu des pêcheurs-artisans en élevant la valeur marchande du poisson pêché, par la transformation industrielle. Une enquête économique entreprise en 1955, dans le Nordland, révélait que le traitement industriel du poisson augmentait sa valeur de 40% (1). En février 1964, Theis Lundegaard, Directeur à Hardstad de la Nord-Norge Sildolje og Sildemelfabrikkers Forning, estimait que "l'ennoblissement" du hareng majorait sa valeur marchande de 50% (2).

L'année 1963, quoiqu'inférieure pour les résultats à 1962, et le premier trimestre 1964, apparaissent satisfaisants pour les industries de l'huile et de la farine de hareng, et celles livrant des filets de poisson congelé ou surcongelé, du fait, en particulier, de la demande croissante sur les marchés, de ces derniers produits. Le Lofotposten

(3) - D'après Flatrès - la région de l'Ouest - PUF 1964

(1) - Inter-Nord N°6 mars 1964 pp. 33

(2) - Lofotposten 5. II. 1964

du 1er février 1964, indique que le marché mondial de farine et d'huile de hareng est devenu très favorable pour les industries du Nord de la Norvège, et, qu'à la suite de négociations entre l'organisation des pêcheurs de harengs et les industriels, les prix d'achat du hareng ont monté : grand hareng d'hiver 20,05 Kr. par hectolitre, soit une augmentation de 0,85 Kr/Hl, et hareng de printemps 17,20 Kr/Hl, augmentation de 0,65 Kr/Hl.

Dans l'industrie du hareng, le ravitaillement en matière première a pu être assuré de manière convenable malgré une baisse des prises déjà signalée en 1963 et le désastre des pêcheries du Nord par suite des tempêtes de l'hiver dernier. Ces usines traitent, en particulier, le grand hareng d'hiver qui est pêché par de grosses unités, à des latitudes plus méridionales. La primauté de la pêche hautière sur la pêche côtière artisanale apparaît donc. Les Lofotposten des 2 et 21 mars 1964, indiquent que la pêche au grand hareng d'hiver, commencée le 13 février et terminée le 28 du même mois, a donné 967.940 Hl (1 Hl = 93 kg. de hareng). Ce résultat est le meilleur depuis 1960, et c'est aussi la plus courte campagne de pêche depuis la guerre. Sur ce total, 712.470 Hl ont été envoyés aux usines de farine et d'huile.

Il y avait au début de 1963, 20 usines de traitement du hareng dans les trois provinces septentrionales dont 4 dans le Finnmark, et, sans doute, 8 dans chacune des deux autres provinces; mais nous n'avons pas de renseignements précis à ce sujet. En 1955, on en comptait 7 dans le Nordland et 7 dans le Troms. Environ 1.500 personnes travaillent dans ces usines. Les résultats pour 1963 des ventes à l'étranger ont atteint 70.000.000 Kr. contre 61.000.000 Kr. en 1961 et 68.000.000 Kr. en 1960. On espère en 1964 atteindre 100.000.000 Kr.

Prévoyant une demande accrue de farine et d'huile, les industriels depuis une année font preuve d'optimisme. Grâce à d'importants investissements et à la modernisation des entreprises, on espère porter la capacité de stockage pendant les mois d'hiver à 2.000.000 Hl et l'on pourra même recevoir 400.000 Hl dans une journée. La productivité par jour atteignait fin 1963, 100.000 Hl en moyenne, alors qu'il y a dix années elle n'était que de 23.000 Hl pour les usines du Norrland, et 30.000 Hl pour celles du Troms. (1)

Le Lofotposten du 27 novembre 1963 annonce que le Conseil Départemental du Finnmark a adopté le projet de construction d'une nouvelle fabrique d'huile de hareng; ce sera la cinquième de la province. Sur 25 représentants, deux étaient contre le projet du fait que ces usines n'ont qu'une activité temporaire. Il convient de remarquer à ce sujet, qu'on s'efforce de réaliser le plein emploi toute l'année en augmentant la capacité de stockage, en utilisant toutes catégories de harengs et autres animaux marins et, en se livrant à des fabrications complémentaires : production de colle, collage du contre-plaqué, traitement et enrichissement des farines de poisson, etc ... L'industrie des filets de poisson congelé ou

(1) - Lofotposten 5. 11. 64

En Statistisk -Økonomisk analyse - Nordland 1955

" " " " Troms 1953

surcongelé fut aussi très active en 1963 dans le Nord. Deux grandes entreprises dominent les activités industrielles du Nord dans cette catégorie de produits. Il s'agit des A/S Findus et A/S FI-NO-TRO, déjà mentionnées. La A/S FI-NO-TRO créée en 1952, emploie en moyenne 700 personnes dans ses usines de Vardø, Batsfjord, Berlevag, Mehamn, Kjøllefjord, Honningsvåg et Skervøy. En 1963, elle a traité 25.500 t. de poissons, dont 5.000 t. venaient du Finnmark, pour un chiffre d'affaires de 40.300.000 Kr. En 1962, les chiffres étaient respectivement de 24.000 t. et 36.000.000 Kr. L'augmentation sur 1962 est donc de 4,1% pour les quantités traitées et de 11,9% pour les revenus. Depuis 1952, les chiffres d'affaires annuels font un total de 306.000.000 Kr. La production de filets congelés est de l'ordre de 7.000 à 8.000 t. par an (2).

La A/S Findus, créée, elle aussi, en 1952, s'équipa en 1953 d'une flottille de chalutiers qui n'a cessé de croître depuis. Installée à Hammerfest, nous avons déjà signalé qu'elle utilisait 19 chalutiers en 1963, et qu'elle envisageait de doubler cette flotte dans les années prochaines.

Elle a employé en 1962, 866 personnes, équipages des chalutiers compris. Sans en donner les chiffres, le Lofotposten du 23 Décembre 1963 indique que les résultats de cette année furent de peu inférieurs à ceux de 1962, considérés comme très satisfaisants. L'usine avait alors traité 25.000 t. de poissons et produit 11.400 t. de filets congelés, en 1961, 7.000 t.

L'avenir des usines de congélation paraît assuré au début de 1964. Le Lofotposten du 27 Novembre 1963 précise que lors de l'Assemblée Générale à Oslo des Fryserienes Emballasjeforretning A/L (Usines d'emballages pour poissons congelés), les comptes ont montré que le chiffre d'affaires annuel pour 1963, s'élevait à 11.000.000 Kr., soit une progression de 20% sur 1962. Il faut remarquer que les actionnaires de cette société sont les usines de congélation dont les produits sont vendus par Frionor, qui, avec les 90 usines qui lui sont subordonnées, a fourni en 1962, 32.000 t. de poisson congelé, en 1961, 25.000 t. La société Frionor est le principal concurrent de la A/S Findus et sa production intéresse surtout la Norvège méridionale.

Une information du 16 Mars 1964 indique que le marché polonais s'ouvre pour les exportations norvégiennes de harengs congelés; 12.000 caisses sont prévues pour l'avenir immédiat (3).

LE TRAFIC DE NAVIK EST LE
PLUS GRAND TRAFIC NORVÉGIEN.

(2) D'après le Lofotposten 28.1.64 & Nord-Norsk
naeringsliv i vekst -mai 1963.

(3) Lofotposten du 16.III.64.

MINES ET TRAFIC PORTUAIRE

L'exportation du minerai de fer dans le Nord a engendré un important trafic portuaire à Kirkenes et à Narvik. Le trafic est en progression constante et par suite de l'excellente qualité du minerai suédois exporté, l'avenir paraît assuré. Narvik est le premier port commercial norvégien, distançant largement le complexe portuaire formé par les ports entourant le fjord d'Oslo.

Le trafic minier est créateur dans le Nord d'une importante activité maritime et donne à ces provinces défavorisées actuellement sur bien des points, une place exceptionnelle dans un secteur fort important de l'économie norvégienne.

En 1962, l'ensemble des ports du Nord avait un trafic de marchandises correspondant à 47% du trafic total des ports norvégiens. Pour un seul trafic avec l'étranger, la part des ports septentrionaux s'élevait à 15.200.000 t. sur un total de 33.842.000 t. L'exportation du minerai de fer représentait environ 93% du tonnage manipulé dans les ports du Finnmark et du Nordland. Il s'agit du minerai des mines de la A/S Sydvaranger à Borjnevahn, exporté par le port de Kirkenes sur le Varangerfjord, et surtout du minerai suédois des mines de Kiruna au Noorbotten, produit par la L.K.A.B (Luossavaara Kiirunavaara Aktiebolag), et exporté par le port de Narvik qui vient ainsi en tête des ports norvégiens pour les tonnages manipulés, tandis que le port de Kirkenes se classe au sixième rang des ports ayant un trafic supérieur à 1.000.000 t.

I) - LE TRAFIC DE NARVIK EST LE PLUS GROS TRAFIC NORVEGIEN.

Narvik a un trafic supérieur à l'ensemble des ports entourant le grand fjord d'Oslo (10.020.000 t. en 1962). Les principaux ports étant Oslo, Tonsberg et Porsgrunn.

TABLEAU VII

TRAFFIC EN PROVENANCE OU A DESTINATION DE L'ETRANGER

EN 1962 POUR LES PRINCIPAUX PORTS NORVEGIENS

Ports	TRAFFIC TOTAL	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Narvik	13.073.000 t.	41.000 t.	13.032.000 t.
Tonsberg	3.703.000 t.	2.437.000 t.	1.266.000 t.
Oslo	2.669.000 t.	2.276.000 t.	393.000 t.
Porsgrunn	1.784.000 t.	472.000 t.	1.312.000 t.
Bergen	1.487.000 t.	1.118.000 t.	369.000 t.
Kirkenes	1.146.000 t.	33.000 t.	1.113.000 t.

Source - Statistisk Arbok for Norge 1963

Narvik et Kirkenes offrent l'originalité de n'avoir pratiquement pas d'importations. Ce sont essentiellement des ports minéraliers. Le port de Kirkenes desservant une région très peu peuplée et sans arrière-pays ne pourra jamais avoir un trafic important d'importations. Il n'en est pas de même pour Narvik, qui, par sa voie ferrée vers la Suède, pourrait être la porte d'entrée du Norrbotten; le golfe de Botnie, on le sait, est pris par les glaces près de six mois chaque année. A plusieurs reprises, des tentatives de frêts de retour sur les minéraliers de Narvik ont été faites, mais sans succès. La raison réside dans le coût élevé du transport du minerai, exigeant une rotation rapide des navires, sans nul retard. En effet, compte tenu du temps perdu à recharger dans les ports de débarquement du minerai, les sociétés minières comme les compagnies de navigation, ont calculé et conclu qu'il était en définitive plus avantageux et rémunérateur de revenir à vide, plutôt que de recharger les navires au retour sur Narvik (2).

Le trafic d'exportation du minerai de la L. K. A. B. à Narvik est en progression continue depuis la fin de la dernière guerre. Le tableau ci-dessous montre la croissance de cette exportation au cours des dernières années.

TABLEAU VIII

EXPORTATION DE MINERAI DE FER A NARVIK

Années	Tonnages	Moyennes mensuelles
1960	12.500.000 t.	1.041.000 t.
1961	13.100.000 t.	1.091.000 t.
1962	13.200.000 t.	1.100.000 t.
1963	13.500.000 t.	1.125.000 t.
1964 (prévisions)	15.000.000 t.	1.250.000 t.

(2) Nordland - en Statistisk Okonomisk analyse, 1955

Le mois de Janvier 1964, a enregistré une exportation record de 1.415.000 t. de minerai.

Tous les chiffres fournis ci-dessus comprennent la part de minerai vendue en Norvège et exportée par cabotage au départ de Narvik, soit environ 200.000 t. par an.

Le trafic du port est donc presque entièrement sous la dépendance de la L.K.A.B., qui employait à Narvik, en 1963, tant au port qu'au chemin de fer, 1' Ofofban, 650 fonctionnaires et ouvriers. Cette année, le revenu procuré au port par l'exportation du minerai fût de 14.000.000 Kr. (1)

En 1963, la L.K.A.B. a enregistré une production record de minerai : 17.300.000 t. (2). Ce sont 78% de cette production qui ont été exportés par Narvik; le reste est passé par Luleå. Le port de Narvik tous les ans, concentre donc l'essentiel de l'exportation du minerai, car il jouit de nombreux avantages par rapport à son concurrent suédois, Luleå.

2) - CARACTERES DU PORT DE NARVIK

Bien abrité sur une des ramifications de l'Ofofjord, c'est un port en eaux profondes, capable de recevoir avec un minimum de travaux préparatoires les plus grands minéraliers du monde. En 1963, le plus gros atteignait en plein chargement un déplacement de 38.000 t., et la L.K.A.B. envisage dans un très proche avenir de recevoir des navires de 70.000 t. et plus. Luleå, port d'estuaire sur le Luleålv, ne jouit pas des mêmes avantages sur une côte soumise aux effets du landhöjning (surrection des terres liée à la récente déglaciation).

Les installations de stockage du minerai et de réception des wagons occupent à Narvik une place considérable que l'on peut du fait de la configuration des lieux, difficilement agrandir. La ville et la gare occupent une dépression relativement plane entre des collines formant un cap à l'ouest et la montagne, se dressant immédiatement à l'Est. La surface de la dépression n'atteint pas 3 km² et est entièrement occupée. Au Nord, ce sont l'Ofofjord et le début du Rombakenfjord; au Sud, le port que l'on ne peut guère étendre, occupe le fond d'une baie, dominée presque partout par les flancs abrupts de la montagne. Ce cadre étroit pose, dès 1963, le problème de l'expansion du port devant l'augmentation prévisible du trafic d'exportation.

ANNEE	PRODUCTION (t)	EXPORTATION (t)
1963	17.300.000	13.400.000
1962	15.000.000	11.000.000
1961	13.000.000	9.000.000
1960	11.000.000	7.000.000
1959	9.000.000	5.000.000
1958	7.000.000	3.000.000
1957	5.000.000	2.000.000
1956	3.000.000	1.000.000
1955	2.000.000	500.000
1954	1.000.000	200.000
1953	500.000	100.000

(1) Nord- Norge Naeringsliv og Okonomi 1963

(2) Lofotposten 4. II. 64

L'avantage essentiel de Narvik est d'être libre d'accès toute l'année. Les courants tièdes de surface amenés par la dérive de l'Atlantique Nord empêchent la formation des glaces sur les rivages septentrionaux de la Norvège à la différence de ce qui se passe tous les hivers au fond du Golfe de Botnie.

3) - DEVELOPPEMENT DU PORT DE LULEÅ, LA DISTANCE JOUE TOUTEFOIS EN FAVEUR DE NARVIK,

Enfin, l'éloignement des mines défavorise Luleå par rapport à Narvik. Ce port est en effet situé à 171 km. du groupe des mines de Kiruna, donnant les 4/5 de la production totale de la L. K. A. B. d'un minerai dont la teneur en fer (70%) en fait l'un des plus riches et des plus recherchés du monde. Luleå se trouve à 303 km. de ces gisements et les mines de Gellivaara situées à 203 km. de ce port ne donnent qu'un cinquième de la production totale du Norrbotten, et ont une teneur en fer plus faible que le minerai de Kiruna. Le transport ferroviaire qui assure l'évacuation des minerais est onéreux, d'autant plus qu'il s'effectue une bonne partie de l'année sous des conditions climatiques rigoureuses, avec des températures atteignant couramment - 30°C. La distance joue donc en faveur de Narvik.

Cependant, le trajet Kiruna-Narvik est un des plus difficiles qui soient. Au départ du port la voie ferrée doit s'élever jusqu'à Vässiåure, la station la plus haute de la ligne : 551 m., sur une distance de 40 km. par des rampes atteignant souvent 17 pour mille, ce qui est considérable en matière ferroviaire. La traction est électrique sur toute la ligne de Narvik à Luleå. La puissance des machines des types 1CC1 et CC est comprise entre 2.000 et 4.000 kw. Elles fonctionnent sous courant de 14-15 KV. avec un ampérage de 1.800 A en moyenne. Elles assurent la traction de lourds convois de minerais de 2.000 à 3.000 t. comprenant 40 wagons. (1) L'hiver ils sont moins chargés. La double traction est souvent de règle. Heureusement, le relief est favorable à l'exportation du minerai car les fortes rampes à gravir ne se trouvent que dans le sens de la remontée à vide depuis Narvik, Kiruna se trouvant à 500 m. d'altitude et les dénivellations entre Kiruna et Vässiåure ne dépassent pas 150 m. Le trafic de 13.500.000 t. en 1963 a nécessité sur voie unique une moyenne quotidienne de 25 trains dans chaque sens.

4) - ACCROISSEMENT PREVU DE LA PRODUCTION DE LA L. K. A. B.

M. Arne S. Lundberg, Directeur de la L. K. A. B., prévoit

(1) - Chemin de fer n° 167 - Mars - Avril 1951.

pour les années à venir une production accrue, donc une augmentation du trafic pour Narvik, malgré les conditions actuelles défavorables du marché international (2). Il ne s'agit pas pour la société de conquérir de nouveaux marchés, mais seulement de conserver et d'améliorer ceux existants; en particulier les plus importants, ceux de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne.

En 1968, la production doit atteindre 25.000.000 t. au lieu de 17.300.000 t. en 1963. Un premier investissement de 200.000 couronnes suédoises a été fait pour l'ouverture de la nouvelle mine de Svappavaara et l'aménagement d'un nouveau port à Lulea (1). Pour Narvik, devant les difficultés d'agrandissement du port, la L.K.A.B. a prévu une augmentation de la capacité des appareils de charge, qui sera portée à 8.000 t./heure, contre 4.000 t./heure au nouveau port de Lulea. Un approfondissement des postes à quai sera en même temps réalisé pour recevoir des minéraliers d'un port en lourd toujours plus grand : 60.000 à 70.000 t. Un investissement de 28.000.000 Kr. norvégiennes a été décidé pour la réalisation de ces travaux (2).

5) - PROJET DU PORT DE ROMBAKBOHN

L'accroissement du trafic d'exportation nécessitera, s'il continue son développement au rythme actuel, la réalisation du projet de la L.K.A.B. d'un nouveau port minéralier situé à une trentaine de kilomètres de Narvik, au fond du Rombakenfjord, près de la localité de Rombakbothn (3). A Narvik, on verra peut-être dans les années à venir, la réalisation du projet d'aciérie de la A/S Narvik Malmraffineri, le minerai serait suédois et le charbon viendrait du Svalbard (exploitation de la Kings-Bay). La production prévue étant de 270.000 t. de lingots d'acier par an (4).

Le port de Kirkenes dans des proportions moindres connaît lui aussi un trafic croissant d'exportation du minerai de fer des mines à ciel ouvert de la A/S Sydvaranger :

1960	1.056.000 t.
1962	1.113.000 t.
1963	1.510.000 t.

Il s'agit uniquement des chiffres de l'exportation vers l'étranger. La vente en 1963 a rapporté 86.000.000 Kr. et la production de 1964 pour une valeur de 90.000.000 Kr. est déjà vendue

(2) - Lofotposten 30. XII. 63

(1) - Installé à Svarto, il pourra charger à partir de 1965, pendant les 130 jours par an de la navigabilité de ses accès, d'abord 9 MT, ensuite 12MT, à la cadence de 4.000 tonnes à l'heure - D'après Notes & Etudes Documentaires 4. VI. 64 n° 3094 p. 11.

(2 et 3) - Lofotposten des 26 & 29. II. 64

(4) - Nord-Norge Naeringsliv og Okonomi 1962.

d'avance à l'Angleterre, l'Autriche, la République Fédérale d'Allemagne (5).

La A/S Sydvaranger emploie 850 personnes.

IV

ANNEXE STATISTIQUE SUR LA PECHE

DONNEES RAPIDES

Sixième producteur mais deuxième exportateur mondial, fournissant 13% de la valeur des exportations nationales, employant le sixième de la population active, les pêcheries n'ont obtenu que des résultats médiocres, à peine supérieurs à ceux de 1962. La chasse à la baleine bleue est en déclin. Légère progression des exportations. Le problème des limites des eaux territoriales et celui de la modernisation et de la revalorisation de la pêche artisanale ont été plus que jamais à l'ordre du jour.

Près de 70% de la population norvégienne et plus de 90% dans les provinces du Nord habitent une étroite zone littorale. Dans le Nord, en particulier dans l'archipel des Lofoten, au Troms et au Finnmark, la pêche côtière combinée avec la petite culture constitue souvent l'unique moyen de subsistance de la population. En 1963, employant environ 1/6 de la population active nationale et assurant 13% du revenu des exportations, la pêche norvégienne fut avec la marine marchande, l'électrochimie, l'électrométallurgie et les industries du papier et des pâtes à papier, une des principales activités économiques et sources de revenus de la nation.

Par suite du mauvais temps (l'essentiel des pêches se pratiquant en hiver et au printemps) et des mauvaises conditions hydrologiques (eaux trop tièdes), les résultats de l'année 1963, pourtant en progression sur 1962, sont restés décevants.

(5) - Lofotposten et Statistik Arbok for Norge 1963

TABLEAU IX

EVOLUTION DES TONNAGES ET DE LA VALEUR DES
PRODUITS DE LA PECHE DE 1953 A 1963

Moyenne	Tonnages	Valeur en 1.000 Kr.
1953-1957	1 702 068 t.	600 292
1958-1962	1 278 059 t.	652 058
1961	1 322 385 t.	686 073
1962	1 120 679 t.	657 322
1963	1 138 000 t.	685 000

Source - (Økonomisk Utsyn over året 1963 p. 59)

1963 n'enregistre que 17 300 t. de captures de plus qu'en 1962, et un supplément de revenus de 27.700.000 Kr. soit 3% d'augmentation, par suite de l'augmentation des prix du poisson. Les pêches à la morue et au hareng d'hiver ont particulièrement été mauvaises.

TABLEAU X

CAPTURES DE BALEINES BLEUES

SAISON 1962-1963

	Contingents		Prises réelles	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Norvège	4 200	28%	1 381	33%
Royaume-Uni	750	5%	502	67%
Pays-Bas	900	6%	457	51%
Japon	6 150	41%	6 150	100%
U. R. S. S.	3 000	20%	2 816	94%
	15 000		11 306	75%

Source - (Økonomisk Utsyn over året 1963 -p. 65)

Au cours de la campagne 1962-63, la Norvège n'a capturé que 28% du contingent qui lui était alloué, aussi par décision de la Conférence Internationale des Pays chasseurs son contingent fut réduit à 2.800 baleines bleues ou équivalents; il est vrai que le total des captures autorisées pour l'ensemble des pays fut réduit de 15.000 à 10.000. Les résultats de la saison 1963-64 sont connus pour la Norvège. Elle n'a capturé que 53% de son contingent alors que le Japon et l'U. R. S. S. l'utilisent à plein ou presque. Sans le

mauvais temps et des incidents techniques (Un navire-usine fut absent plusieurs semaines) les résultats eussent sûrement été meilleurs.

TABLEAU XI
EXPORTATIONS DES PRODUITS DE LA PECHE POUR
LE JAPON ET LA NORVEGE. - EN 1963.

	en 1.000.000 dollars	en 1.000.000. Kr.
Japon	188	
Norvège	139	
	soit environ 970	

TABLEAU XII
EXPORTATIONS NORVEGIENNES DE POISSON EN 1963
(ANALYSE PAR POSTE)

Poisson congelé	50.000 t.	155 000 000 Kr.
Morue séchée	30.000 t.	153 000 000 Kr.
Conserves	29.000 t.	144 000 000 Kr.
Morue salée	31.000 t.	110 000 000 Kr.
Farine de hareng	80.000 t.	80 000 000 Kr.
Crustacés congelés	7.000 t.	67 000 000 Kr.
Poissons frais	27.000 t.	61 000 000 Kr.
Divers	254.000 t.	200 000 000 Kr.
	508.000 t.	970 000 000 Kr.

Ces chiffres fournis par le Bulletin N°.1/1964 de la Chambre de Commerce Franco-Norvégienne, ne s'accordent pas avec ceux publiés par le Bulletin de la Norges Bank.

Le "Norges Bank -Report and Accounts for the year 1963". p.26 donne les indications suivantes :

TABLEAU XIII
VALEUR DES EXPORTATIONS NORVEGIENNES DE
PRODUITS DE LA PECHE EN 1963. -
(en 1.000.000 Kr.)

1962	1963	Différence 1962 - 1963	
		Valeur	Pourcentage
830	840	10	+ 1,2 %

manvais temps et des incidents techniques (un hélicoptère a été abîmé pendant plusieurs semaines) les résultats furent décevants. Les chiffres sont les suivants.

TABEAU XI

INDICATEURS DE PRODUIT DE LA ZONE ZONE
LA ZONE ET LA MERVEILLE - 1952

	en 1.000 dollars	en 1.000 C.F.
Produit	100	100
Produit par tête	170	170

TABEAU XII

INDICATEURS DE PRODUIT DE LA ZONE ZONE
ANALYSE PAR SECTEUR

	en 1.000 dollars	en 1.000 C.F.
Total	124.000	124.000
Industrie	72.000	72.000
Commerce	20.000	20.000
Services	12.000	12.000
Transport	10.000	10.000
Construction	8.000	8.000
Autres	2.000	2.000

Ces chiffres fournis par le Bulletin N° 1-1964 de la Chambre de Commerce Franco-Néerlandaise, ne s'accordent pas avec ceux publiés par le Bulletin de la Norges Bank. Le Norges Bank-Report and Accounts for the year 1963, p. 26 donne les indicateurs suivants :

TABEAU XIII

INDICATEURS DE PRODUIT DE LA ZONE ZONE
EN 1963

1963	en 1.000 C.F.	
	Produit	Produit par tête
100	100	100

SUEDE III

L'ACCROISSEMENT DES EXPORTATIONS ET LA
PROGRESION DE LA CONSOMMATION PER
ET OY MAINTIENS CONFORMEMENT QUE LA BIRDS
ACCILLES SON INVESTISSEMENT ECONOMIQUE,
- QUI POURRAIT SOUTIENIR, DODOR LA HAUSSE
DES COUTS DE PRODUCTION EXTRAORDINAIRES
DES ELEVEMENTS DE SALAIRE ET QUI ENCHER
ET OYRA, DE DEDANS LA LOIS EN CIVILISE
DANS POLITIQUE MONETAIRE PAS RESTRICTIVE

Le taux de croissance économique de la Suède, ramené
depuis une douzaine d'années à un rythme constant en 1961. Cette deux
lignes montre que en partie, le progrès technique, mais aussi, et
surtout, à la faveur des investissements industriels

SUEDE

LA SITUATION GENERALE

Après deux années de développement ralentissement (1959,
0,2% en), le production industrielle se ratt sensiblement au pro-
gression et son volume, durant le premier trimestre 1961, dépassa
de 4 à 9%, celui du terme correspondant de 1961. La reprise se
manifeste surtout dans les industries principalement touchées par
la récession - Papeterie, sidérurgie et mines. On prévoit un accro-
issement dans les trimestres à venir par suite de la limitation des
ressources disponibles. Le taux d'accroissement annuel pour 1961 se
dépassera pas 1,5%, - conformément aux perspectives de l'Institut
National suédois, publié par l'Institut National de la Recherche Econo-
mique de Stockholm.

De fait publié par Monsieur Pined.

SUEDE (1)

L'ACCROISSEMENT DES EXPORTATIONS ET LA PROGRESSION DE LA CONSOMMATION PRIVEE ET DU BATIMENT CONFIRMENT QUE LA SUEDE ACCELERE SON DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, - QUE POURRAIT TOUTEFOIS, GENER LA HAUSSE DES COUTS DE PRODUCTION ENTRAINEE PAR DES RELEVEMENTS DE SALAIRE ET QUE RISQUE, EN OUTRE, DE FREINER LA MISE EN OEUVRE D'UNE POLITIQUE MONETAIRE TRES RESTRICTIVE.

Le taux de croissance économique de la Suède, modéré depuis une douzaine d'années, s'est accéléré en 1963. Cette évolution semble due en partie, au progrès technique, mais aussi, et surtout, à un réveil des investissements industriels.

LA SITUATION GENERALE

Après deux années de développement relativement lent, (+3% an), la production industrielle accroît sensiblement sa progression et son volume, durant le premier trimestre 1964, dépasse de 8 à 9%, celui du terme correspondant de 1963. La reprise se manifeste surtout dans les industries précédemment touchées par la récession : Papeterie, sidérurgie et mines. On prévoit un ralentissement dans les trimestres à venir par suite de la limitation des réserves disponibles. Le taux d'accroissement annuel pour 1964 ne dépassera pas 7,5%, - conformément aux pronostics du Budget National révisé, publié par l'Institut National de la Recherche Economique de Stockholm.

(1) Texte établi par Mme Alice Picard.

Le bilan de l'année 1963, fait apparaître un net progrès dans le bâtiment, les mines et les industries mécaniques, un recul dans les industries du bois, l'énergie et l'agriculture.

1) - REPRISE D'ACTIVITE DANS LES MINES

L'utilisation des stocks de ferraille moins chère que la fonte, se traduisait ces dernières années par une faible demande de minerais de fer. L'épuisement de ces stocks et l'amélioration de la productivité des fonderies entraînent une reprise d'activité dans les mines.

Par ailleurs, les informations pessimistes selon lesquelles l'acier - devant céder à brève échéance la place à l'aluminium, au verre et au plastique dans de nombreuses fabrications - se trouverait à la veille d'une crise, ne semblent en définitive guère fondées, car la mise en oeuvre de cette substitution demandera de longues années.

D'autre part, les inquiétudes quant à l'avenir des exportations de la Suède, compte-tenu, de l'intégration européenne, sont démenties par les exportations de minerais à destination de l'Allemagne Occidentale. La L.K.A.B. reste le premier exportateur mondial (avec 80% des exportations suédoises de fer); elle espère produire 25 millions de tonnes en 1968. La concurrence des mines exploitées depuis 1956 au Canada, depuis 1958 au Venezuela, n'ébranle guère la Suède qui a retrouvé en 1961 le premier rang mondial pour ses exportations, avec 12,3 millions de tonnes de minerais (en teneur en fer).

La production de fonte, en sommeil de mi-1962 à fin 1963, retrouve son niveau de 1961, dépassant de 10% en volume, durant le premier trimestre de 1964, la production du premier trimestre 1963. L'accroissement correspondant atteint 20% pour le fer, 23% pour les aciers de qualité et 9% pour les produits ordinaires.

Cependant, sur les 826.000 tonnes de fers et aciers marchands consommés par la sidérurgie suédoise durant le premier trimestre 1964, 281.000 tonnes provenaient de l'étranger (alors que les exportations ne portaient que sur 227.000 tonnes). Toutefois, l'accroissement des exportations de fer et d'acier dépasse celui des importations, si l'on compare les trois premiers mois de 1963 et de 1964. Le premier atteint 43% en valeur, le second 38%. La tendance à la réduction des importations sidérurgiques, qui depuis 3/4 de siècle représentent, annuellement, entre le quart et la moitié de la consommation suédoise, s'est amorcée dès 1950. En 1960, les importations s'élevaient encore à 1 million de tonnes, aujourd'hui, elles représentent environ le tiers de la consommation.

2) - MEILLEURES PERSPECTIVES POUR LES INDUSTRIES DU BOIS

Après la stagnation des industries du bois, la forte demande actuelle se manifeste par une hausse des prix de la pâte et par des exportations plus abondantes. Les producteurs de cellulose, qui viennent de fonder une société exportatrice, manifestent depuis le 3^{ème} trimestre 1963 un réel optimisme: l'intégration verticale des entreprises et de nouveaux investissements permettent d'adapter la production aux besoins du marché. Par contre, les producteurs de papier s'inquiètent d'une surcapacité de l'industrie papetière (qui atteindrait 2.300.000 Tonnes en 1965) et ralentissent en conséquence, les investissements. (Précisons cependant, que la consommation de papier de l'Europe Occidentale -19.000 tonnes en 1960 - devrait atteindre 37.000 tonnes en 1975) selon les évaluations de l'OAA (Association des fabricants de papier en Suède).

Entre le premier trimestre 1963 et le premier terme de 1964, la production de pâte de bois a crû de 18%, celle de papier de 15% et l'industrie du bois de 10%. En 1963, le prix de la pâte a augmenté de 30 couronnes par tonne (4%), les investissements dans les industries du bois ont dépassé de 30% ceux de 1962, tandis que la production de bois augmentait en valeur de 5,5%, celle de pulpe de 14,5% et celle du papier de 8,5%. Les pronostics pour 1964 annoncent une progression encore plus rapide de la production de papier (10,5%) mais moins accélérée de celle du bois (5%) et de la pulpe (9%). Les exportations croîtront davantage en 1964 qu'en 1963 (pulpe 17% au lieu de 16%, papier 13% au lieu de 12,5% (selon le Bureau Central des Statistiques et l'Institut National de la Recherche Economique). Déjà les comparaisons entre la production de pulpe des premiers trimestres de 1963 et 1964, montrent une évolution positive de 18%.

3) - LE COMMERCE EXTERIEUR EN EXPANSION

En 1963, l'essor des exportations, plus rapide que celui des importations, s'est traduit par une réduction du déficit des échanges, qui se poursuit durant le premier trimestre de 1964. Depuis Avril 1964, la progression plus accentuée des importations accuse au contraire le solde négatif qui semble devoir s'accroître au cours de l'année.

Les Economistes signalent que ce tournant défavorable de mai 1964 résulte du décalage dans le temps entre la reprise des exportations en 1963 et celle des importations en 1964. Cette expli-

cation est confirmée notamment dans les échanges commerciaux entre l'U.R.S.S. et la Suède. En 1963, la Suède a vendu à l'U.R.S.S. des biens d'équipement, des tubes d'acier et des navires pour 282 millions de couronnes, et importait en retour, pour 392 millions de couronnes de pétrole, de minerais, de charbon, de métaux et de denrées alimentaires. Ces achats croîtront en 1964. Il faut remarquer aussi que, outre leur progression et leur solde négatif, les courants commerciaux suédois se caractérisent cette année par une réduction des échanges avec les pays du Marché Commun, et un accroissement des transactions avec la Zone de Libre-Echange, l'U.R.S.S. la Zone Sterling et diverses régions en voie de développement.

4) - MAINTIEN DU NIVEAU D'EMPLOI, MAIS ACCROISSEMENT DES CHARGES PATRONALES.

La demande de main d'oeuvre s'est accrue dans tous les domaines depuis l'automne 1963. Le chômage est en régression mais il reste assez élevé dans l'agriculture et dans les provinces forestières du Nord.

Cependant, à brève échéance, on prévoit une réduction de la main d'oeuvre industrielle, du fait de l'amélioration de la productivité. (déjà en 1962, l'expansion industrielle n'avait entraîné aucun accroissement du nombre d'emplois).

Près de 8% des travailleurs du bois seraient ainsi libérés, mais pourraient s'embaucher dans le bâtiment, actuellement en pleine expansion. Quant à la main d'oeuvre excédentaire de l'agriculture, elle est surtout constituée de fermiers déjà âgés qui ne seront pas remplacés une fois arrivés au moment de la retraite.

Les nouveaux avantages sociaux (quatrième semaine de congés payés et taxe supplémentaire versée à la caisse des pensions se traduisent par une augmentation très sensible des frais de main d'oeuvre, déjà amorcée par la hausse des salaires eux-mêmes. L'association patronale suédoise, précise que pour un salaire de 15.000 couronnes suédoises, les versements patronaux indirects passeront de 12,2 à 17,6% d'ici 1965. En 1962, les versements patronaux atteignaient 439 couronnes, pour un salaire de 10.000 couronnes; ils s'élèveront à 690 couronnes en 1965. - ("Die Welt" 3/11/1963). Durant tout le temps que le problème des salaires est resté au premier plan de la vie suédoise, à la veille de la révision des conventions collectives (signées en Avril 1964), les syndicats n'ont cessé de tenir compte de la situation économique générale dans leurs revendications. Leur préoccupation dominante était le maintien du plein emploi, plutôt que de trop fortes augmentations de salaires. Il faut souligner d'ailleurs, que depuis la guerre, les conflits salariaux furent

toujours bénins en Suède, du fait des négociations libres entre le patronat (représenté par un syndicat qui groupe 44 organisations et 17.000 membres) et le salariat dont 90% des syndiqués se rassemblent dans la même confédération ouvrière.

5) - VERS UNE REFORME DU SYSTEME FISCAL

Au premier plan des préoccupations suédoises se place aussi le projet de réforme du système fiscal, à l'étude depuis mars 1960, et enfin mis au point récemment. Le remplacement de l'impôt sur le chiffre d'affaires - introduit en 1960 (4%) et élevé à 6,5% - par une taxe sur la valeur ajoutée de 13%, prendrait effet progressivement à compter du 1er janvier 1966, et complètement au 1er janvier 1971, et serait accompagnée d'une réduction des taxes de luxe et de l'impôt sur le revenu. Les allocations familiales seraient relevées.

On peut affirmer que le résultat des élections législatives de septembre 1963, n'entraînera pas de modification de ces mesures.

6) - RECHERCHE DE LA RENTABILITE DANS

L' AGRICULTURE

L'agriculture suédoise ne peut faire face aux besoins du pays qu'avec l'aide des subventions gouvernementales.

Le Comité d'Etude mis en place en 1960 pour étudier une politique agricole qui aboutisse rapidement à un accroissement de production préconise deux processus :

1) - La mécanisation (Internal rationalization)

Les investissements en matériel agricole se sont fortement accrus depuis 1960 comme le montre le tableau suivant (données en millions de couronnes, d'après Index 3/4/63).

TABLEAU I

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Tracteur	164	163	119	119	143	148	162	148	186	193
Autres Machines	188	185	170	160	168	160	173	231	267	293
TOTAL	352	348	289	279	311	308	335	379	453	486

2) - Le remembrement (External rationalization)

De 1950 à 1960, 67.000 fermes de plus de 2 hectares, sur 300.000 au total, ont été abandonnées. Le mouvement s'est accéléré surtout après 1956. Ces abandons se traduisent par une réduction de 6,5% des surfaces cultivables, car les terrains exploités par ces fermes, généralement trop pauvres, ne sont pas remis en culture à la suite des remembrements.

Pendant la même période, les effectifs de la main d'oeuvre agricole se sont réduits du 1/3 (185.000 personnes), mais du fait de l'aménagement des horaires (semaine de 40 heures et vacances) le potentiel de travail humain a diminué de 40% au moins. Cependant, l'accroissement de la productivité a permis le maintien du volume total de la production agricole et une meilleure rentabilité du sol.

La réduction de la main d'oeuvre s'accompagne d'une désertion des campagnes au profit des villes. Comme dans la plupart des pays évolués, ce sont les villes moyennes et les banlieues des grandes cités qui croissent le plus.

TABLEAU II
REPARTITION DES VILLES SELON LEUR POPULATION

	Plus de 200.000 Habitants -	de 100.000 à 200.000 Habitants-	de 50.000 à 100.000 Habitants-	de 20.000 à 5.000 Habitants-
1910	1	1	1	11
1920	2	1	1	12
1930	2	1	2	12
1940	2	1	2	16
1950	2	1	8	24
1960	3-5000 +2400	-	11	28
1962	3+4100	-	11	31

L'urbanisation explique dans une certaine mesure le taux élevé de la consommation privée et la nécessité de plans d'aménagements dans les villes en expansion d'une part, dans les campagnes sous-développées d'autre part.

II

LES ELEMENTS DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE

A) - PRODUCTION ET INVESTISSEMENT

La production, qui, hors les mines, la métallurgie, les industries mécaniques et le bâtiment, semblait en sommeil durant la première moitié de 1963, connaît un réveil durant l'hiver 1963-64.

TABLEAU III

EVOLUTION DE LA PRODUCTION DEPUIS 1962

(En pourcentage)

	1962/1963	1963/1964 (évolution)
Mines et Industries mécaniques	+ 4	+ 4,5
Electricité et autres sources d'énergie.	- 1,5	+ 6
Bâtiment	+ 5,5	+ 4
Agriculture	- 7,5	+ 2
Forêts	- 3	+ 13
TOTAL	+ 3,5	+ 4 à 4,5

Source - (Bureau Central de Statistiques Stockholm) 1964.

TABLEAU IV

EVOLUTION DES VENTES PUBLIQUES DE BOIS SUR PIED,
ORGANISEES PAR LA DIRECTION NATIONALE DES
DOMAINES FORESTIERS DE SUEDE.

	1961	1962	1963
Pourcentage des offres vendues	70	56	80
Evolution du prix du m ³ en pourcentage	-2,6	-20	+12,6

Source - (Bureau de Presse Suédo-International - 22/11/63).

PRODUCTION MINIERE & INDUSTRIELLE

Après deux ans de taux modéré de développement, la production industrielle suédoise, dès l'été 1963, amorce un net redressement. Durant le premier trimestre de 1964, son volume dépasse de 8 à 9% celui de la période correspondante de 1963.

TABLEAU V

LA PRODUCTION MINIERE ET INDUSTRIELLE DEPUIS 1960

(Indice 1959 = 100)

Variation en %

	1960	1961	1962	1963	1962/ 63	1963/ 64 évaluation.
Minerais de fer	114,9	125,6	119,6	125,4	+ 2,5	+ 2,5
Métallurgie	114,3	125,2	127,3	136,1	+ 5	+ 6
Industries mécaniques (bateaux exclus)	111,4	121,0	127,8	131,2	+ 2,5	+ 3
Bois	107,6	108,5	111,9	118,0	+ 5,5	+ 5
Pulpe pâte	113,5	116,3	108,1	122,7	+ 14,5	+ 9
Papier	112,9	120,4	124,9	137,2	+ 8,5	+ 10,5
Alimentation	102,6	102,7	107,3	108,3	+ 2,5	+ 3
Cuir	97,2	97,1	93,9	98,8	+ 5	+ 3
Textiles	104,9	106,6	107,6	110,5	+ 4	+ 4
Divers	107,9	113,1	119,4	128,8	+ 4,5	+ 4
Construction Navale	-	-	-	-	+ 4,5	+ 10
TOTAL	109,1	115,2	119,5	125,4	+ 4	+ 4,5

Source - Institut National de la Recherche Economique. - 1964.

a) - Sidérurgie

Les données statistiques disponibles confirment l'importance de la reprise de la production sidérurgique du premier trimestre 1963 au premier trimestre 1964.

TABLEAU VI

	1962	1963	1964	Différence
Fonte				+ 10%
Fer				+ 20%
Acier coulé				+ 12%
Aciers de qualité				+ 23%
Aciers ordinaires				+ 9%
Fers & aciers marchands				+ 13%
				+ 43%

La production de fonte avait fléchi en 1962/63, par suite d'une mauvaise rentabilité qui augmentait les prix de revient et entraînait des achats massifs de ferraille, Mais les stocks de celle-ci s'épuisant, et les nouveaux investissements dans les mines et la métallurgie se traduisant par des prix de vente de la fonte plus compétitifs, la production de fonte a retrouvé au printemps 1964 son niveau de 1961.

La sidérurgie suédoise a disposé durant le 1er trimestre 1964 de :

826.000 tonnes de fer et acier marchand
 dont : 281.000 tonnes provenaient des importations, la production nationale s'élevant à :
 772.000 tonnes
 dont : 227.000 tonnes exportées.

b) - Industries du bois et dérivés

Après la stagnation des années passées, la forte demande actuelle se manifeste par une hausse des prix et un accroissement des exportations.

1) - Papier

La Suède a exporté 1.600.000 tonnes en 1963 contre 1.450.000 en 1962.
 (Bureau de Presse Suédo-International 17. 10. 63.)

2) - Contreplaqué

La Suède occupe le premier rang mondial comme Exportateur de contreplaqué; ces 17 usines de contreplaqué d'une capacité totale de 700.000 tonnes, exportent les 2/3 de leur production, bien que le pays soit aussi le premier consommateur (27 kilogrammes par habitant).

B. P. Suédo-International 17/10/63

3) - Cellulose

Optimisme chez les producteurs de cellulose qui dès le début du 3ème trimestre 1963, ont augmenté leurs prix à l'exportation. La demande croît, comme la production; les prix d'exportation vers l'Europe Occidentale ont été élevés de 6%.

(Voir "Die Welt" 24/10/63.)

c) - Construction navale

Les commandes, très nombreuses en 1963, ralentissent en 1964. En 1963, les exportations atteignent 1,3 milliards de couronnes pour : 73 navires lancés (878.000 tonnes brutes)

dont : 19 pétroliers (584.000 tonnes brutes)

les devis des chantiers suédois semblent très compétitifs.

1) - En 1963 - Les commandes

Les chantiers suédois de construction navale par l'importance des commandes contractées se placent au deuxième rang mondial derrière le Japon.

Tonnage en construction dans les chantiers navals à la fin de Septembre 1963.

<u>Japon</u>	<u>Royaume-Uni</u>	<u>Suède</u>
1.635.000 T.	1.443.000 T.	863.000 T.
(119 cargos)	(155 cargos)	(63 cargos)

(Die Welt - 28/5/63)

En septembre 1963, les carnets de commandes des chantiers navals suédois portent des contrats pour 152 navires et 2.200.000 tonnes brutes. Les Norvégiens sont comme toujours, les meilleurs clients.

La capacité de production des chantiers suédois est de 1 million de tonnes (contre 2,5 pour les chantiers japonais).

(B. P. Suédo-International 31/10/63).

2) - Des Prix compétitifs

Les trois pétroliers de 19.000 tonnes en construction pour la British Pétroleum aux chantiers Eriksberg de Goteborg, coûteraient chacun 200.000 livres sterlings de moins que les bâtiments équivalents construits pour la même compagnie par Lighgows sur la Clyde.

(Financial Times, 18/9/63).

d) - Services

La vente des services semble prendre une place de plus en plus grande dans le commerce extérieur de la Suède.

1) - On sait que la Skanska Cementjuteriet et Atlas-Copco avaient mis au point un nouveau procédé de forage pour la construction du canal de Lindö, nouvelle voie d'accès au port de Norrköping. Ce procédé, appliqué à l'agrandissement du port pétrolier de Gènes, a permis l'achèvement des travaux six mois avant la date prévue, grâce à un rendement quintuplé. Rappelons que le procédé Lindö ne nécessite plus de plongées pour charger les trous de forage, réalisant ainsi un gain de temps considérable.

(B. P. Suédo-International 10/9/63).

2) - La Monark Crescent, qui couvre plus de 80% de la production suédoise de cycles, a apporté son aide à la Morrison Industrie Ltd. de Nouvelle-Zélande, pour la construction d'une usine à Hastings (Nouvelle-Zélande), usine dont la production couvrirait les importations antérieures qui s'élevaient à 30.000 à 40.000 bicyclettes annuellement.

(B. P. Suédo-International 17/10/63).

3) - Un syndicat suédois groupant l'ASEA, la Jonson Construction et Stal Laval Turbin a signé un contrat de 12 millions de dollars pour la construction de la Centrale Electrique du Delta, au Nigéria (de l'Electricity Corporation of Nigéria).

(B. P. Suédo-International, 9/10/63).

4) - La Vattenbyggnadsbyran (VBB) construira les égouts d'Amman (capitale de la Jordanie 250.000 habitants environ, contre 35.000 avant la dernière guerre).

(B. P. Suédo-International, 9/10/63).

L'INVESTISSEMENT

On s'attend en 1964 à une reprise des investissements dont la faiblesse fut le point noir de l'économie suédoise en 1962, et qui

n'augmentèrent pas suffisamment en 1963, malgré les mesures gouvernementales.

TABLEAU VII

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DEPUIS 1960

	en % sur prix de 1. 959			1963 millions de couronnes-	Prix de 1963	en %
	1960-61	61-62	62-63			
Logement	7,0	7,0	5,0	5,695	311	5,5
Agriculture, forêt, pêche	16,5	- 1,5	1,0	1,524	11	0,5
Mines & métallurgie	18,0	0,5	- 1,5	6,423	- 125	- 2,0
Energie	4,5	- 11,5	- 2,5	1,377	91	6,5
Commerce	12,5	15,5	14,0	1,099	116	10,5
Communication	2,5	5,0	1,0	4,888	505	10,5
Instruction, santé, administration	3,5	11,0	17,0	2,488	327	13,0
Routes	3,0	4,5	17,0	2,761	157	5,5
Forces Militaires	4,0	22,0	- 2,0	2,143	199	9,5
TOTAL	6,5	5,0	4,0	28,398	1,592	5,5

Source - Institut National de Recherche Economique Stockholm -

Le volume des investissements industriels de la Suède avait baissé de 2% en 1963. Le recul atteignait 8% dans les équipements de machines et de matériel. Les industries du bois et du papier étaient particulièrement touchées. Par contre, les constructions d'usines et d'immeubles croissaient de 4%.

TABLEAU VIII

	Construction		Machines	
	1963	1964 (plan)	1963	1964 (plan)
1 - Mines	133	167	126	113
2 - Métallurgie & Industries				
Mécaniques	693	586	1,042	1,058
Fer et Acier	145	66	376	334
Métallurgie	48	41	84	89
Industrie mécanique	317	353	361	390
Constructions Navales	72	48	58	37
Industries électriques	68	47	83	146
3 - Carrières	125	107	146	112
4 - Industrie du bois	76	122	85	88
5-6 Pulpe, Papier, Imprimerie	167	149	492	475
Pulpe	66	55	246	207
Papier	38	22	156	139
7 - Industries alimentaires	105	102	139	114
8 - Boissons & Tabac	21	27	20	17
9 - Textiles et confection	44	33	120	78
10 - Cuir & Peaux	23	6	44	38
11 Industries chimiques	134	89	286	228
Total	1,521	1,388	2,500	2,321
12 - Distribution d'électricité, gaz et eau	1,158	1,258	252	354
Grand TOTAL	2,679	2,646	2,752	2,675

Source - Bureau Central de Statistiques Stockholm

Voici les réalisations et les projets dont il a été parlé dans la presse suédoise :

1 - FER & ACIER

Les investissements semblaient particulièrement urgents dans ce domaine : la rentabilité des fonderies et aciéries suédoises s'était graduellement amoindrie depuis 1960.

1) - La Fagersta Bruks AB, qui disposait déjà de quatre aciéries,

vient d'ouvrir à Forsnacka une usine fortement automatisée pour la production annuelle de 45.000 tonnes de barres laminées à chaud. Les investissements s'élèveront au total à 50 millions de couronnes. L'équipement, entièrement suédois, provient de la Morgardshammars Mekaniska Verkstad, de la Svenska Metallverken, de l'ASEA.

(Bureau de Presse Suédo-International 19/10/63.)

2) - La NJA de Lulea, aciérie intégrée, a ouvert en 1963 la plus grande usine de laminage à chaud du type Sendimír, d'une capacité de 500.000 tonnes d'acier brut. L'approvisionnement en minerais de fer sera assuré par la LKAB.

(Bureau de Presse Suédo-International 3/10/63).
(Financial Times 9/10/63).

3) - A partir de l'automne 1964, les mines de la LKAB à Kiruna, seront équipées de locomotives téléguidées fabriquées par la Elektriska Svernings AB à Goteborg. 2) locomotives seront livrées entre 1964 et 1965.

(Financial Times 25/9/63).

4) - Un programme de cinq ans et d'un coût de 60 millions de couronnes permettra au port d'Oxelösund de recevoir des navires de 60.000 tonnes et de charger 37.000 tonnes de fer par jour. Le port pourra recevoir aussi des pétroliers. Ces transformations intéressent la compagnie des aciéries Grängesberg, fixée à Oxalösund.

(Financial Times 27/11/63).

II - PETROCHIMIE

L'installation de cracking à vapeur de Stenungsund, au nord de Goteborg, qui peut transformer en gaz tous les produits pétroliers depuis le gas-oil jusqu'au gaz naturel, est le premier centre pétrochimique suédois. Il alimentera notamment en éthylène deux nouvelles usines voisines : l'Unifos (appartenant à la Stockholm's Superfosfat Fabriks AB et à la Compagnie américaine Union Carbide, d'une capacité maximum de production de 15.000 tonnes de polyéthylène) et l'usine de Mo et Domsjö (d'une capacité de 10.000 tonnes d'oxyde d'éthylène). Les investissements pour les trois usines s'élèveront à 200 millions de couronnes, dont 100 millions pour l'installation de cracking.

(Bureau de Presse Suédo-International 10/9/63).

III - INDUSTRIE DU BOIS

La reprise des industries du bois et de la pulpe en 1963, après la stagnation de 1962, se traduit par d'importants investissements.

1) - Progrès considérable dans la mécanisation de l'exploitation forestière.

La nouvelle machine à ébrancher (légère et mobile) nettoie un arbre en

20 secondes et permet de doubler la production horaire par tête. Dès décembre 1963, cet engin a été mis en expérimentation dans la région de Sundsvall, où il fut conçu par des Experts de la Compagnie Suédoise de cellulose.

On sait que l'ébranchage constituait l'opération la plus longue et la plus onéreuse du travail en forêt. Il représentait jusqu'ici 40% au moins du temps global consacré à la coupe, car on ne pouvait utiliser dans la forêt suédoise les gros engins d'ébranchages étrangers, peu adaptés aux conditions locales. La nouvelle machine "Sund" qui pèse seulement 5 tonnes, et peut fonctionner 90 minutes seulement après son arrivée sur un nouvel emplacement, apparaît déjà comme une solution "prometteuse" aux problèmes jusqu'ici mal résolus de l'ébranchage en forêt suédoise.

(Bureau de Presse Suédo-International 23/10/63).

2) - Application de procédés plus productifs

Skutskärsverken, fabrique de pâte à papier de la Stora Kopparberg, par l'utilisation du procédé au sulfite "Stora" et un programme d'expansion de 100 millions de couronnes en 4 ans, double ses capacités de production sans accroissement de main d'oeuvre. La production atteint 210.000 tonnes par an de pâte blanchie, dont 75.000 tonnes de pâte au sulfite.

3) - Création de nouvelles usines

Iggesunds Bruk a inauguré en 1963, une nouvelle installation pour la production de carton dur blanchi, près de Hudiksvall. L'installation a coûté 60.000.000 de couronnes.

(Bureau de Presse Suédo-International 30/12/63).

IV - TEXTILES

Installation en Suède d'une fabrique de nylon utilisant un nouveau procédé anglais, à la suite de la cession (effective au printemps 1964) de 49% des actions de la Svenska Rayon AB, filiale de la KF (Union Coopérative suédoise) à la Société Britannique Courtaulds.

L'accord se traduira outre l'installation de l'usine par l'échange de renseignements techniques, par des facilités de vente, et des liens plus étroits avec l'A.B. Celloplast.

V - CONSTRUCTION NAVALE

Importants aménagements au chantier d'Arendal ouvert en mai 1963, le chantier d'Arendal projeté et construit par la Gotaverken, permet de construire sous couvert des navires de 150.000 tonnes. Le premier navire sorti de ce chantier, le Laponia, a été achevé en 27 semaines, au lieu de 40 semaines nécessaires sur l'ancien chantier de la Gotaverken.

VI - TRANSPORTS

Un grand effort est actuellement entrepris en Suède pour l'amélioration des transports

intérieurs et extérieurs.

a) - Développement considérable des transports routiers.

1) - A la fin de l'année 1963, la Suède disposait de 158 kilomètres de route à grande circulation, y compris l'autoroute nouvelle qui relie l'aérogare de Haga (Stockholm) à l'aéroport d'Arlanda, distant de 31 kilomètres et qui a coûté 85 millions de couronnes.

(Bureau de Presse Suédo-International 15/11/63).

2) - Les transports par camions qui totalisaient 2.700 millions de tonnes/kilomètres en 1950, atteignaient 7.500.000 tonnes/kilomètres en 1961, soit une augmentation de 10% par an. Le nombre des véhicules a crû de 48% pendant cette période.

b) - Aménagement et modernisation des transports ferroviaires.

1) - En 1965, la Suède aura le plus long réseau ferré d'Europe, sous contrôle centralisé du trafic, soit 1.450 kilomètres. La Compagnie Suédoise Ericson est chargée de l'équipement.

2) - Le tunnel ferroviaire de Göteborg, long de 2 kilomètres, sera achevé en 1966. Son coût atteindra 20 millions de couronnes.

(Bureau de Presse Suédo-International 13/8/63).

c) - Accroissement de la capacité de la flotte marchande de 25.000 tonnes en septembre 1963. Elle atteint alors près de 4.000.000 de tonnes.

d) - Augmentation très nette du trafic et de la productivité de la S.A.S.

La Scandinavian Airlines system, qui a augmenté sa productivité de 10% en 1963, a pour la première fois depuis quatre ans enregistré un bénéfice net.

Le solde (positif) de l'année fiscale septembre 1962 - septembre 1963 atteint en effet, 21 millions de couronnes, alors que le déficit de l'année précédente s'élevait à 24,5 millions de couronnes. L'accroissement du revenu par tonne/kilomètre atteint 9,6%, et l'utilisation de la capacité des avions sur les lignes régulières passe de 51,5 à 53,2%. Le nombre des passagers en augmentation de 500.000 environ, s'élève à 2.359.000. L'effectif du personnel, 12.000 personnes, reste inchangé.

VII - GROS INVESTISSEMENTS DANS LA PLANIFICATION, L'URBANISME, LE BATIMENT.

a) - Plan d'aménagement des "Régions de développement".

La Direction Nationale du Travail de Suède s'est vue confier en 1963 la réalisation d'un plan de développement des régions affectées depuis 1958 d'un sous-emploi atteignant plus de 1,2% de la population productive, dont moins de 25% des travailleurs sont employés dans l'industrie et dont le revenu moyen par tête est inférieur de plus de 15% au revenu national moyen. Un fonds de

800 millions de couronnes sera mis à la disposition du gouvernement durant cette période de 5 ans pour la réalisation de ce plan.

Précisons que plus de 700.000 personnes vivent de ces "régions de développement" principalement dans le Nord du Pays.

(Bureau de Presse Suédo-International 3/10/63).

b) - Un plan d'aménagement de 25 ans, et d'un coût total de 2.000 millions de couronnes, adopté en novembre 1963 par le Conseil Municipal de Stockholm, transformera le centre de la capitale suédoise : 52% des maisons de la zone planifiée seront démolies et cèderont la place à de large dégagements et à des immeubles modernes. Les bâtiments culturels ou historiques seront préservés. Après la reconstruction aujourd'hui achevée des quartiers autour de la salle des concerts et l'aboutissement proche des travaux de la place Sergel, c'est une nouvelle étape d'un vaste plan général qui débute, non sans de vives controverses.

c) - Adduction d'eau.

La Svenska Metallverken a livré en novembre 1963, le plus long pipeline en plastique du monde pour l'alimentation en eau de la ville de Sigtuna au nord de Stockholm. Ce tuyau en polythène de 4.360 mètres de long, d'une seule pièce, pesant 22 tonnes a nécessité 12 jours et 12 nuits de travail. Son achat et sa pose coûtent trois fois moins cher que pour les tuyaux de type conventionnel.

(Bureau de Presse Suédo-International 15/11/63).

VIII - INVESTISSEMENTS DES INDUSTRIELS SUEDOIS A L'ETRANGER.

a) - Mines de fer du Libéria

La Lamco Joint Venture, l'une des plus importantes exploitations de minerais de fer du monde a été inaugurée en novembre 1963 au Libéria. 220 millions de dollars sont investis pour exploiter 250 millions de tonnes de minerais riches en hématite, d'une teneur en fer de 65%. La gestion de la Lamco est confiée à la Compagnie Grängesberg qui détient une part du capital (à côté du Gouvernement Libérien 50%, d'autres groupes suédois, des financiers américains et de la Bethlehem Steel Corporation 25%).

(Bureau de Presse Suédo-International et Financial Times 29/11/63).

b) - Centrales électriques d'Irak et de Turquie.

Début décembre 1963, un crédit d'exploitation suédois atteignant 5 millions de dollars a été accordé à la Turquie pour la construction d'une centrale électrique dans la région de Harit. La Turquie recevra 1 million de dollars par an de 1963 à 1967, et devra rembourser le prêt en 20 ans, avec 2% d'intérêt. Des adjudications internationales permettront l'achat du matériel d'équipement.

- La Suède s'intéresse aussi aux projets irakiens, et notamment à la construction d'usines hydrauliques pour une valeur de 225 millions de couronnes suédoises.

(Financial Times et Bureau de Presse Suédo-International 12/11/63).

B) - MAIN D'OEUVRE ET SALAIRES

Depuis l'automne 1963, la demande de main d'oeuvre reste très élevée dans tous les secteurs.

En avril 1964, le chômage n'affectait que 1,2% des membres des caisses de chômage (contre 1,8% en avril 1963). 134.000 étrangers, dont 60.000 Finlandais travaillaient en Suède.

Après quelques années difficiles, notamment dans les industries du bois et de l'acier, on prévoyait dès l'automne 1963 une forte demande de main d'oeuvre industrielle, même dans le bâtiment, généralement en sommeil durant la mauvaise saison. Ces prévisions se sont effectivement réalisées, et au printemps 1964, la demande de main d'oeuvre, très élevée, s'étend à tous les secteurs de la vie économique, agriculture exclue.

TABLEAU IX

CHOMAGE MENSUEL DEPUIS 1962

(en milliers de chômeurs)

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Novb.	Déc.
1962	35,1	34,4	31,7	29,8	21,6	16,3	11,4	16,2	17,6	19,3	23,0	22,5
1963	56,6	40,7	32,5	30,1	19,4	14,6	11,4	15,9	16,6	18,1	20,7	20,6
1964	29,8	27,6	25,8	26,6	-	-	-	-	-	-	-	-

Le problème des salaires est resté au premier plan de la vie économique suédoise en 1963, à la veille de la révision des Conventions Collectives, effectivement signées en Avril 1964.

L'augmentation régulière des salaires et traitements depuis 1958 (voir Tableau X) s'est encore manifestée en Avril 1963. L'institution d'une quatrième semaine de congés payés et de la taxe supplémentaire versée à la Caisse des Pensions entraînera d'ici 1965, un accroissement considérable des frais de main d'oeuvre.

TABLEAU X

DEVELOPPEMENT DES TRAITEMENTS
ET SALAIRES DEPUIS 1958

(Indice 1959 = 100)

	1958	1959	1960	1961	1962
<u>Travailleurs des mines et métallurgie</u>					
Hommes	96	100	107	115	125
Femmes	96	100	107	115	128
Total	96	100	106	115	125
<u>Salariés des mines et métallurgie</u>					
Hommes	96	100	106	119	127
Femmes	97	100	105	116	126
<u>Bâtiment</u>					
Hommes	95	100	108	117	127
<u>Travailleurs agricoles</u>					
Hommes	96	100	111	123	136
<u>Personnel cléricale</u>					
Hommes	95	100	108	117	125
Femmes	97	100	106	113	125
<u>Employés de commerce</u>					
Hommes	97	100	109	117	128
Femmes	97	100	106	113	132
<u>Secteur public</u>					
Hommes	96	100	108	117	128
Femmes	97	100	107	115	125

C) - LE COMMERCE

a) - Le commerce intérieur

Le fort accroissement de la consommation privée se

traduit par une augmentation rapide et régulière des industries nationales correspondantes et des importations.

TABLEAU XI

EVOLUTION DE LA CONSOMMATION
PRIVEE DEPUIS 1962

(en % du prix courant)

	1962 - 1963		1963 - 1964	
	Volume	Valeur	(prévision)	
			Volume	Valeur
Alimentation, vin, liqueurs, tabac,	1,4	2	6,9	4
Chauffage et éclairage domestiques	6,1	4	7,1	8
Habillement	5,3	5	6,5	7
Fournitures diverses	2,0	3	4,2	4
Véhicules	13,8	9	14,5	12
Voyages	0,4	1	4,8	4
Services médicaux et domestiques	5,1	4	8,1	9
Divers	7,8	5	10,5	9
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total	4,6	3,5	7,7	6,4

Source - Institut National de Recherche Economique Stockholm.

Des enquêtes ont montré la part considérable des jeunes dans la consommation. La Suède compte en 1963 : 1.144.248 jeunes de 15 à 25 ans (contre seulement 896.347 en 1957). A l'âge de 17 ans, 50% d'entre eux travaillent, à 19 ans : 80%. Beaucoup vivent chez leurs parents et dépensent leur salaire en articles de luxe : Les filles achètent 24% des cosmétiques et 40% de la laine à tricoter du marché suédois. Les garçons 75% des mobylettes. Ils fument chacun respectivement 6 et 10 cigarettes par jour. Au total, les adolescents suédois disposeraient d'un budget annuel global de 1,2 milliards de couronnes dont ils consacraient la moitié à l'achat de vêtements.

En outre, 84% des mères de famille suédoises interrogées avouent que les adolescents influencent très largement les dépenses familiales.

b) - Le commerce extérieur1) - Importation

En 1963, l'accroissement des importations a porté essentiellement sur les achats de carburant et de produits de consommation, de machines et appareils, de véhicules. En avril 1964 le déficit des échanges suédois semblait, dangereusement élevé.

TABLEAU XII

DEVELOPPEMENT DES IMPORTATIONS DEPUIS 1962

(en % de la valeur)

	1962 - 1963	1963 - 1964 évaluation
Produits alimentaires	+ 13,5	+ 10
Produits de base pour l'industrie alimentaire	+ 10,5	+ 7
Matériaux bruts pour l'industrie	0	+ 7
Matériaux bruts pour le bâtiment	1	+ 3,5
Carburant	+ 14,5	+ 3
Automobiles, autres engins de consommation	+ 19,5	+ 9
Gros matériel	+ 6	+ 2,5
Divers Agriculture Transports, etc ...	+ 0,5	- 10
Total	+ 7	+ 5,7

Source - Bureau Central de Statistiques, Stockholm.

2) - Exportation

Durant le second semestre de 1963 et le premier trimestre

de 1964, les exportations suédoises croissent davantage que les importations; mais en avril se produit une détérioration sensible des échanges.

TABLEAU XIII

DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS ENTRE 1962 ET 1963

(Evaluation préliminaire en % et Prévisions entre 1963 et 1964)

Exportations (valeur 1963) en million de couronnes.		VARIATIONS EN POURCENTAGE					
		1962 - 1963			1963 - 1964		
		Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix
Bois	1,163	8	7	1	8	3	5
Pulpe	1,952	16	14	2	17	9,5	7
Papier	1,696	12,5	12	0,5	13	10	2,5
Minerais	1,007	- 4	4	- 7,5	7,5	10	- 2,5
Métaux bruts	1,507	9,5	13,5	- 3,5	13	13	0
Industries méca- niques	5,040	6	1	5	14	10,5	3
Produits alimentaires	618	7,5	3,5	4	- 5,5	- 10	5
Divers	2,278	12	10	2	16,5	14	2
Bateaux	1,311	23,5	24,5	- 1	15,5	- 10	- 6
TOTAL	16,573	9,5	8,5	1	10,5	8	2

Source - Bureau Central des Statistiques et Institut National de la Recherche Economique - Stockholm.

Au tournant de 1963/1964, les exportations portent essentiellement sur le bois et les produits dérivés, le minerai de fer et les produits sidérurgiques, les ventes de machines, appareils et véhicules. Les services tiennent aussi une grande place dans le revenu extérieur. Les ventes de bateaux connaissent une nette régression en 1964.

Distribution géographique

Les exportations suédoises intéressent moins les pays du Marché Commun que les années précédentes. Elles s'adressent de plus en plus à la Zone de Libre Echange et aux pays en voie de développement.

TABLEAU XIV

EVOLUTION DES EXPORTATIONS (BATEAUX EXCLUS)
A DESTINATION DE DIVERS PAYS

(en % de la valeur)

	1962 - 1963	1963 - 1964 (estimations)
Europe Ouest	+ 10	+ 8
Amérique Nord	+ 8	+ 4
Amérique Latine	+ 2	+ 15
Bloc Sterling	+ 15	0
Europe Est - Chine - Japon	- 3	- 8
Pays en voie de développement	- 4	6
TOTAL	+ 8	+ 7

Source - Bureau Central de Statistiques - Stockholm.

Les exportations de l'industrie mécanique, freinées ces dernières années, faute d'investissements suffisants, connaissent une reprise depuis 1962. Mais les courants semblent changer de direction.

TABLEAU XV

EVOLUTION DES EXPORTATIONS DE L'INDUSTRIE
MECANIQUE SELON LEUR DESTINATION (en %)

	1961 - 62	1962 - 63	1963 - 64
Europe Ouest	+ 14	+ 8	+ 11
Amérique Nord	+ 18	+ 9	+ 6
Amérique Latine	- 2	5	- 3
Europe Est			
Chine	56	- 27	- 22
Japon			
Autres pays en voie de développement	+ 12	+ 14	- 7
Total	+ 15	+ 5,5	+ 5

Source - Bureau Central de Statistiques Stockholm.

La Balance Commerciale

Le déficit du commerce extérieur s'accuse durant les premiers mois de 1964, par rapport à la période correspondante de 1963.

TABLEAU XVI

LE COMMERCE EXTERIEUR EN JANVIER-MAI 1964 PAR
RAPPORT A JANVIER - MAI 1963 -

	1963	1964	Evolution en pourcentage
Importations	5.551	6.617	+ 19
Exportations	4.648	5.741	+ 24
Déficit	903	875	- 3

Augmentation des importations de combustibles, carburant, machines et appareils moyens de transport.

Accroissement des exportations de bois, pâte de bois, minerais de fer, produits sidérurgiques, appareils et automobiles.

Régression des exportations de navires.

Le déficit des échanges a été particulièrement élevé en avril 1964 (comme d'ailleurs au Danemark et en Norvège).

D) - BILANS ET COMPTES NATIONAUX

Depuis un an, l'évolution économique de la Suède se caractérise par une croissance plus rapide, par une accélération de la production industrielle et des investissements, en sommeil en 1962. L'essor des exportations avait réduit le déficit de la balance commerciale en 1963; la reprise des importations et le ralentissement des exportations risquent de détériorer la situation en 1964.

La Balance Commerciale

Le déficit du commerce extérieur s'accroît durant les premiers mois de 1964, par rapport à la période correspondante de 1963.

TABEAU XVI

LE COMMERCE EXTERIEUR EN SUÈDE - MAI 1964

Comptes	1964	1963	Evolution en pourcentage
Importations	2.301	2.101	+ 9,5
Exportations	2.098	2.741	- 23,8
Balance	203	640	- 68,4

TABLEAU XVII

EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE DEPUIS 1962

(Prévisions 1964)

	1962 - 63	1963 - 64
Produit National Brut	+ 3,5	+ 4,5
Investissements privés	+ 0,5	+ 1,0
Investissements d'Etat	+ 2,0	+ 5,0
Investissements Communaux	+ 4,0	+ 7,5
Consommation privée	+ 4,0	+ 3,5
Consommation de l'Etat	+ 7,5	+ 7,5
Consommation des Communes	+ 5,0	+ 6
Importations	+ 8,6	+ 5,5
Exportations	+ 9,5	+ 4,5
Recettes nettes du fret	+ 0,34	+ 3,8
Déficit des Echanges Commerciaux	(- 5,4)	(+ 5,4)
Déficit de la balance des marchandises et service	(+47,5)	(+ 376)
Gains horaires (1947 = 100) de Novembre 1962 à Novembre 1963	+ 7,3	+ 4,5 à + 7,5
Indice des prix à la consommation (1949 = 100) de Décembre 1962 à Décembre 1963	+ 3,5	+ 1,9 à + 3,1

Source : Institut National de Recherche Economique - Stockholm.

De 1960 à 1963, l'accroissement annuel du produit national brut de la Suède (4,5%) dépassait les pronostics du "Long Term Economic Investigation Committee", et les taux d'accroissement des autres pays de la Petite Zone de Libre Echange (1). 1963 marque un recul, avec un taux de 3,5%, mais la reprise de 1964 laisse espérer un accroissement de 4,5%.

TABLEAU XVIII

PRODUIT NATIONAL BRUT DE DIFFERENTS PAYS

	Produit National brut	Importations	Exportations	Consommation privée	Consommation publique	Investissements			Stocks
						Total	Bâti-ment	Machi-ne	
<u>CEE</u>									
1961	5,2	8,5	6,4	6,3	5,2	9,5	5,5	12,5	-1,8
1962	5,1	10,9	5,7	6,1	6,5	6,5	5	7	0,2
1963	4,0	11,1	7,3	5,2	5,0	4,3	4	4,5	0,2
1964	5	9	8	5	4	6	6	5	0,5
<u>EFTA</u>									
1961	4,1	2,5	3,7	3,5	5,1	8,2	8	8,5	-1,0
1962	1,5	3,4	3,0	2,8	3,1	0,5	4,5	-2	-0,7
1963	3,2	4,5	5,4	3,7	4,2	1,8	2	0,5	0,4
1964	5,5	8,6	5,4	4,2	4,6	9,1	10	6	1,3
<u>Royaume-Unis</u>									
1961	3,3	-0,4	2,7	2,1	4,9	8,7	6,0	7,1	-0,8
1962	0,2	1,2	1,1	2,0	3,2	-1,1	2,6	-7,4	-0,5
1963	2,9	4,0	4,5	3,6	2,5	0,7	1	-2,0	-0,1
1964	6,0	10,2	5,4	4,6	3,4	13,8	19	8,0	0,9
<u>Europe Oc-cidentale</u>									
1961	5,0	5,7	5,4	5,2	5,3	9,1	6,5	11	-2,6
1962	3,8	7,7	4,7	4,9	5,1	4,4	5	4	0,6
1963	3,8	8,4	6,5	4,6	4,4	3,6	3,5	3,5	-0,2
1964	5	9	7	5	4	7	7	6	1,7
<u>Etats - Unis</u>									
1961	1,8	0,4	2,4	1,8	5,5	-2,3	0	-7,5	-0,5
1962	6,1	8,2	5,9	4,6	7,0	8,2	8,8	13,3	3,1
1963	3,8	4,0	6,7	3,6	3,9	4,8	6,1	7,1	-0,4
1964	5,0	7,0	6,5	6,0	3,5	6	0,5	6,0	0,5

(1) - De 1949 à 1959, la Suède a connu un taux de croissance économique modéré.

TABLEAU XIX

TAUX DE CROISSANCE ECONOMIQUE DE 1949 A 1959

(en pourcentage)

Différents Pays	Taux de croissance - (en %) -
Albanie, Bulgarie, Roumanie, URSS	10 à 10,5
Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne,	7 à 8
Allemagne Occidentale	7,4
Autriche, Italie	6
Grèce, Turquie, Yougoslavie, Islande, Espagne	5 à 6
Suisse, Pays-Bas, France, Canada	4,25 à 5,25
Finlande, Portugal	4
Luxembourg, Norvège, Suède, Etats- Unis, Danemark, Belgique	3 à 3,75
Royaume-Uni	2,4
Irlande	1,3

L'EVOLUTION DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE

Pour avoir donné dans Inter-Nord 2 (pp. 67-75) un ensemble d'informations sur le niveau de rationalisation que les experts considéraient comme devant s'imposer dans la sylviculture, et ses conséquences dans le domaine de l'emploi et, dans Inter-Nord 3

SUEDE SEPTENTRIONALE (1)

De 1961 à 1965.

LE CLIMAT ECONOMIQUE DANS LES REGIONS DU NORD SEMBLE AVOIR ETE AFFECTE PAR LA BAISSSE SURVENUE SUR LES COURS DES MATIERES PREMIERES NATIONALES, BOIS ET MINERAI DE FER, DANS LE COURANT DES RECENTES ANNEES : STAGNATION DE L'EMPLOI, FORTE EMIGRATION.

DANS CE CONTEXTE, LE DEPOT PAR LA COMMISSION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE D'UNE PROPOSITION PORTANT SUR LA CREATION D'UN FONDS DE 800 MILLIONS DE COURONNES POUR UNE PERIODE D'ESSAI DE 5 ANS CONSTITUE UN ELEMENT D'ESPOIR POUR LE NORRLAND.

Le développement du Nord de la Suède s'est jusqu'ici heurté à deux obstacles majeurs : faible densité de population (réduite à 3-4 / Km² dans les trois départements de Norrbotten, Västerbotten et Jämtland), faible différenciation de l'économie et donc, grande sensibilité à la conjoncture.

D'autre part, le pays étant passé en 50 ans du stade de société agricole à celui de société industrielle à haut niveau de vie, ne cesse d'imposer à l'ensemble de son économie un rythme intense de rationalisation - dont les effets se font sentir fortement dans le secteur rural et forestier.

L'EVOLUTION DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE

Nous avons donné dans Inter-Nord 5 (pp. 67-72) un ensemble d'informations sur le niveau de rationalisation que les experts considèrent comme devant s'imposer dans la sylviculture, et ses conséquences dans le domaine de l'emploi et, dans Inter-Nord 6

(1) Texte établi par M. Robert Parès.

(pp. 62-63), des indications sur la dépopulation des campagnes norrlan-
daises.

La diminution du pourcentage de la population vivant de l'agri-
culture et de l'exploitation forestière est en Suède un phénomène déjà
ancien. Toutefois, la mécanisation intensive des exploitation - forestière-
res notamment - en vue de soutenir la très dure concurrence sur le
marché international, active encore ce processus : insuffisance de re-
venus et en outre, insuffisance des occasions de travail.

TABLEAU 1

POURCENTAGE DE LA POPULATION VIVANT DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SYLVICULTURE DANS LES TROIS DEPARTEMENTS LES
PLUS SEPTENTRIONAUX.

	1920	1950	1960
Suède	32%	20%	14%
Norrbottn		33%	18%
Västerbottn		41%	25%
Jämtland		41%	31%

(Le tableau sommaire ci-dessus a été dressé à partir des chiffres figurant dans SOU. 1943:39 et SOU. 1963:58)

1) INSUFFISANCE DES REVENUS AGRICOLES

Les difficultés généralement rencontrées aujourd'hui par le
monde paysan se retrouvent ici, malgré l'aide de l'Etat. Cette aide est
importante, nous le verrons plus loin. Mais les revenus agricoles de-
meurent insuffisants.

La recherche de la parité à établir entre salaires agricoles et
industriels avait été poursuivie un temps, on avait pu espérer l'appro-
cher, mais fin 1962, il fallait constater que l'écart annuel des salaires,
au lieu de tomber à 1.300 sv.kr. comme on l'avait escompté - s'était au
contraire élevé à 7.150 sv.kr.

Si nous considérons l'ensemble de revenus bruts provenant de
trois de leurs principaux produits agricoles, céréales, foin et pommes
de terre, nous voyons qu'ils assurent aux 10.000 agriculteurs du Norr-
botten un revenu moyen de 3.100 sv.kr.

15 millions kgs. céréales	:	6 millions sv.kr.
240 millions kgs. foin	:	24 millions sv.kr.
4 millions kgs. pommes-de-terre	:	1 million sv.kr.

Le chiffre d'affaires annuel minimum pour la viabilité d'une exploitation est estimé par les experts, s'élever à 100.000-150.000 sv.kr. Pour l'atteindre, il faudrait que dans les quinze années à venir, les superficies moyennes des exploitations soient quatre à cinq fois plus grandes qu'actuellement. Par ailleurs, les investissements nécessaires pour atteindre un rendement satisfaisant seraient de l'ordre de 200.000 à 500.000 sv.kr. par exploitation.

2) REDUCTION DU NOMBRE DES EXPLOITATIONS ET DES POSTES D'EMPLOI -

Remembrement d'une part, abandon des parcelles insuffisamment productives d'autre part, sont encouragés par la commission départementale de l'agriculture du Norrbotten, qui procède à l'achat et à la revente de parcelles. Ces opérations d'achat et de vente, qui en 1961 représentaient un chiffre d'affaires de l'ordre de 3 millions sv.kr. et en 1962 de 5 millions sv.kr. facilitent le remembrement et donc la réduction du nombre des exploitations. Ces réductions, plus fortes dans les régions de l'intérieur des terres que dans la zone côtière, doivent se poursuivre et cette évolution devrait même s'accélérer dans les années qui viennent. Les prévisions actuelles le tiennent en tous cas pour assuré.

Dans le département du Norrbotten, le nombre des exploitations au-dessus de 2ha tomberait à 3.500 au cours des dix prochaines années ce qui donnerait :

1956	:	14.000
1963	:	8.400
1973	:	3.500

Quant au nombre optimum d'exploitations pour ce département, il serait estimé être de l'ordre de 1.000 à 2.000.

Cette forme de rationalisation s'accompagne évidemment d'un effort de mécanisation progressive de divers secteurs de la production agricole et forestière. C'est toutefois, dans la forêt que cette mécanisation progresse de façon spectaculaire lorsque la structure des exploitations le permet, forêts domaniales, forêts propriété d'un concern.

Ainsi, en 1959, 10% du transport des billes de bois étaient confiés à des tracteurs dans les forêts de Domänverket (Domaines agricoles et forestiers de l'Etat.). En 1961-62, on a pu constater que ce pourcentage s'était élevé à 42%.

Actuellement, on estime à 28 journées de travail, le temps de travail nécessaire au transport jusqu'au lieu de déchargement de 100m³ de troncs abattus. Pour ramener à 16 journées ce temps de travail dans l'ensemble des exploitations forestières domaniales de Suède, 300 à 500 tracteurs suffiraient.

Le développement du progrès dans la mécanisation s'effectue aussi grâce à la mise au point d'un outillage nouveau. Une filiale de SCA, SUNDVERSTÄDER AB a présenté dernièrement (28-11-63) une machine que l'on peut qualifier de révolutionnaire, économisant 40 à 45% du travail des bûcherons pour l'élagage des branches de l'arbre abattu.

Il va sans dire que de tels engins provoquent des licenciements importants de main d'oeuvre, ou, sinon, une réduction soutenue des postes d'emploi, la main d'oeuvre sortante n'étant pas remplacée, SCA a actuellement 3.500 travailleurs forestiers dont la moitié se trouvera peu à peu en excédent. Nous pensons qu'il est intéressant de noter les chiffres suivants : en comptant 375 journées de travail par an, chacune de ces machines peut en un an traiter de 1 million à 1,5 millions de pied-cubes de bois par an. L'abattage annuel de SCA est estimé être de 100 millions de pied-cubes par an, celui de la Suède de 1.500 millions. On estime que 500 à 600 de ces machines suffiraient à couvrir les besoins du pays.

Des indications de ce genre font aisément comprendre que, - selon les premiers éléments d'une enquête menée par l'Administration du Marché du Travail (Arbetsmarknadsstyrelsen), ou Direction National de l'Emploi, à paraître début 1964. - d'ici 1970, près de 1 travailleur des forêts sur 2 sera en surnombre en Norrland. Et cela, bien que les entreprises s'attendent à un volume d'abattage accru. Toujours selon cette analyse, dès 1970, sur les 120.000 - 130.000 travailleurs que comptent les exploitations forestières du pays, 20 à 25.000 seraient en surnombre dans le seul Norrland, et 30.000 dans le reste du pays.

Dans cet ordre d'idées, il faut constater que souvent l'importance de la réduction de la main d'oeuvre dépasse les prévisions. C'est ce que soulignait, par exemple, M. Erik HÖLJER, Directeur Général de l'Administration des Domaines, lors d'une conférence à Lycksele, le 17 septembre 1963 : " L'Administration des Domaines emploie actuellement 5.000 travailleurs forestiers et hésite à fixer le nombre de ceux que le développement de la mécanisation mènera au licenciement. En 1959, on prévoyait que le besoin en journées de travail diminuerait d'1/3 durant les 10 prochaines années. Or, dès la moitié de la période envisagée, ce taux est déjà atteint".

Mais les progrès de la mécanisation ne sont pas seuls en cause dans la limitation de l'emploi dans l'exploitation forestière. Les difficultés que cette dernière rencontre dans le nord du pays sont dues pour une large part à l'insuffisance des voies de communications, en particulier d'un réseau suffisamment dense de routes forestières carrossables, instamment exigé dans le Plan de Norrbotten. Cette insuffisance freine l'Administration des Domaines dans ses projets d'exploitation au-dessus de la "limite des cultures". En ce qui concerne

l'estimation du volume exploitable dans cette région, M. HÖIJER le chiffre à 600.000 m³ alors que les experts départementaux le portaient à 780.000. Il compte réduire à 700 - 1.000 la main d'oeuvre nécessaire, alors que l'Administration départementale tablait sur 2.000.

Ces derniers exemples sont typiques des incertitudes qui règnent parmi les cercles compétents et directement intéressés par l'évolution prochaine dont, sinon l'orientation, du moins la rapidité resta à la merci de nombreux facteurs. Elle connaît, en tous cas, certaines fluctuations : ainsi, dans le Norrbotten, l'accroissement en 1963 de la vente de la cellulose et des produits du bois par rapport à 1962 a fait passer l'emploi dans la forêt de 6.000 - 7.000 à 8.000 - 9.000. Mais tout semble indiquer qu'un tel accroissement restera épisodique.

En ce qui concerne les prévisions portant sur l'évolution du nombre des postes d'emploi dans l'agriculture, les estimations varient beaucoup concernant la période des dix prochaines années. Elles sont notamment rendues délicates du fait du soutien qu'apporte au budget de bien des agriculteurs, l'emploi saisonnier dans les exploitations forestières. Ce type d'embauche tend à disparaître (cf. Inter-Nord 5, p. 69). La réduction de l'emploi dans la forêt a donc quelques prolongements dans l'évolution des structures actuelles de la petite exploitation agricole. Mais il est bien évidemment difficile d'en fixer l'ampleur.

3) - LES AUTORITES DEPARTEMENTALES S'EFFORCENT DE CONTROLER LA TENDANCE A LA SUPPRESSION DE POSTES D'EMPLOI.

L'enquête d'Etat sur l'agriculture du pays présentée en 1960 - cf. SOU 1960:39, Radgivningsverksamheten på jordbrukets område, p. 24 - a conclu à une production agricole trop élevée. Si des mesures sont appliquées en fonction de ces conclusions, il est clair que le Norrland sera la partie de la Suède au premier chef concernée. Il existe des partisans d'une sorte de "désarmement" du Norrland sous prétexte d'insuffisante rentabilité.

Ces mesures "économiques" - et malthusiennes par quelque côté - décidées à l'égard de cette partie du pays, auraient des conséquences particulièrement graves pour l'équilibre démographique de cette région. L'insuffisance actuelle de l'infrastructure industrielle, la pénurie ou l'absence d'emplois de remplacement, coïncidant avec l'accélération du dépeuplement des campagnes, aboutirait à un dépeuplement alarmant de la région elle-même.

Aussi, dans le même temps où elles analysent la situation de l'agriculture, les autorités locales s'efforcent de fixer la main d'oeuvre dans les limites des départements, voire même dans les campagnes d'origine.

Lors de l'inauguration de l'école forestière d'Arvidsjaur en présence du Ministre de l'Agriculture, le Préfet du Norrbotten déclarait, le 24 Octobre dernier :

" L'industrie du bois du littoral doit pouvoir compter, pour une large part, sur les matières premières venues de l'arrière-pays. Il s'ensuit que les conséquences d'une dépopulation trop forte auraient des répercussions sérieuses sur les fournitures de ces industries et indirectement sur les chiffres d'exportation."

Cette agriculture du Norrland n'est pas délaissée, loin de là. Les subventions qui lui ont été attribuées ont été de l'ordre de : 3.825.000 sv.kr en 1963 et 7,5 millions sv.kr. ont été proposés pour l'année suivante. Sur cette somme, 6,5 millions sv.kr. seraient consacrés à des investissements dans les quatre départements les plus septentrionaux. Nous voyons donc que l'importance des subventions continue d'augmenter. Ces subventions se sont élevées aux montants ci-dessous pour les quatre départements les plus septentrionaux :

TABLEAU II

SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE NORRLANDAISE

	Période 1961 - 63	Année 1963 - 64
Norrbotten	1.850.000 sv. kr.	600.000 sv. kr.
Västerbotten	964.000 sv. kr.	300.000 sv. kr.
Jämtland	720.000 sv. kr.	300.000 sv. kr.
Västernorrland	490.000 sv. kr.	300.000 sv. kr.

Ces aides financières seraient attribuées à des exploitations suffisamment étendues ou au regroupement de deux exploitations familiales - ce qui correspondrait à des surfaces, de l'ordre de 100 ha de terres cultivées et d'autant, ou plus, de forêts. - Cette aide est donc à la fois concentrée et sélective.

Par ailleurs, les spécialistes, agronomes et biologistes, s'entendent à fournir en arguments ceux disposés à oeuvrer en faveur de l'agriculture norrlandaise. Lors d'une réunion de spécialistes et de chercheurs en agronomie, tenue à Uppsala le 18 novembre dernier, M. Erik HAGSAND soulignait que les conditions biologiques étaient en Norrland et pour certaines branches de l'agriculture, analogues à celles des régions de plaine dans le Sud de la Suède : en particulier, elles

seraient excellentes pour la culture de la pomme-de-terre, de même que pour celle des légumes et des baies.

Des mesures restrictives se justifieraient en raison des coûts élevés que causent les conditions climatiques. Mais par contre, si l'on suit le député Harald LARSSON dans son interpellation au Ministre de l'Agriculture lors de la session parlementaire de janvier 1963, la population norrlandaise doit être ravitaillée en denrées fraîches. C'est-à-dire que l'agriculture régionale doit être à même d'y pourvoir.

Ainsi, dans l'effort général de rationalisation de la production que s'impose la Suède, l'agriculture et l'exploitation forestière norrlandaise opèrent une reconversion nécessaire à leur survie et qui n'est pas exempte de conflits, ni non plus, de contradictions.

II

L'EVOLUTION DE L'INDUSTRIE

La baisse sur le marché mondial du prix de matières premières telles que le minerai de fer, le bois et les produits du bois, constitue un fond permanent depuis plusieurs années pour l'activité économique du nord de la Suède.

Que ce soit pour LKAB qui a déjà poussé très loin le niveau de mécanisation et de rationalisation, ou des grands concerns du bois et de la pâte-à-papier, tel que par exemple SCA, il s'agit de répondre à la pression des prix par un accroissement de productivité et donc, de procéder à des investissements suffisants et d'intensifier les mesures de rationalisation.

1) - LA SITUATION DES PRODUITS DU BOIS
ET DU FER SUR LE MARCHE INTERNATIONAL

En 1961, une forte chute des prix est apparue sur le marché du bois, aboutissant à une limitation des abattages. Mais les ventes se sont améliorées en 1963, dépassant de 5% celles de l'année précédente. Cette amélioration semble se confirmer : si les 2/3 des ventes escomptées pour l'année 1961-62, soit 600.000 stds, étaient effectives au mois de mai de 1962, celles de l'année 1963-64 l'étaient à 1/2, soit 500.000 stds, dès la fin de décembre 1963. Les prix, toutefois, s'ils ont manifesté une tendance à la hausse n'ont pas encore remonté la chute de l'automne 1961.

En ce qui concerne la pâte-à-papier, la cellulose, les cours continuent de baisser en 1963, alors que s'élèvent les coûts. Face à l'accroissement de l'offre, ayant principalement pour origine le développement nord-américain, les pays nordiques avaient volontairement limité la production. En Suède et en Finlande, pas plus de 75% du potentiel ne devait être utilisé en 1963. Mais les ventes ont, en tous cas, marqué une progression. Et autant que l'on puisse en juger et selon les déclarations du

Directeur de Svenska Cellulosa AB (SCA), M. Eije MOSSBERG, la situation apparaît meilleure pour l'année 1963-64, en raison du redressement des prix et d'une productivité plus élevée.

Si donc, on peut noter une amélioration des ventes pour le bois et la pâte, il faut aussi signaler que l'exportation de pâte chimique a progressé de 15% au-dessus du niveau de 1962. Par contre, le papier souffre d'une surcapacité de production et les industries scandinaves du papier ne pourront pas exploiter, en 1964 non plus, leur pleine capacité. Cela est vrai en particulier pour le papier journal. Pour le "kraftliner", la situation est différente. Chez SCA par exemple, de 1962 à 1963, la production en est passée de 74.000 à 104.000 t, tandis que celle du papier journal restait inchangée.

Dans le secteur du minerai de fer, la baisse est allée croissante depuis 1957. Au cours de ces dernières années, ces prix ont été : en 1962, inférieurs de 5% par rapport à l'année précédente, en 1963, 8%, et sont annoncés pour 1964, inférieurs de 2% à ceux de 1963. Aujourd'hui, la baisse atteint 30% par rapport à 1957. Cependant, ce secteur n'a pas connu de limitation de production bien au contraire.

La liste annuelle des bilans victorieux de records de production n'a été interrompue chez LKAB qu'en 1962. Dès 1963, la société a renoué avec la progression de son chiffre de production et de vente. Il semble que cette progression doive se poursuivre en 1964, où la production escomptée serait de l'ordre de 18 millions de tonnes.

TABLEAU III

CHIFFRES DE PRODUCTION, VENTE ET INVESTISSEMENTS
DE LKAB, AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

	1961	1962	1963
<u>Production</u> (millions de t.)	16,9	16,4	17,3
<u>Exportations</u> (millions de t.)	16,3	15,8	
<u>Ventes</u> (millions sv. kr.)	920,5	843,7	
<u>Investissements</u> (millions sv. kr.)	92,5	132,4	200

Source - (Svenska Dagbladet & Dagens Nyheter).

2) - L' EFFORT D'INVESTISSEMENTS EN VUE D'UNE RATIONALISATION ET D'UNE DIFFERENTIATION DE LA PRODUCTION.

Ce développement de la production a été rendu possible chez LKAB par un effort d'investissements au moins comparable. Ce dernier s'est constamment accru ces dernières années, ainsi que le montre le tableau III.

Face au durcissement de la concurrence, les investissements destinés à la rationalisation des unités de production prennent une importance décisive. Aussi, dans une enquête d'Etat entreprise en 1959, consacrée à des études prévisionnelles sur l'industrie suédoise durant la période 1960-65, la nécessité est-elle soulignée de consacrer une plus grande part que durant les années 1950 à des investissements en capital réel. Ces investissements eux-mêmes seraient sélectifs et les industries traitant les matières premières du pays recevraient une part comparativement plus élevée que celle des autres activités économiques.

Ce développement devrait se poursuivre après les années 1965 dans l'exploitation minière, l'industrie du fer et de l'acier en sorte d'en doubler la production dans les 10 à 15 prochaines années. Les taux annuels d'accroissement pourraient en être de 10% dans l'industrie métallurgique, de 7 à 9% dans l'industrie de la cellulose, du papier ainsi que dans l'industrie chimique.

Pour donner quelques exemples de l'ordre de croissance que cet effort peut atteindre, on peut signaler notamment que Mo & Domsjö, dont les investissements sont considérables depuis des années, est passé de 33 millions sv.kr. de 1961-62 à 75 millions en 1962-63, Svenska Cellulosa (SCA) de 75 millions sv.kr. en 1961-62 à 145 millions en 1962-63.

Dans les mines, ceux, gigantesques, de LKAB, s'expliquent par les travaux exceptionnels portant sur des installations portuaires à Luleå, et ceux préparatoires à l'ouverture d'une nouvelle mine à Svappavaara.

Dans certains cas, par conséquent, le rythme des investissements déborde largement celui prescrit par l'enquête sur l'industrie suédoise pour la première moitié des années 1960.

Mais, en fait, pris dans leur ensemble, les investissements pour 1963, étaient estimés en août 1963 être du même ordre que ceux de 1962 à la même époque, et, fin novembre, inférieurs même de 2%. En tout état de cause, il s'agit là de chiffres globaux et le tableau ci-après fait ressortir des différences notables entre les secteurs considérés. Quant au montant global, le Bureau Central de Statistiques l'estimait, au moins d'août, s'élever à 5,6 milliards sv.kr.

TABLEAU IV

INVESTISSEMENTS EFFECTUES DE 1961 A 1963 DANS
L'INDUSTRIE SUEDOISE (en millions sv. kr.)

	CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS			MACHINES ET APPAREILS		
	Investissements d'années écoulées		Investissements en cours ou prévus	Investissements d'années écoulées		Investissements en cours
	1961	1962	1963	1961	1962	1963
TOTAL	2 609	2 553	2 721	2 618	2 869	2 698
Industries métalliques et mécaniques	668	681	723	957	989	1 056
Fonderies	163	163	161	350	294	366
Manufactures de fer et métaux	40	41	52	83	82	76
Industries mécaniques	293	286	358	343	374	376
Chantiers navals	80	94	74	37	80	56
Electrotechnique	68	59	69	94	98	100
Industrie du bois	58	57	73	100	73	74
Industrie de la cellulose et du bois	175	105	69	321	348	232
Papier	105	110	32	214	351	139
Industries de l'Electricité, du gaz et de l'énergie hydro-électrique	1 116	1 046	1 182	236	248	253

Source - (Svenska Dagbladet, 25-9-63)

3) - LA HAUSSE DES SALAIRES CONSTITUERAIT UN
OBSTACLE SERIEUX AU POTENTIEL D'INVESTISSEMENTS.

La Fédération du patronat suédois s'applique à souligner que les possibilités actuelles d'investissements sont limitées par la montée des coûts en particulier par les hausses de salaires et des charges sociales. Ainsi, ces dernières s'accroîtraient de 40% entre 1962 et 1965. D'autre part, l'augmentation moyenne du salaire ouvrier en Suède aurait été de l'ordre de 50% depuis 1957.

Dans son rapport d'Octobre 1963, l'Institut National de la

Conjoncture rappelle qu'une forte expansion des salaires diminue les ressources que les industries peuvent consacrer aux investissements. Un article de la même époque - (in Ekonomisk Tidskrift, 1963, n. 3) - dont l'auteur, M. Karl-Olof FAXEN appartient à la Fédération des Employeurs Suédois - analyse la progression des salaires depuis 1950. Durant une première période, celle-ci suit un rythme analogue à celui des nations concurrentes, la relation entre les prix à l'exportation et les salaires demeurant pratiquement constante. Mais, dès le début des années 60, la progression du coût des salaires a été de 10% supérieure à celle des nations concurrentes, et il n'y a pas eu de progression correspondante des prix à l'exportation. M. FAXEN relève également que la tendance des investissements au seuil de 1964, comme durant 1963, demeure faible. Toutefois, le bas prix des matières premières et des produits semi-finis importés, ainsi que des carburants, a contribué à limiter la progression des coûts.

En tous cas, les bénéfices bruts qui représentaient en 1953, 55% du montant des salaires, ne représentaient plus en 1962 que 37%; et, si du calcul on excluait les mines, les taux respectifs devenaient 42 et 32%.

En revanche, le quotidien social-démocrate "Aftonbladet" fait remarquer que la productivité déjà atteinte par l'industrie suédoise de l'acier, fait que celle-ci demeure concurrentielle malgré les hauts salaires. A cela, M. FAXEN répliquerait sans doute que 3 à 5 ans sont nécessaires pour constater les effets de l'affaiblissement du taux des investissements sur la compétitivité de la production.

4) - REPERCUSSION SUR L'EMPLOI DE LA
RATIONALISATION DE LA PRODUCTION.
LA CREATION DE POSTES INTERESSE
SURTOUT LES TRAVAUX DE SERVICES
ET CEUX IMPLIQUANT UNE SPECIALI-
SATION.

Mécanisation, réduction de personnel, ces deux termes sont liés, cela va sans dire. Cette relation demeure particulièrement sensible en Norrland d'où, durant les dix premiers mois de 1963, 6.500 travailleurs sont partis avec l'aide de la Direction du Marché de l'Emploi contre 4.500 l'année précédente. Par contre, dans le reste du pays, la demande de main d'oeuvre continue de croître; elle était en 1963 de 10% supérieure à celle de l'année précédente. La formation professionnelle a donné 35.000 travailleurs qualifiés. Cependant, pour couvrir les besoins il a été nécessaire de faire appel à de la main d'oeuvre étrangère. Par contre, dans le Norrland, c'est à des mesures prises par la Direction du Marché de l'Emploi, et dont le coût s'est élevé à 20 millions sv.kr. que 2.000 personnes ont dû de trouver du travail.

Selon M. OLSSON, le clivage entre le Nord et le Sud s'accroît : la demande de main d'oeuvre n'a pas augmenté en Norrland durant 1963, et il y a peu d'espoir que 1964 apporte un changement à cela. Cette stagnation dans les offres d'emploi est désespérante lorsqu'on sait que chaque année 2.000 personnes nouvelles cherchent du travail dans le seul département de Norrbotten.

Face aux impératifs de la compétitivité, les entreprises existantes recherchent la production la plus élevée avec une main d'oeuvre aussi réduite que possible. En 1962, les industries de SCA déclaraient s'être séparées de 1.000 salariés durant l'année écoulée. Dès janvier 1963, on pouvait savoir que LKAB s'était séparée de 450 personnes, le chiffre définitif de 458 étant connu quelques mois après. La plupart de ces licenciements affectent des salariés atteints par la limite d'âge et dont le poste est supprimé. Ce processus se confirmait en 1963. Le 31 décembre 1963, LKAB avait 800 salariés de moins que le 1er novembre 1962. Dans cette entreprise, cette réduction toucherait également le personnel des services. En 1963, au contraire, on note un accroissement de ce personnel : le nombre d'ouvriers passant de 6.815 à 6.319, alors que le personnel des services était porté de 1.482 à 1.520.

Chez NORRBOTTENS JÄRNVERK (NJA) qui désire hausser sa production d'acier jusqu'au demi million de tonnes en 1965, on procède à l'édification de nouvelles installations qui seront achevées pour 1965, précisément, et dont, ni le coût ni le potentiel n'étaient encore révélés fin 1963. Mais les promesses de nouveaux postes d'emploi effectuées en octobre pour le courant de cet hiver ont été dénoncées en cette fin d'année.

Toutefois, ces réductions ou la non-ouverture de nouveaux postes ne doivent être indicatives que de la situation par unité de production : le développement de l'entreprise, la diversification de ses produits, créent autour d'elle des occasions d'emploi dans le cadre de petites industries ou de services. - encore faut-il, bien sûr, que cette extension soit possible.

Il faudrait pouvoir mesurer ce que l'instauration de NJA, puis son constant développement, ont ainsi suscité comme possibilités de travail autour de l'entreprise. Une action de cette sorte a été particulièrement étudiée pour la région de Jokkmokk, par M. Erik BYLUND, maître de conférences à l'Université d'Uppsala. Cette analyse porte sur l'influence économique et sociale des constructions de barrages sur la région concernée. - cf. Erik BYLUND, Vattenkraftsutbyggnadernas inverkan på de ekonomiskgeografiska förhållandena i Norrbottens län, stencil. 76p. plus tables et diagrammes, Uppsala 1962. - Cette étude fait apparaître que les chantiers de Porsj et de Messaure ont stoppé l'émigration pour faire place à une immigration de main d'oeuvre, stimulant le commerce et les entreprises locales. Selon M. BYLUND, l'achèvement des travaux des barrages ne signifierait pas que la population diminuerait d'un chiffre égal à la main d'oeuvre et au personnel qui travaillaient sur ces chantiers, ceux-ci ayant modifié l'économie locale, l'ayant stimulée.

L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

Désertion de l'agriculture, réduction des postes dans l'exploitation forestière, contribuent à modifier rapidement la physionomie du pays. Au début du siècle, l'essentiel de la population de la Suède habitait la campagne. Dans le Norrland, l'isolement de l'habitat rural était encore plus marqué, certes, que dans le reste du pays, et aujourd'hui l'habitat clairsemé (glesbygden) y est encore fortement représenté : habitations isolées les unes des autres, souvent de plusieurs kilomètres, ou bien groupes de quelques habitations seulement.

Ce type d'habitat devient onéreux. Pour pouvoir bénéficier des avantages de la vie moderne, il importe que les nouvelles habitations soient groupées en sorte d'atteindre un minimum de population, disposant sur place de l'essentiel des services, et, bien entendu, des occasions d'emploi.

Le tableau suivant donne une idée de ce regroupement, de cette concentration progressive à l'échelle du pays - (en milliers d'habitants)

TABLEAU V

EVOLUTION DE LA CONCENTRATION URBAINE

	1880	1920	1940	1960
Population totale du Pays	4.566	5.904	6.370	7.542
Partie de la population résidant à la campagne, dans un habitat isolé, ou dans une société de moins de 200 h	3.687	3.238	2.790	2.089
Partie de la population résidant dans des agglomérations d'au moins 200 h	879	2.666	3.581	5.454

Source - (SOU, 1943-39 et Statistisk Årsbok för Sverige 1962. -)

Dans les cinq départements suédois les plus septentrionaux qui, globalement, constituent le Norrland et nous intéressent donc au premier chef, la répartition de la population entre habitat clairsemé et agglomérations de diverses importances se fait de la façon suivante :

TABLEAU VI

POPULATION RESIDANT DANS LES AGGLOMERATIONS

(Chiffres au 1er Janvier 1960)

	Agglomér. de 200 à 499 h.	Agglomér. de 500 à 1.999 h.	Agglomér. de 2.000 à 9.999 h.	Agglomér. de 10.000 à 49.999 h.	Total	Pourcentage de la popu- lation totale.
Norbotten	22.200	38.366	43.544	64.097	168.207	64,3%
Västerbotten	12.651	27.404	34.270	50.800	125.125	52,2%
Jämtland	10.631	13.488	11.826	23.930	59.875	42,8%
Västernorrland	12.768	44.128	39.057	83.401	179.354	62,8%
Gävleborg	13.265	33.342	31.226	64.866	201.842	68,9%
				+ 1 ag- gloméra- tion de 59.005 h.		

Source - (Statistisk Årsbok för Sverige 1962. -)

Cette concentration de la population, nécessaire à la fois du point de vue du travailleur l'est aussi naturellement du point de vue de la production, mais on ne considère pas nécessairement qu'un tel processus de concentration doive favoriser en Suède la constitution de vastes cités, trois avaient dit certains, celles d'ores et déjà dominantes : Stockholm, Göteborg, Malmö. C'était faire peu de cas de la Suède septentrionale, et c'était sans doute - bien qu'émise par un congrès de techniciens du commerce - une simple vue de l'esprit (cf. Inter-Nord 6, p. 66).

Pour M. Per-Olof SENNEBY, directeur à la Fédération des Industries (Industriförbundet), c'est à une concentration accrue des entreprises vers des agglomérations de grandeur moyenne que nous assisterons. Des villes du type de Sundsvall, mais non pas des villes tellement plus grandes, conviennent parfaitement à l'établissement d'entreprises souhaitant disposer des services nécessaires. M. SENNEBY cite encore le chiffre d'agglomérations de 10.000 - 15.000 habitants comme convenant à de telles implantations. Le Norrland est suffisamment riche en centres de cette importance et au-delà pour espérer attirer de nouvelles implantations industrielles.

Les autorités responsables de la construction de logements de la région de Lulea comptent en 1970 sur une population de l'agglomération de l'ordre de 55.000 habitants, dont 40.000 seraient dans la ville même, les autres dans des agglomérations satellites. L'ensemble pourrait atteindre en 1980



habitants. Actuellement, on peut relever dans le Norrland, six autres centres d'une dimension analogue.

TABLEAU VII

POPULATION DES PRINCIPALES VILLES DU NORRLAND DEPUIS 1910

	1910	1920	1930	1940	1950	1960	1962
Gävle	35.202	37.761	38.857	39.697	46.919	54.770	56.584
Luleå	8.959	10.545	11.336	13.948	22.638	30.566	32.319
Sundsvall	16.854	16.776	18.007	18.582	25.706	29.419	30.270
Kiruna					19.105	26.748	27.555
Östersund	8.264	13.405	14.153	16.647	21.365	24.866	25.262
Umeå	5.859	7.002	11.138	13.710	17.107	22.623	24.065
Skellefteå	1.442	2.963	5.203	10.257	13.971	22.730	23.522

Source - (Statistisk Årsbok för Sverige 1963. -)

Divers pronostics sont émis quant à la rapidité de ce processus d'urbanisation et à ses modalités. Ainsi, M. Odd GULDBRANSEN envisage une plus rapide concentration dans les grandes villes que ne le fait la Direction du Marché de l'Emploi (AMS). L'accroissement de la population y serait de l'ordre de 40% entre 1960 et 1980, selon lui. Le manque de main d'oeuvre y serait considérable, tandis que le surcroît en augmenterait en Norrland.

Quoiqu'il en soit de ces derniers chiffres, il n'en reste pas moins que 2.000 personnes nouvelles cherchent du travail en Norrbotten, chaque année, en raison de la stagnation de l'offre d'emploi. Cette situation n'impose d'autre solution que l'émigration. Qu'en est-il de celle-ci? Le tableau suivant, valable pour l'année 1961, montre bien que la concentration vers le sud de la Suède ne se fait qu'en plusieurs étapes. Il faudrait pouvoir montrer également l'émigration intérieure à chaque département de la campagne vers les agglomérations, en Norrland le plus souvent de l'intérieur des terres vers les villes de la côte. Cela, notre tableau V, sur la concentration urbaine, nous en donne une première idée.

TABLEAU VIII

MOUVEMENTS DE POPULATION INTERIEUR AU NORRLAND ET CEUX
ECHANGES ENTRE LE NORRLAND ET LE RESTE DE LA SUEDE-

(Chiffres de l'année 1961)

Départements	Emigration vers le reste du Norrland	Immigration du reste du Norrland	Emigration vers le reste de la Suède	Immigration du reste de la Suède
Norrbottn	2.082	1.996	3.327	1.802
Västerbotten	2.846	2.503	2.768	1.338
Jämtland	1.925	1.441	2.881	777
Västernorrland	3.181	3.228	4.489	1.659
Gävleborg	1.564	2.430	4.870	3.662

Source - (Extrait de SOU. 1963-58, p. 26;)

IV

VERS UNE POLITIQUE D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

La vaste esquisse que constituait le Plan du Norrbotten en 1958 est devenue, à travers diverses enquêtes publiées au cours des années 1962 et 1963, plus précise. On pouvait notamment prendre connaissance récemment de l'enquête d'Etat sur les problèmes de localisations industrielles (Aktiv lokaliseringpolitik, SOU. 1963-58) qui porte sur la Suède en son entier, mais dont on devine que les problèmes qu'elle évoque sont d'une importance vitale pour le Norrland.

Dans Inter-Nord 6 (pp. 66-70), nous avons apporté quelques informations concernant les signes de dispositions nouvelles de la part de l'Etat Suédois pour faire face à la dégradation de la situation démographique de la part la plus jeune de la population de ces régions, qui crée une hypothèque difficilement surmontable dans les années à venir, peu compatible avec le développement moderne de cette région considérée en elle-même.

La commission d'étude sur les problèmes de localisations industrielles a soumis au gouvernement, courant septembre 1963, le projet d'un Fonds d'Etat qui disposerait de 800 millions sv.kr. pour une période de 5 ans, considérée comme période d'essai.

Résultat de l'enquête que nous venons de mentionner, publiée sous le titre " Aktiv lokaliseringpolitik ", il prolonge aussi, une série d'enquêtes des éditions officielles d'Etat consacrées à des problèmes affectant le Norrland, mais plus particulièrement le Norrbotten. La situation économique et sociale du Tornedal avait constitué l'objet de la première, les questions

afférant à un recensement d'ensemble des ressources minérales du Norrbotten celui de la seconde. Un éditeur différent assurait par ailleurs la parution à Luleå de l'enquête sur la situation économique et sociale dans l'Inland- région du Norrbotten comprenant les communes de Jokkmokk, Arvidsjaur et Arjeplog, plus vastes que certains départements méridionaux - enquête effectuée sous l'égide de la commission économique du Conseil Général du Norrbotten.

Toutes ces enquêtes ont suscité débats, polémiques, au travers desquels se faisant jour, sous le couvert d'arguments techniques, la résistance des partis d'opposition. Pourtant, au-delà de ces obstacles, l'identité de direction de l'ensemble de ces travaux, incluant le plan du Norrbotten de 1958, est un gage d'unité de travail qui autorise à croire que s'élabore, en quelque sorte, une politique du Nord - ou tout au moins - ses premiers éléments. Car, en définitive, ce dont il s'agit finalement, c'est du nord-scandinave lui même et du rôle que la Suède compte y jouer, et cela, par les dispositions qui seront ou non prises pour favoriser dans le nord du pays la croissance de centres économiques et culturels actifs.

VERS UNE POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La vaste enquête que constituait le Plan du Norrbotten en 1958 est devenue, à travers diverses enquêtes publiées en cours des années 1960 et 1961, plus précises. On pouvait notamment prévoir comment se déroulerait le développement d'Etat sur les problèmes de localisation industrielle. L'Etat localiserait les industries (SOU 1961-58) qui porte sur la Suède en son entier, mais dont on devine que les problèmes de localisation sont d'une importance vitale pour le Nordland.

Dans l'inter-Nord (pp. 66-70), nous avons exposé quelques réflexions concernant les signes de dispositions nouvelles de la part de l'Etat suédois pour faire face à la dégradation de la situation démographique de la part la plus jeune de la population de ces régions, qui crée une hypothèse de développement particulièrement dans les années à venir, par conséquent avec un développement important de cette région considérée en elle-même.

La commission d'étude sur les problèmes de localisations industrielles a soumis au gouvernement, courant septembre 1961, le projet d'un Etat d'Etat qui disposerait de 800 millions sv.kr. pour une période de 7 ans, correspondant comme période d'essai.

Résultat de l'enquête que nous venons de mentionner, publiée sous la forme "Aktiv lokaliseringspolitik". Il prolonge aussi, une série d'enquêtes sur les conditions effectives d'Etat concernant à des problèmes affectant le Nordland, mais plus particulièrement le Norrbotten. La situation économique et sociale du Nordland avait constitué l'objet de la première, les questions

DANEMARK¹⁾

Les développements qui ont eu lieu depuis deux ans dans le Danemark ne peuvent pas se voir indépendamment de l'évolution des tendances et tendances de l'Europe dans la mesure où les deux pays ont des relations étroites. Cependant, ce qui est une explication importante, et dans la mesure où le Danemark est un pays qui a une main-d'œuvre qualifiée et qui peut contrôler l'exportation de ses produits, un grand nombre de ses produits.

DANEMARK

LA SITUATION GÉNÉRALE

Le Danemark, en devenant, plus indépendant par rapport à l'étranger, a fait rappeler que dynamisme a permis à la nation qui transforme rapidement cette grande puissance agricole en puissance industrielle réelle.

1) Une industrialisation qui a permis une croissance

Entre 1950 et 1961 le revenu agricole a augmenté de 31 %. Le revenu industriel, en outre de la construction, a augmenté de 150 %. Dans la même période, les investissements dans l'industrie ont augmenté de 239 %, contre 75 % dans l'agriculture. Il faut noter que les exportations agricoles ont augmenté de 11 %, les exportations industrielles augmentant, quant à elles, de 100 %, par exemple, il faut

¹⁾ D'après l'ouvrage de M. Osmundsen.

allant à un développement général des ressources minières du Nord-Est canadien de la région. Un effort d'effort devrait par ailleurs porter la priorité à l'égard de l'industrie économique et sociale dans l'ouest-est de la Nouvelle-Écosse comprenant les comtés de Lunenburg, Antigonish et Annapolis, plus vastes que certains départements individuels de la région elle-même sous l'égide de la Commission économique du Canada Central du Nord-Est.

Tous ces aspects ont été étudiés, politiquement, au cours de la dernière session, pour le compte d'arguments techniques. La réalisation de ces projets d'opposition. Pourtant, au-delà de ces obstacles, l'absence de direction de l'ensemble des travaux, incluant le plan de développement de 1958, est un grand échec de travail qui a été à l'origine de la situation actuelle. Cette situation est, en fait, un exemple de ce qui se passe dans les autres provinces de la région. En fait, on a vu que les ressources de la région ne sont pas utilisées de manière optimale. On a vu que les ressources de la région ne sont pas utilisées de manière optimale. On a vu que les ressources de la région ne sont pas utilisées de manière optimale.

DANEMARK

Le Danemark est un pays nordique qui a connu une croissance économique remarquable au cours des dernières décennies. Cette croissance a été soutenue par une politique économique prudente et par une forte éducation de la main-d'œuvre. Le pays a également bénéficié d'une situation géographique favorable, avec un accès direct à la mer Baltique et à la mer du Nord. Ces facteurs ont permis au Danemark de devenir une puissance économique majeure en Europe du Nord. Le pays a également développé une industrie de pointe, notamment dans les secteurs de la chimie, de l'électronique et de l'aérospatial. Cette diversification industrielle a permis au Danemark de résister aux fluctuations du marché mondial et de maintenir un haut niveau de vie pour ses citoyens. Le Danemark est également connu pour sa politique sociale avancée, qui garantit à ses habitants un haut niveau de sécurité sociale et de bien-être. Cette politique a contribué à attirer des investissements étrangers et à renforcer la compétitivité de l'économie danoise.

DANEMARK (1)

APRES UNE ANNEE DE BLOCAGE DES SALAIRES, DES PRIX ET DES PROFITS, AU COURS DE LAQUELLE LE DANEMARK A PORTE SES RESERVES DE CHANGE A UN NIVEAU RECORD ET ACCRU SES EXPORTATIONS DE 14 %, L'ECONOMIE DANOISE SE REVELE UNE DES PLUS DYNAMIQUES D'EUROPE ET MANIFESTE QU'UNE POLITIQUE DE STABILISATION AUTORITAIRE N'AMORCE PAS NECESSAIREMENT UNE PHASE DE DEPRESSION.

Les développements qui ont marqué depuis deux ans l'évolution au Danemark ne peuvent pas ne pas intéresser, outre l'ensemble nordique et scandinave la plupart des puissances d'Europe. Dans la mesure où les difficultés qu'a rencontrées l'économie danoise sont, typiquement, celles qui s'attachent à une expansion très rapide, et dans la mesure où le Danemark a, néanmoins, démontré - au moins jusqu'à présent - qu'il était possible de contrôler l'expansion sans en léser le rythme, on peut même parler d'expérience.

- 1 -

LA SITUATION GENERALE

Expérience, au demeurant, plus instructive que partout ailleurs si l'on rappelle quel dynamisme a présidé à la mutation qui transforme rapidement cette grande puissance agricole en puissance industrielle réelle.

1) Une industrialisation qui n'a pas quinze ans

Alors, que, de 1950 à 1961 le revenu agricole brut s'accroît de 33 %, le revenu industriel, et celui de la construction, progressent de 130 %; dans le même temps, les investissements dans l'industrie s'accroissent de 239 %, contre 75 % dans l'agriculture. Et tandis que les exportations agricoles avancent de 12 %, les exportations industrielles augmentent, quant à elles, du sextuple. Il faut

(1) Texte établi par M. Daniel Nat.

ajouter que le processus de croissance industrielle s'amorce à un moment où la guerre de Corée porte à des niveaux élevés les cours des matières premières essentielles dont le Danemark, qui en est dépourvu a un besoin absolu : l'utilisation optimum d'importations onéreuses a imposé, d'emblée, à l'industrie danoise d'associer systématiquement la production et la productivité. On note, par exemple, que de 1957 à 1962 le revenu brut industriel s'accroît de 70% alors que les importations de matières premières n'augmentent que de 41%. En outre, de 1950 à 1960, et contrairement à une présomption courante, la part de la population active employée dans l'industrie décroît, légèrement de 34,9 % à 34,5% .

2) Les périls de l'enrichissement

Le prix même d'une telle force de croissance c'est, évidemment, que le développement des facteurs réellement positifs entraîne celui de tous les autres facteurs et que, l'inertie de ces derniers étant plus grande, leur expansion peut, finalement, tendre à déborder celui de la production.

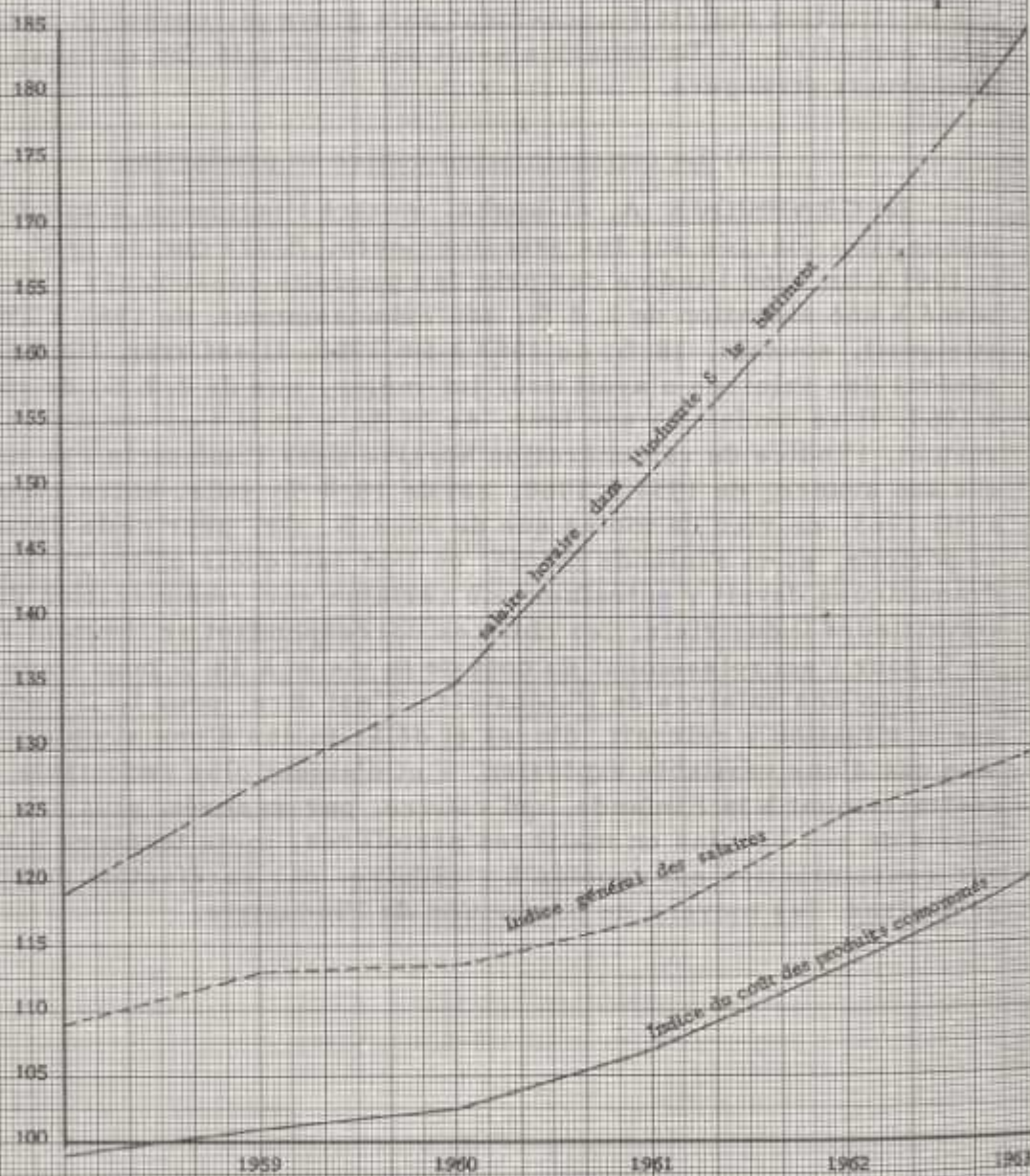
Ce tournant, au cours duquel les conséquences et les effets du progrès économique risquent soudain de gêner ou de fausser celui-ci, semble se situer, pour le Danemark, à l'entour de 1960-1961. Le haut degré technique de la production industrielle danoise, les succès remportés par celle-ci sur les marchés extérieurs et les moyens accrus que ces succès lui assuraient présageaient, en effet, que l'expansion se révélait de plus en plus tributaire de la main d'oeuvre et donc dispensatrice d'un revenu de plus en plus généreux. De 1960 à fin 1962, la production industrielle croissait de 12,4 %; de 1957 à 1960 elle avait crû de 35,6 % : par contre, la consommation privée qui avait limité son accroissement, de 1957 à 1960, à 13,5% s'exhaussait soudain de 26 % entre 1960 et 1962. Et pour un pays comme le Danemark, contraint de satisfaire une partie importante de ses besoins intérieurs par ses échanges extérieurs, ce débord brusque des besoins de consommation sur tous les autres ne pouvait se solder que par une détérioration de la balance commerciale. Alors que, de 1960 à 1962, les importations totales progressaient de 17,9 %, les importations de biens de consommation pour la même période avançaient de 48,5 %, tandis que les importations de matières premières pour l'industrie, dont l'avance avait été de 32 % entre 1957 et 1960 se réduisaient, pour la séquence 1960-1962, à 8,2 %. L'état de la balance des paiements ne tardait, évidemment, pas à en refléter les conséquences : le 31.XII.1961, les banques danoises disposaient encore d'une réserve de devises atteignant 1.217 millions Kr. En mars 1962, les sorties consenties par les banques commerciales réduisaient ce stock à 1.048 millions; puis, de mois en mois, les sorties devenaient plus fortes : 312 millions en septembre, 337 en novembre, et 586 en décembre. A cette date, les

avoirs en devises tombaient à 654 millions, - soit, au rythme mensuel moyen de 242 millions de sorties, une couverture du déficit commercial inférieure à trois mois. Etant, par ailleurs, acquis que la situation eut été franchement plus grave si, durant le premier semestre, le Danemark n'avait pas contracté 386 millions d'emprunts étrangers.

3) La consommation contre la production

Le GRAPHIQUE A, ci-après, montre l'incidence d'une demande trop chargée sur les prix intérieurs. Alors que de 1957 (= 100) à fin 1960 l'indice des prix des produits consommés s'était borné à une élévation de 2,8 %, son exhaussement, de 1961 à 1963, atteignait, soudain, 18 %; de 1957 à fin 1960, il est vrai, l'indice général des salaires n'avait crû, lui-même, que de 2,7 %; de 1960 à 1963, il se tendait, à son tour, de 15 %, - et si l'on considère, surtout, l'indice de rémunération horaire dans l'industrie l'on note que son avance, de 1957 à 1960, est de 18,4 %, puis, entre 1960 et avril 1963, de rien de moins que de 34,8 %. Or, pour cette dernière période, et en Finlande même, où l'on sait quels effets presque dramatiques devait y entraîner une certaine sur-rémunération des travailleurs industriels, les chiffres correspondant se limitent à 12 % pour l'accroissement du coût de la vie et à 24 % pour l'augmentation des salaires de l'industrie. C'est dire, pour le Danemark, que la situation y relevait, d'ores et déjà, moins d'une simple tension que d'une véritable explosion, - et d'autant plus redoutable que, contrairement à la Finlande, qui couvre, par sa forêt, plus des trois quarts de ses besoins en matières premières, toute tendance à la sur-consommation est appelée à y réduire, par raréfaction du stock de devises, les moyens de production de l'industrie.

GRAPHIQUE A



L'ÉVOLUTION DES PRIX
ET DES SALAIRES
de 1959 à 1963

(Source : DANMARK NATIONALBANK,
Monetary Review, February 1964)

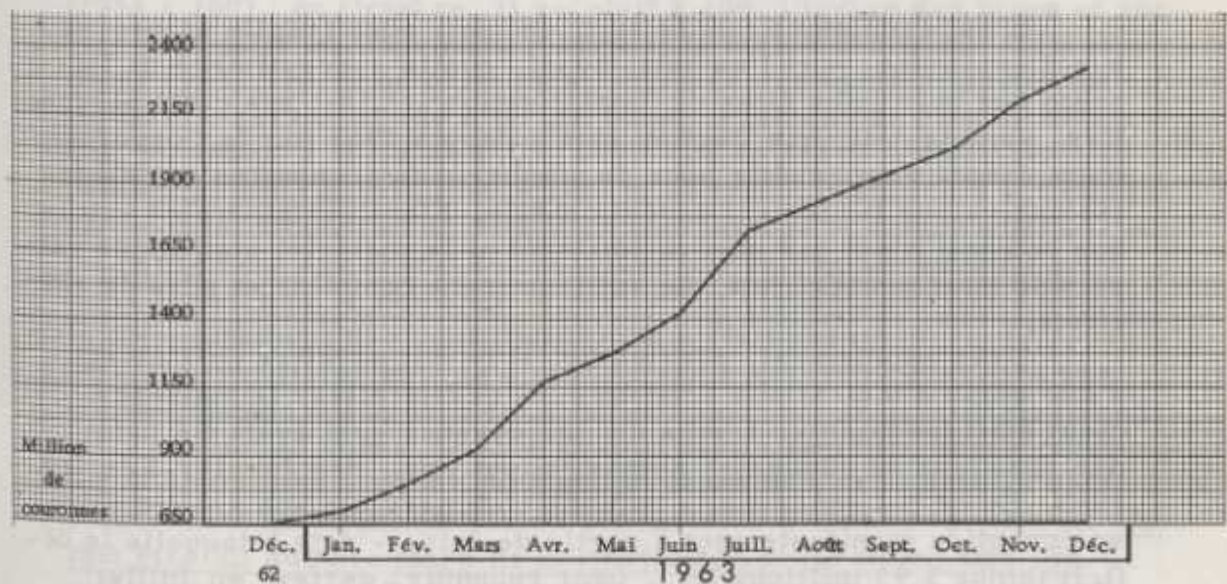
4) Les premières mesures de 1962

Dès l'été 1962, l'opinion danoise tenait, en tout cas, la situation pour si préoccupante que les quatre principaux partis politiques convinrent de la mise au point d'une action commune. Le diagnostic était trop manifeste pour ne pas imposer l'unanimité sur les premières mesures, qui ne pouvaient, toutes, viser qu'à alourdir la demande générale, en exerçant, au passage, une compression plus marquée dans le secteur du bâtiment : instauration d'une taxe de 9 % sur les prix de gros des produits industriels, maintien des taux d'escompte au niveau élevé de 6 1/2 %.

L'effet de freinage ne fut, certes, pas négligeable, - et le GRAPHIQUE B, ci-dessous, montre que, de décembre 1962 au printemps 1963, les réserves danoises de devises étrangères se reconstituèrent à un rythme spectaculaire. A partir d'octobre 1962, en effet, le déficit des échanges extérieurs marque d'indéniables retraits : en janvier 1963, par exemple, il tombe à 234 millions Kr, contre 288 un an plus tôt, en février à 84 millions contre 310, en mars, à 67 contre 192.

GRAPHIQUE B

LA RECONSTITUTION DES AVOIRS EN DEVICES
de Décembre 1962 à Décembre 1963



5) La Politique - choc du printemps 1963

L'on ne pouvait pas, néanmoins, ne pas observer que, d'Octobre 1962 à Avril 1963, l'indice de salaire horaire dans l'industrie avait encore crû de 5,8 %, l'indice général des salaires de 4 % et l'indice du prix des produits consommés de 2,5 %, - fixant, par là même, sur quels points véritables il importait que, directement et sélectivement, se portât la politique du gouvernement. Dès Décembre 1962, au reste, un Conseil Economique, créé durant l'été, prévenait que l'augmentation générale escomptée de la production pour 1963/1964 - soit 3 à 4 % - risquait d'être entièrement absorbée par les seuls aménagements de salaires à intervenir. Par ailleurs, le Conseil notait que la plupart des couches de la population avaient bénéficié depuis plusieurs années d'une augmentation de revenus suffisamment substantielle pour ne pas rendre périlleuses, et en tout cas prématurées, de nouvelles revendications. C'était, évidemment, annoncer en quel sens le gouvernement se préparait à agir, - et les observateurs ne s'étonnèrent donc pas qu'en Mars 1963 le Parlement fut amené à approuver une politique dont la caractéristique majeure consistait en un blocage autoritaire des prix et des profits pour une année, des salaires pour deux ans, et qui comportait, au surplus, un dispositif d'emprunt forcé assurant à l'Etat, pour trois années : la jouissance de toutes les tranches de revenus dépassant 9.000 Kr.

6) La stabilisation ne gêne pas l'expansion

Il est accoutumé, on le sait, de tenir pour fragile un proces sus d'expansion, - et l'on sait, aussi, quelle susceptibilité on lui prête aux politiques dites de "stabilisation". C'est sur cette perspective, semble-t-il, que l'action suivie depuis 1963 par le Gouvernement danois peut revêtir pour de nombreuses économies occidentales une valeur largement expérimentale. Etant certainement acquis que le fecul n'est pas encore suffisant ni le matériel statistique rassemblé pour prendre une vue suffisamment complète et sûre de ses effets.

Très rapidement, néanmoins, il devait paraître qu'à niveau d'une série d'indications économiques essentielles, le redressement était indéniable. L'on a dit, ci-dessus, quel avait été celui des réserves de change, - acquis, il est vrai, dès Janvier-Février 1963. En ce qui concerne la balance commerciale son amélioration se consolide manifestement à partir de Juin, - date à laquelle le déficit tombe à 93 millions Kr., pour rebondir, certes, en Juillet avec 253 millions, mais se contracter en Août avec 138 millions, en Septembre (74 millions), en Octobre (159 millions), en sorte que de la période Janvier-October 1962 à la même période de 1963, la résorption du découvert ressortit à une amélioration, impressionnante.

de 49 % (2.935 millions Kr. contre 1.476). Et il ne s'agit pas d'une amélioration "comptable", jouant par simple dépression des importations : en fait, celles-ci, de Janvier-Octobre 1962 à Janvier-Octobre 1963, diminuent simplement de 1,7 %. Ce sont bien les exportations qui croissent, - et de 13,3 %, sans gonflement anormal et épisodique d'une catégorie particulière de produits. Les produits industriels continuent de représenter 53 à 54 % du total et les agricoles 39 à 40 %.

Sur le plan intérieur, et tandis que les banques reconstituent leurs stocks de devises, on note, pour l'ensemble de 1963, un léger retrait du volume des billets en circulation : - 0,25 %, soit 3.495 millions contre 3.504 pour 1962. Dans le même temps, les dépôts dans les banques s'accroissent de 7 % en 1962. Les crédits à l'industrie s'exhaussent de 14 % sur 1962, contre une augmentation de 5,6 % pour ceux consentis à l'agriculture. En fait, et au moins pour ces divers postes, l'on voit mal comment il pourrait être soutenu que la politique mise en place en 1963 ait exercé un effet dépressif.

7) Le maintien de l'expansion se concilie avec un certain tassement de l'emploi

En revanche, et au moins jusqu'en Octobre-Novembre 1963, l'action de freinage que s'était impartie le gouvernement sur les autres composantes du dispositif économique paraissait être suivie d'effets. En Mars 1963, l'indice des prix de gros atteignait 110 (1955 = 100) : en Octobre, il reculait à 109; l'indice des biens et services produits au Danemark marquait la même évolution : 116 en mars 1963, 114 en octobre. Seul, l'indice des biens importés se tendait, légèrement, de 2 %. En outre, l'indice des prix de détail qui, du début à la fin de 1962, avait crû de 5,2 % s'établissait au printemps 1963 à 165 (1949 = 100) et se trouvait encore à cet étiage en octobre. Importait-il donc d'en conclure qu'en moins d'un an, et concurremment aux entraves apportées par le gouvernement à certains aspects de la demande (automobiles étrangères, par exemple) le comportement des consommateurs s'était assagi ?

Le troisième groupe d'indications à examiner n'assure pas que la réponse doive être entièrement positive. Si le commerce extérieur danois, durant la plus grande partie de 1963, et les différentes articulations économiques qui en dépendent ou le déterminent paraissent, en effet, établis en perspective d'expansion, il n'en saurait être dit autant, sinon de la production proprement dite, du moins de l'emploi. Certes, un diagnostic de dépression sur ce dernier point serait manifestement impropre, voire aberrant, mais il n'en reste pas moins que l'état de déflation, pour très modérée qu'elle soit, qui devait marquer la demande durant le printemps, l'été et l'automne 1963 semble s'être accompagné d'un abaissement

corrélatif, et d'ailleurs tout aussi modéré, du volume total des heures ouvrées. L'indice de l'emploi total, qui était à 118 en septembre 1962, se situe à 113 en septembre 1963, avec des taux de chute très marqués dans certaines industries des biens de production. La métallurgie, notamment, contracte, d'une date à l'autre, son indice d'emploi de 7,5%. Il en est presque de même dans les industries textiles (-6,3%) et dans celles du bois (-5,8%). En revanche, l'indice général des salaires (1955 = 100), qui était à 128 en janvier, n'est qu'à 129 en octobre, après avoir été à 130 en avril.

Inférer de cette régression tendancielle de l'emploi - qui s'explique, en grande partie, d'ailleurs, par la pesée relativement forte que les dégagements de main d'oeuvre intervenus sur les chantiers navals ont exercé sur l'indice général - une régression correspondante de la production serait, comme on l'a souligné plus haut, insoutenable. Certes, dans son fascicule N° IX, Volume XXXIII, la revue mensuelle publiée par DEN DANSKE LANDMANDSBANK admet que : "... Sous l'effet de la taxe générale sur les transactions, un recul des ventes sur le marché intérieur a été enregistré". - Mais, en fait, si l'on se reporte au mouvement des exportations en 1963 on aperçoit que les branches de l'industrie danoise où l'emploi se tasse ont maintenu, soit en valeur, soit en volume, leurs affaires, quand elles ne les ont pas accrues. Et ceci est tout spécialement vrai pour la catégorie SITC à laquelle appartiennent les constructions navales qui exportaient en 1963, 707 millions Kr. contre 456 millions en 1962. De même en est-il pour les produits de l'industrie du bois.

8) La politique de 1963 vise, en fait, à poser le problème des rapports entre la production et le salariat -

Assurément, faut-il répéter, il est prématuré de prétendre juger l'expérience de stabilisation entamée en 1963 par le gouvernement danois. Une certaine tension de l'indice du coût de la vie à l'orée de 1964, l'obligation corrélative d'accorder des compensations aux salariés, et le soin aussitôt pris par le gouvernement de hausser les taxes sur l'essence, la bière et les cigarettes ont montré, au reste, que certains éléments de péril demeuraient encore, - et que loin, en conséquence, de s'orienter vers la dépression, la conjoncture intérieure restait dynamique. Il n'en demeure pas moins que, fin 1962 à fin 1963, les réserves de change danoises ont atteint à un niveau qu'elles n'avaient jamais occupé, que les exportations ont réalisé une avance de 14 %, que les importations se sont stabilisées, que la balance commerciale s'est redressée de plus de moitié, - et que, dans le même temps, la mise en palier des salaires semble s'être soldée par un assagissement manifeste des prix. Faut-il donc, dès maintenant - et sous réserve, bien entendu, des contre-tendances qui pourraient marquer 1964 - n'attribuer des indications aussi positives qu'à la seule action des pouvoirs publics et

qu'a l'effet exclusif d'une législation ? Indéniablement, l'on doit convenir que le gouvernement a osé : osé bloquer net les profits et revenus, tentés souvent, en période d'expansion, de se réinvestir en dangereuses surenchères salariales; osé bloquer les salaires, - et, ainsi, rendre clair que le niveau de la production, que l'intérêt national doivent avoir préséance sur ceux-ci. Mais une telle hardiesse eut-elle été possible si l'économie danoise, fille de l'effort opiniâtre des agriculteurs, ne s'était pas trouvée, pleinement et électivement, prédisposée à l'admettre ? En fait, il ne peut échapper que la politique gouvernementale de 1963 est nouvelle, et qu'elle est expérimentale, par la lumière franche, et l'on dirait même : crue, qu'elle jette sur le problème des rapports entre la production et le salariat. La main-d'oeuvre industrielle danoise sait déjà fort bien que l'agriculture voit désormais croître quasiment à l'inverse l'un de l'autre l'emploi et la production. Qui assure que, demain, il ne puisse, il ne doive, en être de même dans l'industrie et les services, et comment, dès lors, ne pas deviner que l'emploi pourrait n'avoir d'avenir que dans la seule mesure, où tel un bien d'investissement, il se révélera, à un moment déterminé, plus indispensable à la production qu'un matériel déterminé ? Dans cette perspective, un degré d'équipement extrêmement élevé, sans cesse enrichi et perfectionné, des structures économiques consacrant le primat d'unités petites et moyennes, mais à très haute définition technique, sur les ensembles massifs, permettent, à coup sûr, à l'économie danoise d'être plus attachée que d'autres à la qualification, au rendement et à la productivité, - et plus apte, le cas échéant, à préférer, si nécessaire, un meilleur équipement à un moins bon personnel. Importait-il, encore, de le rappeler fermement aux intéressés, et de faire, ainsi, valoir qu'il ne saurait être demandé à la production plus qu'on ne lui donne. Sous cet angle, la politique du gouvernement, plus encore qu'économique, revêt surtout le caractère d'une action psychologique invitant chacun à ne pas déroger aux traditions de dur labeur, de vigilance et de sobriété qui ont assuré au Danemark d'avoir une histoire et d'être une puissance.

- II -

LES ELEMENTS DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE

A) - LA PRODUCTION

a) Agriculture

L'indice de la production animale reste, en 1963, à l'étiage de 1962 avec 121 points pour l'une et l'autre années (1955 = 100). Lait, beurre et oeufs ont reculé, tandis que fromage, bacon et viande bovine progressent.

TABLEAU I

L'EVOLUTION DES PRODUCTIONS ANIMALES

(1955 = 100) (1)

	Lait	Beurre	Fromage	Bacon	Oeufs	Boeuf & veau	Total
Septembre 1962	95	95	116	111	61	115	106
Août 1963	104	93	148	121	61	130	114
Septembre 1963	93	85	132	129	62	120	112
Janvier-Septembre 1962	111	109	140	126	78	136	121
Janvier-Septembre 1963	105	96	148	130	73	148	121

Par contre, les productions végétales marquent une régression, surtout sensible dans la récolte des fourrages secs et des céréales, - et qu'expliquent surtout les très mauvaises conditions atmosphériques de 1963. On note, en conséquence, un fort accroissement des importations de concentrés (TABLEAU III), - les éleveurs danois se comportant là comme tous les éleveurs d'Europe occidentale en 1963.

TABLEAU II

EVOLUTION DES PRODUCTIONS VEGETALES

(en millions d'unités-récolte;
1 unité-récolte = 100 UF) (1)

	Grain	Paille	Pomme de terre	Racines	Foin	Vert		Total
1959	40,2	8,1	3,9	25,9	5,1	31,8	4,4	119,4
1960	48,2	16,7	4,1	35,8	4,2	31,6	6,0	140,6
1961	50,4	11,7	3,3	30,5	7,1	34,3	5,7	143,0
1962	56,3	12,2	2,6	27,3	6,5	32,7	7,5	145,1
1963	53,5	11,3	3,0	29,6	4,2	30,7	9,4	141,7

(1) Sources : Monthly Review, Den Danske Landmandsbank, XXXIII, n° XI.

TABLEAU III

EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE PRODUITS FOURRAGERS

(en milliers de tonnes) (2)

	Oléagineux	Tourteaux	Denrées fourrag.	Blé et seigle	Autres céréales et dérivés
1959	364,5	736,8	45,0	193,8	1.204,4
1960	441,3	719,9	31,9	71,6	1.142,1
1961	368,2	706,2	45,2	30,9	759,0
1962	448,4	706,5	34,1	25,3	1.135,5
1963	448,4	751,4	40,2	25,5	598,5

L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITE

Les résultats ci-dessus doivent être examinés à la lumière des réductions importantes qui ont affecté, de 1961 à 1963, le nombre des exploitations et la main-d'oeuvre qu'elles utilisent. Durant ces deux années, en effet, 13.127 exploitations sur les 193.520 recensées en 1961 ont cessé leur activité - soit 6,7 %, touchant surtout, il est vrai, les tenures inférieures à dix hectares. En ce qui concerne l'emploi agricole, le TABLEAU IV ci-après, montre que l'indice "ad hoc" a reculé de 48 % en trois ans et demi.

TABLEAU IV

LES EFFECTIFS DE LA MAIN-D'OEUVRE AGRICOLE

(par milliers d'unités)

	Aides Familiaux de + de 14 ans	Personnel fixe	Personnel saisonnier	Total	Indice 1939=100
1960	40,2	81,7	6,4	128,3	41
1961	39,0	73,7	7,7	120,4	39
1962	34,0	60,7	6,3	107,0	33
1963	29,3	52,1	5,2	86,7	28
Février 1963	22,0	47,5	4,3	73,8	24
Février 1964	18,3	43,0	3,4	64,7	21

(2) Sources : Danish Agriculture, Kobenhav, 1964.

b) Industrie et emploi

Les deux caractéristiques, déjà relevées, sont, d'une part, : l'important accroissement des exportations de produits de l'industrie (+ 18,8 %) et d'autre part une certaine contraction de l'emploi industriel (- 3,6 %).

TABLEAU V
L'EVOLUTION des PRINCIPALES EXPORTATIONS INDUSTRIELLES

(Million Kr.)	JANVIER - OCTOBRE		Différence
	1962	1963	
Conserveries	486,6	524,4	+ 37,8
Bière et boissons	106,2	118,8	+ 12,6
Huiles et corps gras	92,9	102,5	+ 9,6
Chimiques	426,5	492,7	+ 66,2
Textiles	181,7	204,9	+ 23,2
Produits du métal	247,4	287,4	+ 40,0
Machines et équipement	1.472,7	1.682,4	+ 209,7
Navires	288,9	500,7	+ 211,8
Meubles	134,8	157,9	+ 23,1
Vêtements	137,9	175,8	+ 37,9

Le Tableau ci-dessous permet d'observer que la réduction de l'emploi est plus marquée dans les industries de biens de production (- 5,08 %) que dans celles de biens de consommation (- 2,8 %). Le Tableau VII, plus loin, fait apparaître, de son côté, qu'après la métallurgie proprement dite (- 7,5 %), ce sont, dans l'ordre, le textile (- 6,3 %), les produits de l'industrie du bois (- 5,8 %) et la chaussure (- 5,6 %) qui sont les plus touchés.

TABLEAU VI

L'INDICE de L'EMPLOI INDUSTRIEL

1955 = 100	Indice Total	Biens de Consommation	Biens de Production
Septembre 1962	118	112	125
Août 1963	110	106	114
Septembre 1963	113	109	118
Janvier-Septembre 1962	111	106	118
Janvier-Septembre 1963	107	103	112

TABLEAU VII

LES INDICES DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

	Septembre 1962	Août 1963	Septembre 1963	% + ou -
Industrie Alimentaire	117	114	115	- 1,7
Textile	94	87	88	- 6,3
Chaussures	107	99	101	- 5,6
Vêtements	112	105	107	- 4,4
Industrie du bois	119	110	112	- 5,8
Papier et édition	112	109	115	+ 2,6
Industries chimiques	105	97	101	- 3,8
Glaces et céramiques	114	110	109	- 4,3
Métallurgie	133	120	123	- 7,5
Chantiers navals et transport	117	104	112	- 4,2
Autres	129	120	123	- 4,6
	118	110	113	

B) COMMERCE EXTERIEUR

L'état comparé de la balance commerciale en 1962 et 1963 convainc sans peine de l'importance du redressement réalisé par le Danemark : la résorption du déficit ressortit à rien de moins qu'à 48 %, conjugant un très faible recul des importations et un considérable progrès des exportations. Le TABLEAU VIII, ci-après, fait, toutefois, apparaître, en novembre et décembre 1963, une légère reprise des importations, - palliée, il est vrai, durant ces mêmes deux mois par une belle avance des exportations,

TABLEAU VIII

LE COMMERCE EXTERIEUR
en 1962 et 1963

	<u>Importations</u>		<u>Exportations</u>		<u>Solde négatif</u>	
	1962	1963				
	(en millions de couronnes)					
Janvier	1.185,7	1.198,7	896,8	963,9	288,9	234,8
Février	1.134,1	1.043,6	823,3	958,8	310,8	84,8
Mars	1.194,5	1.130,6	1.001,9	1.063,5	192,6	67,1
Avril	1.197,3	1.338,6	902,6	1.189,6	294,7	149,0

Mai	1.190,5	1.304,6	916,9	1.074,5	273,6	230,1
Juin	1.135,0	1.108,1	911,8	1.014,8	223,2	93,3
Juillet	1.525,8	1.289,1	906,7	1.037,0	619,1	252,1
Août	1.130,2	1.124,5	875,6	986,7	254,6	137,8
Septembre	1.161,2	1.172,0	900,7	1.102,8	260,5	69,2
Octobre	1.316,9	1.249,3	1.099,8	1.091,1	217,1	158,2
Novembre	1.222,0	1.307,0	956,6	1.179,2	265,4	127,8
Décembre	1.272,5	1.377,9	1.122,9	1.256,1	149,6	121,8
Année	14.665,7	14.644,0	11.315,6	12.918,0	3.350,1	1.726,0

STRUCTURES DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS

Les TABLEAUX IX et X, ci-après, montrent que la structure des importations et des exportations reste, dans l'ensemble - et compte tenu de variation de circonstance - relativement stable. En ce qui concerne les importations, la prévalence des biens d'équipement (et notamment de machines et machines-outils) sur les autres postes attire l'attention. Elle confirme l'intensité du rythme d'industrialisation, - puisque le matériel importé oscille, en 1962 et 1963, autour de 12 à 16 % du produit national industriel brut.

TABLEAU IX

STRUCTURE DES IMPORTATIONS DANOISES (par chapitres de la nomenclature S. I. T. C.)

	1962	En % imp. total	1963	En % imp. total
	(en milliers de couronnes danoises)			
<u>Importations Totales</u>	14.665.696		14.644.008	
- 00 à 12 Produits agricoles et alimentaires	2.019.242	13,77	1.954.881	13,35
dont				
céréales	510.118		282.914	
alim. bétail	443.644		512.392	
fruits, légumes	275.993		281.158	
café, thé, épices, cacao	299.225		322.911	

X VALEUR

tabac	212.025		216.997	
etc...				
- 21 à 29				
Matières premières	1.339.017	9,13	1.412.063	9,57
dont				
bois	418.052		409.833	
oléagineux	330.739		355.710	
matières textiles	212.322		218.314	
etc...				
- 32 à 35				
Combustibles, etc...	1.791.112	12,21	1.897.525	12,96
dont				
produits pétroliers	1.278.498		1.365.206	
combustibles solides	467.552		499.759	
etc...				
- 41 à 43				
Matières grasses	58.455	0,40	60.048	0,41
- 51 à 59				
Produits chim. & pharm.	1.253.665	8,55	1.285.812	8,78
- 61 à 69				
Produits semi-finis	3.596.325	24,52	3.545.434	24,21
dont				
textiles	1.033.200		1.032.958	
fers et aciers	957.226		860.794	
autres métaux	334.115		310.156	
papiers	424.647		443.771	
art. métalliques	335.755		335.175	
etc...				
- 71 à 95				
Produits finis, biens d'équi- pement.	4.607.880	31,42	4.488.245	30,65
dont				
machines et matériel mécaniques	1.579.991		1.597.748	
machines et matériel électriques	657.679		688.638	
moyens de transport	1.463.091		1.207.823	
instruments	244.453		265.967	
habillement	214.160		232.659	
etc...				

premier au second trimestre 1961, une poussée de 5,2 % contre 2,5 % pour les deux trimestres correspondants de 1962.

Toutefois, ces indications favorables ne se trouvent pas

TABLEAU X

STRUCTURE DES EXPORTATIONS DU DANEMARK

	1962	En % exp. total	1963	En % Exp. total
	(en milliers de couronnes)			
<u>Exportations Totales</u>	11. 315, 6		12. 918, 0	
- <u>Produits agricoles,</u> <u>total</u> :	5. 409, 5	47,80	5. 962, 5	46,16
dont				
porcs et viande de porcs	1. 612, 1		1. 816, 3	
bovins & viande de bovins	730, 6		925, 2	
volailles abattues	249, 4		236, 5	
beurre	656, 7		692, 8	
fromages	345, 2		362, 7	
oeufs	173, 1		158, 0	
Autres produits d'origine animale	433, 1		421, 5	
Produits végétaux	377, 1		481, 0	
Conserves de viande	601, 8		650, 1	
- <u>Produits industriels,</u> <u>total</u> :	5. 181, 5	45,79	6. 168, 6	47,75
dont				
machines et matériel mécaniques	1. 819, 9		2. 035, 3	
navires neufs et d'occasion	372, 6		491, 7	
produits chimiques	515, 6		602, 5	
textiles	388, 1		461, 9	
articles métalliques	303, 2		358, 9	
meubles	171, 1		196, 6	
boissons, sucre, confi- serie	18, 5		91, 1	
huiles d'origine ani- male ou végétale	111, 2		128, 0	
Autres produits industriels	1. 348, 0		1. 556, 8	
Produits de la pêche	452, 3	4,00	483, 6	3,74
Divers	272, 3	2,41	303, 3	2,35

TABLEAU XI

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR

	Importations				Exportations			
	1962	% du total	1963	% du total	1962	% du total	1963	% du total
A. E. L. E.	5.640.753	38,5	5.764.602	39,4	4.918.402	43,5	5.789.875	44,8
C. E. E.	5.708.028	39,0	5.439.408	37,2	3.092.590	27,3	3.612.130	28,0
Finlande	292.390	2,0	308.734	2,1	252.442	2,2	249.170	1,9
Europe orientale et URSS	590.591	4,0	612.807	4,2	549.677	4,9	588.923	4,5
U. S. A.	1.204.637	8,2	1.214.021	8,3	1.019.272	9,0	1.062.344	8,3
Amérique Centrale et du Sud	488.298	3,3	453.435	3,0	510.394	4,5	544.476	4,2
Autres pays	740.999	5,0	851.001	5,8	972.815	8,6	1.071.082	8,3
	14.665.696	100	14.644.008	100	11.315.592	100	12.918.000	100

C) SALAIRES ET PRIX

Jusqu'à l'entrée de l'hiver 1963, le gouvernement avait tout lieu d'estimer que la politique de stabilisation mise en place au printemps avait exercé les effets escomptés. Le TABLEAU XII, ci-après, montre, en effet, que l'indice des prix de gros, contrairement aux années 1961 et 1962 durant lesquelles il s'était fortement tendu, est resté invariablement à 109 (1955 = 100). Il en est pratiquement de même de l'indice des prix des produits de consommation qui, de janvier à fin octobre 1963, marque une simple variation de un point. Quant à l'indice du coût de la vie (1949 = 100), son étiage du troisième trimestre régressait d'un point sur le niveau du second trimestre. Dans le même temps, l'indice général des salaires (calculé sur le nouvel indice de janvier 1963 = 100, - et ne prenant donc plus en considération l'incidence des taxes indirectes et personnelles) ne d'exhaussait que d'un point (101) après avoir atteint 102 en avril. Par ailleurs, l'indice de salaire horaire dans l'industrie réalisait, du premier au second trimestre 1963, une poussée de 5,2 % contre 5,6 % pour les deux trimestres correspondants de 1962.

Toutefois, ces indications favorables ne se trouvaient pas

entièrement reconduites début 1964. L'indice du coût de la vie paraissait devoir se tendre, - imposant donc au gouvernement de combler l'écart, d'ailleurs léger, susceptible de s'établir entre l'indice des salaires et celui des prix. Dès février 1964, en conséquence, - et pour bloquer l'effet éventuel d'un relèvement des salaires sur le mouvement de la consommation, le gouvernement décidait de renforcer les taxes sur l'essence, la bière et les cigarettes.

TABLEAU XII

L'EVOLUTION DES PRIX ET SALAIRES
en 1962 et 1963

	Indice des prix de gros 1955 = 100	Indice des prix des produits consommés Juil. 57 = 100	Indice du coût de la vie 1949 = 100	Indice Général des salaires Janv. 63 = 100	Indice du salaire horaire dans l'industrie 1955 = 100
1962					
Janvier	104	110,9		93	159
Avril	107	113,1		95	168
Juillet	106	113,9	159	95	166
Octobre	107	119,1	164	98	172
1963					
Janvier	109	120,4	167	100	173
Avril	109	122,2	169	102	182
Juillet	109	120,9	168	101	-
Octobre	109	121,4	-	101	-

ATLANTIQUE NORD & CANADA

L'archipel des Feroes	pp.	119	-	131
Groenland	pp.	132	-	152
Canada	pp.	153	-	247

... de la vie pa-
 ... de la vie pa-
 ... de la vie pa-
 ... de la vie pa-
 ... de la vie pa-
 ... de la vie pa-
 ... de la vie pa-
 ... de la vie pa-
 ... de la vie pa-
 ... de la vie pa-

ANNEXE II

ANNEXE II

	1961	1962	1963	1964	1965
Canada	100	100	100	100	100
Etats-Unis	100	100	100	100	100
France	100	100	100	100	100
Allemagne	100	100	100	100	100
Grande-Bretagne	100	100	100	100	100
Autres pays	100	100	100	100	100
Total	100	100	100	100	100

L'ARCHIPEL DES FERDES

A NE CONSIDERER QUE SA POPULATION : 35.000 HABITANTS, L'ARCHIPEL DES FEROES SEMBLERAIT N'OCCUPER QU'UNE PLACE TRES MEDIOCRE A L'ECHELLE MONDIALE. MAIS CES ILES QUI ABRITENT 0,001 % DE LA POPULATION DU GLOBE PRODUISENT 0,3% DES PRISES MONDIALES DE POISSON. LEUR RESSOURCE QUASI-UNIQUE : LA PECHE, LES SUBORDONNE AUX EXPORTATIONS ET AUX IMPORTATIONS ETRANGERES, AUX FLUCTUATIONS DU MARCHÉ MONDIAL DU POISSON ET AUX CAPRICES CLIMATIQUES, COMME LES AUTRES PAYS SCANDINAVES, LES ILES FEROES S'INTEGRENT DONC ETROITEMENT AUX ECHANGES INTERNATIONAUX. LES INVESTISSEMENTS DANS LA FLOTTE DE PECHE ET LES PECHERIES, CONSIDERABLES DEPUIS UNE DIZAINE D'ANNEES, PERMETTENT A L'ARCHIPEL DE MAINTENIR SA PLACE SUR LE MARCHÉ MONDIAL DU POISSON, D'EQUILIBRER SON BUDGET ET D'ACCROITRE LE NIVEAU DE VIE DE LA POPULATION INSULAIRE.

I DONNEES GENERALES

Sur la route maritime du continent à l'Islande, à 300 kilomètres des Shetlands, 573 kilomètres de la Norvège et 430 kilomètres de l'Islande, étirées sur 113 kilomètres du 61° 21' au 62° 24' de latitude nord et sur 75 kilomètres du 6° 15' au 7° 41' longitude ouest, dix-huit îles (dont dix-sept habitées) constituent l'archipel des Féroés. De longs détroits les séparent découpant profondément les côtes.

1) Isolement géographique des Féroés

A l'isolement insulaire par rapport au continent, à l'isolement des îles entre elles, il faut ajouter la solitude des vastes plateaux basaltiques d'une altitude moyenne de 300 mètres seulement, mais entièrement dénudés. Leurs couches dures alternent avec des tufs tendres qui n'apparaissent qu'au voisinage des côtes, en quelques points favorisés où s'adoucissent des pentes herbeuses trop rares. Là se fixe traditionnellement la population. Mais le plus souvent, et surtout dans le nord où le plateau

(1) Texte établi par Mme Alice Picard.

culmine à 882 mètres, les basaltes surplombent la mer en hautes falaises qui atteignent 726 mètres à Ennisberg.

2) Des champs de pêche privilégiés

La situation géographique de l'archipel et les caractères océanographiques de ses abords en font un champ de pêche privilégié - il repose sur une dorsale sous-marine avec des hauts fonds favorables et la convergence d'un courant tiède et salé (nord atlantique) et d'un courant froid (artique).

La dorsale sous-marine longue de 600 milles environ, relie les plate-formes islandaises et écossaises. Sur toute sa longueur, y compris au niveau des Féroés cette dorsale est bordée au nord-est, comme au sud-ouest, par de profondes fosses marines. Aux abords des Féroés, c'est-à-dire à peu près en son milieu, elle se relève brusquement entre les courbes de - 300 et - 150 mètres, puis très doucement entre - 150 et - 50 mètres. L'archipel se trouve donc bordé à l'ouest, au nord-ouest et au sud-est par des hauts fonds favorables aux zones de fraie.

Au sud, le courant tempéré et salé de l'Atlantique nord bute contre la dorsale, et les eaux froides du fond riches en nitrates et en phosphates s'étalent sur la plate-forme féroésienne. Au nord, les eaux froides arctiques apportent le phytoplancton. Les crustacés se nourrissent de ces algues et deviennent eux-mêmes la proie des poissons qu'ils alimentent abondamment. Les morues et les harengs pullulent dans ces parages où ils trouvent à la fois leur nourriture et des fonds favorables.

A l'intérieur de la courbe de 200 mètres, les frayères (morues) du Vaargrunden au nord et du Vaagøhavet au sud-ouest quoique moins considérables que celles d'Islande et du Groenland constituent un stock d'une importance économique d'autant plus grande pour les Féroésiens que les migrations de nutrition des adultes ne les éloignent pas de l'archipel, mais les fixent sur les bancs de Sandø et de Syderø immédiatement au sud-est - (1) Le stock de hareng des Féroés, troisième en importance après ceux de Norvège et d'Islande, fraie en automne.

(1) - Voir "L'EUROPE du NORD et du NORD-OUEST", collection Orbis, PUF 1958, tome I, chapitre 5, par André Guilcher.

3) Une économie longtemps asphyxiée par la dépendance politique

Après une période d'indépendance politique au 10^{ème} siècle, à la suite des premiers établissements, les Féorés tombent en 1035 sous la dépendance de la Norvège, puis, en 1380, après l'union de la Norvège et du Danemarck, sous l'autorité danoise. Au 16^{ème} siècle, le commerce de l'archipel est entre les mains des marchands de Bergen, au début du 17^{ème} siècle, il devient le monopole d'une compagnie danoise, à la fin du 17^{ème} siècle d'un négociant danois et du début du 18^{ème} siècle jusqu'en 1856 de la couronne danoise ("Royal Trade Monopoly"). Les échanges portaient alors essentiellement sur la laine et le bois : 90 % des exportations concernaient la laine (élevage des moutons) et 10 % seulement les produits de la pêche (poisson séché, huile de foie de morue). La pêche pratiquée sur de petits bateaux n'alimentait que la consommation locale. Le rétablissement du parlement des Féorés au milieu du 19^{ème} siècle marque un tournant considérable dans la vie de l'archipel. La société paysanne patriarcale se désagrège, l'économie s'oriente dorénavant vers la pêche.

Le parallélisme entre l'histoire des Féroés et celle de l'Islande est donc frappant : ces îles situées au cœur de champs de pêche des plus fructueux et dont 5% du sol seulement sont exploitables, restaient vouées à une agriculture et à un élevage précaires, du fait de leur dépendance politique à l'égard du Danemarck. Au moment où les premiers bateaux de pêche armés aux Féroés entreprenaient leurs premières campagnes de pêche dans l'archipel, les bâtiments britanniques violaient constamment la limite traditionnelle des 16 miles (accords entre Christian IV et Jacques I^{er} en 1639) s'avançant jusque dans les détroits.

Aux protestations véhémentes du parlement local exigeant une limite des eaux territoriales à 40 miles, le gouvernement danois répondit par la regrettable convention de 1903 qui accordait aux ressortissants du Royaume-Uni le droit de pêche jusqu'à 3 miles des côtes de Féroés et de l'Islande. Le préjudice porté aux insulaires était grave. Les bâtiments féroésiens armés seulement pour la pêche à la morue et pour des campagnes trop brèves (6 à 7 mois par an) doivent aujourd'hui aller pêcher au loin car ils ne rapportent que 4,3% seulement des prises de morue des eaux bordières, soit exactement 4% de leur production. Les grands chalutiers étrangers, mieux équipés, vont ruiner les champs de pêche de l'archipel, emportant chaque année près de 96% de la production de morue. Néanmoins, dans les années vingt à trente, les exportations de poisson salé et de morue sèche tiennent la place des ventes de laine un siècle plus tôt. La crise de 1930 touche durement l'archipel et le manque de capitaux freine une réorganisation de l'économie avant la deuxième guerre : quelques chalutiers apparaissent et

la vente de poisson sur glace à la Grande-Bretagne laisse entrevoir de nouvelles ressources qui vont croître brusquement durant la guerre, apportant des capitaux qui permettront l'achat et la rénovation des bateaux après la guerre.

Mais la fin de la guerre marque le retour à la concurrence des pêcheurs étrangers. C'est pourquoi, dès 1949 l'Islande, dans une situation économique comparable à celle des Féroés, mais qui a acquis enfin son indépendance, abroge la convention défavorable de 1903. De leur côté, les Féroés sont devenues communauté par le "Home Rule Act" du 27 mars 1948. Elles obtiennent la détermination d'une nouvelle ligne de base, de telle sorte que la limite englobe les principaux champs de pêche de l'archipel. Puis en 1963, elles demandent l'extension de leurs eaux territoriales jusqu'à 12 miles, à compter du 28 avril, soulevant les vives protestations des armateurs britanniques. Le Danemarck qui souhaiterait de plus larges délais d'application de la nouvelle réglementation des limites doit cependant appuyer les Féroés de crainte de voir l'archipel se détacher de lui politiquement. Actuellement, le gouvernement des Féroés s'occupe de certaines affaires locales tandis que le gouvernement danois continue de gérer les affaires extérieures, les services sociaux, la santé publique, l'instruction publique, l'industrie, l'énergie, le commerce, les transports, la police, l'inspection des pêches, etc ...

II

EXPANSION DEMOGRAPHIQUE ET CONCENTRATION DANS LES VILLES

Un peuplement faible, dispersé, périphérique, mais en voie d'accroissement et de concentration dans les villes.

Au 1er janvier 1962, le peuplement atteignait 35.300 habitants contre 15.000 en 1900 et 5.000 en 1800.

La densité kilométrique réelle est passée de 1.3 au début du 19ème siècle à 4.3 au début du 20ème siècle, à 9.6 aujourd'hui. Ce sont évidemment les plus grands centres qui ont le plus prospéré, notamment Thorshavn la capitale et Klaksvig le principal port de pêche, et la répartition actuelle du peuplement entre les fles est plus inégale encore qu'autrefois.

TABLEAU I

SUPERFICIE RESPECTIVE DES ILES
ET POPULATION -

Iles principales (plus de 40 km 2)	(en Km2) Superficie	Population (en 1960)	Villes principales	Population des Villes
STÖMÖ	373,5	11.253	THORSHAVN	9.000
OSTÖRÖ	286,3	7.382		
VÄGÖ	177,6	2.543		
SUDURÖ	166,0	6.045	VAGUR TVORO	1.749 1.733
SANDÖ	112,0	1.593		
BORDÖ	94,9	4.048	KLALSVIG	3.894

Outre les plus grandes îles, figurant sur le TABLEAU, 11 îles, de moins de 40 kilomètres carrés de superficie chacune, abritent au total 1.732 habitants dont la plupart vivent fort isolés dans de minuscules centres accrochés à la côte.

Quatre communes : Torshavn, Klaksvik, Frodba et Nes groupent 45% de la population de l'archipel.

- III -

L'ECONOMIE DE PECHE : 98 % des exportations

Les activités agro-pastorales n'occupent qu'une place secondaire : 70.000 ovins, 3.000 bovins, 4% du territoire cultivé (fourrage et pommes de terre), des pâturages assurent les besoins des îliens en viande, en lait, en pommes de terre, en vêtements de laine.

1) Structure professionnelle

La pêche est la principale occupation de la population : le nombre des pêcheurs, par rapport à la population totale, semble considérable; il faudrait y ajouter les ouvriers et employés des pêcheries et des services annexes.

TABLEAU II
EVOLUTION DU NOMBRE DES PECHEURS

Années	Nombre total	Embarqués	Côtiers	Embarqués sur des bâtiments étrangers
1959	6.645	4.446	2.199	1.219 (Islande 908)
1960	6.581	4.236	2.345	534
1961	6.981	4.353	2.628	825
1962	6.900	4.296	2.600	200

(1) - Source : Faroes in figures,

2) Importance croissante du hareng

Depuis l'apparition d'un important stock de harengs au large des Féroés en 1951, la production de harengs a tenu une place notable dans les prises annuelles; elle se traduit surtout par la vente de harengs salés.

TABLEAU III
PECHE DU HARENG (1)

Années	Prises totales (en tonnes métriques)	Harengs	Autres poissons
1953	88.756	17.062	71.694
1954	89.434	27.606	61.828
1955	105.619	13.115	92.503
1956	116.316	23.669	92.648
1957	105.584	17.034	88.550
1958	106.740	17.688	89.069
1959	87.200	13.695	73.505
1960	109.428	11.417	98.011
1961	120.078	16.885	103.193
1962	143.520	9.855	133.665

(1) - Source : Faroes in figures

Les prises totales de 1959 (87.200 tonnes) apparaissent comme les plus faibles depuis 1952 (87.183 tonnes) en dépit de la rénovation de la flotte (26 bateaux neufs mis en services en 1959).

Ces mauvaises prises résulteraient de conditions climatiques défavorables qui affectèrent aussi la production de la Norvège et celle de la Grande-Bretagne.

Le fort accroissement des prises totales - correspondant d'ailleurs à un net recul de la production de harengs - est dû à la mise en service de nouveaux bâtiments modernes (11 en 1961, 13 en 1962) en remplacement de bateaux trop vétustes (18 abandonnés en 1961, 10 en 1962).

3) Déplacement des centres de pêche :

Les campagnes au Groenland et à Terre-Neuve

Les champs traditionnels de Norvège, d'Islande et de la mer de Barents rapportent de moins en moins aux armateurs Féroésiens; mais ceux-ci effectuent au Groenland et à Terre-Neuve des campagnes de plus en plus fructueuses.

La pêche dans la mer de Barents diminue car les vieux chalutiers qui la pratiquaient sont peu à peu mis hors d'usage.

La fixation en 1958 de la limite des eaux territoriales islandaises à 12 miles se traduit par une régression nette des prises féroésiennes dans ces parages. Le nouvel agrément de 1961 pour les bateaux "hand line" n'améliore guère cet état de choses.

La mise en service de nouveaux bateaux permet des campagnes plus longues et plus fructueuses au Groenland et à Terre-Neuve.

Les Féroésiens, à la suite de la campagne de 1962, rapportèrent du Groenland 90% de leur production annuelle de poissons salés, contre 37% seulement en 1956.

1957	1961	1962	1963	1964	1965	
102 28	106 21	106 20	107 21	102 21	102 24	Produit total
102 20	107 11	109 11	100 11	103 11	100 11	Produit salé
101 22	106 10	101 22	102 21	102 21	102 21	Produit frais

TABLEAU III

LES CHAMPS DE PECHE (1)

CONTRIBUTION DES DIVERS CHAMPS DE PECHE (en %)

	FEROES	ISLANDE	BARENTS	GROEN- LAND	TERRE NEUVE
1930	2,7	66,0	0,0	31,0	0,0
1963	11	14,9	25,6	38,5	0,0
1954	14,5	27,6	15,6	42,3	0,0
1955	14,6	21,6	24,8	38,9	0,0
1956	14,8	19,6	31,2	34,3	0,1
1957	15,6	28,2	15,7	37,2	3,3
1958	17,7	24,4	4,6	48,9	4,4
1959	17,8	13,1	6,5	52,2	10,4
1960	20,1	14,7	3,6	51,7	9,9
1961	20,8	12,5	4,1	57,2	5,4
1962	14,4	14,4	2,4	69,9	4,4

(1) - Source : Faroes in figures

4) Morue et hareng : 98 % des exportations

La pêche représente en moyenne 98 % des exportations de l'archipel, réparties entre les différents produits de la manière suivante :

TABLEAU IV

EXPORTATIONS (EN MILLIONS DE COURONNES) (1)

	1956	1958	1959	1960	1961	1962
morue sèche	46.900	33.500	23.500	20.600	18.500	35.550
poisson salé	16.900	21.600	18.900	29.650	31.700	36.000
poisson sur glace	4.400	12.500	16.200	25.650	25.900	22.100

	1956	1958	1959	1960	1961	1962
filet	900	1.400	1.700	3.400	4.700	8.400
autres produits	3.300	4.400	2.900	1.800	2.700	5.500
harengs salés	17.400	17.500	12.200	12.300	12.300	16.700
autres productions de harengs	3.500	2.600	2.400	2.100	1.300	1.500
TOTAL	93.300	93.500	77.800	95.500	97.100	125.750

(1) - Source : Regnskab og Beretning

J. Germé : "Mers et Ports", Hommes et Terres du Nord, N°2, 1963

5) Un gros effort de valorisation des produits

Les ventes de poisson salé, frais ou congelé croissent considérablement depuis une dizaine d'années, aux dépens des ventes de morue séchée qui restent cependant, avec celles du poisson salé, la ressource principale de l'archipel.

TABEAU V

TRANSFORMATION DU POISSON COMMERCIALISE (en %) (1)

Années	Poisson vendu frais	Poisson congelé	Poisson pour la salaison	Poisson mis en boîte	Farine et huile de poisson
1953	6,2	0,2	92,4	0,3	0,9
1954	7,6	0,8	91,2	0,4	0,0
1955	7,1	2,0	90,8	0,0	0,1
1956	5,0	2,1	92,3	0,1	0,5
1957	7,3	1,4	90,4	0,1	0,8
1958	12,2	2,6	84,5	0,0	0,7
1959	17,4	2,5	79,2	0,2	0,7
1960	22,2	4,5	72,8	0,1	0,4
1961	20,5	4,8	74,6	0,1	0,0
1962	16,3	7,5	76,0	0,1	0,1

(1) - Source : Færoes in figures

La production de poisson salé (28,5% de la production totale en 1962) ne cesse de croître; elle atteint en tonnes :

1958	1959	1960	1961	1962
29.850	22.500	26.150	30.100	39.300

Près de 60% des exportations sont à destination de l'Italie, 12% de l'Espagne, 10% de la Grèce, 5,5% du Danemarck, moins de 3% pour la Grande-Bretagne.

La morue séchée, en recul, est expédiée au Brésil (70%), en Espagne (22%) et au Danemarck.

L'Angleterre achète presque tout le poisson sur glace produit par les Féroés : la baisse des prix sur le marché en 1962 s'est traduite par une réduction très sensible des expéditions.

La production de filets congelés et de poisson frais croît par suite de l'ouverture des marchés anglais, américain et suédois. La construction d'une nouvelle usine de congélation en 1963 accroît la production de 35 tonnes par jour et autorise des stocks supplémentaires de 2.500 tonnes.

6) La plus importante flotte de pêche per capita du globe

TABLEAU VI

LA FLOTTE DE PECHE AU 1er.7.1963

	Nombre	Age moyen	Tonnage moyen (en tonnes)	Assurance moyenne en millions de couronnes
Bâteaux d'acier (longues lignes)	48	2 ans	260	1,36
Bâteaux de bois (longues lignes) 20 à 70 tonnes	46	22 ans	40	0,138
Plus de 70 tonnes	14	26 ans	106	0,276
Bâteaux à un mat	47	72 ans	99	0,123
Goelettes	12	40 ans	185	0,290
Chalutiers à vapeur	8	13 ans	780	3,7
Chalutiers à moteur diesel	6	11 ans	691	4,26

Faroes in figures 1963

Tonnage total au 1er.7.1963 : 33.000 tonnes (dont 55 % constitués de bateaux construits postérieurement à 1955)

9% de 1950 à 1954

25% de 1900 à 1949 et 11% avant 1900.

Les petits bateaux ne sont pas comptés dans ces statistiques; on peut évaluer à 150 environ le nombre des bateaux ouverts de 3,5 tonnes en moyenne, et à une cinquantaine le nombre des embarcations pontées de 5 à 20 tonnes.

En 1964

5 haranguiers en acier ont été livrés par les chantiers de Beutzenburg (Allemagne de l'Est). Mesurant 35 mètres de long, ils peuvent transporter chacun 160 tonnes de poisson salé et un équipage de 25 hommes.

D'autre part, 3 bateaux frigorifiques et 1 bateau longue ligne doivent être livrés par la Norvège, et 2 bateaux frigorifiques sont en construction aux Féroés.

- IV -

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements dans la flotte de pêche sont le chapitre principal du budget public et privé des Féroés : 115 millions ont été investis de 1956 à 1964 pour la construction de 58 bateaux.

Au lendemain de la guerre, beaucoup de bateaux, vétustes ou endommagés, paraissaient d'une utilisation onéreuse, peu rentable, voire dangereuse.

Avec les devises gagnées par les ventes de poissons à la Grande-Bretagne durant les hostilités, les Féroésiens achetèrent trop hâtivement des bateaux neufs de mauvaise qualité ou mal adaptés à leurs besoins, ou de vieux chalutiers à vapeur anglais qui ne satisfirent pas les utilisateurs.

La nécessité apparut vite d'étudier rationnellement la reconstitution de la flotte de pêche afin de lutter contre la concurrence étrangère et assurer aux îliens des ressources croissantes.

Un Comité d'Etudes, créé en 1951, fixa son choix, au bout de deux ans de recherches, sur deux types de bâtiments :

- chalutiers diesel de 200 à 300 tonnes et de 50 à 70 mètres de long, avec réservoir frigorifique, pour la pêche lointaine.
- chalutiers de 30 à 60 tonnes pour la pêche proche.

Pour les financements, on constitua le 12 mars 1955 le "Faroes Fishing Vessel Mortgage Finance Corporation", à capital de dix

millions de couronnes, pour prêts à la construction et à la reconstruction de bateaux de pêche. (prêts de 50%, remboursables en dix ou exceptionnellement quinze ans). A ces prêts s'ajoutent ceux de la Danish Fishing Industrial Bank (20%) et du gouvernement des Féroés (20%). L'apport des intéressés se limite donc à 10% du coût total de l'opération.

En 1959, au moment de l'avènement du nouveau gouvernement social-démocrate, on estimait les investissements nécessaires pour les cinq années suivantes à 190 millions de couronnes, avec la répartition suivante : (1)

- 56 millions de couronnes pour la construction des bateaux
- 27 millions de couronnes pour la construction de centrales électriques
- 25 millions de couronnes pour la construction d'hôpitaux
- 12 millions de couronnes pour la construction des ports
- 32,5 millions de couronnes pour la construction et les investissements immobiliers
- 5 millions de couronnes pour les charbonnages de Sudurpy
- 5,75 millions de couronnes pour la construction d'écoles

(1) - Source : "Regnskab og Beretning" 1963

Le chapitre "BATEAUX et PECHE" occupe une place de plus en plus grande dans les dépenses totales de l'archipel.

TABLEAU VII

MOUVEMENT DES INVESTISSEMENTS (2)

(en milliers de couronnes)

Années	Dépenses totales	Bateaux et pêche	Agriculture	Communications
1951 - 52	8.877	250	296	2.109
1952 - 53	9.166	190	297	1.900
1953 - 54	9.560	138	318	1.893
1954 - 55	9.616	563	298	1.719

(2) - Source : "Regnskab og Beretning" 1963

1955 - 56	11.646	2.064	356	1.830
1956 - 57	11.956	2.079	480	1.815
1957 - 58	13.925	3.024	583	2.075
1958 - 59	15.455	3.342	616	2.523
1959 - 60	18.065	4.738	627	3.220
1960 - 61	21.352	5.509	633	3.460

Importance relative des investissements pour l'achat de bateaux et l'armement pour la pêche, pour l'agriculture et les communications dans le budget du Lagting (Parlement Féroésien)

TABLEAU VIII

MOUVEMENTS DES PRÊTS : (BANQUE DES FÉROËS) (1)

(en millions de couronnes)

	1960	1961	1962
Pêche et activités annexes	30.0	39.6	42.1
Commerce	7.4	7.4	9.2
Industrie	4.1	5.5	6.6
Privé	5.4	6.3	7.3
Institutions Publiques	5.7	7.8	8.8
TOTAL	52.6	66.6	74.0

(1) - Source : "Regnskab og Beretning"

Plus de la moitié des prêts de la Banque des Féroés concerne la pêche et les activités annexes.

1957	1956	1955	1954	1953
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100

Importance relative des investissements (en pourcentage du produit national brut) en 1957 et en 1956. Les données sont exprimées en millions de dollars.

TABLAU VII

Les données relatives aux investissements sont exprimées en millions de dollars. Les données relatives au produit national brut sont exprimées en millions de dollars.

1957	1956	1955	1954	1953
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100

Tableau VIII

1957	1956	1955	1954	1953
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100
100	100	100	100	100

Tableau IX

GROENLAND

LA PRODUCTION AGRICOLE EST FAIBLE
MAIS EN 1965, ET EN 1966, LES CHANGEMENTS
CONSTITUENT A S'ACCOMMODER AVEC LA
POLITIQUE DE LA SOCIÉTÉ GROENLANDAISE
ET ADMINISTRATIVE TRANSITIONNELLE.
L'ÉTENDUE DE LA ZONE DE PASTORALISME
NE SE DÉVELOPPE PAS EN 1965, ET EN 1966
LES DÉVELOPPEMENTS SONT FAIBLES EN
CERTAINS DOMAINES.

Le doublement de la population groenlandaise dans les vingt années à venir, à l'implication des, en raison de la garantie constante d'un soutien gouvernemental des subsides, de gros problèmes financiers et les charges du budget total n'allaient pas s'accroître très rapidement, cependant que la production déjà très insuffisante, probablement, continuer de à baisser. Au chapitre de la dette, dans le budget général, le seul effort de l'organisation **GROENLAND** seules en total moins de 1/3 du déficit des dépenses de

LA SITUATION GÉNÉRALE

Aux investissements créateurs d'emploi - 1960 à environ 1961, il doit s'ajouter en effet, les investissements publics - les sont d'autant plus faibles qu'ils proviennent d'une situation probable de la politique des dépenses locales. Soit dit en passant, le Groenlandais ne se doit d'obtenir l'investissement tout avantage attachés à cette qualité, cependant qu'en ce qui concerne le développement de vie et des conditions d'existence, il ne peut attendre que progressivement aux niveaux que la nouvelle situation implique - les subsides, services militaires... De ce point de vue, le développement d'investissement public est limité par le fait de la concentration accrue à l'industrie et commerce, se traduit par des charges im- mobilisées, les bénéfices résumés par cette politique volontariste de l'état qu'à travers les années.

GEORGIAND

GROENLAND (1)

LA PRODUCTION NON SEULEMENT STAGNE, MAIS EN 1963, EST EN REcul. LES CHARGES CONTINUENT A S'ACCROITRE. SENSIBLE EVOLUTION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET ADMINISTRATIVE TRADITIONNELLE : L'INTEGRATION DE L'ILE AU DANEMARK VA, DE PROCHE EN PROCHE, ETRE ETENDUE AUX SECTEURS DE PRODUCTION MAIS SOUS CERTAINES CONDITIONS.

Le doublement de la population groenlandaise dans les vingt années à venir, n'impliquerait pas, en raison de la garantie constitutionnelle du support gouvernemental danois, de gros problèmes financiers, si les charges du budget total n'allaient en s'accroissant très rapidement, cependant que la production déjà très insuffisante, visiblement, commence à plafonner. Au chapitre de la dette, dans le budget général, le seul déficit de l'organisation des ventes représente un total voisin du 1/4 du déficit des chemins de fer danois.

- 1 -

LA SITUATION GENERALE

Aux investissements créateurs d'emploi - 1550 nouveaux d'ici 1975, - doivent s'ajouter en effet, les investissements sociaux : ils sont d'autant plus lourds qu'ils procèdent d'une révision profonde de la politique danoise locale. Sujet danois, le Groenlandais est en droit d'obtenir rapidement tous avantages attachés à cette qualité, cependant qu'en raison de son niveau de vie et des conditions historiques, il ne peut répondre que progressivement aux devoirs que la nouvelle situation implique : Impôts, service militaire ... On ajoutera enfin que le démantèlement d'économies familiales auto-financées au profit de concentrations urbaines à vocations industrielles et commerciales, se traduit par des charges immédiates, les bénéfices escomptés par cette politique unificatrice ne l'étant qu'à moyens termes.

(1) - par Jean Malaurie

Nous avons insisté dans les numéros précédents sur l'importance des investissements à consentir. Le Service de la Commission du Groenland, présidé par M. EBBE GROES, envisage, pour y pourvoir de 1966 à 1975, 4 milliards de Kr. d'investissements (1) et de notables impôts, sans doute, toujours indirects. L'effort portera sur la construction (4.500 appartements "type-hus"), et l'industrie de la pêche. La ventilation adoptée s'explique : Primo, le Groenland, en 1955, comptait en moyenne 3 ha/2 par pièce d'habitation, et l'accroissement naturel ne saurait qu'aggraver le problème. Secondo : Cependant que la population croît, la production de pêche stagne. En 1962, elle a plafonné. En 1963, les prises ont même été inférieures de 33% à celles de l'année passée. Il est des raisons climatiques; il en est d'autres auxquelles des remèdes auraient dû déjà, selon les experts, être apportés. La flotte groenlandaise est insuffisante; nous en avons donné un relevé dans Inter-Nord 6 (pp. 165). On a noté ainsi que l'île ne disposait que d'un bateau de plus de 21' par 9 chasseurs pêcheurs. En outre, l'île n'a pas encore un seul grand chalutier de grande pêche. Aussi, n'est-il pas surprenant que le pourcentage des prises totales de morues pêchées sur la côte ouest de l'île par les Groenlandais, aille en regressant (moins de 10% des prises étrangères) et que les industries poissonnières construites à grand frais (Godthaab, Sukkertoppen, bientôt à Holsteinborg) ne puissent travailler à pleine capacité.

Une agitation sociale nourrie par des querelles d'ajustement de salaires se développe. Une vie syndicale s'organise. Des slogans particularistes sont même proférés. S'il est juste de remarquer qu'ils n'intéressent qu'une petite minorité de la population ouvrière, il n'en reste pas moins que l'agitation et l'émotion qu'ils provoquent sont latentes.

Aussi, est-ce avec la plus vive attention qu'au siège du Lands-hvding à Godthaab, et à Copenhague, l'on suit les travaux des Commissions de développement et, tout particulièrement, ceux de décembre 1963 qui doivent être débattus au Landstraad Groenlandais : à l'avenir les pêcheries groenlandaises seraient approvisionnées, outre les bateaux groenlandais, par des chalutiers danois, feringiens ou norvégiens, affrétés par le K.G.H. Ainsi, en serait-il déjà décidé par le Godthaab Fiske Industri. Les conditions de l'opération sont multiples et très favorables à l'industrie groenlandaise : moitié de l'équipage dans les navires devra être groenlandaise, le poisson étant vendu au même prix que celui accordé aux bateaux spécifiquement Groenlandais; en cas de surproduction, priorité de vente sera donnée aux pêcheurs groenlandais. Cette convention (qui n'est pas nouvelle) s'inspire de celle d'Holsteinborg.

Si de ces projets, l'on peut espérer une plus rapide industrialisation de la pêche et de la production danoise au Groenland, il n'en

(1) - Moitié de cette somme est un capital - investissement -; moitié couvrira les frais courants.

est pas moins vrai qu'ils sanctionnent un relatif échec de la politique proprement groenlandaise du K.G.H. L'on peut se demander si la promotion sociale et politique de Groenlandais en sera facilitée.

- II -

LE MOUVEMENT DE L'EMPLOI

1) - L'EFFORT DES INVESTISSEMENTS DOIT ETRE D'AUTANT PLUS IMPORTANT QUE LA POUSSEE DEMOGRAPHIQUE SE MAINTIENT, DU FAIT DE L'ALLONGEMENT SENSIBLE DE LONGEVITE.

L'accroissement démographique continu et accéléré depuis 1901 ne peut que se poursuivre au taux voisin de 4%. Si la natalité nous semble avoir atteint un plafond, elle est déjà relayée - au niveau des totaux d'augmentation - par l'allongement de la longévité. Le taux de mortalité infantile reste trois fois plus élevé; en effet, qu'au Danemark et il est prévisible qu'en quelques années, le taux de 65‰ (1961) pour les moins d'un an, tendra à se rapprocher de celui du Danemark : 21,5‰.

TABEAU 1

POURCENTAGE D'AUGMENTATION ANNUELLE DE LA POPULATION

	1901 - 1921	1921 - 1938	1938 - 1945	1945 - 1962
Groenland	1,2	1,52	2	3,82
Côte Ouest	1,05	1,44	1,99	3,73

2) - LE REGROUPEMENT DE LA POPULATION DANS LES VILLAGES SE POURSUIT (AVEC UN CERTAIN RALENTISSEMENT) AU DETRIMENT DES VILLAGES ISOLEES.

L'industrialisation appelle une concentration des moyens. La

scolarisation si nécessaire de la population ne serait possible selon les experts, qu'après regroupement.

En 1946, plus de la moitié de la population - 41,8 %-vivait dispersée dans les villages et hameaux. En 1961, 59,8 % de la population était concentrée dans les villes. La concentration s'est poursuivie en 1962 mais à un moindre rythme : le pourcentage "urbain" ne croît plus, au taux de 2,8 % (1946-61), mais à celui de 1,87 %. La ponction se fait toujours au détriment des villages et surtout des hameaux. Sous réserve d'un inventaire plus précis que les données à notre disposition ne nous permettent encore, le mouvement continu de dépeuplement des hameaux doit être interprété comme un signe d'appauvrissement relatif de ceux-ci.

TABLEAU II

MIGRATIONS INTERIEURES : POURCENTAGES

	1946	1953	1956	1961	1962	1946-1961 % / an	1961-1962 % / an
Villes	41,8 %	56,4 %	58,4 %	59,8 %	61,65 %	+ 2,8	+ 1,87
Villages	32,4 %	30,5 %	29,2 %	28,4 %	27,90 %	- 0,8	- 0,4
Hameaux	25,8 %	17,6 %	12,4 %	11,8 %	10,43 %	- 3,6	- 1,4

Dans le numéro précédent, la puissance d'expansion démographique a été analysée, aux niveaux de la natalité et de la fécondité.

L'accroissement de la longévité n'a été pas moins rapide. Pour les hommes, la longévité s'est, de 1946-51 à 1952-59, accrue de 59%, soit de 9,8 % par an; pour les femmes, l'augmentation n'a été que de 42,3 %, soit 7,1 % annuellement. Toutes réserves étant faites sur la comparaison, on notera qu'il a fallu en France, de 1810 à 1935, plus d'un siècle (115 ans) pour que l'espérance moyenne de vie passe de 30,06 à 55,9.

Au Groenland, la brusquerie de l'explosion démographique, et ce, au moment même où des besoins économiques considérables ont été éveillés - ne peut qu'être génératrice de difficultés sociales, voire politiques.

3) - DES STRUCTURES PROFESSIONNELLES IMPROPRES A L'EFFORT IMMEDIAT DE PRODUCTION RECHERCHEE: 13,4 % SEULEMENT DE LA PRODUCTION ACTIVE RELEVE DU SECTEUR PRIMAIRE.

L'impréparation technique du Groenland à l'effort de production nécessaire apparaîtra plus nettement encore si l'on considère que le secteur primaire représente 13,4% seulement de la population active. Administration et Services se sont alourdis jusqu'à totaliser 38,2% de celle-ci.

Il n'est pas douteux qu'aussi longtemps que le Groenland comptera aussi peu de contremaîtres et d'ingénieurs qualifiés, l'encadrement devra venir d'ailleurs.

- III -

UNE PRODUCTION INSUFFISANTE;
RECESSION DE LA PRODUCTION MORUTIERE EN 1962 & 1963;
INQUIETANTE STAGNATION DE LA PRODUCTION MINIERE

A) - Une pêche morutière toujours plus médiocre. Mais un effort continu de valorisation.

Toujours plus dépendant de ses pêcheries morutières, (61,3% des exportations en 1962, contre 44,9% en 1961), le Groenland voit, sa production visiblement s'essoufler. En 1963, du fait d'un printemps froid et neigeux jusqu'au mois de Juin, la pêche à la morue a même été de 36% inférieure à la production de l'année passée, elle-même médiocre.

Ainsi que nous le laissions craindre dans le numéro précédent, l'année morutière 1962 a été, depuis dix années, la première année de récession : 22.397 T. L'accroissement de la production se ralentit donc nettement. Aux 9,7% annuels de la décade 1952-1961, fait place un médiocre et très insuffisant : en 61-62 et dans le secteur essentiel de la morue salée un recul absolu de 0,5%. En 1963, la production morutière est tombée de 22.397 T. à 14.370 T.

A cette situation regrettable, l'administration a fait face par un visible et fructueux effort de valorisation, encouragée par les achats courants des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, qui commencent à porter des fruits. Près du double du poisson a été vendu frais de 1961 à 1962 : même effort au niveau des pêcheries de crevettes plus rémunératrices de la baie Disko. Et le recul général de

1962 à 1963, n'a pas été en cette région trop accentué : de 3.360 T. à 3.095 T.

L'effort de valorisation se retrouve aux niveaux des prix de vente. Alors même que la production n'a crû en quantité que de 36,9 T. à 43,4 T., elle a représenté en 1962, un total (à la vente) de 43,4 millions de Kr. en augmentation de 17,61% sur l'année précédente (36,9%).

Le district de Julianehaab couvrait en 1961, 45% de la production moruère groenlandaise. On y observe en 1963 un recul absolu de production de - 22,7%. C'est dans les districts de Frederikshaab, de Godthaab que la production est depuis 1961 en recul constant. Même observation à Sukketoppen. Au nord d'Egedesminde (qui a maintenu mieux sa production que Holsteinborg, mieux placé), recul général.

Faible stabilisation à 558 T. de la production de la côte orientale.

Il se confirme que la morue ne peut, dans les conditions actuelles, être pêchée industriellement que sur la côte Sud-Ouest.

Godthaab Fiske Industri

La Société Anonyme créée récemment (I.N 5 p. 129 & I.N 6 p. 166) a clos son budget 1963, de façon assez satisfaisante, compte-tenu de la situation générale.

Le déficit n'est que de 17.073 Kr. pour compte d'exploitation de 5 mois de 1.881.562 Kr. La production de poissons travaillés a été de 1.815.608 Kr. pour 808.358 Kr. il a été exporté aux Etats-Unis, 648.984 Kr. au Danemark; 5.665 Kr. au Groenland. Le stock est évalué à 348.600 Kr. La taxe d'importation versée au Fonds de conjoncture s'est élevée à 139.025 Kr.

B) - Récession minière dans tous les secteurs

L'industrie minière qui assurait en 1961 près de la moitié, en valeur, des exportations, connaît une forte chute de production : En 1962, elle ne représente plus que 30,6% du commerce extérieur.

Tous les postes sont en recul : l'exploitation de la cryolithe d'Ivigut, si essentielle, a baissé tant en qualité qu'en valeur : En 1962 : 40.943 T. (41.775 T. en 1961), 15.693 millions de Kr. - (16.486 millions de Kr. en 1961).

Il est plus : l'effort de diversification des ressources minières est resté sans suite : les mines de plomb exploitées sur la côte Est sont en voie d'épuisement. La production y a baissé de six fois en 12 mois : 2.327 T. en 1962 contre 12.769 T. Même observation pour le charbon ligniteux - non exportable - de Qutdligssat : 4.215 T. en 1962 (8.051 en 1961).

Un effort de prospection géologique, assorti d'une nouvelle législation du sous-sol, pourrait peut-être porter ses fruits. La situation est d'autant plus regrettable que les cours mondiaux des matières premières - plomb, zinc, se sont sensiblement tendus en 1962-63. (voir dans le Chapitre Canada, de ce n°, le Tableau XVI).

La Nordisk Mineselskab a vu sa situation financière très largement en bénéficiaire : les comptes d'exploitation publiés en 1964 montrent en effet un bénéfice de 3.729.000 Kr. ce qui, déduction faite du déficit des années précédentes, laisse un solde positif de 1.148.000 Kr.

TABLEAU III

PRODUCTION MINIERE

(Totaux d'exploitation)

	1961		1962	
	Tonnes	1.000 Kr.	Tonnes	1.000 Kr.
Cryolithe	41.775	16.486	40.943	15.693
Plomb	12.769	7.151	2.327	998
Zinc	10.411	1.936	10.377	2.160
Charbon (1)	8.051	362	4.215	98
Hydroxide de sodium	-	-	2	2
Sulfate	-	-	17	16

(1) - Le charbon de Quidligssat est principalement utilisé au Groenland.

Source : Statistik ÅRBOG 1963-64 Danmark.

C) - Peaux et fourrures : une revalorisation continue des cours mais une production stationnaire.

Il est remarquable que ce soient les secteurs de production traditionnels qui dans la crise présente, résistent le mieux. En 1963, alors même que les totaux de production sont en recul sur l'année précédente, la chasse, par sa stabilité, reste un point fort dans l'économie générale. Point fort mais secondaire : il ne constitue plus que 2,4% de la production.

La productivité de la chasse - 3.679 chasseurs en 1961-62 - est en accroissement continu. On constate dans le même temps une nette et persistante revalorisation des cours. La demande en phoque est générale dans le monde. En effet, à la vente de 1963, les cours du phoque avaient augmenté de 42%, particulièrement sur les "Klapmydser". Même observation pour le renard. En 1963, sous la pression des commandes américaines, les prix des renards bleus ont augmenté de 4,7%; les "blancs" de 18%.

L'augmentation - en quantité et en valeur - a été continue de 1960 à 1962.

TABLEAU IV
REVALORISATION DES COURS A L'ACHAT

	quantités		Valeurs Kr.		Variations en % (en valeur)	% annuel 58-60
	1960	1961	1960	1961		
Phoques (peaux)	44.431	45.935	1.068.500	1.201.700	+ 12,4	+ 0,85
Renards (peaux)	5.627	6.353	236.500	280.000	+ 18,6	- 0,02
Ours (peaux)	4	2	1.300	2.050	+ 57,7	- 0,45
Totaux	-	-	1.306.300	1.483.750	+ 13,6	

Source : Beretninger Vedrorende Gronland 1963.

En 1963, on observe un certain recul de la production - 30.783 peaux de phoques contre 47.493 ; 4.700 peaux de renards contre 6.448 en 1962. Pour la population, ce recul a été pratiquement amorti par la très forte montée des cours :

TABLEAU V
EVOLUTION DES TOTAUX DE VENTE PAR
LE K.G.H DES PRODUITS DE CHASSE -

1960	1961	1962	1963
3,4	4,2	6	5,9

(en 1.000 Kr.)

Les plus fortes poussées de vente d'une année à l'autre se sont faites sentir sur les phoques. De 1962 à 1963 : + 470% sur les Klapmydser, 267% sur les Sortsider.

Le 1er Juin 1963, les achats d'huile (541 T. d'huile en 1963) ont été suspendus dans l'ensemble du Groenland, du fait du peu de rentabilité de cette production. Nous avons déjà annoncé cette décision.

D) - Développement continu des effectifs ovins et rennins.

Les récoltes de foin ayant été satisfaisantes, le troupeau ovin s'est encore accru : 31.000 têtes. Mais les effectifs désormais plafonnent; le développement du troupeau n'a été en effet que de +3% en 61-62 avec 31.000 têtes, contre 12% en 60-61.

La valeur de production sensiblement en baisse de 61 à 62 (16.374 à 13.804) s'est maintenue en 1963, grâce à la vente d'un report de stock de laine de l'année précédente et au bon prix obtenu pour les agneaux.

On notera que sur le poste ovin, le K.G.H. réalise le bénéfice à la vente le plus minime : 1961 - 818.300 à 1, million 6 (poisson 1961 : 13.760.000 à 36 millions, 9). Le mouton est acheté aux producteurs au plus haut prix; le développement rapide de l'élevage ovin trouve peut-être là une explication.

L'exportation intéresse essentiellement le Danemark et la Suisse. Sur 13.804 moutons et agneaux abattus en 1963, d'Août à Octobre, à l'abattoir de Narssaq, 5.910 ont été vendus au Groenland.

L'accroissement du troupeau rennin (district de Godthaab) est toujours important d'une année sur l'autre : + 28%. Le troupeau compte désormais 3.200 bêtes.

La réimplantation de boeufs musqués, enfin sur les Côtes Ouest et Est, se déroule de façon satisfaisante.

TABLEAU VI

ELEVAGE OVIN ET RENNIN

	1957	1959	1961	1962
Rennet	1.316	2.200	3.000	3.200
Ovins	17.349	20.000	27.000	31.000

- IV -

UN VIGOUREUX COMMERCE D'EXPORTATION
LE COMMERCE EST INTER-DANOIS AUX "IMPORTATIONS".
LE GROENLAND CEPENDANT PARVIENT A EXPORTER A
L'ETRANGER PRES DE LA MOITIE DE SA PRODUCTION.

Pour l'essentiel, le Groenland est équipé par le Danemark. Cependant, près de la moitié de ses exportations est achetée régulièrement par l'étranger.

1) - LES IMPORTATIONS

La dépendance du Groenland - l'intégration de l'économie groenlandaise à celle du Danemark, - s'est de 1961 à 1962, encore renforcée.

En valeur, le Danemark assurait en 1962, 91% des fournitures groenlandaises contre 86% l'année précédente. L'étranger ne couvre donc que des secteurs d'approvisionnement des plus limités. Les produits pétroliers sont Vénézuéliens et Indonésiens. Le Royaume-Uni est le seul pays occidental exportant dans l'île : 1,7% des importations groenlandaises. Les exportations françaises sont pratiquement nulles. Aucun échange non plus avec l'Islande, pourtant si proche.

Machines, produits manufacturés divers, métaux et bois représentent 33,4% des produits importés. Alimentation, boissons et tabacs : 24,5%. Le tabac constitue un poste d'importation plus important que le textile (vêtements).

TABLEAU VII

IMPORTATIONS DU GROENLAND : (1962 - en Kr.)

	Danemark	Etranger	Royaume-Uni	Indonésie	Vénézuéla
	91,1%	8,9%	1,7%	4,8%	1,7%
Machines	16%				
Alimentation	15,6%				
Transport	7,9%				
Métaux dont :		7,9%			
Fer et acier		(2,6%)			
métaux éla-		(5,3%)			
borés		()			

Bois brut & Manufacturé		7,9%		
Boisson			3,9%	
Vêtement				3,7%
Manufacturés divers				2,6%
Tabac				8,02%
Pharmacie				1,2%

2) - LES EXPORTATIONS

Les exportations (cryolithe et poisson) sont pour près de la moitié (en valeur) absorbées par les Etats-Unis, la Grèce et l'Allemagne Fédérale. Et, on notera l'intérêt croissant du marché américain pour le Groenland. Le Groenland est bien source de devises.

82% de la cryolithe sont certes exportés sur le Danemark, 18% seulement, directement vers les Etats-Unis. Mais près de la moitié de la morue est exportée vers le Danemark, la Grèce, le solde l'étant vers l'Espagne, l'Italie et le Canada. Poissons frais et gelé en quantité croissante sont exportés vers les Etats-Unis.

Pour mémoire, au titre des échanges si souhaitables inter-Atlantique Nord, on notera que 2.000 Tonnes de poisson salé sont toujours exportés vers les Féroés. Ce poisson y est transformé en klipfisk il est alors réexporté vers le Brésil.

TABLEAU VIII

EXPORTATIONS DU GROENLAND - 1962 (en Kr.)

Années	Danemark	Etats-Unis	Allemagne de l'Ouest	Grèce	Belgique
1961	53,0%	22,4%	9,7%	9,5%	5,8%
1962	56,6%	15,8%	6,0%	7,0%	-

- V -

LA BALANCE DES COMPTES ET DES PAIEMENTS

L'observation de l'économie groenlandaise est rendue souvent

difficile par la position spéciale qu'occupe cette grande Ile dans l'ensemble de l'économie danoise.

De fait, l'économie groenlandaise, considérée en elle-même, n'est pas, à proprement parler, une économie de marché puisque les achats et les ventes, c'est-à-dire, le système des prix, s'y trouvent sous le contrôle d'un Organisme d'Etat. Dès qu'elle apparaît, par contre, dans la comptabilité nationale danoise, l'économie groenlandaise fait figure d'économie de marché. C'est dire que l'interprétation des statistiques officielles danoises sur le Groenland se révèle quelquefois assez ardue.

On le constate assez particulièrement en ce qui concerne la structure de la balance commerciale groenlandaise. Au vrai, le Groenland, en matière de balance des paiements dispose d'un solde largement créditeur, qui en 1962, ressortissait à 12.967.000 Kr. En revanche, sa balance commerciale - mais pour autant que l'Ile est considérée comme une entité autonome - s'avère déficitaire de 91.777.000 Kr., étant toutefois acquis que son créancier se trouve être le Danemark lui-même.

Il faut ajouter que les données statistiques disponibles sur l'économie groenlandaise proviennent du seul monopole royal qui dispose, compte tenu de la situation commerciale du "monopole", du droit de fixer les prix et de déterminer lui-même, dans le cadre de la réglementation adoptée, les postulats sur lesquels repose le libellé de la comptabilité générale. Sous cet angle, les distorsions structurelles tels que les 4/5 environ du chiffre d'affaires du Monopole du Groenland proviennent de revenus tels les traitements, salaires de fonctionnaires, ou de contractuels danois ou groenlandais extérieurs au Monopole, allocations familiales, prestations sociales, etc ... qui ne procèdent pas de la production groenlandaise proprement dite.

C'est ainsi qu'en 1961, le revenu moyen de production d'une famille groenlandaise de 5 personnes ressortissait à 2.600 Kr. alors que sa consommation dépassait 8.100 Kr. ... Des facteurs intercalaires n'apparaissant pas dans le détail des comptabilités, doivent donc, à coup sûr, être pris en considération.

L'Administration danoise et le Kongelige Gronlandske Handel ont fait un effort renouvelé pour "tenir" la consommation. Les résultats, du point de vue, comptable, sont tout à fait positifs en 1962. Les résultats d'exploitation globaux du K.G.H. ne représentent en effet en 1962, qu'un déficit de 1,9 millions de Kr. ; 1,8 millions de Kr. en 1961. L'effort du plan de stabilisation de 1961 se poursuit donc. Il est sensible si l'on songe qu'en 1960, le déficit était de 4,7 millions de Kr.

Toujours dans le cadre de la comptabilité du K.G.H., c'est au niveau de la consommation privée que la poussée inflationniste se retrouve. Les

dépenses par habitant, ont augmenté en effet de 18% de 1960 à 1961, passant de 2.611 Kr. par tête à 3.105 Kr. L'effort d'expansion de la production comptabilisée par le K.G.H. - essentiellement la pêche, n'a été dans le même temps que de 13.296 à 14.981.

Si l'on attache aux mouvements comparés de production et de consommation par famille de 5 personnes d'après les Hunting Statistics, il apparaît que de 1960 à 1961 la consommation a crû infiniment plus vite (plus 30,6%) que la production (+ 18%).

Notations géographiques

Si le mouvement se diversifie en 1960-1961, selon les secteurs, on constate, partout, le décalage. Ce décalage est si net, que sur la côte Nord-Ouest, du Groenland (de Kangatsiak-Egedesminde à Upernavik), les dépenses de consommation croissent de 11,5%, cependant que la production recule de 5,8%. Mêmes observations sur la côte Est : - 11,7% au titre des revenus de production; + 8,5% au titre des dépenses de consommation. Seul, le district de Thulé administre la preuve habituelle de sa remarquable discipline. Le décalage y est inverse. (Voir tableau XX).

Si l'on tient compte des chiffres globaux dans "Hunting Statistics", on constate qu'au Groenland, cependant que la production par famille a crû de 18% de 1960 à 1961, la consommation par famille a augmentée, elle, dans le même temps de 30,6%.

Autres Notations Géographiques :

Sur la côte Sud-Ouest du Groenland, de 1960 à 1961, l'importance de la production a sensiblement crû en importance relative : 63,7% de la production nationale contre 61,5% en 1960.

En effet, l'activité économique a considérablement faibli sur la côte Nord-Ouest (de Upernavik à Kangatsiak) : 25,2% en 1961, contre 31,3% l'année précédente. Il en est de même sur la côte Est : 4,4% en 1961 contre 5,5% l'année précédente. Seuls, des districts d'activité traditionnelle, comme le district de Thulé, voient leur activité se renforcer : 1,59% de l'activité générale contre 1,51% en 1961.

Le niveau de vie (production) s'est certes sensiblement relevé en moyenne générale : 2.600 Kr. par famille par an contre 2.200 Kr. l'année précédente. Mais les distorsions s'accroissent. Aux 3.300 Kr. par famille par an de la côte Sud-Ouest (2.600 Kr. en 1960) font contraste les 2.400 Kr. par famille, par an, de la côte Nord-Ouest et surtout les 1.500 Kr. par famille par an de la côte Est. Les niveaux de vie (consommation) bien qu'atténuant, sous l'effet de prestations sociales diverses, les retards d'évolution, reflètent les mêmes caractères : 8.100 Kr. / famille / par an de moyenne générale en 1961 : 11.100 Kr. / famille / par an sur la côte Sud-Ouest, 5.100 Kr. / famille / par an sur la côte Est.

Dernière Notation

L'examen attentif des indices des prix et des salaires est également instructif.

L'avance des salaires sur les prix de la vie est constante. Elle ne peut avoir elle aussi, que des tendances inflationnistes.

TABLEAU IX

TAUX DE CONSOMMATION ET DE SALAIRES

	Indices de consommation 1956-57 = 100	Indices des salaires 1950-51 = 100
Janvier 1964	134	190
Taux d'augmentation annuel	+ 4 %	+ 6 %

D'après Statistik Arbog 1963-64 Danmark (Tab. 386, 387).

NOUVELLES DIVERSES

EAUX TERRITORIALES - (18 Juin 1963)

La surveillance des nouvelles limites de 12 miles, décrétées par le Groenland à l'égard des navires étrangers - à l'exception de ceux des pays ayant des droits traditionnels - sera difficilement assurée par le garde-côte Thetis et les trois cotres. La construction de quatre navires rapides de patrouille est envisagée.

BASES AMERICAINES - (2 Mai 1964)

Au Camp Century, le réacteur atomique a été démonté. Des problèmes techniques délicats se sont posés. Ledit réacteur ne sera pas transporté à Thulé.

AU GROENLAND. UNE BIBLIOTHEQUE UNIQUE D'OUVRAGES RARES SUR LE GROENLAND - (5 Décembre 1963)

M. Knud Oldendow, ancien directeur du Grønlands Styrelse (ancienne dénomination du Grønlands départementet) a fait don au LANDSRÅD de sa bibliothèque de 3.000 volumes et écrits. Certains ouvrages sont des plus rares, en particulier, la série complète (environ 30 numéros) des Godhaabske Fortryk og Forstetryk.

PARTIS GROENLANDAIS 6 AGITATIONS SOCIALES

Un des co-fondateurs du parti Inouit, Jens Krentzman, a récemment souligné un des buts du mouvement. L'égalité entre Groenlandais et Danois dans tous les domaines, notamment les salaires. Il a insisté sur le souci du parti de faire honorer la langue et la culture groenlandaise. A Copenhague, Jonathan Motzfeldt, Président de l'Association des Groenlandais Kalatdlit à Copenhague, a exprimé le voeu d'une plus grande indépendance d'esprit politique du groenlandais. En regard, M. Erling Hoegh, pasteur groenlandais, tout en soulignant les avantages de la politique danoise au Groenland, insiste sur la

nécessité d'investissements danois plus nombreux qui permettraient à la grande Ile de disposer enfin, de véritables unités de production, d'une flotte de pêche moderne et d'un service d'éducation plus développé. "Les pêcheurs et les ouvriers travaillent souvent très dur dans des conditions dont on se rend difficilement compte au Danemark".

STRONTIUM 90 & CAESIUM 137

Le Strontium 90 se décèle surtout dans les produits laitiers en provenance du Danemark.

Le Caesium 137 est plus spécifiquement groenlandais et domine dans les viandes de renne et de mouton.

Nulle part encore, les tombées radio-actives - sensibles au Groenland - n'ont dépassé les seuils d'alerte.

EGLISE LUTHERIENNE ET EVANGELISATION CATHOLIQUE

L'Evêque du Groenland, M. Westergaard Madsen, visitera l'été 1964, Godthaab, Julianehaab, Thulé et Augmagssalik. Au commencement de Juin, un concile aura lieu au Groenland du Sud, dans une localité des anciens Nordboer.

Dans le même temps, l'Eglise Catholique continue à s'organiser activement au Groenland (I.N. 6 p. 134)

LES DERNIERS ROIS DE THULE (Suite)

Le Dr. Aage Gilberg, ancien médecin (1938-39) à Thulé, a fait part lors d'une conférence à Copenhague, de son inquiétude après une nouvelle visite de ce groupe fameux d'Esquimaux Polaires de la côte Nord-Ouest. Il craint qu'à l'avenir, les Esquimaux ne soient corrompus par les facilités de la base américaine et ne deviennent des prolétaires.

- VI -

ANNEXE STATISTIQUE (3)

TABLEAU X

MOUVEMENT DE POPULATION : UN ACCROISSEMENT ACCELERÉ DEPUIS 1945.

	1901	1921	1938	1945	1962
Côte Ouest	11.452	13.917	17.352	19.178	32.250
Côte Nord	-	250	277	322	603
Côte Est	441	688	1.079	1.372	2.640
Total	11.893 (1)	14.855 (2)	18.708	21.412	35.499

- (1) - Sauf le Nord du Groenland dont le total devrait être voisin de 200, d'après les sources.
- (2) - A l'exclusion des Européens de la côte Nord du Groenland, au total, une dizaine de personnes, selon les annuaires statistiques.
- (3) - Sources : Beretninger Vedrorende Gronland 1963
 Statistik Arbog 1963-64 Danmark
 Hunting Statistics Ministeriet for Gronland.

La poussée continue est plus modérée sur la côte Ouest que dans les groupes archaïques des Côtes Nord et Est.

STRUCTURES PROFESSIONNELLES

(31 Décembre 1955)

<u>Faible pourcentage des secteurs primaires</u>		<u>Lourdeur de l'appareil administratif et des Services</u>	
Pêche-chasse	41,8	Propriétaires	13,4
Mine	3,2	Employés du Gouvernement	14,3
Travaux Publics	(13,0)	Employés de Sociétés privées	2,1
Commerce	(7,5) = 25,2	Personnel de maison	21,8
Transport	(4,7)	Enfants & Scolaire	41,-
Administration	12,1	Inconnu	6,6
Rente, pensions,	16,1		
Inconnu	1,3		

TABLEAU XI

LE RENFORCEMENT DE L'EQUIPEMENT

(1950-1959)

	1950	1958	1959	Pourcentage annuel 58-59
Bateaux	410	670	721	+ 6,6 %
Kayaks	1.880	1.149	1.127	- 1,9 %
Trafneaux à chiens	1.301	1.706	1.831	+ 3,8 %
Fusils	7.458	8.300	9.065	+ 9,2 %
Tente	1.060	1.089	1.287	+ 18 %

Renforcement très modéré de l'équipement en bateaux à moteurs. Très forte poussée dans les postes de chasse.

TABLEAU XII

VENTILATION DE LA PRODUCTION
(valeur d'achat) - (millions de Kr.)

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Produits	6,3	7,4	8,7	9,1	10,6	14,9
<u>DONT :</u>						
Morue	4,5	5,2	6,3	6,5	6,9	8,4
Mouton	0,5	0,3	0,4	0,4	0,7	0,8
Divers	1,2	1,3	1,6	1,8	1,9	2,3
Total	8	9	10,7	11,3	13,2	16

La pêche à la morue est l'activité essentielle. Importance décroissante des pelleteries. Plafonnement du poste ovin.

TABLEAU XIII

PRODUCTION
(en tonnes)

	1961	1962
Poisson pour poisson salé	25.700	25.560
Poissons pour poisson frais	9.463	10.616
Poisson loup	2.400	1.700
Flétan	1.446	1.300
Saumon	115	222
Crevette	2.599	3.362
	nombre	
Renard Bleu	3.917	
Renard blanc	2.432	
Phoque	45.935	
	tonnes	
Cryolithe (1.000 T)	42	41
Plomb	12.769	2.327
Zinc	10.411	10.317
Charbon (Qutdligssat)	30.139	26.436

Recul général de la production, sauf dans les postes rémunérateurs du saumon et des crevettes. -

TABLEAU XIV

LA PRODUCTION DE LA PECHE A LA MORUE

(en tonnes)

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Nanortalik	672	514	558	622	809	1049	1062	1033	1497	1496	1126
Julianehab	1947	1596	1656	1504	2110	2585	2421	2687	3700	4377	3383
Narssaq	-	-	174	101	313 ^(a)	334	576	360	795	1240	1070
Frederikshab	1712	1094	1783	2081	2703	2491	2325	2247	3817	3481	1901
Godthab	1889	2021	2849	3211	3244	3374	2802	2106	2379	2148	1181
Sukkertoppen	2257	1925	2075	2003	2026	2320	3450	3846	4152	3870	1962
Holsteinsborg	1331	1772	1627	1215	1430	1328	1736	1626	2389	2744	1236
Egedesminde	1835	2032	1846	2081	2344	2437	2197	2535	1667	2077	1772
Christianshab	182	280	139	148	45	2	19	33	57	44	22
Jakobhavn	355	113	90	54	58	11	57	46	183	54	75
Qutdligssat	50	74	53	16	9	7	3	-	-	-	-
Godhavn	90	105	91	71	55	31	86	38	130	96	81
Umanak	3	9	8	2	-	-	-	-	-	-	-
Ameralikfjorden	279	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Angmagssalik	-	-	-	-	-	533	334	991	740	557	558
Grø. Kuttere ved	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Færingehavn (bateaux	-	-	-	-	-	48	290	126	200	213	-
Færingiens)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Forsøgsfiskeri norske	-	-	-	-	-	230	-	-	-	-	-
slovlere (bateaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
norvégiens)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	12602	11535	12949	13109	15175	16780	17358	17674	21706	22397	14370

Source : Communication du Ministère du Groenland.

(a) 1963 est la première année de recul caractérisé de la production.

La baisse de production est particulièrement inquiétante parce que continue à Nanortalik, Frederikshab, Godthab, Sukkertoppen.

TABLEAU XV

PRODUCTION COMPAREE DES DIFFERENTES
REGIONS DU GROENLAND

Années	Sud-Ouest	Nord-Ouest	Est	Nord	Total (1)
1960	61,53 %	31,32 %	5,5 %	1,51 %	-
1961	63,75 %	25,23 %	4,46 %	1,59 %	-

D'après les données de Hunting Statistics 1961-62.

(1) - N'est pas décomptée dans les pourcentages, la production d'organismes producteurs extérieurs au Groenland.

Importance croissante dans la production groenlandaise de la côte Sud-Ouest. Sensible fléchissement de la production dans les secteurs de chasse traditionnels, à l'exception de Thulé.

TABLEAU XVI

COMMERCE GROENLANDAIS

1962 - 1.000 Kr. -

Importation		Exportation
153.526		61.749
Danemark	Etranger	
139.710	13.816	

Déficit structurel du Commerce Groenlandais. En outre, aux "importations", signes d'une intégration croissante du Groenland au Danemark. Le Groenland exporte à l'étranger près de la moitié de sa production.

TABLEAU XVII

MOUVEMENTS DE VENTE : PRODUITS "NATURELS"K. G. H.
(millions de Kr.)

1953	:	18,4	1958	:	27,2
1954	:	17,4	1959	:	31,1
1955	:	18,5	1961	:	42,9
1956	:	22,6	1962	:	52,9
1957	:	30,2	1963	:	49,9

Source : Beretninger ... 1963

1953 - 58	:	47,82	% annuel :	9,5 %
1958 - 63	:	83,45	% annuel :	13,9 %

TABLEAU XVIII

RAPPORTS COMPARES DES TAUX D'ACHAT ET DE VENTEDU K.G.H.

	1960	1961	1962
Pêches et dérivés	31,3	44,2	-
Moutons et dérivés	13,3	14,98	-

Source : Beretninger ... 1963

TABLEAUX XIX

MOUVEMENTS COMPARES DES PRIX DE
CONSOMMATION ET SALAIRES

Prix de consommation		Salaires			
1956 - 57	:	100	1950 - 51	:	100
Janvier 62	:	120	Janvier 62	:	175
Janvier 63	:	126	Janvier 63	:	183
Janvier 64	:	132	Janvier 64	:	190

Tendance inflationniste depuis la revalorisation des salaires.

TABLEAU XX

NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

	Année	Ventes des groenlandais au K.G.H. par famille. (1)		Achats des groenlandais au K.G.H. par famille (1)	
		1961	1960	1961	1960
Côte Sud-Ouest	1961	10.048.700	3.300 Kr.	53.407.100	11.100 Kr.
	1960	8.188.800	2.600	41.825.000	7.700
Côte Nord-Ouest	1961	3.977.400	1.600	27.035.800	5.800
	1960	4.169.000	1.700	23.522.300	5.200
Côte Est	1961	704.500	1.500	5.308.000	5.100
	1960	737.200	1.700	5.212.300	4.700
Côte Nord (Thulé)	1961	251.300	2.700	1.079.700	5.500
	1960	201.700	2.100	872.000	5.400
TOTAL	1961	15.760.800	2.600	86.830.600	8.100
	1960	13.307.000	2.200	71.431.600	6.200

Source - Hunting Statistics 1961-1962.

(1) - Famille de 5 personnes. La moyenne a été calculée à partir du recensement démographique au 31 Décembre.

Il n'est pas tenu compte des totaux des villes, car il aurait été excessif d'inclure les ventes des Établissements Publics : Hôpitaux, Hospices... et ceux des travailleurs saisonniers quittant le pays avant le recensement.

Développement de l'activité productive sur la côte Sud-Ouest. Diminution sur la côte Nord-Ouest et Est. Accroissement de la production sur la côte Nord.

TABLEAU XX

NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

Années des données au K.C.12 par famille (1)	Ventes des producteurs au K.C.12 par famille (2)			
1961	20 046 700	1 200 000	Côté Sud-Ouest	1960
	22 407 100	17 200 000		
1962	8 182 800	2 000 000	Côté Nord-Ouest	1961
	10 772 400	1 800 000		
1963	4 162 000	1 700 000	Côté Sud	1962
	21 202 500	2 200 000		
1964	704 200	1 200 000	Côté Nord (Tous)	1963
	720 200	1 700 000		
1965	272 200	2 700 000	TOTAL	1964
	204 700	2 100 000		
1966	12 740 200	2 400 000		1965
	14 801 000	2 200 000		

Source - Housing Statistics 1961-1963.

(1) - Familles de 2 personnes. Le nombre a été calculé à partir de recensements démographiques au 31 Décembre.

Il n'est pas tout à fait exact de dire que le côté Sud-Ouest est le plus développé car les établissements publics, hôpitaux, collèges, ... et ceux des personnes âgées sont situés le plus à l'ouest.

Développement de l'activité productive sur la côte Sud-Ouest. Diminution sur la côte Nord-Ouest et Est. Accroissement de la production sur la côte Nord.

AIDEE PAR DES EXPORTATIONS AGRICOLES MASSIVES ET LA MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU STATUT DES INVESTISSEMENTS AMERICAINS, L'ECONOMIE CANADIENNE ACCROIT RAPIDEMENT LES NIVEAUX DE PRODUCTION DU SECTEUR SECONDAIRE ET ACCELERE AINSI L'EVOLUTION QUI PEUT FAIRE DU CANADA, UNE PUISSANCE INDUSTRIELLE MAJEURE, DEVELOPPEMENT CONSIDERABLE DES INDUSTRIES FORESTIERES ET MINIERES, RECUIL PERSISTANT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

Si l'on convenait, momentanément, d'omettre que des problèmes de structure, à la fois considérables et spécifiques, sont, et restent, posés à l'économie canadienne, il semble peu douteux que le comportement de celle-ci, de mi-1963 au début de 1964, témoigne d'une vigueur et d'une réussite pratiquement sans exemple à l'échelle internationale. Des réserves, des interrogations, voire des doutes, ont été, trop longtemps, de mise à l'égard du Canada pour qu'il n'importe pas de faire valoir, d'abord, - et toutes autres considérations suspendues - par quels bilans, exceptionnellement positifs, se soldent, pour lui, à l'intérieur et à l'extérieur, les derniers trimestres. En fait, l'on doit admettre que, face aux perspectives, désormais moins sûres, qui s'ouvrent, de mi-1964 à 1965, à la plupart des économies occidentales, l'économie canadienne, du moins dans son état présent, semble être une des mieux armées. Et il importe d'ajouter que, contrairement à diverses puissances amenées à appliquer, plus ou moins rigoureusement, des politiques dites de "stabilisation", l'économie canadienne fonctionne, quant à elle, en état de liberté totale.

- 1 -

LA SITUATION GÉNÉRALE

D'où, l'importance qu'il convient d'attacher, pour la période considérée, au bon comportement des diverses composantes de la conjoncture intérieure.

(1) par Jean Malaurie et Daniel Nat.

1) - Un privilège de stabilité

Si l'on songe, par exemple, aux 5,6% qui ont marqué, au Danemark, de 1962 à 1963, l'élévation du coût de la vie, ou aux 7,8% d'exhaussement, en Finlande, de l'indice des prix de gros, la stabilité du niveau canadien devient significative : 1,6% pour l'indice du prix de gros, et 1,7% pour celui du prix de détail, du second semestre 1962 au second semestre 1963, - avec un simple accroissement de 3,1% de la masse des billets en circulation contre 21% pour la Finlande et 6% pour le Danemark. L'indice canadien des prix alimentaires progresse de 3,2% alors que son avance, au Danemark, (Janvier-Août 1962 à Janvier-Août 1963) est de 10,1% et de 10,7% en Finlande (fin 1962 à fin 1963). L'indice du prix des biens durables ne bouge pratiquement pas (+ 0,1%), les services haussent de 1,30% et le logement de 1%.

Certes, - et qu'il y ait là, ou non, un fait corrélatif aux fortes marges de main d'oeuvre dont dispose le Canada, ou lié à la trésorerie aisée que lui assure l'afflux des capitaux américains - la turbulence des indices intérieurs n'est pas un caractère de l'économie canadienne. De 1949 à 1958, l'indice des prix de gros ne s'y est pas tendu de 1,5% par an, et l'élévation moyenne annuelle de l'indice des prix de détail y a été inférieure à 1,3%. De même, la masse des billets en circulation ne s'est accrue, de 1950 à 1958, que de 4,5%, - étant précisé, pour la même période, que la valeur de change du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est renforcée de 8%.

2) - Le revenu national s'accroît trois fois plus vite que les prix.

Une telle stabilité préserve donc la valeur intrinsèque du mouvement de production et d'expansion, - et, à l'échelle de la décennie, même la dévaluation de l'an dernier ne modifie pas véritablement les données à considérer, puisque, dans une large mesure, la retraite de la monnaie nationale par rapport au dollar américain tend simplement à compenser la position de flèche qu'elle occupait depuis près de dix ans. C'est dire que les indices majeurs de l'évolution économique renvoient à des phénomènes vrais, sans pondération implicite, - et l'on peut, en conséquence, donner une pleine signification au fait qu'à une augmentation des prix intérieurs ne dépassant pratiquement pas 2% correspondent, du second semestre 1962 au second semestre 1963, une élévation générale de la production de 5,4%, un accroissement de 6,9% de revenu national net (au coût des facteurs) et un exhaussement de la masse salariale de 7,1%. Aucune trace de "surchauffe" et, par là-même, une vitesse qui est bien de "croisière", mais vraisemblablement, pour la période considérée, une des plus élevées du monde.

A) - LES FACTEURS DE STRUCTURE : LA PROMOTION DU SECTEUR SECONDAIRE

Vitesse de "croisière", en effet, - car, considérées d'une manière globale, les indications de 1963 font apparaître une certaine réduction des taux d'expansion qui avaient marqué 1962. Le produit national brut (aux prix du marché) pour les trois premiers trimestres 1963 avance de 6% sur la période correspondante de 1962 : c'est de 7,9% qu'il avait progressé en 1962. Et le décalage serait encore plus marqué si le revenu des agriculteurs pour le 3ème trimestre 1963 n'avait crû, quant à lui, de 18,2% sur 1962, - où son avance sur 1961 s'était bornée à 4,2%. En fait, les dix premiers mois de 1963 voient surtout baisser les bénéfices des sociétés : 6,9% d'accroissement contre 10,6% pour 1962, - tandis que la masse salariale distribuée (66% du revenu national au coût des facteurs contre 65,7% pour les trois premiers mois de 1963) bouge peu, et stabilise, ainsi, le revenu national (7% pour les 10 premiers mois de 1963 contre 8% pour l'année 1962). Mais, examinés plus attentivement, les comptes nationaux font apparaître que la mise en palier de l'économie, loin d'exprimer le simple effet résiduel d'un élan antérieur, s'effectue sans perte aucune de dynamisme : si, pour les trois premiers trimestres 1963 le revenu national (au coût des facteurs) s'accroît de 7%, la dépense nationale brute (aux prix du marché) n'avance que de 6%, - alors que, dans le même temps, le taux de formation brute du capital fixe des entreprises ne marque, strictement, aucun fléchissement (4,8% contre 4,8%). Aussi, est-ce à juste titre, et surtout, par le truchement d'un mot juste que la "Revue des Affaires" éditée par la Banque de Montréal souligne que la séquence 1963-1964, témoigne d'un "progrès nullement spectaculaire mais solide".

1) - Le facteur canadien comme facteur panaméricain

La portée d'une telle constatation ne saurait être sous-estimée : voici, en effet, au milieu de 1964, alors que le pronostic pour les semestres à venir demeure nettement optimiste, le quarantième mois consécutif que l'économie canadienne fonctionne en expansion, - et il paraît, évidemment, impossible de soutenir que des seuls facteurs de conjoncture suffisent à rendre compte d'un tel comportement. La référence à un progrès interne, intrinsèque, s'impose donc bien - mais elle implique, du même coup, d'admettre que ce sont des facteurs de structure qui y président et qu'ainsi, l'économie canadienne procède, quasi-continûment, aux mutations maîtresses qui transforment progressivement une simple nation en puissance plénière.

Un tel phénomène, certes, est encore assez peu apparent

aux yeux de l'opinion française, qui a couramment tendance à réduire le fait américain dans son ensemble au seul fonctionnement de l'économie des Etats-Unis. Or, précisément, si le poids, les pouvoirs, l'influence, sinon la nature, de ce fait américain peuvent, dans un avenir plus ou moins proche, être appelés à se modifier, si dès problèmes nouveaux peuvent en découler pour l'Europe, il devient aujourd'hui nécessaire de présumer que ce sera, de plus en plus nettement, en fonction du facteur canadien.

2) - Les étapes de la croissance industrielle canadienne.

Non pas seulement parce que le Canada n'en est qu'à une phase préliminaire dans la mise en valeur d'un potentiel de ressources naturelles qui est exceptionnel. Pour considérable, en effet, que soit celui-ci, il s'avère de plus en plus manifeste que le Canada n'entend nullement se limiter au seul rôle de pourvoyeur en matières premières brutes. Depuis plus de deux ans, INTER-NORD, s'est à ce propos, efforcé de souligner le dynamisme opiniâtre, et spécifique, des industries canadiennes de transformation, - joint, par ailleurs, à l'exercice de pratiques commerciales vigoureuses et efficaces et à la fabrication de produits qui se sont révélés, d'emblée, de haute qualité. Certes, pourrait-on observer qu'il y a là une évolution qui n'est pas un privilège canadien et que les économies nationales, quelles qu'elles soient, et en permanence, migrent, toutes, de la production de matières premières à celle de marchandises finies. A des vitesses, à une régularité, toutefois, inégales et, surtout, avec des bonheurs fort dissemblables. La mutation manufacturière canadienne, à cet égard, ne peut pas ne pas attirer l'attention et, précisément, parce qu'elle se révèle, tout à la fois, relativement modérée, relativement lente, mais, - aussi - exceptionnellement cohérente, régulière, et l'on dirait presque : exceptionnellement résolue. De 1925 à 1929, le secteur secondaire employait à peine, 10% de la main d'oeuvre nationale et ne couvrait pas 15% du produit national brut : en 1960, l'emploi manufacturier intéressait 16% de la main d'oeuvre et participait pour 19% au produit national brut. Ces exhaussements, sur plus d'un tiers de siècle, sont si faibles que l'on serait presque amené à soupçonner que l'économie canadienne n'entendait guère devoir sa prospérité qu'à l'écoulement de ses seules matières premières, - et n'envisageait de transformer que sur des points particuliers, tels le bois à pâte, ou le traitement primaire des minerais, où la rentabilité pouvait être immédiate. Une telle vue ne correspond pas à l'évolution effectivement suivie : Si le développement des activités manufacturières s'est révélé fort lent, c'est qu'il s'est déployé, d'emblée, sur un front technologiquement très étendu; et s'il s'est avéré extrêmement stable, c'est que, pratiquement, aucune industrie n'a, prématurément,

témoigné, par rapport aux autres, d'un taux de croissance ou de dimension susceptible de créer des distorsions ou d'imposer trop rapidement des hiérarchies qui pouvaient risquer de spécialiser l'économie. Le TABLEAU ci-dessous, au reste, recense les 38 principales industries canadiennes d'après la valeur d'origine des expéditions en 1961, - couvrant près de 70% de la production manufacturière totale. Hormis, les industries du papier, l'affinage des non-ferreux et le raffinage du pétrole, on notera que la diversification est remarquablement homogène puisque près de 80% des activités recensées ressortissent les unes par rapport aux autres à un écart d'importance inférieur à 1%.

TABLEAU 1
PRINCIPALES INDUSTRIES CANADIENNES

	Pourcentage du total des industries	Valeur d'origine des expéditions (1)
1 - Industrie du papier & de la pâte	6,7	1.634.606
2 - Fonte et affinage	6,0	1.471.048
3 - Raffinage du pétrole	4,8	1.184.176
4 - Abattage & préparation de la viande	4,4	1.080.913
5 - Industrie automobile	3,6	870.942
6 - Industrie du fer et acier	3,2	789.271
7 - Scieries	2,2	534.590
8 - Produits chimiques	1,9	476.603
9 - Pasteurisation	1,7	411.616
10 - Industrie des aliments	1,7	408.178
11 - Machines	1,6	390.689
12 - Estampage et revêtement des métaux	1,5	374.352
13 - Imprimerie, édition	1,5	370.327
14 - Boulangerie	1,5	369.637
15 - Accessoires et pièces pour l'automobile	1,4	352.778
16 - Industrie aéronautique	1,4	348.245
17 - Conserverie	1,3	328.098
18 - Beurrerie, fromagerie	1,3	323.899
19 - Confection Hommes	1,1	279.088
20 - Confection Femmes	1,1	277.747
21 - Brasserie	1,0	259.438
22 - Matériel télécommunication	1,0	251.084
23 - Textiles synthétiques	1,0	248.717
24 - Filés et tissus coton	0,9	236.711
25 - Menuiserie & rabotage	0,9	235.160

(1) En millier de dollars canadiens.

26 - Impression et reliure	0,9	230.144
27 - Industrie du tabac	0,9	229.956
28 - Tréfilerie	0,9	220.701
29 - Miroiterie	0,9	220.586
30 - Produits métalliques, divers	0,9	218.977
31 - Matériel électrique industriel	0,9	218.881
32 - Charpente métallique	0,8	210.061
33 - Gros appareils	0,8	206.212
34 - Meubles de maison	0,8	205.596
35 - Matériel de chemin de fer	0,7	182.569
36 - Pneumatiques	0,7	180.248
37 - Chaussures	0,7	173.123
38 - Boissons gazeuses	0,7	172.647

3) - Vers une hiérarchisation technologique.

Sans doute, serait-on, alors, tenté de considérer qu'il y a là un simple échantillonnage d'industries beaucoup plus qu'une industrie proprement dite et que c'est, précisément, faute de concentrer suffisamment l'effort sur certains secteurs majeurs - dont dépend, finalement, l'avenir des autres - que le développement manufacturier ressortit à des taux de croissance si timides. Il faut aussitôt souligner à quel point une telle vue serait erronée. L'éclectisme manufacturier du Canada est loin d'avoir pour contrepartie un défaut de structuration, - et, en fait, à l'intérieur d'une morphologie apparemment pluraliste, les évolutions en cours font de plus en plus fortement apparaître l'aptitude du Canada à différencier, prioriser et renforcer des compartiments-clefs. Mouvement qui, jusqu'ici, pouvait paraître lent, puisqu'il ne faut pas moins d'une trentaine d'années pour voir, progressivement, la production des biens capitaux et des matériaux de construction l'emporter sur celle des non-ou semi durables. De 1930 à 1960, la production du fer et de l'acier, par rapport à la valeur globale des fabrications secondaires, passe de 19,2% à 23,9% et celle des industries chimiques, du matériel de transport et de l'équipement électrique de 25% à 33%, - tandis que les industries du bois et du papier, significativement, ne réalisent, en ces trente années, strictement aucun progrès, puisque leur part, en 1930 comme en 1960, ressortit toujours à 14%. L'on ne saurait donc, dans ces conditions, donner assez d'importance au fait qu'une telle évolution qui, depuis trois ans, semblait déjà notablement s'accélérer, tend littéralement, pour 1963 et début 1964, à se précipiter : par rapport à 1962 c'est de rien de moins que de 12,3% que progresse l'ensemble de la métallurgie primaire, manifestement tirée en avant par l'expansion exceptionnelle de l'industrie des transports qui avance, quant à elle, de près de 25%. Il ne peut ainsi,

étonner que les importations canadiennes de minerai de fer s'accroissent de 20%, celles de fer et acier primaires de 19,8%, - alors que les importations de véhicules automobiles ne progressent plus que de 5,9% et que les importations de matériel aéronautique reculent massivement de 20%.

Qu'il s'agisse là d'une tendance de portée majeure apparaît, au reste, dans la structure des exportations 1963 : la part des équipements industriels et agricoles s'y exhausse de 25,3% sur 1962; celle des véhicules automobiles de rien de moins que de 52%, tandis que les expéditions des semi-manufacturés traditionnels ne s'accroissent que de 6%. De tels chiffres sont révélateurs. Certes, en 1958-59, le Canada s'inscrivait déjà au 6ème rang des pays industriels du monde, - et, sous cet angle, il serait parfaitement incongru de soutenir qu'il n'était déjà pas une nation pleinement industrialisée. Mais au cours du dernier lustre, et tout particulièrement depuis 1962, le fait véritablement nouveau c'est que des hiérarchisations technologiques semblent se dessiner dans l'ensemble du secteur secondaire et qu'à partir du moment où celles-ci jouent conjointement en faveur de la métallurgie générale et de la production intensive d'équipements à haut degré de définition technique - maîtresses, l'une et l'autre de tous les développements manufacturiers à venir - l'industrie constitue désormais moins une caractéristique parmi d'autres de l'économie nationale qu'elle n'en devient le moteur absolu et comme le principe directeur.

En notant plus haut, la propension européenne à confondre encore l'un à l'autre le fait américain et l'économie des Etats-Unis, on soulignait que le facteur canadien pouvait, à plus ou moins brève échéance, venir contraindre à une révision de nos opinions. Il convient maintenant d'ajouter qu'une telle révision, fut-ce à terme relativement lointain, ne se bornera, assurément pas à un simple déplacement de nuance. En fait, dans la mesure où la très puissante implantation des capitaux "yankee" au Canada crée, entre celui-ci et les Etats-Unis, une situation indéniablement particulière, toute forte expansion du secteur secondaire canadien tendra vraisemblablement moins à affaiblir le poids international propre de l'industrie des Etats-Unis qu'elle ne contribuera, au vrai, à le renforcer. Et dans cette mesure, c'est, largement du Canada, pour la prochaine décennie que peut dépendre l'accession de l'économie "américaine" à ses dimensions proprement continentales.

B) - LES FACTEURS DE CONJONCTURE : LE DYNAMISME DE L'AGRICULTURE ET LES NOUVELLES CONDITIONS D'IMPLANTATION DU CAPITAL AMERICAIN.

Certes, l'évolution heureuse dont le Canada est le théâtre

procède, en profondeur, d'aptitudes et de conditions qui demeurent spécifiquement et intrinsèquement canadiennes. Mais l'on pourrait aussitôt, faire observer qu'à aptitudes et conditions éventuellement comparables, d'autres ensembles nationaux ou géographiques - et l'on songerait, tout aussi bien, à la Finlande qu'à la Sibérie - ne relèvent présentement pas d'un diagnostic et d'un pronostic aussi positifs que le Canada. C'est qu'il faut bien admettre que dans le cas canadien, le rôle des facteurs de conjoncture, ou de facteurs extrinsèques dont le Canada a bénéficié - et la densité, la régularité des investissements américains en constituent un, qui est majeur - s'est au total, et nonobstant certaines fluctuations occasionnelles, révélé presque continument et exceptionnellement favorable, - aidant au développement des facteurs de structure, s'y conjuguant et dans une assez large mesure, épargnant à l'économie canadienne ces phases d'incertitude qui, ailleurs, peuvent imposer à une économie de subir le contre-coup des progrès mêmes qu'elle réalise.

Or, sous cet angle, il est incontestable que la séquence 1963-1964, si elle s'inscrit - en termes de progrès structurels - parmi les meilleures, et même les plus spectaculaires que le Canada ait connues, relève - en termes de coïncidences conjoncturelles heureuses d'une période tout aussi faste.

1) - Un milliard et demi de dollars d'exportations agricoles.

Tout d'abord, l'été 1963 se solde, pour le Canada, non seulement par une recette de blé record, avoisinant 720 millions de boisseaux - la plus forte jamais connue -, mais aussi par des exportations immédiates de froment débordant tous les niveaux atteints jusqu'à ce moment. Ailleurs qu'au Canada, on le sait, et à tout le moins, en Europe, 1963 a été climatiquement, une très mauvaise année, - et les producteurs canadiens ont donc bénéficié d'une demande pratiquement illimitée. L'accord signé avec l' U. R. S. S. , notamment, porte sur 198 millions de boisseaux et sur l'équivalent en farine de 30 millions de boisseaux supplémentaires, venant s'adjoindre à des achats soviétiques, réalisés quelques semaines auparavant et couvrant, eux, 20 millions de boisseaux : le marché avec la seule Union Soviétique, couvre, ainsi, plus d'un tiers de la production totale canadienne. Par ailleurs, la Chine, de son côté, signait, en Août, un accord portant sur la livraison, en 30 mois, de près de 200 millions de boisseaux, - à ajouter aux commandes de la Bulgarie (17 millions de boisseaux), de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie, et à celles de clients plus traditionnels, comme le Japon, la Grande-Bretagne et des pays d'Europe Occidentale. Au total, dès l'orée de l'automne, le Canada s'assurait des dégagements portant sur plus d'un demi-milliard de boisseaux, à joindre aux 150 millions de boisseaux destinés au marché intérieur, - commercialisant ainsi la quasi-

totalité de sa récolte et réduisant, du coup, le volume des reports à moins de 500 millions de boisseaux. En termes financiers, l'ensemble des transactions, se soldait par une rentrée de devises étrangères dépassant un milliard de dollars, soit près du sixième des exportations totales du Canada, - accroissant, du même coup, de 212% le taux d'amélioration de la balance commerciale, assurée à l'orée de 1964 d'un solde créditeur qui approche un demi-milliard de dollars.

Ce dernier point, assurément, est essentiel, - dans la mesure où, jamais, ne s'était trouvé si clairement établi quel rôle décisif, à la fois de sécurité et de stabilité, la production agricole pouvait exercer sur le mouvement d'expansion de la production industrielle : si l'on ajoute au milliard de dollars réalisé sur le blé les autres postes des exportations agricoles, qui ressortissent, quant à eux, à 460 millions de dollars, les rentrées globales assurées, en 1963, par la production agricole paient, outre la valeur intégrale des importations de denrées alimentaires, le montant total des équipements importés par l'industrie canadienne. Il y a là, indéniablement, une assurance proprement capitale pour l'économie dans son ensemble, - et cette assurance est d'autant plus forte que les rentrées agricoles 1963 couvrent, en fait, à plus de 150% le déficit de la balance canadienne de compte courant, dont, on sait, pourtant, quel est le caractère préoccupant en ce qui concerne les rapports avec les Etats-Unis.

2) - Un nouveau statut des investissements américains au Canada

Certes, nul ne saurait sérieusement souhaiter que le progrès du secteur secondaire dépende exclusivement des seuls moyens que peut lui assurer la production primaire. Mais parce que c'est dans la mesure où la production primaire est forte qu'augmente la solvabilité de l'économie globale, il ne paraît pas douteux que l'accroissement de la puissance propre de l'agriculture contribue bien davantage à accentuer qu'à freiner le mouvement de venue et d'implantation du capital étranger. S'il s'agissait d'un ensemble national autre que le Canada, un tel processus s'avèrerait, à coup sûr, pleinement favorable. Dans le cas canadien - où le capital américain, on le sait, a déjà réalisé des pénétrations considérables dans tout le secteur secondaire, et où il menace ainsi, par son excès même, de perturber ou de fausser l'autonomie du développement national, - il n'en est évidemment, pas de même. Une forte amélioration de la solvabilité générale risquerait, notamment, d'accroître importunément l'offre étrangère et pourrait, comme dans un passé très récent, se traduire - au détriment rapide du commerce extérieur - par une nouvelle sur-valorisation de la monnaie nationale. La coïncidence

est donc particulièrement frappante et elle est loin de se révéler malheureuse, que, dans la période même où l'agriculture canadienne confirme le rôle essentiel qu'elle est en mesure d'exercer sur la régularité de la croissance nationale ce soient les Etats-Unis qui se voient amenés à soulever le problème général des investissements américains au Canada, - et dans des termes dont la portée peut se révéler tout à fait considérable.

3) - La nouvelle législation américaine

A l'automne 1963, en effet, le gouvernement fédéral, à Washington, - prenant acte de la réduction inquiétante des réserves d'or et de dollars des Etats-Unis - décidait, par une législation rétroactive au 16 Août, de freiner au maximum les achats américains de valeurs étrangères : le mécanisme de contention se révélait sévère puisque une taxe, quasiment de pénalisation, pouvant atteindre 15%, frappait les achats d'actions ou d'obligations étrangères. Dans sa rédaction première, la mesure se présentait, au surplus, comme générale et visait donc tous les pays. C'est dire avec quelle émotion elle devait être accueillie par les milieux canadiens, - et, aussi, avec quelle force ces derniers allaient, aussitôt, faire valoir les conséquences véritablement aberrantes qu'elle pouvait avoir sur les rapports américano-canadiens. En fait, le Président KENNEDY n'allait faire aucune difficulté pour acquiescer - au moins dans leur principe - aux arguments canadiens, mais il s'assurait, ainsi, par sa reconnaissance même du caractère spécifique des relations entre les deux pays, le droit moral de proposer, et au total d'imposer, une véritable charte des participations financières américaines au développement de l'économie du Canada. Certainement pas, l'on s'en doute, au détriment des intérêts américains, - mais dans une perspective, et sous des modalités, dont il serait tout à fait impropre de soutenir qu'elles lèsent véritablement les intérêts canadiens. Si, en effet, la nouvelle législation américaine s'est aussitôt trouvée assortie de dérogations afférentes au Canada, c'est strictement, en faveur d'investissements " utiles ", - c'est-à-dire assurant au capital américain des positions fortes, voire maitresses, dans les secteurs de l'économie canadienne où il s'implante, et contribuant, par là même, à décourager les investissements éparpillés, spéculatifs ou épisodiques. A ce titre, les dérogations visent, - outre les emprunts canadiens à long terme - les actions de sociétés canadiennes dont le capital est déjà détenu pour plus de 50% par des ressortissants américains, ou les achats d'actions portant sur 10%, ou plus, d'un actif dans le but d'acquérir le contrôle de la société qui le détient. On ajoutera qu'aucune taxe ne frappera les transactions en valeurs canadiennes entre acheteurs et vendeurs de nationalité américaine.

C'est dire, clairement, que l'investissement américain au Canada est bien appelé à se concentrer, - et, sous cet angle il ne semble pas niable que ses droits, ses pouvoirs sur le développement canadien ne s'en trouvent accrus. Mais, du même coup, il se voit, également contraint à se discipliner et ce qu'il gagne en profondeur il le perd en étendue : les aliénations plus complètes consenties par le Canada sur quelques points déterminés auront, pour contrepartie, des ressaisissements d'initiative et de liberté sur de nombreux autres. Des périls, certes, en découlent pour le Canada, - mais, aussi des avantages : il vaut, néanmoins, de souligner que ceux-ci, comme ceux-là s'inscrivent dans une perspective, dont l'opinion européenne doit prendre une mesure plus claire; et sous laquelle il paraît manifeste que le souci plus net des États-Unis de consolider certaines de leurs positions au Canada découle, avant tout, de l'accroissement même d'importance du facteur canadien dans l'ensemble panaméricain.

- II -

L'EVOLUTION RECENTE DE GRANDS SECTEURS ECONOMIQUES

En cette section, il sera examiné successivement les grands postes de l'activité économique canadienne. L'industrie forestière et les industries connexes, l'industrie minière sont successivement analysées dans la conjoncture actuelle. On rappellera que ces deux industries-clefs exportatrices de "bruts" assurent respectivement 30% et 32,5% des exportations canadiennes. Première source de revenus, elles sont au départ des premières industries de transformation dont le Canada cherche à se doter depuis la guerre : Papier, pâte, fonte et affinage, fer et acier, industries chimiques et scieries.

I

L'INDUSTRIE FORESTIERE

La forêt représente avec les mines une des deux activités primordiales du Canada. Avec une production annuelle de 3.200 millions de pieds cubes, l'industrie forestière couvre 30% de la valeur des exportations canadiennes actuelles. Elle intéresse une main d'oeuvre considérable : 300.000 personnes, dont près d'un tiers en forêt.

A

DONNEES GENERALES

La moitié environ de la superficie boisée du Canada est composée de bois marchands; 82% du volume de ces bois sont résineux.

TABLEAU II

Total du bois accessible au Canada

(1962. - millions de pieds cubes)

	Résineux	Feuillus	Total
Total bois accessible	473.763	113.646	587.409
Total du bois éventuellement accessible	119.069	13.513	132.582
Total	592.832	127.209	719.991

Source - Annuaire Statistique du Canada 1963-1964.

Les réserves - immédiatement accessibles - du Canada sont considérables, puisqu'il apparaît qu'en 1961, le Canada n'a pas utilisé plus de 1% du volume productif accessible.

Cette forêt est essentiellement domaniale, sociétés constituées et particulières n'en possédant que 9%. L'exploitation de ces forêts

domaniales est laissée à des particuliers, moyennant le paiement d'un droit de licence.

1) - Une valorisation croissante des produits

La vocation papetière des forêts canadiennes depuis la guerre s'affirme toujours plus nette. L'examen des divers indices industriels l'établit nettement :

TABLEAU III

Evolution comparée des indices industriels : 1949 = 100

Articles en bois	1949 : 100	1958 : 102, 6	1962 : 107, 4
Articles en papier	1949 : 100	1958 : 121, 1	1962 : 125, 9
Indice industriel général.	1949 : 100	1958 : 117, 9	1962 : 121, 4

En 1960, 37% des bois exploités au reste, étaient à pâte (30,6 en 1958) 48% comprenant des billes et billots, 10% des bois de chauffage, 2% des produits divers. Les pertes causées par les incendies sont de 8% pour la décennie 1951-1960. En 1961, la quantité de bois détruite par le feu a même surpassé de neuf fois la quantité moyenne de 1951-1960 et a représenté 44,5% du capital utilisable. A ce titre, la comparaison des années 1951-1960 (moyenne) et de l'année 1961 n'est pas très significative.

TABLEAU IV

Exploitation de la forêt : Totaux comparés en pourcentage

Bois utilisés	moyenne 1949 - 1956	moyenne 1951 - 1960	1961	1961
				1.000 pieds cubes
Billes et billots	43,4	44,1	28,3	1.684.991
Bois à pâte	36,3	37,2	22,1	1.315.314
Bois de chauffage	9,9	8,7	4,1	242.608
Autres	2	1,7	1	60.376
Total utilisation	91,6	91,7	55,5	3.303.289
Feu	8,4	8,3	44,5	2.649.996
Total	100	100	100	5.953.285

Source - Annuaire Statistique 1963-1964.

Mais si l'on examine les différents indices de production, il apparaît aussitôt que l'industrie du papier a, en 1962, une activité nettement supérieure à celles d'autres secteurs. Sur le tableau on note ainsi que son niveau est de 4,5 points au-dessus de celui de l'ensemble des industries.

Autre signe encore : l'indice annuel moyen de l'emploi est, du fait de la mécanisation, en recul dans le forestage (1949 : 100 - 1962 : 70,9). Par contre, il est, dans le même temps en accroissement continu dans les industries dérivées du bois et des papiers.

Depuis 1958, la valeur totale du bois abattu en forêt est en constant accroissement. Elle atteint - sans retrouver les totaux records de 1956 - une valeur de 846.035 millions de dollars.

L'industrialisation croissante - industrie des pâtes et papiers, en très rapide développement en Colombie Britannique; modernisation et concentration de l'industrie du bois d'oeuvre dans les Provinces de l'Est - permet à la forêt canadienne de valoriser toujours davantage ses produits.

Une évolution du même ordre se retrouve au niveau de la main d'oeuvre en forêts. De 1955 à 1961, alors même que la production a crû en valeur, elle a diminué, au titre de la main d'oeuvre, de - 36,4%. Très exactement de 149.000 - employés année homme - (1955) à 94.681 (1961). - (1).

2) - Colombie Britannique, Québec et Ontario couvrent en 1961 : 84,9 % (en valeur) de la production forestière canadienne.

L'exploitation de la forêt intéresse très inégalement le Canada. Deux provinces - la Colombie Britannique et le Québec couvrent, en quantité : 66,8% de la production totale - 67,4% en valeur. Ontario, Alberta, le Nouveau Brunswick, Terre-Neuve et la Nouvelle Ecosse assurent le reste. Le Yukon et les T.N.O. ne représentent que 0,05 en volume et 0,02 en valeur - ces pourcentages étant en retrait par rapport à ceux des années 1959 (Tableau V).

(1) - On notera que dans le même temps, la diminution des traitements et salaires assurés, n'a été que de - 12,6%. Ce qui signifie en d'autres termes, l'élévation continue, en cette profession, des salaires - déjà élevés -.

TABLEAU V

Par Province, volume de bois massif coupé et valeur des produits 1959 - 1961

Province ou territoire	Volume de bois massif 1.000 P.C.		Valeur des produits 1.000 \$		Volume % total		Valeur % total	
	1959	1961	1959	1961	1959	1961	1959	1961
	Colombie Britannique	1.173.965	1.295.038	257.650	331.174	36,84	39,20	36,00	39,14
Québec	877.158	914.096	215.287	239.529	27,52	27,67	30,08	28,31
Ontario	531.528	494.048	131.940	148.434	16,69	14,96	18,43	17,54
Nouveau Brunswick	172.602	193.346	33.060	44.097	5,42	5,85	4,62	5,22
Alberta	135.003	118.390	20.274	22.362	4,23	3,58	2,83	2,64
Terre-Neuve	96.695	98.014	22.771	25.961	3,03	2,97	3,18	3,08
Nouvelle Ecosse	89.612	96.747	18.441	19.777	2,81	2,93	2,58	2,34
Saskatchewan	44.621	44.036	6.363	6.580	1,40	1,33	0,89	0,78
Manitoba	51.766	37.602	7.948	6.264	1,63	1,14	1,11	0,74
Ile Prince Edwards	10.594	10.157	1.430	1.637	0,34	0,31	0,20	0,19
T.N.O et Yukon	2.843	1.815	552	220	0,09	0,06	0,08	0,02
CANADA	3.186.387	3.303.289	715.716	846.135	100%	100%	100%	100%

Source - D'après Annuaire Statistique 1963-1964.

On observera que le Québec et surtout la Colombie Britannique représentent - en volume et en valeur - un pourcentage croissant de la production totale. On notera la chute relative de la production dans les Provinces de

petite production (Alberta, Terre-Neuve, Nouvelle Ecosse, Saskatchewan).

Les postes du Manitoba et surtout des T. N. O./ Yukon tendent à devenir tout à fait négligeables par rapport au total.

B

INDUSTRIE DES PATES ET PAPIERS

Principale industrie du bois, l'industrie des pâtes et papiers canadienne, est aussi la principale source de revenus, et ce, tant aux niveaux des exportations que des salaires versés et des capitaux engagés. Industrie-clef, elle est, à elle seule, le principal marché de biens et service au Canada : Près de \$ 4 milliards 110 de capital employé (679 millions en 1941) - 66.200 employés hors des forêts (37.154 en 1941). 1.710 millions \$ de production brute en 1963 contre 334.726.175 en 1941. Le développement se poursuit. La production en 1964 a été de 1.890 millions, soit + 10% par rapport à celle de 1963 (1962-63 : 3%).

Cette industrie, visiblement, est essentielle pour le commerce canadien. En valeur d'exportations, elle représente, en 1962, près d'un milliard de dollars, soit 1/5 des exportations totales. Le décompte s'établit comme suit : \$ 753 millions pour le papier journal, dont 92 % sont exportés; \$ 370 millions pour la pâte de bois, dont 88 % sont exportés. Le bois d'oeuvre qui, en 1961, représentait 346 millions, représente un poste non négligeable de cette industrie (près d'un tiers).

Si l'on considère l'ensemble de la production des papiers - papier journal, papier fin, papier d'emballage, papier de carton - le Canada a produit en 1961 : 8.768.914 tonnes, le Québec en assurant 43 %, l'Ontario plus du 1/3, la Colombie Britannique : 13%.

1) - Quelques données de base

L'industrie forestière est toujours plus engagée dans la production de pâtes et papiers. Un pourcentage très réduit de bois à pâte est en effet, exporté à l'état brut : 1.151.451 cordes, soit 7,44 % seulement du volume total.

Si engagé le Canada est dans cette production que (malgré les immenses réserves de forêts), son industrie de pâtes et papiers devient importatrice de bois à pâte : 206.726 cordes en 1962 contre 31.060 cordes, dix années auparavant.

a) - Industrie de la pâte

L'industrie de la pâte, en effet, est en rapide expansion. La production a doublé depuis la guerre. Mais si rapide que soit cette évolution, elle ne l'est pas encore assez pour permettre au Canada de maintenir sa position prédominante traditionnelle. La "Pâte Canadienne" ne représente désormais plus que 20% environ de la production mondiale (23% de la production des cinq grands pays producteurs).

Ce point étant précisé, il n'en reste pas moins que le Canada reste avec la Suède et la Finlande, un des gros pays Exportateurs : 30% des cinq grands Pays Exportateurs, et à ce titre, deuxième Exportateur mondial, après la Suède.

TABLEAU VI

Industrie mondiale de la pâte : 1962
Production et Commerce des Cinq Grands Pays Producteurs
1,000 T. -

	Production	% total	Exportation	% total	Importation	% total
Canada	11.830	23,46	2.867	29,69	62	2,40
Etats-Unis	26.465	52,48	1.178	12,20	2.468	95,74
Finlande	4.735	9,39	1.764	18,27	6	0,23
Norvège	1.690	3,35	836	8,66	37	1,44
Suède	5.706	11,32	3.010	31,18	5	0,19
Total	50.426	100%	9.655	100%	2.578	100%

Source - Financial Post 19/9/63.

Les Etats-Unis, - malgré leur immense production et leur très vaste capacité productive -, ont, ainsi que l'indique le tableau VI, pratiquement délégué au Canada, toute suppléance au niveau de cette industrie. Et cette voie délégataire se caractérise par le fait que les Etats Unis importent près des 2/3 de la production canadienne excédentaire.

L'industrie de la pâte canadienne est devenue comme une fonction de l'industrie américaine. Le tableau VII est significatif de cette extrême dépendance qui apparaîtrait, plus clairement encore, si l'on examinait l'origine des investissements au Canada en ce secteur d'activité.

TABLEAU VII

Exportation canadienne de pâte : Pays destinataires

	Etats-Unis	% total	Gde Bretagne	% total	Total Exportations
1952	quantité (T)				
	1.588.978	81,88	201.685	10,39	1.940.579
1961	valeur \$				
	225.082.376	77,11	35.208.295	12,06	291.863.498
1961	quantité (T)				
	2.176.585	75,87	278.846	9,72	2.868.844
1961	valeur \$				
	268.949.199	77,58	31.022.948	8,95	346.660.713

b) - Industrie du papier journal

La capacité canadienne de production de papier-journal correspond - ainsi qu'il apparaît dans le tableau VIII - à plus de la moitié (58%) de la production des six principaux pays producteurs; ce pourcentage devient toujours plus important.

Pour 77%, la production canadienne est exportée.

Production et Exportation principales de
papier-journal par pays principal

(1.000 T.)

	PRODUCTION -		EXPORTATION -		EVOLUTIONS COMPAREES					
	1939	1961	% en + ou - 39/61	1939	1961	% en + ou - 39/61	% prod. totale 1939	% prod. totale 1961	% exp. totale 1939	% exp. totale 1961
Canada	3,175	6,733	+ 112,06	2,335	6,252	+ 113,01	52,57	58,17	77,03	77,44
Etats-Unis	939	2,074	+ 120,87	13	182	+ 130	15,54	17,92	0,34	2,25
Gde Bretagne	848	797	- 6,01	42	31	- 21,43	14,03	6,89	1,12	0,39
Finlande	550	1,041	+ 89,27	433	932	+ 115,24	9,11	8,99	11,36	11,55
Suède	306	682	+ 122,88	199	466	+ 134,17	5,07	5,89	5,22	5,77
Norvège	222	248	+ 11,71	188	210	+ 11,70	3,68	2,14	4,93	2,60
Total des six Pays	6,040	11,575		3,810	8,073		100%	100%	100%	100%

On notera le développement sensible de l'industrie du papier-journal des
Etats-Unis, tant au niveau de la production que de l'exportation.

Recul très notable de l'industrie de la Grande Bretagne et de la Norvège.
Maintien à des niveaux moyens des industries Finlandaises et Suédoises.

La production est appelée (en ce secteur où les positions canadiennes sont (avec la Finlande) maitresses) à croître d'autant plus qu'ainsi qu'il ressort du tableau IX, les besoins mondiaux deviennent régulièrement croissants. Ils totalisent en 1963 (en 1.000 T.) 8.645 T. Grand consommateur, les Etats-Unis commencent à devenir producteur et même exportateur. Il est là une menace pour l'expansion canadienne qui ne pourra être négligée. Recul de la production par contre en Grande-Bretagne qui dépend toujours davantage du Marché Canadien.

TABLEAU IX

Demande mondiale en papier journal

(1.000 T.)

	1963 Est. -	1962 Est. -	1961	1960	1959
Etats-Unis	5.600	5.445	5.381	5.426	5.242
Grde. Bretagne	700	690	686	689	570
Allem. Fédérale	440	425	403	334	253
Australie	250	225	252	272	228
Argentine	240	200	217	178	143
Bésil	100	100	130	145	140
France	90	91	100	91	61
Danemark	110	110	109	98	94
Mexique	94	95	82	97	97
Total mondial	8.645	8.422	8.476	8.303	7.794

Source - Newsprint Data 1962.

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, absorbent à eux trois, les trois-quarts des importations. Brésil et France diminuent leurs importations.

C

INDUSTRIE DE BOIS D'OEUVRE

Parmi les industries forestières, l'industrie de bois d'oeuvre occupe, en importance, la seconde place. La production a toujours été supérieure depuis la guerre à 7 milliards de pieds m. p. par an (1). La production annuelle totalise une valeur de 450.177 \$, soit près de la moitié de toutes les opérations en forêt; mais 5% seulement de la valeur de production de pâte.

Cette industrie qui utilise principalement l'épinette, le sapin douglas et la pruche est particulièrement, et de très loin, localisée en Colombie Britannique. Québec et Ontario n'assurent à elles deux que le 1/3 de la production de cette province.

D

PROBLEMES ACTUELS D'EXPANSION

Compte-tenu de la conjoncture mondiale - demande générale de bois - l'expansion de l'industrie forestière Canadienne est certaine.

Dans les quinze prochaines années, l'expansion de l'industrie de la pâte et du papier, plus particulièrement, semble assurée. Le tableau IX déjà, nous le confirmait. Cette expansion correspond à un accroissement annuel de la demande, d'ici 1965, de l'ordre de 1,8% en Amérique du Nord; 7,4% en Europe Occidentale; 4,9% en Extrême-Orient, et dans le reste du Monde non Socialiste, de 3,9%. Mais la capacité productive s'accroîtra, comme l'indique le tableau IX, plus vite en U. R. S. S. qu'en Amérique du Nord. Et en 1975, l'Amérique du Nord et l'Europe pourraient bien n'assurer plus que 72% de la capacité productive de l'industrie du papier et de la pâte (1963 : 77% de l'industrie du papier - 80% de l'industrie de la pâte). Le Canada fera donc face à une concurrence accrue qu'il devra surmonter : " L'échec de nos industries du bois équivaldrait tant et plus à un désastre d'envergure nationale" rappelait le 17 Septembre 1963, M. John Nicholson, Ministre des Forêts.

(1) - Un pied mesure de planche : 2,359 dm³.

TABLEAU X

Taux d'expansion prévisibles

(1960 - 1965)

	Papier %	Pâte %
Amérique du Nord	3,9	3,2
Amérique Latine	0,90	17
Europe Occidentale	6,3	6,5
Europe Orientale	9,5	9,9
U. R. S. S.	19	20,6
Afrique	13,6	25,4
Proche Orient - Moyen Orient	17	31,1
Extrême Orient	8,9	9,6
Chine	-	-
Océanie	7,9	8,8
Total	6,2	6,3
	(28.592.000 T)	(22.955.000 T)

Source - Financial Post 19/9/63.

Cette rapide expansion ne sera pas en outre, sans poser des problèmes. Si d'ici 1975, la demande mondiale double aux Etats-Unis, en Europe de l'Ouest, au Japon, les conditions générales de marché, ne peuvent, entre-temps, que se modifier; et du même coup, modifier les conditions d'échange pour le Canada. Qu'il suffise d'évoquer par exemple, les conséquences du Libre-Echangisme à la suite du Kennedy-Round, l'éventualité de fabrication de papier à partir de matière fibreuse, voire de matière plastique.

Revoyons l'un de ces aspects : que le libre-échangeisme dans toute son intégrité et sans exception soit adopté et le marché américain (ouvert certes aux industries canadiennes) menacera à son tour les industries canadiennes, par sa production hautement spécialisée. Seul, un effort d'équipement considérable pourrait être en mesure de permettre au Canada de faire face à cette éventuelle concurrence

et d'assurer l'augmentation massive des productions prévues.

Pour l'heure, la production canadienne est, on le sait, particulièrement concurrentielle aux Etats-Unis dans les postes de bois d'oeuvre et de papier-journal : Ce, en raison du bas prix de la main d'oeuvre canadienne, du bas prix des transports maritimes et des avantages canadiens de crédit. Mais, - et redisons-le - qu'une politique de quota d'importation sous la pression des industriels du bois américain - aux réclamations toujours plus vives - se précise aux Etats-Unis et les conséquences seraient au Nord des Grands Lacs, catastrophiques. Il convient, à cet égard, de se souvenir du large programme de mise en valeur de forêts non exploitées au Sud des Etats-Unis.

Papier-journal Canadien et marché des Etats-Unis.

S'il y a crise, elle ne pourra toutefois être durable. Industries Canadiennes et Américaines, étant en fait, solidaires tant du coût de leurs spécialisations complémentaires que de la nécessité pour les Américains de protéger leurs propres investissements au Canada, en ces secteurs.

La dépendance de l'industrie du papier-journal Canadien du marché d'exportation des Etats-Unis est totale. En 1963, 1962, 1961 et 1960, elle exportait aux Etats-Unis 78% de sa production : (90% en 1950). Aussi, n'est-il pas surprenant que cette industrie ait été profondément touchée en 1963 par les grèves des journaux américains. Pendant les sept premiers mois de l'année, la production a baissé de 3,2%. Au total, elle n'a augmenté dans l'année que de 3%; cependant qu'en 1964, l'expansion était de 10%.

Colombie Britannique et Japon : Bois d'oeuvre.

L'économie forestière tient une place prépondérante en Colombie Britannique. Aussi, toute fluctuation de marché y a-t-elle des conséquences sociales importantes.

Les exportations canadiennes de bois d'oeuvre au Japon - principalement alimentées par la Colombie Britannique - se sont accrues régulièrement depuis 1959 : 1,2 mill. Bd-Ft. - en 1962 : 107 mill. Bd-Ft. - en 1963 : 278 Bd-Ft. Les perspectives pour 1964 sont sombres.

Une mévente est à craindre en effet, à partir de cette année. La reforestation japonaise commence à porter ses fruits. Le Japon couvre déjà pour l'instant, 60% de ses besoins.

" If the B.C. Industry can hit 50% of the 1963 figure in trade with Japan, it will be doing well" déclarait un expert en bois de Vancouver au F.P.

Problèmes de la main d'oeuvre.

Dans l'industrie de la pâte et du papier, des majorations sont en cours depuis le début de 1964. Elles sont susceptibles de modifier les conditions de marché. En C.B. l'heure est payée maintenant \$ 2,29.

Ce problème est général. En U.R.S.S. septentrionale, même la Presse fait état de la difficulté de recruter de la main d'oeuvre forestière.

I I

L'INDUSTRIE MINIERE

La production continue à augmenter rapidement tout en se diversifiant. L'indice du volume de la production minière est passé, de 1952 à 1963, de 131 à 293 (Prél.); la valeur par habitant a crû de 40,91 en 1940 à 67,01 en 1949; elle est de 159 en 1963. Elle atteint en 1963 la valeur record de \$ 2.975,9 millions soit près de 7% du Produit National Brut (1950 : 5,8%).

C'est là une activité essentielle à la Nation Canadienne puisqu'elle représente 32,5% de toutes ses exportations; elle intéresse directement 125.000 travailleurs et concerne, indirectement, 13% de la masse laborieuse.

1) - Développement continu de la production

des pétroles et des minerais métalliques.

Les pétroles interviennent pour moitié de l'accroissement de la valeur de production et les minerais métalliques; nickel, cuivre, fer - pour le 1/3. Les industries de l'uranium, de l'or et du plomb sont en recul.

Le nickel, le cuivre, le fer continuent en 1963, à rester les trois premières industries métalliques, pour respectivement : 12,2, 9,7 et 9,9% de la production minière. Sans retrouver les hauts pourcentages de 1957, le pétrole devient la production minière la plus importante canadienne. Le pétrole représente 21,3% de la production totale, en 1963.

Le développement de l'activité minière est considérablement plus

grand que celui de l'industrie, puisque ce dernier n'atteint pas le niveau 200, cependant que celle-ci atteint le niveau 300. Si l'on prend pour base 1949, le volume de la production minière s'est accru au total de 293,1 (soit 5,7% de plus que l'année passée). Le pétrole est en 1962, à l'indice très élevé de 1154,7 (1043,7 en 1961 - 385,5 en 1953); toujours en 1962, le gaz naturel est à l'indice 604,2 (504,7 en 1961 - 96,1 en 1953). Le cuivre à l'indice 177,2 (170,4 en 1961 - 96,1 en 1953). L'industrie de l'or se maintient à un taux d'activité médiocre; elle retrouve son niveau de 1949 : indice 100 en 1962; (1961 : 107,1 - 98,5 en 1953). Du fait même du développement de l'industrie pétrolière, le charbon est en constant recul : 48,8 en 1962 (49,9 en 1961 - 81,5 en 1953).

Certaines provinces seulement répondent de cette haute activité. Pour 1963, les chiffres sont les suivants : l'Ontario intervient pour 29,5%, l'Alberta pour 21,3%, le Québec, au développement moins rapide que les années passées, pour 19,8%. Le Saskatchewan par ses nouvelles mines de potasse, la Colombie Britannique par ses mines de fer et le Manitoba (nickel) répondent respectivement pour 8,6, 8,8, et 5,7%.

Cependant que dans les provinces désignées, l'activité croît rapidement, les valeurs globales de production ont, dans le Québec et dans l'Ontario, baissé respectivement de 0,3% et 2,7% au cours des deux dernières années 1961 et 1962. Le recul s'est poursuivi dans l'Ontario en 1963 : il a atteint - 4%. Dans les Territoires du Nord-Ouest, le recul a été de 13%.

TABLEAU XI

Valeurs comparées de la production minière : valeur par habitant

(1886 - 1962)

<u>1886</u>	2,23	<u>1955</u>	114,37
<u>1915</u>	17,18	<u>1957</u>	132,03
<u>1925</u>	24,38	<u>1959</u>	137,79
<u>1935</u>	28,80	<u>1961</u>	141,59
<u>1945</u>	41,32	<u>1962</u>	153,10

Source : Annuaire Statistique du Canada 1963 - 1964

TABLEAU XII

Variations des indices de volume des productions minières principales (1953-1962)

1949 = 100

	1953	1957	1960	1961	1962
Pétrole	385,5	859,5	909,9	1043,7	1154,7
Gas naturel	147,8	295,1	589,2	712	1001,2
Minéral fer	170,6	462,6	406,3	504,7	604,2
Amiante	162,3	184,3	201,4	223,4	234,1
Nickel	111,7	146,8	166,9	183,8	184,2
Cuivre	96,1	137,1	168,7	170,4	177,2
Or	98,5	106,7	111,2	107,1	100
Total de la Production	142,1	227,8	253,3	266,9	286,5

Source - Annuaire Statistique du Canada 1963 - 1964 et D. B. S. 1964.

TABLEAU XIII

Production minière au Canada par tête d'habitant

1961 - 1963

Province	1961		1963	
	\$	%	\$	%
Terre-Neuve	91.618.709	3,6	121.785.645	4,1
Prince Edouard	606.644	0,1	654.120	0,1
Nouvelle Ecosse	61.693.156	2,4	67.307.328	2,3
Nouveau Brunswick	18.804.385	0,7	26.501.143	0,9
Québec	455.522.933	17,6	529.388.211	17,8
Ontario	943.669.456	36,5	876.583.824	29,4
Manitoba	101.489.787	3,9	171.032.024	5,7
Saskatchewan	215.977.233	8,4	257.076.318	8,6
Alberta	473.480.540	18,3	635.001.853	21,3
Colombie Britannique	188.542.078	7,3	260.715.547	8,8
Yukon	12.750.304	0,5	14.626.150	0,5
T. N. O.	18.145.162	0,7	15.237.755	0,5
	2.582.300.387	100	2.975.909.918	100

Source - "What the Mining Industry means to the Canada. The Canada metal Mining Assoc. 1964 -

A noter très particulièrement, la diminution continue en pourcentage de la production de l'Ontario, première province minière. Depuis 1962, diminution également (0,3 points) de la production du Québec. Par contre, développement de la production au Manitoba (potasse), en Colombie Britannique et naturellement en Alberta (pétrole).

Diminution très sensible de la production dans les Territoires du Nord-Ouest.

2) - Position internationale toujours plus dominante de l'Industrie Minière Canadienne.

Une remarquable étude du Département des Mines et des relevés techniques (1964 - Miner. Inform. Bull. m. 271 (1) a fait apparaître que le développement minier est depuis 1950, deux fois plus rapide au Canada que dans l'ensemble des autres nations minières. Le taux annuel d'accroissement au Canada est de 8% (de 1950 à 1961); dans le reste du monde, il n'est que de 4,5%.

Le taux est plus élevé au Canada du fait du boom pétrolier (1950-1961 : + 13,8% annuel. Dans le reste du Monde, toujours selon la même source : + 5% annuel).

a) - Le Canada, producteur mondial de produits de base.

Le Canada est aujourd'hui la sixième nation minière du Monde après les Etats-Unis, l'U.R.S.S., le Venezuela, la Chine, l'Allemagne Fédérale. En 1965, on suppose qu'elle sera la cinquième. Après les Etats-Unis et l'U.R.S.S., le Canada est le troisième pays producteur minier dans les minerais métalliques. Il s'est hissé au 9^e rang (bientôt en 1965, le 5^e rang) des pays producteurs pétroliers.

La particularité du Canada sur le plan minier, tient tant à la diversité et à l'accessibilité de ses ressources (le Canada possède toutes ressources minières, à l'exclusion de l'étain, du manganèse et de la chromite), qu'à la richesse exceptionnelle de ses réserves.

(1) - R. B. TOOMBS & W. KEIT BUCK op. cit.

TABLEAU XIV

Production minière mondiale (1958) comparée en
pourcentage et en dollars U. S.

Etats-Unis	27,03 %	Royaume-Unis	5,13 %
U. R. S. S.	16,25 %	Canada	3,28 %
Vénézuela	6,12 %	France	2,39 %
Chine	5,9 %	Afrique du Sud	2,00 %
Allemagne de l'Ouest	5,3 %	Koweït	1,96 %
Reste	24,59 %		

Source : The Canadian Mineral Industry en 1963 : preliminar Mineral Inform. bull. m. 271,
Ottawa (p. 11).

Le tableau XV ci-après se lit différemment, si on l'examine de plus près; et si l'on détaille en particulier les secteurs de production, le Canada est ainsi maitre du marché dans des secteurs de base : nickel, amiante, platine, zinc, uranium, cadmium, cobalt, sélénium et sulfure. Il est troisième producteur mondial d'aluminium, gypse, or, tellurium et tétanium; quatrième producteur mondial : plomb, argent, magnésium et bismuth; cinquième : cuivre, fer, molybdène.

TABLEAU XV

Production Minière Canadienne 1963 : Principaux Produits

(Chiffres définitifs et rectifiés : Voir Inter-Nord n° 6 p. 226)

1.000 T.

	1er rang Mondial.	2ème rang Mondial.	3ème rang Mondial.	4ème rang Mondial.	5ème rang Mondial.	MONDE
Amlante (T)	1.215.814					3.047.300
Nichel (base mine (T)	232.242					390.000
Zinc (base mine (T)		463.145				3.661.163
Aluminium métal (T)			690.297			5.517.589
Or (o)			4.178.396			50.000.000
Argent (o)				30.422.972		242.154.000
Plomb (base mine (T)				215.329		2.680.436
Cuivre (base mine (T)					457.385	4.792.297
Fer (minéral (T)					27.359.676	588.752.000

Source - The Canadian Mineral Industry in 1963 - (Preliminary Février 1964) Mineral Inform. Bull. N.271 Ottawa (p. 10).

b) Conjoncture internationale de prix et de production.

Sous la poussée des industries du fer, du pétrole et du gaz naturel, les industries minières se développent dans le Monde à la cadence annuelle de 5,4% dans la période 1950-1961 que l'on opposera selon Toombs et Keith Buck (1) aux 2% de la période 1910-1950. Or, on observe depuis un an, une nouvelle et sensible poussée.

Cette vive avance de la production minière est principalement l'effet d'un relèvement sensible des cours. L'indice Schulze fait ainsi

(1) - Toombs et Keith Buck - The Canadian Mineral Industry (op. cit.) p. 10

apparaître, selon le 34ème Rapport de la Banque des Règlements Internationaux, une hausse de 5% depuis l'automne 1962 jusqu'à Mai 1963. Cette hausse succède à une longue période de dix années durant laquelle les cours des matières premières ont été très faibles du fait d'une trop active production après la guerre pendant et après le boom de la guerre de Corée. Ce rapport constate que le renversement de la tendance a commencé avec l'affaire de Cuba et les tensions Sino-Indiennes. Ce sont les métaux non-ferreux qui ont particulièrement augmenté. Il est estimé qu'en 1963, la production mondiale de matières premières d'origine industrielle a dépassé de 6% celle de l'année précédente. Les deux tableaux suivants, extraits du rapport, résument les données principales et précisent les fortes poussées de prix en certains postes (cuivre, plomb, zinc, barres d'acier). On note, en regard, les fortes et continues poussées de production dans l'aluminium, le gaz naturel et l'acier.

TABLEAU XVI

Cours des grands produits de base

(Variation en %)

Produits	Marchés	1961	1962	1963	1964 (Janvier)
Pétrole brut	Vénézuéla	0,0	0,0	0,0	0,0
Cuivre	Londres	- 0,5	+ 1,8	+ 0,7	+ 32,5
Plomb	Londres	- 6,9	- 8,3	+ 34,1	+ 10,7
Zinc	Londres	- 13,8	- 6,1	+ 41,3	+ 14,4
Aluminium en lingots	Etats-Unis	- 7,7	- 6,3	+ 2,2	+ 2,2
Barres acier	C. E. C. A.	- 9,9	- 12,1	+ 6	+ 11,6
Acier (profilés)	Etats-Unis	- 4,2	0	+ 3,5	0

TABLEAU XVII

Evaluation de la production mondiale de produits de base

Produits	Unités	1937	1962	1963	Variations en %		
					Entre 1961-62	Entre 1962-63	Entre 1937 & 63
Aluminium	1.000 T.	493	5002	5466	+ 9	+ 9	+ 1009
Gaz naturel	milliards m ³	78	557	590	+ 9	+ 7	+ 658
Pétrole brut	millions de T.	280	1214	1305	+ 8	+ 7	+ 366
Electricité hydraulique	milliards de Kw.	177	768	800	+ 6	+ 4	+ 352
Acier	millions de T.	136	361	385	+ 2	+ 7	+ 183
Nickel	1.000 T.	119	352	325	- 2	- 8	+ 173
Zinc	1.000 T.	1636	3423	3530	+ 4	+ 3	+ 116
Cuivre	1.000 T.	2534	5281	3525	+ 2	+ 1	+ 110
Plomb	1.000 T.	1692	2751	2860	- 1	+ 4	+ 69

Source : Tableaux XVI et XVII - d'après Banque des Règlements Internationaux (34ème Rapport Bal.
8 juin 1964 - Problèmes économiques : 1964 n° 865).

3) - L'industrie minière Canadienne dépend
toujours étroitement de ses Marchés
d'exportation et très notamment de celui
des Etats-Unis.

Principale nation commerçante du Monde (par tête d'habitant) et en terme de quantité 5ème après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France en termes de valeur, le Canada dépend, on le conçoit, étroitement de son mouvement commercial qui représente 1/4 de son revenu national. Les exportations minières (qui représentent 60% de sa production) continuent à fournir plus de 30% (32,6% en 1963 - 34,1% en 1962) de toutes exportations, et ce, malgré le développement très sensible depuis 1960 des productions manufacturées et agricoles exportatrices.

C'est dire combien le Canada dépend des marchés extérieurs. Ces marchés restent, malgré de visibles efforts, essentiellement Américains (60% environ des exportations minières) et Anglais (R.U. : 20% environ).

Les exportations minières ont totalisé en millions de dollars, en 1963 : 1.206,9 soit, 17,8% de toutes exportations; 32,6% si l'on considère 1.007,3 de minerais transformés, soit un total de 2.214,2 en 1963 (2.104,2 en 1962).

Le tableau ci-après fait apparaître les résultats de l'effort de diversification des marchés.

Deux nouveaux marchés ont été ouverts : Le Marché Commun, troisième débouché de l'industrie minière Canadienne. Ce marché reste difficile, en raison même de la forte concurrence rencontrée avec les minerais Africains, Scandinaves et d'Amérique du Sud. En outre, ce marché devient, par définition, protectionniste et l'on notera en 1950, 1955, 1960, 1961, 1962, 1963, les irrégularités peu encourageantes de pourcentage d'absorption par ce marché de la production minière canadienne : 4,9%, 5%, 11%, 9%, 6,5%, 5,3%.

Plus régulièrement expansif est le quatrième marché d'exportation des mines canadiennes : le Japon. Il intéresse essentiellement la Colombie Britannique. Par Vancouver essentiellement, le Canada y exporte 4,6% des exportations totales.

3) - L'industrie minière Canadienne dépend toujours étroitement de ses marchés d'exportation et très notamment de celui des Etats-Unis.

Principale nation commerciale du monde par son produit brut en termes de quantité totale extra les Etats-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France en termes de valeur, le Canada dépend, on le conçoit, étroitement de son mouvement commercial par rapport à son revenu national. Les exportations minières qui représentent 20% de sa production continuent à fournir plus de 30% de son revenu en 1963 - 34,1% en 1962 - de ses exportations, et ce, malgré le développement très sensible depuis 1950 des productions manufacturières et agricoles exportables.

TABLEAU XVIII

Principaux marchés d'exportation

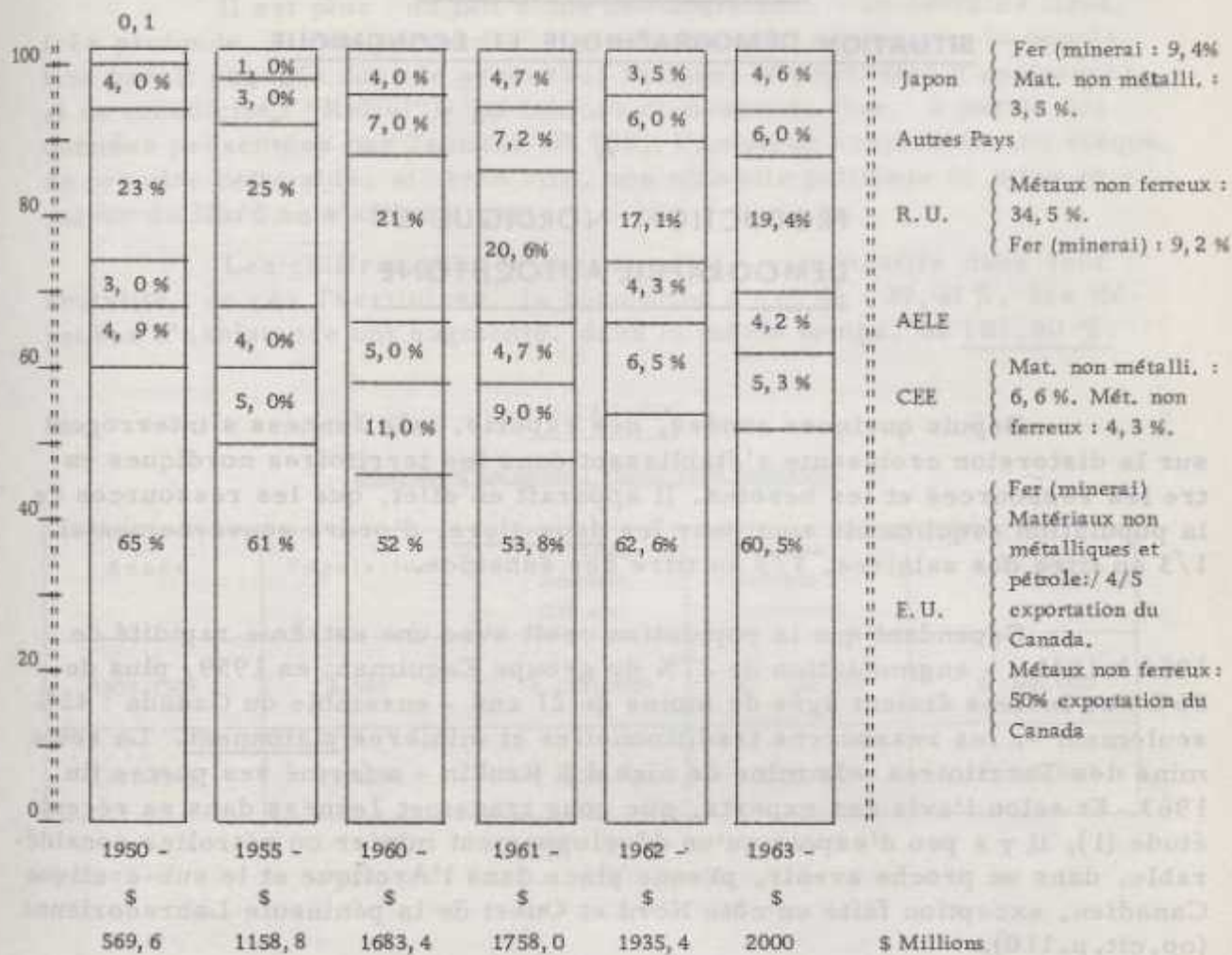


Tableau d'après : What the Mining Industry means to Canada. The Canadian Mining Association. Publ. N° 3 - 1964 p. 31 et p. 59.

Les industries extractives, en crise endémique, telles celles de l'uranium se préparent à une forte demande que l'on s'accorde à situer dans les années 1970, compte-tenu du développement de l'industrie nucléaire.

Dans la période 1970-1980, l'on pense que les besoins seront de 150.000 à 250.000 t.; or, la production canadienne qui était, il y a quatre années de 15.000 t. annuellement est tombée à 8.000 t. annuels.

La production de l'or continue de fléchir malgré une hausse consécutive à la dévaluation de Mai 1962. En 1963, elle était moindre de 5% par rapport à celle de l'année passée. (Etats-Unis : - 6%; Union Sud Africaine : + 8%).

LE NORD CANADIEN

SITUATION DÉMOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE

A

PRODUCTION NORDIQUE ET DEMOGRAPHIE AUTOCHTONE

Depuis quelques années, des experts, tels Jenness s'interrogent sur la distorsion croissante s'établissant dans les territoires nordiques entre les ressources et les besoins. Il apparaît en effet, que les ressources de la population esquimaude sont pour les deux-tiers, d'ordre gouvernemental : 1/3 au titre des salaires, 1/3 au titre des subsides.

Cependant que la population croît avec une extrême rapidité de 1956 à 1961 : - augmentation de 27% du groupe Esquimau; en 1959, plus de 56% des Indiens étaient âgés de moins de 21 ans - ensemble du Canada : 42% seulement -, les ressources traditionnelles et minières plafonnent. La seule mine des Territoires - la mine de nickel à Rankin - a fermé ses portes fin 1963. Et selon l'avis des experts, que nous transmet Jenness dans sa récente étude (1), il y a peu d'espoir qu'un développement minier ou pétrolier considérable, dans un proche avenir, prenne place dans l'Arctique et le sub-arctique Canadien, exception faite en côte Nord et Ouest de la péninsule Labradorienne (op. cit. p. 110).

1) - Conséquence prévisible et classique de l'accroissement démographique esquimau et indien : Un rajeunissement et un vieillissement simultanés.

Dans les populations Indiennes et Esquimaudes, cette évolution est en cours : on en mesure les conséquences sociales et financières.

(1) - D. Jenness - Eskimo Administration II-Canada. Arctic Institute of North America - 186 p. Montréal 1964.

a) Assistance et déculturation

Il est plus : du fait d'une déculturation, - en certains lieux, très profonde, et non suivie de "l'acculturation" attendue -, la population paraît engagée dans le processus habituel et dégradant d'assistance et de mendicité ("Relief"). Le tableau ci-dessous, fixe, à partir des données présentées par Jenness (P. 158), l'ampleur croissante que risque de prendre cette aide, si, très vite, une nouvelle politique de mise en valeur du Nord ne s'affirme pas.

Les chiffres publiés sont en effet, significatifs dans leur brutalité : en ces Territoires, la population a crû de : 27,41 %, les dépenses d'assistance ont augmenté, dans le même temps, de 101,80 %.

TABLEAU XIX

Dépenses d'assistance ("relief") aux Esquimaux

Année	Population	Dépenses Arctique Oriental	Dépenses Arctique Occidental	Total
1957-1958	8.989	\$ 131.000	\$ 35.000	\$ 166.000
1961-1962	11.453	\$ 228.000	\$ 107.000	\$ 335.000

- 2) - Sous-emploi - Une meilleure exploitation des ressources naturelles à prévoir dans une perspective d'exploitation d'un espace spécifiquement arctique par une population arctique à protéger, en tant que telle.

Si la population, - comme tout le laisse penser - continue à s'accroître au rythme actuel, ce ne sera pas en 1970, 2.500 postes d'activité qu'il conviendra en ce vaste espace, de prévoir pour ce petit groupe d'hommes, mais selon Jenness : 3.000. Si toujours, selon Jenness, on peut préciser - et la vision est optimiste - que 1.000 postes seront assurés par la vie minière, 500 par des emplois administratifs, il restera donc 1.500 emplois à trouver.⁽¹⁾ Hors cela, des centaines de familles seront fort

(1) Sans emploi, étant considéré qu'il n'est guère possible, compte tenu de tous facteurs, de vivre convenablement des ressources traditionnelles du pays.

pauvres. La conclusion de Jenness est claire : Education, c'est-à-dire, Education Canadienne devant déboucher sur une intégration à la vie économique moderne.

Nous avons volontairement insisté ici sur la publication courageuse et claire de l'éminent ethnologue Jenness (1). Nous pensons, en effet, publier prochainement, sur la même question, mais à partir de secteurs très définis, un travail aux conclusions assez différentes. Déjà à Thulé, dans notre étude économétrique, nous avons pu établir par une étude de détail (2) que les 70 familles Esquimaudes Polaires fournissaient "ad valorem", près de 100.000 F au marché mondial de la fourrure, soit 1.700 F par tête et par an, cette société ne disposant en retour que d'un revenu effectif atteignant un peu plus de 5 F par mois, sur lesquels doivent être prélevés, le financement, l'amortissement, du matériel (bois de traverse de traîneaux, fusils, cartouches) et les frais généraux de production. Nous croyons avoir montré qu'une économie devait être exceptionnellement forte pour supporter un tel décalage entre la production et la consommation.

Nos propres recherches dans le Nord du Bassin de Foxe (3) font apparaître qu'il est extrêmement rare que la part du revenu de chasse dans le revenu total soit inférieur à 50% de celui-ci. Le revenu, au reste, n'est pas faible. Il oscille par village, dans le secteur étudié et qui fera l'objet d'une nouvelle étude plus large, entre \$ 400 et \$ 1.000, rendant claire, manifeste combien considérable est la part de l'auto-consommation. Diverses études canadiennes publiées notamment par le Ministère du Nord, tendent à préciser ces facteurs, particulièrement depuis quelques années.

Il y a lieu de se demander si, un des noeuds du problème préoccupant les spécialistes de cet espace, n'est pas là précisément. L'auto-consommation, c'est-à-dire la chasse pour vivre sur le Pays - constitue la sauvegarde culturelle, "l'ancrage" de cette ethnie. L'assimilation à nos normes diététiques, hors de tout métissage, - et de toute sorte -, ne peut qu'aboutir à la liquidation de la nation Esquimaude en tant que telle. Le milieu forme un tout. Et il s'inscrit en définitive que tout problème arctique ne peut avoir que des solutions spécifiquement arctiques.

(1) D. Jenness - Certains titres de chapitres sont suggestifs de la vigueur de l'analyse : " Myopie Gouvernementale " Pre. 1903" - "Bureaucratie en inactivité (1931-1940)" - "Gouvernement sans boussole" - "Le Problème Economique" (titres traduits par nous), op. Cit.

(2) J. Malaurie - Annuaire 1961-1962. E. P. H. E. (Sorbonne). Paris pp. 181-185.

(3) J. Malaurie - Igloolik : Socio-Economic Studies. D.N.A. (N.R.C.C.) Ottawa 1962 - 100 p.

Dans le cadre de vues seulement comptables, il appartient à l'Etat Fédéral, alors même que la biogénie du territoire reste riche sur le plan du renard, du phoque (aucune étude à notre connaissance, ne permet encore d'en douter, en tous lieux), de rendre possible aux 2.400 chasseurs Esquimaux souhaitant poursuivre une vie traditionnelle, l'exercice de cette profession traditionnelle, en leur assurant à moyen terme, un cours des fourrures d'un niveau et d'une stabilité comparables à ceux que n'importe quel Organisme Gouvernemental au Canada ou en France, assure aux produits agricoles. A cette différence près, qu'il s'agit pour le groupement Esquimau de chiffres proprement dérisoires à l'échelle d'un Grand Etat : \$ 5 millions par an, dans la pire des hypothèses.

3) - Le rapide accroissement démographique des autochtones.

La population canadienne s'est accrue, de 1951 à 1961, de 30% - tant du fait de l'accroissement naturel que de l'immigration -; les populations Indienne et Esquimaude - qui constituent 1,2% de la population totale - se sont accrues durant les dix années considérées de 32,9%, et ce, du seul fait de l'accroissement naturel. Nous touchons donc bien là, le taux d'accroissement naturel le plus élevé du Canada.

Un rajeunissement et un vieillissement simultanés sont, nous l'avons dit, inéluctables. Et, il convient d'y revenir. Quelques chiffres tout d'abord nous le précisent. Les données sur la natalité confondent. On estime (Jeness op. cit.) que le taux de la natalité esquimaude s'élève à 59‰, soit un taux plus que double de celui du Canada : 26‰. On s'attachera très particulièrement à l'examen des taux de mortalité. En 1962, l'espérance moyenne de vie au Canada était de 70 ans (Suède, 1960 : 71,2 ans pour les hommes - 74,9 ans pour les femmes). La durée moyenne de la vie pour un Esquimau, compte-tenu d'une natalité élevée, est de 39 ans. M. Stewart rapportait récemment dans North (Mars-Avril 1964) que le taux de mortalité esquimaude pour la pneumonie, la tuberculose, les maladies gastro-intestinales était respectivement de 22, 18 et 7 fois plus élevé que dans le sud du Canada. La mortalité infantile est particulièrement considérable : 7 fois plus élevée que dans le Sud relève Stewaert (1). Le taux de mortalité infantile serait, en effet en 1961 de 193 ‰, la moyenne canadienne étant de 27 ‰ (2).

(1) - Welfare Division of the Northern Administration of the Department of the Northern Affairs

(2) - J.S. Willis. op. cit. par D. Jenness, op. cit. p. 145

John S. Willis précise qu'en 1957, 23% de tous les enfants Esquimaux nés vivants sont morts avant d'atteindre l'âge d'un an. Pour l'ensemble du Canada, la moyenne est de 3%. En fait, les données sont plus complexes; on note ainsi que dans les onze mois qui suivent le premier mois de la naissance, la mortalité est près de trois fois plus élevée que dans le premier mois, cependant, que dans le Sud du Canada, il meurt deux fois plus d'enfants dans les premiers mois que dans les onze mois suivants (1).

TABLEAU XX

Effectifs de la Population Indienne et Esquimaude

	I N D I E N S (2)			ESQUIMAUX
	1949	1961 (estimation)	De 49 à 61 : % d' augmentation/an .	1961
Terre-Neuve				815
Ile du Prince Edouard	273	348	+ 26,74 %	-
Nouvelle Ecosse	2.641	3.746	+ 41,84	4
Nouv. Brunswick	2.139	3.397	+ 58,81	-
Québec	15.970	21.970	+ 37,57	2.467
Ontario	34.571	44.765	+ 29,48	212
Manitoba	17.549	25.681	+ 46,34	208
Saskatchewan	16.308	25.334	+ 55,34	2
Alberta	13.805	20.931	+ 51,61	85
Colombie Britannique	27.936	38.616	+ 38,23	25
Yukon	1.443	2.006	+ 39,02	40
T.N.O.	3.772	4.915	+ 30,30	7.977
Total	136.407	191.709	+ 40,42 %	11.835

(1) - T.D. Stewart op. cit. p. 32

(2) - Pour 1959 (et le détail des tribus, réserves, surfaces,) voir Inter-Nord n° 6 p. 243.

4) - 203.544 Indiens et Esquimaux : Une assistance sociale croissante.

Pour assister ce groupe de population - qui est sans doute le plus pauvre du Canada - le Gouvernement Fédéral a dépensé, selon Stewart, au titre de l'assistance sociale, en 1963 : \$ 300.000 sur les 50 millions dépensés sur tous chapitres.

En première analyse, et avant que l'on ne procède aux ventilations nécessaires aux titres des allocations familiales et de vieillesse, département par département, on peut considérer que 0,5% des crédits fédéraux concernent donc, la Sécurité Sociale. Il est estimé, toujours par Stewart, que per capita, cette assistance, (longtemps non assurée par l'Administration et particulièrement de 1867, année de la naissance de la Confédération, à 1945, date des premiers versements d'allocations familiales aux Esquimaux en T.N.O; 1948 étant celle des premiers versements d'allocations de vieillesse), rejoint enfin, celle assurée aux Indiens (recensés par Indians Affairs Branch) et aux autres résidents du Territoire.

De l'avis de tous, cette assistance ne peut en valeur relative, que croître. La population intéressée ne peut assurément que s'en réjouir. Nous avons souligné toutefois dans le numéro précédent, les dangers d'une "déculturation" entreprise sans référence aux données écologiques et historiques du milieu considéré. Nous y reviendrons.

Dans tous les centres de regroupements, le pourcentage de la population esquimaude assistée - et au sens exact du terme, non productive - a très fortement augmenté. Cette augmentation peut se résumer, selon Stewart (op.cit), dans le tableau suivant :

TABLEAU XXI

Taux d'augmentation de l'assistance sociale
administrée par secteurs critiques

	1956 - 1962
Québec Arctique	+ 17 %
Inuvik	x 2
Yellowknife	x 4
Churchill	x 4,5
Frobisher Baie	+ 71 %

En première analyse, et avant que l'on ne procède aux ventilations nécessaires aux titres des allocations familiales et de vieillilles, département par département, on peut considérer que les crédits fédéraux correspondants à la période 1957-1960 ont été affectés à la population totale de 2 300 000 personnes.

La population totale de la région de la Nouvelle-Angleterre est de 2 300 000 personnes. Elle est répartie de la manière suivante :

Population totale	2 300 000
Population de la Nouvelle-Angleterre	1 500 000
Population de la région de la Nouvelle-Angleterre	1 500 000

De l'avis de tout le monde, cette assistance ne peut en valeur relative que croître. La population âgée de plus de 65 ans est en constante augmentation. Nous avons étudié cette situation dans le chapitre précédent. Les données de base d'une "déclarative" appropriée sont résumées aux données de la page 192.

Dans tout les cas, de ce point de vue, le programme de la population dépendante assistée - et en tant que tel - est en constante augmentation. Cette augmentation peut se résumer de la manière suivante :

Année	Population totale	Population de la Nouvelle-Angleterre	Population de la région de la Nouvelle-Angleterre
1957	2 300 000	1 500 000	1 500 000
1960	2 300 000	1 500 000	1 500 000
1963	2 300 000	1 500 000	1 500 000
1966	2 300 000	1 500 000	1 500 000
1969	2 300 000	1 500 000	1 500 000
1972	2 300 000	1 500 000	1 500 000

Source: U.S. Bureau of Economic Analysis, "Economic Report of the President, 1969", p. 191.

1955 - 1956			% + ou - dans chaque section par rapport à 1955 - 1956		
Revenu	Dépenses	Déficit	Revenu	Dépenses	Déficit
1.993.817,91	13.823.959,39	11.830.190.474,49	+ 231,61	+ 265,30	+ 271,00
4.005.348,93	10.969.791,02	6.964.186.830,98	+ 55,16	+ 113,32	+ 146,80

Government Activities in the North - Ottawa
 Les études d'évolution par pourcentages, - co

TABLEAU XXII

DEPARTEMENT DU TRESOR

DEPARTEMENT DES AFFAIRES DU NORD

ET DES RESSOURCES NATIONALES

RESSOURCES ET DEPENSES DANS LES TERRITOIRES
DU NORD-OUEST ET DANS LE TERRITOIRE DU YUKON

(Années Fiscales)

1955 - 1956			1959 - 1960			% + ou - dans chaque section par rapport à 1955 - 1956			1962 - 1963			% + ou - dans chaque section par rapport à 1955 - 1956		
Revenu	Dépenses	Déficit	Revenu	Dépenses	Déficit	Revenu	Dépenses	Déficit	Revenu	Dépenses	Déficit	Revenu	Dépenses	Déficit
1.393.817,91	13.823.959,39	11.830.141,48	6.631.303,96	54.307.989,06	47.676.685,10	+ 232,59	+ 292,85	+ 303,01	6.611.831,79	50.502.306,28	43.890.474,49	+ 231,61	+ 265,30	+ 271,00
4.005.348,93	10.969.791,02	6.964.442,09	4.809.599,67	21.977.032,66	17.171.432,99	+ 20,07	+ 100,34	+ 146,55	6.214.862,45	23.401.693,43	17.186.830,98	+ 55,16	+ 113,32	+ 146,80

Government Activities in the North - Ottawa (1956-1963)

Les études d'évolution par pourcentages, - colonnes 3 et 5 - sont de la rédaction d'Inter-Nord.

TABLE 1

STATE OF TEXAS

COMMISSION ON ECONOMIC DEVELOPMENT

AN ACT TO

REPEAL THE

ACTS OF THE LEGISLATURE

RELATIVE TO

		1977 - 1978	1978 - 1979	1979 - 1980		
		Actual	Estimated	Actual	Estimated	Actual
1977 - 1978	Actual	11,800,000	11,800,000	12,500,000	12,500,000	12,500,000
1978 - 1979	Actual	12,500,000	12,500,000	13,200,000	13,200,000	13,200,000

Approved and passed by the Senate on the 15th day of June, 1977.
 Approved and passed by the House on the 15th day of June, 1977.

Le tableau XXI confirme l'ampleur des déficits tant pour les Territoires du Nord-Ouest que le Yukon. Non seulement, ce déficit est général, mais encore il est croissant. Dans toutes les séquences examinées, les dépenses augmentent plus que les revenus, toujours faibles. Il précise également une corrélation étroite, existante entre le mouvement des revenus et des dépenses. Seule, une analyse attentive et ultérieure des "ventilations" par postes créditeurs et débiteurs, peut, à première vue, l'indiquer.

B

DES RESSOURCES TRADITIONNELLES
APPAREMMENT INSUFFISANTES

Les programmes d'assistance sociale, successivement annoncés à Ottawa, établissent le sous-emploi de la population. Dans divers secteurs du Keewatin, où il n'a pas été conçu d'activité de remplacement propre au milieu pour les chasseurs d'un caribou qui se fait toujours plus rare, le non-emploi ou chômage des groupes déplacés peut atteindre la moitié de l'effectif des hommes valides de celui-ci.

a) - Une moindre production de pelleterie en 1963

Mais il s'agit là, et chacun le sait, d'un secteur de l'Arctique Canadien Central particulièrement deshérité. Une vue d'ensemble n'est pas plus encourageante. Si l'on considère l'ensemble des chiffres de production de chasse en Territoire du Nord-Ouest, on note, en effet, un recul sensible de celle-ci, tant en quantité qu'en valeur. De 1961 - 1962 à 1962-1963, la production a diminuée encore de valeur : \$ 937.654 à \$ 846.422, et le recul s'ajoute en quantité à celui observé de 1961 à 1962.

Dans le même temps, on observe un développement croissant dans le Sud du Canada, de la production des pelleteries d'élevage, tant et si bien, que depuis 1953-1954, la production, en valeur, des fourrures de bêtes sauvages est devenue moindre que celle des fermes d'élevage, essentiellement tournées vers le vison (Ontario, Colombie Britannique, Manitoba, Alberta, Québec, Saskatchewan, Provinces de l'Atlantique). Depuis 1955-1956, le commerce des peaux est plus dépendant des fermes d'élevage que de la trappe. Le marché grandissant de

peaux d'élevage a fini par créer l'impression publicitaire et fallacieuse dans la clientèle, que la pelleterie sauvage est de qualité moindre. Etat d'esprit infiniment regrettable, en un pays en grande partie arctique et sub-arctique, et qui peut avoir pour conséquence épisodique, la chute des cours des peaux sauvages de deuxième rang, et le découragement des chasseurs. Situation d'autant plus regrettable que sur les grands marchés, les très belles peaux de renard sauvage, notamment sibérien, font toujours prime.

Les chiffres font foi de cette situation. Les peaux sauvages représentaient en 1961-62, en quantité : 4,5 millions pour \$ 10,4 millions, à opposer aux 5 millions de peaux évaluées à \$ 11,7 millions en 1960-1961. Il semble que les revenus du piégeage ne soient plus suffisants pour retenir à temps continu, les trappeurs. Paradoxalement, le Nord s'est donc installé dans le Sud du Pays. L'on peut raisonnablement s'interroger sur l'avenir réservé aux populations autochtones septentrionales enracinées dans leur milieu et hors d'état de suivre longtemps et supporter de telles évolutions de cours et de tendance.

b) - Le revenu annuel moyen esquimau.

Jenness (op. cit.) s'est attaché à calculer le revenu annuel moyen des Esquimaux pendant la période 1952-1961, tiré de la trappe, et conclut sur la base des chiffres de vente au comptoir. Au niveau d'une famille de 4-5 individus et à supposer que chaque famille trappe, le tableau annuel par famille est de 20 renards qui assurent un revenu annuel moyen de \$ 264. Au cas où 3/4 seulement de la population décomptée pratiquerait une activité de chasse, ce revenu s'élèverait au taux dérisoire de \$ 352 (Jenness op. cit. p.102). Un autre calcul (Jenness p.101) (1) aboutit pour la décennie 1940-1950, à un revenu annuel moyen tiré de la trappe à \$ 200. Les besoins familiaux sur la base d'une diététique, - sans doute en partie, sud-canadienne -, étant évalués en espèces et en nature à \$ 1.500 ou \$ 2.000 (p.105) le lecteur ne peut conclure qu'à la proscription d'une telle misère. D'autant que chaque fois qu'une famille Esquimaude s'approche des standards requis, les sources sont pour les 2/3 d'ordre gouvernemental (salarial et assistance gouvernementale). Le milieu paraît ainsi impropre à assurer des normes de vie convenables.

Sans contester les chiffres présentés par un expert aussi éminent, nous avons cru pouvoir montrer en notre publication sur Igloodik (op.cit) (Annexe 2), combien une telle approche, juste dans ses principes de clarification et certainement souhaitable était dangereuse dans ses conclusions.

Jenness, soucieux d'emploi (2.500 nouveaux emplois sont

(1) - D'après les travaux de CANTLEY.

urgents, 75 ouvriers hommes Esquimaux " nouveaux " étant chaque année, jetés sur le marché) ne vise rien moins qu'à souhaiter au plus vite, le développement de la vie minière dans l'Arctique; pour la population Esquimaude, un avenir d'ouvrier minier dans l'Arctique ou même dans le sud, doit être envisagé (p. 170). Les sociétés privées tendant à hésiter à investir les fonds industriels nécessaires, le Gouvernement, par une politique de détaxation et d'encouragements multiples, devrait aider à leur installation. A cette seule condition, la population Esquimaude dûment anglicisée et éduquée, pourrait ainsi, selon l'auteur, prétendre à un avenir décent.

c) - Les dix-huit expériences coopératives

Pourtant les efforts de l'Administration n'ont pas toujours été négatifs, sur le plan des activités traditionnelles. Les dix-huit expériences coopératives fondées, non pas sur le seul artisanat, mais sur l'exploitation rationnelle des ressources naturelles, autorise ainsi, à l'échelle Esquimaude, certains espoirs, si timides soient-ils et si insuffisants apparaissent certains résultats. A Port Burwell (Ungava) par exemple, avant 1959, on peut estimer que chaque famille avait un revenu annuel de \$ 200 environ. La population, qui jadis, avait atteint 200 unités, était tombée à 23. L'instauration d'une coopérative de pêche de l'omble, l'établissement du centre nécessaire de congélation avec l'appui financier du Gouvernement sous forme de prêt, a permis d'édifier un actif valant \$ 25.000. On estime que le revenu par famille à Port Burwell, qui compte 12 familles, pourra atteindre \$ 5.000 en 1964.

d) - Une assimilation qui s'étend

L'assimilation - voulue ou non - devient statistiquement sensible. Du groupe des 220.121 Indiens et Esquimaux recensés en 1961, un quart n'ont pas déclaré les langues Indienne et Esquimaude comme langue maternelle. Si l'on décompte par ailleurs, les Indiens et les Esquimaux qui ont accepté de vivre à la ville (28.382) et dans les fermes (15.019), on peut raisonnablement conclure qu'un Indien sur quatre, a pratiquement renoncé à son ascendance et est en voie de rapide " canadianisation ".

Canadianisation anglaise ou française ?. Et cette canadianisation est-elle toujours voulue clairement? N'est-elle pas dans la force des choses de la politique socio-économique émancipatrice, partout poursuivie dans un esprit de progrès matériel ?

On signalera qu'un accord de principe entre Ottawa et Québec, au sujet du transfert des droits administratifs pour les Esquimaux du Nouveau Québec, du Gouvernement Fédéral au Gouvernement Provincial du

Québec, vient d'être conclu le 4 Mars 1964. Certaines dispositions sont prévues dans cet accord qui doit être complété avant d'être exécutoire.

C

RECUl PERSISTANT DE L'INDUSTRIE MINIERE

DANS LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Dans le Yukon, l'on observe de 1962 à 1963, la persistance de la légère augmentation déjà signalée sur le plan minier, l'année précédente : \$ 14.626.150 en 1963 contre \$ 13.136.119 en 1962. Cette augmentation est principalement le fait de l'élévation des taux de production consécutifs à un exhaussement des cours de l'argent, du plomb, du zinc et du cadmium.

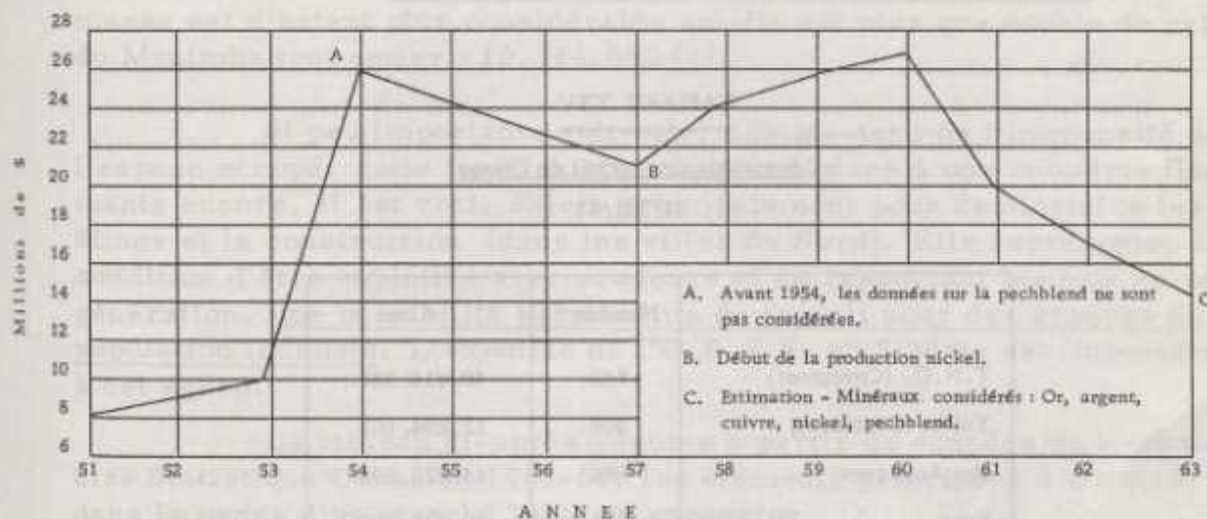
Dans les Territoires du Nord-Ouest, la situation par contre, continue à se dégrader. En 1963, la production minière a été inférieure de \$ 2.400.000 à celle de l'année passée.

TABLEAU XXIII

Territoires du Nord-Ouest : Production Minière

	1962		1963	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Or	400,2920	\$ 14,974,924	378,5200	\$ 14,285,345
Argent	72,802	84,814	76,3800	105,710
Cuivre	628,801 lbs	194,928	-	-
Nickel	1,801,002 lbs	1,503,837	-	-
Total		\$ 16,758,503		\$ 14,391,055

TABLEAU XXIV

Valeur de la production minière T.N.O.
1951 - 1953

D'après Government Activities in the North 1963 - Ottawa p. 198 Appendice C

La fermeture, en 1963, de l'unique mine en exploitation dans l'Arctique - mine de nickel à Rankin - en Baie d'Hudson, explique cette situation statistique. Même observation pour la fermeture de la mine de tungstène dans les Monts du Mackenzie.

Cette situation peut se modifier. Tout d'abord dans le sub-arctique occidental. Le centre minier de Pine Point près de Yellowknife (I.N. 5 p.172) - dont l'exploitation reposera sur un gisement connu pour être au moins égal, en importance, aux gisements les plus importants des Etats-Unis - commencera à être en activité en 1964-1965. Les prévisions sont d'autant plus optimistes que la demande de plomb et zinc est mondiale.

Par ailleurs, il apparaît que de grands espoirs sont décidément à attendre en Terre de Baffin, des prospections de plomb et zinc dans Admiralty Inlet, et de fer à haute teneur à Mary River, à Inuktorfik, près de Milne Inlet, dernier point qui pourrait constituer le site du port à édifier. Compte-tenu de la revalorisation du cours de l'or, une mine d'or près de Yellowknife serait mise en activité en 1964.

La prospection pétrolière, - toujours infructueuse - se poursuit. Au total, 672 permis, couvrant 43.576.994 acres ont été délivrés. Ils se répartissent comme suit :

TABEAU XXV

Géographie des Permis de Forage

31/XII/63

	Nombre	Acres
T.N.O. (Continent)	842	40.616.332
Yukon (Continent)	308	12.294.103
Iles Arctiques	984	44.228.296
Eaux	481	38.536.948
Total	2.615	135.675.679

L'exploitation sur le Continent a particulièrement porté sur le plateau de Peel, sur les chaînes sédimentaires du Mackenzie et de Richardson, dans les plaines de Liard et d'Eagle enfin. Dans les Iles Arctiques, deux forages ont été conduits, l'un à 5 miles de Resolute Baie, l'autre dans l'Ile de Bathurst.

D

DES RESSOURCES FORESTIERES QUI NE SONT

PAS SANS IMPORTANCE

Un récent article de R. T. Flanagan dans North (1) a opportunément rappelé que les Territoires du Nord-Ouest étaient à considérer sur le plan de leurs ressources forestières. Dans les fles et sur leur frange littorale, ces territoires du Nord-Ouest sont certes dénudés d'arbres et de toundras. Mais au Sud, et à distance d'autant plus proche du littoral arctique que l'on va vers l'Ouest, la forêt est présente. Taïga au Nord et forêt boréale au Sud. Dans les Territoires du Nord-Ouest et Yukon, on estime à 23,185.000 pieds cubes le bois commercial. Cette masse est d'autant plus considérable qu'elle est plus que double de celle du Manitoba tout entier : 10.324.000 (2).

Si peu importante soit-elle, compte-tenu de l'immensité de l'espace occupé, cette forêt existe et a donné place à une industrie fluctuante encore, il est vrai. Elle a principalement pour destinataire les Mines et la construction (dans les villes du Nord). Elle représente, à condition d'être exploitée avec prudence et en respectant les lois de régénération, une possibilité permanente de travail pour des groupes de population Indienne. L'exemple de l'U. R. S. S. en Sibérie est important à cet égard.

Le tableau ci-après résume à partir de données de l'Annuaire Statistique Canadien 1963-64, les éléments principaux à considérer dans le cadre d'un marché local en expansion.

(1) - North, Sept.-Oct. 1963 p. 30.

(2) - L'Annuaire Statistique Canadien 1963-1964 est plus réservé que Flanagan. Le total estimé du bois sur pied dans les deux territoires est de 8.566.000.000 pieds cubes.

TABLEAU XXVI

Territoires du Nord-Ouest : La production forestière

Volume équivalent de bois massif - 1.000 p. c.			Valeur des produits (\$ 1.000)		
1959	1960	1961	1959	1960	1961
2.843	5.697	1.815	552	1.087	220

Source - Annuaire Statistique du Canada 1963-1964 et D. B. S. 1964.

E

TRANSPORTS MARITIMES PAR LES EAUX ARCTIQUES

On sait l'importance prise dans la mise en valeur de la Sibérie par la Route Maritime du Nord-Est⁽¹⁾ Malgré des conditions hydrographiques et bathymétriques défavorables, Ottawa s'efforce pour sa part, et de longue date, de donner vie commerciale toujours plus grande à son seul grand port septentrional : Churchill, débouché de la voie ferrée des Prairies, du Manitoba.

1) - Développement record du mouvement du port de Churchill.

Cette politique commence à porter ses fruits. Les conditions de navigation sont en effet assez bonnes. La saison de navigation débute le 20-21 Juillet, s'achève le 20 Octobre. Or, elle tend à s'allonger. En 1963, elle s'est pratiquement terminée trois semaines après le 20 Octobre. Les milieux maritimes réclament un aménagement des termes de l'Assurance en cours, couvrant le parcours allant de Chidley Island à l'entrée orientale du détroit d'Hudson : en des années plus froides, elle va du 22 Juillet au 15 Octobre. Au-delà, un paiement additionnel de 25% est nécessaire.

En 1963, on a décompté 48 navires ayant exporté : 22.864.100 boisseaux de blé du Manitoba et 3.377 tonnes de nickel

(1) - On consultera le chapitre qui lui est consacré dans le présent numéro : Chapitre Sibérie.

et de cobalt. Le mouvement est nettement déséquilibré. A l'importation, pétrole et frêt pour l'Arctique Oriental.

2) - North-West passage Company

Depuis l'expédition en 1570 de la Muscovy Company of England dirigée par Frobisher, soit depuis 388 années, l'Occident recherche obstinément la voie maritime unissant par le Nord, et le plus court, l'Europe à la Chine. Les noms de Parry (1819 - 1920) Nord du Bassin de Foxe - Mac Clure (1857) - Arctique Canadien Central - Amundsen (1903 - 1906) - voie Maritime unissant la baie de Baffin au Détroit de Behring, via Gjoa Haven (Terre du Roi Guillaume) - Larsen (1944) restent inscrits dans la mémoire des hommes.

La récente création à Ottawa de la Northwest Passage Company, sous la présidence de M. Scott E. Alexander, souligne le souci des milieux d'affaires d'assurer l'exploitation du Nord Canadien sur la base de transports maritimes réguliers. Cette exploitation sera toujours handicapée par la médiocrité des profondeurs en eaux d'archipel. La navigation des navires de plus de 10.000 tonnes ne paraît pas possible.

L'été 1964, le Northland Princess, navire construit en bois et embarquant plus de 20 experts démontrera la viabilité de cette route maritime arctique Vancouver-Frobisher Baie, via le détroit de Bellot.

" Nous sommes entraînés de prouver que le passage du Nord-Ouest est pour l'été un Canal de Panama. Cette voie peut donner une nouvelle dimension à la navigation en Amérique du Nord ".

La création de cette route ne pourrait qu'avoir des conséquences fondamentales pour l'avenir du Nord Canadien, et partant du Canada. Voici selon cette Organisation quelques chiffres à retenir.

TABLEAU XXVII

Distances maritimes comparées

Yokohama - Liverpool via PANAMA	:	12.252 miles
Yokohama - Liverpool via SUEZ	:	13.000 miles
Yokohama - Liverpool via PASSAGE DU NORD-OUEST	:	7.030 miles

NOUVELLES DIVERSESUn nouvel alphabet commun pour les Esquimaux de l'Arctique Canadien.

- Un nouvel alphabet commun, basé sur les caractères romains et devant concerner les principaux dialectes Esquimaux Canadiens, a été approuvé en 1963 par les 17 délégués des Provinces et Territoires de la Commission Oblate pour les Affaires Indiennes et Esquimaudes, à Ottawa.

La scission Administrative en deux Territoires des T. N. O n'est pas approuvée à Cambridge Baie.

- Lors de la rencontre générale du Conseil de la Communauté dans la Capitale de l'Arctique Central Canadien, le 2 décembre 1963, les délégués ont exprimé leur opposition à la division proposée par l'Administration (Inter-Nord n°5 p.) et visant à la création d'un Territoire Arctique Canadien Oriental appelé NUNASIAQ.

Critiques de la Politique d'éducation du Ministère à l'Université de Mc Gill, Montréal.

- Lors des journées d'études sur l'Arctique à l'Université Mc Gill, à Montréal, le droit des Esquimaux à conserver leur langue a été rappelé comme un droit fondamental. - "Nos populations nordiques doivent être bilingues, c'est-à-dire, connaître l'Esquimaux et l'une ou l'autre des deux langues officielles, si nous voulons atteindre à un degré d'éducation convenable. L'histoire de notre Pays relate le génocide des Beothuk à Terre-Neuve". "Qu'il n'y en ait pas un autre chez les Esquimaux" a ajouté, lors de ce colloque, M. Jacques Rousseau, ancien Chargé de Cours au Centre d'Etudes Arctiques à Paris et Professeur au Centre d'Etudes Nordiques à Laval.

La dynamique
triple est largement
gérée dans les années
et des machines
durable, à amorce

A Edmonton, M. Charles Hobart, Professeur Adjoint de sociologie à l'Université de Manitoba, a critiqué en Mai 1963, l'inadaptation aux réalités arctiques de l'enseignement dispensé actuellement à INUVIK. Outre qu'il peut inciter à un déracinement, il a tout lieu d'entraver leur développement culturel.

Les programmes
les fabrications de

Fouilles archéologiques : culture Pré-dorset.

expression annuelle
pendant en 1963, a
fait pas décrire à
grâce de 25% sur le
bord de machines

- Des Fouilles ont été conduites par le Musée National du Canada entre le Cap Parry et Cambridge Baie. Au fond de la Baie Wellington, sur la côte sud de l'île Victoria, il a été découvert, l'été 1963, un site de culture pré-dorset, qui est à rapprocher de celui mis à jour, en 1959, dans l'Ungava.

prognostic
reconnaitre

Détroit de Nares.

reconnaitre
de la Baie de Baffin
d'après (marégraphes)
de la Baie de Baffin
et au 18^{ème} siècle
évidemment, sur

- L'ensemble des détroits qui sépare le Canada du Groenland et qui relie la Baie de Baffin (Détroit de Smith, Baie de Kane, Canal de Kennedy, Bassin de Hall, Canal de Robyon) sera appelé, dans son expression d'ensemble, sur proposition canadienne, détroit de NARES. Le Commandant George Strong Nares a dirigé la dernière expédition britannique de l'Amirauté dans le nord du Canada en 1875-76.

l'expédition annuelle
marquée

Missions Catholiques.

l'expédition
trouvent naturellement
ment, la première
ce qui concerne
toute l'histoire
(- 25.1%) des expé-

- Nous avons signalé la première ordination d'un Prêtre Esquimau (Internord n°5 p. 249), le premier Indien à être reçu comme Moine Bénédictin, l'a été à Blue Cloud Abbey, dans le Dakota du Sud. Il s'agit d'un Sioux Sisseton nommé Frère Edward Owl. Les Missionnaires Bénédictins sont arrivés dans le Dakota, il y a moins de 100 ans.

Les Missionnaires O. M. I. ont, par ailleurs, à déplorer la perte de deux pionniers dans l'Arctique, Mgr Pierre FALAIZE, ancien Evêque coadjuteur du Mackenzie, décédé le 10 Août 1964 à Fort Smith. Né en 1887 dans le Calvados, il a été le premier Missionnaire nommé pour remplacer les Pères Rouvière et Leroux qui ont péri sur la rivière Coppermine. Le Père Arthur THIBERT (1898-1963), auteur d'un précieux dictionnaire Français-Esquimau -, Esquimau-Français -, et Missionnaire à Chesterfield Inlet, dans les années pionnières avec le Père Turquetil vient de mourir à Ottawa, le 17 Octobre 1963.

Journal des Expéditions

- Annuaire de Québec, 1967-1968, Bureau Québec de la Statistique, Québec 1968.
- Canadian Statistical Review, Canadian Bureau of Statistics, Ottawa, February 1968.
- Bulletin éditorial de Statistique, Bureau de la Statistique de Québec, Montréal 1968.

A l'égard de la production industrielle, le Canada a enregistré un progrès de 5,4% sur 1962, et dépasse donc, ainsi, son rythme annuel d'expansion depuis 1957, qui ressortissait à 4,3%. L'année 1964 s'ouvre, par ailleurs, sous les mêmes auspices, puisque de Janvier 1963 à Janvier 1964, l'exhaussement général est de 10,3%. De son côté, l'emploi progresse, mais sous le signe d'une productivité accrue, qui limite son avance à 2,8% sur 1962.

IV

ANNEXE STATISTIQUE*

Les données de la production industrielle du Canada pour l'année 1963 ont été publiées par le Bureau de la Statistique du Canada en mai 1964. Les données de l'emploi pour l'année 1963 ont été publiées par le Bureau de la Statistique du Canada en mai 1964.

A) - LA PRODUCTION & L'EMPLOI

Considérée dans son ensemble, la production industrielle marque, en 1963, un progrès de 5,4% sur 1962, et dépasse donc, ainsi, son rythme annuel d'expansion depuis 1957, qui ressortissait à 4,3%. L'année 1964 s'ouvre, par ailleurs, sous les mêmes auspices, puisque de Janvier 1963 à Janvier 1964, l'exhaussement général est de 10,3%. De son côté, l'emploi progresse, mais sous le signe d'une productivité accrue, qui limite son avance à 2,8% sur 1962.

Les données de la production industrielle du Canada pour l'année 1963 ont été publiées par le Bureau de la Statistique du Canada en mai 1964. Les données de l'emploi pour l'année 1963 ont été publiées par le Bureau de la Statistique du Canada en mai 1964.

(*) Sources des différents tableaux.

- Annuaire du Canada, 1963-1964, Bureau Federal de la Statistique, Ottawa 1963.
- Canadian Statistical Review, Dominion Bureau of Statistics, Ottawa, February 1963 - March 1964.
- Bulletin Mensuel de Statistique, Bureau de la Statistique de Quebec, Novembre 1963 à Mars 1964.

Le dynamisme dont fait preuve en 1963 la production industrielle est largement tributaire du développement exceptionnel enregistré dans les secteurs de l'automobile, de la métallurgie primaire et des machines : un glissement, dont la portée pourrait être considérable, s'amorce ainsi en direction des industries de transformation proprement dites. On en mesurera l'ampleur en observant que les fabrications de véhicules qui avaient marqué depuis 1957 une progression annuelle moyenne - déjà remarquable - de 9,8%, avancement soudain en 1963, de 24,4% sur 1962. Et ce taux spectaculaire ne paraît pas fléchir à l'orée de 1964, où Janvier fait apparaître un progrès de 23% sur le même mois de 1963. De leur côté, les fabrications de machines dont la croissance annuelle moyenne depuis 1957 n'avait pas dépassé 1,5% quintuplent presque ce taux d'expansion en progressant, durant 1963, de 7,4% sur 1962. La métallurgie primaire bénéficie substantiellement d'une telle situation : son avance est de 12,3% sur 1962, - avec un progrès privilégié des fournitures d'acier (+ 14,1%) et un accroissement très spectaculaire de ses fournitures brutes ou semi-brutes à l'industrie automobile (+ 32,3%) et à l'industrie des machines (+ 27,1%). De tels chiffres tranchent, évidemment, sur les années précédentes, puisque de 1957 à 1963 l'expansion annuelle moyenne de la métallurgie primaire - pour remarquable qu'elle fut déjà - ressortissait à 7,5%. Par ailleurs, l'électricité et le pétrole - en tant que fournisseurs d'énergie - se trouvent naturellement associés au mouvement général d'exhaussement, - la première avec 8,4% et le second avec 8,5% sur 1963. En ce qui concerne l'électricité, on note le renforcement des fabrications thermiques (+ 36,5%), et surtout une décroissante importante (- 38,1%) des exportations de courant.

1.- LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Les tableaux II à VII, ci-dessous, rassemblent les principales indications statistiques disponibles sur le mouvement effectif de la production dans les principaux secteurs industriels. Les industries alimentaires, par la stabilité de leur production (+ 2,4% sur 1962) - et même, on le verra plus loin, par le tassement de certains de leurs prix - confirment le bon état d'équilibre du marché intérieur. Les industries du bois et du papier semblent progresser assez modérément (+ 3,2% sur 1962), si l'on tient compte de l'importance des investissements qu'elles ont mobilisés : mais un tel progrès est méritoire si l'on tient compte de l'état relativement difficile de la conjoncture internationale dans ce domaine et de la circonspection que ne peut manquer d'imposer aux producteurs canadiens le gonflement de leurs stocks (+ 5% sur 1962).

En revanche, les tableaux IV et V - afférents à la métallurgie primaire et à l'industrie automobile - permettront de mesurer plus en détail, les progrès massifs dont l'on faisait état plus haut. On notera, en outre, le faible accroissement du stock des véhicules neufs (+ 13,4%) par rapport au développement de la production (+ 24,5%). De même, le quasi-effondrement (- 37,2%) des importations de voitures attire l'attention.

TABLEAU I

L'ÉVOLUTION DES INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

	FABRICATIONS NON DURABLES										FABRICATIONS DURABLES				
	Product. indust.	Mines	Aliments Boissons	Textile	Puile Papier	Pétrole	Bois & dérivés	Machines	Méteil. Prim.	Véhicul.	Métaux non ferr.	Electric.			
1962	186,0	287,4	158,9	146,6	158,6	272,8	151,5	149,1	193,0	206,9	148,9	313,1			
1963	196,2	296,3	162,9	159,5	163,8	296,0	159,0	160,2	216,9	257,6	148,8	339,2			
J.	183,2	277,9	130,1	148,0	146,4	288,9	142,9	155,6	189,8	270,1	147,4	346,7			
F.	191,2	287,0	139,7	159,7	151,7	286,9	163,4	154,4	205,9	269,2	147,1	345,4			
M.	191,9	287,3	145,0	162,0	163,1	297,7	161,7	154,9	207,2	258,8	145,6	332,4			
A.	189,9	276,8	148,2	155,8	159,6	275,9	142,1	157,0	213,5	299,0	149,7	328,5			
M.	198,0	298,7	160,5	159,8	167,4	273,0	157,2	160,0	225,5	308,4	149,8	329,1			
J.	205,1	307,0	180,3	169,5	164,5	284,6	179,2	162,0	230,7	324,5	147,2	318,6			
J.	184,2	284,9	167,3	119,6	156,0	297,8	164,0	162,1	208,2	170,1	140,1	308,0			
A.	189,5	297,7	183,9	154,4	166,8	302,9	167,7	160,8	211,1	36,6	150,3	315,5			
S.	204,2	320,6	180,9	170,9	171,0	327,1	171,0	161,3	228,4	199,6	152,3	327,4			
O.	206,5	312,2	185,1	173,3	172,4	306,1	162,0	165,1	227,9	262,2	153,8	347,0			
N.	210,9	308,2	179,1	172,3	178,5	306,7	150,7	165,0	243,6	362,4	152,6	380,2			
D.	200,1	297,2	154,1	169,0	167,7	307,4	146,6	163,6	210,8	330,2	150,2	391,8			
1964 J.	202,2	314,1	137,3	168,7	161,0	319,4	158,8	161,5	220,5	332,3	152,9	389,2			
% + ou - 1963/1962	+ 5,4	+ 3,0	+ 2,4	+ 8,7	+ 3,2	+ 8,5	+ 4,9	+ 7,4	+ 12,3	+ 24,4	- 0,06	+ 8,4			
% + ou Janv. 64 Janv. 63	+ 10,3	+ 13,1	+ 5,5	+ 13,9	+ 9,9	+ 10,5	+ 11,1	+ 3,8	+ 16,1	+ 23,0	+ 3,5	+ 12,2			
1957	155,4	227,8	135,6	117,6	133,6	223,5	127,3	146,3	149,0	162,0	127,6	223,6			
1958	154,4	227,0	141,9	109,9	131,5	216,8	132,0	122,6	121,8	138,6	126,7	240,0			
1959	166,1	251,1	147,6	124,4	141,8	241,5	136,6	135,9	167,7	148,8	134,7	263,3			
1960	167,4	253,3	150,2	122,5	148,2	250,6	136,0	135,1	162,1	159,0	148,3	287,4			
1961	172,9	266,9	154,2	134,6	153,1	258,8	139,6	133,4	174,0	157,3	147,6	298,5			
1962	166,0	287,4	158,9	146,6	158,6	272,8	151,5	149,1	193,0	206,9	148,9	313,1			
1963	196,2	296,3	162,9	159,5	163,8	296,0	159,0	160,2	216,9	257,6	148,8	339,2			
Progress de 1957 - 1963	+26,2%	+30,0%	+20,1%	+35,6%	+22,6%	+32,4%	+24,9%	+9,5%	+45,5%	+59,0%	+16,6%	+51,6%			

TABLEAU II

LA PRODUCTION : Industries Alimentaires

	Farine de blé (1)	Margarine (2)	Céréales prêtes à servir (2)	Pâtes alimentaires (2)	Tous mélan- ges à base de farine (2)	Sucre
1962	19,20	186,60	337,20	392,64	225,6	1.879,2
1963	(21,08)	(171,92)	(366,60)*	(394,56)*	(227,52)	(1.910,7)
J.	1,43	17,98	-	-	-	88,8
F.	1,44	14,13	31,44 (3)	34,93	18,00	123,8
M.	1,51	14,32	-	-	-	117,7
A.	1,55	14,30	-	-	-	117,5
M.	1,71	13,91	29,17	32,70	18,5	139,2
J.	1,51	12,86	-	-	-	122,8
J.	1,46	11,06	-	-	-	115,3
A.	1,53	13,00	31,06	31,01	20,4	180,8
S.	1,76	17,24	-	-	-	179,0
O.	2,38	18,70	-	-	-	292,8
N.	2,42	12,49	-	-	-	246,5
D.	2,34	11,93	-	-	-	136,5
% + ou - 1963/1962	+ 9,8	- 7,8	+ 8,7	- 0,4	+ 0,8	+ 1,6

(1) - millions de barils (150 litres environ)

(2) - millions de livres

(3) - moyenne mensuelle pour le trimestre

(*) - Estimation

TABLEAU III
LA PRODUCTION : Bois à pâte, Pâte et Papier

Production bois à pâte (1)	Production de pâte de bois						Ventes			Stock en fin de période
	Total	Mécanique	Chimique	Exportst. de pâte de bois		Production pap. jour	Total	Intérieur	Exportation	
				milliers de tonnes						
1962	11.926,8	5.830,8	6.036,0	3.044,4	6.691,2	6.680,4	510,0	6.169,2	2.136,0	
1963	12.181,3	5.751,6	6.370,6	3.330,0	6.630,5	6.622,3	522,6	6.099,7	3.210,0	
J.	957,3	450,2	502,5	298,1	518,5	433,0	40,3	392,6	263,5	
F.	851,6	373,1	474,0	225,1	443,5	419,9	38,3	354,6	287,1	
M.	982,3	449,7	528,3	289,7	513,4	458,3	44,2	414,4	342,2	
A.	994,3	480,8	508,9	254,1	550,2	554,0	44,3	509,7	338,4	
M.	1.077,3	519,7	552,0	277,8	599,1	634,0	47,6	586,3	303,5	
J.	1.009,5	468,1	536,1	241,4	539,3	564,8	42,8	522,0	278,0	
J.	1.005,7	478,2	521,9	326,5	551,1	574,5	40,0	534,5	254,6	
A.	1.076,9	509,4	562,3	287,4	586,4	576,0	41,7	534,3	265,0	
S.	991,5	479,8	506,9	276,7	550,8	580,5	44,9	535,6	235,2	
O.	1.125,3	544,8	575,5	279,3	630,1	638,2	49,5	588,6	227,1	
N.	1.103,2	530,5	567,4	277,9	613,3	611,3	45,9	565,4	229,2	
D.	1.006,4	467,3	534,8	296,0	534,8	577,8	43,1	534,7	186,2	
% + ou -										
1963/1962	+ 2,1	- 1,3	+ 5,5	+ 9,3	- 0,9	- 0,8	+ 2,4	- 1,1	+ 5,0	

(1) - En millions de cordes (= 4 Stères ou 128 pieds cubes environ).

TABLEAU IV

LA PRODUCTION : Le Bois

	(1) Canada	Est des Rochesuses Total	Est du Prince Edouard	Nouvelle Ecosse	Nouveau Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskat- chewan	Alberta	Colombie Britannique	Millions de pieds cubes (1m ³ = 36 pieds cubes environ)	
												1962	1963
1962	9. 182, 3	2. 928, 7	11, 8	260, 5	301, 1	1. 242, 4	661, 4	35, 7	83, 8	331, 9	6. 343, 7		
1963	9. 621, 3	2. 975, 1	9, 3	286, 7	243, 1	1. 315, 3	695, 1	33, 0	49, 3	343, 7	6. 646, 0		
J.	736, 2	206, 6	0, 4	15, 7	23, 8	77, 6	28, 1	1, 6	4, 2	55, 2	529, 5		
F.	833, 5	247, 0	0, 2	17, 0	24, 2	82, 2	32, 2	6, 7	8, 8	75, 7	586, 5		
M.	864, 2	294, 4	0, 6	15, 5	25, 1	117, 5	37, 9	5, 3	13, 0	79, 5	569, 8		
A.	689, 5	199, 7	0, 6	10, 7	12, 6	92, 9	38, 4	4, 1	8, 0	32, 5	489, 8		
M.	853, 1	290, 3	1, 2	35, 1	15, 2	149, 5	78, 4	2, 5	0, 9	7, 5	562, 8		
J.	926, 5	348, 4	1, 7	47, 5	28, 7	175, 2	84, 5	2, 1	2, 2	6, 5	578, 1		
J.	923, 0	356, 5	1, 0	40, 8	33, 0	174, 7	97, 9	2, 8	2, 3	4, 1	566, 5		
A.	881, 1	301, 0	0, 9	30, 1	24, 2	135, 1	98, 0	2, 5	2, 9	7, 4	580, 1		
S.	818, 1	241, 1	1, 0	35, 7	15, 5	103, 1	72, 1	1, 0	2, 3	10, 5	577, 0		
Q.	808, 2	210, 1	0, 6	19, 3	17, 4	99, 2	62, 4	1, 2	3, 2	6, 8	598, 1		
N.	640, 9	132, 6	0, 7	12, 6	10, 2	56, 9	40, 4	1, 0	0, 4	10, 5	508, 2		
D.	647, 0	147, 4	0, 4	6, 7	13, 2	51, 4	24, 8	2, 2	1, 1	47, 5	499, 6		
% + ou - 1963/62	+ 4, 7	+ 1, 5	-21, 0	+10, 0	-19, 2	+ 5, 8	+5, 0	-7, 5	-42, 1	+3, 5	+ 4, 7		

(1) - Les totaux mensuels ne correspondent pas aux totaux annuels véritables parce que ceux-ci comprennent Terre-Neuve, le Yukon et les T. N. O. dont la production n'est décomptée que sur une base annuelle. -

TABLEAU V

LA PRODUCTION : La métallurgie primaire

	PRODUCTION PRIMAIRE				EXPEDITION DE FORMES D'ACIER AUX INDUSTRIES CONSOMMATRICES							
	Fonte & gueuse	Ferro-alliages	Acier		Produits auto-moteurs	Matériel Agricole	Bâtiment	Récipients	Machines & outils	Fils, boulons, etc...	Mines & forage	
			Total	lingots								moulages
	Milliers de Tonnes											
1962	5.288,4	138,0	7.173,6	7.051,2	122,4	313,2	129,6	993,6	378,0	265,2	405,6	78,0
1963	5.915,0	143,6	8.190,1	8.064,9	125,2	414,6	164,8	1.122,6	405,7	286,9	473,6	77,8
J.	409,1	11,0	660,2	651,6	8,7	37,5	15,0	72,9	37,2	24,7	38,1	6,0
F.	378,1	10,6	590,8	580,6	10,2	36,0	10,7	77,2	31,0	20,9	38,9	5,7
M.	451,0	11,0	678,2	667,1	11,1	33,9	14,0	84,3	33,9	22,5	37,4	6,3
A.	482,2	13,1	702,0	690,8	11,2	28,6	10,0	89,4	33,5	21,6	47,5	5,9
ML	538,1	12,5	753,0	742,7	10,9	33,9	13,3	100,9	41,4	24,5	38,5	5,9
J.	534,0	9,8	681,3	671,1	10,2	30,9	10,2	100,2	37,9	26,5	39,9	9,1
J.	539,3	11,1	657,4	651,0	6,4	21,7	11,0	102,2	42,9	23,6	37,3	6,5
A.	545,5	12,3	700,3	692,1	8,2	37,9	9,9	109,6	39,3	21,3	40,2	6,5
S.	504,8	13,5	670,2	659,7	10,6	34,9	17,7	105,0	30,1	24,8	36,6	5,7
O.	528,7	11,3	698,6	686,2	12,4	40,8	12,5	113,3	26,7	25,5	39,8	7,6
N.	518,2	13,5	715,7	701,3	12,3	39,0	16,9	95,7	22,0	25,4	39,7	7,2
D.	486,0	13,9	683,8	670,7	13,1	39,5	23,6	71,9	19,8	25,6	39,7	5,4
% + ou - 1963/62	+11,8	+4,0	+14,1	+14,3	+2,2	+32,3	+27,1	+1,2	+7,3	+8,1	+16,7	+0,2

TABLEAU VI

LA PRODUCTION : L'industrie automobile

	Total véhicules automobiles -		Commerciaux & Militaires		Voitures particulières neuves				Stocks globaux
	Production	Expédition	Production	Expédition	Production	Expédition	Importations moins Ré-expéditions		
1962	50.880	51.204	8.004	8.136	42.876	43.068	9.444		52.320
1963	63.335	63.042	9.925	9.844	53.411	53.096	5.923		59.334
J.	58,98	56,25	8,15	7,56	50,84	48,69	1,56		52,40
F.	51,21	50,34	8,22	7,93	42,99	42,40	1,86		44,85
M.	51,37	52,52	9,18	8,99	42,20	42,53	2,14		44,33
A.	62,38	61,98	9,98	9,94	52,40	52,04	8,07		60,46
M.	67,20	67,79	10,67	10,53	56,52	57,26	6,19		62,71
J.	61,24	60,34	9,12	9,07	12,11	51,28	5,62		57,74
J.	35,94	40,56	5,83	6,80	30,11	33,75	4,46		34,58
A.	6,92	4,63	2,73	3,03	4,19	1,59	2,65		6,84
S.	39,02	38,35	7,63	7,39	31,40	30,96	6,64		38,03
O.	56,99	56,64	8,51	8,45	48,48	48,20	6,33		54,84
N.	72,60	70,84	9,63	9,06	62,97	61,77	6,96		69,93
D.	69,50	70,18	9,60	9,69	59,90	60,49	6,75		66,66
% + ou - 1963/62	+24,4	+23,1	+24,0	+20,9	+24,5	+23,2	-37,2		+13,4

TABEAU VII

LA PRODUCTION : L'énergie électrique

	PRODUCTION NETTE					Millions de Kwh	EXPORTATIONS		DISPONIBLE	
	Hydraulique	Thermique	Total	Services Publics	Industries		Nettes	Total	Primaires	Secondaires
1962	103.644	13.356	117.000	91.644	25.356	1.260	115.740	110.124	5.616	
1963	103.316	18.239	121.557	95.641	25.914	779	120.811	117.245	3.566	
% + ou - 1963/62	- 0,3	36,56	+ 3,8	+ 4,3	+ 2,2	- 38,1	+ 4,3	+ 6,4	- 36,5	

IV PRODUCTION : L'énergie électrique

TABLEAU VII

TABLEAU VIII

LA PRODUCTION : La construction par province

Année & Trimestre (1)	Par Unité										
	Canada	Terre- Neuve	Ile du Prince Edouard	Nouvelle Ecosse	Nouveau Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskat- chewan	Alberta	Colombie Britannique
1962	304.612	10.116	1.120	13.324	4.544	75.796	115.728	9.348	6.876	28.712	36.048
1963	331.769	9.116	1.088	11.170	3.819	81.431	140.406	11.886	9.031	25.000	38.822
1er Tr.	68.903	2.470	164	2.875	804	19.053	25.645	1.817	1.558	5.725	8.792
2ème Tr.	78.810	2.315	238	2.617	815	18.345	34.467	2.844	1.994	5.936	9.239
3ème Tr.	87.443	2.248	357	2.893	1.105	19.852	38.893	3.395	2.305	6.338	10.057
4ème Tr.	96.613	2.083	329	2.785	1.095	24.181	41.401	3.830	3.174	7.001	10.734
% + ou - 1963/1962	+ 8,9	- 9,8	- 2,8	- 16,1	- 15,9	+ 3,3	+ 21,3	+ 27,1	+ 31,3	- 12,9	+ 7,6

(1) Logements en construction, fin de période.

2. - LA PRODUCTION AGRICOLE

Tranchant sur la déplorable moisson 1962, la récolte céréalière 1963 s'est révélée exceptionnelle, - et en fait, la plus forte que le Canada ait jamais connue, - l'année même, précisément, où de nombreux pays grands producteurs se sont trouvés déficitaires. En 1952, le Canada avait récolté 702 millions de boisseaux de blé; la moisson 1963 oscille entre 720 et 730 millions. C'est dire que les recettes des exploitants ont marqué une forte amélioration sur 1962, - supérieure au progrès global de la production industrielle et ressortissant, rien que pour les trois premiers trimestres, à 6,4%. Le tableau IX, ci-dessous, permet, toutefois, de noter que les productions animales n'ont pas suivi le mouvement de la production céréalière : Si l'aviculture avance (+ 13,3%), porcins et ovins reculent (- 3,3% et - 0,3%) tandis que les bovins se maintiennent, avec difficulté au niveau de recettes de 1962.

En ce qui concerne la distribution du revenu par province, c'est l'Ontario qui a réalisé le progrès le plus net (+ 6,4%). Il vaut de souligner (chiffres de 1957) que la surface moyenne des exploitations y ressortit à 56 hectares, - contre des superficies excédant 220 hectares pour le Saskatchewan et l'Alberta.

Produit	1963 (1-9-63)				1962 (1-9-62)				Variation (%)
	Quantité	Valeur	Unité	Produit	Quantité	Valeur	Unité		
Blé	720	1.200	1.667	702	1.100	1.569	2.235	+ 2,3%	
Orge	150	150	1.000	140	140	1.000	714	+ 1,4%	
Avoine	100	100	1.000	90	90	1.000	667	+ 5,0%	
Maïs	100	100	1.000	90	90	1.000	667	+ 5,0%	
Soja	100	100	1.000	90	90	1.000	667	+ 5,0%	
Trèfle	100	100	1.000	90	90	1.000	667	+ 5,0%	
Produit laitier	100	100	1.000	90	90	1.000	667	+ 5,0%	
Porcins	100	100	1.000	90	90	1.000	667	- 3,3%	
Ovins	100	100	1.000	90	90	1.000	667	- 0,3%	
Bovins	100	100	1.000	90	90	1.000	667	0,0%	
Aviculture	100	100	1.000	90	90	1.000	667	+ 13,3%	
Total	1.000	1.000	1.000	900	900	1.000	667	+ 6,4%	

TABLEAU IX

LES RECETTES AGRICOLES PAR TYPE DE PRODUCTION

Année & Trimestre	- GRAINES, SEMENCES ET FOINS							LEGUMES & PLANTES SARCLEES					
	Recette Totale	Total	% de la recette	blé (1)	% de la recette	Avoine (2)	% de la recette	Autres graines semences & foins	% de la recette	Total	% de la recette	Pomme de Terre	% de la recette
Millions de Dollars													
1962 I - II - III	3.751,12	610,89	16,3	426,37	11,3	22,55	0,6	101,98	2,7	175,13	4,7	23,14	0,6
1963 I - II - III	3.991,00	676,02	16,9	510,65	12,8	40,87	1,0	124,52	3,1	188,08	4,7	29,84	0,7
% + ou - 1963/1962	+ 6,4	+10,6	=	+19,7	=	+81,2	=	+22,1	=	+7,4	=	+2,9	=

B E T A I L														
LEGUMES & PLANTES SARCIEES														
légumes	% de la recette	tabac	% de la recette	total	% de la recette	U.G.B. & veaux	% de la recette	Porcs	% de la recette	Agneaux & moutons	% de la recette	volailles	% de la recette	
Millions de Dollars														
1962	60,24	1,6	89,34	2,4	810,71	21,6	464,02	12,4	241,99	6,4	5,85	0,15	98,85	2,6
I - II - III														
1963	62,98	1,5	89,14	2,2	814,59	20,4	462,77	11,6	233,98	5,8	5,83	0,14	112,01	2,8
I - II - III														
% ± ou - 1963/1962	+4,5	=	-0,2	=	+0,4	=	+0,1	=	-3,3	=	-0,3	=	+13,3	=

AUTRES PRODUITS														
Produits laitiers	% de la recette	Fruits	% de la recette	oeufs	% de la recette	Autres produits (2)	% de la recette	Produits forest.	% de la recette	Fourrages d'élev.	% de la recette	Divers	% de la recette	
Millions de Dollars														
1962	415,64	11,1	35,72	0,9	102,23	2,8	38,84	1,0	14,61	0,4	13,36	0,3	0,96	0,02
I - II - III														
1963	420,85	10,5	39,74	0,9	109,38	2,7	39,85	0,9	15,03	0,3	13,57	0,3	1,30	0,3
I - II - III														
% ± ou - 1963/1962	+1,2	=	+11,2	=	+6,9	=	-2,6	=	+2,8	=	-1,5	=	+3,5	=

TABLEAU X

L'ÉVOLUTION DU REVENU AGRICOLE PAR PROVINCE

	Ile du Prince Édouard	Nouvelle Écosse	Nouveau Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique
% des exploitations par rapport au total canadien.	1,64	3,68	3,86	21,41	24,55	8,60	18,05	13,87	4,32
Surface HA moyenne de l'exploitation (1)	45,18	52,68	53,92	51,90	56,55	145,79	242,93	231,51	73,36
	Millions de Dollars								
1962	17,97	32,23	29,37	334,27	698,74	163,90	464,25	381,91	95,50
I - II - III									
1963	19,02	33,57	31,30	349,11	743,67	190,92	487,99	367,09	96,16
I - II - III									
% + ou - 1963/1962	+5,8	+4,1	+6,5	+4,4	+6,4	+16,4	+5,1	-3,7	+0,7

(1) - Chiffres de 1957 (c.f. Inter-Nord, N° 6 pp. 209-221).

3.- L' EMPLOI

Considérée du point de vue de l'emploi de la population active globale, l'année 1963 témoigne d'une bonne consolidation des tendances favorables enregistrées en 1962. La population civile (plus de 14 ans) s'accroît de 1,9% (+ 3,2% en 1962), - contre un accroissement de 2,3% de la population active occupée (+ 2,7% en 1962) et une augmentation de 3,1% de la population salariée non agricole (+ 3,8% en 1962). Le chômage avait marqué, dès 1962, une résorption massive, atteignant 16,6% : en dépit de ce taux qui ramenait le chômage de 7,2% à 6% de la population active, 1963 se solde par une nouvelle contraction de 4,6%, réduisant l'effectif des chômeurs à 5,5% de la population active. En outre, Janvier 1964 marque une réduction de 13,8% du taux de chômage de Janvier 1963 et Février 1964, de 14,3% sur Février 1963. Un tel phénomène, qui est significatif, s'était manifesté dès 1964, - et le graphique, ci-après, comparant l'évolution saisonnière du chômage en 1962 et 1963 fait apparaître que l'accroissement de l'emploi relevait moins, dès ce moment, d'un sur-développement de l'embauche dans les mois de pointe (Avril à Octobre) que d'une réduction du sous-emploi dans les mois creux (Octobre à Mars).

Le tableau XI, ci-dessous, confirme, par ailleurs, le mouvement d'amenuisement à peu près constant de la population active agricole. De 1961 à 1962, la régression ressortissait à 3,3% ; de 1962 à 1963, elle avoisine 2%, - et elle revêt un caractère encore plus spectaculaire si on la rapporte aux salariés de l'agriculture dont l'effectif recule, entre 1963 et 1962, de près de 6%. Dans cette perspective, l'aptitude de l'industrie et des services à accroître, le taux de l'emploi n'en est, néanmoins, que plus digne d'intérêts.

Année	Population active globale				Population active agricole			
	1961	1962	1963	1964	1961	1962	1963	1964
Population totale	1000000	1019000	1038000	1057000	100000	967000	934000	901000
Population active globale	400000	419000	438000	457000	100000	967000	934000	901000
Population active agricole	100000	967000	934000	901000	100000	967000	934000	901000
Population salariée non agricole	200000	219000	238000	257000	100000	967000	934000	901000
Population active occupée	300000	319000	338000	357000	100000	967000	934000	901000
Population chômeuse	100000	100000	100000	100000	100000	967000	934000	901000
Taux de chômage (%)	25%	24%	23%	22%	25%	24%	23%	22%

TABLEAU XI

Moyenne annuelle ou mois	POPULATION ACTIVE CIVILE											Chômeurs en % de la population active
	Population civile hors institution		OCCUPEE					chômeurs		non-active		
	total	agricole	non-agricole	totale	agricole	non-agricole	SALARIEE	total	non-agricole			
	Milliers de personnes de 14 ans et plus											
1962	12.224	6.608	668	5.941	6.217	652	5.564	5.085	4.978	391	5.616	6,0
1963	12.466	6.737	655	6.081	6.364	641	5.723	5.234	5.133	373	5.730	5,5
J.	12.347	6.497	558	5.939	5.456	538	5.418	4.947	4.867	541	5.850	8,3
F.	12.364	6.496	553	5.943	5.951	532	5.419	4.942	4.873	545	5.868	8,4
M.	12.388	6.512	573	5.939	5.963	556	5.407	4.916	4.849	549	5.876	8,4
A.	12.407	6.559	622	5.937	6.097	610	5.487	4.983	4.907	462	5.848	7,0
M.	12.428	6.658	674	5.984	6.312	664	5.648	5.157	5.057	346	5.770	5,2
J.	12.415	6.839	696	6.143	6.535	688	5.847	5.353	5.236	304	5.616	4,4
J.	12.478	7.035	787	6.248	6.742	775	5.967	5.497	5.355	293	5.443	4,2
A.	12.505	7.016	783	6.233	6.746	774	5.972	5.538	5.373	270	5.489	3,8
S.	12.526	6.815	717	6.098	6.565	706	5.859	5.383	5.249	250	5.711	3,7
O.	12.546	6.841	672	6.169	6.576	660	5.916	5.414	5.307	265	5.705	3,9
N.	12.566	6.799	631	6.168	6.496	613	5.883	5.356	5.272	303	5.767	4,5
D.	12.585	6.774	598	6.176	6.428	581	5.847	5.325	5.252	346	5.811	5,1
% + ou - 1963/62	+ 1,9	+ 1,9	- 1,9	+ 2,3	+ 2,3	- 1,7	+ 2,8	+ 2,9	+ 3,1	- 4,6	+ 2,0	

TABLEAU XII

Moyenne mensuelle et mois	demande d'emploi		offres d'emploi	Placements
	reçues	inscrites		
Millier				
1962	500	362	130	111
1963	501	337	120	98
J.	743	442	92	75
F.	755	287	79	63
M.	743	284	90	68
A.	652	292	117	85
M.	472	306	146	121
J.	389	307	122	102
J.	363	346	137	115
A.	315	293	142	112
S.	287	302	148	126
O.	326	340	137	106
N.	404	382	107	105
% + ou - 1963/1962	+ 0,2	- 6,9	- 7,6	- 11

TABLEAU XIII

Moyenne mensuelle ou mois	PAIEMENT D'ALLOCACTIONS					FINANCEMENT DE L'ASSURANCE-CHOMAGE		
	Réclamant une allocation chômage	Bénéficiaires d'allocation	Nombre de semaines indemnisées	Montant des Allocations	Part des Employeurs & Employés	Recettes Totales	Balance caisse fin de période	
	Millier de personnes					Million de Dollars		
1962	413,8	339,6	1.411	34,10	23,74	28,74	99,0	
1963	401,5	323,9	1.344	32,85	24,48	29,48	58,5	
J.	703,1	536,9	2.362	58,56	25,84	31,39	71,8	
F.	720,5	591,9	2.368	58,74	21,50	26,38	30,4	
M.	685,3	589,7	2.477	61,29	26,18	31,54	9,7	
A.	565,9	582,0	2.328	57,58	20,42	24,51	23,4	
M.	270,9	387,6	1.706	41,15	22,84	27,34	37,2	
J.	220,3	168,8	675	15,99	23,73	28,39	24,8	
J.	219,0	150,8	664	15,51	26,54	31,89	8,5	
A.	192,5	141,9	596	14,01	24,63	29,58	7,1	
S.	186,3	133,0	532	12,53	24,71	29,72	24,3	
O.	218,9	148,8	595	13,99	25,69	30,96	41,3	
N.	303,4	161,2	645	15,47	25,12	30,34	56,1	
D.	532,3	293,8	1.175	29,36	26,27	31,75	58,5	
% + ou - 1963/1962	- 2,9	- 4,6	- 4,7	- 3,6	+ 3,1	+ 2,5	- 40,9	

L'évolution de l'indice de l'emploi dans les industries manufacturières, fait apparaître la place prédominante que tendent actuellement à venir occuper les fabrications métalliques dans le mouvement d'expansion de l'économie. Non sans mérite, ni signification, si l'on considère, en parallèle, l'intense progression de l'indice de l'emploi dans les services. Le tableau XIV, ci-dessous, montre comment les industries du fer et de l'acier - après une forte dépression - sont parvenues, tout à la fois, à se détacher de l'emploi industriel dans son ensemble et à approcher les niveaux d'expansion de l'emploi dans les services.

TABLEAU XIV

L'EVOLUTION COMPAREE DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE,
LA METALLURGIE, ET LES SERVICES

	Emploi industriel	% d'accroissem.	Fer & acier	% d'accroissem.	Services	% d'accroissem.
1960	118,7	-	106,1	-	143,2	-
1961	118,1	- 0,5	103,0	- 2,9	148,9	+ 3,9
1962	121,5	+ 2,8	109,2	+ 6,0	156,5	+ 5,1
1963	124,6	+ 2,5	114,4	+ 4,7	166,7	+ 6,5

TABLEAU XV

L'INDICE DE L'EMPLOI DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES

	BIENS DURABLES							BIENS NON - DURABLES						
	produits ou bois	Fer & acier	Mat. de transp.	métaux non- ferreux	Appar. électri- que	minéral non métall.	Alim. & boissons	Textiles	Habile- ment	Articles papier	produits chim- iques	Pétrole Houille	Caout- chouc	
	1949 = 100													
1962	107.4	109.2	111.1	124.6	148.1	146.7	116.4	81.4	92.7	125.9	132.6	139.3	105.8	
1963	110.9	114.4	115.4	126.3	154.7	150.6	116.6	85.0	95.4	127.4	135.4	142.9	110.3	
J.	104.4	110.2	114.3	120.6	150.7	137.6	105.0	82.3	93.6	122.3	128.1	132.4	107.5	
F.	105.0	110.9	114.5	121.0	152.4	137.6	104.5	82.6	94.9	121.6	133.1	131.6	107.6	
M.	104.8	111.5	115.2	122.8	152.7	141.3	105.4	83.2	95.2	122.1	133.3	138.5	107.9	
A.	103.8	113.3	116.5	123.7	152.8	145.9	107.9	83.5	93.8	124.1	135.6	139.3	109.4	
M.	109.8	115.7	117.6	125.6	153.2	155.4	116.2	84.2	92.8	127.3	137.4	142.7	111.8	
J.	114.4	117.1	116.7	129.3	153.3	160.6	124.0	85.1	94.4	131.3	138.4	144.4	112.1	
J.	117.4	116.5	96.5	130.3	154.9	160.1	125.5	84.6	93.7	132.1	138.3	145.4	111.1	
A.	117.9	116.4	109.2	130.5	156.6	158.9	133.5	86.0	97.3	130.6	138.2	144.0	111.5	
S.	116.2	116.1	118.4	129.4	156.9	156.6	130.7	86.4	98.9	129.3	136.7	139.6	106.6	
O.	114.3	115.8	121.1	128.3	157.4	156.4	122.2	87.4	98.6	128.1	136.0	137.0	112.1	
N.	112.5	115.0	122.5	127.8	158.2	153.3	117.3	88.2	97.2	131.8	135.7	143.3	113.6	
D.	111.0	113.9	122.9	126.7	156.3	144.5	108.0	87.6	94.7	128.3	134.1	137.5	112.5	
% + ou - 1963/62	+3,2	+4,7	+3,8	+1,3	+4,4	+2,6	+0,1	+4,4	+2,9	+1,1	+2,1	+2,5	+4,2	

TABLEAU XV bis

L'INDICE DE L'EMPLOI PAR ZONE URBAINE

	Halifax	Québec cy	Montréal	Ottawa Hull	Toronto	Hamilton	Windsor	Winnipeg	Régina	Edmonton	Vancouver
	1949 = 100										
1961	122.6	113.3	123.3	127.9	131.8	108.1	72.8	110.3	135.2	189.0	111.3
1962	124.9	120.0	126.9	133.8	137.3	113.2	72.1	110.6	139.8	201.6	114.2
% + ou - 1962/61	+1,8	+5,9	+2,9	+4,6	+4,1	+4,7	-0,9	+0,2	+3,4	+6,6	+2,6
1963	124,3	125.6	129.4	136.8	142.0	117.9	77.2	113.4	146.6	205.5	119.3
% + ou - 1963/62	-0,4	+4,6	+1,9	+2,2	+3,4	+4,1	+7,0	+2,5	+4,8	+1,9	+4,4

B) - LES SALAIRES ET LES PRIX

A un progrès général de la production industrielle ressortissant à 5,4% sur 1962 et à une réduction de 4,6% des effectifs chômeurs, correspond un exhaussement de 6,7% de la masse salariale distribuée, pour une augmentation moyenne de 3,4% du salaire hebdomadaire moyen et un quasi-maintien de la moyenne des heures ouvrées. On notera, plus loin, que l'indice général des prix de gros ne s'est tendu que de 1,9% et celui des prix de détail de 1,7%. De son côté, le commerce de détail a avancé de 4,9% et les importations de 4,8%. L'expansion se développe donc sans distorsion ni déséquilibre notable et les rapports entre les diverses composantes de la conjoncture semblent cohérents.

Examinée, plus en détail, l'évolution salariale consacre la forte situation des services, - où la masse des salaires distribués avance de 9,9%, contre 7,2% pour le commerce et 7,5% pour la fonction publique. Le précédent numéro d'INTER-NORD, soulignait déjà le décalage entre le secteur tertiaire et les activités proprement ou directement productrices. Le tableau ci-après permet d'apercevoir que les traitements et salaires des services, du commerce, de la fonction ou des services publics qui représentaient, en 1961, 45,7% du revenu salarial total, en constituent, pour 1963, 46,8%. Face à ceux-ci, l'industrie figure dans le salaire total, pour 28,1% en 1963 contre 28,4% en 1962 et 27,9% en 1961.

En revanche, et si l'on passe de la masse salariale globale par compartiment au salaire nominal effectif, il faut noter l'état marqué de moindre rémunération des diverses fonctions tertiaires. Le traitement de l'employé dépasse de peu, en 1963, la simple moitié du salaire du mineur. Certes, des facteurs sont à prendre en considération, - et, en particulier, l'espèce de salaire indirect que constituent les facilités plus grandes assurées par le milieu urbain. Mais la comparaison avec les chiffres français correspondants fait apparaître que le décalage entre la rémunération des secteurs primaires et secondaires d'une part, et celle du secteur tertiaire d'autre part, joue plus nettement contre ce dernier au Canada qu'en France. On observera, de même que le salaire moyen pratiqué dans les mines et le forestage déborde de plus de 10% celui qui a cours dans l'industrie manufacturière, - le bâtiment, les transports et les services publics s'intercalant entre les deux niveaux.

TABLEAU XVI
TRAITEMENT ET SALAIRES

Année et Trimest.	agricult. pêche chasse	Forêt- tage	Mines	Indus- trie	construc- tion	transports entrepôts	services publics	com- merce	Finances publiques	fonction publique	Total	revenus supplé- mentaires	revenu salarial Total
1962	227,4	297,5	558,9	5703,6	1344,8	1908,4	376,3	2884,1	4229,7	1818,7	19346,4	836,8	20183,2
I	35,6	65,6	135,5	1357,6	257,9	454,0	88,9	687,9	1025,1	435,3	4548,4	204,0	4747,4
II	58,0	63,1	139,3	1434,4	336,0	474,3	92,5	717,4	1068,9	455,0	4838,9	208,7	5047,6
III	84,5	84,7	144,1	1463,8	408,3	496,0	97,5	726,0	1037,4	477,2	5019,5	211,9	5231,4
IV	49,3	84,0	139,8	1447,8	342,6	484,1	97,5	749,9	1098,4	451,2	4944,5	212,3	5156,8
1963	231,7	312,3	573,4	6052,3	1408,4	2007,7	401,7	3089,3	4649,4	1956,1	20682,3	867,2	21549,5
I	36,9	63,8	139,4	1440,1	276,8	473,0	95,4	731,3	1119,5	471,1	4847,3	210,9	5058,2
II	60,1	66,7	142,0	1512,5	349,3	496,5	100,3	763,1	1171,7	489,2	5143,4	215,8	5359,2
III	84,2	91,0	147,0	1536,8	417,6	526,6	103,6	780,6	1144,6	514,7	5346,9	219,5	5566,4
IV	50,4	90,8	145,0	1562,9	364,9	511,6	102,1	814,3	1213,7	489,1	5344,8	220,9	5565,7
% + ou - 1963/62	+ 1,9	+ 4,9	+ 2,6	+ 6,1	+ 4,7	+ 5,2	+ 6,7	+ 7,2	+ 9,9	+ 7,5	+ 6,9	+ 3,6	+ 6,7

(Les chiffres des trimestres ne sont pas désaisonnalisés.)

TABLEAU XVII

L'EVOLUTION DU SALAIRE HERDOMADAIRE MOYEN

Moyenne mensuelle ou mois	Moyenne industrielle générale	Fore-stage	Mines	Fabrication			construc-tion	Transport	Services publics	commerce	finances	services
				Total	Durable	Non-Durable						
1961	78,17	80,43	95,90	80,73	87,09	75,26	82,57	85,87	94,52	67,05	73,92	55,38
1962	80,59	83,85	96,82	83,17	89,80	77,28	85,90	88,86	97,49	69,18	76,37	57,23
1963	83,39	88,73	103,73	86,17	93,05	79,94	90,07	92,27	102,25	71,38	78,64	58,88
J.	82,01	80,26	102,22	85,12	91,85	78,97	87,53	89,56	100,54	70,81	77,06	58,44
F.	82,91	89,09	102,81	85,41	91,96	79,42	89,74	91,96	101,91	71,31	77,25	59,03
M.	82,94	91,47	101,46	85,86	92,29	79,98	90,06	91,41	102,03	70,96	77,32	58,90
A.	83,53	93,84	102,48	86,72	93,70	80,33	89,05	91,77	101,66	71,41	79,22	59,16
M.	83,69	84,93	101,72	86,73	93,66	80,36	90,55	92,01	101,10	71,68	79,31	59,06
J.	83,70	89,06	101,39	86,29	93,05	80,14	90,63	92,42	102,31	72,23	79,33	58,49
J.	83,35	89,05	102,25	85,30	91,89	79,52	91,43	92,17	101,11	72,27	79,09	58,34
A.	83,36	86,34	101,80	85,47	92,32	79,46	91,80	92,73	101,06	71,77	78,94	58,34
S.	84,22	90,63	103,21	86,71	94,13	80,09	94,48	92,76	102,85	71,08	79,14	59,87
O.	84,65	91,43	103,59	87,43	94,57	80,95	94,22	93,81	103,36	71,29	78,96	59,36
N.	84,61	91,30	104,15	88,24	95,97	84,18	91,47	94,24	104,42	70,78	79,01	59,44
D.	81,77	87,39	101,40	84,85	91,25	78,88	79,99	92,40	104,70	71,00	79,11	59,17
% + ou - 1963/1962	+ 3,4	+ 5,8	+ 4,9	+ 3,6	+ 3,6	+ 3,4	+ 4,8	+ 3,8	+ 4,8	+ 3,1	+ 2,9	+ 2,8

Dollar

TABLEAU XVIII

GAIN HORAIRE MOYEN

Moyenne annuelle ou mois	Mines	Industrie	Construction
Dollar/Heure			
1962	2,18	1,88	2,06
1963	2,38	1,94	2,14
J.	2,21	1,92	2,14
F.	2,23	1,93	2,16
M.	2,24	1,93	2,17
A.	2,23	1,95	2,16
M.	2,22	1,95	2,13
J.	2,24	1,94	2,11
J.	2,24	1,93	2,11
A.	2,24	1,93	2,13
S.	2,24	1,94	2,16
O.	2,25	1,96	2,17
N.	2,25	1,98	2,16
D.	2,28	2,01	2,17
% + ou - 1963/1962	+ 9,1	+ 3,1	+ 3,8

TABLEAU XIX

MOYENNE DES HEURES HEBDOMADAIRES OUVREES

Moyenne annuelle ou mois	Mines	Industrie	Construction
1962	41,7	40,7	40,3
1963	42,04	40,7	40,5
J.	42,6	40,7	39,1
F.	42,4	40,7	40,1
M.	41,1	40,9	40,3
A.	42,2	41,0	39,7
M.	42,2	41,2	41,3
J.	41,7	40,9	41,9
J.	42,2	40,7	42,4
A.	41,9	40,9	42,2
S.	42,6	41,3	43,1
O.	42,6	41,4	42,6
N.	42,6	41,5	40,8
D.	40,2	38,1	33,2
% + ou - 1963/1962	+ 0,8	0	+ 0,4

TABLEAU XX

L'EVOLUTION DE L'INDICE DU PRIX DE VENTE DES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES							
(1956 = 100)							
	boucherie & conserves animales	Légumes & conserves	Farine	boulangerie & ses amexes	spiritueux	brasserie	sucreries
1962	119,4	103,5	120,0	116,8	107,4	106,8	97,3
1963	115,4	108,0	119,0	126,0	107,6	107,2	178,5
Janv. 1963	119,1	103,6	123,0	123,4	107,6	106,8	131,6
Janv. 1964	108,3	113,8	122,7	130,3	107,7	109,4	208,5
% + ou - 1963/1962	- 3,3	+ 4,3	- 0,8	+ 7,8	+ 0,1	+ 0,3	+ 83,4

	Placage & contre plaqué	fenêtres portes bois & rabotés	Bois de charpente	Meubles	Emballa- ges	Pulpes	Papier
1962	85,2	100,3	95,9	106,0	104,5	96,4	107,1
1963	89,2	101,9	98,4	107,0	104,2	96,8	107,4
Janv. 1963	87,3	101,0	96,4	106,5	103,9	94,7	107,3
Janv. 1964	90,5	102,8	100,1	109,1	105,8	99,8	107,7
% + ou - 1963/1962	+ 4,6	+ 1,5	+ 2,6	+ 0,9	- 0,2	+ 0,4	+ 0,3

TAB. XVII
C. INDUSTRIE

	Matériel agricole	Moulages fonte	Gueuses de fer	Lingots acier & moulages	Fer laminé & produits d'acier	Tréfileries
1962	115.2	107.2	106.0	120.0	106.6	105.6
1963	117.1	107.8	104.2	119.8	106.4	105.3
Janv. 1963	116.1	107.5	103.4	119.9	106.5	105.5
Janv. 1964	116.8	108.7	103.4	120.8	106.1	105.7
% + ou - 1963/1962	+ 1,6	+ 0,6	- 1,7	- 0,1	- 0,1	- 0,2

	Véhicules à moteur	Pièces de rechange	Produits d'aluminium	Laiton & produits de cuivre	Fonderie & Affinage
1962	119,1	107,1	103,5	85,4	99,1
1963	119,8	109,9	104,7	86,0	101,2
Janv. 1963	120,5	109,5	104,0	85,7	99,5
Janv. 1964	121,5	110,0	107,9	86,2	105,8
% + ou - 1963/1962	+ 0,5	+ 2,6	+ 1,1	+ 0,7	+ 2,2

TABLEAU XXI

INDICE GENERAL DES PRIX DE GROS

	Indice général	produits végétaux	produits animaux	produits textiles	produits du bois	produits de l'acier	produits métall. non ferr. (1)	produits minéraux non mét.	produits chimiq.
1962	240.0	211.6	262.5	241.2	315.8	256.2	192.1	189.1	190.5
1963	244.6	227.8	255.6	247.8	323.4	253.6	197.5	189.4	189.3
I	242.7	222.2	256.7	246.8	320.6	253.2	195.8	189.4	189.2
II	244.3	228.9	253.8	248.8	322.3	253.1	196.7	188.5	189.7
III	245.3	225.4	261.7	246.9	324.8	253.9	198.0	189.2	189.8
IV	246.2	234.8	250.2	248.9	326.1	254.4	199.5	190.6	188.6
% + ou - 1963/62	+ 1,9	+ 7,6	- 2,6	+ 2,7	+ 2,4	- 1,0	+ 2,8	+ 0,1	- 0,6

(1) or inclus.

TABLEAU XXII

INDICE DE GROS DE PRODUITS SELECTIONNES

	Produits non agricoles (1)	groupe acier & non-ferreux (2)	produits ou semi- fabriqués	Biens entièrement ou presque entièrement manufacturés			
				total	acier & non-ferreux	acier	non- ferreux
1935 - 1939 = 100							
1962	244.8	258.2	223.8	249.0	254.3	253.0	275.8
1963	248.0	260.5	226.9	254.2	254.0	252.4	280.0
% + ou - 1963/62	+ 1,3	+ 0,8	+ 1,3	+ 2,0	- 0,1	- 0,2	+ 1,5

(1). - Composé de l'indice général des prix de gros moins les indices des produits végétaux & animaux.

(2). - Or exclu.

TABLEAU XXIII

INDICE DU PRIX DE DETAIL

	Groupes de classement										Classement complémentaire					dépen- ses familla- les agrico- les
	total	alimen- tation	Loge- ment	Habille- ment	Trans- port	santé	loisir	tabac alcool	Eléments de consommation			servi- ces				
									total	dura- bles	non dura- bles		alimen- tation			
														70	12		31	27	22
100	27	32	11	12	7	5	6	70	12	31	27	22	1935-39 = 100			
					Poids constitutifs											
					1949 = 100											
1962	130.7	134.8	113.5	140.4	158.3	147.3	117.8	121.0	115.3	122.1	119.1	157.6	228.5			
1963	133.0	136.2	116.3	140.4	162.4	149.2	118.1	123.1	115.5	124.6	120.2	159.8	236.6			
J.	132.0	135.9	114.7	139.8	159.8	148.6	117.8	122.0	115.9	123.2	119.4	158.7	233.2			
F.	132.1	135.9	114.8	139.6	159.9	148.6	118.0	122.3	115.7	123.5	119.6	158.7	-			
M.	132.1	136.0	115.6	139.6	159.9	148.6	118.0	122.3	115.8	123.5	119.8	158.7	-			
A.	132.3	136.0	115.7	139.2	162.1	148.0	117.9	122.3	115.1	123.8	120.1	159.3	236.5			
M.	132.3	136.0	115.6	140.6	162.6	148.8	117.8	122.6	115.2	124.0	120.2	160.0	-			
J.	132.8	136.0	116.0	140.3	162.7	149.3	117.8	123.5	115.2	125.2	120.3	159.9	-			
J.	133.5	135.9	115.7	140.7	162.6	148.8	118.2	123.8	115.7	125.5	119.6	160.0	-			
A.	133.9	136.3	115.9	141.0	162.8	148.8	118.1	124.1	115.3	125.7	120.1	160.0	240.3			
S.	133.4	136.5	116.1	141.1	162.7	149.1	118.1	123.5	115.4	125.2	120.2	160.0	-			
O.	133.6	136.6	118.3	141.2	163.8	150.5	118.1	123.6	115.8	125.3	121.1	160.4	-			
N.	134.0	136.9	118.7	141.2	164.8	151.0	118.5	123.8	115.9	125.4	121.4	160.9	-			
D.	134.2	137.0	118.9	140.6	165.4	151.4	118.5	123.8	115.4	125.5	121.5	161.0	-			
1964																
J.	134.2	137.3	117.7	141.1	165.4	152.1	118.5	123.8	115.0	125.5	121.3	161.6	-			
F.	134.5	137.3	117.8	142.6	165.4	152.3	119.4	123.8	114.7	125.7	121.7	162.6	-			
% + ou - 1963/62	+ 1,7	+ 3,2	+ 1,0	0	+ 2,5	+ 1,2	+ 0,2	+ 1,7	+ 0,1	+ 2,0	+ 0,9	+ 1,3	+ 3,5			
% + ou -	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,9	+ 1,8	+ 2,0	+ 0,6	+ 0,6	- 0,6	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,4	-			

C) - LE COMMERCE

Hormis la progression des ventes d'automobiles (+ 8,9%) - qui doit, au reste, être considérée en fonction de la moindre avance des importations de véhicules à moteur (+ 5,9%) et de l'exceptionnelle augmentation des fabrications proprement canadiennes (+ 24%), les composantes de commerce de détail restent plus que largement compatibles avec les autres caractéristiques de l'évolution économique. De Janvier 1964 à Janvier 1963, la population totale canadienne s'est accrue de 1,7% : si l'on observe, en outre, qu'au stade de prix de détail, les produits alimentaires ont renchéri de 3,2%, le fait que les ventes relevant de l'alimentation n'aient pas avancé de plus de 5% confirme que le niveau de vie se trouve suffisamment élevé pour que la consommation puisse, sans gros effort, faire preuve de sagesse et que la demande soit en mesure de dominer l'offre.

Une impression identique s'attache aux autres compartiments, - jusques et y compris, la construction. En fait, tout semble se passer comme s'il s'agissait d'un marché intérieur équilibré et pondéré par l'abondance réciproque du pouvoir d'achat et du pouvoir de vente.

Sous de telles conditions - et dans le contexte psychologique qu'elles ne peuvent manquer de créer - le comportement remarquable du commerce extérieur ne saurait étonner. Pour la troisième année consécutive la balance commerciale est positive, mais d'un montant qui cette fois, ressortit à une progression de 212% sur 1962. Assurément, faut-il, ici, précisément que la vente à l'Union Soviétique de quelques 240 millions de boisseaux de blé et de farine de blé, pour un montant avoisinant un demi milliard de dollars, a joué un rôle important dans l'accroissement global des exportations canadiennes. Ce rôle n'est toutefois pas décisif, - car, même en défalquant la commande russe des rentrées réalisées, la balance demeure positive. Pas sur tous les points, certes, le déficit commercial envers les statistiques, s'il est moins élevé qu'en 1961 et en 1960 se révèle supérieur aux chiffres de 1962. Mais c'est là le seul point faible, puisque tant à l'égard du Royaume-Uni que des autres partenaires internationaux, le Canada occupe désormais une position fortement et authentiquement créditrice.

Par ailleurs, la structure des exportations attire l'attention : à la progression moyenne, ou faible, des exportations de matières premières et de semi-manufacturés, s'amorce une progression forte et quelquefois, très forte, des produits manufacturés. Pour les équipements industriels, l'accroissement des ventes ressortit, par exemple, à 25,3%, - soit 52% pour les véhicules automobiles, et 25% pour le matériel agricole. Sans doute, se trouve-t-il que les

bruts ou les semi-manufacturés couvrent, ensemble, 66,7% des exportations canadiennes. Mais les produits manufacturés, dont la part était supérieure à 10% dans les années 57-59, assurent, en 1963, près de 12% des exportations - et ce progrès, dans un domaine où la concurrence, et par suite, les normes de qualité jouent un rôle dominant est, certainement, significatif.

En ce qui concerne les importations, leur structure, pour 1963, reflète les mutations qui tendent à affecter l'économie canadienne - véhicules automobiles (+ 5,9%), produits manufacturés en fer ou en acier (+ 4,6%) voient se réduire les débouchés coutumiers dont ils disposaient au Canada, - tandis que minerai de fer (+ 20%) acier et fer bruts (+ 19,8%) progressent sensiblement.

La distribution géographique des ventes et des achats confirme - outre l'importance prédominante des Etats-Unis - que le commerce extérieur canadien n'entretient encore que des rapports assez réservés avec les Six du Marché Commun, auxquels le Canada vend plus qu'il ne leur achète.

TABLEAU XXIV

LE COMMERCE DE DETAIL PAR TYPE DE NEGOCE ET PAR PROVINCE

	total tous Magasins	Epicèrie	autres magasins aliment.	magasins généraux	grands magasins	bars	auto- biles	garage & essence	Habille ment			chaus- sures	quincai- lerie	
									Hommes	Femmes	Famille			
Million de Dollars - chiffres non désaisonnalisés														
1962	17570,4	3704,4	1316,4	685,2	1561,2	382,8	2762,4	1239,6	276,0	291,6	250,8	175,2	338,4	
1963	18433,0	3892,9	1358,8	713,8	1647,6	397,0	3009,7	1261,0	287,7	301,9	255,9	175,4	354,7	
J.	1.314,9	303,8	89,2	48,5	100,7	20,3	211,9	96,2	23,9	21,4	16,7	12,0	20,2	
F.	1.225,3	290,6	91,8	43,2	94,9	20,2	217,0	85,2	15,9	16,0	12,2	8,0	19,7	
M.	1.436,0	329,9	102,1	49,1	114,7	25,3	265,4	90,4	20,1	23,2	16,8	11,6	21,4	
A.	1.520,0	300,9	104,2	55,0	129,7	31,0	303,2	102,8	21,7	24,6	21,4	15,6	26,4	
M.	1.652,3	344,9	106,8	62,8	135,2	31,9	318,2	108,7	23,0	27,2	20,7	15,9	33,7	
J.	1.581,8	326,3	113,8	62,7	121,2	32,8	298,7	104,6	25,8	25,88	20,9	16,5	34,1	
J.	1.520,1	313,7	116,1	64,8	111,8	31,4	255,8	119,7	21,4	23,2	17,4	13,6	31,3	
A.	1.581,8	347,9	127,3	68,3	133,0	35,4	202,0	118,7	22,7	23,6	20,9	15,1	32,2	
S.	1.431,1	306,6	105,1	60,0	140,4	30,0	172,8	105,6	20,1	24,1	20,0	14,5	31,4	
O.	1.595,0	328,7	115,9	64,3	148,5	32,5	252,3	110,6	22,7	26,4	23,1	13,7	33,6	
N.	1.680,9	348,1	117,5	65,7	187,1	38,2	267,2	107,9	27,6	27,8	28,4	16,4	30,4	
D.	1.893,8	349,5	168,9	69,4	230,4	68,0	245,2	110,6	42,8	38,6	37,7	22,5	40,3	
1964														
J.	1.451,1	334,5	102,7	51,1	114,0	23,1	243,1	98,6	25,3	23,9	17,3	12,4	21,4	
% + ou - 1963/ 1962	+4,9	+5,0	+3,2	+4,1	+5,5	+3,7	+8,9	+1,7	+4,2	+3,5	+2,0	+0,1	+4,8	

Million de Dollars - chiffres non désaisonnalisés														
	construc- tion	meubles & radio	restauration	combustibles	pharmacies	Bijoux	divers	Provin. atlanti- ques	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britan.
1962	448.8	560.4	585.6	327.6	435.6	136.8	2094.0	1501.2	4444.8	6549.6	856.0	962.4	1471.2	1784.4
1963	473.8	568.3	598.3	329.7	450.7	140.6	2215.3	1560.3	4643.0	6887.7	892.8	1043.2	1520.8	1859.2
J.	26.8	47.5	45.7	49.8	36.0	7.7	136.6	102.3	336.9	511.2	65.5	63.5	100.7	137.8
F.	23.6	35.3	42.6	46.3	34.1	7.3	121.6	95.8	321.0	465.0	55.6	60.4	99.7	127.9
M.	30.2	42.3	48.8	35.3	37.4	8.5	163.3	117.7	365.1	541.9	68.1	74.3	118.7	150.1
A.	32.9	43.7	48.1	25.5	37.2	9.1	187.1	124.9	382.0	571.3	73.8	92.2	128.9	146.8
M.	42.2	46.2	50.3	18.9	36.2	10.8	218.7	145.2	423.1	616.8	82.0	86.7	134.4	164.1
J.	47.8	44.3	50.4	12.0	35.7	10.7	197.6	136.9	389.4	599.6	79.9	88.0	127.8	160.2
J.	48.3	43.2	55.2	10.1	36.3	9.8	197.5	138.5	372.6	566.4	73.0	88.2	122.4	159.1
A.	48.5	47.5	58.3	12.4	37.1	10.8	220.3	135.6	395.0	567.2	79.7	101.9	136.0	166.3
S.	46.0	46.5	50.8	17.7	36.6	11.1	189.3	122.0	359.2	518.8	70.7	85.9	128.1	146.3
O.	51.4	55.1	50.8	22.8	39.3	10.2	193.2	133.4	405.1	580.1	77.0	99.6	138.3	161.5
N.	42.3	58.5	49.4	30.9	36.3	12.4	188.9	142.3	421.8	626.9	82.4	100.1	137.3	170.0
D.	33.8	58.2	47.9	48.0	48.5	32.2	201.2	165.7	471.8	722.5	85.1	102.4	148.1	198.1
% + ou - 1963/ 1962	+5,5	+1,4	+2,1	+0,6	+3,5	+2,7	+5,7	+3,9	+4,4	+5,1	+4,3	+8,7	+3,3	+5,8

TABLEAU XXV

	E X P O R T A T I O N S (et Ré-Exportations)					I M P O R T A T I O N S							
	tous pays	États- Unis	Royaume- Uni	tous autres pays	C.E.E. A.E.L.E.	O.C.D.E. (E.U)	tous pays	États- Unis	Royaume- Uni	tous autres pays	C.E.E. A.E.L.E.	O.C.D.E. (E.U)	
													Million de Dollars - chiffres non saisonnalisés
1962	6348.0	3745.2	920.4	1683.6	462.0	1050.0	6258.0	4299.6	562.8	1395.6	334.8	660.0	1012.8
1963	6980.0	3913.2	1014.8	2051.3	487.1	1158.4	6558.8	4446.6	526.9	1587.0	341.5	646.1	1005.0
J.	546.8	316.4	78.7	151.7	37.2	88.6	504.7	367.8	37.0	99.9	17.3	44.7	62.5
F.	437.7	266.3	57.6	113.8	26.3	66.4	431.2	313.5	30.1	87.7	15.3	35.6	51.6
M.	501.6	295.7	74.3	131.6	32.1	80.8	478.2	349.5	36.8	91.9	19.9	43.9	64.6
A.	527.7	316.9	68.4	142.4	26.7	82.1	554.5	382.8	47.2	124.6	31.6	59.5	92.4
M.	666.2	362.9	119.5	183.8	45.8	137.1	609.1	409.9	51.5	147.7	33.8	62.9	98.8
J.	553.1	326.0	76.3	150.3	43.2	87.2	532.9	365.1	43.1	124.7	26.9	51.0	79.4
J.	607.4	354.4	100.3	152.7	35.0	110.0	585.2	391.0	50.6	143.6	30.6	60.3	92.5
A.	557.7	317.5	85.5	154.6	38.8	97.8	525.1	335.0	47.3	142.4	27.4	56.6	85.2
S.	602.1	338.1	89.4	174.6	40.9	107.0	542.7	352.2	38.7	151.9	31.3	48.6	81.8
O.	640.0	349.9	96.1	193.9	51.6	107.4	620.1	422.7	43.7	153.6	35.3	54.3	91.3
N.	686.2	343.0	93.2	250.0	60.9	102.9	618.3	391.1	53.5	173.6	38.9	70.4	111.6
D.	653.5	326.1	75.5	251.9	48.6	91.1	556.8	364.0	47.4	145.4	33.2	58.3	93.3
% + ou - 1963/62	+9,9	+4,4	+10,2	+21,8	+0,5	+10,3	+4,8	+3,4	-6,3	+13,7	+2,0	-2,1	-0,7

TABEAU XXVI

STRUCTURE COMPAREE DES EXPORTATIONS
en 1962 et 1963

Million de Dollars																
	Animaux vivants	% ou total	produits alimentaires	% ou total	matières premières	% ou total	dont bois à pulpe	% ou total	semi-manuf.	% ou total	D O N T					
											bois de charpent.	% ou total	pulpe de bois	% ou total	papier journal	% ou total
1962	68.4	1.1	1172.4	18.9	1362.0	22.2	36.0	0.6	2907.6	47.1	372.0	6.0	369.6	5.9	753.6	12.2
1963	42.1	0.6	1419.9	21.0	1426.0	20.9	36.0	0.5	3107.0	45.8	426.7	6.2	405.2	5.9	760.1	11.1
% + ou - 1963/62	-38.4	-	+21.1	-	+4.7	-	0	-	+6.8	-	+14.7	-	+9.6	-	+0.8	-
Millions de Dollars																
	fer & acier primair.	% ou total	Aluminium	% ou total	produits manuf. finis	% ou total	Equipe-ments indust.	% ou total	Equipe-ments agricol.	% ou total	Véhicules autom.	% ou total	Equipe-ments aéronau.	% ou total	matériel de commun	% ou total
1962	122.4	1.9	284.4	4.6	655.2	10.2	85.2	1.4	91.2	1.5	57.6	0.9	146.4	2.3	51.6	0.8
1963	151.4	2.2	302.7	4.4	779.2	11.8	106.8	1.6	114.3	1.7	87.5	1.3	108.3	1.6	52.2	0.7
% + ou - 1963/62	+23.6	-	+6.4	-	+19.0	-	+25.3	-	+25.3	-	+52.0	-	+26.0	-	+1.1	-

Millions de Dollars

TABLEAU XXVII

STRUCTURE COMPAREE DES IMPORTATIONS

en 1962 et 1963

	produits alimentair.	% ou total	caoutchouc	% ou total	Textile	% ou total	Imprimés	% ou total	Papier	% ou total	Bois & produits	% ou total	Mineral de fer	% ou total
1962	805.2	12.8	80.4	1.3	481.2	7.6	116.4	1.8	80.4	1.3	105.6	1.6	56.4	0.9
1963	923.3	14.1	82.2	1.3	486.1	7.5	119.2	1.9	76.6	1.2	95.9	1.4	67.7	1.1
% + ou - 1963/62	+ 14.6	-	+ 2.2	-	+ 1.0	-	+ 2.4	-	- 4.7	-	- 9.1	-	+ 20.0	-

	fer & acier	% ou total	tubes & annexes	% ou total	moteurs & chaudières	% ou total	Matériel agricole	% ou total	machines variées	% ou total	véhicules automobil.	% ou total	produits fer & acier	% ou total
1962	133.2	2.1	49.2	0.7	178.8	2.6	253.2	4.0	675.6	10.4	564.0	9.0	350.4	5.6
1963	159.6	2.4	50.6	0.7	143.8	2.3	323.9	4.9	675.2	10.2	597.4	9.1	366.6	5.6
% + ou - 1963/62	+ 19.8	-	+ 2.8	-	- 19.5	-	+ 27.9	-	0	-	+ 5.9	-	+ 4.6	-

	appareils électriques	% ou total	pétrole et annexes	% ou total	plastiques	% ou total	produits chimiques	% ou total	réfrigé- rateurs	% ou total	matériel aéronaut.	% ou total	divers (1)	% ou total
1962	325.2	5.2	406.8	6.0	120.0	1.9	276.0	4.3	25.2	0.4	201.6	7.2	970.8	14.0
1963	311.5	4.8	445.1	6.7	121.7	1.8	288.7	4.4	22.0	0.3	159.9	2.4	1041.0	15.8
% + ou - 1963/1962	+ 4.2	-	+ 9.4	-	+ 1.4	-	+ 4.6	-	- 12.6	-	- 20.6	-	+ 7.2	-

(1) - comprend : fourures, aluminium et annexes, métaux précieux (sauf or)
produits non-ferreux, céramique, charbon, miroiterie, verrerie
divers produits non-métallurgiques et inclassables.

Produit	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
appareils électriques	325.2	311.5	311.5	311.5	311.5	311.5	311.5	311.5	311.5	311.5	311.5	311.5	311.5	311.5	311.5	311.5	311.5	311.5	311.5
pétrole et annexes	406.8	445.1	445.1	445.1	445.1	445.1	445.1	445.1	445.1	445.1	445.1	445.1	445.1	445.1	445.1	445.1	445.1	445.1	445.1
plastiques	120.0	121.7	121.7	121.7	121.7	121.7	121.7	121.7	121.7	121.7	121.7	121.7	121.7	121.7	121.7	121.7	121.7	121.7	121.7
produits chimiques	276.0	288.7	288.7	288.7	288.7	288.7	288.7	288.7	288.7	288.7	288.7	288.7	288.7	288.7	288.7	288.7	288.7	288.7	288.7
réfrigérateurs	25.2	22.0	22.0	22.0	22.0	22.0	22.0	22.0	22.0	22.0	22.0	22.0	22.0	22.0	22.0	22.0	22.0	22.0	22.0
matériel aéronaut.	201.6	159.9	159.9	159.9	159.9	159.9	159.9	159.9	159.9	159.9	159.9	159.9	159.9	159.9	159.9	159.9	159.9	159.9	159.9
divers	970.8	1041.0	1041.0	1041.0	1041.0	1041.0	1041.0	1041.0	1041.0	1041.0	1041.0	1041.0	1041.0	1041.0	1041.0	1041.0	1041.0	1041.0	1041.0

BUREAU NATIONAL DE STATISTIQUE
SÉRIE ANNUELLE

D) - LES COMPTES NATIONAUX

TABLEAU XXVIII

REVENU NATIONAL ET PRODUIT NATIONAL BRUT EN DOLLARS COURANTS

de 1961 au IIIème Trimestre 1963

Année & Trimestre	Rémunérat. des salariés	Soldes et Allocations militaires	Bénéfices des sociétés avant l'impôt & dividende aux non-résidents	Moins dividendes versés aux non-résidents	Loyers, intérêts et revenus divers des placements	revenu net des agriculteurs
en Millions de Dollars						
1961	19.068	550	3.460	- 587	2.628	975
1962	20.359	586	3.824	- 570	2.768	1.391
<u>1962</u>						
I	4.792	147	771	- 128	671	29
II	5.095	152	1.047	- 148	676	123
III	5.272	145	985	- 116	694	1.188
IV	5.200	142	1.021	- 178	727	51
<u>1963</u>						
I	5.113	136	826	- 143	713	47
II	5.418	157	1.123	- 117	736	150
III	5.607	148	1.049	- 116	750	1.387
% + ou - I, II, III/ 1963 sur I, II, III/ 1962	+ 6,4	- 0,6	+ 6,9	- 0,4	+ 7,7	+ 18,2

D) - LES COMPTES NATIONAUX

Année & Trimestre	Revenus nets des Entreprises industrielles non-agricoles	Ajustement de la valeur des stocks	Revenu National au coût des facteurs	Impôts indirects moins subvention	provision pour consommation de capital et réévaluations diverses	Produit national brut aux prix du marché
Millions de Dollars						
1961	2.289	- 67	28.316	4.716	4.539	37.421
1962	2.380	- 132	30.606	5.261	4.755	40.401
<u>1962</u>						
I	486	- 27	6.741	1.254	1.119	8.959
II	585	- 44	7.486	1.314	1.197	9.770
III	573	- 49	8.692	1.368	1.196	11.338
IV	736	- 12	7.687	1.325	1.243	10.334
<u>1963</u>						
I	502	- 36	7.158	1.343	1.154	9.497
II	598	- 74	7.991	1.345	1.227	10.329
III	604	- 37	9.392	1.406	1.216	12.056
% + ou - I, II, III/ 1963						
sur I, II, III/ 1964	+ 3,6	+ 22,5	+ 7,0	+ 4,0	+ 2,4	+ 6,0

TABLEAU XXIX

DEPENSE NATIONALE BRUTE (DOLLARS COURANTS)

de 1961 au IIIème Trimestre 1963

	Dépenses personnelles	Dépenses publiques	Formation brute capital fixe des Entreprises			Valeur variation physique de stocks	Exportations	Moins Importations	Erreur résiduelle d'estime	Dépense Nationale brute aux prix de marché
			Constructions neuves		Machines & équipem. neufs					
			Habitations	autres						
1961	24.486	7.205	1.458	2.683	2.494	- 144	7.631	+ 150	37.421	
1962	25.749	7.721	1.577	2.668	2.709	+ 565	8.224	+ 221	40.401	
<u>1962</u>										
I	6.010	1.704	293	520	599	- 4	1.728	+ 156	8.959	
II	6.443	1.827	392	643	765	- 173	2.072	+ 226	9.770	
III	6.274	2.200	457	787	687	+ 1048	2.246	- 83	11.338	
IV	7.022	1.990	435	718	658	- 306	2.178	- 78	10.334	
<u>1963</u>										
I	6.306	1.866	299	506	653	- 58	1.833	+ 158	9.497	
II	6.767	1.883	414	671	819	- 278	2.232	+ 234	10.329	
III	6.650	2.322	478	813	736	+ 1090	2.455	- 43	12.056	
% + ou - I, II, III/ 1963 sur I, II, III/ 1962	+ 5,3	+ 5,9	+ 4,2	+ 2,0	+ 7,6	- 13,4	+ 6,1	-	+ 2,9	+ 6,0

Million de Dollars

LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX

de 1961 à fin 1963

	Exportations ajustées	Importations ajustées	Balance commerciale	production d'or exportable	tourisme net	Intérêts & dividendes	Fret & shipping (net)	Fonds d'immigration (net)	Contributions officielles	Autres transactions courantes	balance des transactions non-commerciales	balance de compte courant
1961	5889	5716	+ 173	+ 162	- 160	- 561	- 82	- 71	- 56	- 387	- 1155	- 982
1962	6364	6209	+ 155	+ 165	- 50	- 570	- 90	- 39	- 32	- 387	- 1003	- 848
1963	7064	6580	+ 484	+ 166	- 13	- 614	- 85	- 33	- 61	- 391	- 1005	- 521
I	1482	1412	+ 70	+ 45	- 67	- 153	- 11	- 11	- 15	- 96	- 308	- 238
II	1772	1700	+ 72	+ 41	- 26	- 136	- 21	- 4	- 17	- 98	- 261	- 189
III	1801	1657	+ 144	+ 38	+ 113	- 138	- 32	- 1	- 15	- 95	- 130	+ 14
IV	2009	1811	+ 198	+ 42	- 7	- 187	- 21	- 17	- 14	- 102	- 306	- 108
% + ou - 1963/1962	10,9	5,9	212,2	0,6	126	7,7	5,5	15,3	9,0	1,0	0,1	38,5

	COMPTE COURANT												COMPTE DE CAPITAL											
	ETATS - UNIS						ROYAUME - UNI						TOUS PAYS						TOUS PAYS					
	balance commerciale	balance non-commerciale	balance de compte courant	balance commerciale	balance non-commerciale	balance de compte courant	balance commerciale	balance non-commerciale	balance de compte courant	Investissement direct au Canada	Valeurs de portefeuille	autres disponibilités à long terme	total des disponibilités à long terme	disponibilités à court terme	variations du stock d'or & devises	Transactions spéciales								
																	balance commerciale	balance non-commerciale	balance de compte courant	Investissement direct au Canada	Valeurs de portefeuille	autres disponibilités à long terme	total des disponibilités à long terme	disponibilités à court terme	variations du stock d'or & devises	Transactions spéciales
1961	- 615	- 771	- 1386	+ 331	- 144	+ 187	+ 520	+ 338	+ 338	+ 52	+ 910	+ 362	+ 229	+ 61	+ 61									
1962	- 475	- 641	- 1116	+ 349	- 136	+ 213	+ 555	+ 345	+ 345	- 228	+ 672	+ 332	+ 537	- 381	- 381									
1963	- 512	- 646	- 1158	+ 492	- 98	+ 394	+ 210	+ 507	+ 507	- 133	+ 584	+ 83	+ 60	+ 86	+ 86									
I	- 145	- 202	- 347	+ 110	- 36	+ 74	+ 75	+ 324	+ 324	- 26	+ 373	- 69	+ 66	-	-									
II	- 149	- 185	- 337	+ 129	- 14	+ 115	+ 40	+ 202	+ 202	- 42	+ 200	+ 100	+ 111	+ 111	+ 111									
III	- 56	- 8	- 64	+ 134	- 46	+ 88	+ 50	+ 41	+ 41	- 57	+ 34	- 107	- 145	- 145	- 145									
IV	- 162	- 248	- 410	+ 119	- 2	+ 117	+ 45	- 60	- 60	-	- 23	+ 159	+ 28	+ 28	+ 28									

THE ALASKAN ECONOMY IS IN ITS INFANT
 "WELFARE STATE". THE LAW REGULATING
 THE USE OF THE VEGETABLE RESOURCES IS ONE
 OF THE MOST IMPORTANT. THE STATE
 OWNERSHIP OF THE COAL RESOURCES IS ANOTHER
 IMPORTANT FEATURE. THE STATE IS
 COVERING AN AREA CONTAINING ONE
 OF ALASKA'S POPULATION, AND PRODUCING
 OVER ONE OF THE STATES ECONOMIC INCOME.
 IN MANY RESPECTS AND THE ECONOMIC
 INDUSTRY ARE IN A STATE OF TRANSITION.
 MANY NATURAL RESOURCES ARE AVAILABLE
 WHICH ARE USED TO PRODUCE THE PRODUCTS
 OF THE ALASKAN ECONOMY. THE STATE IS
 COVERING AN AREA CONTAINING ONE
 OF ALASKA'S POPULATION, AND PRODUCING
 OVER ONE OF THE STATES ECONOMIC INCOME.
 IN MANY RESPECTS AND THE ECONOMIC
 INDUSTRY ARE IN A STATE OF TRANSITION.

PACIFIQUE NORD

Alaska pp. 247 - 264

IMMEDIATE ECONOMIC and SOCIAL PROBLEMS - a SURVEY

At 8:30 p.m. on March 27, 1964, over 52,000 square miles of
 south-central Alaska were severely shaken by one of the most violent
 earthquakes ever recorded. The magnitude was recorded between 8.4
 and 8.7 on the Richter scale. Only the low population density and
 the time of day when schools and other public buildings were
 unoccupied kept the death toll at a relatively modest 115 persons.
 Geological surveys indicate that over a 3 line extending north-south
 from the southern coast of Kodiak Island through Prince
 William Sound, the land mass was thrust upward as much as 37 feet
 and west of this line sank as much as eight feet. The quake triggered
 numerous earth slides and generated waterwaves or tsunamis of dis-
 tressing force all along the coast of southern Alaska.

PACIFIC WORLD

ALPHA DE 100-100

THE ALASKAN ECONOMY IS IN ITS FRAGILE "WEANING YEARS". THE 1964 LEGISLATURE WAS ON THE VERGE OF CONCLUDING ITS MOST CRITICAL BUDGET SINCE STATEHOOD, WHEN THE BLOW OF THE GOOD FRIDAY EARTHQUAKE FELL, COVERING AN AREA CONTAINING 60% OF ALASKA'S POPULATION, AND PRODUCING OVER 55% OF THE STATE'S ECONOMIC INCOME. IF FOREST PRODUCTS AND THE PETROLEUM INDUSTRIES APPEAR LARGELY UNAFFECTED, MAJOR NATURAL RESSOURCE AFTERMATH EFFECTS ARE LIKELY TO FOCUS UPON FISHERIES IN SOUTHCENTRAL ALASKA, RESPONSIBLE FOR 30-40% OF TOTAL VALUE OF STATE FISHERIES PRODUCTION IN RECENT YEARS. IF FEDERALLY-FINANCED ACTIVITIES WOULD APPEAR TO BENEFIT FROM THESE EVENTS, SOME STIMULUS MUST BE PROVIDED FOR PRIVATE AND INDIVIDUAL EFFORTS HAVING SUFFERED LOSS, SOME RAISING OF STATE TAXES WOULD APPEAR NECESSARY TO COMBAT PERSISTENT DOWNWARD TRENDS IN THE ALASKAN ECONOMY.

- 1 -

IMMEDIATE ECONOMIC and SOCIAL PROBLEMS : a SURVEY

At 5:30 p.m. on March 27, 1964, over 52,000 square miles of southcentral Alaska were severely shaken by one of the most violent earthquakes ever recorded (the intensity was recorded between 8.4 and 8.7 on the Rochter scale). Only the low population density and the time of day when schools and other public business buildings were uncrowded kept the death toll to a relatively modest 115 persons. Geological surveys indicate that east of a line extending northeastward from the southeast coast of Kodiak Island through Prince William Sound, the land mass was thrust upward as much as 33 feet and west of this line sank as much as eight feet. The quake triggered numerous earth slides and generated waterwaves or tsunamis of devastating force all along the coast of southern Alaska.

ALASKA

1) Impact of the Good Friday earthquake on the Alaska Economy : an area containing 60% of Alaska's population and producing over 55% of the State's economic income.

The disaster area contains 60 percent of Alaska's population and produces over 55 percent of the State's economic income. Early estimates of property damage have finally been reduced to about \$ 311 million (see Table 1) which, given Alaska's present under-developed status and the narrowness of its economy, could have serious adverse effects upon the basic economy in terms of its ability to sustain a regular flow of income and employment for its citizens. From statistical material at hand, rough appraisals can be made of the immediate effects of the disaster and speculation as to its impact upon the long-range dynamic process of economic development.

TABLE 1
PROPERTY DAMAGE
ESTIMATED BY THE
ALASKA EARTHQUAKE
COMMISSION
AS OF MARCH 27, 1964

IMMEDIATE ECONOMIC AND SOCIAL PROBLEMS - A SURVEY

At 8:30 p.m. on March 27, 1964, over 25,000 square miles of southeastern Alaska were severely shaken by one of the most violent earthquakes ever recorded (the intensity was recorded between 8.4 and 8.7 on the Richter scale). Only the low population density and the time of day when schools and other public business buildings were unoccupied kept the death toll to a relatively modest 112 persons. Geological surveys indicate that east of a line extending northeastward from the southeast coast of Kodiak Island through Perryville Sound, the land mass was tilted upward as much as 11 feet and west of this line sank as much as eight feet. The quake triggered numerous earth slides and generated waterways or tunnels of devastating force all along the coast of southern Alaska.

Table 1 - SUMMARY OF DAMAGE ESTIMATES (AS OF AUGUST 12, 1964), EXCLUSIVE OF PERSONAL PROPERTY AND INCOME LOSS

can be made of the impact upon the structure of the present economy and the initial reordering of its principal elements. In the total Alaskan economy, the activities in government and commodity-producing industries comprise its basic or dynamic elements. In 1963, more than half the employment of and personal income received by Alaska has been from wages and salary employment directly in civilian and military government agencies. This does not include all the employment in so-called "private industries" which exist solely or primarily in government property. Employment in contract construction, related to defense and other government programs, has recently related to 1961 to four percent in percent of total employment; in calendar year 1961 to four percent in 1963. The balance of the basic economy is composed of other commodity-producing industries, including the basic industries of natural resources and manufacturing. In 1963 about 8.2 percent of total employment in "commodity-producing industries" other than construction.

Public Property :

The remaining industries, transportation, communications, trade, services, real estate, finance, insurance), which are generally labeled "distributive industries", are dependent upon the basic industries of government and commodity production. In Alaska in 1963, about 30 percent of total employment in these distributive industries.

Federal :

Military \$ 35,610,000

Non-Military 35,641,000

Non-Federal :

State and Local 107,373,000

Highways 55,568,000

\$ 234,192,000

Private Property :

Real 77,000,000

Personal (no data)

77,000,000

Total Damage \$ 311,092,000

Source : Federal Reconstruction and Development Planning Commission for Alaska, Response to Disaster, September 1964, p. 11.

1) Immediate Impact Upon Structure of the Economy:
An increase in government employment and income.

From available monthly employment data, rough appraisals can be made of the impact upon the structure of the present economy and the initial reordering of its principal elements. In the total Alaskan economy, the activities in government and commodity-producing industries comprise its basic or dynamic elements. Since the 1940's, more than half the employment of and personal income received by Alaskans has been from wage and salary employment directly in civilian and military government agencies. This does not include all the employment in so-called "private industries" which exist solely or primarily to serve government programs. Employment in contract construction, related to defense and other government programs, has recently declined in relative importance from 11.5 percent of total employment in calendar year 1951 to four percent in 1962. The balance of the basic economy is composed of other "commodity-producing industries" including the harvesting and extraction of natural resources and manufacturing. In 1962, about 8.5 percent of total employment came from "commodity-producing industries" other than construction.

The remaining industries (transportation, communications, public utilities, trade, services, real estate, finance, insurance), which are generally labeled "distributive industries", are dependent upon the basic industries of government and commodity production. In Alaska in 1962, about 30 percent of total employment came from these distributive industries.

The quake and its aftermath have had the immediate effect of increasing government employment and income. Government employment in the Anchorage labor market area in April 1964 was reported at 12,540, an increase of 14 percent over March 1964 and five percent over April 1963. For the state as a whole, government employment has been running between six and seven percent above 1963 monthly levels since March 1964. The destruction of physical property has caused an increase in all "commodity-producing" employment during the reconstruction period. For the state as a whole, this employment jumped in April 1964 to 11.2 percent above April 1963 and has since continued at about five percent above last year's levels. In the Anchorage labor market area, "commodity production" employment in March 1964 was 5.5 percent above March 1963, and jumped to 16.3 percent above 1963 levels in April and 9.2 percent above in May. The most spectacular increases were in construction employment, which in April 1964 increased 52 percent over March 1964 and 69 percent over April 1963.

The major natural resource effects of the quake and its after-

maths are likely to focus upon fisheries in southcentral Alaska, which have accounted for 30 to 40 percent of total value of state fisheries production in recent years. Only time will permit an assessment of the effects of destruction or modification of salmon spawning areas and the blockage of salmon streams. The destruction of vessels, gear, harbor facilities and processing plants was extensive but sufficient means survived to harvest the large 1964 salmon runs. Forest products and petroleum industries were apparently unaffected by the quake and its aftermaths.

The southcentral region, and particularly the immediate Anchorage area, contained an unusually high proportion of the total state employment and income in "distribution industries" due to the location of the major military installations and the concentration of transportation and communication facilities. There have been declines in employment in these industries, but the effect upon the economy has not been serious.

Due to the previous defense requirements of maintaining alternative ports and other transportation facilities beyond that necessary to meet normal economic requirements, temporary means of overcoming disruption of transportation were provided within days of the disaster. The Port of Anchorage, for example, was the only major southcentral port facility substantially operational after the disaster. During the first three months of 1964, no freight came through the Port of Anchorage because alternative ice-free ports were available. During the month of April, 28,224 short tons of freight came through the port, a 387 percent increase over the freight handled in April 1963. The May 1964 tonnage of 82,222 short tons exceeded the May 1963 figure by 221 percent. Temporary facilities for unloading and handling petroleum products have been constructed, which will substantially increase the future freight moving through the port. Until such time as the alternative ports are reconstructed and in operation, the Port of Anchorage should continue to serve the southcentral and interior Alaska economy reasonably well by itself.

This same sort of redistribution of available business among survivors can be found in trade, services, etc., in general. Except for the City of Valdez, the damage of the business sections of the major towns was not total. Recent rates of business failures indicated that there may have been some oversupply of firms in trade, services, etc., and the added effects of random destruction of business property in March might be considered as another form of business failure due to act of God rather than act of business competitors or poor business judgement.

For the total state, the monthly total civilian employment in "distributive industries" since March 1964 has been running about

one percent below the levels in the corresponding months in 1963. In the Anchorage labor market area, "distributive industries" employment has been running at about the same levels as 1963 through March and have since been running about four percent lower. Beyond the initial period in which businesses in this category were disrupted by property loss, the continuation of the lower levels has been attributed to apprehension which caused cancellation of trips planned by tourists in 1964.

The present economy is based primarily upon the continuing import of funds from outside Alaska via the federal government. Manufacturing and production from natural resources are still relatively minor elements in the basic economy. Since the mid-1950's, the total Alaskan economy had been experiencing a long-term, downward trend because of withdrawal of military personnel and decline in federally financed construction activities. The emergency and reconstruction work since March 27, given the nature of the present economy, would appear on a total overall basis to have been beneficial (refer to Table 2). Actual and anticipated federal assistance will pump between \$325 million and \$414 million into the Alaskan economy. The initial result has been that the unemployment rate since March 1964 in the Anchorage labor market area and the state, have declined significantly as compared with those in corresponding months in 1963.

2) Long-range Impact Upon the Process of Economic Development : Broad popular awareness of natural hazards.

Reviewed in the longer context of a decade, Alaska suffered a severe business recession in 1958 and since the granting of statehood, has been in the process of recovery. (Refer to discussion in In-ter-Nord, Mars 1964-No. 6, pp. 251-257). The question is still open as to whether or not this constitutes merely a recovery of ground lost immediately prior to statehood, or whether it is truly the start of a take-off of greater future growth. Whatever the answer might be, there is a well-recognized need by all Alaskans that the defense-construction economy must be supplemented by and increasingly replaced by an expanding natural resources economy. Statehood itself was thought of as one means of fostering this desired transition and the major programs and policies of our new state government since have been oriented to its accomplishment.

To gain some insights into what the impacts of the Good Friday disaster might have been upon Alaska as an economy in transition, we must turn to the human element which provides the dynamism of economic development and change, Alaskans as individuals and as they organize themselves politically and socially. At this point, only speculations can be made, which will have to await the passage of time to afford means of confirmation or rejection.

Table 2 - ESTIMATED ACTUAL AND ANTICIPATED FEDERAL ASSISTANCE TO ALASKA RESULTING FROM MARCH 27, 1964 EARTHQUAKE

	<u>Total Federal Costs</u> (millions of \$)	
<u>1. Federal Aid to State and Local governments :</u>		
Disaster relief	\$ 60.0	- \$ 70.0
Transitional grants	17.0	- 23.5
Highways	43.0	- 63.0
Urban Renewal grants	25.0	- 40.0
Purchase of Alaska bonds	10.0	- 25.0
Planning advances	0.3	- 0.4
Sub-Total	<u>\$ 155.3 - \$ 221.9</u>	
<u>2. Federal and to Private Individuals and Groups :</u>		
Loans	60.0	- 70.0
Forgiveness and adjustments on outstanding loans	7.0	- 10.0
Tax refunds and offsets	20.0	- 30.0
Sub-Total	<u>\$ 87.0 - \$ 110.0</u>	
<u>3. Restoration of Federal Facilities and Operations :</u>		
Defense	\$ 35.6	
Alaska Railroad	27.0	
All other	19.6	
Sub-Total	<u>\$ 89.2</u>	
Grand Total	<u>\$ 325.0 - \$ 414.0</u>	

Source : Op. Cit. , pp. 20-21

The most direct impact upon the individual of possible future economic significance is the resulting broad popular awareness of the natural hazards represented by earthquakes. It was long common knowledge that all of Alaska is "earthquake country", but generally this fact has been relegated to the level of the commonplace, another one of those "interesting things" about Alaska. The full potential of this hazard has long been appreciated by technicians, but has not been recognized by the layman. The Good Friday disaster has brought all Alaskans abreast of the technicians in appreciation of the natural hazards represented by earthquakes. There is need to give some thought to determining how significant this knowledge will be upon plans to invest and live in Alaska and to plan means of mitigating future hazards from this source.

Non-native Alaskans are a highly mobile population, as can be determined from data in the decennial census reports, the monthly migration data collected by the State Department of Economic Development and Planning, the annual population estimates of the U. S. Bureau of the Census or direct observation. The destruction of physical property may have further increased this mobility to the detriment of the development of the Alaska economy. Specific property losses are real and of most critical importance to individual Alaskans who had a personal equity in the physical assets destroyed. Alaskan residents are tied to Alaska by a combination of their past invested equity and their future hopes. With the destruction of their equity, many will be left with only future hopes as their remaining toe-hold. To those who have already devoted the better part of their economically productive lives to the establishment of this past investment, hope will not be enough. It is within this private sector of the economy that immediate and unusual programs are needed to give these Alaskans something salvaged from their pasts to enable them to continue. This is clearly recognized and a number of special programs have been launched or are under consideration. Some attempt needs to be made to determine the probable effects upon permanence of Alaskan population of this sudden release of the individual from the ties of fixed equity in the state.

3) A critical budget, End of "weaning period" of federal transitional grants, Emergency and special reconstruction programs.

The 1964 Legislature was in the final phases of arriving at agreement upon the most critical budget since statehood when the quake and its aftermaths struck. The "weaning period" of federal transitional grants was ended and all functions previously performed by federal agencies had been fully assumed by the new state. Availability of funds had kept pace with expenditures in previous fiscal

years, but principally because of unusual income received from petroleum and natural gas developments and the heavy use of bond financing. The "windfall" income from petroleum had suddenly dropped and the state was beginning to experience some tightening in the Alaska bond markets. The Governor's new budget presented a general tightening of belts on existing state programs and services, and he had asked authority to borrow on anticipated revenues during the coming fiscal year to assure uninterrupted services.

To this somewhat precarious fiscal position, the provision of emergency and special reconstruction programs added further financial burdens. Federal assistance will ease some, but certainly not all of the added burden. At the same time, costs will be expanding, there will be a drop in revenues collected by the state due to loss of income and the need for special tax relief. To meet this financial crisis, some raising of state taxes is inevitable. This had been minimized prior to the disaster. Fiscal solvency will also require some degree of reorientation of programs and projects from longer-run development goals to immediate reconstruction. Together, increased taxes and decreased development programs will lessen the state's effectiveness in fostering further economic development, an area in which performance to date has been disappointing.

Finally, the Legislature has authorized the issuance of \$ 50 million in general obligation bonds to finance reconstruction needs. This increased the authorized bonded indebtedness of the state and its political subdivisions from \$ 161.5 million to \$ 210.5 million. If all bonds authorized are issued, this is a high level of debt when related to Alaska's population and total personal income. This increase would only serve the purposes of recovery, or not falling back, not further development.

The financial position of the state and the need for longrange natural resource development have been recognized in federal legislation resulting from the disaster. The amendment to the Alaska Omnibus Act, signed by President Johnson on May 27, 1964, provided for a continuation of the transitional grants to Alaska until June 30, 1966 and authorized \$ 22.5 million for such grants. It also extended programs of interim services and facilities by federal agencies. On April 2, 1964 the Federal Reconstruction and Development Planning Commission for Alaska was established with Senator Clinton Anderson as chairman and membership representing the President's cabinet. The Commission is charged with the important responsibilities of: (a) developing coordinated plans and recommending action for all federal programs involving reconstruction and economic and resources development in Alaska; (b) preparing recommendations to the President and the Governor of Alaska on long and short-

range programs and projects to be carried out by federal and state agencies.

- II -

1962 SURVEY OF MANUFACTURING IN ALASKA

In February 1964, the results of the U.S. Bureau of the Census 1962 survey of manufacture in the Pacific Coast states contained summary data on such activities in Alaska. Together with the data in earlier "census of manufacturing" reports, they present an outline of trends in these industries.

Alaska's economy is unique in that it leaped from a primitive fur and mining frontier stage into specialized manufacturing without any significant phase of agricultural development and settlement. The reason lies primarily in the early and rapid development of salmon canning and the later broadening of this industry to include freezing and processing of other species. Bureau of the Census surveys indicate that manufacturing, in terms of number of employees and production workers, reached an all-time peak in 1919 when 7,316 persons were employed as compared with only 4,092 in 1954 (Table 3). This decline in total manufacturing employment follows the fortunes of the salmon canning industry. The addition of one petroleum refinery and two pulp mills, as well as miscellaneous establishments associated with expanding local markets (bakeries, print shops, etc.) has started to offset the decline after 1954. Due to the large changes in the price level over the past several decades, statistics on payrolls and value of production are of limited use in making direct comparisons over time.

One of the best measures for comparing the relative economic importance of manufacturing among industries and geographic areas is "value added by manufacture". This is computed in the Bureau of the Census studies by subtracting from the total value of shipments from manufacturing establishments all costs of raw materials, semi-manufactured parts, supplies, fuels, electrical energy and contract work. In some cases, this is further adjusted to reflect the net change in finished goods and work-in-process inventory between the first and last of the year and the value of merchandising. Measures of the 1958 and 1962 performance of manufacturing establishments in Alaska in comparison with the rest of the Pacific region states (Washington, Oregon, California, Hawaii) are given in Table 4. The generally favorable performance in Alaska probably is accounted for by the highly efficient and automated pulp industry which dominates forest products manufacturing, and the importance of the salmon canning industry with its use of relatively unskilled and low-paid labor.

Table 3 - GENERAL STATISTICS ON MANUFACTURING IN ALASKA
1899 - 1962

Year	No. of Establishments	Proprietors and firm members	All employees <u>1/</u>	Payroll (\$ 1,000)	Production workers <u>1/</u>	Value added in Mfg (\$ 1,000)
1899	48	<u>2/</u>	<u>2/</u>	1,492	2,260	2,432
1904	82	31	2,164	1,417	1,938	4,503
1909	152	135	3,479	2,328	3,099	6,220
1919	147	55	7,316	10,896	6,575	22,013
1939	230	151	5,467	8,032	4,816	17,899
1954	219	223	4,092	20,365	3,531	40,235
1958	245	<u>2/</u>	4,807	26,159	<u>2/</u>	64,595
1961	<u>2/</u>	<u>2/</u>	5,282	32,659	4,295	89,244
1962	<u>2/</u>	<u>2/</u>	5,417	34,917	4,416	91,508

1/ 1958 through 1962 : employment data for payroll periods ending the 15th of March, May, August, November averaged, Seafoods - 12 months average.

Earlier years : production workers = 12 month average; all employees = October.

2/ Not available

Source : Bureau of the Census, Alaska, 1954 Census of Manufacturing, Bul. MC 150, 1958 Census of Manufacturing, Bul. MC (P)-S50, 1962 Annual Survey of Manufacturers, Part 9 - Pacific, Bul. M62 (AS)-4.9.

Table 4 - COMPARATIVE PERFORMANCE OF MANUFACTURING FIRMS IN ALASKA AND THE PACIFIC STATES, 1958 AND 1962

	1958		1962	
	<u>Alaska</u>	<u>Pacific States</u>	<u>Alaska</u>	<u>Pacific States</u>
	(per employee)			
Value added in manufacturing	\$ 13,320	\$ 9,962	\$ 16,893	\$ 11,610
Average payroll	5,374	5,548	6,459	6,520
New capital expenditure	443	657	1,187	698

Source : Computed from U.S. Bureau of the Census, 1958 Census of Manufacturing, Alaska MC (P)-S50; Statistical Abstract of the United States, 1961, Table 1089; 1962 Annual Survey of Manufacturers, Part 9 - Pacific, M62 (AS)-4.9, pp. 4-5, 20-21.

MAJOR SOCIAL AND ECONOMIC CHARACTERISTICS OF ALASKA'S REGIONS

Alaska is too large and varied to be treated as though it were a single homogenous entity and for various purposes has been divided into smaller and more meaningful regional units. Recently there have been attempts to find some general agreement on a basic division of the state which would be useful for administrative and research purposes. The following five unit division was proposed by the State Division of Planning in 1962 and is finding general acceptance :

(1) Southeast Region (land area 37, 566 square miles), set off from the rest of the state by the Malaspina Glacier and the St. Elias Range, comprises the many islands of the Alexander Archipelago and a strip of mainland extending along the northwest corner of British Columbia.

(2) Southcentral Region (land area approximately 80, 000 square miles) comprises the southcentral coastal area of Alaska south and east of the arc of the Alaska Range. It includes the Susitna River basin, Cook Inlet and its tributaries, the Copper River basin and Kodiak Island and other islands in the Gulf of Alaska.

(3) Southwest Region (land area approximately 150, 000 square miles) includes the Alaska Peninsula, Aleutian Islands, Bering Sea islands south of latitude 62 degrees north, the Bristol Bay drainage, Kuskokwim River basin and the lower Yukon River basin (south of 64 degrees north).

(4) Interior Region (land area approximately 180, 000 square miles) includes the remainder of the Yukon River basin, the Tanana and Koyukuk River basins and the eastern part of the Arctic Slope within the Fairbanks election district.

(5) Northwest Region (land area approximately 125, 000 square miles) is the remainder of the state, its extreme northwestern corner.

These five regions are not only different in terms of physical geographic characteristics and natural resource endowment, but exhibit clearly different economic and social characteristics and trends. Looking at only a few of the population characteristics reported in the last official United States census for Alaska (1960) the

general nature of these differences is apparent (refer to Table 5). In the southwest and northwest regions, the native population, or persons of aboriginal ancestry, are in the majority and in the other three regions they are minority groups. These two regions also exhibit the lowest per capita incomes (including estimated value of subsistence hunting and fishing) and the highest ratio of non-workers to workers. The southcentral and interior regions have had the greatest absolute and relative population growth in recent years, the highest proportion of military and government workers to total population, the highest per capita incomes and the lowest non-worker to worker ratios. The southeast region has the lowest proportion of military in its population and government employment in its total employed labor force.

A start has been made to estimating or measuring the different trends within the state in terms of income and employment (see Tables 6 and 7).

(1) Southeast Region (land area 27,000 square miles) comprises the many islands of the Alexander Archipelago and a strip of mainland extending along the northwest coast of Alaska south and east of the Yukon River. It includes the Kuskokwim Bay drainage, Kuskokwim River basin and the lower Yukon River basin (south of 64 degrees north).

(2) Southcentral Region (land area approximately 50,000 square miles) comprises the southcentral coastal area of Alaska south and east of the Yukon River. It includes the Kuskokwim River basin, Cook Inlet and its tributaries, the Copper River basin and Kollak Island and other islands in the Gulf of Alaska.

(3) Southwest Region (land area approximately 150,000 square miles) includes the Alaska Peninsula, Aleutian Islands, Bering Sea Islands south of latitude 61 degrees north, the Bristol Bay drainage, Kuskokwim River basin and the lower Yukon River basin (south of 64 degrees north).

(4) Interior Region (land area approximately 150,000 square miles) includes the remainder of the Yukon River basin, the Tanana and Koryuk River basins and the eastern part of the Arctic Slope within the Eklavik election district.

(5) Northwest Region (land area approximately 150,000 square miles) is the remainder of the state, its extreme northwestern corner.

These five regions are broadly defined in terms of physical geographic characteristics and natural resource endowment but are not necessarily homogeneous in terms of economic activity and development. The Alaska Department of Commerce, Development and Finance, Alaska: A Statistical Yearbook (June 1965), pp. 1-5, 1-10, 1-11, 1-12, 1-13, 1-14, 1-15, 1-16, 1-17, 1-18, 1-19, 1-20, 1-21, 1-22, 1-23, 1-24, 1-25, 1-26, 1-27, 1-28, 1-29, 1-30, 1-31, 1-32, 1-33, 1-34, 1-35, 1-36, 1-37, 1-38, 1-39, 1-40, 1-41, 1-42, 1-43, 1-44, 1-45, 1-46, 1-47, 1-48, 1-49, 1-50, 1-51, 1-52, 1-53, 1-54, 1-55, 1-56, 1-57, 1-58, 1-59, 1-60, 1-61, 1-62, 1-63, 1-64, 1-65, 1-66, 1-67, 1-68, 1-69, 1-70, 1-71, 1-72, 1-73, 1-74, 1-75, 1-76, 1-77, 1-78, 1-79, 1-80, 1-81, 1-82, 1-83, 1-84, 1-85, 1-86, 1-87, 1-88, 1-89, 1-90, 1-91, 1-92, 1-93, 1-94, 1-95, 1-96, 1-97, 1-98, 1-99, 1-100.

ELECTION DISTRICTS
WITHIN EACH REGION

SOUTHEASTS

1 through 6

SOUTHCENTRAL

7 through 13

SOUTHWEST

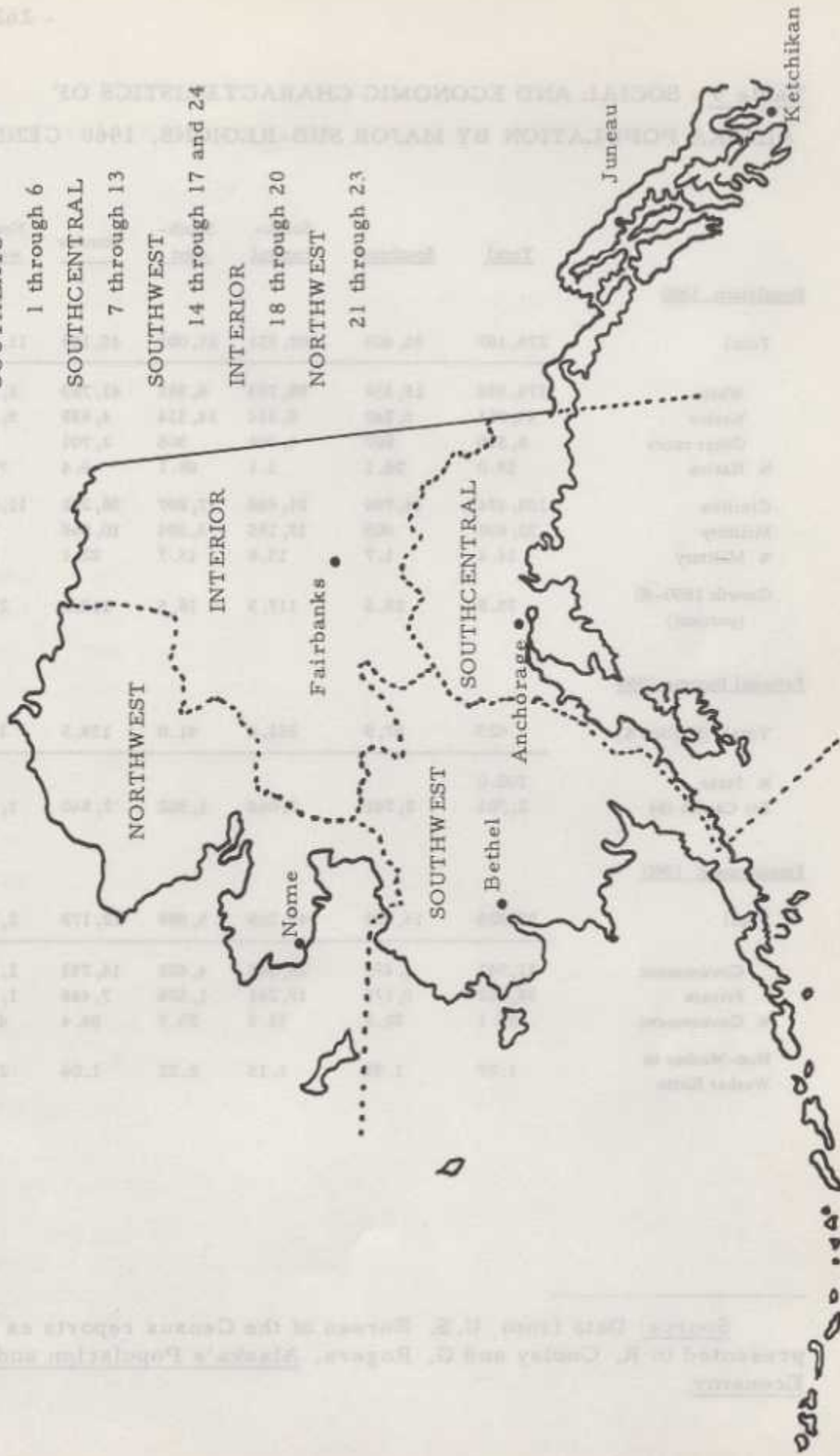
14 through 17 and 24

INTERIOR

18 through 20

NORTHWEST

21 through 23



MAJOR ALASKA REGIONS

**Table 5 - SOCIAL AND ECONOMIC CHARACTERISTICS OF
ALASKA POPULATION BY MAJOR SUB-REGIONS, 1960 CENSUS**

	<u>Total</u>	<u>Southeast</u>	<u>South- central</u>	<u>South- west</u>	<u>Interior</u>	<u>North- west</u>
<u>Population 1960</u>						
Total	226,167	35,403	108,851	21,001	49,128	11,784
White	174,546	25,354	98,733	6,381	41,789	2,289
Native	43,081	9,242	5,514	14,314	4,638	9,373
Other races	8,540	807	4,604	306	2,701	122
% Native	19.0	26.1	5.1	68.1	9.4	79.5
Civilian	193,474	34,794	91,666	17,697	38,282	11,036
Military	32,692	609	17,185	3,304	10,846	748
% Military	14.4	1.7	15.8	15.7	22.1	6.3
Growth 1950-60 (percent)	75.8	25.5	117.3	18.5	113.5	22.4
<u>Personal Income 1960</u>						
Total (Million \$)	629	97.9	331.6	41.0	139.5	18.9
% State	100.0					
Per Capita (\$)	2,781	2,761	3,046	1,952	2,840	1,604
<u>Employment 1960</u>						
Total	90,923	13,678	46,209	5,998	22,179	2,859
Government	51,941	4,499	26,948	4,422	14,733	1,339
Private	38,982	9,179	19,261	1,576	7,446	1,520
% Government	57.1	32.9	58.3	73.7	66.4	46.8
Non-Worker to Worker Ratio	1.27	1.38	1.15	2.22	1.06	2.35

Source: Data from U.S. Bureau of the Census reports as presented in R. Cooley and G. Rogers, Alaska's Population and Economy.

Table 6 - TOTAL PERSONAL INCOME AND TRENDS
ALASKA AND MAJOR SUB-REGIONS, 1954-1962

Calendar Year	Total Alaska	Southeast	South-central	Southwest	Interior	Northwest
	(Millions of \$)					
1954	493.0	71.0	269.4	26.0	115.4	12.0
1955	500.0	69.3	274.6	25.9	117.7	12.2
1956	548.0	75.1	304.7	30.7	124.1	13.0
1957	537.0	75.0	289.5	30.3	126.4	16.1
1958	526.0	80.2	286.1	30.6	114.5	15.3
1959	555.0	92.7	298.0	32.2	115.7	15.9
1960	631.0	98.0	333.0	41.0	140.0	19.0
1961	628.0 ^{1/}	97.5	336.4	40.0	135.0	19.0
1962	661.0 ^{1/}	98.0	360.0	41.0	142.0	20.0
	1954 = 100.0					
1954	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1955	101.4	97.6	101.9	99.6	102.0	100.0
1956	111.2	105.8	113.1	118.1	107.5	108.3
1957	108.9	105.6	107.5	116.5	109.5	134.2
1958	106.7	113.0	106.2	123.8	99.2	127.5
1959	112.6	130.6	110.6	123.8	100.3	132.5
1960	128.0	138.0	123.6	157.7	121.3	158.3
1961	127.4	137.3	124.9	153.8	117.0	158.3
1962	134.1	138.0	133.6	157.7	123.1	166.7

^{1/} Revised August 1964

Source: 1954 through 1960: R. A. Cooley and G. W. Rogers, Alaska's Population and Economy - Regional Growth, Development and Future Outlook, Volume II Statistical Handbook, pp. 174-187. 1961 and 1962: Computed from records of State of Alaska, Employment Security Division and other sources. U. S. Department of Commerce, Survey of Current Business, August 1964.

Table 7 - ESTIMATED TOTAL EMPLOYMENT
ALASKA AND MAJOR SUB-REGIONS - 1954, 1958, 1962

Calendar Year	Government				Private		
	Total	Military	Federal	State & Local	Construc- tion	Other Commodity Producing	Distri- butive
(thousands of persons, 12 month average)							
Southeast							
1954	13.1	0.5	2.3	0.9	1.1	2.5	5.8
1958	13.5	0.6	2.4	1.3	1.0	2.8	5.4
1962	14.2	0.6	1.8	2.5	0.4	3.5	5.4
Southcentral							
1954	60.4	30.0	9.8	1.6	4.6	2.5	11.9
1958	51.7	18.4	10.5	2.4	3.0	2.4	15.0
1962	53.6	17.2	9.3	4.2	2.3	2.9	17.7
Southwest							
1954	5.7	3.0	0.8	0.1	*	1.0	0.8
1958	6.4	3.5	0.8	0.2	*	1.0	0.9
1962	7.2	3.5	1.1	0.3	0.2	1.0	1.1
Interior							
1954	25.0	15.0*	2.7	0.7	1.6	1.2	3.8
1958	22.0	12.0	2.9	1.0	0.9	1.1	4.1
1962	24.0	11.0	3.0	2.1	0.9	1.0	5.8
Northwest							
1954	2.0	0.5	0.2	0.1	*	0.6	0.6
1958	2.2	0.5	0.2	0.1	0.2	0.4	0.8
1962	2.6	0.7	0.5	0.2	*	0.2	1.0

* Less than 50 persons.

- 1/ Agriculture, fishing, hunting, forestry, mining, manufacturing.
2/ Transportation, communications, public utilities, trade, finance, insurance, real estate, services.

SIBERIE

Sibérie (situation générale)	pp.	265 - 273
La Sibérie Occidentale	pp.	273 - 277
R. S. S. A. du Yakoutie et Extrême-Orient	pp.	277 - 285
Annexe	pp.	286
Organigramme	pp.	287
La Route Maritime du Nord	pp.	288 - 296

SITUATION GÉNÉRALE

1. - NATURE ET ÉTENDUE DE L'ÉTENDUE

Il est évident à priori qu'il est difficile de se représenter la Sibérie sans avoir préalablement le tableau des divers aspects de la Sibérie, qui sont

**Table 7. ESTIMATED TOTAL EMPLOYMENT
ALASKA AND MAJOR SUB-REGIONS - 1954, 1959, 1964**

Total	Continental			Alaska		
	1954	1959	1964	1954	1959	1964
1954	14.1	14.1	14.1	1.1	2.3	2.3
1959	17.2	17.2	17.2	1.1	2.3	2.3
1964	14.2	14.2	14.2	1.1	2.3	2.3
3183812						
1954	11.4	11.4	11.4	1.1	2.3	2.3
1959	11.7	11.7	11.7	1.1	2.3	2.3
1964	11.2	11.2	11.2	1.1	2.3	2.3
1954	1.5	1.5	1.5	1.1	2.3	2.3
1959	1.7	1.7	1.7	1.1	2.3	2.3
1964	1.8	1.8	1.8	1.1	2.3	2.3
1954	1.1	1.1	1.1	1.1	2.3	2.3
1959	1.2	1.2	1.2	1.1	2.3	2.3
1964	1.3	1.3	1.3	1.1	2.3	2.3
1954	1.4	1.4	1.4	1.1	2.3	2.3
1959	1.5	1.5	1.5	1.1	2.3	2.3
1964	1.6	1.6	1.6	1.1	2.3	2.3
1954	1.7	1.7	1.7	1.1	2.3	2.3
1959	1.8	1.8	1.8	1.1	2.3	2.3
1964	1.9	1.9	1.9	1.1	2.3	2.3
1954	2.0	2.0	2.0	1.1	2.3	2.3
1959	2.1	2.1	2.1	1.1	2.3	2.3
1964	2.2	2.2	2.2	1.1	2.3	2.3

* Less than 50 persons.
 1/ Agriculture, fishing, hunting, forestry, mining, manufacturing.
 2/ Transportation, communication, public utilities, trade, finance, insurance, real estate, services.

SIBERIE

LA DECOUVERTE D'IMPORTANTES GISEMENTS PETROLIERS, PUIS DE GRANDS DEPOTS DE MINERAI DE FER DANS LA VASTE PLAINE OCCIDENTALE ET LA MISE EN PLACE PROGRESSIVE D'UN PUISSANT DISPOSITIF DE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEMBLE YAKOUTO-TCHOUKTCHE ANNONCENT UNE MODIFICATION FONDAMENTALE DES STRUCTURES DE L'ECONOMIE SIBERIENNE, - APPELEE TOT OU TARD, A EXERCER UNE INFLUENCE CROISSANTE SUR L'EVOLUTION DE L'ECONOMIE INTERNATIONALE.

Le plus vaste territoire du monde, mais aussi un des moins peuplés, - et, néanmoins, limitrophe avec la Chine, l'Inde et le Japon, des trois plus grands rassemblements humains du globe : 13 millions de kilomètres carrés, - soit le tiers de l'Asie, le triple de la Russie d'Europe ou les trois quarts des Etats-Unis et du Canada réunis -, pour une densité souvent inférieure à 0,01 habitant, au plein pourtour d'un immense continuum démographique avoisinant le milliard et demi et approchant, ainsi, la moitié de la population terrestre. Ce double gigantisme, en une même région du globe, et, davantage encore, le fait que les peuplements les plus forts n'y coïncident pas avec la surface la plus vaste, confèrent au problème sibérien une importance qui ne peut plus être appelée qu'à croître.

SITUATION GENERALE

1) - NANSEN : " Le pays de l'avenir "

Non seulement à croître, - mais croître à un rythme qui ne cessera pas d'accélérer le recensement des ressources de la Sibérie, qui pour

rapide qu'il soit, ne l'est guère plus, désormais, que celui du progrès technologique dans l'ensemble de l'Asie, joint, lui-même, à l'expansion démographique que l'on sait. Le grand NANSEN appelait la Sibérie " le pays de l'avenir". L'explorateur norvégien est mort trop tôt pour mesurer à quel point sa prédiction pouvait être fondée. Si la Sibérie, par sa superficie, excède le dixième des terres émergées, il n'est plus prématuré de considérer que la mise en valeur de ses potentiels est susceptible de lui assurer, sur l'économie mondiale de demain, une influence et une part, qui ne relèveront sans doute pas d'une proportion très inférieure. Le fait essentiel qui marque, en effet, les dernières années est que l'exploration économique de la Sibérie, loin de décevoir les espoirs anciens mis en elle, ne cesse d'en faire apparaître la timidité : si les bilans additionnés de la production européenne et asiatique s'inscrivent, en gros, pour un peu plus de la moitié de la production mondiale, la pleine mise en valeur des ressources sibériennes accroîtrait, au minimum, d'un quart, voire d'un tiers, le poids propre des apports de l'Europe et de l'Asie à l'économie générale du globe. On laissera deviner, liées à ce bouleversement des données géo-économiques traditionnelles, quelles conséquences géo-politiques comporterait une telle perspective. La moindre n'est pas que le facteur sibérien, beaucoup plus que de diviser, ne tende, fondamentalement, à unir, - et, au vrai, à conférer progressivement un caractère à la fois global et solidaire à l'ensemble des sociétés, des territoires et des économies qui, de l'Atlantique au Pacifique, ressortissent pour le géographe, à un bloc continu.

2) - Vers une technologie spécifique des zones froides;
le Centre de recherche de Novosibirsk.

Une des données récentes qui commande aujourd'hui la prospective sibérienne c'est, en effet, que des moyens énergétiques et technologiques nouveaux peuvent tendre, désormais, à résorber l'écart considérable qui sépare, en général, la détection des ressources de leur mise en valeur proprement dite. Cet écart présentait, et présente toujours, pour la plus grande partie de la Sibérie, - et, plus généralement, pour toutes les zones froides du globe-, une signification fondamentale si l'on rappelle que plus des deux tiers du territoire sibérien sont gelés en permanence, et que l'isotherme de -20° en couvre, durant janvier, les 4/5, celui de -30° en couvrant la moitié. En fait, les spécialistes soviétiques admettent que dans une très grande mesure l'équipement jusqu'à présent mis en oeuvre procède d'une méconnaissance à peu près totale des problèmes à résoudre : " On ne tient pas compte - écrit S. V. SLAVIN, dans Problemy Severa, n°5 (1963) - des conditions

propres des territoires que l'on met en valeur et l'on fait venir des machines créées pour les régions tempérées du centre." Ce point de vue peut être élargi, - et jusqu'à faire également apparaître que le souci de simple adaptation au froid d'un matériel standard constitue, à son tour, un objectif insuffisant, si ce n'est pas une autre erreur. Pour minutieux que soient les procédés de renforcement, de protection ou d'isolement, le fait qu'ils portent sur des éléments de base, qui, eux, restent vulnérables, fixe, au départ, des limites d'utilisation qui s'avèrent vite sans rapport avec les tâches à assumer. Et l'on ajoutera que la mise au point de métaux, de lubrifiants ou de carburants différents des nôtres, de matériaux de construction et d'action nouveaux n'assigne pas, elle-même, son terme à la recherche. En réalité - et telle est bien la visée implicite du gigantesque "combinat" de recherche scientifique implanté récemment par l'U. R. S. S. près de Novosibirsk - l'on peut presque considérer qu'il s'agit de fonder la physique, la chimie et la biologie originales à partir desquelles pourra être véritablement élaborée une technologie spécifique correspondant à une écologie spécifique. Et il n'est sans doute pas excessif de soutenir que le problème général de la mise en valeur des régions froides ne se posera pas en termes concrets et accessibles qu'à partir du moment où les conditions essentielles commandant la solution de ce préalable capital, auront été rassemblées. Ces conditions, manifestement - tant en ce qui concerne la recherche fondamentale que l'intervention effective sur le terrain - peuvent être, en gros, tenues pour satisfaites dès lors que l'on dispose d'une source d'énergie indéfinie, autonome, et telle qu'elle rende possible l'action sur l'écologie sans en être, pour autant, tributaire. Or, dans la plus grande mesure, ces spécifications sont celles, précisément, que l'on peut être, dès maintenant, en mesure d'attendre de l'énergie nucléaire, - et il se pourrait, par là même que la concomitance de son développement à celui des zones froides du globe constitue un des traits véritablement majeurs des prochaines décades.

3) - Le "combinat" scientifique de Novosibirsk.

Vingt mille savants, chercheurs, laborantins, techniciens, rassemblés en une même ville de 980 immeubles, pour 18 kilomètres carrés, 53.000 pièces de travail et d'habitation, 21 instituts, une bibliothèque centrale de 3.000.000 d'ouvrages : ces quelques chiffres donnent une idée des dimensions " Sibériennes " du centre de recherche implanté à 35kms de Novosibirsk, - qui constitue, sans doute, la plus puissante et la plus complète des unités de recherche intégrée sur l'écologie des zones froides existant

actuellement au monde. Des différents instituts constitutifs se détachent, tout particulièrement, celui de l'Energie nucléaire, celui d'Automatisation, celui d'Hydrologie, celui de Chimie organique, celui des Mines, celui de Vulcanologie. En 1962, le Professeur LAURENTIEV, Directeur du Centre, indiquait que l'objectif immédiat était de contribuer à permettre qu'à partir de 1965, " l'économie Sibérienne figure pour 40% dans le produit national brut de l'U.R.S.S. "

4) - Sur le peuplement actuel du Nord Sibérien

De telles indications, évidemment, frappent si on les rapporte aux informations dont l'on dispose, par le recensement de 1959, sur le total actuel - très faible - de la population du Nord Sibérien. Les deux tableaux ci-après, récapitulent les chiffres proposés et font apparaître un total de 6.212.600 unités, pour un effectif proprement autochtone de 956.700, et une superficie ressortissant, très approximativement, à 9.500.000 km².

TABLEAU I

Zone Administrative	Population au 15 Janvier 1959	Densité au Km ²
Oblast de Mourmansk	567.700	3,9
R. S. S. A. de Carélie	651.300	3,8
Oblast d'Arkhangelsk	1.230.300	3,0
District National Nenets	36.900	0,2
R. S. S. A. de Komi	815.800	2,0
District National des Nenets du Yamal	62.300	0,1
District National des Khantys-Mansytsk	123.900	0,2
District National de Taymir	33.400	0,04
Ville de Norilsk	108.000	-
District National des Evenks	10.300	0,01
R. S. S. A. de Yakoutie	487.300	0,2
Oblast de Magadan	188.900	0,4
District National des Tchoukches	46.700	0,1
Oblast du Kamtchatka	193.300	1,1
District National des Koriaks	27.500	0,1
Région Administrative de Khabarovsk	979.600	1,2
Oblast de Sakhaline et Kouriles	649.400	7,4
Total	6.212.600	

TABLEAU II

VILLES PRINCIPALES	Population	Population autochtone régionale
Mourmansk	222.000	) Lapons : 1.800
Kirovsk	38.400	
Kandalakchia	36.000	
Kola	8.000	
Petrozavodsk	135.000	) Caréliens : 167.300
Arkhangelsk	256.000	
Severodvinsk	79.000	
Naryn Mar	13.000	) Nentsys : 23.000
Amderma	2.200	
Syktyvkar	64.000	) Komis et Komis Permiaks : 430.900
Vorkouta	55.000	
Salekhard	17.000	
Khanty-Mansiysk	21.000	) Ostyaks : 19.400
Berezovo	6.800	) Vogouls : 6.450
Doudinka	16.400	) Nganasanes et Dolganes : 750
Dikson	2.000	
Toura	2.000	) Evenks : 24.700
Yakoutsk	74.000	) Yakoutes : 236.700
Aldan	12.100	
Viliouisk	4.500	
Zirianka	4.200	
Magadan	62.000	) Evens : 9.100
Anadyr	5.600	) Tchouktches : 11.700
		) Esquimaux : 1.100
Petropavlovsk	86.000	) Kamtchadales : 1.100
		) Aleoutes : 400
Palana	900	) Koryaks : 6.300
Korf	2.100	
Khabarovsk	323.000	) Nanaïs : 8.000
Komsomolsk	177.000	) Ulchis : 2.100
		) Udegets : 1.400
Youjno-Sakhalinsk	86.000	) Gilyaks : 3.700
Alexandrovsk	23.000	
Kourilsk	1.500	
	1.835.700	956.700

Sources Tableaux I et II : POD'YACHIKH, P.G. Naselenie SSSR, Moscou 1961

Kratkaia geograficheskaia entsiklopedia, Moscou 1960-61, Vol. 1-2

Armstrong .T. The population of the north of U. S. S. R. Polar Record n° 71, Mai 1962 (p. 174).

5) - L'évolution de la notion de "rentabilité"
en économie hyperboréale.

C'est à partir de ces approches nouvelles qu'il convient d'aborder l'autre objection majeure, qui freine aujourd'hui, quand elle ne la décourage pas complètement, l'action humaine en milieu boréal ou hyperboréal : à savoir, le caractère exceptionnellement élevé des prix de revient et, par suite, le niveau très bas du taux de rentabilité. Et il est certain qu'il y a là, pour le moment, un point qui est, pratiquement, d'arrêt puisque pour ne parler que de la Sibérie Septentrionale, les experts soviétiques estiment, assez unanimement, que les coûts de production actuels débordent de 3 à 10 fois les coûts moyens de région tempérée (1). L'inadaptation des moyens techniques et les divers phénomènes économiques qui en découlent - usure, sous-rendement, etc... expliquent, bien entendu, de tels coefficients de cherté. Mais derrière cette première explication tend, peut-être, à s'en profiler une autre, - qui amène, elle, à considérer que l'économie mondiale n'a pas encore atteint l'état où la conquête et l'exploitation des ressources boréales soient devenues proprement impérieuses. Très largement, jusqu'à présent, ces ressources, si considérables soient-elles, sont tenues, en effet, pour marginales, complémentaires, - et donc chiffrées, à l'actif comme au passif, sous des critères relevant d'une pratique de l'économie et des échanges humains qui, précisément, n'a jamais eu à inclure les zones froides. Dans l'étude déjà citée, S. V. SLAVIN peut écrire : "Pour couvrir l'action des facteurs de renchérissement, il est économiquement avantageux de n'exploiter, dans le Nord, que les ressources naturelles qui, par leurs qualités, sont supérieures aux richesses naturelles des autres régions (.....) ou qui sont déficitaires dans le pays".

Plus qu'un simple "théorème" d'économie, il y a surtout là, semble-t-il, un état d'esprit, - et l'ampleur exceptionnellement dispendieuse des efforts consentis depuis plus de trois siècles pour la colonisation russe en Sibérie explique, certes, qu'il soit tel. Rien n'assure toutefois qu'à partir du moment où l'évolution technologique en cours, confirmera que les potentiels sibériens dépassent, et de fort loin les besoins, si largement évalués qu'ils soient, de l'économie soviétique dans son ensemble, il puisse encore être de mise. Le comportement effectif du pouvoir soviétique en Sibérie, - et, en fait,

(1) - En fait, la classification des différentes parties du Nord Sibérien proposée par l'expert russe S. V. SLAVIN (notamment in S. V. SLAVIN : Promichlennoie i transportnoie Osvoenie Severa SSSR, Moscou 1961- p. 7 à 26 et 290-91) est surtout fondée sur une échelle des taux de rentabilité. C'est ainsi que SLAVIN appelle " Extrême nord " - la zone en laquelle les coûts de production excèdent de plus de 50% les standards de Sibérie Méridionale; il appelle, de même, " Nord moyen " la zone en laquelle ce débord n'est pas supérieur à 50%. Quant à ce qu'il dénomme "extrême Nord prospectif", il s'agit de la zone où la mise en oeuvre de moyens énergétiques nouveaux ou exceptionnels ne contribuera probablement pas à ramener au-dessous de 50% la différence des coûts de production.

la volonté, comme l'aptitude dont il témoigne d'orienter sans réserve toute son action en direction du plein emploi progressif des ressources, -tendent et par eux seuls, à créer irréversiblement les conditions mêmes de liquidation d'un malthusianisme économique de sous-exploitation. Cette tendance est capitale. Dans le temps où elle s'inscrit sur des terres sibériennes, des croissances et des mutations non moins capitales - démographiques et technologiques - contribuent, en effet, à modifier la nature des rapports entre l'immense socle sibérien et l'Asie "de masse" qui le borde. Du 30° au 170° de longitude E. - de l'Oural au Japon, par la Sibérie et la Chine - bien plus rapidement, bien plus considérablement qu'en n'importe quelle autre zone du globe, le volume des besoins humains et celui des ressources mobilisables sont soudain entrés en croissance concomitante. Le moment ne saurait plus être très éloigné où les notions de "rentabilité", de "prix de revient" appliquées aux faits sibériens dans l'acceptation étroite de leurs seules relations avec la seule économie russe ne résisteront plus que faiblement au débouché de facteurs nouveaux. A une phase slave en Sibérie - la préservation, puis le développement et l'épanouissement des sociétés autochtones montrent que le pouvoir soviétique a été en mesure de lui conférer un caractère positif - peut-être, ainsi, appelée à succéder une phase autrement large de synchrèse et d'entrecroisement humains qui, plus encore qu'eurasiatique, se révélera surtout spécifiquement et globalement sibérienne.

6) - L'élargissement de la " phase russe "

S'il fallait, au reste - pour cette première étude sur la Sibérie - indiquer, en quelques phrases, quels semblent être présentement, les faits majeurs à retenir, il se trouverait précisément que ceux-ci, au moins pour l'essentiel, ne s'intègrent plus au fuseau traditionnel de peuplement et de développement russes qui, de l'Oural au Pacifique, s'inscrit, grosso modo, entre le 50° et le 61° parallèle Nord. D'une part, en effet, les prospections pétrolières conduites du nord de l'Oural jusqu'à l'Iénisséi, - et dont les résultats ont fait apparaître ce qui est déjà, et justement appelé un "troisième Bakou" - confirment que la plaine de Sibérie Occidentale peut constituer la partie maîtresse d'un immense et riche espace économique, joignant, en fait, les gisements de la Petchora au Kouzbass (2.500 kms), apte, aussi, à assurer les moyens de sa propre et totale mise en valeur. D'autre part, et quasi-symétriquement par rapport au plateau central, l'aire Yakouto-Tchouktche (8 fois la France) semble promise à une considérable et rapide mutation économique appelée à en faire un énorme ensemble économique. L'un et l'autre de ce développement - qui ne doivent pas, bien entendu, faire négliger le quasi-achèvement du Transsibérien-Sud, de Kartaly à Taishet, ou l'impressionnant

accroissement de trafic des ports de la Province Maritime - sont significatifs. Ils semblent annoncer, en effet, que l'effort de mise en valeur des ressources sibériennes n'a plus pour seul théâtre principal la vaste transversale, qui, sur 500 km de large et au long de 7.000 km de Transsibérien, découpait, entre les podzols puis les montagnes du Nord et les sols bruns du Sud, un couloir privilégié, dont les riches tchernozioms de l'Ouest, le Kouzbass, le pivot baikalien et les provinces maritimes de l'Est constituaient les éléments majeurs ; ce que vise, ce qu'atteint déjà par endroits l'action économique en cours menée par le pouvoir socialiste, c'est, cette fois, la Sibérie en tant que telle, non plus à deux dimensions, mais à trois, et, dès à présent, préfigurée, en prospective, dans la complémentarité implicite de ses grandes régions naturelles. En fait, la géographie économique de la Sibérie commence aujourd'hui. Et ce ne sera pas sans contraindre à de considérables révisions les schémas et les analyses antérieurs.

II

LES TRAITES RECENTS DE L'EVOLUTION
ECONOMIQUE SIBERIENNE

A

SIBERIE OCCIDENTALE

1) - Promotion de la Sibérie Occidentale

Le fait, en tout cas, n'apparaît pas niable pour l'interfluve Ob-Ienisséi, que les exposés antérieurs situaient en zone relativement inerte entre le dynamique ensemble Carélo-Komien au Nord-Ouest, et le grand axe Tcheliabinsk-Kouzbass - Krasnoyarsk au Sud. Dans une large mesure, - et pour sommaires que soient de telles affirmations - c'est ce

présupposé d'inertie qui explique, simultanément, les incertitudes qui se sont toujours attachées à l'utilisation la plus rationnelle des bons charbons de la Petchora - très excentriques par rapport au nord-ouest européen de l'U.R.S.S. - et, tout également, la rigidité qui a longtemps marqué "l'amarrage" unilatéral à l'Oural de l'énorme ensemble du Kouzbass.

A ce titre, il n'est pas douteux que la perspective - assortie, des réserves qu'imposent les difficultés à vaincre - de voir, soudain, l'Ob et l'Irtych constituer, de la région de Vorkouta à Omsk et Tomsk, l'axe d'un grand ensemble économique, ne va pas sans impliquer une modification très considérable de tout l'Ouest Sibérien. Or, cette perspective, deux faits fondamentaux récents semblent bien contribuer à l'ouvrir. Tout d'abord, prospections et découvertes ont confirmé, en moins de deux ans, que la richesse pétrolière de l'interfluve Ob-Ienisséi était telle que l'académicien N. NEKRASSOV (Pravda, 24 juillet 1964) a déjà pu en dire qu'elle était d'importance mondiale et supérieure en tout cas aux réserves additionnées de la Volga et de l'Oural. Par ailleurs, et précisément sur l'axe qui joint le Kouzbass aux champs du "troisième Bakou", des gisements de minerais de fer viennent d'être détectés dans la région générale de Bakchar (57N, 82 E) - et d'une importance si stupéfiante que les premières estimations (110.000 millions T) évoquent le quadruple des réserves de la région de Magnitogorsk.

2) - Tyoumen : " le troisième Bakou ".

La cohésion actuelle et le fonctionnement plus que centenaire du système Oural-Kouzbass expliquent, tout naturellement, que priorité ait été donnée à la mise en valeur du potentiel pétrolier, - dont la prospection, qui ne fait que commencer, confirme que les zones pétrolières s'inscrivent dans un dispositif extrêmement étendu, puisque le pétrole, d'ores et déjà, jaillit depuis 1962 à Markovo (Léna inférieure) en quasi-symétrie des gisements considérables en cours de détection dans la vallée de la Petchora (Timano).

Il convient immédiatement d'indiquer, pour la plaine de Sibérie proprement dite, que le stade de la prospection est dépassé et que, depuis dix mois, celui de l'exploitation expérimentale a commencé. En juin 1964, les premières barges arrivaient d'ailleurs, par l'Irtych, aux raffineries d'Omsk, - qui ne traitaient jusqu'ici que les bruts venus de la lointaine Bachkirie. Pour le moment, l'effort principal d'extraction porte sur un périmètre considérable, puisqu'il s'agit de la région délimitée par Tyoumen (sur l'embranchement ferroviaire Sverdlovsk-Omsk) au sud, Chaim et la

Konda au nord et Sourgout, sur l'Ob, à l'Est. En septembre dernier (Goudok, 12.IX.64), 21 dépôts de gaz et 16 de naphte étaient reprérés. Dès le 26 août, un forage sur la Konda supérieure libérait du gaz à la cadence d'un million de mètres cubes par 24 heures.

On se doute que la mise en place des infrastructures d'acheminement - tant en ce qui concerne la sortie du brut ou du gaz que l'entrée du matériel d'équipement - pose des problèmes complexes. La voie fluviale (Ob, puis Irtych) dont la praticabilité est saisonnière, ne constitue, bien entendu, qu'une solution provisoire, - étant, toutefois acquis, que l'actuelle desserte, par rail ou route, de la zone pétrolifère est assez pauvre. A l'Ouest, une voie ferrée arrive à Tavda, venant de Sverdlovsk, par Irbit et Tourinsk, - perpendiculairement à la grande rocade ouralienne Tcheliabinsk-Serov-Ivdel. A l'Est, une route longeant l'Irtych, joint Tyoumen, par Tobolsk, à Samarovo (aérodrome) peu avant la confluence avec l'ob; une route moins sûre va plein nord-ouest, de Tyoumen jusque dans la région de Serov par Tavda. En fait, la zone pétrolière est beaucoup plus circonscrite que pénétrée.

Les solutions retenues, et d'ores et déjà en voie de mise en oeuvre, sont donc de deux types. Tout d'abord, et en attendant mieux (en particulier, une liaison ferroviaire Tyoumen-Sourgout) il s'agira d'utiliser au maximum, pour acheminer les équipements d'exploitation, la nouvelle voie ferrée Ivdel-Ob (qui a pour terminus, après 400 km, Serginskaia, sur le canal Alexinsky - pratiquement achevée en août 1964. Dès maintenant, au reste, certains tronçons du pipe-line Igrim-Serov sont mis en place parallèlement à la voie ferrée. Quant à l'exportation des produits pétroliers, elle s'effectuera par deux oléoducs centraux, - l'un joignant Chaïm à Tyoumen (436 km), qui doit être achevé cette année même, puis Tyoumen à Omsk; et l'autre, raccordant, par Tobolsk, la région de Sourgout à Omsk.

3) - Les gisements de gaz de la Taz et l'avenir du Bas-Ienisséi.

Mais les amorces d'exploitation ne se bornent pas à la région générale de Tyoumen. A partir de celle-ci, utilisée comme base de stockage de matériel, dès 1964 a été entamée une opération particulièrement hardie visant à la mise en valeur de très riches dépôts de gaz détectés au pied du bord oriental de la péninsule de Taz, au débouché même de la rivière dans la baie de l'Ob. L'annonce que l'objectif immédiat était de relier les gisements à Norilsk - soit 600 km de toundra, coupée de

nombreux lacs et rivières, y compris l'énorme Ienisséi, - laisse deviner quelle portée peut revêtir l'entreprise : en fait, c'est toute la physionomie économique du Bas-Ienisséi, qui se trouverait modifiée si les installations industrielles de l'ensemble Doudinka-Norilsk (métallurgie, mines, centrales électriques) venaient à disposer soudain de leur autonomie en carburant ou comburant, sans plus être entièrement tributaires, sur ce plan, du ravitaillement saisonnier en pondéreux par voie maritime ou fluviale. On sait l'importance que l'U. R. S. S. attache depuis longtemps au développement d'une puissante centrale de production à l'embouchure de l'Ienisséi, - qui constituerait, en effet, un véritable "camp de base" à partir duquel, tant en direction du sud, vers la moyenne vallée de l'Ienisséi, qu'en direction de l'Est, vers la basse vallée de la Khatanga, ou de l'Ouest, vers celle de l'Ob, pourrait être considérablement facilitée et amplifiée l'implantation progressive de toutes les infrastructures d'aménagement. L'enjeu véritable lié à la mise en exploitation des gisements de la Taz s'inscrit plus que probablement, dans une telle perspective, - et ceci explique, à coup sûr, que les spécialistes soviétiques n'hésitent pas à y affronter des difficultés exceptionnelles. Comme le faisait remarquer I. V. KOCHNEV, représentant du Vostokgiprogas, (Sovietskaya Rossia, 14 août 1964) la liaison Taz-Norilsk constitue le seul exemple d'un pipe-line implanté au-delà du Cercle polaire, - et même très au-delà puisque son terminus atteindra presque le 70° N. Le gel du sol exclut toute possibilité de terrassement et le gazoduc sera donc suspendu à des piles réalisées suivant les parcours, en bois, béton renforcé ou armé.

4) - Prospective de la Sibérie Occidentale : Industrie chimique.

Les indications qui précèdent, amènent, dès lors, à présumer qu'à terme plus ou moins éloigné, les traits jusqu'ici caractéristiques de la vaste plaine de Sibérie sont appelés à une modification radicale. Au sud, au centre-ouest et au nord-est, les pôles neufs de développement se préfigurent, formés sur des potentiels détectés ou déjà pré-exploités et apparemment considérables : très vraisemblablement, ces pôles sont appelés, phase après phase, et par le mouvement même d'expansion propre à chacun d'entre eux, à s'articuler progressivement les uns aux autres. A une étape ultérieure, l'on peut prévoir une politique globale de zone, allant de l'Oural au Plateau central et appuyées sur deux des plus grands fleuves du globe. Ce n'est pas tout. Par l'Ouest et le Nord-Ouest, c'est-à-dire par l'industrie ouralienne et nord-ouralienne -, comme par le Sud-Est, c'est-à-dire par le Kouzbass -, cette zone jouxte des dispositifs et des structures de production qui sont parmi les plus puissantes du monde : la planification

de sa mise en valeur est appelée à en bénéficier; assurée de concours périphériques qui la dispenseront d'aménagement inutiles, elle peut s'attacher, d'entrée, à passer directement des potentiels bruts aux productions spécialisées, sans transiter par de lourdes et coûteuses installations primaires. A cet égard, il convient, dès maintenant, de signaler, pour très préliminaires que soient les schémas ici et là esquissés par les spécialistes soviétiques, qu'un accent insistant est placé sur l'éventuelle vocation pétro-chimique et chimique de la Sibérie Occidentale de demain, - place étant, bien sûr, préalablement faite aux tâches qui découlent pour elle de son énorme potentiel forestier. L'académicien NEKRASSOV, dans une étude déjà citée, écrit " Le pétrole et le gaz très riches, le bois, le minerai de fer et les autres ressources naturelles de la Sibérie Occidentale se révèlent d'une importance croissante. Le premier brut sibérien reçu de la région de Tyoumen ouvre, en principe, une voie nouvelle à l'expansion de l'économie, et, en tout premier lieu au développement d'une industrie chimique sibérienne. L'on sait que la Sibérie centrale (région de Kemerovo, territoire de Krasnoïarsk et région d'Irkoustsk) dispose de ressources majeures d'énergie à bon marché (bassin houiller de Kansk - Atchinsk, hydroélectricité de l'Angara et de l'Ienisséï) qui seront d'importance nationale. Le pétrole de Sibérie occidentale, autant d'ailleurs que les dépôts de la Léna, dans la région d'Irkoustsk, constitueront, dans les proches années, la puissante base en matière première de complexes sibériens de production chimique, nouveaux centres soviétiques de fabrication de matériaux synthétiques. "

B

R.S.S.A. DE YAKOUTIE ET EXTREME-EST

L'ensemble de cette région qui couvre 5 millions de kilomètres carrés, soit près de 22% de l'U.R.S.S. relève, à la suite de diverses modifications administratives, consécutives notamment à la réforme du DALSTROÏ (1), du district géographico-économique du Nord-Est. Il

(1) - Direction Générale de la mise en valeur du Nord.

s'agit, par-delà les divisions administratives et politiques qui gardent toute leur importance, d'un espace économique combiné qui répond à un des principaux voeux de la 9ème session, en 1922, du Comité Exécutif Central de toute la Russie à Moscou et qui doit permettre, à partir des ressources locales, l'implantation de grandes et nouvelles bases industrielles décentralisées.

On considèrera successivement, en ce très rapide premier exposé, la R.S.S.A de Yakoutie, la région de Magadan, le Kamchatka enfin.

LA R.S.S.A DE YAKOUTIE ET LA REGION DE MAGADAN

Ce vaste district économique s'individualise tout à la fois par les richesses minières (or, diamant, mica, étain, charbon, fer), énergétiques (centres hydro-électriques en construction sur la Léna); forestières et agricoles, la faible densité humaine (16 Habitants/100 km² en R.S.S.A Yakout), la sévérité des conditions naturelles, l'isolement enfin.

L'exploitation économique se caractérise plus encore là qu'ailleurs, par l'emploi de techniques et de méthodes spécifiques très coordonnées. Froid, distance et coût de la main d'oeuvre conditionnent toute entreprise, en effet.

Dans le Nord, pour un ouvrier de production, il faut, repelons-le, au moins six hommes à son service (2). Le taux élevé des salaires définit donc et limite les objectifs. A cet égard, SLAVIN (Problemy Severa n° 6, p. 6 et p. 8-9) nous donne des précisions fort utiles : le salaire dans les régions arctiques, tous comptes tenus, est 4 à 5 fois plus élevé que dans le centre du Pays.

Même observation pour la production : "Le prix de revient d'un Kw/h d'électricité atteint dans les régions du Nord 10 - 15 kopeks, au lieu de 0,5 - 1 kop. dans les régions "aménagées". Un m² de surface habitable revient à 1,5 à 2 fois plus cher dans la Tchoutkotka qu'à Magadan (Id. Prob. Severa n° 5 p. 11).

(2) - N. NEKRASSOV, Pravda, 24 Juillet 1964.

1) - Ressources en or, diamant, houille, fer et étain.

Les principales ressources sont minières : minéraux et métaux rares. Leur abondance, leur rareté permettent à cette région économique d'occuper une place particulière dans l'Union.

Grâce aux placers connus (1) du Haut Indigirka et du Haut Kolyma, de la Léna (Bodaïbo), de Verkhoyansk et des monts Stanovoï, les nouveaux placers des bassins du grand et du petit Anjuj et de la région de la baie Tchaunskaya, il est estimé que l'U.R.S.S. produit par an, et depuis 1964, environ 330 m d'or. Si cette estimation est juste, ceci voudrait dire - ainsi que l'indique le FINANCIAL TIMES - que la production soviétique est supérieure à celle du Canada, des Etats-Unis, Australie, Ghana et Rhodésie du Sud réunis. De récentes informations transmises par Goudok font état (sans chiffres à l'appui) d'un dépassement des normes de production en 1964.

Un des premiers producteurs de diamants au monde, l'Union le doit aux gisements de la République Yakoute. A la richesse de ces gisements, l'U.R.S.S. doit de couvrir ses besoins ainsi que ceux des Républiques Démographiques Populaires. On distingue sept régions diamantifères : Mir (le centre principal) puis Ajkhal, Oudachnaja et enfin la région de Malobotuobinsk. Le 21ème Congrès de P.C.U.S. a décidé la création en Yakoutie, d'une industrie puissante du diamant. L'une pourrait graviter autour du centre de Mirnyj, l'autre, plus tard, autour de Daldyn (Ajkhal). En 1965, selon GRANIK (2), la production devrait être 16 fois plus poussée qu'en 1958. Le Sovnarkhose de Yakoutie espère porter ce taux considérable d'augmentation à 20.

Dans le même temps, on espère développer les gisements d'étain de la région de la chaîne de Polousnyj (interfluve de la Jana et de l'Indigirka) qui pourraient, selon GRANIK (ib. p. 36) permettre d'accroître de 1,5 fois la production actuelle du Nord-Est de l'U.R.S.S. Même observation pour les centres de tungstène de Pévek, de phlogopite (les premiers d'U.R.S.S.) près d'Aldan.

A ces richesses connues, traditionnelles, s'ajoutent celles qu'une prospection récente (3) permet déjà d'entrevoir : houille et fer. Dans la région d'ALDAN et de CHOULMAN, le long de l'autoroute Yakoutsok-Amour, des réserves de houille ont été découvertes. 40,8 milliards de tonnes ont été décelées au total dans le sud de la Yakoutie. Or, à une distance de 60-100 Kms, se trouvent des gisements de fer très abondants.

(1) - Plus de 83% des centres d'exploitation sont des placers qui, ainsi que le rappelle GRANIK (op. cit. Bibliog.) permettent d'obtenir un or meilleur marché que les gisements minéraux.

(2) - GRANIK op. cit. Problemy Severa 1963 n° 5 (P. 34).

(3) - Les ressources minières sont encore "très mal connues" selon SLAVIN (p. 281) Promychnoïe i transportnoïe osvoïenie Severa SSSR. /Moscou 1961. ch. IX.

TABLEAU III

R. S. S. A de Yakoutie - Centres d'extraction de la houille

- Nord et Centre R. S. S. A -

Sangarski	:	250.000 T/an
Djebariki-Khafa	:	120.000 T/an
Zirianski	:	100.000 T/an
Kangalaski	:	120.000 T/an
Tiksi	:	50.000 T/an
Total	:	640.000 T/an

(Il est espéré porter la production, à la fin du plan septennal, en 1965, à 1 million de tonne).

On annonçait pour 1965, une extraction de 14 millions de tonnes de charbon à coke enrichi dans la Yakoutie du sud (1) s'ajoutant aux chiffres ci-dessus.

Aussi, est-il sérieusement envisagé la construction dans la région de Choulman, d'un complexe sidérurgique d'une production de 3,6 millions de tonnes de fonte, 3,6 millions de tonnes d'acier et 3 millions de tonnes de laminés.

L'industrie sidérurgique est d'autant plus appelée à se développer que, d'après certains calculs du S. O. P. S. de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S., les besoins en métaux ferreux de ce grand district économique du Nord-Est sibérien atteindront, en 1972, 4 millions de T. (2). La production des deux usines actuelles ne devant pas totaliser en 1970, un million de T, une nouvelle poussée sidérurgique paraît en vérité nécessaire.

Les perspectives industrielles en ce territoire encore isolé sont d'autant moins hypothétiques que les richesses pétrolières et de gaz d'une part, et hydro-électriques d'autre part sont, semble-t-il, aussi importantes que celles décrites en Sibérie Occidentale.

(1) - GRANIK op.cit. p. 37

(2) - La Sibérie - La Documentation Française, 1962, p. 11).

2) - Les ressources énergétiques, hydro-électriques, pétrole et gaz.

Le cours inférieur de la Viliouf et la région de Verkhoiansk doivent constituer une importante province pétrolière. En 1956, en effet a jailli, au Taas-Toumousskij, au confluent Viliouf-Léna, une colonne de gaz de 2 millions de m³ par 24 heures, les réserves étant évaluées pour l'ensemble de la région (Viliouf et Verkhoiansk) à 900 milliards m³. Déjà un gazoduc est étudié par le Glavgaz SSSR de l'embouchure de la Viliouf à Yakoutsk.

L'Extrême-Orient soviétique disposerait ainsi d'une masse énergétique suffisante pour alimenter de véritables centres industriels, ne le cédant en rien aux complexes du Ienisséi. D'autant qu'à ces forces s'ajouteront celles de l'énergie hydro-électrique. Un programme hydro-électrique considérable a été, on le sait, approuvé par la Direction hydro-électrique de Léninegrad; il est en cours sur la Léna.

Les trois stations hydro-électriques prévues sur la Léna sont: Yakoutsk, Moukhtouya et Nijhnelenskaya. Cette dernière station aurait une capacité formidable de 20 millions de KW, due à 20 générateurs (1), chacun d'une capacité de 1 million de KW (2). L'électricité produite permettra d'arrêter les dispendieuses constructions de petites centrales électriques, fort peu rentables, de l'avis de Granik, d'augmenter la production aurifère-diamantifère, de rendre possible l'édification de la puissante industrie cellulosique que les vastes forêts Yakoutes autorisent, d'ouvrir enfin cette dernière vers les marchés du Pacifique (Japon, Chine). L'énergie en surplus serait dirigée vers l'Oural.

D'autres stations sont en projet sur la Viliouf, l'Aldan, l'Oouchour, la Kolyma.

Cet effort considérable se lit dans le tableau ci-après, l'accroissement annuel des besoins en combustibles, de 1958 à 1965, étant de l'ordre de 28%. Bon indice de développement : les matériaux de construction; s'ils traduisent en 1958 un assez faible niveau d'activité (2,40%), on n'en constate pas moins une poussée régulière; en 1965, le taux atteint 3,20%.

(1) - F. GELOVACHOV, op. cit. Pravda, 17.VI.64.

(2) - On signale que les plans de ces générateurs sont déjà à l'étude à Léninegrad, aux Usines Elektrosila.

TABLEAU IV

Accroissement des besoins en combustibles : Sibérie Orientale

Sources de Production	P L A N 1958 - 1965				1965 en % par rapport à 1958
	Besoins en combustibles millions de tonnes- Combustible conventionnel en % du total.				
	1958	1965	1958	1965	
Energie électrique et de chaleur par les centrales des Sovnarkhozes.	4,20	12	20,20	29,30	290
Coke	0,30	1,80	1,40	4,40	6 fois
Matériaux de construction.	0,50	1,30	2,40	3,20	260
Besoins domestiques et communaux.	0,80	4,20	8,70	10,20	230
Chemins de fer	5,30	2	25,40	4,90	38
Autres branches de l'économie	8,70	19,70	41,90	48	220
	20,80	41	100	100	197

Source : La Sibérie, la Documentation Française, Paris 1962 p. 46.

3) - Vers une industrie Yakoute et extrême orientale.

A l'heure actuelle, l'U.R.S.S. procure à ces régions 76,3% de l'équipement, 90% des ressources industrielles, 57,4% des biens manufacturés et 65% de la nourriture (1). Mais toujours plus importateur de produits de l'extérieur, les centres industriels s'efforceront, très naturellement pour des raisons de rentabilité, de diminuer, par une meilleure production locale, leurs importations très lourdes.

Aussi le développement rapide d'une industrie puissante est il prévisible en ces régions dont l'industrie est restée si longtemps exclusivement minière.

(1) - V. YANOVSKIY, A. VOLOVIK, A. CHURAKOV, op. cit. Moskoï Flot n° 6, 1964, p. 13.

YANOVSKIY et al. notent qu'en " 1970 48 à 50% de tout le frêt pour le Nord-Est sera originaire de la Sibérie Occidentale et de l'Extrême-Orient soviétique " (1).

4) - Des communications insuffisantes : un programme portuaire, routier et ferroviaire.

L'isolement de cette région - sa sous-exploitation - tiennent, outre au climat rigoureux, à l'absence de communications convenables : pas de chemins de fer, une densité kilométrique de routes très faible : 2,2 km/1.000 km², des ports fluviaux encore insuffisamment aménagés.

L'artère principale actuelle reste la Léna, qui n'est navigable que saisonnièrement. On envisage de relier par fer, à Oust-Kout ou Osetrovo, la Léna supérieure au transsibérien. La Yakoutie pourrait alors sortir de son isolement : reliée au Nord à la Route Maritime (Pévek, Ambarchik, Tiksi) au Sud au transsibérien Yakoutsk deviendrait par ses voies routières actuelles vers l'Anadyr, vers l'Est (Magadan et Okhotsk) et vers l'Ouest, vers Sountar et Olenek la métropole régionale. Il est évident que la réalisation du projet d'une voie ferrée de 3.100 km BAN - ALDAN - YAKOUTSK - KHANDIGA - MAGADAN, donnerait à la RSSA, l'infrastructure et la vie d'échange dont elle manque.

De grands débats dont la Presse et les revues spécialisées ont été l'écho, opposent, dans le sens d'une meilleure exploitation, les partisans de la Route Maritime du Nord dont la capacité et la vitesse de rotation pourraient être accrues par de nombreux investissements et ceux des voies continentales (voies fluviales aménagées telles la Léna, voies routières, voies ferrées à construire et à rattacher au réseau du Transsibérien).

La question n'est pas close. Lors du dernier débat qu'il nous a été donné de lire dans Morskof Flot (1), il apparaissait que priorité devait être donnée, pour des raisons d'ordre général et régional, aux investissements en faveur du GLAVSEVMORPOUT. Certains des arguments avancés en cet article vigoureux sont :

1°) - L'isolement du bassin de la Léna et l'impossibilité, par conséquent, d'utiliser pendant la saison hivernale la flotte fluviale dont la création pourrait être envisagée.

(1) - V. YANOVSKIY, A. VOLOVIK, A. CHUBANOV, op. cit.

2°) - La possibilité d'amortir, grâce à la technologie la plus moderne, la navigation des gros navires dans les mers arctiques et, très notamment, dans les détroits englacés de l'extrême Est. Le facteur glace, selon Morskoï Flot, doit être peu à peu, par les techniques les plus modernes, réduit au minimum.

3°) - Enfin, la possibilité de prévoir, entre 1970 et 1975 (compte-tenu de l'augmentation prévue du trafic avec les oblasts de Tchoukotka et de Magadan, la R.S.S.A de Yakoutie), une diminution des coûts de frêt de l'ordre du quart.

Il est escompté qu'au moyen de communications plus favorables vers Magadan, il sera possible d'exporter vers le Kamchatka les 400.000 tonnes de sel de Yakoutie (Olekminsk) dont il a besoin pour ses pêcheries.

On sera alors, en mesure d'éviter l'importation à grands frais de PAVLODAR (distant de 9.500 km) de cette denrée, qui, du fait des frais de transport, coûte à l'arrivée " 10 à 15 fois plus que le prix de revient à l'usine ". Par les mêmes voies, le Kamchatka exporterait en Yakoutie, le poisson dont elle manque.

Ce seul exemple suffit à montrer qu'une inter-dépendance croissante entre les ressources complémentaires de la RSSA de Yakoutie, de l'Oblast de Magadan et du Kamchatka pourra assurer l'éclosion de la " région économique du Nord Est ", si vivement souhaitée à Moscou.

III

KAMCHATKA

L'industrie du poisson reste la ressource principale. On envisage (1) de regrouper radicalement les centres artisanaux de pêche du sud

(1) - GRANIK G.L. - 1963 - op. cit. in Bibliogr. gale (p. 38).

et de l'ouest - où est concentrée l'industrie de pêche - en quatre combinats : Oktjabr'skij, Kirovskij, Ust'Kamchatsk et Korf et les deux ports : Pétropavolsk et Ozernaja. En cinq ans, les investissements consentis (420 millions de roubles) seraient amortis par une meilleure industrialisation du travail.

La grande pêche représentera, à l'issue des concentrations en cours, 80% de la pêche maritime globale.

Production de pêches des littoraux polaires soviétiques (Mer de Kara, de Laptev et de Sibérie Orientale).

Selon Mikkaïlov, elles ne représentent pas plus de 250,000 Qx de poisson par an, soit 1% de la production totale de l'U. R. S. S. Mais il s'agit de poisson de qualité dont la production va être accrue et mieux planifiée, car elle sera essentielle à l'alimentation des villes industrielles de l'énisséi, de la Taz, de l'Ob et de la Léna. Un programme de mise en valeur rationnelle - sur lequel nous reviendrons - est en cours.

Pêche à grande profondeur.

Le navire de recherche et de pêche soviétique de 4.000 T, Akademik Berg, procède à des chalutages par 1.200 m de fond en mer de Behring.

Trafic à Vladivostok

Le trafic vers le Kamchatka, les Kouriles, Sakhaline et l'Extrême-Nord, est croissant d'année en année : en 1964, il s'est élevé à 5 millions 1/2 de passagers (Goudok 11/VII/64).

Importation de boeufs musqués.

Des boeufs musqués doivent être importés du Canada par l'U. R. S. S pour un élevage expérimental dans l'île Wrangel. L'élevage aurait une double destination : viande et laine. Contrairement au Canada et à l'Alaska, l'U. R. S. S. développe ses élevages en pays de toundra.

Le Gouvernement canadien aurait accordé la licence d'exportation (F. T. 16/IV/64).

et de l'ouest - où est concentrée l'industrie de pêche - en quatre unités
dans : Oubatchevsk, Kirovsk, L'Arménie et dans les deux ports
Évangelovsk et Ozerak. En cinq ans, les investissements totaux
(250 millions de roubles) devraient permettre aux unités industrielles
liées au travail.

La grande pêche représente, à l'issue des constructions
en cours, 80% de la pêche maritime totale.

Industrie de pêche des zones côtières (pêche)
Zone de pêche de la Sibirie-Orientale

La Sibirie-Orientale offre un potentiel de pêche de 200 000 tonnes
de poisson par an. Elle est la première zone de la URSS.
Mais à l'heure actuelle, elle ne produit que 10 000 tonnes
de poisson par an. Les unités industrielles de pêche
à construire dans cette zone sont : une usine de 100 000
tonnes de poisson par an et une usine de 50 000 tonnes
de poisson par an.

Zone de pêche du Kamchatka

La zone de pêche de la Sibirie-Orientale est de 200 000 tonnes
de poisson par an. Elle est la première zone de la URSS
à l'heure actuelle, elle ne produit que 10 000 tonnes
de poisson par an.

Zone de pêche de l'Alaska

La zone de pêche de l'Alaska est de 200 000 tonnes
de poisson par an. Elle est la première zone de la URSS
à l'heure actuelle, elle ne produit que 10 000 tonnes
de poisson par an.

Industrie de pêche de la Sibirie

On trouve beaucoup de poissons dans les zones de pêche de la Sibirie
et de l'Alaska. Les unités industrielles de pêche
à construire dans ces zones sont : une usine de 100 000
tonnes de poisson par an et une usine de 50 000 tonnes
de poisson par an.

La construction de ces unités industrielles de pêche
est en cours.

III

A N N E X E

SUR LA STRUCTURE ADMINISTRATIVE DE LA SIBERIE

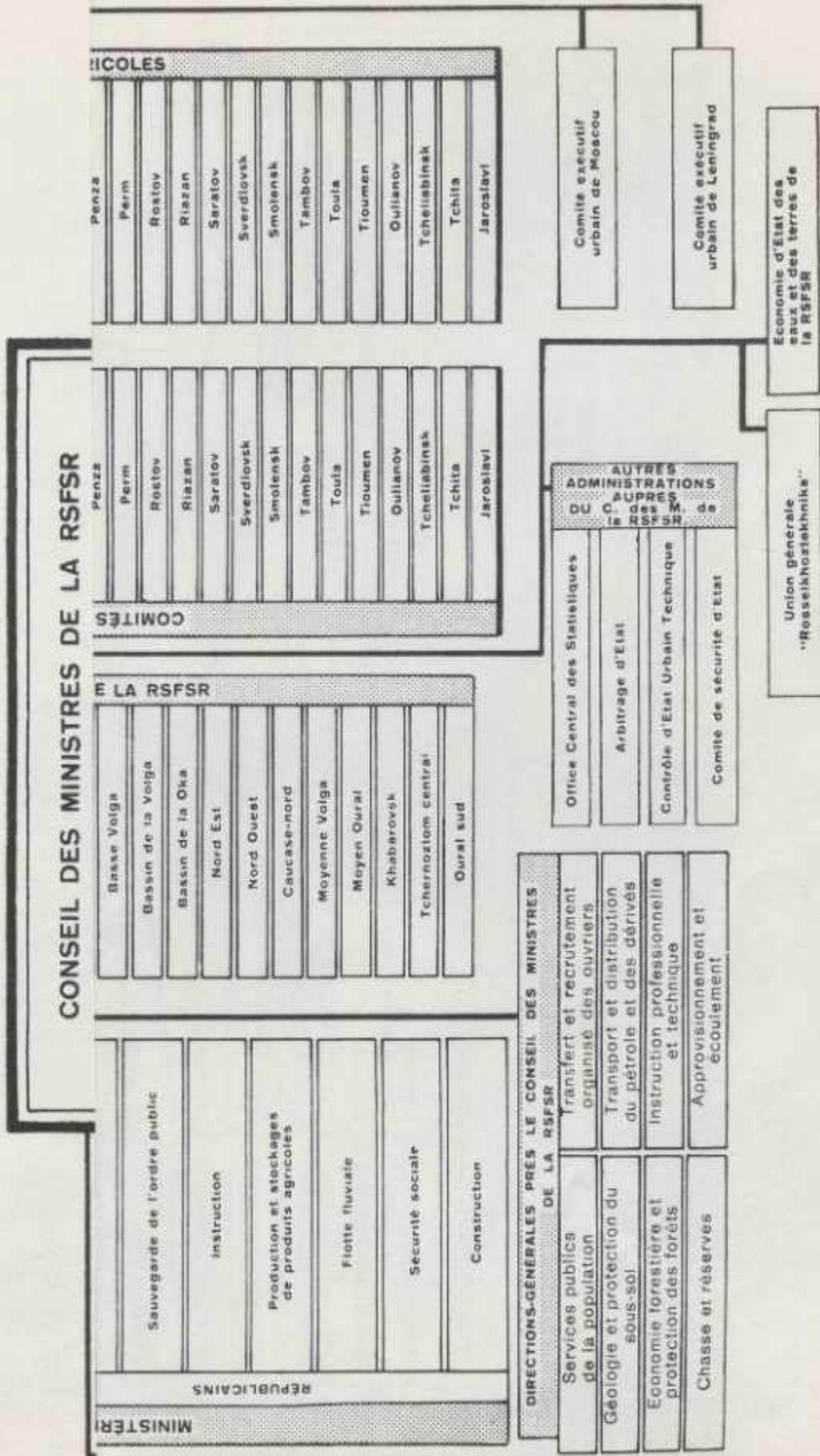
On sait qu'administrativement la plus grande partie de la Sibérie relève de la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie (R.S.F.S.R.), de loin la plus grande et la plus peuplée des quinze Républiques constitutives de l'U.R.S.S. L'inégalité de développement et de peuplement des diverses parties de la Sibérie, la fluidité des situations économiques, souvent en voie de transformation rapide, l'importance et la consistance variables des sociétés autochtones, la dissimilitude des modes et des rythmes de mise en valeur, l'obligation de situer simultanément l'édification économique et la vie politique en perspectives régionale, zonale et fédérale, - bref, l'immensité même de l'ensemble sibérien expliquent que ses formes de rattachement à la R.S.F.S.R. soient complexes, nombreuses et, éventuellement, sujettes à évoluer. L'organigramme Ekonomitsheskaia Gazeta du 13.VI.1964 (n°.24), montre en effet, qu'il s'agit d'un dispositif très différencié et très articulé. Précisément parce qu'il vise moins, à juxtaposer en vrac un schéma centraliste et des données autochtones qu'à réaliser une véritable "matrice" à deux entrées, telle que tout problème, toute situation puissent y relever d'une approche à la fois unitaire et pluraliste, "déduite" à partir des impératifs planificateurs du sommet, mais "induite", aussi, à partir des réalités et des vocations concrètes de la base. Il semble que ce fédéralisme organique et plastique constitue une expérience constitutionnelle sans autre exemple dans le monde.

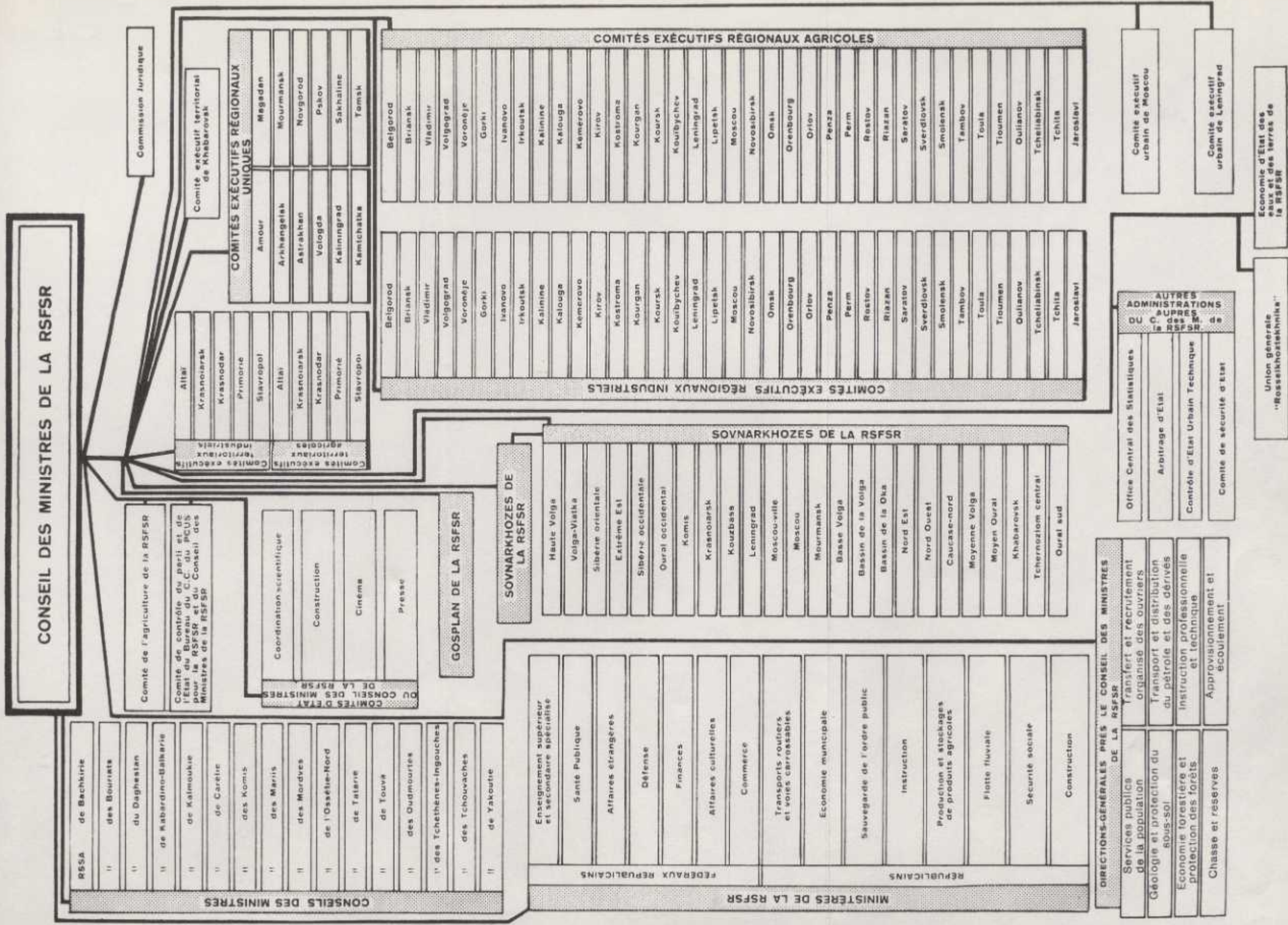
A N N E X E

SUR LA STRUCTURE ADMINISTRATIVE DE LA SIBIRIE

On sait qu'administrativement la plus grande partie de la Sibirie relève de la République Socialiste Fédérative Soviétique des Russes (R.S.F.S.R.), de loin la plus grande et la plus peuplée des quatre Républiques constitutives de l'U.R.S.S. L'indigat de développement et de peuplement des diverses parties de la Sibirie, la stabilité des situations économiques, surtout en voie de reconstruction, l'importance et la constance variables des contacts autochtones, la dissémination des modes et des rythmes de mise au valeur, l'obligation de suivre strictement l'évolution économique que et la vie politique en perspectives régionales, amale et fédérale - bref, l'importance même de l'ensemble sibérien expliquent que des formes de rattachement à la R.S.F.S.R. soient complexes, nombreuses et éventuellement, sujettes à évoluer. L'organisation *Экономическая зона* du 13.VI.1964 (n° 54), montre en effet qu'il s'agit d'un dispositif très hétérogène et très étendu. Fédéral - ment parce qu'il vise moins, à juxtaposer en voie un schéma central et des données autochtones qu'à réaliser une véritable "unité" à deux entités, telle que tout problème, toute situation qui se y relève d'une approche à la fois nationale et régionale, "doit" à partir des impératifs généralitaires de contact, mais "labore", aussi, à partir des réalités et des situations concrètes de la base. Il semble que ce fédéralisme organique et pérenne constitue une expérience constitutionnelle sans autre exemple dans la monde.

LA SIBIRIE & LA RSFSR





64-11727 0/0 (66-30-31)
 1000 4000-240000 1000 -
 1000 4000-240000 1000 -
 1000 4000-240000 1000 -

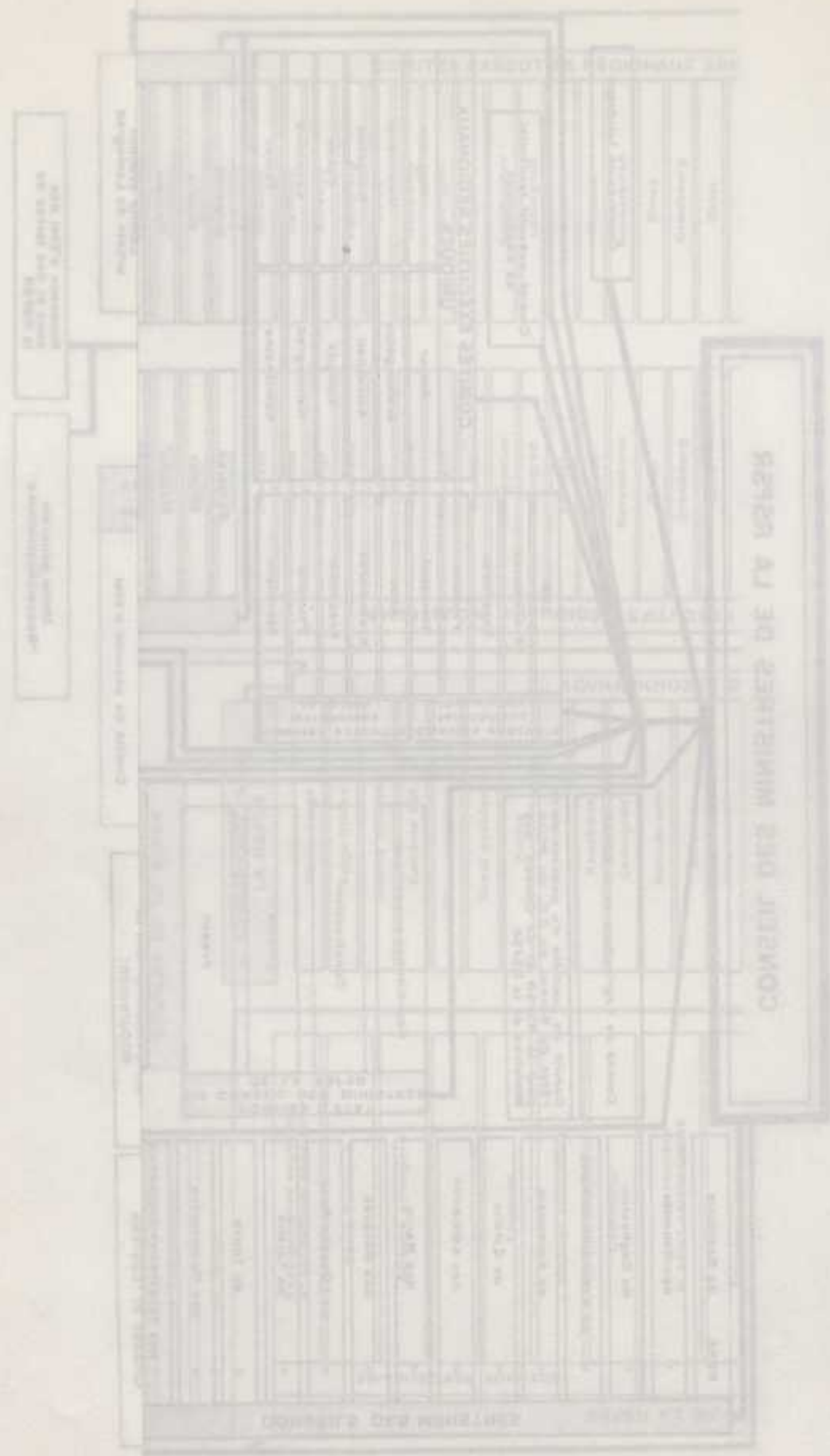


FIGURE IV

LA ROUTE MARITIME DU NORD en 1964 (1)

EN DEPIT DES DIFFICULTES CAUSEES PAR LES GLACES, LE MOUVEMENT DE FRET A ETE AISEMENT MAINTENU, LE BASSIN DE LA LENA A PERDU DE L'IMPORTANCE DANS LE TRAFIC GENERAL, CEPENDANT, UN DEVELOPPEMENT DU TRAFIC PAR LA VOIE MARITIME DU NORD EST PREVU PAR LES PLANS EN COURS.

Par la Route Maritime du Nord, il est entendu, pour la compréhension de ce rapport, le système des voies navigables s'étendant des détroits de la mer de Kara à l'Ouest (Yugorskiy Shar, Karskiye Vorota, Matochkin Shar) au détroit de Béring à l'est. En U.R.S.S., ce terme comprend un système plus large incluant les principaux ports des bateaux soviétiques opérant sur la route : Mourmansk, Arkhangelsk, Vladivostok, s'étendant juste en dehors des limites définies plus haut. Si la mer de Barents et le Pacifique Nord étaient inclus, la présence d'un plus grand trafic, sans rapport aucun avec la Route Maritime du Nord, pourrait être une cause de confusion, c'est pourquoi cette délimitation plus restreinte est-elle préférable.

1 OPERATIONS

Il apparaît des chiffres et des rapports des premières années qu'un supplément de 18% de fret a été transporté en 1963 par rapport à 1962.

Ceci indique que probablement près de deux cent cinquante bateaux ont été utilisés en 1963. Une escorte de treize brise-glaces était assurée par ailleurs.

(1) Texte établi par M. TERENCE ARMSTRONG.

NAVIRES	Pays de construction	Année d'entrée en service	Puissance	Déplacement (Tonnes)
Lénin	URSS	1959	44.000	16.000
Moskva	Finlande	1960	22.000	13.290
Léningrad	Finlande	1961	22.000	13.290
Krasin ex Svyatogor	Angleterre	1917	10.000	8.730
Sibir ex Joseph Staline	URSS	1938	10.000	9.300
Amiral Makarov ex classe Staline	URSS	1941	10.000	9.300
Amiral Lazarev ex classe Staline	URSS	1941	10.000	9.300
Kapitan Belousov	Finlande	1954	9.750	5.360
Kapitan Voronin	Finlande	1955	9.750	5.360
Kapitan Melekhov	Finlande	1956	9.750	5.360
Ledokol 1	URSS	1962	5.000 ?	?
Ledokol 3	URSS	1962	5.000 ?	?
Ledokol 4	URSS	1963	5.000 ?	?

Il est intéressant de noter que le "Yermak", construit en Angleterre en 1899 et premier brise-glace polaire, a seulement été retiré de service cette année et donné à une école d'entraînement de Mourmansk.

Parmi les cargos utilisés se trouvaient un certain nombre de navires renforcés contre les glaces, particulièrement quelques-uns de la classe "Ob" (construits aux Pays-Bas depuis 1954, d'une capacité de 6.500 tonnes) et également quelques cargos soviétiques transporteurs de bois.

Les opérations dans la mer de Kara commencèrent en juillet, avec un premier convoi gagnant Igharka sur le cours inférieur de l'Ienisséi, le 8. A l'extrémité du Pacifique, le port de Provideniya sur le détroit de Béring était atteint le 4 juin, mais le trafic ne pouvait se faire à travers le Chukchi et l'est des mers sibériennes jusque Pevek avant le 9 juillet. Ces dates bien que de dix à quatorze jours plus tardives qu'en 1962 étaient néanmoins en avance sur la moyenne de la précédente décennie. Ces résultats sont dûs incontestablement à l'utilisation de plus puissants brise-glaces et à une meilleure connaissance de leur usage. Aucun bateau ne put réussir à joindre Mys Chelyuskin, le point le plus au Nord du continent, avant le milieu du mois d'août. La navigation se poursuivit plus ou moins normalement et dura jusqu'en octobre. Le dernier bateau laissa Tiksi, à l'embouchure de la Léna le 15 octobre. Pevek sur le Chaunskaya Guba ferme vers

la fin du mois et le dernier convoi quitta les glaces pour le Pacifique le 6 novembre. Dans l'ouest, le dernier bateau à passer Mys Chelyuskin le 25 octobre était apparemment l' "Ob". Igharka ferme le 6 novembre et le "Lénine" escorta le convoi en dehors de la mer de Kara peu de temps après.

II

CONDITIONS DE LA GLACE

En général, la glace était beaucoup plus difficile qu'en 1962. Une glace épaisse dans le sud-ouest de la mer de Kara bloquait la route normale vers l'Ienisséf, obligeant le premier des deux convois venant de l'ouest à contourner l'extrémité de la Novaia-Zemlia. Quant à l'Ienisséf fut atteint, le "Lénine" dû couper le long chenal à travers la glace rapide de l'estuaire.

Dans l'est également, une glace difficile empêchait l'accès vers Pevek et les autres ports de la région. De même, la situation était plus mauvaise qu'à l'habitude dans la partie centrale de la Route, autour de Mys Chelyuskin et dans la mer des Laptev. Les trois plus puissants brise-glaces, le "Lénine", le "Moskva" et le "Lénine" furent continuellement en action et durent parfois même aider des brise-glaces de moindre puissance.

En septembre, une nouvelle couche de glace commençait de se former et vers la mi-octobre, il n'y avait plus de passage d'eau, d'aucune dimension, ouvert sur tout le parcours de la route.

III

TRANSPORTS

Les deux plus importantes opérations de transport furent celles d'Igharka et de Pevek. Igharka fut longtemps un centre d'exportation de bois et, en 1963, il était escompté que durant la saison 160.000 standards seraient enlevés par quatre vingt-quinze navires. En fait, il apparaît que seulement 140.000 standards furent pris, donc probablement moins de bateaux furent utilisés. Trente-et-un de ces bateaux n'étaient pas russes. Ce nombre est en réduction sur les années antérieures, alors que plus de la moitié et quelquefois presque tout le bois était transporté par expédition frétée. L'expansion de la marine marchande soviétique continuera certainement à réduire plus encore le besoin des affrètements étrangers.

Relié à la navigation d'Igharka se trouve Dudinka, autre port

maritime sur le cours inférieur de l'Ienisséf. Dundinka dessert la grande ville minière de cuivre et de nickel de Norilsk et par conséquent une possibilité existe que les bateaux de transport de bois venant à Igharka puissent être utilisés pour apporter du fret à Dudinka. L'usage fait de cette possibilité n'est pas connu, mais semble être peu important. Il semble que le fret arrivant pour Norilsk, comme également la production de métal quittant la ville, soit pris par des embarcations opérant de Krasnofarsk, tête de ligne, à quelques 1.700 km. en amont, cependant que les passagers et le fret léger sont transportés par un service aérien régulier. Les opérations minières à Norilsk sont en expansion et de plus une nouvelle grande mine est en développement, à peu de distance à Talnakh.

Une autre opération majeure de transport est celle de Pevek, à l'embouchure du Kolyma, à l'est de la mer de Sibérie et les navires utilisés s'y rendent de l'extrémité Pacifique de la Route. Ces ports desservent les régions minières de l'intérieur et l'accroissement marqué de leur utilisation, qui semble avoir commencé en 1961, (cette année là, le trafic sur le Kolyma excédait, pour la première fois, le trafic d'Igharka) est probablement associé à l'expansion minière. En particulier, il y a d'importants développements de mines d'or dans la région de Bilibino, sur le Malyy Anyuy, affluent du Kolyma et à peu près équidistant de l'embouchure du Kolyma et de Pevek. Le nombre des bateaux venus à ces deux points en 1963 n'est pas connu, mais il était probablement environ de la même importance qu'à Igharka. Le fret principal est, sans doute, l'approvisionnement général, - y compris le combustible-, des établissements miniers; le fret de retour est probablement peu important.

Le bassin de la Léna, autrefois principale région de service de la Route Maritime du Nord, continue de diminuer d'importance de ce point de vue, étant donné que ses routes subsidiaires s'orientent vers le sud. Les tableaux suivants illustrent cette tendance :

Sources-des tableaux : document de I. N. Sityrev paru dans "Voprosy Geografii Yakutii," N°3, 1963, p. 107-18, et un abrégé de "Referativnyy Zhurnal, Geografiya", 1964, partie 2E94.

TABLEAU 1

<u>Routes du fret vers Yakutskaya ASSR</u>		
<u>Route</u>	<u>Pourcentage du tonnage total</u>	
	<u>1957</u>	<u>1961</u>
<u>Du Sud</u>		
Via Osetrovo (c'est-à-dire par fleuve du chemin de fer,	75	79.78
Via Bolshoy Never (c'est-à-dire par route du chemin de fer,	9.15	13.43
Via Magadan (c'est-à-dire par route du Port de mer d'Okhotsk)	10.95	3.66
Par voie aérienne	0.13	0.15
<u>Du Nord</u>		
Via Route Maritime du Nord	4.77	2.96

TABLEAU 2

<u>Comparaison de fret, coût et temps vers 1962</u>		
<u>Route</u>	<u>Roubles/Tonne</u>	<u>Mois</u>
<u>Via routes du sud de la Russie d'Europe :</u>		
Via Osetrovo vers Yakutsk	56.9	6 - 12
Via Osetrovo vers Mirnyy	62.03	6 - 12
Via Osetrovo vers Ynychkan	107.4	6 - 12
Via Osetrovo vers Deputatskiy (Yana)	163	
Via Bolshoy Never vers Yakutsk	90	2
Via Magadan vers Indigirka	209.6	4 - 5
<u>Via Route Maritime du Nord de la Russie d'Europe :</u>		
Via Mourmansk ou Arkhangelsk vers les régions côtières nord de Yakutskaya ASSR, ou Yana, et les Bassins d'Indigirka et Kolyma	132	12 - 18
Via les ports lointains de l'est vers les mêmes destinations	157	

Ainsi que le second tableau le montre, les seules parties du Yakutiya pour lesquelles la Route Maritime du Nord demeure la ligne subsidiaire la meilleure marché, ou la plus rapide, sont celles qui ne peuvent pas être atteintes par la voie de la Léna ou de ses affluents : positions sur le Yana, l'Indigirka ou le Kolyma. De plus, la meilleure route vers ces positions comprendrait par la Route Maritime du Nord seulement la courte distance de l'embouchure de la Léna et non pas toute la voie d'un point terminus est ou ouest.

Une autre particularité majeure de cet aspect de la navigation a été le passage de nouvelles embarcations fluviales vers leur lieu d'utilisation sur les rivières sibériennes. Le 21 août 1963, trente navires quittaient Arkhangelsk pour la Route Maritime du Nord. Il y avait encore beaucoup de glace dans la mer de Kara, cependant ces bateaux en route pour l'Ob et l'Ienisséf atteignaient leur destination avec succès. En dehors de Taymyr la glace était trop dangereuse pour le contingent en partance vers les rivières situées plus à l'est, par conséquent ces bateaux durent passer l'hiver dans l'Ienisséf. Quatre bateaux-citernes d'une capacité de 680 tonnes chacun partant de l'extrémité du Pacifique atteignaient leur destination après avoir traversé 600 km. de glace, sous une escorte de brise-glaces. Cette opération était moins importante que quelques-unes de celles des années précédentes. Depuis 1948, plus de deux mille bateaux ont été conduits de cette façon.

Le reste des mouvements de transport aura été comparativement peu élevé, consistant principalement à ravitailler un certain nombre de petits établissements et stations scientifiques.

IV

L' APPORT SCIENTIFIQUE

L'Institut Arctique et Antarctique de Léninegrad, qui, depuis longtemps était le centre des travaux scientifiques associés à la Route Maritime du Nord, a été placé en 1963 sous le contrôle de l'Administration Principale du Service Hydro-météorologique. Les travaux de l'Institut cependant continueront de la même façon que par le passé. Ce changement comporte, en partie, une autre réorganisation administrative, également sans conséquences sensibles du côté opérationnel : l'Institut était auparavant responsable vis-à-vis de l'Administration Principale de la Route Maritime du Nord (connue sous le nom de Glavsevmorput), service faisant partie du Ministère de la Marine Marchande et qui fût supprimé; ses fonctions cependant étaient distribuées entre d'autres services du même Ministère. Les raisons de ce remaniement ne sont pas connues, mais, apparemment, les autorités

soviétiques n'attachent aucune importance aux trente ans de traditions du Glavseморput. Quoiqu'il en soit, l'Institut Arctique et Antarctique de recherche garde son nom aussi bien que ses fonctions. Il a été affilié au Service Hydro-météorologique sur sa propre demande. Ceci était une conséquence logique en rapport avec les quelques cent et plus stations polaires qu'il administre, complémentaires du Service Hydro-météorologique du reste du pays.

Le service de prévision des glaces de l'Institut continue de fonctionner, un appareillage a été récemment installé à son principal centre de Léninegrad, spécialement dans ce but. Cependant qu'un document intéressant de Yu. Arshenevskiy ("Morskoy Flot", 1963, N° 10, p. 18-19) met l'accent sur le peu d'importance d'une chaîne météorologique à longue échéance, puisque l'augmentation de puissance des brise-glaces signifie que la navigation devient possible sans attendre la débâcle au printemps. Une chaîne de prévisions à courte échéance continuera à être utile pour les navigations projetées, mais des études préalables devront être faites, basées sur la résistance à la glace des bateaux et les facteurs économiques affectant le fret et la route.

La transmission de fac-similé radio de cartes des glaces a été utilisée beaucoup plus ces récentes années. Bien que l'URSS, qui a un système développé de transmission en langage clair, en ait commencé l'emploi assez tard par comparaison aux pays Nord-Américain, en 1963, la transmission de fac-similé était très largement répandue dans l'Arctique russe. De l'équipement de transmission a même été installé expérimentalement en avion pour l'utilisation de l'observateur au centre d'assemblage (en Amérique du Nord son usage est limité du centre à l'usager de la chaîne) (Voir "Morskoy Flot", 1960, N°3, p. 15-17 et 1963, p. 16-17).

Des services hydrographiques étaient de nouveau en activité en plusieurs endroits de la route et huit petits navires étaient affectés à cette tâche. Une série de sections hydrologiques sont étudiées chaque année et les informations acquises donnent, ce qui maintenant doit être considéré comme une image complète de la structure et de la puissance de la masse des eaux.

Les stations flottantes soviétiques dans l'Océan Arctique étaient originellement prévues pour contribuer à aider par leurs informations les usagers de la Route Maritime du Nord. Leur utilité s'est avérée encore plus étendue que cela, mais les usagers de la Route Maritime du Nord en sont encore les principaux bénéficiaires. Il est opportun de dire ici que durant la saison 1963 deux stations SP-10 et SP-12 fonctionnaient: la première à proximité du 80° Nord, 150° Est (au Nord de Novosibirskiye Ostrova) et la seconde près du 79° Nord, 165° Ouest (au Nord de Pointe Barrow). Au dégel annuel du printemps, la station SP-10 a été réapprovisionnée et la SP-12, nouvelle station, a été établie pour remplacer la

SP-11, qui était évacuée.

Durant cette saison 1963, la plus intéressante croisière océanographique a été effectuée par le brise-glace garde-côte "Northwind". Entre le 7 août et le 18 septembre, cent quatre-vingt stations océanographiques furent occupées dans le Chukchi, l'Est sibérien et la mer des Laptev. Entrant dans la Route Maritime du Nord par le détroit de Béring, le "Northwind" suivait la direction ouest vers Taymyr, puis retournait en reprenant sa route d'arrivée. Ceci semble bien être la première fois qu'un bateau des Etats-Unis ait navigué aussi loin dans les eaux de la Route Maritime du Nord et c'est certainement la première fois depuis la deuxième guerre mondiale qu'un navire autre que russe apparaissait dans ces eaux. Un accord avec les autorités soviétiques avait été passé préalablement à cette expédition. En dehors de la valeur des informations océanographiques obtenues à la suite de ce voyage, celui-ci constituait un événement notable de coopération scientifique internationale dans l'Arctique.

V

L'AVENIR

Les bases économiques de la Route Maritime du Nord demeurent obscures; du fait de l'insuffisance des données sur le fret, le tonnage et les frais ne permettent d'émettre la moindre supposition: Aussi est-il clair que, en dépit de l'empiètement des routes secondaires du sud, plus rapides et moins coûteuses, il y a une réelle intention de la part du gouvernement soviétique de maintenir et véritablement développer le trafic de la Route Maritime du Nord.

Il est admis que le trafic fluvial sur les rivières sibériennes est conçu pour une expansion régulière. Ceci peut être vu comme une menace pour la Route Maritime du Nord, dans la mesure où les rivières offrent une route secondaire au sud, ou comme un complément essentiel de la Route Maritime du Nord, pour autant que les rivières auront à transporter les marchandises des points de transbordement à leur embouchure jusqu'aux destinations intérieures. Ainsi le fait de l'expansion du trafic fluvial ne peut être retenu pour avancer quoi que ce soit sur l'avenir de la Route Maritime du Nord.

Associés aux plans d'accroissement du trafic fluvial, sont prévus des projets hydro-électriques, lesquels impliquent des niveaux d'eaux plus stables et des chenaux plus profonds pour les embarcations. Bratsk, maintenant terminé, et Krasnoyarsk, en construction, sont les premières réalisations de ces importants projets, et l'une et l'autre sont situées en amont de leur fleuve. Mais, des plans ont encore été approuvés pour d'autres stations dans le proche Arctique et dans l'Arctique même; notamment la station du bas Léna qui serait située à l'embouchure (au 71° de latitude

Nord) et aurait une capacité de vingt millions de kw., qui ferait de cette station de beaucoup la plus grande du Monde. Elle pourvoirait, avec quelques autres petites stations en amont, un canal profond, du chemin de fer d'Osetrovo, à Tiksi, point de transbordement à l'embouchure soit une distance de plus de 3.000 km. Une station à l'embouchure de l'Ob a également été sérieusement envisagée, avec une voie navigable similaire, en ligne droite jusqu'à la partie en amont. Sans doute, un certain temps s'écoulera avant qu'une action soit prise dans l'un ou l'autre de ces cas, mais il est intéressant de découvrir, dans la littérature russe, un plaidoyer consciencieux pour ne pas oublier les conséquences de ces projets dans l'Océan Arctique. V. S. Antonov, principal spécialiste de l'écoulement fluvial à l'Institut Arctique et Antarctique de recherche, écrit ("Priroda", 1963, n°6 p. 25-33) que l'attention donnée aux projets hydro-électriques semblent naître et se nourrir de l'opinion que les fleuves sibériens livrés à eux-mêmes, déversent leurs eaux inutilement dans l'Océan Arctique. Ceci est, cependant, loin d'être le cas, dit-il. En effet, la grande quantité d'eau fraîche et comparativement chaude qu'ils écoulent a révélé des effets d'une grande portée sur le régime hydrologique et des glaces du littoral, et si cet écoulement était véritablement changé, des résultats défavorables pour la navigation pourraient s'ensuivre. De la façon dont l'auteur s'exprime, on pourrait croire que les projets hydro-électriques ont de plus grandes armes derrière eux que la Route Maritime du Nord. Quoiqu'il en soit, la Route Maritime du Nord est un cas qui doit être considéré. Il sera significatif de voir dans quelle voie la décision ira.

THAÏNE DES PORTS
DE MOÛMANÛK ET
ANÛHANGÛK



Av départ de Londres, vers l'Océan atlantique ou vers l'EstroÛt Dard
Lignes maritimes
passant par Panama ou Suez
représentant la route du Nord
La distance est la même pour les 2 lignes maritimes au départ de New-York
Ligne au départ d'Odesa, Moscou et New-York.



ZONE ÉQUIDISTANTE
DE LONDRES
PAR SUEZ
ET PAR LA ROUTE DU NORD

ZONE ÉQUIDISTANTE
D'ODESSA

ZONE ÉQUIDISTANTE
DE NEW-YORK ET MONTREAL

ZONE ÉQUIDISTANTE
DE LONDRES
PAR PANAMA
ET PAR LA ROUTE DU NORD



MAP OF THE
MEDITERRANEAN
AND ADJACENT SEAS

Scale of Statute Miles
Scale of Nautical Miles
Scale of Kilometers



1. The Mediterranean Sea is a body of water that connects the Atlantic Ocean to the Black Sea.

2. The Black Sea is a large inland sea, bounded by the Balkans to the west and the Caucasus to the east.

3. The Red Sea is a narrow inlet of the Indian Ocean, lying between Africa and the Arabian Peninsula.

4. The Persian Gulf is a shallow body of water between the Arabian Peninsula and Iran.

SELECTED BIBLIOGRAPHY OF RECENT RESEARCH AND CONTINUING
RESEARCH IN SOCIAL SCIENCES AND PUBLIC ADMINISTRATION
IN ALASKA

by G. W. MILES

POPULATION

Major Publications on Demography and the Social Sciences

Research in demography in Alaska is continuing. The most important work done in the past year is the publication of the Alaska Demographic Yearbook, 1964, by the Alaska Department of Social Services, Fairbanks, Alaska, 1964, pp. 1-100.

Alaska Demographic Yearbook, 1964, Fairbanks, Alaska, 1964, pp. 1-100.

Major Publications on the Social Sciences and Public Administration in Alaska
Research in the social sciences and public administration in Alaska is continuing. The most important work done in the past year is the publication of the Alaska Yearbook of Social Sciences and Public Administration, 1964, by the Alaska Department of Social Services, Fairbanks, Alaska, 1964, pp. 1-100.

SECTION BIBLIOGRAPHIQUE

Major Publications on Demography and the Social Sciences
Research in demography in Alaska is continuing. The most important work done in the past year is the publication of the Alaska Demographic Yearbook, 1964, by the Alaska Department of Social Services, Fairbanks, Alaska, 1964, pp. 1-100.

Major Publications on the Social Sciences and Public Administration in Alaska
Research in the social sciences and public administration in Alaska is continuing. The most important work done in the past year is the publication of the Alaska Yearbook of Social Sciences and Public Administration, 1964, by the Alaska Department of Social Services, Fairbanks, Alaska, 1964, pp. 1-100.

Major Publications on the Social Sciences and Public Administration in Alaska
Research in the social sciences and public administration in Alaska is continuing. The most important work done in the past year is the publication of the Alaska Yearbook of Social Sciences and Public Administration, 1964, by the Alaska Department of Social Services, Fairbanks, Alaska, 1964, pp. 1-100.

Major Publications on the Social Sciences and Public Administration in Alaska
Research in the social sciences and public administration in Alaska is continuing. The most important work done in the past year is the publication of the Alaska Yearbook of Social Sciences and Public Administration, 1964, by the Alaska Department of Social Services, Fairbanks, Alaska, 1964, pp. 1-100.

Major Publications on the Social Sciences and Public Administration in Alaska
Research in the social sciences and public administration in Alaska is continuing. The most important work done in the past year is the publication of the Alaska Yearbook of Social Sciences and Public Administration, 1964, by the Alaska Department of Social Services, Fairbanks, Alaska, 1964, pp. 1-100.

Major Publications on the Social Sciences and Public Administration in Alaska
Research in the social sciences and public administration in Alaska is continuing. The most important work done in the past year is the publication of the Alaska Yearbook of Social Sciences and Public Administration, 1964, by the Alaska Department of Social Services, Fairbanks, Alaska, 1964, pp. 1-100.

Major Publications on the Social Sciences and Public Administration in Alaska
Research in the social sciences and public administration in Alaska is continuing. The most important work done in the past year is the publication of the Alaska Yearbook of Social Sciences and Public Administration, 1964, by the Alaska Department of Social Services, Fairbanks, Alaska, 1964, pp. 1-100.

Major Publications on the Social Sciences and Public Administration in Alaska
Research in the social sciences and public administration in Alaska is continuing. The most important work done in the past year is the publication of the Alaska Yearbook of Social Sciences and Public Administration, 1964, by the Alaska Department of Social Services, Fairbanks, Alaska, 1964, pp. 1-100.

SECTION 1510-GEARHOUSE

SELECTED BIBLIOGRAPHY OF RECENT REPORTS AND CONTINUING
RESEARCH IN SOCIAL SCIENCES AND PUBLIC ADMINISTRATION
IN ALASKA

by G.W. Rogers

POPULATION

Alaska Department of Labor, Employment Security Division

Estimates of population by electric district area. These are unpublished estimates which will be available on an annual basis in August 1964 and subsequent years. Estimates have been made using school enrollment as a measure of migration.

Alaska's Manpower. A Look at the 60's. Projections to 1970 of total population, population by age and sex.

Alaska Housing Authority, State of Alaska, comprehensive urban renewal plans prepared for the following cities: Cordova (1963), Fairbanks (1959), Haines-Port Chilkoot (1964), Kenai (1962), Ketchikan (1950), Kodiak (1962), Seward (1959), and Skagway (1964). Land-use planning and economic analysis with population and employment projections to 1980.

Alaska Resource Development Board, Estimate of Alaska Population, annual population estimate series (June 30 - July 1) for years 1953-54; 1954-55; 1955-1956; 1956-1957; 1957-1958. Estimates on civilian and military population tabulated in detail by year and month.

Alaska Rural Development Board

Alaska Village Census 1958, A Cooperative Project, Jan. 1958, 9 p. mimeo. Total population of 220 villages in Jan-Feb 1958 broken down by race, sex, etc.

The Silver Fleece: An Economic Study of the Bristol Bay Region, 1958. Survey of the present economy and consideration of future development of this 40,000 mile-square region.

Anchorage City Planning Department, A Study of High School Needs Based on 20-Year Population Forecast of Anchorage and the Greater Anchorage Area - With Projections to 1980, Feb. 1959.

Anchorage Planning Commission

Anchorage, Alaska Metropolitan Area - Population and Employment Study 1960-1980, 1961. Twenty-year planning program with population and employment trends and forecasts.

The Economic Base of the Greater Anchorage Area-Supplement No. 1 - With Projections to 1963 and 1980. June 1958. Basic economic data with population projections to 1980.

Ivan Bloch and Associates, Report of a Planning Project for Juneau, Alaska, City of Juneau, Sept. 1959. Comprehensive land-use, economic, and administrative study with population and employment forecasts to 1975.

Johnson, Hugh A. and Jorgenson, Harold T., Land Resources of Alaska, 1963, University Publishers, New York, Inc.

See AGRICULTURE.

Kozely, Lado. (Bureau of Indian Affairs) Economic surveys for following villages: Wainwright, Anatumuk Pass, Lower Kalskag, Fortuna Ledge, Elim, Stebbins, Buckland, Candle, Canyon Village, Kaltag, Nikolski, Kotlik, Pilot Point, Tatitlik, Copper Center, Togiak, English Bay, Gulkana, Egegik, Eklutna, Nondalton, Ugashik, Ouzinkie, Perryville; 1962-63. Population and employment estimates included.

North Pacific Consultants (Ivan Bloch), Economic Analysis of Fairbanks and Contiguous Area, Alaska, prepared for Golden Valley Electric Association, Inc. Fairbanks, Jan. 1959. Comprehensive economic data including analysis of population trends with projections made to 1966.

Rogers, George W. and Cooley, Richard A., Alaska's Population and Economy-Regional Growth, Development and Future Outlook, Volume I - Analysis; Volume II - Statistical handbook; report prepared for Department of Economic Development and Planning, State of Alaska, March 1962. Basic regional analysis study to year 2000 of Alaska's economy with emphasis on population, employment and resource production patterns.

Rogers, George W., "Analysis of the Alaska Economy and its future Outlook". (Alaska: Employment Security Commission - Financing Alaska's Employment Security Program), Oct 1958. The state is divided into 3 social-economic regions and their economies and employment patterns are analyzed; past trends are analyzed and future economic development is outlined.

U. S. Dept. of Commerce, Bureau of the Census

Current Population Reports - "Interim Revised Projections of the Population of the United States, by Age and Sex: 1965 and 1970", Jan. 1962.

Current Population Reports (Series P-20, P-23, P-25, P-27, and P-60). Periodical estimates of general and social characteristics.

United States Census of Population - Alaska - Detailed Characteristics, 1950 and 1960. Detailed statistical data on age, race, marital status, employment, education, occupation, income, etc.

United States Census of Population - Alaska - General Population Characteristics, 1950 and 1960. Decennial statistical series. Data on age, employment, school enrollment, marital status, households, etc.

United States Census of Population - Alaska - General Social and Economic Characteristics. Decennial statistical series. Data on ethnic origin, migration families, income, education, employment, etc.

United States Census of Population - Alaska - Number of Inhabitants. Decennial statistical series. Total population for cities, small areas, judicial divisions, etc.

U. S. Senate, Select Comm. on Nat. Water Resources, "Population Projections and Economic Assumptions", Water Resources Activities in the United States (includes Alaska). S. Res. 48, 86th Cong., March 1960. General economic analysis of Alaska with population projections to 1980.

Wilbur Smith & Associates, Review of Population and Land Use Projections as Related to 1959 Traffic Survey Anchorage, Alaska, prepared for Alaska Division of Highways.

EMPLOYMENT

Alaska Department of Labor, Employment Security Division

Alaska Employment Trends. Monthly publication containing current estimates of employment and unemployment by industry. Publication also includes estimates of average wage rates, hours of work, and labor turnover rates for selected industries. These data are derived from a large firm sample conducted in cooperation with the U.S. Bureau of Labor Statistics.

Labor Market Newsletter. Monthly publication containing current estimates of employment and unemployment in four Alaska labor market areas - Anchorage, Fairbanks, Juneau, and Ketchikan. Employment estimates are obtained primarily from a continuous large firm sample conducted in the areas.

Statistical Quarterly. Quarterly publication describing covered employment and payrolls by detailed industry and by area. Data for the publication are obtained as by-products of the reports made by employers for unemployment compensation purposes.

Annual Report to the Governor. Contains estimates of employment covered by unemployment insurance, by major industry, 1939 to present.

Alaska Workforce Estimates, by Industry 1950-1962, and by Area, 1961 and 1962. Estimates of total employment and unemployment. Publication is to be updated annually.

Alaska's Manpower, A Look at the 60's. Projections to 1970 of total population, population by age and sex, labor force, employment by industry, and occupation classes. Released 1963.

Estimates of population by election district area. These are unpublished estimates which will be available on an annual basis in August 1964 and subsequent years. Estimates have been made using school enrollment as a measure of migration.

Alaska Housing Authority, State of Alaska, Comprehensive urban renewal plans prepared for the following cities: Cordova (1963), Fairbanks (1959), Haines-Port Chilkoot (1964), Kenai (1962), Ketchikan (1950), Kodiak (1962), Seward (1959), and Skagway (1964). Land-use planning and economic analysis with population and employment projections to 1980.

Anchorage Planning Commission, Anchorage, Alaska Metropolitan Area - Population and Employment Study 1960-1980, 1961. Twenty-year planning program with population and employment trends and forecasts.

Rogers, George W. "Analysis of the Alaska Economy and its Future Outlook". (Alaska: Employment Security Commission - Financing Alaska's Employment Security Program), Oct. 1958. The state is divided into 3 social-economic regions and their economies and employment patterns are analyzed; past trends are analyzed and future economic development is outlined.

Rogers, George W. The Future of Alaska: Economic Consequences of Statehood. (Resources for the Future Series), the Johns Hopkins Press, Baltimore, 1962.

See ECONOMIC AND INDUSTRIAL DEVELOPMENT

Rogers, George W., and Cooley, Richard A., Alaska's Population and Economy-Regional Growth, Development and Future Outlook, Volume I - Analysis; and Volume II - Statistical

Handbook; report prepared for Department of Economic Development and Planning, State of Alaska, March 1962.

See POPULATION

U. S. Department of Commerce, Area Redevelopment Administration, Overall economic development reports prepared by local economic development committees in each of following areas: Ketchikan, Petersburg (Wrangell and Kake), Sitka, Haines (Port Chilkoot, Yakutat, Hoonah, Skagway), Anchorage, Seward, Cordova, Kodiak, Palmer, Aleutian Islands, Dillingham, Kenai Peninsula, Valdez, Kotzebue, Bethel (Kuskokwim, Wade Hampton), Nome, Barrow, Fairbanks; 1962-1964. Analysis of population, industry and employment.

U. S. Dept. of Commerce, Bureau of the Census, United States Census of Population - Alaska General Population Characteristics, 1950 and 1960. Decennial statistical series. Data on age, employment, school enrollment, marital status, households, etc.

General Social and Economic Characteristics. Decennial statistical series. Data on ethnic origin, migration families, income, education, employment, etc.

TRANSPORTATION

Alaska Department of Highways (in cooperation with U. S. Bureau of Public Roads) Annual Traffic Reports - 1960 through 1963. Statistical data on traffic volumes and distribution.

Alaska Department of Public Works

Air Trade Study and Master Plan-Fairbanks International Airport, May 1962. A report by Leigh Fisher Associates, Inc., giving a master plan for the Fairbanks Airport for the next 15 years. Data on air trade, plane type, and stage construction costs are presented.

Preliminary Evaluation of Air Terminal Facilities and Requirements at Fairbanks International Airport, Dec. 1960. Air traffic forecast for the next 5, 10, and 25 years, preliminary evaluation of existing terminal facilities, and forecast of space requirements for the same time intervals.

Preliminary Evaluation of Air Terminal Facilities and Requirements at Anchorage International Airport, Dec. 1960. Air traffic forecast for the next 5, 10, and 25 years, preliminary evaluation of existing terminal facilities, and forecast of space requirements for the same time intervals.

Anchorage Chamber of Commerce, Highway Location and the Economic Development of Natural Resources in the Susitna-Kuskokwim Valleys (Talkeetna to McGrath Highway) Dec. 1960.

Battelle Memorial Institute, Transport Requirements for the Growth of Northwest North America, Vol. 2, 1961, House Document No.176, 87th Congress, 1st Session. A comprehensive study of existing resources, economy and developments, together with forecasts of potential industrial developments through 1980, as a background for a projection and evaluation of future surface transportation requirements. Includes an exhaustive compilation of pertinent references and reports.

Federal Aviation Agency, National Airport Plan Requirements for Fiscal Years 1963-1967 (includes

- Alaska), April 1962. Presents Alaskan airport needs in terms of paving, parking areas, terminal facilities, etc.
- U. S. Bureau of Public Roads, A Description of Proposed Road Routes in Alaska: Fairbanks-Nome-Teller, Sept. 1959. Descriptions of topography, climate, vegetation, history and settlement, transportation, economy and future development, route description, engineering and construction, possible future improvements, maintenance, and cost of construction.
- U. S. Corps of Engineers, Waterborne Commerce of the United States, Part 4, Waterways and Harbors: Pacific Coast, Alaska and Hawaii (published annually). Statistical summary of data on the movements of commodities and vessels at the ports, harbors, waterways of the Pacific Coast, Alaska, and Hawaii.
- U. S. Department of Commerce, Maritime Administration, United States Seaports Alaska, Pacific Coast and Hawaii, Port Series, Part 1, June 1961. Data on port administration, Federal functions and services, terminal services, rates and charges, labor contracts and related matters, foreign and domestic trade, port development, and policy and legal action.
- U. S. Senate Committee on Commerce Hearings, Study of Alaska Transportation, 87th Cong. First Sess., 1961. Hearings on bills to establish through routes and joint rates and joint board to review such rates, terminal area exemption, provide for the regulation of the Alaska RR under the ICC, establish an international reception center at Anchorage, and other matters of Alaskan transportation interests.
- U. S. Senate and House Committees on Interstate and Foreign Commerce, Alaskan and Hawaiian Transportation Joint Hearings, 86th Congress, 1961, 508 pp. Hearings on a bill to make the Interstate Commerce Act applicable to transportation by water between ports in the State of Alaska and other ports in the U. S., a bill to provide for economic regulation of the Alaska RR under the Interstate Commerce Act, and various other bills pertaining to Alaskan and Hawaiian transportation.
- U. S. Senate, Memorandum of the Chairman to Members of the Committee on Public Works, Highways in Alaska, 86th Cong., 1st Sess., Dec. 4, 1959. Information on the present status of and need for the highways in Alaska, the problems involved, and the justification for enlargement of the highway program in Alaska.
- U. S. Senate, Hearing before a Subcommittee of the Committee on Public Works Report, Study of Highway Program for Alaska, 87th Cong. 2nd Sess., Feb. 27, 1962. Hearings on a bill to authorize the Secretary of Commerce, in cooperation with the State of Alaska, to undertake studies and surveys relative to a highway construction program for Alaska.
- U. S. Senate, Hearing before a Subcommittee of the Committee on Public Works, Highways in Alaska, 86th Cong., 2nd Sess., (S. 2976) May 25, 1960. Hearing on a bill to equalize payment to the State of Alaska under the federal-aid highway program. Presents history of federal appropriations, existing highway mileage.

AGRICULTURE

Annual Report for years 1959, 1960, 1961, 1962, 1963. Operations of the Division of Agriculture.

Alaska Farm Production 1959-1961, 1962, 1963 (In cooperation with U.S. Dept. of Agriculture.) Value and volume of commodities produced during the year by product and by area.

Alaska Science Conference (J. Wilson and others) "Frontier Development Problems - a Symposium", 1953, pub. 1956. Problems of food production, agriculture, outmoded laws discussed; Tanana Valley stressed as a potential agricultural area.

Arthur D. Little, Inc., Possibilities for an Agricultural Industry in Alaska, report to State of Alaska, 1961. Current investment opportunity analysis of present production, farming methods, and quality of the major farm products, with suggestions for possible expanded markets.

Barrelle Memorial Institute, Transport Requirements for the Growth of Northwest North America, Vol. 2, House Document No. 176, 87th Congress, 1st Session 1961.

See TRANSPORTATION

C. W. Vrooman & Associates, Some Potentials and Problems of Cattle Ranching on Kodiak Island, Alaska, 1956. Evaluation of livestock industry as related to the geographical area and market conditions.

Hakala, John B., (Yutana Barge Lines, Inc., Nenana, Alaska) The Agricultural Potential of the Yukon River Valley, 1956. Detailed information on soil conditions, growing season and suitable crops to the area.

Ivan Bloch & Associates (North Pacific Consultants) Economic Analysis of Fairbanks and Contiguous Areas, Alaska, prepared for Golden Valley Electric Association, Inc., Fairbanks, Jan 1959.

See ECONOMIC AND INDUSTRIAL DEVELOPMENT

Johnson, Hugh A. and Irwin, D. L., "The Position of Agriculture in Alaska's Current Economy", Alaska Agricultural Experiment Station Special Report No. 1, Palmer, Alaska, Jan 1953, 15 p. mimeo. Statistical report and brief summary of agricultural settlement and development in Tanana and Matanuska Valley; Alaskan population growth and volume and type of food shipments to Alaska.

Johnson, Hugh A. and Jorgenson, Harold T., Land Resources of Alaska, University Publishers, New York, Inc. 1963. Comprehensive study to year 1975 of the regional background, resources for growth, land management, and national significance of Alaska's agricultural, forest, and mineral lands. Also gives projections of population and employment.

Johnson, Hugh A., "Industrialization and Agriculture", Alaska Science Conference, Sept. 1953, pub. 1956 Discussion of agricultural and industrial prospects, etc.

Johnson, Hugh A., "Present and Potential Agricultural Areas in Alaska", Alaska Agricultural Experiment Station Bulletin 15, Palmer, Alaska, 1953. Description of the major agricultural areas: Kenai Peninsula, Anchorage-Matanuska-Susitna region, Tanana Valley, with crop yields and markets noted.

Johnson, Hugh A., "The Role of Agricultural Economics in Alaska", Alaska Science Conference 1951 Proceedings, 1953. Brief report of work of Alaska Agricultural Experiment Station.

U. S. Department of Agriculture

Soil Conservation Service (In cooperation with Alaska Agricultural Experiment Station),
Soil surveys as follows :

Fairbanks Area (Series 1959, No. 25, Sept 1963);

Kenai-Kasilof Area (Series 1958, No. 20, June 1962);

Northeastern Kodiak Island Area (Series 1956, No. 17, 1960).

General description of areas with detailed information on soils (formation and classification), vegetation and suitable crops.

Maps included.

Agricultural Research Administration, Report on Exploratory Investigations of Agricultural Problems of Alaska, Misc. pub. No. 700, 1952. Detailed report on agricultural prospects and problems with recommendations for research.

U. S. Senate Committee on Agriculture and Forestry, Report on Assistance in Developing Alaskan Farmlands, Report No. 2014; also hearings on S. 2805, Program of Agricultural Land Development in State of Alaska, 87th Congress, 2nd Session, 1962.

FORESTS

Alaska Division of Lands, Branch of Forestry, Parks and Recreation Forest Survey of the Haines, Skagway Vicinity, March 30, 1964. Area and volume of commercial forests, classified description.

Japanese Market Potential for Alaska Forest Products, Feb 1963. Report based on information gathered from a trip to Japan, giving the Japanese needs and interests in regard to the lumber and wood product trade with Alaska.

Alaska Division of Lands, Forest Inventory in the Alaska Division of Lands--Plans and Progress through 1962. Current comprehensive account of forest resources existing on State selected land.

Annual Reports of, 1959-61; 1962; 1963. Summary of activities.

"Alaska Forest Resources" Journal of Forestry, Vol. 58, No. 6, June 1960. Series of articles on Alaska's forests including national forests and public domain, forest and range fire control, forest wildlife resources, and the pulp-timber industry, etc.

Arthur D. Little, Inc., Alaska's Forest Resources as a Base for Industrial Development, report to State of Alaska, Nov. 1961. Current investment opportunity analysis of Alaska forest resources and potential products.

Battelle Memorial Institute, Transport Requirements for the Growth of Northwest North America, Vol. 2, House Document No. 176, 87th Congress, 1st Session 1961.

See TRANSPORTATION

Byers, A. M., "The Timber Industry and Industrial Forestry in Alaska", Journal of Forestry, Vol. 58, No. 6, June 1960, pp. 474-77. Development, present status and outlook on this industry, with emphasis on economic problems.

- Caporaso, A. P., "The Forest Survey of Interior Alaska, a preliminary Report", Alaska Science Conference Proceedings 1957, pub. 1960, pp. 105-111. Reports on extensive survey carried out since 1956 by Alaska Forest Research Center.
- Hanson, P. D., National Forest in the Economy of Southeastern Alaska, speech presented at State Chamber of Commerce meeting at Sitka, Alaska, Oct. 16, 1959. General discussion of problems and potential of forest industry in Alaska.
- Johnson, Hugh A. and Jorgenson, Harold T., Land Resources of Alaska, 1963, University Publishers, New York, Inc.
- See AGRICULTURE
- Krause, H. H. and others, "Soils and Forest Growth on Different Aspects in the Tanana Watershed of Interior Alaska," Ecology, Vol. 40, No. 3, July 1959, pp. 492-5.
- U. S. Dept. of Interior, Bureau of Land Management, The Forest Resources of Alaska--The Significance of their Conservation in the Growth and Development of Alaska, report to the Secretary of Interior, Feb. 1958. Description of the area forests, fire control methods, forest industries, and outdoor recreation.

U. S. Department of Agriculture
Forest Service

Timber Management plans for the following: Juneau Working Circle-Tongass National Forest 1959-1968 (1958 rev. 1961); Petersburg, Wrangell Working Circle-N. Tongass National Forest 1960-1969 (1961); Sitka Working Circle 1959-1968; (); Yakutat Working Circle, N. Tongass Forest 1962-1971 (1961). Detailed plan giving description of forest stands, yield computations, sales policies, multiple use provisions, etc.

Timber Management Plan: Tongass National Forest - Alaska Region 1958-
(1967,) 1958. A general plan of management for the timber resources, giving basic data and policies for the entire forest. Fourteen references.

"Pulp-Timber Resources of Southeastern Alaska", Misc. Publ. No. 41, pp. 12-28. Description of timber stands and future utilization in pulp or wood industries.

Forest Products Laboratory (Madison, Wis.) Characteristics of Alaska Woods, FPL 1 Jan. 1963. Compilation of information relating to the characteristics, distribution, and utilization of some Alaska woods.

ECONOMIC AND INDUSTRIAL DEVELOPMENT

Alaska Rural Development Board

Kotzebue, and the Nostak, Kobuk Region--A Preliminary Economic Study, Dec. 1956. Economic survey including area description, population, employment and resources of the region.

The Silver Fleece--An Economic Study of the Bristol Bay Region, April 1958. Economic survey including area description, population, employment and resources of the region.

Alaska State Chamber of Commerce

Standard Industrial Survey, 1963. A compilation of questionnaires covering statistical industrial data on following towns: Anchorage, Cordova, Douglas, Fairbanks, Haines-Port Chilkoot, Homer, Juneau, Kenai, Ketchikan, Kotzebue, Palmer, Petersburg, Seward, Sitka, Skagway, Wrangell.

Alaska 1962-63. Illustrated brochure including an economic profile of the State.

Alaska State Development Corporation, Alaska Economic and Fiscal Data 1963. April 1963. Summary of Alaska's economic, social and financial structure.

Anchorage City Planning Commission, The Economic Base of the Greater Anchorage Area, Sept. 1956. Comprehensive pattern of the area's basic economy and future growth.

Arthur D. Little, Inc., Alaska's Forest Resources as a Base for Industrial Development, Nov. 1961.
See FORESTS

Arthur D. Little, Inc., Alaska's Mineral Resources as a Base for Industrial Development, report to State of Alaska, Feb. 1962.
See MINING AND MINERALS

Arthur D. Little, Inc., Potential For Use of Alaska's Energy Resources, report to State of Alaska, Jan. 1962.
See MINING AND MINERALS

Arthur D. Little, Inc., Possibilities for Agricultural Industry in Alaska, report to State of Alaska, 1961.
See AGRICULTURE

Battelle Memorial Institute, Transport Requirements for the Growth of Northwest North America, Vol. 2. House Document 176, 87th Congress, 1st Session, 1961.
See TRANSPORTATION

Clark-Coleman & Associates, Fairbanks Industrial Development, prepared for the City of Fairbanks and the Alaska State Housing Authority, 1954. Analysis of the present characteristics and future growth potential of the Fairbanks industrial district.

Department of Economic Development and Planning, State of Alaska, Alaska Development Digest (monthly) current. Review of economic activity in the State.

Development and Resources Corp., The Market for Rampart Power, Committee on Public Works, U.S. Senate, 87th Congress, 2nd Session, 1962. Information and judgments concerning the probable size and characteristics of the Rampart power market in Alaska to year 1990. Mineral and industrial development is forecasted in relation to the availability of low-cost power. An unpublished bibliography contains additional references.

Federal Power Commission, Bureau of Power, Alaska Power Market Survey, May 1960 for the U. S. Army Corps of Engineers. Current information on Alaska's economy and electric power requirements and supply, and predictions of population and power needs by 1980.

Gellert, Hubert J., Japan in Alaska's Economic Future, prepared for the Fourteenth Annual Conference of the American Association for the Advancement of Science, Anchorage, Alaska, Aug. 1963. Discussion of future trade between Alaska and Japan with brief review of Japanese economy.

Gellert, Hubert J., Economic Development in Northern & Western Alaska, paper presented at Alaska Science Conference, Aug. 23, 1962. Regional review of economic conditions and future prospects of resource development.

Ivan Bloch & Associates, Greater Anchorage, Matanuska Valley, Kenai Peninsula Area Industrial Location Facts--prepared for Chugach Electric 1957. Land-use development and market analysis with projections for future growth.

Ivan Bloch and Associates, Report of a Planning Project for Juneau, Alaska, Sept. 1959. Land-use development and economic base study of the area.

Ivan Bloch & Associates (North Pacific Consultants) Economic Analysis of Fairbanks and Contiguous Area, Alaska, prepared for Golden Valley Electric Association, Inc., Fairbanks, Jan. 1959. Comprehensive economic data with emphasis on future resource development of the area.

Johnson, Hugh A. and Jorgenson, Harold T., Land Resources of Alaska, University Publishers, New York, 1963.

See AGRICULTURE

Johnson, Hugh A., Alaska and Its Potential for Economic Growth, address presented at AAA Alaska Science Conference, Aug. 1959, Juneau, Alaska. Analytical discussion of Alaska's economic development in relation to its unique problems and resource potential.

J. Walter Thompson Company, The Alaskan Market, 1958. Area description, resource and market analysis at the beginning of statehood.

Office of the Governor, Advisory Committee on Economic Development, State of Alaska, Overall Alaska Development Plan, 1963. Summary of resource development plans and proposals submitted to the State by various consulting firms and organizations.

Rogers, George W., The Future of Alaska: Economic Consequences of Statehood, (Resources for the Future Series), the Johns Hopkins Press, Baltimore, 1962. Analysis of the conditions and requirements for several patterns of future development.

Rogers, George W. and Cooley, Richard A., Alaska Population and Economy--Regional Growth, Development and Future Outlook, Volume I - Analysis; Volume II - Statistical Handbook, report to Alaska Department of Economic Development and Planning, 1963.

See POPULATION

Rogers, George W., Alaska in Transition--Southeast Region, Johns Hopkins, 1960. A regional case study analyzing geographic, economic and political factors in Southeast Alaska.

Rogers, George W., "Analysis of the Alaska Economy and its Future Outlook" 1958, (Alaska: Employment Security Commission - Financing Alaska's Security Program).

See EMPLOYMENT

University of Alaska, Institute of Business, Economic and Government Research, Monthly Review of Business and Economic Conditions (Alaska) Current.

U. S. Bureau of Reclamation, Crater-Long Lakes Division, Snettisham Project, House Document No. 40, 87th Congress, 1st Session, 1961. Plan of development, including area resources and economy, and present and future power demands.

U. S. Corps of Engineers, Alaska Division, interim reports submitted to Congress on a series of water resource surveys in Alaska covering detailed information on geography, economic development, and problems relating to navigation.

Cook Inlet and Tributaries, Alaska, H. Doc. No. 34, 85th Cong. 1st Ses., 1957

Copper River and Gulf Coast, Alaska, H. Doc. No. 182, 83rd Cong., 1st Ses., 1953

Northwestern Alaska, H. Doc. No. 99, 86th Cong., 1st Ses., 1959

Southwestern Alaska, H. Doc. No. 390, 84th Cong., 2d Ses., 1957

Tanana River Basin, Alaska, H. Doc. No. 137, 84th Cong., 1st Ses., 1955

U. S. Department of Commerce, Alaska--Its Economy and Market Potential 1959. A market study presenting an extensive review of Alaska's economy at the beginning of statehood. Both problems and potential are objectively appraised.

U. S. Department of Commerce, Area Redevelopment Administration. Overall economic development reports prepared by local economic development committees in each of following areas: Ketchikan, Petersburg (Wrangell and Kake), Sitka, Haines (Port Chilkoot, Yakutat, Hoonah, Skagway), Anchorage, Seward, Cordova, Kodiak, Palmer, Aleutian Islands, Dillingham, Kenai Peninsula, Valdez, Kotzebue, Bethel (Wade Hampton-Kuskokwim), Nome, Barrow, Fairbanks; 1962-1964. Analysis of population, industry and employment factors.

Western Real Estate Research Corp., Marketability Survey for Central Downtown Area, Urban Renewal Project T.A.R.-7, Fairbanks, Alaska, prepared for Alaska Housing Authority, May 1959. Market analysis and land-use appraisal.

MINING AND MINERALS

Alaska State Dept. of Natural Resources, Division of Mines and Minerals, Report for the Year for years 1960, 1961, 1962, and 1963. Summaries of mineral production, exploration, and development during the year.

Arthur D. Little, Inc., Alaska's Mineral Resources as a Base for Industrial Development, Feb. 1962. Comprehensive inventory of Alaska's mineral resources from the current attractive investment opportunity standpoint. Presented are descriptions of occurrences, possible markets, economic studies.

Arthur D. Little, Inc., Potential for Use of Alaska's Energy Resources, Jan. 1962. Economic studies and market analyses for the future use of crude and refined petroleum products, natural gas, and coal.

Bailly, Paul A., "Methods, Costs, Land Requirements and Organization in Regional Exploration for Base Metals", AIME meeting, Alaska section, Fairbanks, Alaska, 1964. Engineering and economic study of cost and probabilities of mineral discovery in Alaska.

Battelle Memorial Institute, Transport Requirements for the Growth of Northwest North America, Vol. 2, 1961, House Document No. 176, 87th Congress, 1st Session.

See TRANSPORTATION

Development and Resources Corp., The Market for Rampart Power, Committee on Public Works, U. S. Senate, 87th Congress, 2nd Session, 1962.

See ECONOMIC AND INDUSTRIAL DEVELOPMENT

Kaufman, Alvin, Trends in Alaska's Mineral Industry, U. S. Bureau of Mines Information Circular 8045, 1961. Discussion of the present and future Alaska economy in relation to its mineral industry, including considerations of taxes and foreign imports and exports.

Kaufman, Alvin, "Economic Aspects of Alaska Mining", Mining Engineering, Vol. 13, No. 12, Dec. 1961. Discussion of the economic factors which hinder the development of a large mining industry in Alaska.

Rogers, George W., "The Relation of Alaska to World Mineral Resource Markets." Paper presented at AIME conference at College, Alaska 1964.

U. S. Bureau of Mines

Alaska Office of Mineral Resources, "Preliminary Investigation of Mineral Resources of the Rampart Project, Alaska", 1963. Description of existing mineral resources on a state-wide basis, with special emphasis on the Rampart Reservoir area.

"The Mineral Industry in Alaska", Minerals Yearbook. The yearly economic history of the mineral industry of the state, giving mineral production, major company expenditures, employment, etc., by region and by industry.

U. S. Geological Survey, Mineral and Water Resources of Alaska, Committee on Interior and Insular Affairs, U. S. Senate, 1964. Summary report describing the mineral commodities, giving geological environs, distribution, and importance to the State. Bibliography following each section of the report.

FISHERIES

Alaska State Dept. of Fish and Game

Annual Report for years 1959, 1960-62. Statistics on annual fish harvest and processed production by pounds and dollar value.

Alaska Fishery Operators. Statistical Leaflets # 2 and # 4, 1961 and 1962. Listing of all processors by name, location, and product.

Alaska Commercial Fisheries Catch and Production Statistics. Statistical Leaflets # 1, # 3, and # 5, 1960, 1961, and 1962. Annual statistical summaries of operating units, catch value, processed production.

Cooley, Richard A., Politics and Conservation: The Decline of the Alaska Salmon, Harper and Row, New York, 1963. History of the Alaska salmon management by the Federal Government, with supporting statistics.

Minghi, J. V., "The Problem of the Conservation of Salmon with Special Reference to Bristol Bay, Alaska", Land Economics, Vol. 36, No. 4, Nov. 1960. Discussion of biologic and economic factors which complicate the conservation of salmon, with illustrations from the Bristol Bay area.

Thompson, S. H., "Management of the Marine Resources of Alaska", Selected Papers 1952, Alaska Science Conference, 1950. Resource management, history, and economic importance of salmon, halibut, and clam industries. Bibliography of 16 items.

Thompson, S. H., "Alaska Fishery and Fur-Seal Industries 1954", U. S. Fish and Wildlife Service Statistical Digest No. 37, 1956. Pages 1-52 describe research, exploitation, administration, and general statistics of fisheries.

U. S. Fish and Wildlife Service, Bureau of Commercial Fisheries, Alaska Fisheries. Annual statistical summaries of fish harvest and processed products by pounds and dollar value.

- II -

RESEARCH PROJECTED AND IN PROGRESS
IN ALASKA SOCIAL SCIENCES AND PUBLIC ADMINISTRATION
AND SOURCES OF DATA

UNIVERSITIES AND PRIVATE AGENCIES

by G. W. Rogers

Anchorage Planning Commission, City of Anchorage

Planning on a continuing basis with data prepared by private planning consultants.

Development Research Associates, Hubert A. Gellert (Juneau, Alaska)

Economic and market analysis provided through contractual services.

Fairbanks Planning Commission, City of Fairbanks

Planning on a continuing basis with data prepared by private planning consultants.

Governmental Statistical Corporation, Anchorage Office

Employment, population and general economic statistical analysis provided through contractual services.

Research Center--Alaska Natural Resources, Dr. Richard A. Cooley, Director (sponsored by the Conservation Foundation)

Research is conducted in all phases of economic and natural resource development.

University of Alaska, Institute of Business, Economics and Government Research, Dr. William Dickson, Dean; Dr. George Rogers, Associate Research Professor; Dr. Frank Kearns, Associate Research Professor.

Research in all phases of economic and resource development in Alaska under contracts with Resources for the Future, Arctic Institute of North America and other entities.

University of Michigan, School of Natural Resources, Dr. Stephen Spurr, Dean

Dr. Spurr is directing an independent study of the economic impact of Rampart Dam with funds furnished by Natural Resources Council of America.

Wilbur Smith & Associates and Transportation Consultants, Inc., Curtis Hooper, Project Director

These two firms are in the process of conducting the Alaska Highway Needs study under contract with the Federal Government.

STATE

Alaska Department of Economic Development and Planning; Planning and Research Division, Don Hopkins, Director

Current population reports are expected to be brought up to date with short-term projections (6 years) for use in the capital improvement program to be conducted within the division and the longer-range projections (to year 2000) to be conducted by an economic planner or consultant. This agency collects and compiles information regarding passenger traffic to and from the state and military traffic which is used in arriving at population estimates. At the present time a recreation survey is in progress.

Alaska Department of Fish and Game, Walter Kirkness, Commissioner; Alex McRae, Director, Sport Fish Division; James Brooks, Director, Game Division; Stan Swanson, Director, Commercial Fisheries; Philip E. Chitwood, Supervisor of Statistics.

General information on fisheries is available from the annual reports of the division published since 1959. Additional data is available in an annual statistical publication on commercial fisheries catch and production. Other economic data has been compiled for contribution to a general report on the impact of Rampart Dam being prepared by the Department of the Interior.

Alaska Department of Health and Welfare; Bureau of Vital Statistics, Ned Kester, Director

This agency cooperates with others in preparing population estimates of Alaska by providing statistics on births and deaths within the State.

Alaska Department of Highways, Research and Planning Section, Edwin Mills, Director

The section prepares economic data for urban planning projects concerned with roads and highways. Reports for Anchorage, Fairbanks and Juneau have been completed and one for Ketchikan is still in progress.

Alaska Department of Labor, Employment Security Division; Research Section, Alfred A. Fothergill, Director

Annual estimates of population by election district areas starting in August 1964 will be available. Population projections are being made to the year 1970. Monthly and quarterly publications are available containing Alaska employment trends, current estimates of employment in labor market areas, Alaska workforce estimates, and covered and uncovered employment by industry.

Alaska Division of Agriculture, Sigmund H. Restad, Director (Palmer, Alaska)

General information on agriculture in Alaska is available in this agency. Marketing studies are made and the agency cooperates with the Alaska Agricultural Experiment Station in preparing statistical data for the publication, "Alaska Farm Production".

Alaska Division of Lands, Roscoe Bell, Director; Earle Plourde, State Forester

The agency provides general information on State lands, much of which is contained in the annual reports which are available from 1959 to the present. Foresters and their staff have a continuing program of conducting forest inventories of different areas in the State. A report for the Haines-Shagway vicinity has already been completed and others for the Susitna Valley and Tanana Valley are still in progress. This agency is planning to cooperate with the Department of Economic Development and Planning in preparing an overall recreation plan for the State.

Alaska Division of Mines, James Williams, Director

Mineral data is available from the annual reports of the division published since 1959. A staff of engineers are in the process of preparing regional reports containing both mineral

and economic data. A report for the Kenai Peninsula has been completed and another for the Seward Peninsula is in progress. The division has a staff of three geologists who have started compiling geological data.

Alaska Housing Authority, State of Alaska, Elliott Tolbert, Director

Employment, population and industrial development projections and analysis are contained in various comprehensive planning reports prepared under contract with private planning consultants.

Alaska Rural Development Board, John C. Cates, Director

Current information is available on population estimates and general economic conditions of the native villages.

FEDERAL

U. S. Army Corps of Engineers; Alaska District, Anchorage, Kenneth Sawyer, Colonel, CE, District Engineer

U. S. Bureau of Indian Affairs, Juneau Area Office, Robert Bennett, Area Director

U. S. Bureau of Land Management; Alaska Area Office, Anchorage, Roger R. Robinson, State Director

U. S. Bureau of Mines; Alaska Office of Mineral Resources, J.A. Herdlick, Chief

U. S. Bureau of Public Roads, Region 10, William J. Niemi, General Engineer

U. S. Bureau of Reclamation; Alaska District Office, Juneau, George N. Pierce, District Manager

U. S. Department of Agriculture; Agricultural Experiment Station, Allan H. Mick, Director; Soil Conservation Service, William B. Oliver, State Conservationist, both at Palmer

U. S. Department of Agriculture, Forest Service; Juneau, Paul Johnson, Regional Forester

U. S. Department of Commerce; Area Redevelopment Administration (Juneau), Tom Bichsel, Area Coordinator

U. S. Fish & Wildlife Service; Bureau of Commercial Fisheries, Harry L. Rietze, Regional Director; Raymond Woolford, Wildlife Administrator; both in Juneau

ANNEXE STATISTIQUE ET CARTOGRAPHIQUE

Mette Soudain

LE MARCHÉ DES BOIS DU NORD

Situation et perspectives

ANNEXE STATISTIQUE ET

CARTOGRAPHIQUE

(Figures et tableaux)

Colloque sur la "Forenord" des bois du Nord
et la Région Economique de Saint-Maurice

Extrait de "Études et Documents" n° 1, "Forêt et Énergie"
d'Études Économiques - février 1965, 200 pages

and... 2... 3... 4... 5... 6... 7... 8... 9... 10... 11... 12... 13... 14... 15... 16... 17... 18... 19... 20... 21... 22... 23... 24... 25... 26... 27... 28... 29... 30... 31... 32... 33... 34... 35... 36... 37... 38... 39... 40... 41... 42... 43... 44... 45... 46... 47... 48... 49... 50... 51... 52... 53... 54... 55... 56... 57... 58... 59... 60... 61... 62... 63... 64... 65... 66... 67... 68... 69... 70... 71... 72... 73... 74... 75... 76... 77... 78... 79... 80... 81... 82... 83... 84... 85... 86... 87... 88... 89... 90... 91... 92... 93... 94... 95... 96... 97... 98... 99... 100...

James H. ...

Engineering, ...

State Road Development Board, ...

Construction, ...

FEDERAL

D. 1. ...

D. 2. ANNEX: STATISTICS: ...

D. 3. ...

D. 4. ...

D. 5. ...

D. 6. ...

D. 7. ...

D. 8. ...

D. 9. ...

D. 10. ...

ANNEXE STATISTIQUE ET CARTOGRAPHIQUE

Stat. en 1964	Europe (1960-1964)	C.T.A.	France	M.F.R.
Produit	11.224 (10.207)	18.016 (17.202)	1.207 (1.142)	28.288 (28.200)
Consommation	11.224 (10.207)	18.016 (17.202)	1.207 (1.142)	28.288 (28.200)
Exportation nette	1.224 (1.207)	1.016 (1.002)	—	—
Importation nette	—	—	1.207 (1.142)	—
Stock de production	27% (28%)	20% (20%)	20% (20%)	100% (100%)

Malte Sandelin

LE MARCHÉ DES BOIS DU NORD :					
Situation et perspectives					
	1964	1965	1966	1967	1968
Allemagne de l'Ouest	2.572 (1.983)	2,1	14,75	71	(198)
Angleterre	2.008 (1.016)	1,1	15,37	38	(193)
France	4.200 (2.427)	5,2	25,27	105	(207)
Irlande	—	—	—	—	(17)
Italie	—	—	—	—	(24)
Proche-Orient	509 (1.082)	10,4	22,82	108	(196)
Belgique	140 (1.510)	2,4	19,77	11	(14)
Autriche	874 (1.202)	18,4	194,33	27	(190)
Canada	230 (1.027)	4,5	10,1	112	(112)
Danemark	140 (1.000)	1,2	11,41	22	(85)
Grèce	200 (1.000)	4,4	18,11	21	(85)
Israël	118 (1.000)	1,0	11,71	21	(107)
Malte Sandelin	210 (1.000)	2,1	12,71	12	(107)
Israël	100 (1.100)	2,2	14,37	19	(104)
Portugal	20 (1.000)	1,1	11,71	102	(104)
Espagne	24 (1.000)	1,0	12,37	10	(104)
Suède	7 (1.000)	2,9	14,37	—	—
TOTAL	11.408 (10.207)	8,3	15,27	80	(198)
A.E.C. (Europe)	4.178 (2.172)	2,3	18,11	112	(198)
Marché mondial	—	—	—	—	(104)
Autres pays	—	—	—	—	(104)
M.F.R.	—	—	—	—	(104)
France	—	—	—	—	(104)

Colloque sur : "Le marché des bois du Nord et la Région Economique de Haute-Normandie"

Extraits de : Actes et Documents n° 1. Fondation Française d'Etudes Nordiques - Rouen 1965. (sous presse)

Source: Les Statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'Europe Occidentale et l'Organisation des Nations Unies pour l'Europe Occidentale et l'Organisation des Nations Unies pour l'Europe Occidentale

Maire Zombala

LE MARCHÉ DES BOIS DU NORD

Situation et perspectives

(Figures et tableaux)

Colloque sur : "Le marché des bois du Nord
et la Région Economique de Haute-Katmandou"

Extrait de : Actes et Documents n° 1, Fondation Française
d'Études Économiques - Juin 1955. (sur presse)

Tableau I:1

Production, consommation et degré de couverture en 1961

(Les chiffres de 1960 entre parenthèse)

Stds en mille	Europe de l'Ouest	U.S.A.	Canada	U.R.S.S.
Production	9.964 (9.836)	16.010 (17.528)	3.982 (3.915)	22.322 (22.603)
Consommation	11.406 (10.943)	17.995 (18.787)	1.552 (1.519)	21.313 (21.633)
Importation nette	1.442 (1.107)	1.985 (1.259)		
Exportation nette			2.430 (2.396)	1.009 (970)
Degré de couverture	87% (90%)	89% (93%)	257% (258%)	105% (104%)

Tableau I:2

Consommation totale, consommation par tête et degré de couverture en 1961

(Les chiffres de 1960 entre parenthèse)

	Europe de l'Ouest	pieds cubes par tête		degré de couverture en %	
Allemagne de l'Ouest	2.577 (2.448)	7,1	(6,7)	71	(68)
Angleterre	2.058 (2.039)	6,4	(6,0)	10	(11)
France	1.608 (1.487)	5,7	(5,8)	100	(105)
Italie	997 (950)	3,2	(3,0)	40	(39)
Suède	698 (750)	14,7	(15,9)	248	(246)
Finlande	608 (638)	22,1	(20,8)	282	(278)
Hollande	548 (518)	7,4	(7,1)	11	(13)
Norvège	373 (296)	15,4	(14,5)	90	(100)
Autriche	368 (345)	8,3	(7,9)	286	(310)
Espagne	349 (272)	1,6	(1,6)	89	(85)
Suisse	336 (305)	9,4	(8,3)	74	(81)
Danemark	319 (309)	10,9	(10,1)	42	(47)
Belgique-Luxembourg	318 (322)	5,5	(5,1)	46	(45)
Grèce	106 (126)	2,1	(2,3)	50	(54)
Portugal	78 (69)	1,4	(1,4)	182	(204)
Irlande	58 (61)	3,2	(2,8)	19	(16)
Islande	7 (8)	7,9	(9,4)	-	-
TOTAL	11.406 (10.943)	6,1	(5,9)	87	(90)
A.E.L.E.+Finlande	4.838 (4.751)	8,5	(8,4)	115	(121)
Marché commun	6.048 (5.725)	5,8	(5,6)	67	(66)
Autres pays	520 (468)	2,1	(1,9)	72	(66)
U.S.A.	17.995 (18.787)	17,3	(17,7)	89	(93)
Canada	1.552 (1.519)	15,5	(15,9)	257	(258)
U.R.S.S.	21.313 (21.633)	16,6	(16,1)	105	(104)

(Source des tableaux I:1 et I:2: Yearbook of Forest Products Statistics
Food and Agriculture Organization of the United Nations)

Tableau 1:3

DÉVELOPPEMENT DE LA CONSOMMATION 1950/1960

(chiffre supérieur = consommation totale
chiffre inférieur = bois tendre (softwood))

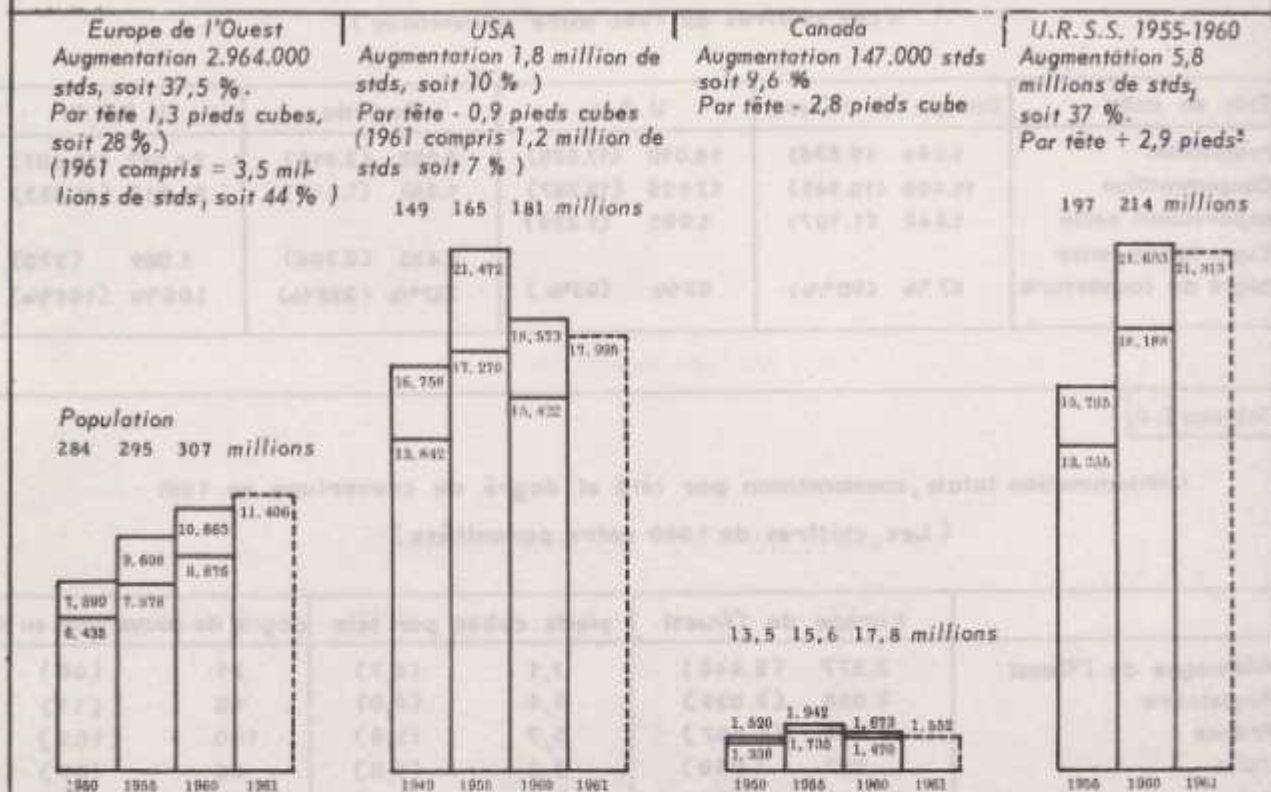


Tableau 1:4

DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION 1950/1960

(Ovre siffran = totalproduktionen
Nedre siffran = "softwood")

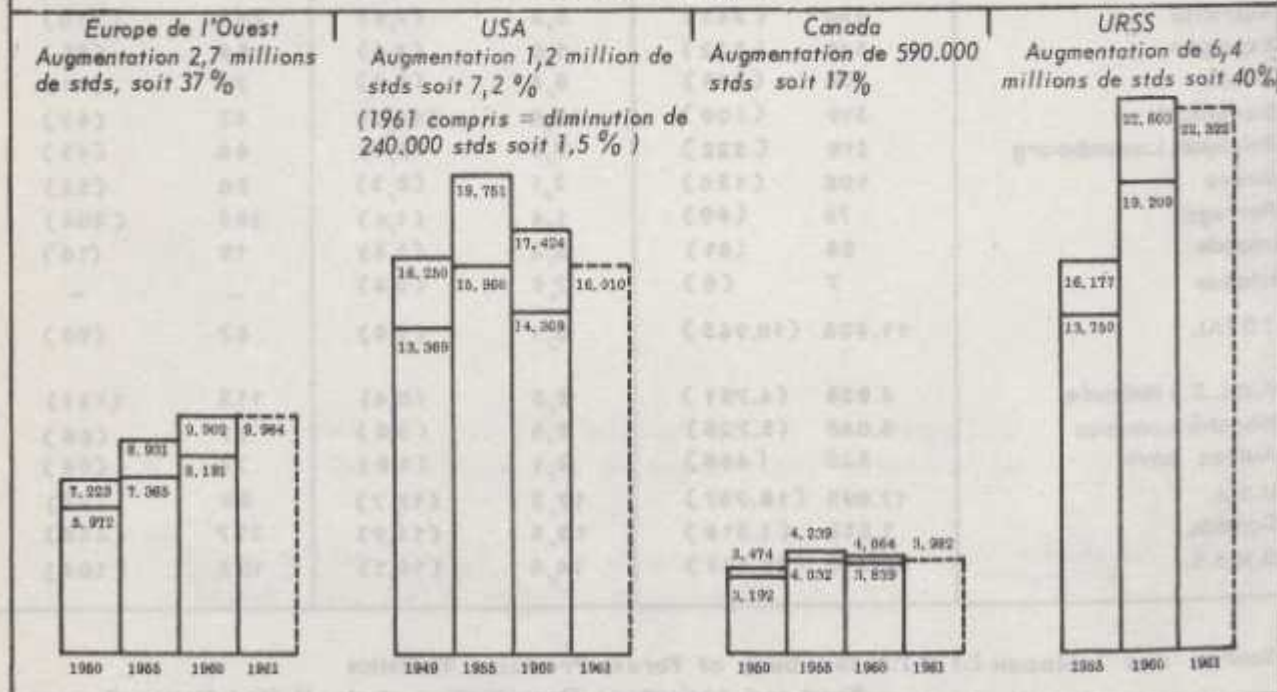
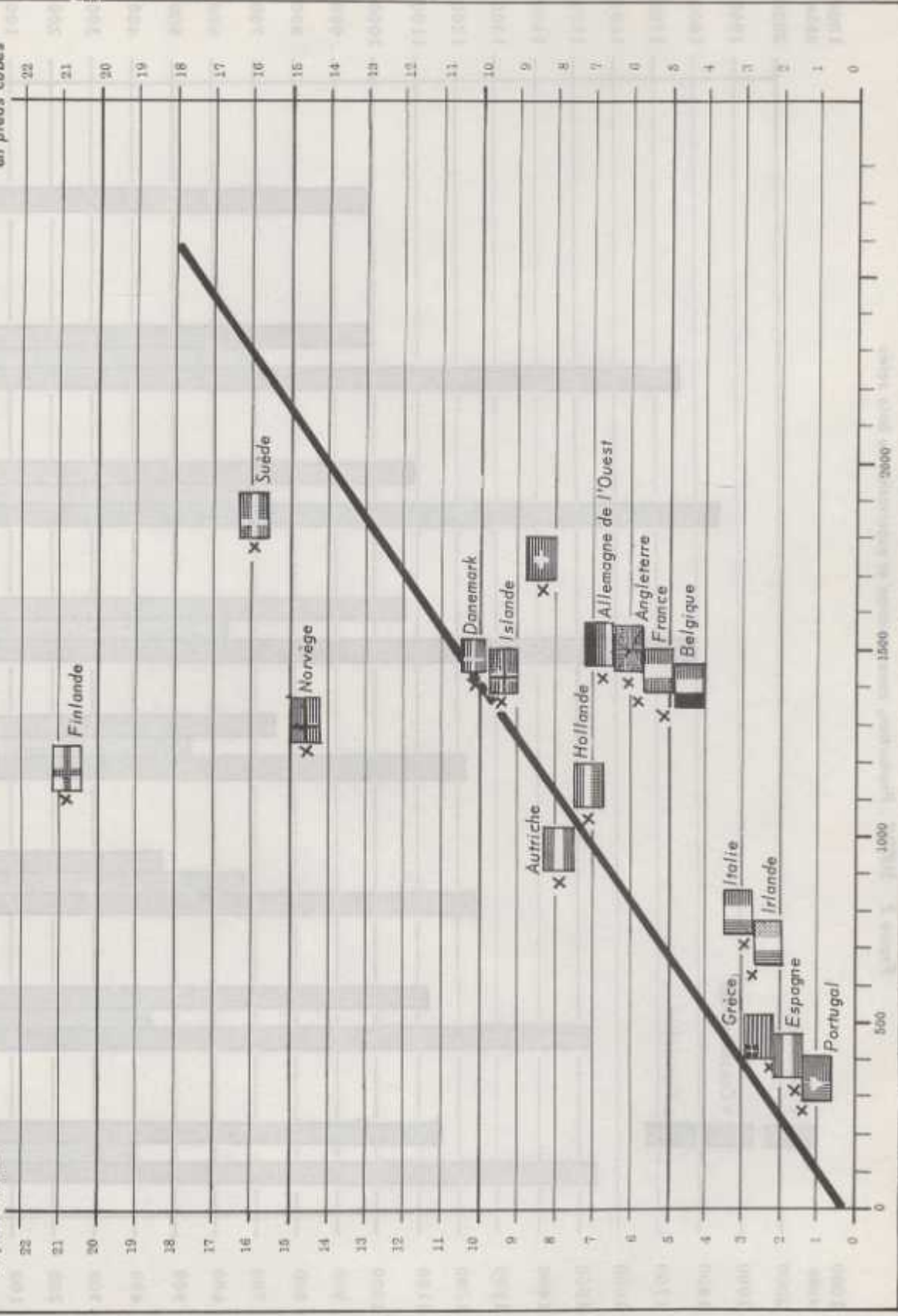


Figure 1 Analyse de la corrélation de la consommation de bois sciés par rapport au produit brut national par habitant en Europe de l'Ouest 1960



Produit brut national par tête

Figure 2 SUEDE : Production, consommation et exportation de bois sciés

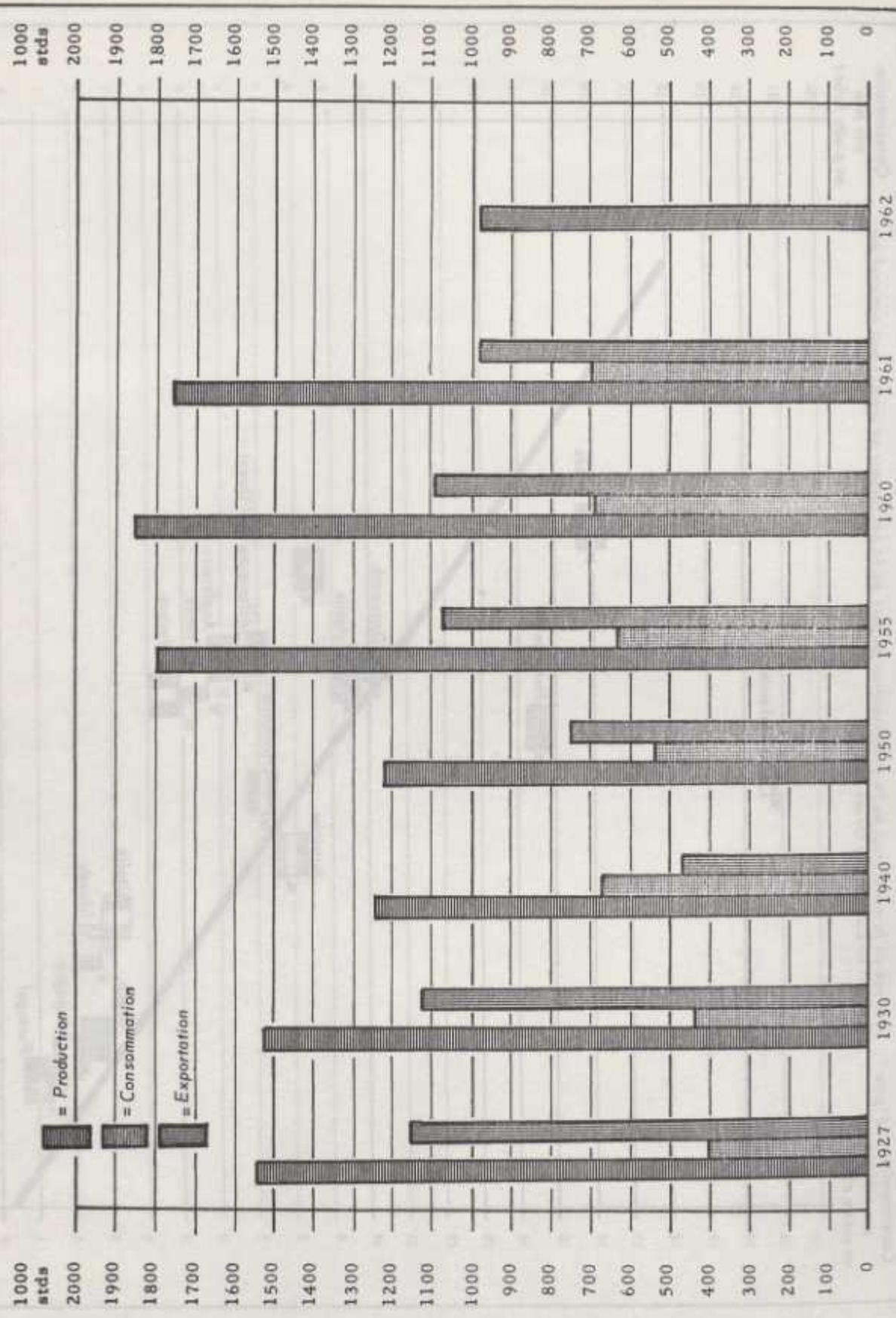


Figure 3 Développement de la production de bois sciés en Suède et en Finlande 1927 - 1961

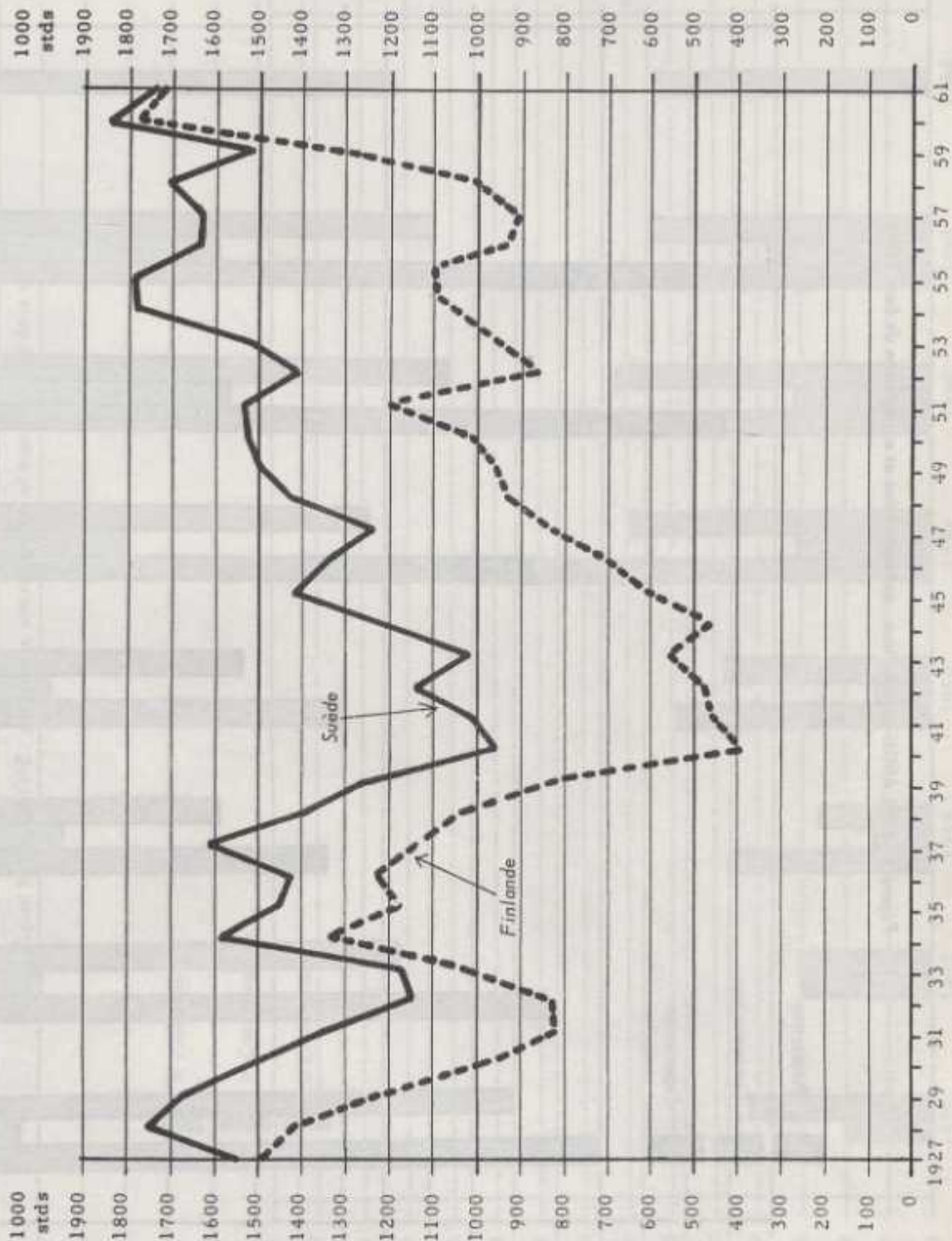


Figure 4 FINLANDE : production, consommation et exportation de bois sciés

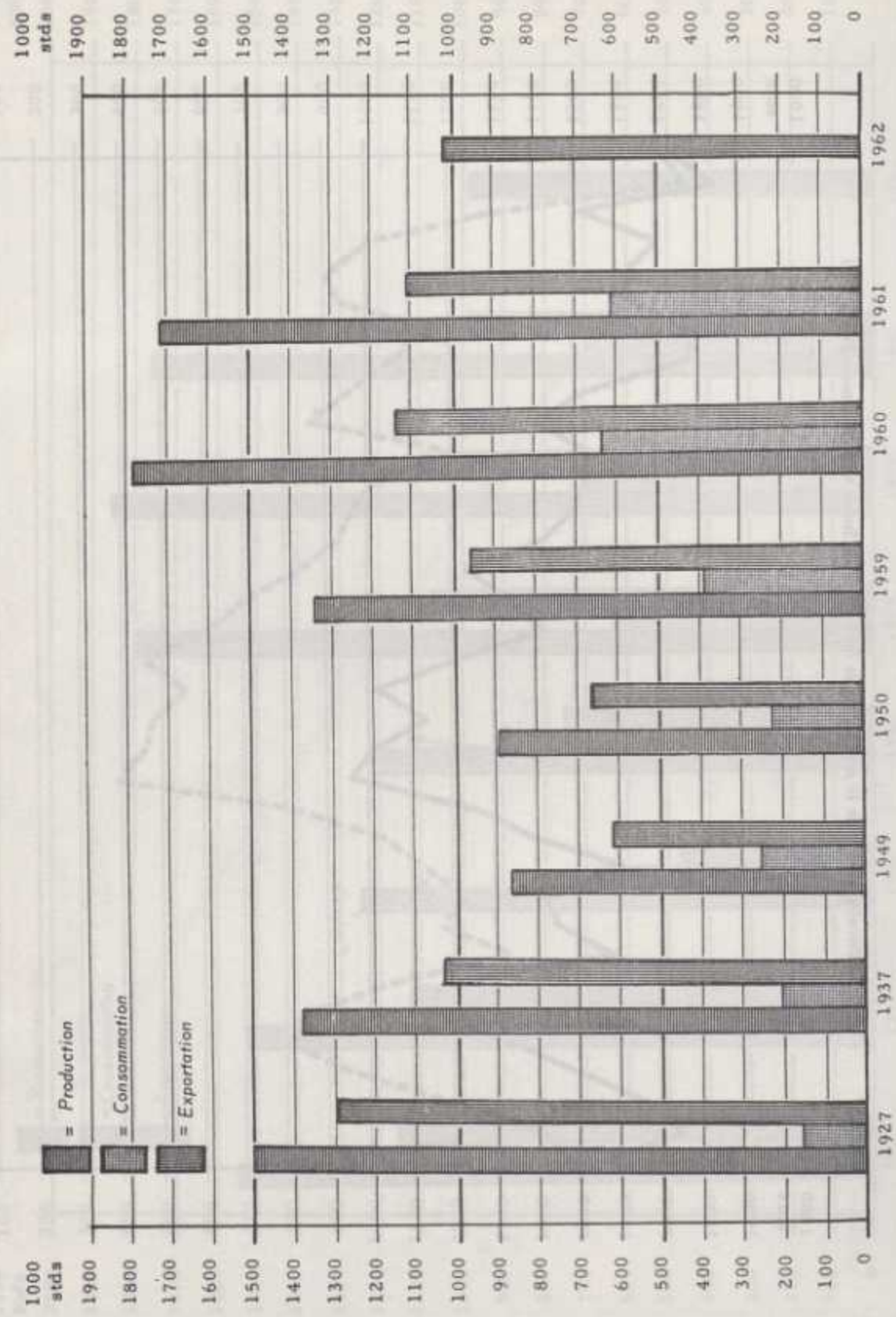


Figure 5 AUTRICHE : production, consommation et exportation de bois sciés

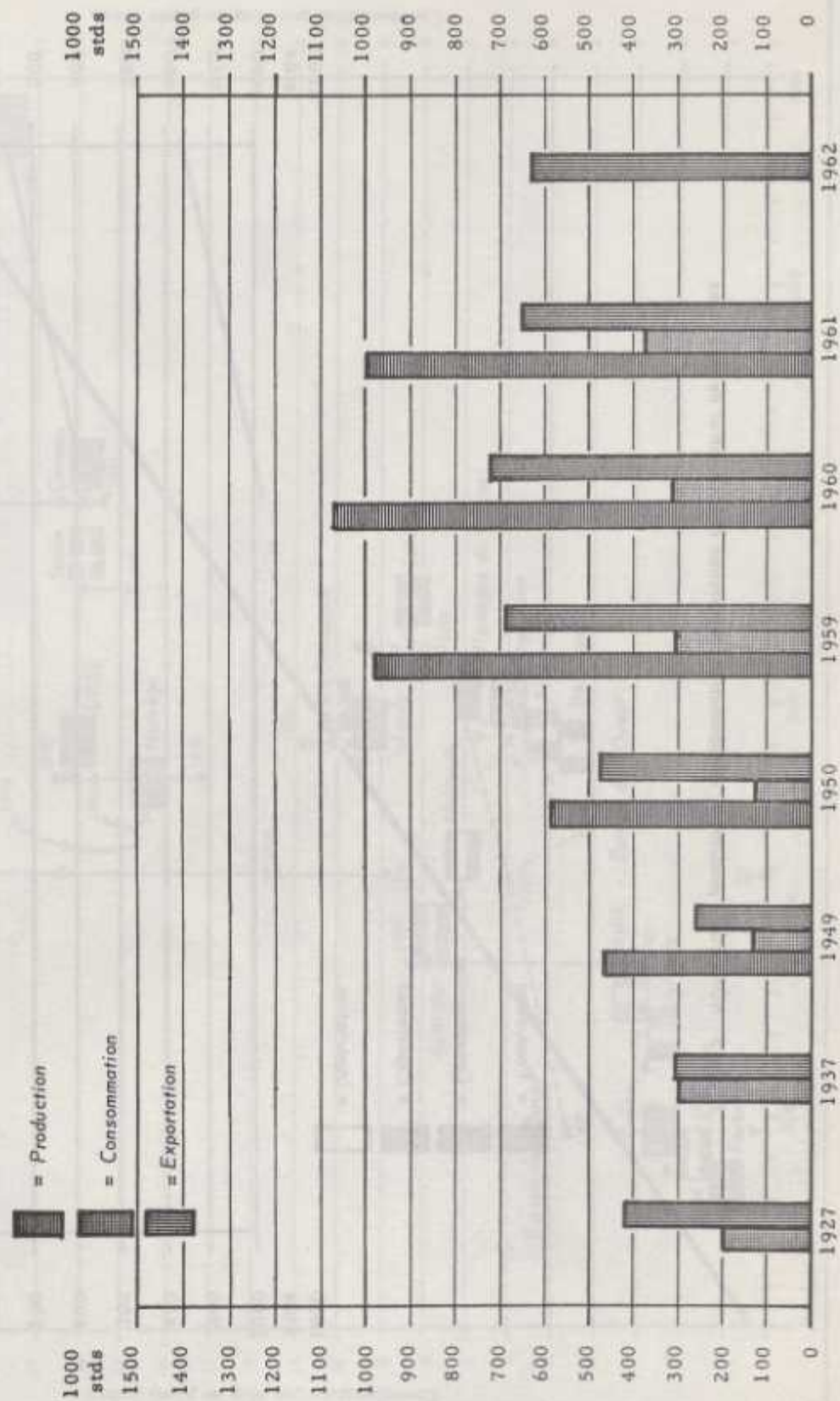


Figure 6 NORVEGE : production, consommation, exportation et importation de bois sciés

 = Production
 = Consommation
 = Exportation
 = Importation

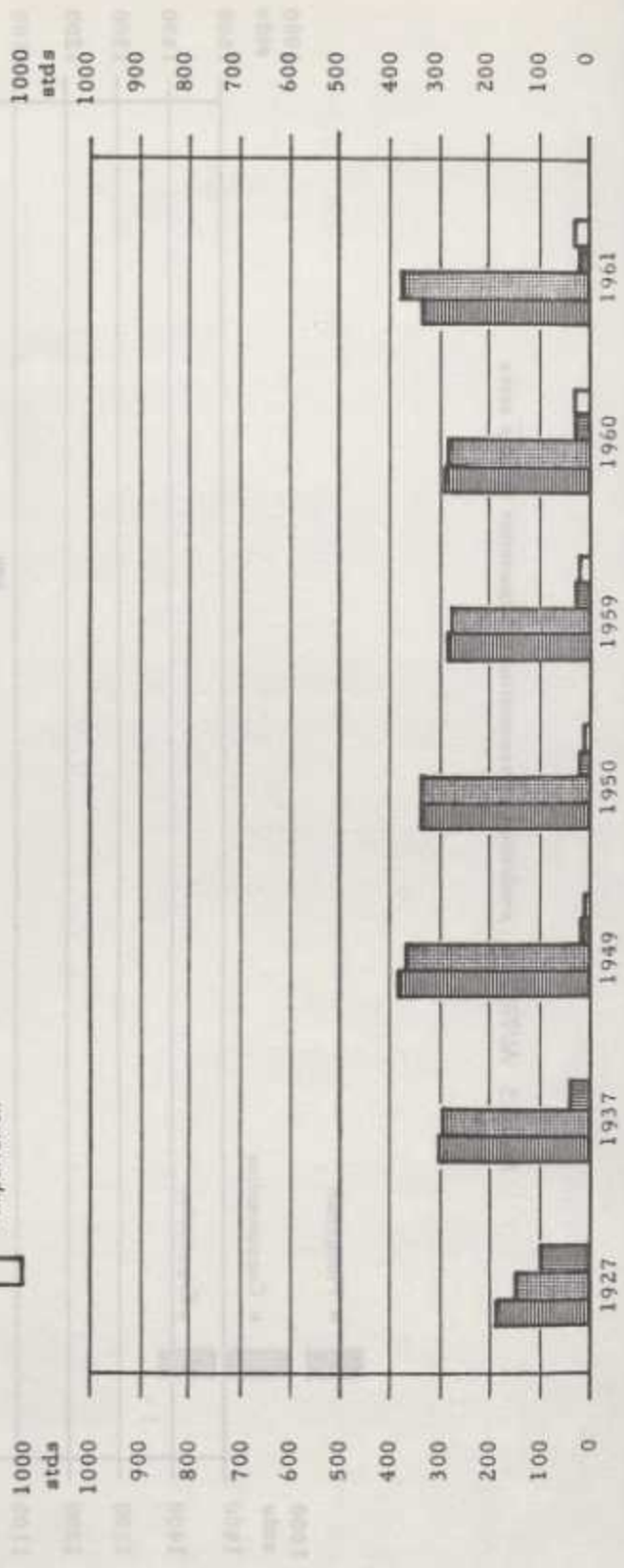


Figure 7 Analyse de la corrélation de la consommation de bois sciés par rapport au produit brut national par tête en Europe de l'Ouest, U.S.A., Canada et U.R.S.S. 1960

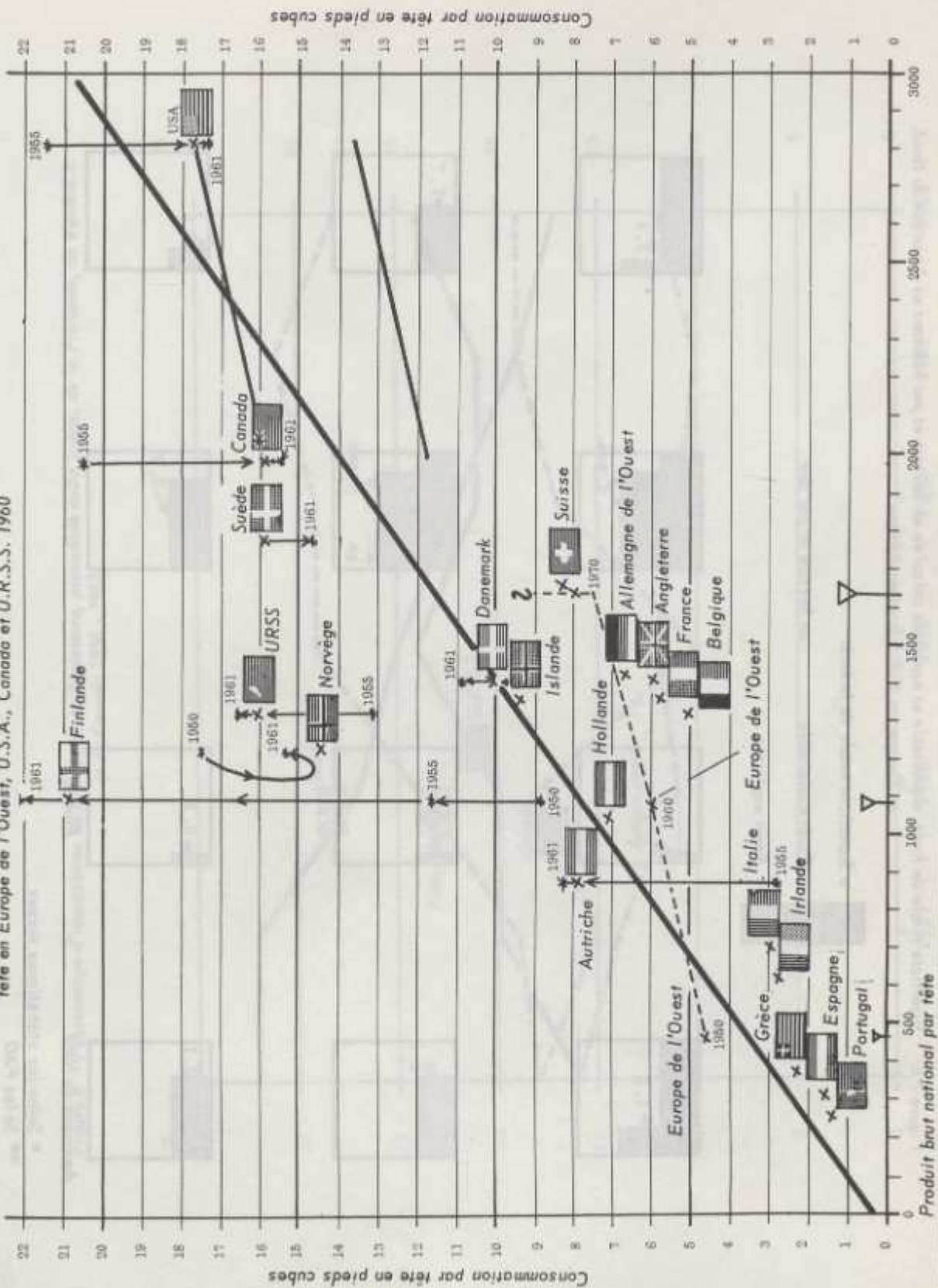
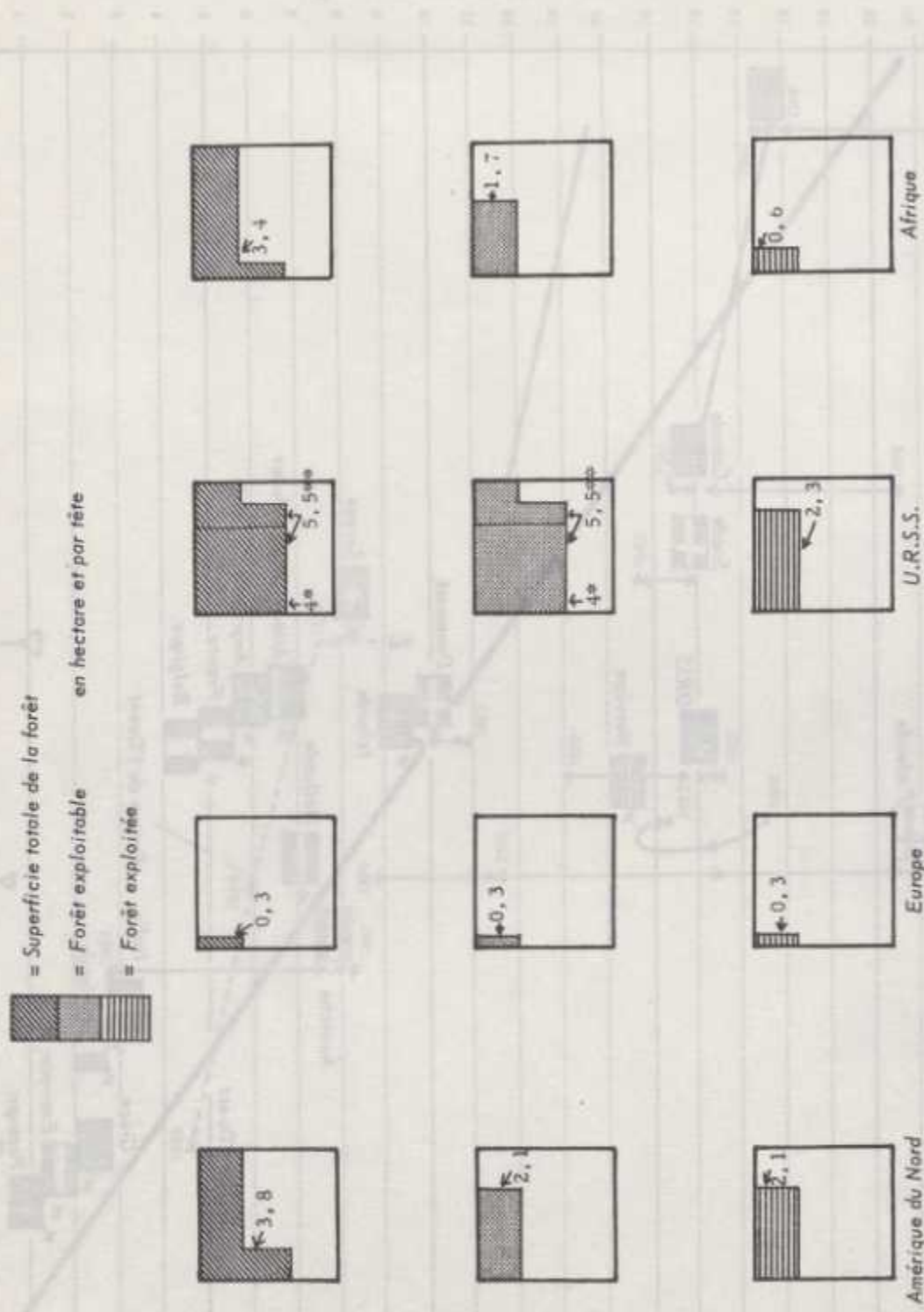


Figure 7 a Superficie totale de forêt, exploitable et exploitée calculée en hectare et par habitant en Amérique du Nord, en Europe, en U.R.S.S. et en Afrique



* Selon les statistiques russes
 ** Selon FAO

Figure 8 Pourcentage d'importation de bois sciés en Angleterre, provenant de la Suède, de la Finlande, de l'U.R.S.S. et du Canada 1956 - 1962

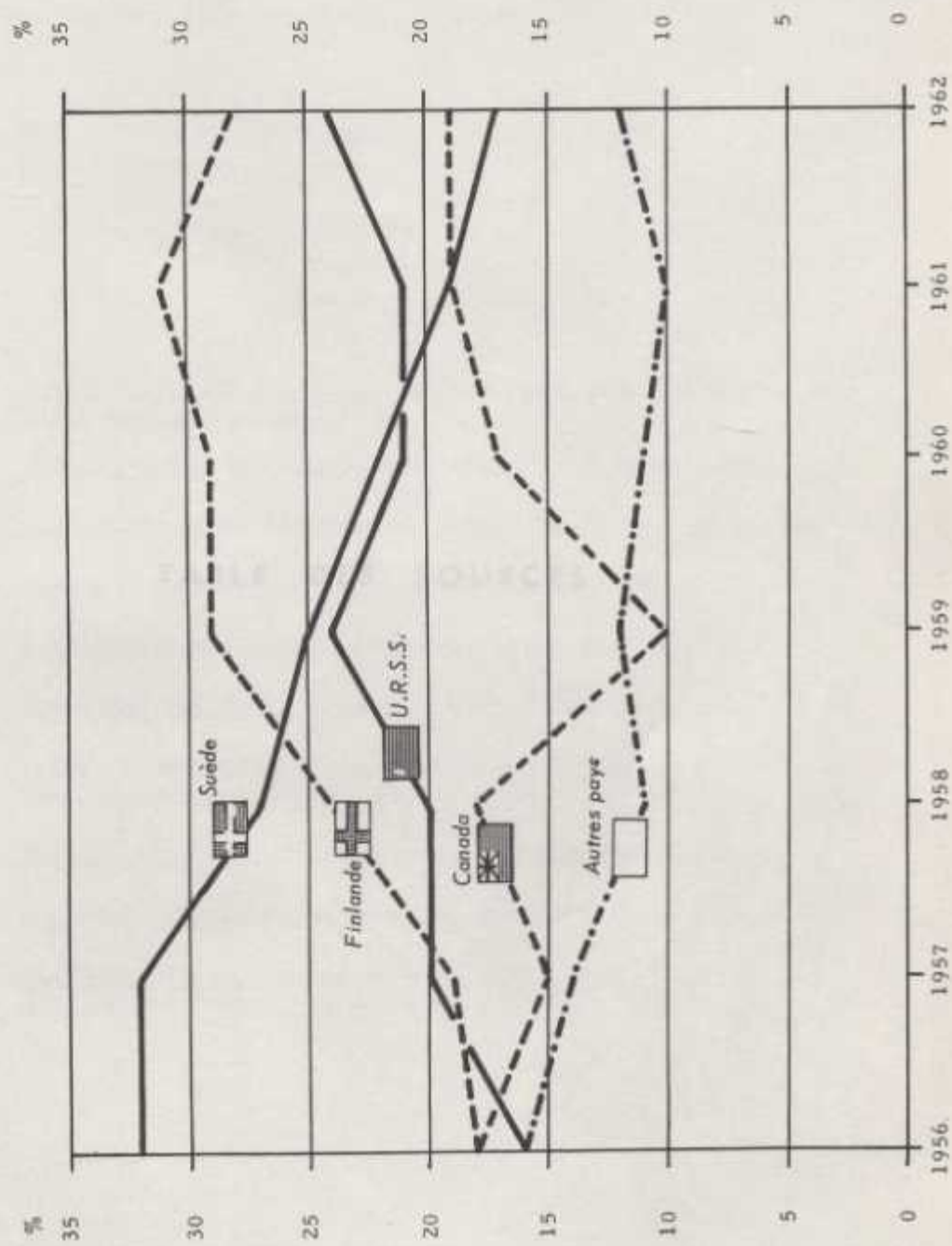


Figure 10. The relationship between the amount of water used in the production of 1 kg of beef and the amount of water used in the production of 1 kg of lamb.

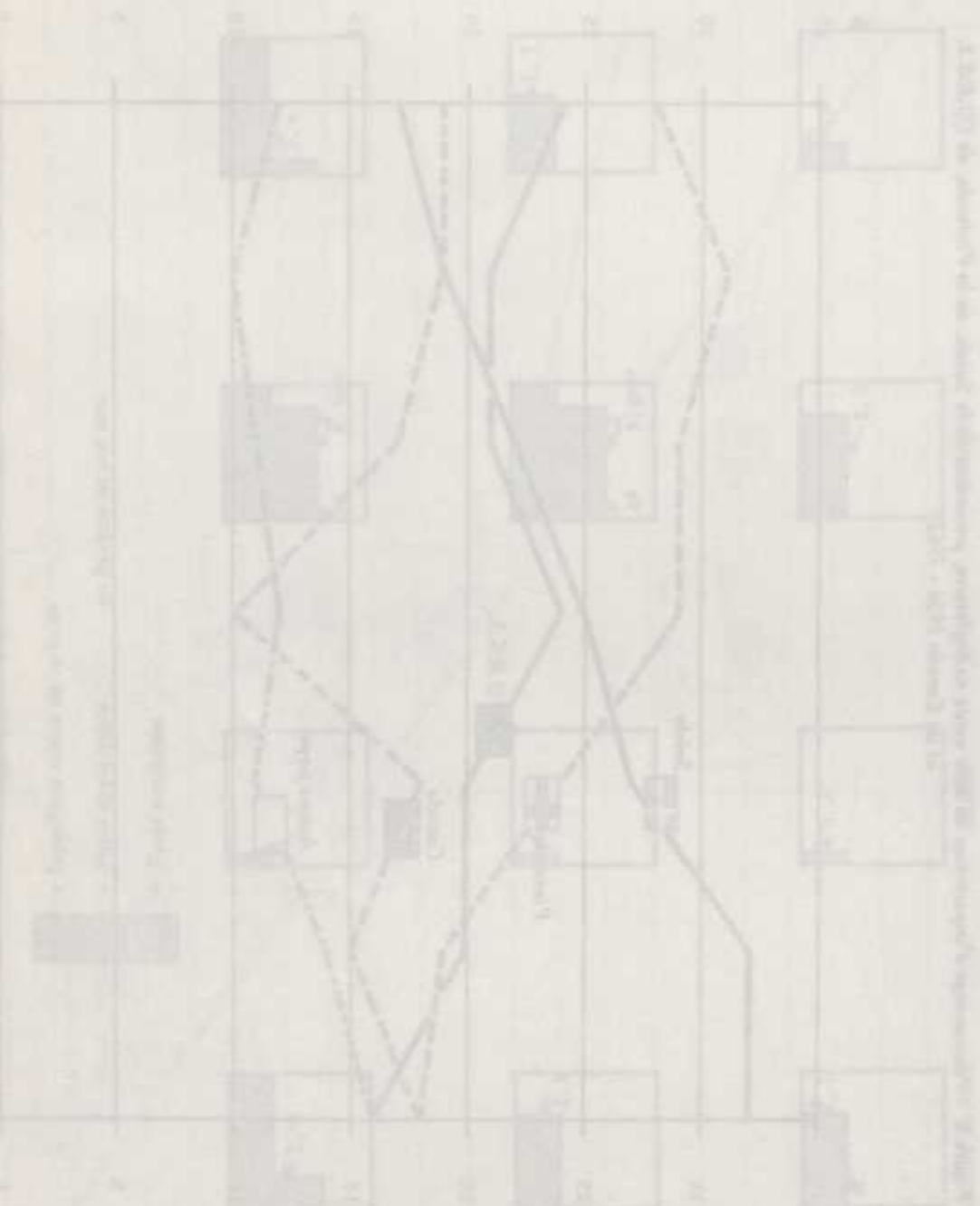


Figure 11. The relationship between the amount of water used in the production of 1 kg of beef and the amount of water used in the production of 1 kg of lamb.

SOURCES

Entre les correspondances particulières de INTERFORD, les journaux et périodiques suivants ont été consultés.

1 - EUROPE SEPTENTRIONALE

FINLANDE

- Historiska Samfundet i Uppsala - Finland. Finska Samfundets Arsbok för Föreläsningar, Årsmöten, etc.
- Luontokuvalehti - Suomen Luonto, XXXI (1941) et XXXII (1942).
- Mittensvenska CV. 1941 Svenska Västmanlands Tidning 1. 2. 1941-1942.

TABLE DES SOURCES

- Historiska Samfundet i Uppsala - Finland. Finska Samfundets Arsbok för Föreläsningar, Årsmöten, etc.
- Luontokuvalehti - Suomen Luonto, XXXI (1941) et XXXII (1942).
- Mittensvenska CV. 1941 Svenska Västmanlands Tidning 1. 2. 1941-1942.
- Historiska Samfundet i Uppsala - Finland. Finska Samfundets Arsbok för Föreläsningar, Årsmöten, etc.
- Luontokuvalehti - Suomen Luonto, XXXI (1941) et XXXII (1942).
- Mittensvenska CV. 1941 Svenska Västmanlands Tidning 1. 2. 1941-1942.
- Historiska Samfundet i Uppsala - Finland. Finska Samfundets Arsbok för Föreläsningar, Årsmöten, etc.
- Luontokuvalehti - Suomen Luonto, XXXI (1941) et XXXII (1942).
- Mittensvenska CV. 1941 Svenska Västmanlands Tidning 1. 2. 1941-1942.

TABLE DES SOURCES

SOURCES

EUROPE SEPTENTRIONALE

Outre les correspondants particuliers d' INTER-NORD, les journaux et périodiques suivants ont été consultés.

I - EUROPE SEPTENTRIONALE

FINLANDE

Preliminär Nationalbudget för 1964 - Finland. Finansministeriets Avdelning för Folkhushållningen, (Helsingfors) 1964.

Tilastokatsanksia : Statistiska Oversikter, XXXIX, 1964 N°1 & 2 (Helsinki) 1964.

Ulkomaankauppa Déc. 1963/Suomen Virallinen Tilasto I.A. (Helsinki) 1964.

Suomen Tilastollinen Vuosikirja, Vuonna 1963 (Helsinki) 1964.

National Planning in Finland, by Vaino Paavilainen, (Helsinki) 1963.

Finnish Paper and Timber, n° 8-9-10-11-1963, (Helsinki) 1963-64.

Unitas - Quarterly review illustrating economic condition in Finland - Nordiska Föreningsbanken (Helsinki) 1963, vol. XXXV, n°4.

Kansallis-Osake-Pankki , Economic Review (Helsinki) 1963 n° 4.

Die Welt (Hambourg), 6-14. XI; 2, 24. XII. 1963; 1, 9 II; 6, 21 IV 1964.

The Financial Times, (London) 4, 7. III; 11. IV; 5. V. 1964.

NORVEGE ET NORVEGE SEPTENTRIONALE

ØKONOMISK UTSYN OVER ÅRET 1963 - (Oslo)

STATISTIK ARBOK FOR NORGE, 1963 - (Oslo) 1963

NORD-NORGE NÆRINGSLEV OG ØKONOMI - (Oslo) 1962

TROMS-EN STATISTIK ØKONOMISK ANALYSE, 1953 (Oslo) 1953

NORDLAND- EN STATISTIK ØKONOMISK ANALYSE, 1955 (Oslo) 1955

NORGES BANK, Bulletin (Oslo) 1963

Report and accounts for the year 1963

NORGES BANK, Bulletin (Oslo)

Vol. XXXIV n° 2, 3, 4, vol. XXXV n° 1.

INTER-NORD (Paris) n° 5 et 6

EUROPE DU NORD OUEST (P. U. F Paris) 1958

(Chabot, Guilcher et Mme Beaujeu Garnier)

NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES (Documentation Française, Paris)

n° 3 094 - 4. VI. 1964

LA REVUE MARITIME - Novembre 1963, n° 204 (Paris)

CHEMIN DE FER - REVUE DE L'A. F. A. C (Paris)

n° 167 - Mars-Avril 1951

LE COMMERCE FRANCO-NORVEGIEN - Bulletin de la Chambre de Commerce Franco-Norvégienne

Année 1963 n° 1, 2, 3, 4, 5, 6

Année 1964 n° 1.

LOFOTPOSTEN (Svolvær)

Année 1963, 23, 25, 27 - XI, 9, 16, 23 - XIII

Année 1964, 9, 13, 17, 18, 20, 23, 28 - I - 1, 3, 4, 5, 6, 7, 12, 19, 26, 29 - II
2, 16, 18, 21, 25 - III.

S U E D E

Institut de la Recherche Economique (Stockholm) 1964

Bureau Central des Statistiques (Stockholm) 1964

Bureau de Presse Suedo-Internationale (Stockholm)

10/9/63 - 3, 3, 9, 17, 19, 23, 31 x 1963 - 15, 29, 22, XX 1963 - 30, XII, 63

Financial Times (Londres)

25/9/63 - 9, 18/10/63 - 12, 27/11/63

Die Welt (Hambourg)

28/5/63 - 24/10/63 - 3/11/63

SUEDE SEPTENTRIONALE

Enquêtes Officielles d'Etat (Statens Offentliga Utredningar) :

SOU : 1943 - 39 : Utredning angående Norrlands näringsliv.

SOU : 1960 - 37 : Tornedalsutredningen, II (Förslag till åtgärder för näringslivets utveckling).

SOU : 1963 - 36 : Malmen i Norrbotten

SOU : 1963 - 58 : Aktiv lokaliseringpolitik.

Norrbotten län Landstings Näringskommitte :

Inlandsutredningen (Luleå 1963)

Statistisk Årsbok för Sverige 1961, 1962, 1963.

Articles de Presse quotidienne :

DAGENS NYHETER (Stockholm) : 2- 2-62, 21- 5-62;
16- 5-63,
18- 9-63; 20- 9-63; 21- 9-63,
25-10-63;
1-11-63; 30-11-63;
2-12-63; 28-12-63;
3- 1-64;

GÖTEBORGS-HANDELS-OCH-SJÖFARTSTIDNING (Göteborg) :

28. 4. 62;
26. 4. 63;

NORRBOTTENS-KURIREN (Luleå) : 17. 1. 63; 2. 2. 63; 5. 4. 63; 17. 4. 63; 19. 11. 63.

NORRLÄNDSKA SOCIALDEMOKRATEN (Boden) 1. 2. 63;

16. 5. 63;
30. 10. 63;
7. 11. 63; 4. 12. 63;
7. 12. 63; 11. 12. 63.

SVENSKA DAGBLADET (Stockholm)

17. 2. 62;
15. 3. 63; 14. 6. 63;
25. 9. 63;
11. 10. 63, 23. 10. 63;
4. 11. 63, 18. 11. 63;
7. 12. 63, 31. 12. 63;
3. 1. 64, 4. 1. 64, 5. 1. 64, 8. 1. 64;

UPPSALA NYA TIDNING (Uppsala)

13. 6. 63

AFTONBLADET (Stockholm)

28. 12. 63

ÖSTERSUNDS (Östersund)

10. 12. 63

DANEMARK

- Danmarks National Bank, Monetary Review, February 1964, vol. II/n°4
Réalités Danones, éd. Min. Affaires étrangères, (Copenhague,) n° 11 - 1963
E. F. T. A. Bulletin, (Genève,) vol. IV n° 12, Déc. 1963
Economic Conditions in Denmark, issued by the Society of Economics and History,
(Copenhague,) Årgang 37 n° 3, July-Sept. 1963
Economic Survey of Denmark 1964, Royal Danish
Ministry of Foreign Affairs; (Copenhague,) May 1964
Denmark Quarterly Review, Kjøbenhavns Handelsbank n° 1 - 1964

II - ATLANTIQUE NORD ET CANADA

L'ARCHIPEL DES FEROES

- REGNSKAB OG BERETNING - Publication de la Banque des Féroës
1961 - 1962 - 1963 - 1964
FAROEES IN FIGURES - 1960 - 1961 - 1962 - 1963 (Thorhavn)
L'EUROPE DU NORD ET DU NORD OUEST - Collection Orbis P. U. F. Paris 1958
tome 1 - chapitre 5 par A. Gullcher
J. GERNIE " Mers et Ports " HOMMES ET TERRES DU NORD n°2 - 1963
ENQUETES PERSONNELLES AUX FEROES EN JUILLET 1958.

G R O E N L A N D

Den Statistiske Department Statistik Årbog 1963-64 (Kobenhavn) 1964

Hunting Statistics based on the Greenlander's lists of game killed in Greenland 1961-1962,
(Copenhagen), 1964

Ministère du Groenland (Copenhagen) - communication dactylographiée -

Commercial Fisheries Review (Washington), 1963

Beretninger Vedrørende Grønland (Copenhagen), 1963 n° 6

Grønlands Landsrads Forhandlinger 1963 (Godthaab)

Boserup, Økonomisk Politik i Grønland 507 p. (Kobenhavn) 1963

Berlingske Tidende (Copenhagen), 24/4/64 - 26/3/64 - 2/5/64 - 10/1/64 - 30/12/63 -
24/2/64 - 24/4/64 - 20/11/64 - 18/1/65 -
10/12/63 - 5/12/63 - 22/11/64 - 19/3/64.

Borgen (Copenhagen), 29/11/63 - 30/11/63 - 4/2/64 - 6/2/64 - 12/2/64 - 28/4/64.

Le Marin (Rennes), 17/4/64.

Grønlands Posten (Godthaab), 10/10/64.

Orientering n° 6 (Godthaab), Mai 1964 pp. 18 - 20.

Berlingske Aftenavis (Copenhagen), 24/12/64

C A N A D A

ANNUAIRE DU CANADA, Bureau Fédéral de la Statistique, (Ottawa) 1963-1964

CANADIAN STATISTICAL REVIEW, Dominion Bureau of Statistics, (Ottawa),
vol. XXXVIII, numb. 10, 11, 12; vol. XXXIX, numb. 1, 2, 3, 4.

WEEKLY BULLETIN, Dominion Bureau of Statistics, (Ottawa),
vol. 31, n° 23-51; vol. 32 n° 1 - 10

EXTERNAL AFFAIRS, Monthly Bulletin of the Department of External Affairs, (Ottawa),
vol. XV n° 9, 10, 11, 12.

BULLETIN HERDOMADAIRE CANADIEN, Ministère des Affaires Extérieures, (Ottawa,)
vol. 18 n° 28-52

LETTRE COMMERCIALE, Banque de Commerce Canadienne Impériale, (Toronto)-
VIII - XII 1963; I - V - 1964

BANQUE DE MONTREAL, REVUE DES AFFAIRES, 31. X; 29. XI; 20. XII. 1963

BANQUE CANADIENNE NATIONALE, Bulletin mensuel, (Montréal,) Oct-Nov. -Déc. 1963

BULLETIN MENSUEL DE LA BANQUE ROYALE DU CANADA, (Montréal,) Sept. -Oct. -
Nov. - Déc. 1963.

MONTHLY REVIEW, THE BANK OF NOVA SCOTIA, (Toronto,) -Aug. - Sept. - Oct.
Déc. 1963.

REVUE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCAISE AU CANADA n° 572-573
(Montréal.)

FORETS ET INDUSTRIES CONNEXES

ANNUAIRE DU CANADA (Bureau Fédéral de la Statistique)(Ottawa)1963 - 1964

ANNUAIRE F. A. O. (Rome) 1963

ACTES & DOCUMENTS n° 1 - Fondation Française d'Etudes Nordiques (ROUEN) 1965- 600 p.

FINANCIAL POST (Toronto)9/5/64 - 19/9/64 - 14/9/64 - 15/8/64

FINANCIAL TIMES -(Londres)30/12/63

BANQUE DE COMMERCE CANADIENNE IMPERIALE -(Toronto)- 1963

LE BOIS -(Paris)15/8/64

NEWSPRINT DATA 1962

LA VIE MINIERE

Annuaire du Canada - Bureau Fédéral des Statistiques. Ottawa, 1963-1964

Information Division - Departm. of Extern Affairs -(Ottawa)(Statement and speeches)
n° 63/1

The Canadian Metal Mining Association - What the Mining Industry means to Canada -
Publ. n° 3 - 1964 - 60 p.

The Canadian Mineral Industry in 1963 - Preliminary Mineral resources division. Depart.
of Mines and Technical surveys. Ottawa 1964 - Mineral Information, Ottawa, Bulletin
n° 71 - 53 p.

La Presse (Montréal) 18/5/63

Financial Post (Toronto) 28/9/63 - 4/2/63 - 2/7/63

First National City Bank of New-York : Bulletin Mensuel I/1964

Problèmes Economiques, (Montréal): Juillet 1964 n° 865

Northern Miner :(Toronto)26/12/63

Problèmes Economiques :(Paris)n° 865 pp. 7-10

TERRITOIRES DU NORD-OUEST ET YUKON

Diamond Jenness - Eskimo Administration II Canada - Arctic Institute of North America -
Technical Paper n° 14 - 186 p.(Ottawa)1964

Jean Malaurie: Socio-economic studies in Igloodik area NCRR D. N. A.(Ottawa)1962 - 100 p.

Annuaire du Canada - Bureau Fédéral de la Statistique -(Ottawa,) 1963-1964

Government Activities in the North -(Ottawa)1961-1962-1963 Ottawa (154 p. 248 p. 202 p.)

Bulletin Hebdomadaire Canadien -(Ottawa)1963-1964

Vie Indienne -(Montréal)- Juin 1964 - Sept. 1964

News of the North -(Yellowknife) 26/3/64 - 12/12/63

Indian Record -(Winnipeg)- March 1964 - April 1964

La Presse -(Montréal)11/5/63

Financial Times -(Londres)13/8/63

Financial Post -(Toronto)28/9/63

Western Weekly - 1/7/64 - 22/4/64 - 3/6/64 - 20/8/64

North (Ottawa) Sept. -Oct. 1963 - Mars-Avril 1964 - Mai-Juin 1964

BIBLIOTHÈQUE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

III - PACIFIQUE NORD

ALASKA

ALASKA

FEDERAL RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT PLANNING, Commission of Alaska, Response to Disaster, September 1964, p. 11

BUREAU OF THE CENSUS, Alaska, 1954 Census of Manufacturing, Bul. MC 150, 1958 Census of Manufacturing Bul. MC (P) - 550 - 1962 Annual Survey of Manufacturers, Part 9-Pacific, Bul. M 62 (AS) - 4. 9.

BUREAU OF THE CENSUS, 1958 - Census of Manufacturing, Alaska MC (P) - S/50, Statistical Abstract of the United States, 1961, Table 1089; 1962 Annual Survey of Manufacturers, Part. 9, Pacific, M 62 (AS) - 4-9 pp. 4-5, 20-21

Data from U. S. Bureau of the Census reports as presented in R. A. Cooley and G. W. Rogers, Alaska's Population and Economy.

1954 through 1960 : R. A. Cooley and G. W. Rogers : Alaska's Population and Economy - Regional Growth, Development and Future Outlook, Volume II Statistical Handbook, pp. 174-187. 1961-and 1962 : Computed from records of State of Alaska, Employment Security Division and others sources. U. S. Department of Commerce, Survey of Current Business, August 1964.

ALASKA

ALASKA

ALASKA

ALASKA

ALASKA

ALASKA

IV - SIBERIE

SIBERIE OCCIDENTALE ET ORIENTALE

Livres en langue russe

- SLAVINE S.V. in : Promychnoie i transportnoe osvoenie Severa SSSR / Développement des industries et des voies de communication dans le Nord Soviétique / Moscou 1961. 302 p.
- Severo-vostok SSSR kak novyi formirovouchchisia ekonomiko-geographitcheskyi raion / Le Nord-Est de l'U. R. S. S. en tant que nouveau district se développant du point économique. / Chapitre 9 p. 271 à p. 284.

Livres en français et en anglais

- ASIE SOVIETIQUE (L') I. N. S. E. E. (Paris) 1949, 233 p.
- LA SIBERIE : Documentation française, (Paris) 1962, 49 p.
- GEORGE P. : U. R. S. S. Haute Asie-Iran, (Paris) 1947, (Coll. Orbis.)
- SOUSLOV S.P. : Physical geography of Asiatic Russia, (San Francisco et Londres,) 1961, 594 p.

Périodiques russes

- AVTOMOBILNYI TRANSPORT, n° 5 - 1964
- DOKLAD INSTITOUTA GEOGRAFIИ SIBIRI I DALNEGO VOSTOKA, n° 4 - 1963
- EKONOMITCHESKAIA GAZETA, n° 6, 21 - 1961; n° 64 - 1964
- GORNY JOURNAL, n° 7 - 1964
- GOUDOK : 17/6/1964 et 12/9/1964

- IZVESTIA : 12, 13/6/1964
- IZVESTIA AKADEMII NAUK SSSR. Serya geografitcheskaja, n° 1 - 1963
- KRASNAIA SVEZDA : 29/4/1964
- PLANOVOIE KHOZJAISTVO : Juin 1962
- PRAVDA : 12/6/1964
- PRIRODA : Juin 1962
- SOTSIALISTTCHESKYI TROUD : n° 2/1961
- STROITELNAIA GAZETA : 7.14.24.26.29/6/1964
- TROUD : 18.25/6/1964
- VNECHNAIA TORGOVIA : n° 7/1963
- VOLIKAIA KOMOUNA : 7/6/1964

Périodiques russes cités particulièrement

- AIRVE I. et MELOUMOV O. : Razoumno ispolzovat prirodnie bogatstva Sibiri / Utilisation rationnelle des richesses naturelles de la Sibérie / Pravda n° 175 (16761); 25/6/1964
- GELOVACHOV F. Stations hydro-électriques sur la Léna, le Vitim, l'Aldan et la Kolyma. Pravda : 17/6/1964
- GRANIK G. I. Osnovnye problemy razvitia vajneichykh otraslei promychlennosti Severo-vostoka SSSR. / Problèmes essentiels de développement des branches les plus importantes de l'industrie du Nord-Est de l'U. R. S. S. / Problemy Severa n°5, 1963 p. 32 à p. 46
- KOCHNEV I. V. : Sovietskaja Rossia, 14/8/1964
- LOUKINE I. : Pervyi tioumenskyi nefteprovod. / Premier oléoduc à Tioumen / Pravda n° 203 (16789)21/7/1964
- MIKHAILOV S. V. : Rybnye i zverinye promysly Sovietskogo Zapolaria / Industrie de la pêche et de la chasse dans le Nord sibérien / Problemy Severa n° 2 - 1958, p. 238 et p. 252
- NEKRASSOV N. : Krai niezsmestnykh bogatstv / Région de richesses fabuleuses / Pravda n° 206 (16792)24/6/1964

- PODYACHIKH P.G. : Naselenie SSSR. Moscou 1961
Kratkaia geographicheskaia entsiklopedia. Moscou 1960,
vol. 1.2.
- SLAVIN S.V. : Puti povycheniia effektivnosti osvoeniia prirodnykh resoursov
otdaliennikh severnykh territorii SSSR i Zadatchi naoutchnykh issledovani. /
Voies d'élévation du rendement de la mise en valeur des ressources naturelles
des territoires nordiques de l'U. R. S. S. et les problèmes relatifs aux recher-
ches scientifiques. / Problemy Severa n° 6 - 1962, p. 7 à p. 17
- YANOVSKIY A. VOLOVIK A. CHOUBAKOV : Etude comparée de la Route
Maritime du Nord et de la Léna. Morskoi Flot n° 6 - 1964, p. 13

Périodiques étrangers

- DIE WELT : 8/7/1964
- FINANCIAL TIMES (The) : 5/7/63 - 30/8/63
21, 27/1/64 - 5, 6/2/64 - 28/4/64 - 16, 28/7/64
- SOVIET NEWS : 10/6/63 - 23/8/63 - 17/1/64
- ARMSTRONG T. : The population of the North of the USSR.
Polar Record n° 71 - May 1962 p. 172 à 178



LA ROUTE MARITIME DU NORD

I.N. SHTYREV - "VOPROSY GEOGRAFIY YAKUTII " n° 3 - 1963, p. 107-118

" REFERATIVNYY JOURNAL, GEOGRAFIYA " 1964, partie 2E. 94

VODNYY TRANSPORT, 1964

PRAVDA, 1964

RADIO MOSCOU, 1964

ANNEXE STATISTIQUE ET CARTOGRAPHIQUE

ANNEXE ET DOCUMENTS de la FONDATION FRANCAISE D'ETUDES NORDIQUES,
Rouen 1965 - 400 p.

-----o0o-----

INTER-NORD reproduit objectivement les opinions et informations les plus variées de la Presse de Documentation étrangère. Ces textes, publiés avec mention de la source, ne sauraient engager la responsabilité du Bulletin.

o
o o

LA ROUTE MARITIME DU NORD

LA ROUTE MARITIME DU NORD

LA ROUTE MARITIME DU NORD

LA ROUTE MARITIME DU NORD

LA ROUTE MARITIME DU NORD

LA ROUTE MARITIME DU NORD

ANNEXE STATISTIQUE ET CARTOGRAPHIQUE

ANNEXE ET DOCUMENTS A LA ROUTE MARITIME DU NORD

Année 1961 - 1962

NOTES: Les données relatives à la navigation sont basées sur les statistiques de la Commission des Nations Unies pour l'Europe. Les données relatives à la pêche sont basées sur les statistiques de la Commission des Nations Unies pour l'Europe.

ROUEN Capitale de la HAUTE-NORMANDIE

La Haute-Normandie occupe à l'ouest de la France l'extrémité du bassin de la Seine et une partie de la vallée de la Seine par ses vallées et ses plaines qui descendent à l'est de 190 à 200 mètres au pied de la montagne de Gisors. Le relief est généralement en pente douce vers l'est. L'altitude est de 400 mètres au Mont-Valérien, au sud de la ville de Rouen. Les vallées de la Seine et de l'Orne sont les principales vallées de la région. Les vallées de la Seine et de l'Orne sont les principales vallées de la région.

La Haute-Normandie est une région de culture céréalière et de culture industrielle. La culture céréalière est la principale activité agricole de la région. La culture industrielle est la principale activité industrielle de la région.

La Haute-Normandie est une région de culture industrielle et de culture agricole. La culture industrielle est la principale activité industrielle de la région. La culture agricole est la principale activité agricole de la région.

La Haute-Normandie est une région de culture industrielle et de culture agricole. La culture industrielle est la principale activité industrielle de la région. La culture agricole est la principale activité agricole de la région.

La Haute-Normandie est une région de culture industrielle et de culture agricole. La culture industrielle est la principale activité industrielle de la région. La culture agricole est la principale activité agricole de la région.

La Haute-Normandie est une région de culture industrielle et de culture agricole. La culture industrielle est la principale activité industrielle de la région. La culture agricole est la principale activité agricole de la région.

La Haute-Normandie est une région de culture industrielle et de culture agricole. La culture industrielle est la principale activité industrielle de la région. La culture agricole est la principale activité agricole de la région.

La Haute-Normandie est une région de culture industrielle et de culture agricole. La culture industrielle est la principale activité industrielle de la région. La culture agricole est la principale activité agricole de la région.

La Haute-Normandie est une région de culture industrielle et de culture agricole. La culture industrielle est la principale activité industrielle de la région. La culture agricole est la principale activité agricole de la région.

La Haute-Normandie est une région de culture industrielle et de culture agricole. La culture industrielle est la principale activité industrielle de la région. La culture agricole est la principale activité agricole de la région.

La Haute-Normandie est une région de culture industrielle et de culture agricole. La culture industrielle est la principale activité industrielle de la région. La culture agricole est la principale activité agricole de la région.

La Haute-Normandie est une région de culture industrielle et de culture agricole. La culture industrielle est la principale activité industrielle de la région. La culture agricole est la principale activité agricole de la région.

La Haute-Normandie est une région de culture industrielle et de culture agricole. La culture industrielle est la principale activité industrielle de la région. La culture agricole est la principale activité agricole de la région.

La Haute-Normandie est une région de culture industrielle et de culture agricole. La culture industrielle est la principale activité industrielle de la région. La culture agricole est la principale activité agricole de la région.

PUBLICITE

INSTITUTION

a
d
q
r
s
c
e
d
s

S
l
e
n

N
d

R
e

e
r

p
h
e
r
F
L
F
f

f
c
L

J
a
r

ROUEN Capitale de la HAUTE NORMANDIE

La Ville de Rouen est née à l'époque gauloise, à la croisée des chemins, au sommet d'une boucle de la Seine. Entourée par les collines et les plateaux qui bordent le fleuve, la cité se développe très rapidement et lorsqu'au IX^e siècle une expédition scandinave, dirigée par Rollon, s'empare de la cité, ses habitations débordent déjà les remparts et envahissent les environs. Rollon aima le paysage de cette Cité meurtrie et s'y installa pour y régner sur toute la Normandie.

En 912 Charles le Simple signe à Saint-Clair-Sur-Epte le traité qui remettait définitivement la Normandie à Rollon. Le goût de la navigation et de l'aventure, propre aux premiers Normands, ne tarde pas à se propager dans la Cité.

Au XI^e siècle, Guillaume le Bâtard, Duc de Normandie, triomphe d'Harold à la bataille d'Hastings et se rend ainsi maître de l'Angleterre.

Quelques siècles plus tard, un autre Normand, Robert Cavelier de la Salle, traverse l'Atlantique et s'installe à Montréal.

Les nombreux monuments que l'on découvre en visitant la Ville de Rouen, témoignent de ce riche passé historique.

La cathédrale, avec sa flèche haute de 151 mètres, plantée en plein cœur de la Cité antique est, probablement, le quatrième édifice construit à cet emplacement, et rappelle les débuts du Christianisme au IV^e siècle. C'est là que fut inhumé Rollon, 1^{er} Duc de Normandie ; Richard Cœur de Lion, Roi d'Angleterre et Jean, Duc de Bedford, Régent d'Angleterre à l'époque où Jeanne d'Arc fut brûlée sur la place du Vieux-Marché.

Le palais de Justice, ancien palais construit à la fin du XV^e et au début du XVI^e siècle, pour l'Echiquier de Normandie, devait être transformé en Parlement quelques années après.

Le Gros Horloge, avec son beffroi ; la Tour Jeanne d'Arc et beaucoup d'autres réalisations architecturales de grande valeur s'offrent à l'admiration des touristes, amateurs d'histoire et d'art.

Les Scandinaves qui viennent à Rouen sont heureux de retrouver les traces de Rollon, d'y voir les pierres runiques offertes l'une par la Norvège, l'autre par le Danemark en 1911 à l'occasion des fêtes du millénaire de la création du Duché de Normandie ; ils trouvent le souvenir de Saint-Olaf, qui fut baptisé à Rouen, dans une petite chapelle moderne, celle de l'Église Norvégienne.

Les Canadiens sont intéressés au premier chef par le Lycée Corneille où ils aiment retrouver dans la chapelle du XVII^e siècle le souvenir des Saints Martyrs canadiens qui partirent du Collège de Rouen pour aller évangéliser le Canada : Jean de Brébeuf, Antoine Daniel, Isaac Jog étaient professeurs à ce Collège où Robert Cavelier de la Salle était élève.

Fière de son passé historique et de sa richesse architecturale, Rouen entend occuper la place qui est celle d'une ville moderne, au milieu d'une agglomération de 325 000 habitants, la 8^e ville de France, dont les différentes communes concourent au développement qui se poursuit autour de la Cité ancienne.

Ville moderne, grand centre industriel en pleine expansion, son port maritime, qui s'allonge sur les deux rives, est fréquenté par les grands navires de mer grâce aux gigantesques travaux réalisés dans l'estuaire.

Dans le domaine de la culture, un vaste théâtre neuf dont le succès s'affirme, complète ses musées et son importante bibliothèque. Depuis la guerre, ses écoles d'Enseignement Supérieur se sont transformées en un Centre Universitaire, Académie de Rouen bientôt Université, installée sur les hauteurs d'un plateau au nord de la Ville.

La capitale normande attachée à son passé historique et soucieuse de développer ses relations économiques, culturelles et d'amitié, souhaite que les échanges avec les pays nordiques soient plus fréquents et plus suivis et souhaite que les habitants de ces pays empruntent fréquemment la voie tracée par Rollon il y a quelque mille ans.

HAUTE NORMANDIE ROUEN Capitale de la **AU HAVRE**

DOUZE armements scandinaves
assurent

QUINZE lignes régulières :

Grande-Bretagne- Danemark, Levant,
Côte Est des Etats-Unis, Canada et Grands Lacs,
Golfe du Mexique, Côte Ouest des Etats-Unis,
Golfe Persique, Extrême-Orient, Madagascar.

Port autonome du Havre - Terre-plein de la Barre

B.P. 1413 LE HAVRE --:-- Tél. : 42.52.01



ROUEN

**LE PORT FRANÇAIS
DES PAYS NORDIQUES**

LE PORT FRANÇAIS
DES PAYS NORD

PUBLICATIONS DE L'ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES, ADMINISTRATIVES ET COMMERCIALES

LE PORT DE FÉCAMP

- Situé sur la MANCHE à 40 km au Nord-Est du HAVRE
- avec ses plans d'eau et bassins de marée
- bénéficiant de moyens d'évacuation faciles par fer et route
- réputé pour ses cadences rapides de chargement et de déchargement
- muni de possibilités de stockage

EST UN PORT DE PREDILECTION

pour le CABOTAGE INTERNATIONAL

(jusqu'à 3.000 T de port en lourd)

Géographiquement bien placé, à proximité de la RÉGION PARISIENNE,
pour assurer des liaisons avec

la **SCANDINAVIE**

**Actuellement : Importations de Bois et Contreplaqués Nordiques
de Feldspath de Norvège**

Pour tous renseignements :

CHAMBRE de COMMERCE et d'INDUSTRIE de FÉCAMP - Tél. 30

A votre disposition sur place :

STEVEDORES, TRANSITAIRES, AGENTS et COURTIERS MARITIMES

DIEPPE PORT DE QUALITÉ

GARE MARITIME ● NAVIRES VOITURIERS



VOYAGEURS :

*la ligne directe
la plus économique
pour Londres.*

MARCHANDISES :

*acheminement
rapide et quotidien
dans toute
l'Angleterre.*

PORT FRUITIER SPÉCIALISÉ

Bananes, Agrumes, Primeurs

GRAND PORT DE PÊCHE FRAICHE

ZONE INDUSTRIELLE

PUBLICATIONS DE L'ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES
SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
Bibliothèque Arctique et Antarctique

THE LAPPS TO-DAY
IN FINLAND NORWAY AND SWEDEN

Un volume broché, 228 pages. 24 F



LE NOUVEAU-QUÉBEC
CONTRIBUTION A L'ÉTUDE
DE
L'OCCUPATION HUMAINE

publié sous la direction de

JEAN MALAURIE

JACQUES ROUSSEAU

Un volume broché, 466 pages. 58 F

PARIS

MOUTON & CO

LA HAYE

**FÉDÉRATION NATIONALE
des IMPORTATEURS
de BOIS du NORD
des PORTS FRANÇAIS**

7, Avenue de l'Opéra

PARIS-1^{er}

Tél. : OPE. 57-67

JULES ROY

S A. Capital - 9 600 000 F

24 Quai Gaston Boulet - ROUEN

Tél. : 71.79-73

TELEX 78074

**AGENTS MARITIMES - AFFRETEMENTS - TRANSIT
MANUTENTIONS - TRANSPORTS ROUTIERS
TRANSPORTS FLUVIAUX**

Agents des lignes régulières :

FRED OLSEN (Oslo), SVEA (Stockholm), AHLMARK (Karlstad)

IRIS (Stockholm), KALMARSUND (Kalmar)

LAURITZEN (Copenhague), NORDSTROM (Lovisa)

**Succursales - PARIS - DUNKERQUE - CALAIS - LE HAVRE
HONFLEUR - COLMAR - NEUF-BRISACH**

Agents dans tous les ports français et étrangers

AU SERVICE
DE L'INDUSTRIE
DU BATIMENT
DE L'AMEUBLEMENT
DE LA DÉCORATION

A. CHARLES ET FILS

Société Anonyme au Capital de 8 000 000 F

Tél. :
48-17-91

32, Rue de Colmar
LE HAVRE

Telex :
79.010

*Spécialiste de plus d'un demi-siècle
en bois exotiques, tropicaux et américains*



UN CHOIX EXCEPTIONNEL DE
SPRUCE - HEMLOCK - DOUGLAS FIR



Succursales à PARIS - BORDEAUX - LYON - MARSEILLE
STRASBOURG - ABIDJAN

SATCO



Toute la Scandinavie par service routier
Rapide - Régulier - Détail et Lots complets
Départ : PARIS le lundi - Départ : COPENHAGUE : le jeudi

SATCO : 1, Rue du Général Foy - PARIS 8^e

Téléphone : LAB. 13-39 - Telex : 20977

SOCIÉTÉ DES PAPETERIES AUBRY

Papiers de couverture pour carton ondulé
Kraft pour sacs de grande contenance
Kraft asphalté - Kraft crêpé
Bulle Corde et papiers minces

Sacs de grande contenance
Papier hygiénique en paquets et en rouleaux

Siège Social : **155, Bd Haussmann - PARIS-8^e**

Tél. : ELY. 85-56

Usine à **CROISSET-LES-ROUEN**

par **Dieppedalle (S.-M.)**

Tél. : 71 83-25

S.A. PAPETERIES DARBLAY

Siège Social : 27, rue des Pyramides - PARIS 1^{er}

3 usines :

GRAND-COURONNE (Seine-Maritime)

CORBEIL-ESSONNES (Seine-et-Oise)

BELLEGARDE S/VALSERINE (Ain)

Production totale : 200.000 tonnes

Papier journal + papier magazine

Papier d'impression-écriture : bouffants édition, satinés, duplicateurs, pelures,

Support-tenture + support-carbone

Papiers d'emballage : mousselines et sulfites, frictionnés et calandrés.

Papiers pour cannelure et couverture.

Ouate et tissus de cellulose.

Ets Robert BLONDEL S.A.



TEINTURERIE

RETORDERIE



SAINT-LEGER-DU-BOURG-DENIS

(Seine Maritime)

SOCIETE SPAGA MONOR

VÉHICULES INDUSTRIELS :

TRACTEURS

CAMIONS — C A R S

Concessionnaire SAVIEM



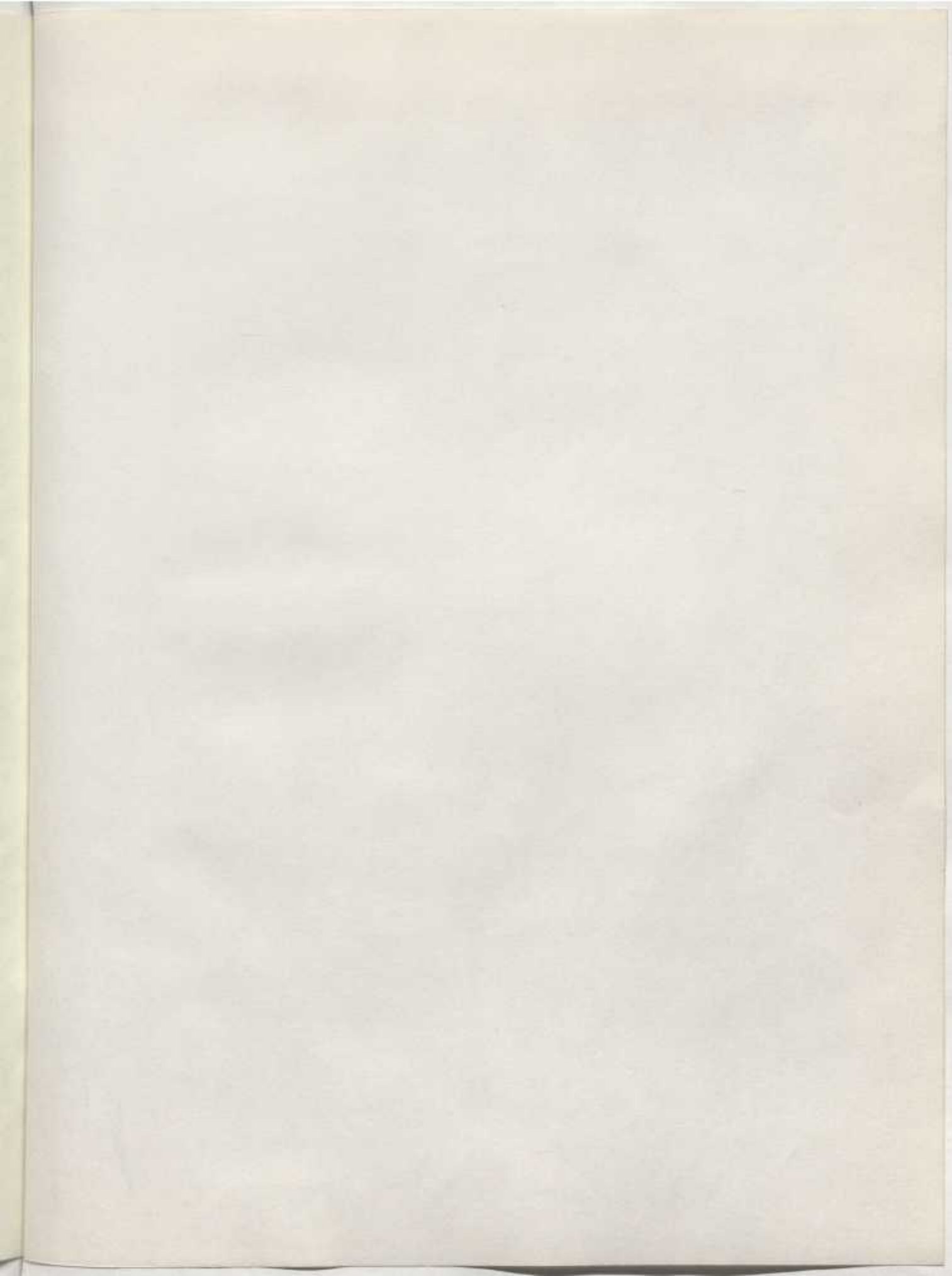
Bureaux & Ateliers : **7, Bd de Croisset - ROUEN** (S.-M.)

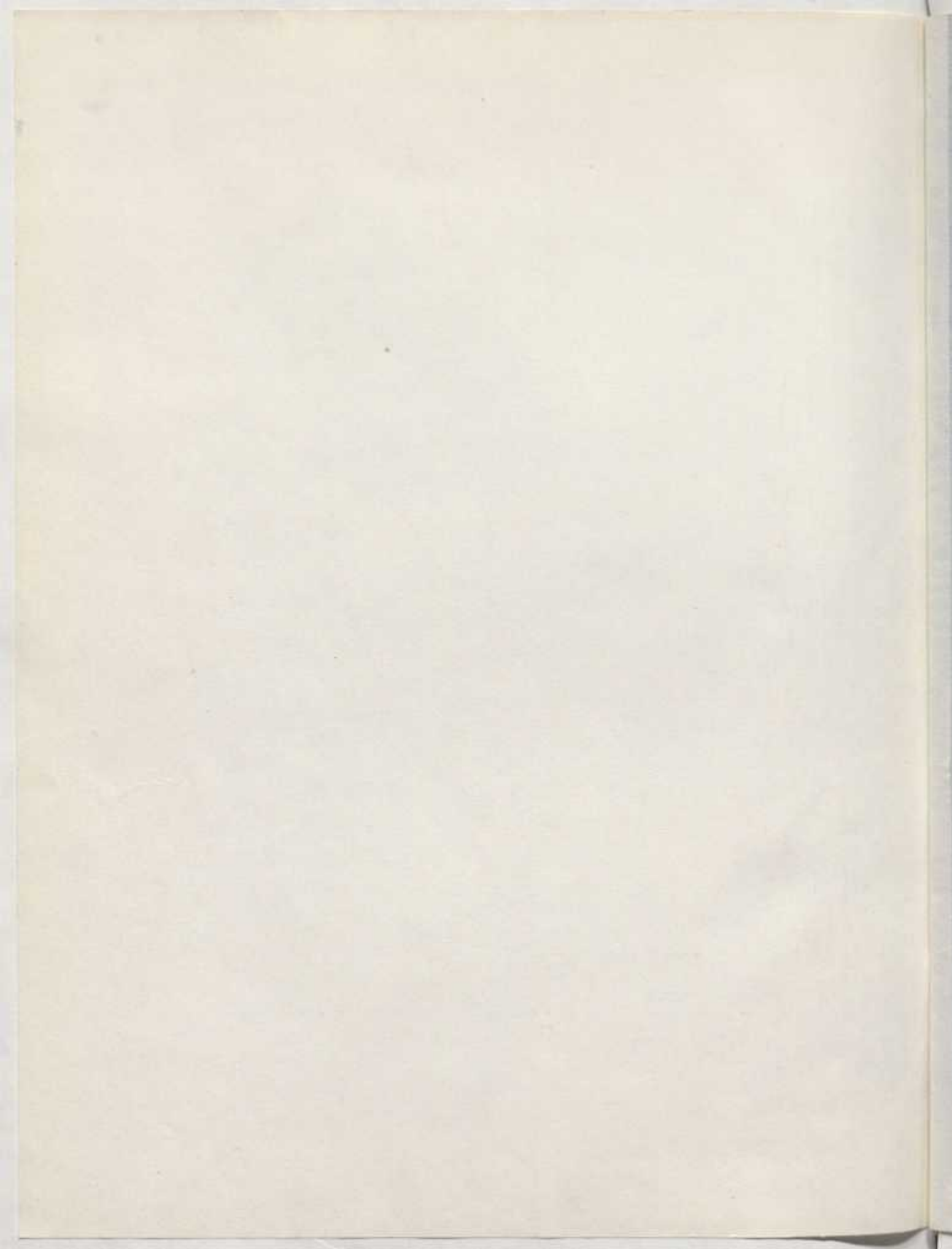
Tél. 71 70-01



Ateliers de **DIEPPE - Rue Jacob Bontemps** (S.-M.)

Tél. 84 31-96





Fondation Française d'Etudes Nordiques

MEMBRES FONDATEURS

Conseil Général de la Seine-Maritime
Ville de Rouen

Chambres de Commerce et d'Industrie de Haute-Normandie

PRESIDENT D'HONNEUR

M. Chaussade, Préfet de Région

PRESIDENT

M. Herbay, Président de la Chambre de Commerce
et d'Industrie de Rouen

Président de la Région Economique de Haute-Normandie

VICE-PRESIDENTS

M. Tissot, Maire de la Ville de Rouen

M. Lecanuet, Sénateur

Président de la Commission des Finances du Conseil Général

M. Lanfry, Président du Comité Régional d'Expansion Economique

M. Blondel, Président de la Société Industrielle

SECRETAIRE GENERAL

M. Jean Malaurie, Directeur du Centre d'Etudes Arctiques et Finno-Scandinaves
Ecole Pratique des Hautes Etudes (Sorbonne)

PUBLICATIONS DE LA FONDATION FRANÇAISE D'ETUDES NORDIQUES

ACTES ET DOCUMENTS N° 1 - Colloque sur "Le Marché des bois du Nord et la
Région Economique de Haute-Normandie".
(17 & 18 Novembre 1964)

Rapports et Débats - 400 pages (sous presse)

ACTES ET DOCUMENTS N° 2 - Colloque sur "La Route Maritime du Nord Sibérien"
(à paraître)

SEMINAIRES D'ETUDES EN 1965 (Février-Juin)

Tous les 1^{er} et 3^e Mercredis, de chaque mois au Palais des Consuls à ROUEN
Séminaires d'études de géographie économique et politique sur les Pays Nordiques.

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES — SORBONNE
SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
PUBLICATIONS DU CENTRE D'ÉTUDES ARCTIQUES
ET FINNO-SCANDINAVES

BIBLIOTHÈQUE ARCTIQUE ET ANTARCTIQUE

Editions MOUTON & Co. Paris-La Haye
45, rue de Lille - PARIS (VII^e)

- I The Lapps to-day : Conférences, Jokkmokk 1953, Karasjok 1956.
paru
- II Le Nouveau Québec : (sous la direction de J. Malaurie et
J. Rousseau). *paru*
- III M. G. Levin et A. P. Potapov (sous la direction de) : Les peuples
de Sibérie. *à paraître*
- IV Jean Malaurie : Contribution à l'étude des sociétés esquimaudes
de l'Arctique Canadien Oriental. *à paraître*
- Jean Malaurie : Terre de Washington, Côte du Sud, Terre d'Inglefield,
Groenland N.W. 2 cartes au 1/200.000, en 4 couleurs, topographie,
géomorphologie, hydrographie des glaces, carte des neiges. *paru*



INTER-NORD

Revue bi-annuelle de géographie économique et politique
des pays du Nord :

Agent de diffusion : S.E.V.P.E.N.
(Ministère de l'Éducation Nationale)
13, rue du Four - PARIS (VI^e)



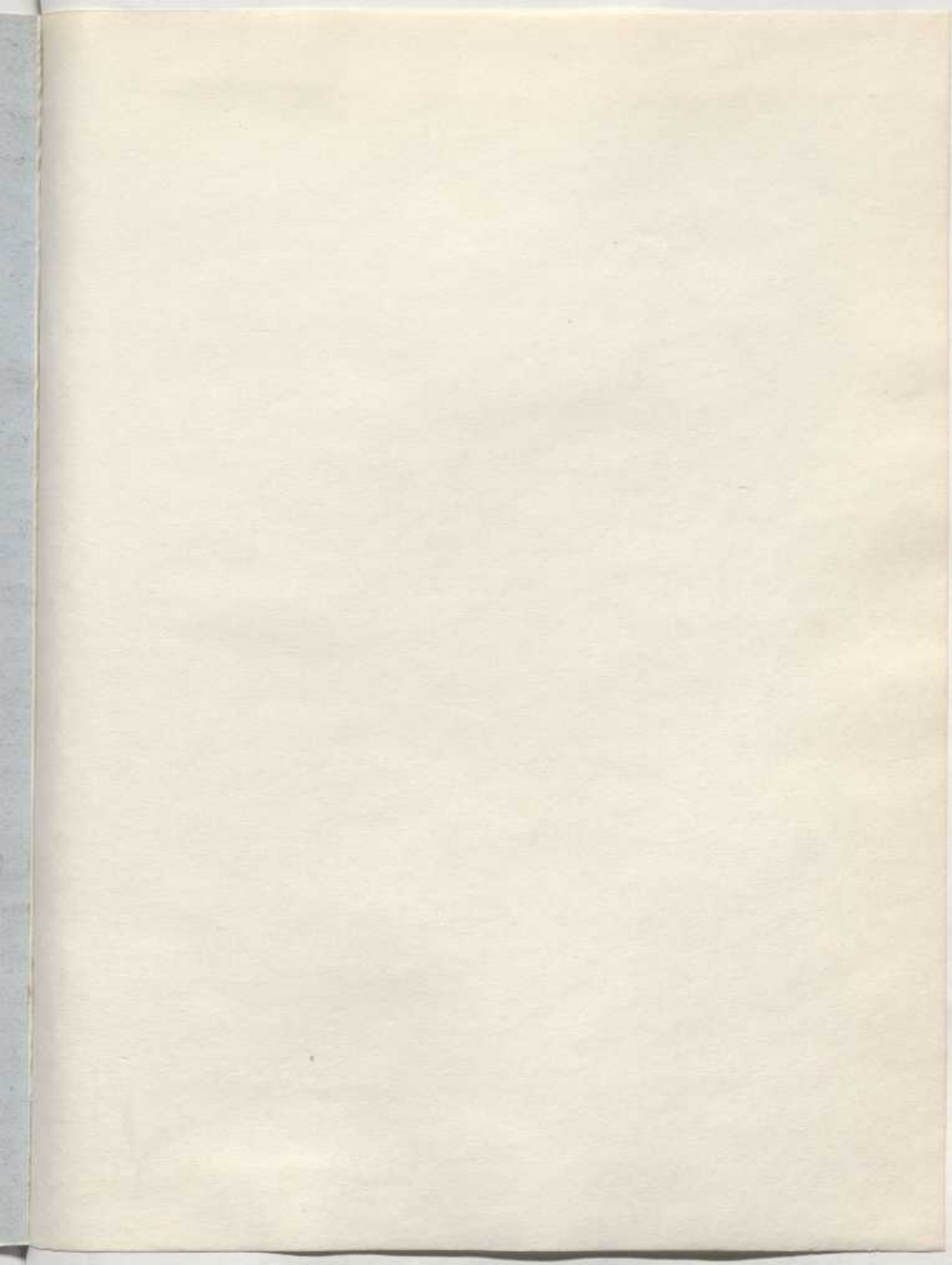
CONTRIBUTIONS

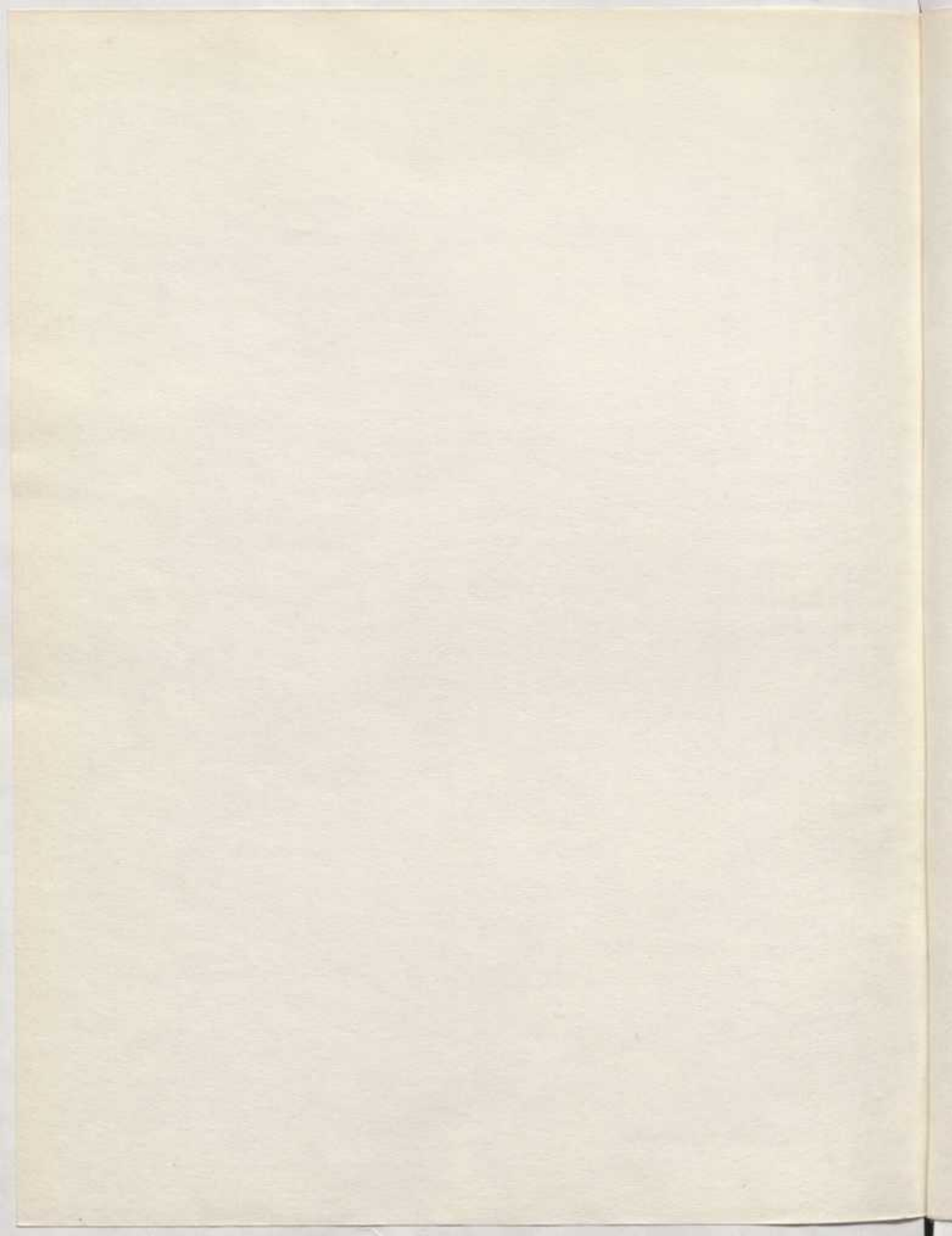
- 1 Jacques Rousseau : La Zonation latitudinale dans la Péninsule
Québec-Labrador. *épuisé*
- 2 Arnljot Stromme Svendsen : La route maritime du Nord : son
importance pour le transport maritime et la navigation
internationale. *paru*
- 3 Régis Boyer : Trois Sagas Islandaises du XIII^e Siècle et un
"Thátttr". *paru*

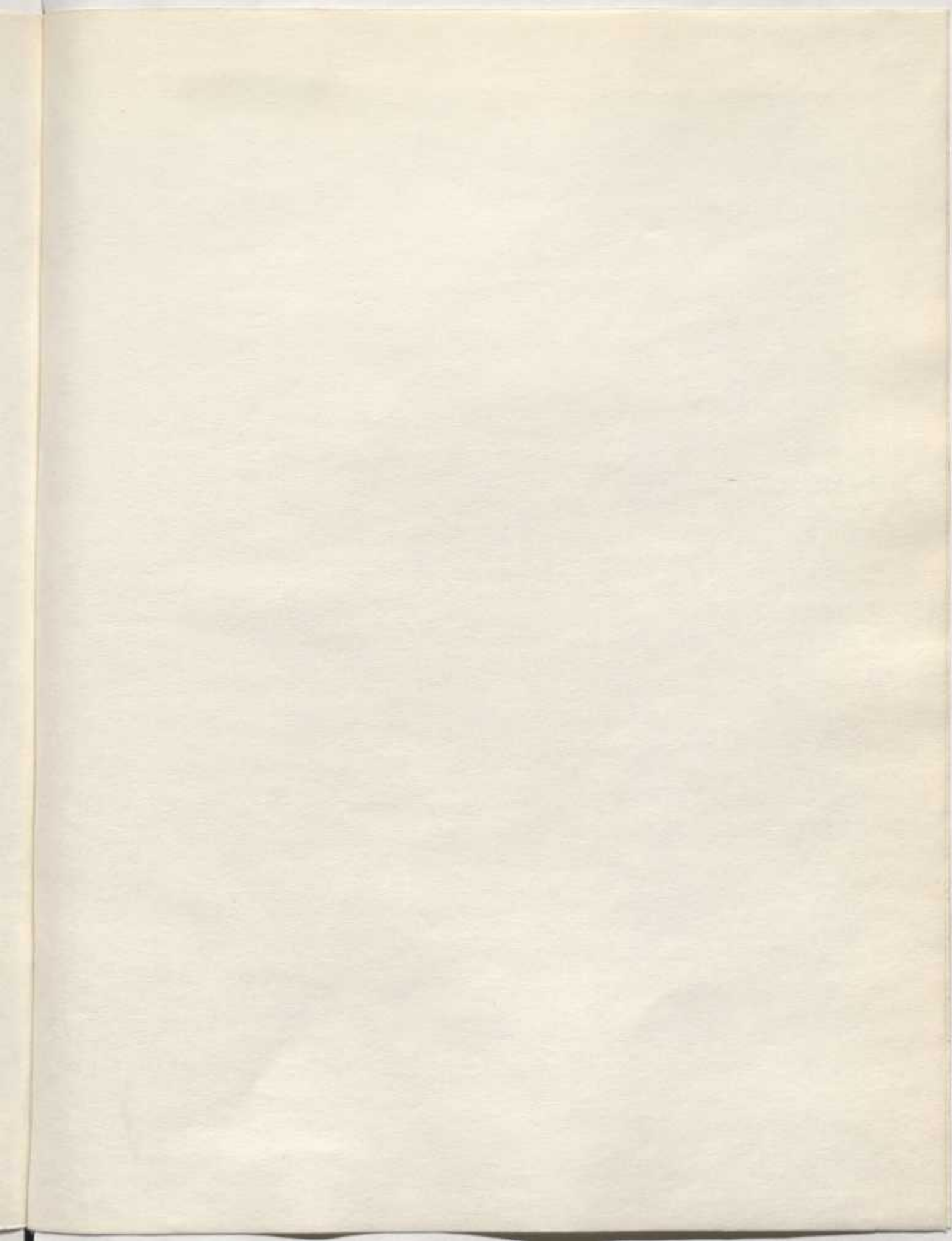
Agent de diffusion : S.E.V.P.E.N.
(Ministère de l'Éducation Nationale)
13, rue du Four - PARIS (VI^e)

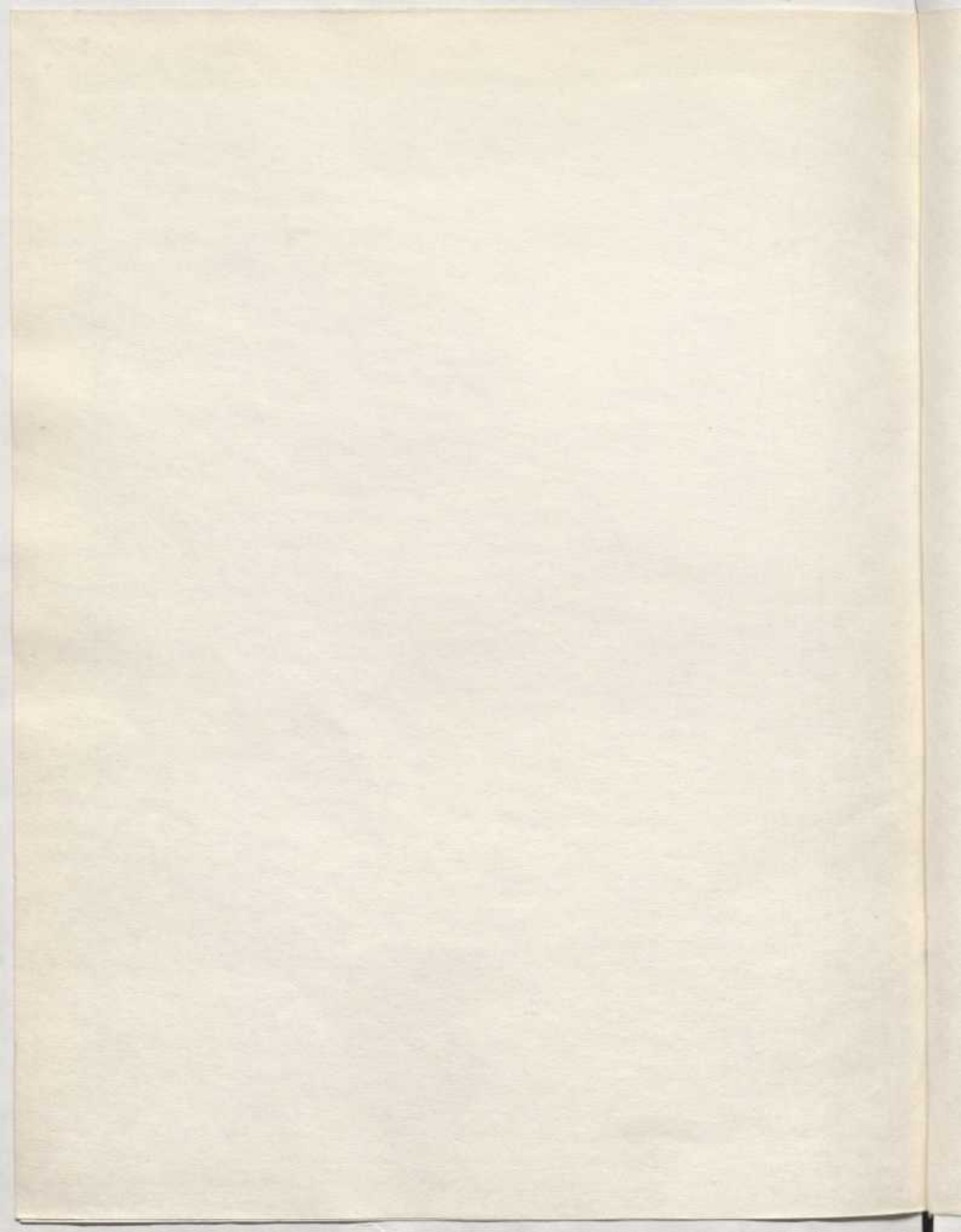


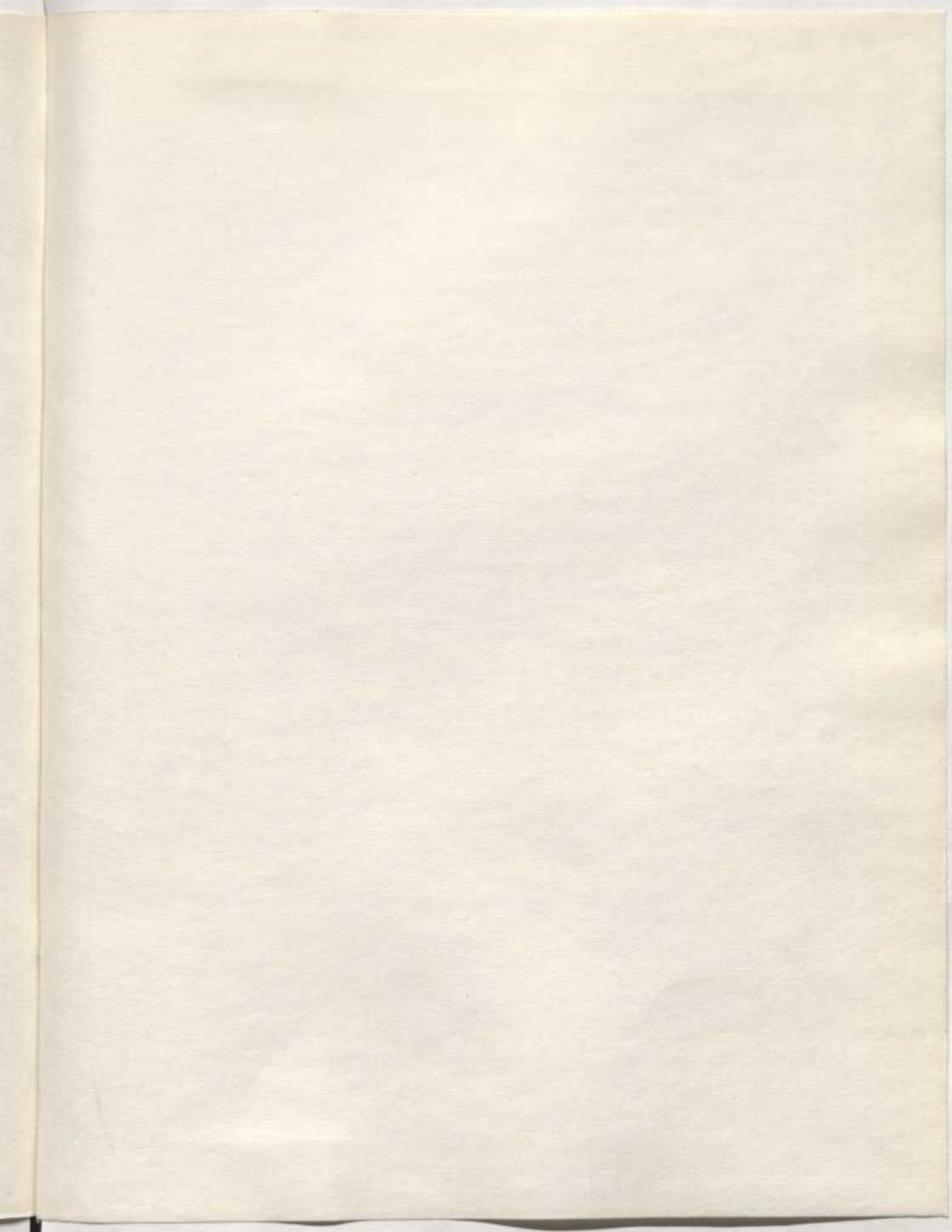
Le gérant : L. VELAY

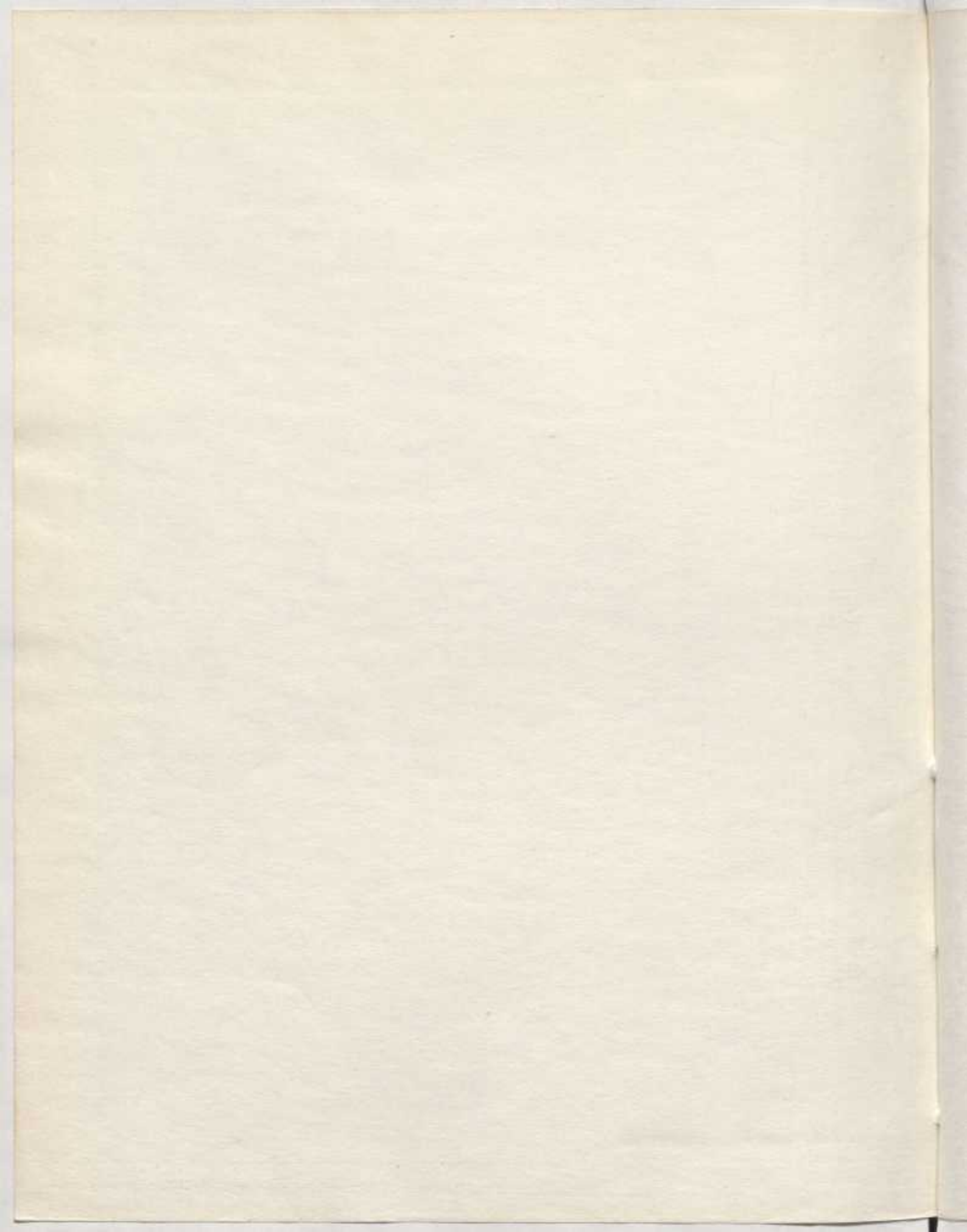


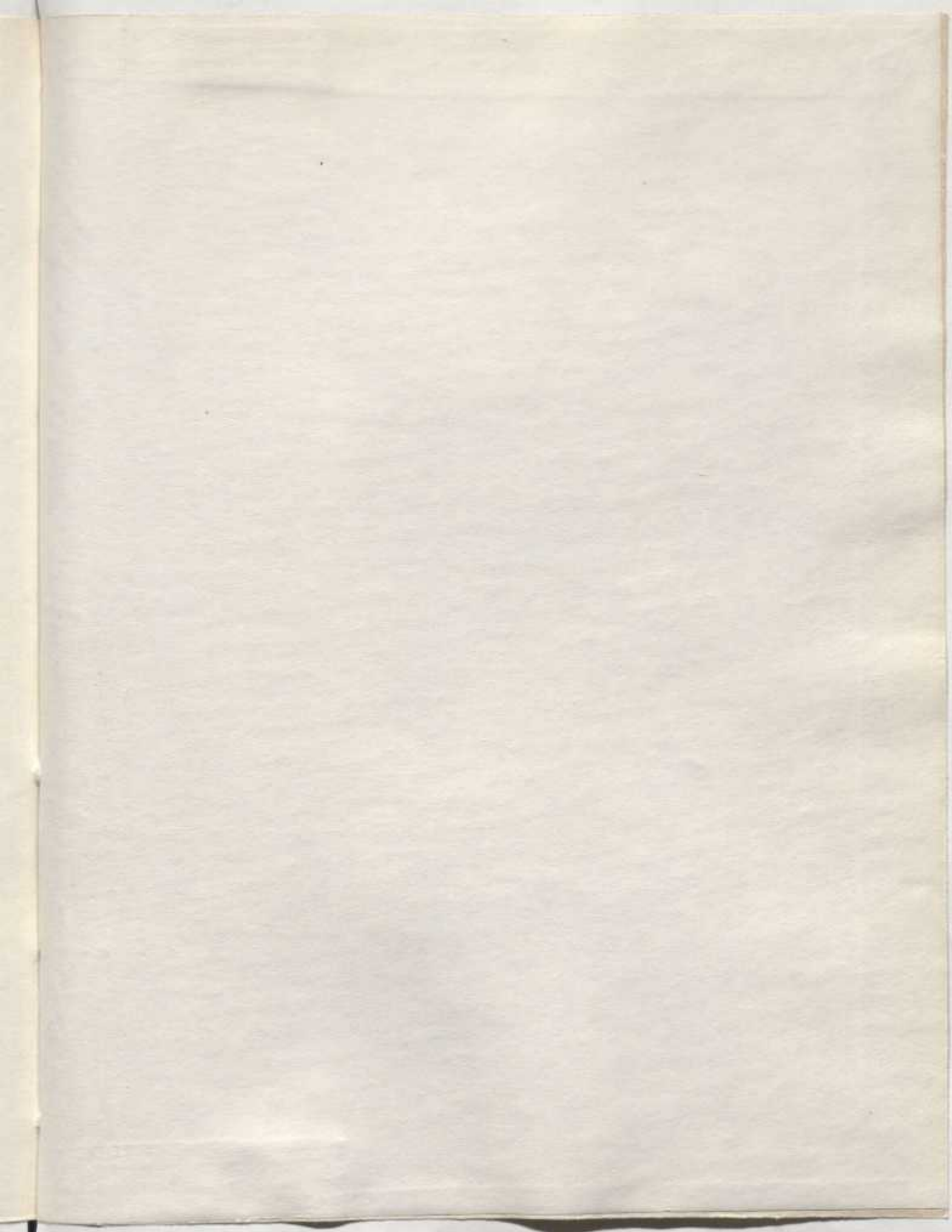




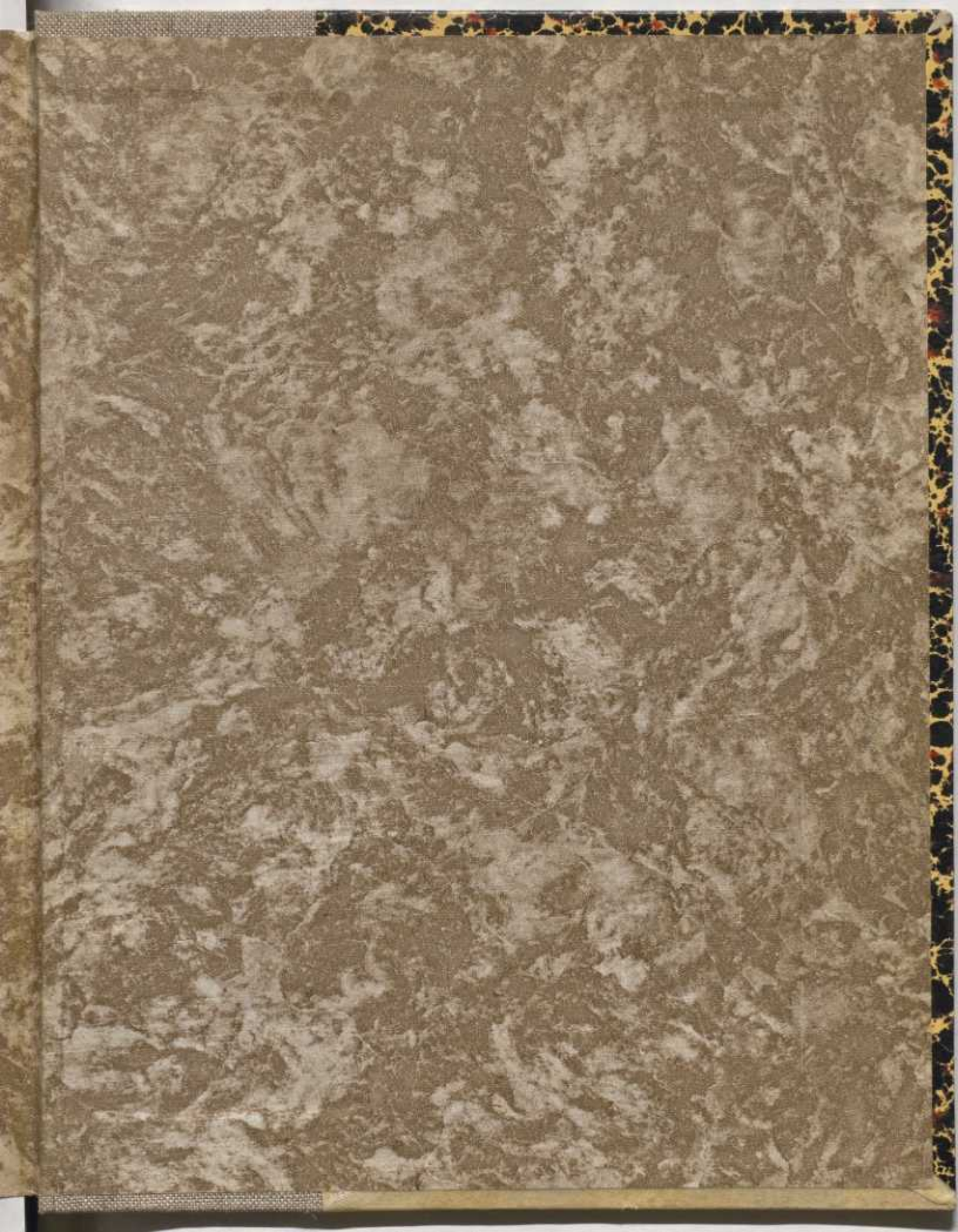


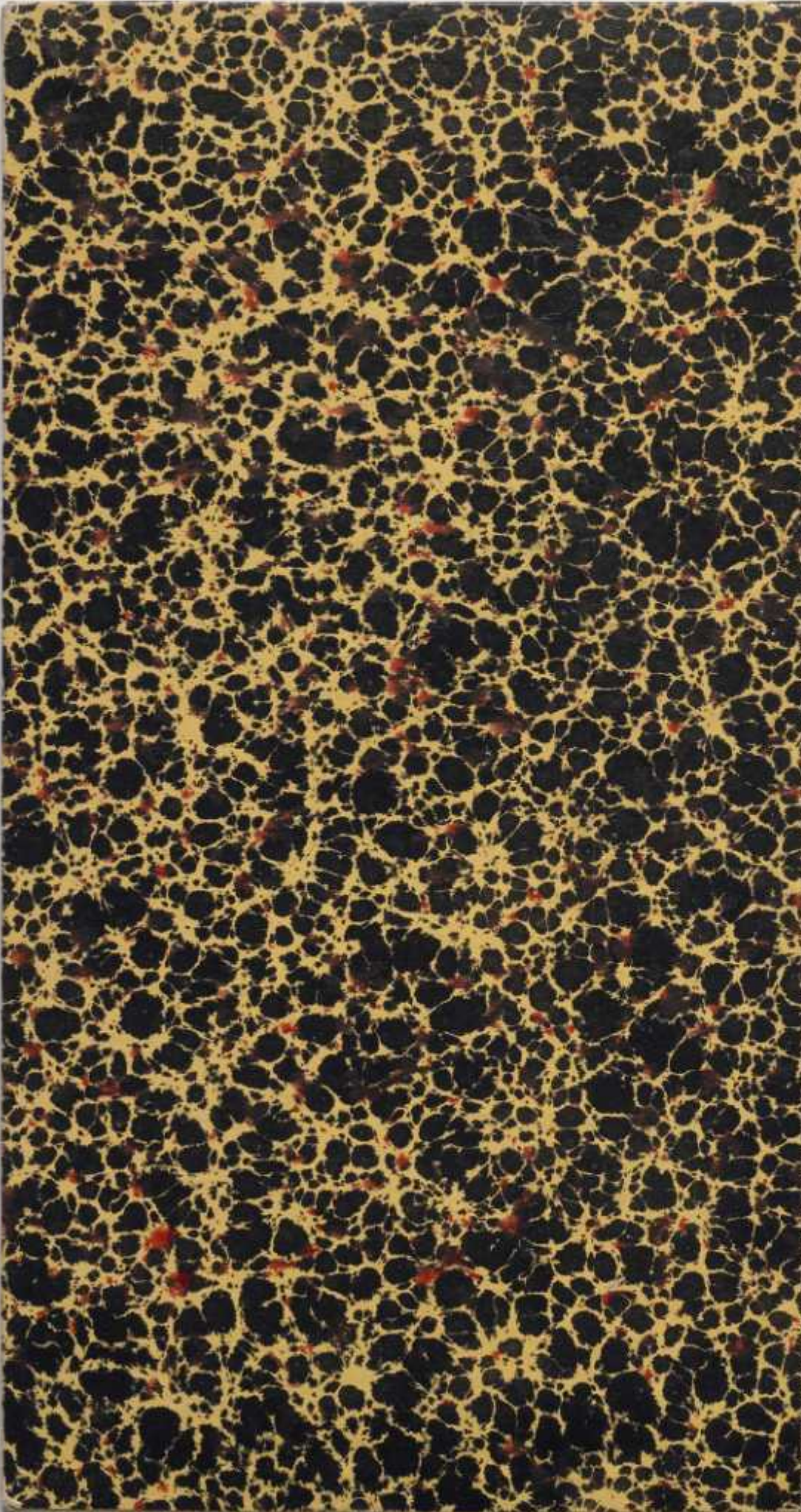












BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7531 06653856 3

4^e R
11109

INTER-NORD

—
1964-65

